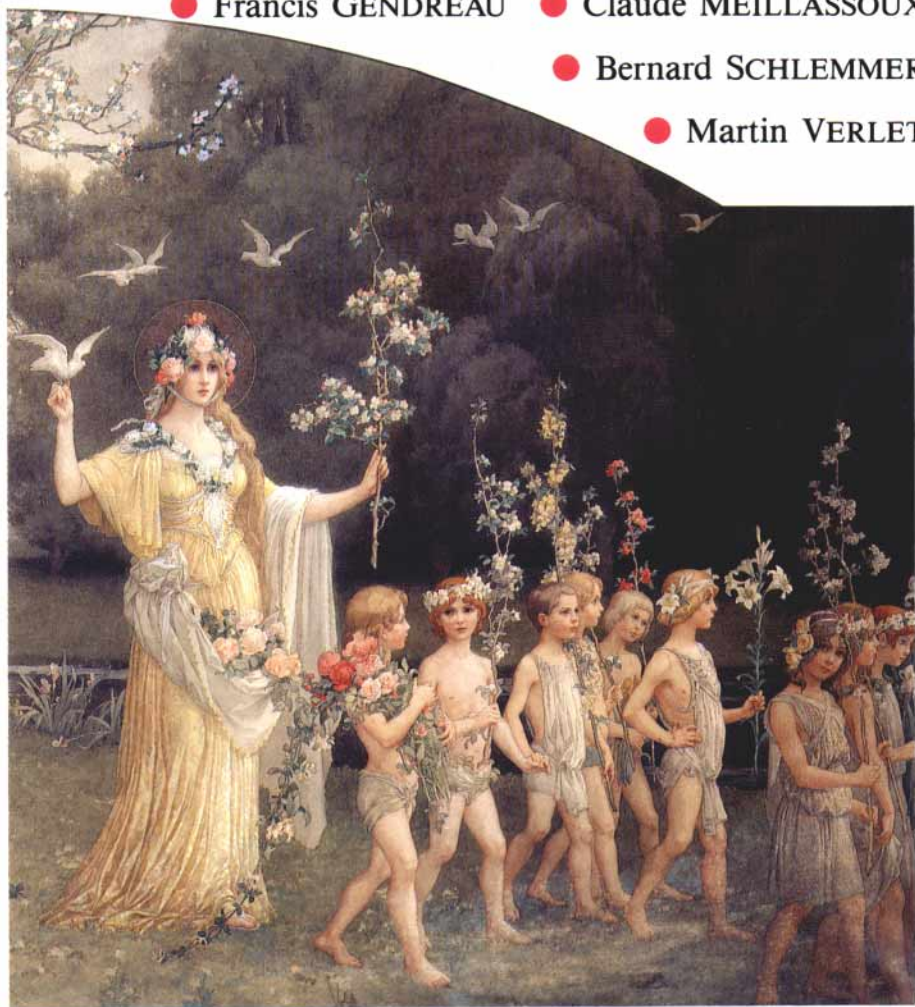


LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



CRÉD

LES SPECTRES DE MALTHUS

Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques

Colloque international
Paris 1990

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991

©Copyright by
EDI (Études et Documentation Internationales)
Institut Français de Recherche pour le Développement en Coopération
Centre Français sur la Population et le Développement
Paris 1991
ISBN 2-85139-102-X

AVANT-PROPOS

Francis GENDREAU

Cet ouvrage rend compte du colloque « déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques » qui s'est tenu à Paris du 14 au 16 mars 1990 ¹.

Ce n'était pas là une initiative isolée puisqu'il faisait suite au colloque « Terrains et perspectives » qui s'était tenu en 1986 ². Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait pour les organisateurs ³ de favoriser la rencontre, à l'interface de leurs disciplines, de chercheurs en sciences sociales pour qu'ils confrontent leurs résultats et leurs démarches, du terrain à l'analyse, dans la multiplicité de leurs approches.

En effet, comme l'indiquait le texte de présentation du colloque, « les liens entre ressources alimentaires et croissance démographique échappent aux champs strictement disciplinaires de la démographie, de l'économie et de l'anthropologie ».

« Faute d'une intégration satisfaisante des données et des analyses relatives à ces diverses disciplines, les faits démographiques sont plus

1. Ce colloque a réuni 78 participants (liste en annexe) dont les deux tiers résidaient en France et un tiers venait de l'étranger : autres pays européens (7), Amérique du Nord (6), Amérique Latine (4), Afrique Noire (5) et Asie (2).

2. « Terrains et perspectives. L'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement », 1987, ORSTOM, Paris, 453 p.

3. Le colloque était organisé par l'ORSTOM (département « sociétés, urbanisation, développement », unité de recherche « innovations, pouvoirs et dynamiques sociales »), le CNRS (équipe de recherche « sociétés rurales et politiques de développement ») et le CEPED.

Il a pu se tenir, et cet ouvrage a pu être publié grâce aux concours financiers des organisateurs et du Ministère de la coopération et du développement.

souvent tenus pour cause que pour effet. L'exode rural et l'urbanisation qui affectent les populations du Tiers Monde s'insèrent dans des contextes dont l'impact démographique est mal perçu ou ne reçoit que des explications globales (macro-économiques ou macro-démographiques) qui ne sont pour autant ni analytiques, ni synthétiques. Restent mal connus par contre, les effets démographiques des conditions de la production vivrière et de l'approvisionnement différentiel des subsistances sur la croissance des différentes composantes sociales ; de même que les processus socio-démographiques intimes de ces composantes et les conditions socio-économiques de leur reproduction sous l'effet des contraintes auxquelles elles sont respectivement soumises dans le cadre des politiques qui leur sont appliquées localement. »

« Malgré ces limitations méthodologiques, des travaux entrepris dans ces différentes disciplines et cherchant à les dépasser, tentent d'appréhender ces problèmes plus finement, dans une perspective historique et socialement différentielle. Des chercheurs, dans leur pratique de terrain, font de ces phénomènes une analyse démographique ou économique plus ou moins explicite, sans toujours pouvoir mesurer leur prolongement disciplinaire. »

Ce sont ces recherches, aux franges des disciplines, qui ont été discutées au colloque. Au départ, il avait paru utile aux organisateurs de structurer les débats autour de quatre thèmes au sein desquels les communications, au nombre de 27, ont été présentées :

— « transition démographique et reproduction sociale » : cette séance regroupait les interventions traitant de la production alimentaire en relation avec les dynamiques démographiques et sociales.

— « tensions et ruptures » : il s'agissait ici des communications relatives aux périodes de crise et particulièrement aux guerres.

— « interrogations théoriques » : les débats ont pu alors prendre un peu de recul à partir des travaux précédents s'appuyant sur une grande variété de situations et à la lumière de quelques communications d'ordre théorique,

— enfin, le dernier thème, « politiques publiques et pratiques sociales » s'intéressait aux interventions de l'Etat et aux réactions des sociétés.

*
* *

Au-delà de ce descriptif rapide, et en introduction aux textes qui suivent, on peut formuler quelques commentaires généraux.

Tout d'abord l'organisation et la tenue d'un tel colloque constituaient une entreprise aléatoire en raison du thème retenu, et relevaient d'un double pari d'intégration :

— il fallait, bien sûr, que les communications et les débats intègrent les deux composantes du sujet. On peut évoquer à ce propos l'anecdote suivante : l'épreuve de culture générale du concours d'entrée d'une grande école portait une année sur « Faidherbe et le Sénégal » ; un candidat, appliquant scrupuleusement ce qu'on lui avait appris, a traité le sujet en deux parties : 1) Faidherbe ; 2) le Sénégal. Le risque n'était pas nul de voir les intervenants au colloque se préoccuper d'un seul aspect de la question, soit les questions démographiques, soit les problèmes alimentaires. A la lecture des textes, il semble que cet écueil ait été évité.

— ce premier pari ne pouvait être gagné que si l'était aussi un second pari : celui de la confrontation entre disciplines. Sur ce point, le colloque peut sans doute être considéré comme une réussite. Les communications et les débats ont toujours eu ce souci : chacun a apporté son approche, ses méthodes, directement issues de sa discipline d'origine, mais en faisant largement place aux disciplines voisines.

Certes, la dimension anthropologique a été sans doute dominante, mais ceci était indispensable pour la bonne compréhension des mécanismes profonds des phénomènes étudiés. La démographie était heureusement aussi présente. Des apports tout à fait intéressants ont été fournis par l'histoire : le thème du colloque ne peut en effet valablement s'étudier que sur le long terme, et les éclairages apportés sur l'esclavage et sur l'histoire coloniale, surtout l'entre-deux guerres, période pré-statistique où les premiers chiffres apparaissent, ont été de ce point de vue fort utiles.

Peut-être sur cette question de la participation des différentes disciplines, faut-il regretter que la dimension spatiale (étude des terroirs, analyse des systèmes agraires, exode rural,...) et que les contraintes physiques de l'environnement (dégradation des sols, surpaturages, déforestation...) n'aient pas été plus systématiquement abordées.

Ceci étant, les aspects sociaux et sociétaux de la question sont au coeur des préoccupations, comme on le constatera à la lecture des différentes contributions. De multiples problèmes ont été posés et analysés allant du statut de la femme et de son rôle dans la production, aux systèmes fonciers, en passant par les modes d'organisation du travail, et bien d'autres aspects encore, y compris les situations de crises, famines et guerres.

Finalement la plupart des travaux présentés ici peuvent être lus à travers l'interrogation sur ce que peuvent être ou ce que sont les réponses des sociétés :

— réponses démographiques (augmentation de la mortalité ? baisse de la fécondité ? développement de l'émigration ?) apportées à l'apparition de besoins accrus en termes de disponibilité alimentaires, suite à l'accroissement de la population (la pression démographique), et/ou à la

diminution (ou la stagnation) de la production liée à divers facteurs (sécheresses, troubles,...)

— réponses à l'apparition de « déséquilibres » par l'augmentation de la production grâce à des efforts sur la productivité du travail et sur le rendement de la terre ou grâce à des « ruptures technologiques » (voir les travaux d'Ester Boserup).

Ces deux types d'approches se retrouvent dans l'ouvrage, souvent imbriquées dans une dialectique féconde, que ce soit dans les communications présentées ou dans les débats auxquels elles ont donné lieu. L'intérêt des discussions a d'ailleurs été accru par le passage constant du niveau « micro » au niveau « macro » et réciproquement, et par l'analyse du rôle de l'Etat et des Organisations Internationales (FMI, Banque Mondiale).

Deux débats importants n'ont pu enfin qu'être esquissés, faute de temps :

— celui de l'évolution de la productivité du travail agricole : des avis contradictoires ont été émis dans le cas de l'Afrique, mais ne s'appuyant guère sur une argumentation chiffrée. A contrario, des analyses ont été fournies, concernant le Vietnam où, sur trente années de guerre, la productivité semble s'être à peu près maintenue, et l'Indonésie où, sur longue période, elle s'est améliorée, lentement mais régulièrement ;

— le débat sur l'urbanisation et sur la nécessité de « nourrir les villes ». Dans de nombreux pays du Sud, en particulier en Afrique, les taux d'accroissement démographique sont importants (de l'ordre de 3% par an) ; il s'y produit une urbanisation massive, mais vers des villes ne connaissant pas un vrai développement urbain et où le secteur secondaire reste très fragile ; et pendant ce temps la population rurale continue de croître. Le contexte est ici radicalement différent de la période d'industrialisation/urbanisation de l'Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle.

*
* *

« L'homme qui naît dans un monde déjà occupé est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. « Les spectres de Malthus », intitulé original de la contribution de Claude Meillassoux repris dans le titre de cet ouvrage, ont certes plané sur les débats. Mais si la gravité de la situation de nombreux pays du Sud n'a pas été sous-estimée, le colloque a su éviter le piège du catastrophisme. Au contraire peut-être, des pistes se dégagent

de certains des textes présentés ici : ce ne sont certes pas des solutions, mais au moins des éléments de réflexions. Puissent les « décideurs » les prendre en compte et mieux savoir intégrer les dynamiques sociales, les dynamiques démographiques et les dynamiques de production.

Parmi les pistes de réflexion qui ont retenu l'attention des organisateurs, il y en a une qui a paru particulièrement prometteuse : le concept de « travailleur dissocié » introduit par Martin Verlet. Par « dissociation », il faut entendre les multiples formes de déséquilibres, ruptures, disjonctions et scissions sociales, engendrés par les déplacements de travail. C'est sur ce thème que pourrait être organisé un prochain colloque.

*
* * *

Cet ouvrage comprend six parties, d'ampleurs inégales, résultant d'une restructuration du plan des débats du colloque en vue d'une meilleure adaptation à la forme écrite :

— « Horizons théoriques », propose différentes problématiques d'approche générale des relations entre la croissance démographique et la production alimentaire ;

— « Situations et trajectoires », regroupe les textes relatifs à des pays ou régions particuliers qui ont été au cœur des débats dans le prolongement des perspectives théoriques précédentes ;

— « Conjonctures féminines », s'interroge sur la féminisation croissante du travail agricole et ses perspectives ;

— « Points de vue », rassemble des textes procédant d'approches plus spécifiques et susceptibles d'éclairer d'un jour particulier la partie précédente ;

— « Conjonctures guerrières », a trait à l'analyse de situations exceptionnelles liées à des périodes de guerre ;

— « Crises sous influence », aborde le domaine des interventions de l'Etat ;

Enfin l'ouvrage se termine par le texte « Interrogations aux franges des disciplines », qui constitue un compte-rendu synthétique des débats, dû à Bernard Schlemmer.

HORIZONS THÉORIQUES

LA LEÇON DE MALTHUS : LE CONTRÔLE DÉMOGRAPHIQUE PAR LA FAIM

Claude MEILLASSOUX

Par reproduction sociale j'entends à la fois le renouvellement démographique et économique des effectifs et la reconstitution des relations et des institutions sociales qui organisent les individus selon des caractéristiques propres au système considéré.

La reproduction physique et matérielle de la société ne s'accomplit pas au moment de la naissance d'une nouvelle génération, mais si et quand les individus qui composent cette génération atteignent la maturité productive et reproductive, c'est-à-dire ce que j'appellerai le *seuil de croissance*.

La « maturité » est considérée ici sous un double aspect démographique et économique : la *maturité démographique* est atteinte lorsqu'un individu pubère est admis à procréer. La *maturité économique* commence avec la capacité de produire au-delà de sa propre consommation, c'est-à-dire lorsque l'individu fournit un *surproduit*¹. Nous admettons que comme dans la plupart des sociétés policées, le mariage, qui marque la maturité démographique, est associé à la maturité économique et que les deux moments coïncident à peu près.

La condition démographique minimum de la reproduction sociale est le renouvellement des effectifs d'une génération à l'autre (ou ce que l'on appelle la *reproduction simple*) ; c'est-à-dire que compte tenu de la mortalité par âge jusqu'à la maturité chaque génération de femmes pubères² doit produire une génération reproductive mixte, hommes et

1. Dans ce qui suit, je m'en tiendrai à la production alimentaire.

2. J'appelle *pubères* les femmes en état de procréer quel que soit leur âge.

Les spectres de Malthus

femmes, égale à celle à laquelle appartiennent ces femmes, dont autant de filles qu'elles-mêmes.

Au-delà de ces conditions démographiques, chaque nouvelle génération doit être nourrie jusqu'à sa *maturité*, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle soit capable (physiquement et conventionnellement) de produire et de se reproduire à son tour.

La fécondité féminine et la *productivité du travail alimentaire* contribue de façon indissociable à la croissance.

Les fondements physiques et matériels de la reproduction sociale étant démographiques et économiques, ils doivent donc être examinés sur ce double plan pour comprendre comment elle engage des rapports entre les sexes et les générations d'une part, entre les classes et entre les peuples d'autre part.

Malthus et le spectre du pauvre

La prise en considération du facteur alimentaire dans la croissance démographique renvoie à Malthus qui avait posé le problème de la population en ces termes dans son fameux *Essai sur le principe de population*.³

L'ouvrage de Malthus est un mélange de propositions justes et de paralogismes d'inspiration idéologique qui a conduit à ce qu'on appelle aujourd'hui le « malthusianisme », une sorte de catastrophisme démographique accompagné d'une attitude encore très contemporaine de rejet moral de la pauvreté comme étant à imputer aux « vices » des pauvres eux-mêmes. Ce qui faisait dire à Engels : « C'est maintenant la théorie favorite de tous nos vrais bourgeois anglais, d'autant plus naturellement qu'elle leur fournit les justifications les plus fallacieuses et qu'elle a de surcroît dans les circonstances présentes un important fond de vérité. »⁴

Certes, on peut admettre que les idées de Malthus n'étaient pas toutes celles qu'en ont retenues ses zélateurs mais il faut convenir que son absence de rigueur et ses formulations se prêtent facilement aux pires interprétations. Malthus se fait ouvertement l'avocat des propriétaires terriens, l'une de ses préoccupations majeures étant d'éviter que « toute la propriété foncière [ne soit] engloutie par la taxe » pour les « pauvres » (1803/1963 : 180).⁵

3. MALTHUS T.-R., 1803/1963, Paris, Gonthier/Seghers.

4. « This is now the pet theory of all genuine english bourgeois, and very naturally, since it has the most specious excuse for them, and has moreover, a good deal of truth in it under existing conditions. » (ENGELS F. 1845, *The Condition of the Working class in England in 1844*, p. 309).

5. Les citations sont tirées de la traduction française.

*La principale proposition de Malthus est que « la population tend constamment à s'accroître au-delà des moyens de subsistance⁶ et qu'elle est arrêtée par cet obstacle » (p. 18). Proposition ambiguë qui confond d'emblée deux notions : celles de surpopulation absolue et relative. Or il y aurait surpopulation absolue par rapport aux subsistances, si la population parvenait à croître jusqu'à être capable de se reproduire au-delà des capacités nutritionnelles des ressources existantes ; il s'agit donc d'une spéculation irréaliste. Par contre il y a surpopulation *relative* quand une population existante est privée des ressources qui lui ont permis de croître jusqu'à son état présent.*

Avant d'aller plus loin dans la critique, il faut relever dans l'*Essai* des remarques justes mais éparées, dont le nombre et la qualité sont assez impressionnants.

Outre la proposition principale qui énonce un rapport logique entre les effectifs d'une population et le volume des subsistances (auquel elle a accès), Malthus formule d'autres jugements utiles et justes :

— il évoque, mais à une seule reprise, la notion d'un âge de maturité économique qu'il situe à dix ans (p. 231) ;

— il comprend qu'une nouvelle génération doit parvenir à « l'âge d'homme » pour qu'il y ait croissance (p. 211) ;

— il répète plusieurs fois que l'augmentation du volume de la nourriture doit précéder celle de la population (p. 109, 135) encore qu'il écrive aussi « que les lois de la nature s'opposent à ce que l'on réussisse jamais à élever le niveau des subsistances au niveau de la population », ce qui laisse entendre que celle-ci aurait déjà pu croître à partir de rien (p. 162) et annule la proposition précédente ;

— il fait empiriquement la différence entre produits régénérateurs (les biens nécessaires à la reproduction et à l'entretien de la vie) et produits manufacturés ;

— il n'ignore pas l'effet du commerce des vivres sur la démographie (p. 126) ;

— il constate que la mortalité en cas de famine frappe d'abord et surtout les enfants (p. 163, 177) ;

— il entrevoit les effets des revenus monétaires sur l'accès différencié à la nourriture, donc incidemment le rôle démographique du salaire et de l'emploi (p. 116, 131, 161, 200). Ce sur quoi il insistera dans des ouvrages ultérieurs, mais sans prendre en considération la différence de

6. Il faudrait ajouter ici : « auxquels elle a accès », ce qui ne semble pas toujours clair dans l'esprit de Malthus.

durée des cycles démographiques et de variation des prix ou des salaires ;

— il introduit le cas des fluctuations de la production agricole (p. 131-132) ;

— enfin il évoque les différences d'accès à la nourriture selon les classes sociales (p. 135, 142, 143, 212).

Ces propositions toutefois ne s'articulent nulle part en un corps argumentaire cohérent capable de maîtriser les préjugés de classe de Malthus qui dominant sa démarche et l'entraînent à des conclusions opposées à ses prémisses.

En dépit, donc, d'observations qui lient correctement la démographie à l'économie, le texte de Malthus suggère de façon répétée la possibilité d'une croissance *absolue* de la population au-delà des disponibilités alimentaires, c'est-à-dire la présence physique d'une surpopulation parvenue à la maturité sans en avoir eu les moyens matériels.

D'emblée, pour illustrer son propos, Malthus (1803 : 22) imagine une situation où la population de la Grande-Bretagne atteint cent soixante treize millions d'habitants alors que le produit du sol anglais ne peut en nourrir que cinquante cinq ! « Cent vingt et un millions d'hommes, conclut-il tragiquement, seront ainsi condamnés à mourir de faim. » Certes, Malthus voulait ainsi frapper les esprits, mais convenons que l'argumentation est bizarre. Si les moyens de subsistance sont un obstacle insurmontable à la *croissance* démographique, comment ces 121 millions d'individus seraient-ils parvenus à survivre et se reproduire au-delà des disponibilités en nourriture ? Plus loin (p. 27) il récidive, prouvant qu'il ne s'agit pas d'une distraction, en généralisant son propos : « Supposons un pays dans lequel les moyens de subsistance sont suffisants pour nourrir la population. La tendance de celle-ci à s'accroître (...) fait que le nombre des humains s'accroît plus vite que les possibilités de subsistance. » Plus loin encore dans l'ouvrage, pour répliquer au « réformateur » Goodwin (p. 95), il reprend un argument semblable, tout en avouant ingénument : « Je sais bien, que les millions d'habitants en excès dont j'ai parlé n'existeront jamais » écrit-il, sans paraître comprendre que sa démonstration en est du même coup invalidée. A travers ces exemples répétés, imaginaires et irrationnels, le mal est fait : la population des pauvres ne cessera d'apparaître comme surgie d'un néant sans loi et dotée par cette argumentation fallacieuse, d'une aura spectrale : au côté d'une population raisonnable, celle des « classes supérieures », présentée comme pourvues des vertus de prévoyance et de chasteté et croissant selon la logique de leurs ressources, Malthus évoque un peuple désordonné de morts-vivants, celui des pauvres, croissant sans frein, coupable par son imprévoyance et son

incontinence d'avoir violé le droit naturel à l'existence. Ce peuple monstrueux ne peut avoir que des effets tératogènes : « La populace, écrit-il, qui est généralement formée par la partie *excédentaire* (souligné par moi C.M.) d'une population aiguillonnée par la souffrance mais qui ignore totalement la vraie cause de ses maux, est — parmi tous les monstres — le plus redoutable ennemi de la liberté. Elle fournit un instrument à la tyrannie et, au besoin, la fait naître. »

Cette « invasion verticale des barbares », comme on l'évoquera plus tard, sera pour les bourgeois lecteurs de Malthus, un fait accompli : les pauvres représentent à leurs yeux une surpopulation absolue déjà présente, surgissant en son sein en violation de la raison et qu'il faudra aider à disparaître.

Sur ce point Malthus lui-même, se laisse prendre à ses propres arguties. Bien qu'ouvert en certains endroits à la compassion, bien qu'œuvrant, croit-il, à une société où le superflu serait la part de tous, il est, à l'égard de cette insolente surpopulation, d'une sévérité féroce. Pas d'assistance, pas de secours, ni pour lui ni pour ses enfants, à celui qui engendre sans en avoir les moyens : « Il faut qu'il sache que les lois de la nature⁷, qui sont les lois de Dieu, l'ont condamné à souffrir, lui et sa famille, pour le punir d'avoir violé leurs admonestations répétées, et qu'il n'a pas le droit de réclamer à la collectivité la plus petite parcelle de nourriture en plus de ce à quoi son travail lui donne droit. » (Malthus, 1803 : 177) Les bourgeois anglais ont compris la leçon et, retirant aux chômeurs l'aide que leur accordait la loi des pauvres depuis le règne d'Elisabeth, ils les jettent dans des « maisons de travail » dont les conditions, selon la description d'Engels, semblent s'apparenter à celles qui régnerent plus tard dans les camps nazis (Engels, 1845 : 309s). Car ce « jugement » sans appel de Malthus, qui ne se voulait sans doute que dissuasif, est devenu homicide chez ses épigones empressés. C'est lui qui inspire aussi la politique économique du Fonds Monétaire International dans le Tiers Monde.

Un exemple montre comment fonctionne l'argumentation de Malthus. Les mauvaises récoltes et le chômage, explique-t-il, « créent un excès de population » et favorisent le recrutement des armées, et donc les guerres (id : 153s). Notons d'abord que cet exemple n'illustre pas la thèse de Malthus qui prétend que l'excès de population provient de la croissance de celle-ci au-delà des disponibilités alimentaires. Or il ne s'agit pas ici d'une *surpopulation absolue* provoquée par un accroissement démographique par rapport aux disponibilités vivrières existantes,

7. Malthus fait usage de la notion de « nature » et de ses prétendues lois, de la façon la plus inconsidérée, tantôt les faisant agir pour le meilleur et tantôt pour le pire ; tantôt commandant les événements, tantôt devant être renforcée par la loi des hommes ! Mais toujours sacrant la justesse de son raisonnement.

mais d'une *surpopulation relative due à une diminution* des ressources alimentaires de la population. Il dit en effet que ce sont « les mauvaises récoltes » qui « créent » un excès de population, c'est-à-dire une réduction des *disponibilités* en nourriture par rapport à une situation antérieure qui avait permis à cette population d'atteindre son niveau. Mais on apprend aussi que les armées disposent de vivres (alors qu'ils manquent à la population) puisque c'est ainsi qu'elles recrutent en temps de famine. L'« excès », relatif, de population doit donc être attribué aussi à l'inégale distribution de la nourriture disponible. Plus loin Malthus met le chômage et les mauvaises récoltes sur un même plan de causalité ; mais si ces dernières sont dues aux intempéries, le chômage provient d'une augmentation de la productivité du travail ou d'une demande moindre, donc comme un *effet* de la conjoncture économique et certainement pas comme une cause.

Malthus fait une autre confusion entre les mauvaises récoltes, qui font baisser les *disponibilités alimentaires*, et le chômage qui prive une partie de la population de *revenus monétaires*. Le premier phénomène agit différemment sur les différentes fractions de la population selon leur capacité d'accès à la nourriture existante ; le second peut agir totalement indépendamment des ressources alimentaires (comme le montre l'état de la situation alimentaire dans le monde d'aujourd'hui où l'abondance des productions agricoles de la CEE s'accompagne de misères nutritionnelles, même en Europe).

En dépit de ce qu'il écrit sur le salaire dans ses ouvrages ultérieurs, on peut se demander si Malthus, dans cet « Essai sur le principe de population », n'a cessé de présupposer l'accès direct aux subsistances (tel qu'il peut s'observer dans les sociétés d'autosubsistance) et d'ignorer leur acquisition par le truchement de revenus monétaires qui dépend, non du volume disponible des vivres mais de l'emploi et des salaires.

En fait, Malthus raisonne en terme de volume global de la production alimentaire, sans tenir compte de sa distribution ou de ses fluctuations dans le temps. Il ne fait pas la différence entre les effets imaginaires d'une impossible augmentation de la population au-delà des moyens de subsistance et ceux, réels, d'une diminution relative des subsistances ou de leur inégale répartition sociale.

Or prévenir la croissance de la population, selon les intentions proclamées de Malthus, ne requiert pas les mêmes méthodes que l'élimination d'une population déjà existante. Les méthodes de contrôle des naissances, morales ou autres, suffiraient dans le premier cas. Il faut laisser mourir ou faire mourir dans le second. Cette confusion est à l'origine du plus impitoyable des « malthusianismes ».

Malthus ne voyait pas de solution dans l'augmentation de la production des subsistances pour les pauvres, car pensait-il, leur population

augmenterait aussitôt en proportion. Cette proposition, qui ignore les thèses, depuis vérifiées, de Condorcet sur la baisse de la croissance démographique qu'entraîne une amélioration du niveau de vie, en implique une autre, à savoir que *la population travailleuse doit être maintenue en permanence à la lisière de la disette*. Telle est la véritable loi de Malthus. Proposition essentielle à son économie politique qui considère « que c'est le manque de moyens de subsistance qui pousse surtout les classes ouvrières à produire des objets de luxe ; que ce stimulant s'affaiblit ou disparaît et qu'il faille moins de travail pour se procurer ces moyens de subsistance et nous avons alors toute raison de croire que l'on consacrerait non pas davantage, mais moins de temps à la production des moyens de jouissance ». (Dangeville, in Marx, Engels : *Critique de Malthus* 1978 : 298 ; 243). Marx relève que Malthus n'avait pas intérêt à masquer les contradictions de la production bourgeoise mais au contraire à les mettre en évidence pour « démontrer que la misère des classes ouvrières est nécessaire (nécessaire bien sûr, pour le mode de production capitaliste) et d'autre part pour convaincre qu'il faut un clergé d'État bien engraisé si l'on veut avoir une demande adéquate. » (*Principle of Political Economy*, p. 334, in Dangeville, 1978 : 298, 243). Cette recommandation de Malthus est parfaitement appropriée à l'économie capitaliste et, même si elle n'est pas explicitement formulée aujourd'hui elle explique la « rationalité » des lois fiscales qui ménagent les hauts revenus, de même que l'existence de corps sociaux surpayés (les « cadres » en général, la haute administration, etc.) qui contribuent à une forte consommation de luxe indispensable à l'entretien du marché capitaliste.

C'est donc bien l'appartenance de classe qui inspire à la fois la justesse des raisonnements de Malthus et les errements de ses conclusions. Tandis que sa crainte d'une surpopulation dévoreuse de rente le pousse à évoquer, contre toute raison, une surpopulation absolue, c'est avec plus de rigueur qu'il construit sa théorie de la valeur dans ses ouvrages postérieurs où il s'appuie sur la notion d'une surpopulation relative et non absolue. Il constate, sans que ses épigones semblent y avoir pris garde, que cette surpopulation (relative) provient de ce que les revenus de la classe ouvrière ne lui permettent pas de racheter sa propre production et que cette sous-consommation, qui apparaît comme une surproduction aux yeux des économistes libéraux, ne peut être résorbée que par une classe improductive dont Malthus se reconnaît comme le représentant et s'offre comme le bénéficiaire.

Enfin Malthus, dans sa critique des thèses de Goodwin, reproche à celui-ci « d'attribuer aux institutions humaines tous les vices et toutes les calamités qui pèsent sur la société » (p. 95). « S'il en était ainsi, raisonne Malthus, chercher à bannir le malheur de notre monde n'apparaîtrait pas comme une entreprise désespérée : la Raison serait en effet

l'instrument grâce auquel on pourrait espérer réaliser une aussi heureuse réforme. Mais les maux, dont certains ne sont que trop réels, causés par les institutions humaines peuvent être considérés comme légers et superficiels en comparaison des malheurs beaucoup plus graves qui proviennent des lois de la nature et des passions des hommes » (p. 95). La Raison ne peut rien, mais Malthus l'invoque néanmoins pour pouvoir imposer son plan, raisonnable, qui contraindrait les hommes des classes inférieures à ne se marier que s'ils ont les moyens de nourrir leurs familles. Comment leur imposer cette restriction ? Par l'éducation, propose-t-il (p. 216), qui leur apprendrait la chasteté et la prévoyance. Mais sa confiance dans cette solution « raisonnable » est, en effet, bien médiocre. Malthus se laisse emporter par sa « passion » quand il préconise implicitement la coercition, celle-ci étant, après tout, « naturellement » entre les mains de la classe supérieure qui se doit d'imposer à ces populations misérables et sans entendement, « sa raison ».

Châtiments et récompenses, abolition ou promulgation des lois sont les privilèges de cette classe dominante à laquelle, en tant que « propriétaire », Malthus appartient, à laquelle il s'adresse sans équivoque et qui l'entendra.

*
* *

Le génie de Malthus aura été de révéler à la bourgeoisie ce qui deviendra l'une de ses préoccupations majeures : *la nécessité d'intervenir dans la reproduction de la force de travail*, c'est-à-dire sur la démographie des classes exploitées, afin d'éviter que les besogneux ne tombent à sa charge. Deux méthodes sont à sa portée. L'une est le « contrôle volontaire des naissances par l'éducation ». Mais il n'y croit guère. Par contre en liant le principe de population à la production, Malthus aura aussi suggéré de rechercher dans l'économie les moyens d'agir plus efficacement sur la population : l'action sur le niveau de consommation, sur les institutions vouées à l'entretien et à la reproduction de la vie font partie de l'arsenal utilisé par les économistes « libéraux » ; elles sont aujourd'hui mises en œuvre à travers le monde par les plus puissantes des agences internationales, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

*
* *

Malthus nous donne aussi à réfléchir sur la causalité démographique qu'on lui prête et sur sa portée. La démographie agit-elle comme cause dans l'histoire ? La surpopulation absolue est, nous l'avons vu, une

vision idéologique et imaginaire de Malthus, en contradiction avec ses propositions logiques. Toutefois, l'idée selon laquelle l'accroissement de la population pourrait être à l'origine d'événements décisifs est présente, sans jamais être explicitée, dans la plupart des ouvrages contemporains d'histoire. La « révolution démographique », que constatait Landry, de descriptive est devenue explicative. Des « explosions démographiques » surgissent *ex nihilo* pour expliquer les grands bouleversements contemporains. Le nazisme a utilisé cet argument pour revendiquer son Lebensraum, son « espace vital ». Les guerres, comme pour Malthus, seraient encore pour beaucoup d'historiens, la conséquence d'un surgissement d'hommes et de femmes adultes en quête des terres susceptibles de les nourrir, mais parvenus, on se demande comment, en âge de se battre pour les conquérir sans avoir disposé des moyens de croître. Enfin le sous-développement, qu'accompagne généralement un accroissement démographique, est expliqué par un comportement sexuel aberrant des populations pauvres ou par les vertus d'une médecine toute-puissante qui serait déjà parvenue à guérir sans avoir véritablement commencé à prévenir.

La démographie est ainsi l'objet de fantasmes. La présentation délibérément catastrophique de la croissance démographique inspire la peur et les réactions d'hostilité envers les peuples les plus pauvres ayant, pour des raisons que je résume plus loin, des taux de natalité élevés. Les circonstances historiques de cette croissance ne sont pas toujours explicitées ; elle apparaît comme l'effet d'une prolifération « animale », irrésistible, qui suggère chez certains que seule la guerre et ses massacres pourraient l'enrayer. Les famines apparaissent comme les conséquences inévitables et en définitive nécessaires d'une telle prolifération dont ne seraient responsables que ceux qui ne savent pas maîtriser leur croissance.

Le catastrophisme démographique se fonde sur une facilité d'interprétation. Il suppose que les taux de natalité et de mortalité demeureront identiques sur la période de prévision ; seules sont présentées au grand public les hypothèses qui extrapolent le mouvement démographique déjà amorcé, à l'exclusion d'autres mouvements démographiques possibles au cas où certaines conditions politiques, économiques et sociales sont remplies. Ce type d'arguments est utilisé pour terroriser les uns par les autres : les pauvres sont à redouter pour leur prolifération ; quelques irréfléchis voient déjà des hordes, venues du fond des déserts, conquérir de haute lutte par le seul effet du nombre, nos pays nantis ; comme si une opération militaire de cette envergure était à la portée de peuples sans ressources. Pour d'autres, les immigrés, déjà dans la place, trop féconds, menacent l'intégrité nationale et les « valeurs judéo-chrétiennes » ; comme si de telles valeurs, pour ce qu'elles valent, ne pouvaient être portées que par-dessus une certaine couleur de peau.

La démographie deviendrait pour ceux-là, la caution scientifique d'arguments réactionnaires et racistes, touchant à une sensibilité exaspérée par la crainte de la misère venue de la concurrence (organisée par leurs employeurs) de travailleurs moins exigeants. Arguments fondés, donc, comme l'écrivait Engels, sur « un important fond de vérité », qui leur donne crédibilité.

Marx concluait ses critiques de Malthus par l'affirmation que *chaque mode de production, chaque système social, possède ses propres lois de population*. En d'autres termes, la démographie ne commande pas l'histoire, elle en est d'abord le produit.

Afin de le comprendre, il faut démêler les paralogismes de Malthus et reprendre pour ce faire le raisonnement d'ensemble concernant les rapports entre la croissance de la population et la production des subsistances.

Une distinction s'impose entre différents systèmes de production susceptibles de répondre à des lois démographiques différentes.

*
* *

Dans les sociétés domestiques⁸, la reproduction démographique qui s'accomplit par la venue à maturité d'une nouvelle génération, est toujours très inférieure, non seulement au potentiel fécond des femmes pubères, comme c'est le cas dans toutes les sociétés, mais à la natalité. La démographie des populations paysannes africaines par exemple, montre un très fort taux de natalité, mais une forte mortalité jusqu'à l'âge de 12 ou 13 ans. Lorsqu'il y a accroissement de la population, il ne vient ni d'une fécondité ou d'une natalité plus élevées, mais de la diminution de l'écart entre un taux de natalité relativement constant et la mortalité infantine⁹. Cette augmentation du taux de survie tient d'abord à la possibilité pour les enfants d'accéder à une quantité suffisante de subsistances jusqu'à leur maturité. Faute de quoi une fraction

8. Il s'agit des sociétés agricoles d'autosubsistance, hors marché et non soumises à tribut, utilisant des outils aratoires manuels et individuels de faible productivité. Le rapport entre productifs et improductifs se fonde sur les capacités physiologiques des individus et non sur une appartenance de classe. Bien que les communautés domestiques alimentent aujourd'hui le marché international des matières premières et du travail, la persistance de la production vivrière familiale à la houe oblige encore à en tenir compte comme modèle de référence.

9. J'appelle mortalité *infantine* celle qui touche l'individu entre le sevrage et la maturité. La mortalité *infantile* étant celle qui frappe les enfants nourris au sein, donc dépendants de l'état physiologique de la mère.

de cette génération mourra, socialement définie par la manière dont la pénurie sera distribuée.

La reproduction dépend donc, non seulement de la natalité à laquelle on doit un contingent périodique de nouveau-nés, mais aussi des capacités économiques de la génération productive à alimenter cette nouvelle génération pendant toute sa période préproductive. La reproduction des effectifs dépendra donc économiquement de la *productivité du travail agricole vivrier* et, sur le plan social, du mode de partage des subsistances entre les générations productives et préproductives¹⁰.

Si l'alimentation n'est pas suffisante à elle seule pour assurer la survie, elle en est la première nécessité et il est possible de restreindre notre raisonnement à ce besoin prioritaire qui, s'il n'est pas satisfait, retire tout fondement aux raisonnements portant sur les autres nécessités de la vie.

La productivité du travail agricole vivrier

La productivité du travail agricole vivrier (ou PAV) mesure la quantité moyenne de subsistance produite par un adulte actif pendant une période donnée ; le *surproduit vivrier* étant la part de ce produit qui dépasse la consommation du producteur. La période significative démographiquement est celle qui correspond à la maturation d'une génération nouvelle, période d'une durée définie par le niveau de développement de chaque société¹¹. Dans les sociétés domestiques d'autosubsistance où tous les actifs sont engagés dans la production agricole, la reproduction simple d'une génération suppose que la productivité vivrière moyenne des producteurs agricoles des deux sexes de la génération précédente soit telle que chaque adulte productif crée un surproduit suffisant pour nourrir un enfant jusqu'à sa maturité.

La connaissance de la productivité moyenne du travail agricole vivrier (la quantité moyenne de nourriture produite par un adulte pendant la période nécessaire à la maturation d'un enfant) est une donnée

10. La distribution aux générations postproductives ou aux infirmes n'affecte le raisonnement que dans la mesure où elle se ferait aux dépens des générations productives ou préproductives.

11. D'un point de vue méthodologique, raisonner dans un champ transdisciplinaire demande l'élaboration de concepts et de notions qui dépassent ceux qui procèdent de chacune des disciplines concernées. Ainsi en ce qui concerne la mesure du temps, on ne peut se satisfaire du système horaire, conventionnellement utilisé par l'économie capitaliste pour séparer le temps de vie du temps de travail et découper celui-ci en unités précises afin de ne payer le prolétaire qu'en proportion du travail fourni et non en fonction de ses besoins vitaux. Les durées pertinentes du point de vue de l'être humain, et non du patron qui ne l'emploie et le paie que pour des moments de sa vie, sont la saison, l'année révolue, les périodes productives ou improductives de la vie, le temps de maturation, l'espacement entre les moments de restauration, etc.

indispensable à l'évaluation de la croissance démographique dans ces sociétés. Elle en fixe le maximum absolu. C'est une donnée cependant rarement recherchée et qui ne figure généralement pas dans les statistiques. On trouve plus souvent des chiffres concernant le rendement des terres, sans incidence sur la reproduction si on ne connaît pas aussi le nombre d'agriculteurs qu'emploie chaque surface considérée¹².

Le taux de croissance économique ou vivrier de la population sera donc commandé par ce taux de productivité qui en fixe le maximum absolu, puisque la population ne peut croître sur ses propres ressources qu'en fonction de ses disponibilités vivrières. A aucun moment, dans une économie d'autosubsistance et compte tenu des stocks éventuels, la population D ne peut excéder le quotient de la production vivrière V (c'est-à-dire la productivité agricole vivrière moyenne PAV multipliée par le nombre de producteurs agricoles C) divisée par la ration individuelle moyenne r :

$$V = \frac{(PAV) \times C}{r}$$

*(L'autosubsistance redevenant pertinente à l'échelle mondiale, la population du globe ne peut excéder ce quotient. L'existence de stocks dans les pays nantis, même invendables, montrent que la population mondiale actuelle n'a pas atteint son plafond. Certains économistes estiment à 90 milliards la population qui pourrait être nourrie par notre planète, si elle était végétarienne, et de 36 milliards si carnivore. (Cépède, 1970 « Économie de l'alimentation » *Encyclopaedia Universalis*, I : 670). D'autres voient déjà la saturation démographique de la planète pour les prochaines décennies.)*

Le taux de survie de chaque cohorte, dans une société d'autosubsistance à faible productivité agricole et dépourvue de réserves, dépend plus des aléas de la production agricole que de la natalité. A chaque déclin de la production vivrière, les effectifs de la nouvelle génération diminuent absolument. Le rattrapage démographique se fait par le main-

12. On peut observer parfois une relation inverse entre productivité (du travail) et rendement (des terres). Là où la culture est extensive, la productivité est forte et le rendement relativement bas ; lorsque celui-ci augmente en raison d'un travail plus intensif sur chaque unité de surface, la productivité est susceptible de baisser. Ce qui veut dire qu'un progrès objectif sur le plan des techniques agricoles peut avoir un effet économique et démographique négatif. Ainsi un paysan du Fuuta (Sénégal) expliquait à Claude Reboul (com. verbale) comment la culture irriguée des casiers rizicoles, moins productives que la culture du mil, l'épuisait tellement qu'il n'avait plus la force de faire des enfants. Expriment clairement la contradiction qu'imposait ce « développement » entre production et reproduction.

tien d'une natalité aussi élevée que possible afin qu'une population d'enfants sans cesse renouvelée soit prête à tirer parti de tout redressement de la situation alimentaire ; au prix naturellement, d'une mortalité infantine élevée en proportion lors de la crise alimentaire suivante.

Donc, dans les sociétés d'autosubsistance, la « loi de population » semble être le maintien en permanence d'un taux de natalité maximum comme moyen de maintenir les effectifs *au niveau permis par la productivité agricole vivrière moyenne sur la durée d'une génération*.

Une explosion démographique ne peut pas provenir de ce type de société.

Si la fécondité fixe un maximum absolu à la croissance démographique, la productivité agricole en fixe donc le niveau effectif. Au-delà des variations globales du volume de nourriture, sa distribution différentielle entre générations agit sur la mortalité des enfants, donc sur la croissance démographique. Pour mesurer celle-ci, les taux de natalité et de fécondité doivent être corrigés en fonction de ces données *économiques*. Par contre, si les disponibilités alimentaires étaient illimitées, ce seraient les taux de natalité et de fécondité, corrigés par une morbidité non nutritionnelle (donc ici sensible aux effets de la médecine), qui détermineraient la croissance démographique.

La productivité agricole vivrière marque donc un seuil. Elle définit *deux régimes de croissance démographique* : si elle est trop basse pour alimenter les effectifs d'une nouvelle génération de la naissance à la maturité, la croissance sera régentée par les fluctuations des disponibilités alimentaires ; c'est le cas dans les sociétés domestiques décrites ci-dessus. Si la productivité du travail agricole est telle que la production permet de nourrir un nombre d'enfants supérieur au potentiel à naître, la croissance dépendra des taux démographiques. C'est le cas dans les sociétés industrielles.

Lorsqu'on observe une *croissance démographique*, c'est-à-dire une augmentation de la population *adulte* d'une génération à l'autre, c'est qu'il y a eu nécessairement une augmentation concomitante et continue, sur une durée au moins égale à la période de maturation d'une génération, de l'approvisionnement alimentaire.

D'une façon plus générale, les transformations démographiques observées lors du passage d'un système social à un autre, sont moins souvent la cause que l'effet des circonstances économiques. Les échanges avec d'autres populations par exemple, l'apport de produits alimentaires ou de producteurs agricoles, agit sur la croissance démographique : le commerce des grains ou l'esclavage ont des effets décisifs sur la démographie. (En ce qui concerne la démographie comparée du système esclavagiste et du servage, voir Meillassoux, 1986, *Anthropologie de l'esclavage : le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF)

Partage social des ressources alimentaires

Nous avons précédemment repéré un moment de la vie, celui de la maturité, où un individu devient à la fois apte à procréer et à produire sa subsistance et celle de son ou ses substituts. En deçà de ce moment, pendant la période préproductive, un décès prive absolument la société de ce potentiel de croissance, en même temps que l'investissement en subsistance dans cet individu est définitivement perdu.

La période préproductive de l'individu, peut être divisée elle-même en deux : la période *infantile* pendant laquelle l'embryon et le nouveau-né sont nourris par l'intermédiaire de la mère (période qui durerait donc de la conception au sevrage complet) et la période *enfantine* pendant laquelle, étant sevré, la survie de l'enfant dépend de l'ingestion directe de nourriture.

Cette distinction permet d'en faire une autre (qui la rapporte au fait alimentaire) entre disette et famine : il y aurait *disette* lorsque les fluctuations à la baisse de la production vivrière moyenne affecte la nutrition des générations improductives (agissant donc surtout sur la mortalité infantine et sénile). La *famine* interviendrait lorsque le produit disponible est insuffisant pour assurer l'alimentation de toutes les générations, donc aussi des mères adultes, de leurs embryons et des nourrissons.

La disette se définirait ainsi économiquement comme un phénomène de caractère *structurel* et la famine comme un phénomène *conjoncturel*.

Au-delà de la *productivité du travail agricole vivrier (PAV)*, qui détermine globalement le volume disponible pour une société dans son ensemble, sa répartition entre les différentes fractions sociales établit donc, indépendamment des échanges, le taux de reproduction de chacune d'elles.

a) Partage entre générations

Dans les sociétés domestiques, selon une pratique assez générale, les enfants n'ont accès qu'aux restes des repas des adultes. En raison de ce mode de partage, en cas de *disette*, leur portion est plus que proportionnellement réduite, car il est admis que les adultes actifs, et plus particulièrement les hommes, doivent être nourris suffisamment pour assumer leurs tâches. La malnutrition tend donc à frapper la population infantine avant celle des adultes. En temps de *famine*, la perpétuation du groupe exige que les adultes, capables de procréer à nouveau et de créer dans le futur un surproduit qui alimentera la croissance, soient les derniers sacrifiés, aux dépens, de façon plus drastique encore qu'en temps de disette, des improductifs, dont les enfants. En outre, la population adulte féminine étant alors elle-même touchée par la malnutrition,

c'est aussi la population infantile qui est frappée par une mortalité plus élevée.¹³

La répartition du produit entre générations est, dans ces sociétés domestiques, à la base du mode de reproduction. Par contre entre ses composantes sociales (maisons, communautés, « lignages »), qui produisent chacune leur alimentation, il y a des transferts occasionnels mais pas de redistribution inégalitaire qui procéderait d'une exploitation systématique des unes par les autres. C'est ce mode particulier de distribution des subsistances qui contribue à donner à la société domestique une démographie spécifique.

b) Partage entre classes et peuples

Dans toutes sociétés de classes, l'essentiel de l'exploitation repose sur l'accès inégal aux nécessités de la vie, dont la nourriture. Dans les sociétés pré- et exo-capitalistes, l'exploitation, quand elle se manifeste, agit d'abord sur le partage du surproduit vivrier. Dans le servage ou l'esclavage, par exemple, une classe improductive, dédaigneuse des travaux viles de la terre, se nourrit du travail agricole de classes asservies. La reproduction démographique des unes et des autres est conditionnée par les modalités économiques et sociales de cette exploitation. Les classes dominantes se trouvent en position d'utiliser prioritairement les moyens de reproduction émanant des classes dominées : leur surproduit agricole par des procédés d'extorsion ou de taxation, et leurs femmes par l'hypergamie. Chaque classe sociale possède donc des caractéristiques démographiques qui correspondent à des rapports sociaux de reproduction distincts qui se manifesteront par des différences dans les régimes matrimoniaux ou dans les rapports de parenté.

La situation contemporaine de la démographie des pays sous-développés est le fait du mode d'exploitation de type *impérialiste*¹⁴.

Nous avons expliqué ailleurs les raisons pour lesquelles l'augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture vivrière d'autosubsistance (à la différence de l'agriculture commerciale) n'a jamais été

13. Selon une enquête faite sur un large échantillon international : « studies of intra household allocation of nutrients show (that) food goes to the strongest in the family, especially during lean months » (*The World Bank Research News*, March 1989, 8, 3). Sur le partage de la nourriture en période de famine, peu d'informations sont disponibles en raison de la gêne des informateurs à faire état des comportements cruels imposés par ces circonstances. Voir à ce sujet les travaux de M. Chastenet (ORSTOM, à paraître).

14. C'est-à-dire l'exploitation qui s'exerce à travers la domination de systèmes sociaux (communauté domestique ou « nations » par exemple) à la différence du capitalisme dans lequel l'exploitation s'exerce directement sur des individus.

encouragée puisqu'elle fait disparaître le principal avantage que procure l'emploi de la main-d'œuvre migrante, c'est-à-dire son relatif bon marché. Cette circonstance s'ajoute aux effets de la politique de libre-échange appliquée à ces pays et qui ne permet pas la mise en œuvre de moyens de production augmentant la productivité du travail dans l'agriculture vivrière sans mener les entreprises agricoles à la banqueroute. L'« explosion démographique » des années 1950-70 n'a pas été alimentée par l'agriculture paysanne à la houe. Dans les faits, cette croissance démographique, qui s'est manifestée surtout dans les villes du tiers monde au cours des 25/30 ans qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, a coïncidé avec les importations de produits alimentaires en provenance de pays à haute productivité agricole comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, etc. Si cette « explosion » démographique s'apparente à celle qu'ont connue les classes ouvrières de l'Europe industrielle sous l'effet de la libre circulation des grains, elle résulte de nos jours, dans les pays du tiers monde, des stratégies économiques et démographiques internationales qui leur ont été appliquées.

Le niveau nutritionnel n'est peut-être pas suffisamment pris en considération comme facteur positif de croissance. Il est admis pourtant comme facteur négatif : en cas de famine, on enregistre la diminution de la population comme allant de soi. Inversement, et a fortiori, il faut admettre que les redressements démographiques subséquents ne peuvent avoir lieu sans être précédés ou accompagnés d'un approvisionnement alimentaire proportionné.

On attribue plus volontiers la baisse de la mortalité au progrès médical et sanitaire qu'à un accroissement du volume des subsistances. Mais parmi les mesures sanitaires préventives figure en première place une alimentation satisfaisante des mères pendant la grossesse et l'allaitement, et celle des enfants jusqu'à l'âge de leur maturité. Aucune médecine préventive ou curative ne peut sauver (ni « guérir ») un enfant privé de nourriture. L'alimentation est à la base de la santé sur laquelle la médecine n'a qu'un effet correctif et non causal.

Cet accroissement démographique d'après-guerre est le résultat de la politique dite de « développement » destinée à favoriser la fourniture des firmes d'origine étrangères en matières premières et en main-d'œuvre. Les investissements capitalistes dans les pays sous-développés y recherchaient jusque vers le milieu des années 70, une main-d'œuvre urbaine locale à bon marché par rapport au coût de la main-d'œuvre des pays riches. La faible productivité agricole vivrière locale permettait jusqu'à un certain point d'assurer la reproduction familiale et l'entretien d'une partie des travailleurs en chômage ou trop vieux et sans sécurité sociale, mais elle ne permettait pas d'alimenter de surcroît de manière prolongée la formation d'une large main-d'œuvre urbaine. L'importation de denrées bon marché produites dans des conditions de haute

productivité, souvent subventionnées par les gouvernements exportateurs et locaux et même parfois gratuites, était nécessaire pour contenir les prix alimentaires, donc le coût de la main-d'œuvre urbaine. Mais en même temps, cette politique entravait le développement de l'agriculture vivrière locale placée dans des conditions de « concurrence » insupportables. Elle encouragea l'émigration rurale vers les villes où le coût relatif, *en temps de travail*, de la nourriture achetée avec un salaire était relativement moindre que celle produite au village. Dans les villes, la démographie des villes ne dépendait donc plus des aléas climatiques ni de la productivité agricole vivrière des communautés paysannes, mais du volume des importations alimentaires et de leur accès en fonction du niveau des salaires, de la continuité de l'emploi et des revenus monétaires à laquelle contribuaient aussi les formes populaires d'aide mutuelle. Dans les décennies 1950-70, les populations urbaines bénéficièrent ainsi d'un accès relativement stable et durable à la nourriture qui contrastait avec les aléas de la production agricole rurale, offrant de meilleures conditions de survie aux enfants, encore améliorées par la situation sanitaire et hospitalière. La baisse de la mortalité infantine qui s'en suivit ne fut pas accompagnée cependant chez les premiers émigrants urbains par une baisse proportionnelle de la natalité, provoquant un réhaussement du seuil de croissance.

Cette situation s'est retournée vers le milieu des années 70.

La demande industrielle en force de travail dans les villes des pays sous-développés a baissé en raison des nouveaux seuils de productivité atteints dans l'industrie mondiale et qui demande moins d'ouvriers, mais plus qualifiés. Les industries de main-d'œuvre qui persistent doivent utiliser sous l'effet de cette concurrence une force de travail encore meilleur marché. Grâce à la concentration croissante du capital elle peut distribuer et déplacer géographiquement ses investissements industriels en fonction des conditions locales les plus avantageuses. Les bureaucraties stalinienne s'ouvrent maintenant sans réserve à cette demande. La Chine offre des « zones spéciales » de 350 millions d'habitants aux « investisseurs » capitalistes, tandis que l'Europe de l'Est comme l'URSS, qui possèdent une main-d'œuvre plus qualifiée, cherchent à attirer les investissements étrangers quitte à aggraver leur dépendance envers le FMI et la Banque Mondiale.

La demande en force de travail a donc diminué drastiquement au cours de la dernière décennie dans les pays sous-développés situés dans l'orbite capitaliste. Cette population qui a crû dans les décennies précédentes sous l'effet de la politique d'importation alimentaire et d'emploi décrite ci-dessus, est aujourd'hui dans la situation d'une *surpopulation relative*. Le problème, pour l'économie capitaliste qui l'a créée, est de la faire disparaître pour ne pas l'avoir à charge. Idéologiquement, elle est présentée comme une *surpopulation absolue*, par la confusion faite

entre cette population présente et les prédictions d'une future population gigantesque et terrifiante, mais à ce point encore imaginaire. Sur un plan pratique, on applique à ces populations aujourd'hui surnuméraires, une politique inverse de celle qu'elles ont subies lorsque la demande de main-d'œuvre peu qualifiée était forte. Les politiques de « réajustement » du FMI, consistent désormais à élever le coût de l'alimentation dans les villes et à réduire ou supprimer les services publics voués à l'entretien et la reproduction de la vie. Maintenant que le chômage prévaut, il n'est plus nécessaire de faire baisser le coût de la force de travail en baissant le prix des nécessités de la vie : la concurrence entre travailleurs y suffit. On espère par cette politique féroce, renvoyer les travailleurs « excédentaires » dans les campagnes, ce qui advient à une relativement faible échelle, en raison des difficultés de restauration des terres, de réapprendre l'agriculture, souvent aussi à cause de l'insécurité provoquée par la misère ou la prolifération des armées. Pour ces populations, qu'elles soient bloquées dans les villes ou livrées à l'insécurité des campagnes, cette politique mène à la faim, à la morbidité et à la mort précoce.

Le contrôle de la démographie des peuples exploités par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle plus efficace et plus cruel s'établit sous prétexte de « rationalité économique » : la leçon de Malthus a été entendue.

CAUSES AND EFFECTS OF DISEQUILIBRIA IN FOOD PRODUCTION

Ester BOSERUP

The growing demand for food of an increasing population can be met either by larger net imports of food from another region or by intensification of land use. Land use is intensified in many ways, depending on the existing population density and climate : clearing of forested land and natural pastures to expand the area of cultivated land, shortening or eliminating fallow periods, irrigation, fertilization, leveling and terrassing and planting labour intensive, high yielding crops (2, 20). Therefore, unless net imports of food are increasing, part of the rural labour force must be employed in capital investment in land clearing and other improvement, be it labour investment by the producer and his dependents or monetized investment. (2)

But, population increase does not only impose an increased burden of investment. Sustained population growth has the advantage of gradually reducing the *per capita* cost of investment in transport and other economic and social infrastructure, thus facilitating productivity increase by improved transport, communication and technology transfer (4, 5). Because of this double effect of population growth, the attitude of central and local governments is crucial : by providing or encouraging agricultural and rural investment, the rural population growth can be turned into an advantage and diminishing returns in agriculture can be avoided.

If the population in a region is small and scattered, as is the case in most of Africa, the high per unit cost of infrastructure is a serious handicap to agricultural intensification and rural development. The scarcity or inexistence of transport facilities and other rural infrastructure is the main — although not the only — cause of the disequilibrium between the growth rates of population and food production in Africa. Even more important : the scattered population, high transport costs and widespread subsistence production limit the markets for non-agricultu-

Les spectres de Malthus

ral products and services, thus making industrialization uneconomic. So, the African economies continue to be heavily dependent upon non-agricultural imports. Many are highly indebted and nearly all must finance their non-agricultural imports by means of the fluctuating incomes from primary exports. (6)

To make things worse, many African countries have become dependent upon large food imports. Because of the poor rural infrastructure, imported food in the coastal towns sometimes costs less than the price of transport from rural areas to the towns, leaving nothing to pay the costs of producing the food. (13) So, many African governments were tempted by the offers of cheap subsidized food surpluses from industrialized countries, which they bought or received as gifts. The large imports of cheap food — often made even cheaper by government subsidies — reduce the demand for African-produced food. So, in spite of the rapid increase of population, commercial production of food increased slowly and sometimes declined, not for lack of land resources, but for lack of demand for African produced food.

The farm support and export subsidies for crops and animal products produced in the industrialized countries do not only reduce the internal demand for African-produced food, it also prevents African exports of the subsidized items. Commercial food production for exports is prevented because farm support and export subsidies in the industrialized countries distort world market prices, thus depriving Third World countries of their comparative advantage in food production. This deprivation of export outlets for food items causes a shift in commercial production to tropical crops. This contributes to oversupply of the markets for tropical products and to the instability of their prices, leading to increased indebtedness.

Effects of austerity policies in Africa

In recent years the debt problem forced many African governments to change their food policies. Deterioration in their balances of payments and inability to serve the old debts without access to new credits obliged them to accept the austerity policies, on which their creditors insisted as a condition for new loans. As a result, public investment programs and current government expenditure were cut back, food subsidies were reduced or eliminated, national currencies were devaluated, and food prices increased sharply. In some cases this increase of food prices induced male farmers to engage in commercial food production, or expand the one already existing ; but in many cases domestic production failed to respond to the increase in prices for imported food, because of the poor levels of rural infrastructure in Africa, and because the most enterprising youth had left the villages. Under these conditions

Causes and effects of disequilibria in food production

the increase of food prices, although a necessary condition for higher production, was not a sufficient one.

The urban population was hit, both by the increase in prices of food and other imported goods, and from the reduction in employment resulting from the reduction of government expenditure. They reacted to this situation by three different strategies : They devoted a larger share of their previous purchases of industrial manufactures and modern services to self-supply and purchase of cheaper products and services of poorer quality from the informal sector. Secondly, many urban families reduced their food purchases and started or increased self-production of food within or in the neighbourhood of the towns. Thirdly, a part of the urban population left the towns, and some family members, or the whole family, returned to their home villages, where they could produce their own food and supply family members, who had remained in the towns, with food.

In other words, the need for reduction of the quantities consumed was diminished because the quality declined. Productivity declined, because self-supply and employment in the informal sector replaced modern sector employment, but in many cases the government sector had been overfilled with labour, so the loss of productivity would be lower than the reduction in employment. The employment in the informal sector declined, because the purchasing power of its usual customers declined, but it regained some of the decline because it took over some of the customers from the modern sector and the import sector.

Imports and production of goods and services in the modern sector are fully recorded in national income statistics, but subsistence production and production in the informal sector are only partly recorded, and many items are simply left out. (3) Therefore, national income figures, although correctly recording the direction of change when the economy expands, or recession sets in, exaggerate the rates of progress as well as the rates of decline in Third World countries with large informal and subsistence sectors. Because of the return to subsistence activities and use of inferior products, welfare has declined less than the decline of *per capita* incomes, as reported in African statistics. But the increase of food prices has been a hard blow to many urban groups.

The problem of food security

Due to the intensification of land use in Third World countries and the farm support in industrialized countries, world supply of agricultural products has increased even more rapidly than the world population, contrary to the expectations of emergence of large global deficits, which predominated in the first decades of accelerating population growth in

the Third World. Because world supply has been growing rapidly, large surplus stocks have accumulated with the exporters, and the discussion of food security for Third World countries has changed. The focus is no more on the world food balance, but on the inability of poor families to cover their food requirements, because of lack of purchasing power (24, 25). It seems to be taken for granted that also in the coming decades, the world food situation will be one of global surplus. This may be so, but it is by no means self-evident.

The costly farm support policy in the industrialized countries, which has produced the surpluses, was introduced and widely accepted as a means to preserve the existing farm structure and prevent depopulation of rural areas, but from this point of view it has been a complete failure. Because there are economies of scale in modern agriculture and the government support is proportionate to output, the main benefits go to large individually owned farms or to company farming, while the small and middle sized farmers leave agriculture or fail to find a successor at retirement. The high profits of the large enterprises have promoted land concentration by pushing up land prices, thereby enhancing the mortality of the small units, which the support policy was meant to protect. Increasing political resistance to the present agricultural policy in the industrialized countries may — or may not — result in policy changes which reduce the rate of growth of production.

Moreover, the development of the demand for food imports into the « socialist » countries in the near future is highly uncertain. Fundamental changes in their agricultural policies may for a time make them more dependent upon food imports than hitherto, and failure to carry out reforms in the Soviet Union or steps backward, as in China, may have the same effect. It cannot be excluded either that some of the densely populated Third World countries, which have become self-sufficient or nearly so, again for a time can become more dependant upon food imports. Because of the favourable food security situation and low grain prices in Asian countries, investment in irrigation has declined sharply from a peak reached in the end of the seventies (14). Since there is a long time lag in large irrigation projects between the start of the investment and the increase of output resulting from it, food imports may once more be needed to bridge over a period of insufficient supply.

In a period of global shortage and mounting prices, countries with large food exports can preserve sufficient food for their own population and animals by reducing exports. This implies of course that the risk of hunger is enhanced for the population in food importing countries. If the present period of surplus production is followed by a short or longer period of shortage, with depletion of stocks and soaring prices, the countries with least purchasing power, and the poorest families in these countries will bear the brunt of the shortages. Therefore it should not be

Causes and effects of disequilibria in food production

taken for granted that the risk of hunger can be eliminated by means of trade and food aid.

The risk of hunger is so difficult to eliminate because the persons who are personally at risk have no say in either national or international food policies : and the decisionmakers, who are not themselves threatened by hunger are much more willing than the people at risk would be to be deterred by the high costs of preventing hunger. Peasants in Third World countries willingly accept lower incomes to reduce the risk of being short of food. It is well known that in many countries farmers with small plots of land use these for subsistence production, even when they could earn substantially more by growing commercial crops.

The risk of hunger in poor countries as a result of future food shortages in the world market can be reduced, partly by deliberate attempts to increase the rate of self-sufficiency in basic food and partly by keeping large national stocks of either imported or home produced food, policies which are followed by some developing countries.¹⁷ However, in recent publications the World Bank warns against both self-sufficiency policies and accumulation of large national stocks, because reliance on food aid and large commercial imports may be more « cost efficient » (27, 25). This is an example of the different valuation of the risk of hunger by those who have it on their doorstep and those that are far away.

Effects of the African crisis on fertility

In most of the Third World the first stage of the demographic transition with accelerating population growth decelerates because fertility declines more rapidly than mortality. The major exception to this pattern is Africa, which has had little decline of fertility rates, and often increase due to decline of disease-related infertility.

The difference between fertility trends in Africa and in other parts of the world is related to differences in economic structure, in both urban and rural areas. (7) It was mentioned above that the low population densities and scattered population in most of Africa is a handicap to industrialization, which in other parts of the world has promoted urban fertility decline. The new industries have recruited young, unmarried girls from both urban and rural areas, who usually are fired or voluntarily give up employment, when they marry. But they use the time before marriage to support the parental economy and help finance their own marriage payments. This provides incentive to late marriage, so age of marriage has increased substantially and this has reduced fertility. (7)

Contrary to other parts of the world where large scale use of young female labour in production of manufactures is an important feature in the labour market, employment in production of manufactures in Africa

is relatively small. In spite of this, urban areas in Africa have grown at a very rapid rate, often more rapid than elsewhere. But the employment is mainly in services and construction : administration and residential construction in the new capital cities, trade and finance, transport and communication, tourism and entertainment, health services and education. (6) Therefore female employment opportunities are very different from those of for instance Asian countries. Most female employment is self-employment in small scale trade, catering and other personal services together with small scale production of consumer goods. Because of the low level of industrial production of consumer goods, the informal sector provides a larger share of the market than it does in other parts of the world. (3)

All this female self-employment is performed by married women, who use their own children and other female youth to help them. By contrast to industrial employment these activities allow flexible work hours and provide no incentive to late marriage or fertility restriction, but they help to support a large family. (7)

Moreover, in many parts of the Third World land shortage and the need to subdivide land, if there were many heirs, did already in the past provide motivation for family restriction with traditional means, and now it contributes to the widespread use of modern contraception in many densely populated rural areas (5, 10). But in Africa, the much more easy access to cultivable land together with widespread use of female and child labour in food production makes a large family an advantage for the husband. So, fertility remains high and polygamy continues to be widespread. (8)

With the high share of farm work performed by women and the polygyny, old and young men compete about the marriable women, and the need to finance bride prices promotes a large outflow of young unmarried men to urban areas, to areas where cash crops are produced with wage labour, or to foreign countries. While the dowry system, which predominates in Asia, provides motivation for late female marriage and decline of fertility, when there is access to wage employment for young women, the African system of bride prices paid by the man or his family, has no such effect. Because of the widespread polygamy, bride prices are high, and the need to provide money for the bride price contributes both to a high male marriage age, even in first marriages, and to the large migration of young men from their home villages. But if they return to marry, they marry much younger girls, and the local girls also become additional wives for elderly villagers at a very young age. The typical age difference between husband and wife in Africa is ten years in first marriages, and much more in polygamous marriages of elderly men to young girls (6, 8).

Causes and effects of disequilibria in food production

Both temporary and permanent young migrants usually send remittances to the family members left behind, whether these are parents or wives, and the hope of receiving remittances from emigrated offspring acts as a disincentive to fertility restriction. Moreover, it acts as an incentive to education of children in order to enhance their earning power. So parents may be more inclined to invest in education of their children than investing in agriculture. Owing to the large migration of youth, who never returns, the village population consists to a large extent of women and elderly men, and in many areas there is little confidence in good returns to agricultural investment.

The net effect of the crisis on population trends in Africa is difficult to foresee. Mortality of children and old people in the poorest urban groups is likely to increase, because reduced calorie supply will increase morbidity, but the risk of increase of mortality both in rural and urban areas due to reduction of government health expenditure and investment in sanitation is probably more serious (1, 12, 16, 19, 23). If the very high child mortality fails to decline, or even increases, the effect may be to retard fertility decline, but it seems more likely that the effect of the crisis will be to reduce fertility. Before the crisis, parents optimistic expectations concerning their childrens future contributed to keep fertility high, but when reduced income and employment opportunities for urban parents go together with less confidence in their children's future, many more urban parents of both sexes may become more inclined to fertility restriction. Moreover, the poor conditions in the urban labour market for young rural-urban migrants may have similar effects on some rural parents. (7)

Références bibliographiques

1. BASU, A.K., 1989. « Is discrimination in food really necessary for explaining sex differentials in childhood mortality ? » *Pop. Studies*, 2.
2. BOSERUP, E., 1970. *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, (Eng. orig. 1965).
3. BOSERUP, E., 1983. *La femme face au développement économique*, Paris, PUF, (Eng. orig. 1970).
4. BOSERUP, E., 1974. « Environnement, population et technologie », *Annales*, 3.
5. BOSERUP, E., 1984. « Technical change and human fertility in rural areas of developing countries », in 22.
6. BOSERUP, E., 1985. « Economic and demographic interrelationship in sub-Saharan Africa ». PDR 3.
7. BOSERUP, E., 1986. « Shifts in the determinants of fertility in the developing world, environmental, economic and cultural factors », in 11.
8. 1990. « Population, status of women and rural development », in Ester BOSE-RUP, *Economic and demographic relationships in Development*, Johns Hopkins, New York and London.
9. CAIN, M., 1984. *Women's status and fertility in developing countries*. World Bank Pop. and Dev. Series n°7.
10. 1985. On the relationship between landholding and fertility. *Pop. Studies*, 1.
11. COLEMAN, C. and SCHOFIELD, R. (eds.), 1986. *The state of population theory*. Oxford Blackwell.
12. de WAAL, A., 1989. « Famine mortality : A case study of Darfur, Sudan, 1984-85 ». *Pop. Studies*, 1.
13. IFPRI Report, 1987. Commentary : Changing food consumption patterns and price policy in West Africa, 9, n°3.
14. IFPRI Report, 1988. Research perspectives : « Investment in irrigation in Asia : questions about the future », 10, n°4.
15. GALE JOHNSON, D. and LEE, R.D. (eds.), 1987. *Population growth and economic development : Issues and evidence*. Madison, Un. of Wisconsin Press.
16. KUNITZ, S.J., 1987. *Explanations and ideologies of mortality patterns*, PDR 3.
17. LAKDAWALA, D.T., 1988. « The balance between industry and agriculture : The Indian experience », in Arrow, K.J. (ed.) *The balance between industry and agriculture in economic development*, London, Macmillan.
18. LEE, R.D. and others, (eds.), 1988. *Population, food and rural development*, Oxford, Clarendon.
19. NUGENT, J.B., 1985. « The old age security motive for having children », PDR 1.
20. PINGALY, P. and BINSWANGER, H.P., 1988. « Population density and farming systems : The changing locus of innovation and technical change », in 18.
21. PRESVELOU, C. and SPIJKERS-ZWART, S. (eds.), 1980. *The household, women and agricultural development*. Wageningen, Veenman Zonen.
22. SCHUTJER, W.A. and STOKES, C.S., 1984 (eds.). *Rural development and human fertility*, New York, Macmillan.
23. WATKINS, S.C. and MENKEN, J., 1985. « Famines in historical perspective », PDR 4.
24. World Bank, 1986. *Poverty and Hunger. Issues and options for Food security in developing countries*, Washington.
25. World Bank, 1988. *The challenge to hunger in Africa. A call to action*. Washington.

THE STUDY OF STARVATION AND FAMINE : SOME PROBLEMS

Amrita RANGASAMI

The study of famine in the different disciplines appear to offer the following typical representations :

Famine is an extreme event, marked by disease and mortality (Economics, History, Demographic Sciences).

Famine is a period of psycho-social breakdown. (Nutrition Sciences, History).

Famine is a sudden collapse, distinct from poverty (Economics).

These representations are derived from and re-affirm the definition of famine in the social sciences. Famine has been defined as shortage of food so extreme and protracted as to result in widespread persisting hunger, notable emaciation in many of the affected population, and a considerable elevation of the community death rate attributable at least in part to deaths from starvation (Bennet 1968 : 322). Academic studies in a number of discipline identify famine as an extreme event, marked by elevation of mortality. (Firth 1959 ; Masfield 1963 ; Johnson 1973 ; Mayer 1975 ; Aykroyd 1974 ; Sen 1981). All these approaches affirm the stereotype in history and chronicle.

« As in 436 B.C. when thousands of Romans threw themselves into the Tiber, or in Kashmir in A.D. 918 when one could hardly see the water of the Vitasta, entirely covered as the river was with corpses. » (Sen 1981 : 39)

Mortality, it is declared is a necessary condition of famine.(Sen 1981). Famine as a condition of psycho-social breakdown is a recurring theme in the literature. Famine has been depicted as « disorganisation and deterioration in the family and the society » (Jelliffe 1971 : 58), « mental disorientation ... a disintegration of the personality with distressing results » (Aykroyd 1971 : 18) « unusual wandering of the people » (Government of Bombay, 1961 : 11), and « breakdown of

Les spectres de Malthus

normal human relation and deviation from customs and mores » (Mollison, in : Jelliffe 1971 : 58). In general, famine has been described as a period of violation of normal human ties, during which cannibalism, necrophagia and such other practices have been reported. The notions of collapse, biological and psycho-social, and the mortality that accompanies it have reinforced each other as indicators to establish famine. It appears they also mark the distinction between poverty and famine.

Poverty and famine

The distinctions between poverty and famine are based on the premise that famine is an extreme event, often sudden and affirmed by an elevation of the mortality rate. « Famine is a sudden collapse of the level of food consumption. » (Sen 1981 : 41)

Consequently, « the declining trends in food consumption » as well as the normal or chronic malnutrition as distinct from “sudden collapse” in the level of food consumption « are identified with “poverty” ». Each of these adjectives and nouns have implication beyond the study of nutritional status of the famine-stricken. They appear to offer the social and economic indices of poverty.

Again such an event has to be of mass dimensions. The Paddock brothers (1967) stated the problem rather baldly. They were concerned with the need for marking the event as well as the need to establish its scale. « Perhaps when a man keels over and collapses for lack of food, then that can be accepted as the dividing line between malnutrition and starvation. Perhaps when whole families keel over, then it can be called a famine, » but added however, « that all this is bad scientific terminology. » (Paddock and Paddock 1967 : 50)

The difficulty seems to lie in the fact that human suffering due to starvation is attributed to poverty while biological collapse alone is identified with famine.

Since the « what » of famine is identified with biological collapse, the « when » of famine becomes difficult to determine. We have this account from a symposium on famine. « A famine is a famine. It cannot be confused with an ordinary chronic shortage situation or chronic under-nutrition and malnutrition – everybody knows it » (Aykroyd 1981 : 22). And again : « There is a sort of aura about a famine which is hard to define but which you feel when you get into a famine area. » (Ramalingaswami 1973 : 22)

I can perhaps refer to Hewitt's discussion of the study of « disasters » at the present time which he likens to Foucault's critique of the study of insanity in the nineteenth century (Hewitt 1983 : 22). The comparison bears startling likeness.

The account in the Encyclopedia of Social Sciences reflects the ease with which the problem has been solved. « Famine is like insanity, hard to define, yet easy enough to recognise. » (Bennet 1968 : 322)

Famine as « disaster » : a construct

It appears that there is unanimity within the disciplines on the nature of famine. Accounts in the different disciplines vary only in the terms of explanation. Thus anthropology considers famine as « the pendulum swing between population increase and food supplies. » (Firth 1959 : 53) History relies upon crop and weather data to explain large-scale mortality (Mollat 1986 ; McAlpin, 1983). Economics offers failure in purchasing power (Bhatia, 1968) and decline in entitlement (Sen 1981) as causes of famine.

Implicit in the study of « causes » is the notion of famine as an event, often seen in dissociation with the society. This approach to famine as an 'event' has received support from yet another area of study — « Disaster management » — which has devoted itself to the study of chronology of sub-events within the event. These include the breaking of the event into time periods such as pre-warning, threat, crisis, relief and recovery. There are a number of variations on this basic theme. Implicit in this approach is the assumption that the nature of crisis is not only known, but is common to a range of phenomena and consequently in a technocratic society, the means of managing these phenomena are also known. Where famine is identified with natural calamity such as a drought or hurricane (Firth 1959 ; Spillius 1957) , the construct isolates the event in time and space and attributes the crisis to the 'trigger' usually looked upon as « unprecedented » or « unscheduled »

« The language of discourse is often a good indicator of basic assumption. In hazards work one can see how language is used to maintain a sense of discontinuity or otherness, which severs these problems from the rest of man-environment relations and social life. That is most obvious in the recurrent use of words stressing the 'un-ness' of the problem. Disasters are unmanaged phenomena ... They derive from natural processes or events that are highly uncertain. Unawareness and unreadiness are said to typify their victims. » (Hewitt 1983 : 10)

This paper seeks to test the validity of these propositions. I propose to use the following method. I will fall back on socio-anthropological approaches to the role of food in society and, derived from that, consider its obverse the role of the deprivation of food — starvation —. Social anthropology has limited its study of the role of food to clan-based societies — « primitive economies ». I propose to extend the enquiry to feudal, colonial and capitalist societies. I shall use two indicators : the « rights » of members particularly in relation to access

to means of production and to the food produced by the society ; and the status of dependents in the society.

However, if I am able to demonstrate that starvation was indeed imposed in feudal and colonial societies, some questions remain. Does not the imposition of starvation involve mechanisms of expropriation that deprives the affected community even of that level of « surplus » required for biological reproduction ?

The expropriation of « surplus » from producers to non producers has come to be looked upon as a truism. (Harris 1959). That society only chose to expropriate the amount of produce or of labour time which remained after that required for « the lower margin of reproduction » for the labour force, and in the case of peasants, minimum caloric rations plus a sufficient amount to replace basic production equipment, plus the culturally defined physical subsistence of the family (housing, clothing) and that which is required for the needed social relations through ceremonial expenditure. (Wolf, in : Alcantara 1984 : 82)

« The maximum limits of the surplus corresponded to the minimum limits of biological and cultural sustenance, beyond which no family could go without jeopardising its present and future existence. » (Alcantara 1984 : 82)

It has been held that it is self-interest of society that dictates these limits. It might bring about a decline in the number of labourers and wages should rise, a prospect that should alarm society. It will not starve the peasants, argues Wolf, for they may rise in revolt. And finally as Marx believed, beyond a certain point, no elite would choose to extract an amount which threatened to destroy its source of income.

Society must therefore necessarily halt short of imposing starvation.

These propositions generate unease. It appears that self-interest can demand the political, social, economic and ideological enforcement of low levels of subsistence. Even if such enforcement should imply the jeopardising of the present and future existence.

For instance, it has been pointed out that the purposes of relocation of « surplus people » in South Africa were not the « attempt to retain, the structure of the "traditional societies" for the purposes of ensuring a wage supplement for the migrant labour force, but for purposes of reproducing and exercising control over a cheap African labour force by means of the political, social, economic and ideological enforcement of low levels of subsistence. Were they indeed for creating conditions under which people so dumped without resource, work or water, sewerage, roads, would die in large numbers along with large numbers of their children ? Under such conditions, Sharp argues, it is quite impossible for households whose wage earners are unemployed for long periods to meet the costs of their maintenance and long term replacement from other local sources. » (Sharp 1987 : 143) Again, such

The study of starvation and famine : Some problems

relocation has enabled that the State's objectives be met : the millions of people have been physically removed to remote areas are not a major factor in the political process. (Sharp 1987 : 145)

Some other instances can perhaps be cited. For example, towards the turn of the century, the islands of the South Pacific were raided time and again by white traders who persisted in their trade even at the cost of depopulation in these areas.

History affirms that protest against starvation often termed 'bread riots' can be met with repression and indeed the acceleration of starvation. Starvation can also be imposed when elite groups are in conflict with each other. (Rangasami, 1978)

Can such conditions that pose a threat to the ability to reproduce itself be termed « famine » ? Oral history sources for famine affirm that it has the connotations of expropriation. Jackson reports that among the Akamba the term is used interchangeably with 'land thefts', *ngambu*. Famine is indeed referred to as *mayua* the 'pressure'. (Jackson 1976 : 276) Affected communities speak of the exigencies of famine which drive them into conditions of pawnship or bondage. (Rangasami 1978) However, these are articulated only in their oral history and not reflected in documented histories of the society. Do we need to reconsider the limits of expropriation of 'surplus' to enable a study of 'famine' ?

The duress in starvation

It has been pointed out that there is an element of duress involved in the expropriation of even that level of 'surplus' which assures sufficient for biological reproduction. (Harris 1959) The nature of the duress cannot be understood without reference to the use of food. A secure subsistence has been held to be the critical problem of the peasant. (Scott 1976)

It is my submission that where and when the expropriation extends beyond the 'surplus' it can be termed 'famine expropriation', to distinguish it from 'surplus expropriation'. Such an expropriation can be expressed in terms of incomes or assets including that ability to labour. It can also be expressed in terms of expropriation of rights or title political and economic.

This paper seeks to study 'famine' as 'pressure', duress and the responses to such duress. Both literary sources and field investigation indicate that the affected can resist the expropriation. Civil disorder and rise in crime have ever been looked upon as 'sign of famine'. The starving can resort to sociocultural mechanisms such as 'joining households' (Firth 1959 ; Rangasami 1978) as well as the adapting to 'famine foods'.

In turn, these stratagems can produce counter stratagems such as repression, acceleration of starvation, as well as some attempt at pacification. Such a process is necessarily long-drawn. The terms of exchange affecting, the victim community and the deterioration in the terms of exchange become integral to the study of famine. As famine worsens, the victims surrender all semblance of right to assets of land or labour, for access to food. Arrangements such as becoming 'famine pawns' have been known to be institutionalised in certain communities where famines tend to recur. Famine enters the final phase when it is no longer in the interest of the patron or 'master' to provide even that moiety of protection necessary to sustain life. At that phase, the collapse is biological, economic and social. The victims are uprooted, their families fragmented, their villages abandoned. They then become vagrants, the celebrated 'wanderers' of famine.

Current stereotypes of famine affirm the terminal phase as « famine ». Such stereotypes depend upon visual affirmation such as emaciation as well as demographic evidence of elevation of mortality. How far are they representations of famine itself ? Famine can be considered a socio economic process during which starvation is imposed and accelerated. Its duration has to be mapped in relation to the objective of the beneficiary. As for instance the imposition of starvation during a siege which can last until the victims surrender. The mortality of the victims is not necessarily the objective. It could offer a mean of attaining it. Such a process is necessarily long-drawn. Famines have been noted as extending from three to seven years. (Walford 1878 ; Rangasami 1978 ; 1985)

My studies indicate that these can fall into clear phases : the initial phase which I have termed 'dearth', « when all things dear to the life of man are sold at high price (OED) ; a second phase which describes the process of being starved, to deprive a person of anything necessary to life » and for the terminal phase which subsumes the physiological as well as the social, I use the term morbidity a term which means the proportion of sickness in a given locality. (Rangasami 1978)

Demographic exercise

The demographic exercise required for the study of the process would not call merely for an analysis of mortality trends to affirm famine. It might need to examine other indicators such as the movement of population, the pattern of migration of labour or other relevant indicators to analyse the onset and deepening of famine. Sex ratios might change as well as age ratios of those that remain in the affected community. The analysis of such changes in the affected community would necessarily reflect the famine process.

Relief and society

The society or the State can intervene in the famine process. It has been ably argued that relief expands during periods of public disorder but contracts during periods of order.

The nexus of relief with periods of public disorder is indeed critical but the expansion of relief does not necessarily follow. It is only one of the options available. There are others. The state could provide relief selectively. It can intervene in the biological process and not in the economic. But the intervention does not terminate starvation much less restore the assets lost. The intervention occurs when starvation stigmata become visual and evoke 'pity and horror'. Its motives spring from 'charity' or 'humanitarian' notions. It imposes a limited form of starvation. It has to be seen in essential relation to the starvation process. It can legitimise the starvation process by reducing the stricken to dependence.

'Wandering' is looked upon as the 'sign' of famine. Consequently there are no indicators for the termination of famine. Famine is said to subside when mortality rates decline.

It is important to stress that such forms of relief can render famine chronic. Under such conditions starvation could become 'normal' or 'regular'. The study of 'relief' becomes relevant for the study of famine recurrence and persistence.

The corollary of focusing on the terminal phase is that the process preceding it can be obscured. As etymology affirms, the root of the term comes from the sanskrit *gha* meaning 'to abandon'. The representation of famine however, have masked its meaning. Therefore it has been variously attributed to a just providence — being the fruit of sin or to nature — the drought, the flood or the hail, frost as the case may be or the victims themselves — their tendency to multiply (Firth 1959) or their lack of purchasing power (Bhatia 1968), the decline in their entitlements (Sen 1981).

It will not be possible within the scope of this paper to consider all of these questions. I will limit it to the evaluation of current approaches, particularly in relation to the debate on famine within demand and supply side economic theories. I shall use available studies that seek to demonstrate famine as caused by natural disaster and crop failure and suggest that to replace the fall in food supply as the cause with the failure of income or 'entitlement' will not suffice to explain the nature of famine as a process.

I therefore wish to offer the following postulates for the study of famine : That famine is not an event but a process ; it must be necessarily seen in association with the society. That mortality is not a

necessary condition of famine. That it can at best be its terminal phase or even its consequence.

That famine and its relief must necessarily be seen in relation.

I wish to demonstrate these postulates with reference to two case studies, the one based on literary sources, the other on field investigation. The one describing the imposition of economic control over labour, the other political control.

This paper is divided into three sections. The first discusses food as a source of power and its relevance to the understanding of famine. The second outlines the famine process. The third summarises the inference that can be drawn from these studies.

It can be asked whether it will be possible to devise a method to study the role of society in a famine? Can it indeed be established that society can and does impose starvation? How does one approach its study?

Food as a source of power

Anthropologists studying the role of food in 'primitive economies' have noted that « food becomes symbolic of the mystic force of the society, its protective yet dangerous power ». (Richards 1981 : 181)

For the study of food as a source of power, I wish to adopt Wolf's approach in comparing different modes of production and to enquire into « what happens in the encounters of differently constituted systems of interaction — food/society — predicated on different modes of production. » (Wolf 1982 : 77)

And within the limited scope of this essay, I summarise the inferences of studies undertaken for the comparison of the kin-ordered mode of production with the feudal and the colonial modes. I shall seek to demonstrate why famine is a recurring phenomenon in the colonial and feudal modes and not in the kin-ordered mode of production. In order to evolve means of comparison in the role of food, of kin-based with feudal, monarchical and capitalist-colonial societies I wish to identify three principal elements :

1. The rules that provide access to food as a right to all members of the society.

2. The norms and values that assure food to dependents and minimise differentiation of hierarchy and gender.

3. The penalties for violations of those rights and norms. The study of the kin-ordered mode is undertaken if only to establish the rules that assure access to food to the members of the society and to offer the means of studying the implications of not merely the absence of any of these rules in other societies but their replacement by mechanisms of expropriation.

Kin-ordered mode

These societies have legal rules of access to production systems, ties of kinship and reciprocity in transactions that sustain the society, the banning of market exchanges on goods necessary for survival, procedures and complex systems evolved to control hostility and reduce aggression, norms and values that assure food to dependents and the use of kinship terms amongst those divided by wealth and rank. Together these form a value system within which it is recognised that food is a source of power, but is used to protect the rights and members of the society. (Malinowski 1922 : 270, 279 ; Richards 1948 : 85-86 ; Radcliffe. Brown 1948 : 29)

Food as a source of power is expressed through hierarchical relations within the society, by enforced dependence relations particularly gender dependence. Norms and values enforce the chief to redistribute food stores. These norms include the extension of the filial sentiment to all of those relationships in social life in which one individual is directly dependent upon another for food. But how do these societies respond to the violations of the rights, including the most primitive property right, the ownership of food — « the chief form of possession which differentiates him from other members of the community » ? (Richards 1948 : 173)

As in other societies, with the assertion of property rights also came the notion of the violation of that right, the notion of 'theft'. Richards noted that the right was asserted only during seasons of scarcity. (Richards 1948 : 187) But as Firth observed, the social order was maintained not by imposing penalties but by avoiding them. « Theft was indeed stigmatised. But in a sense there was an idea that even a thief has grievances and rights — otherwise he would not have stolen. » (Firth 1959 : 86-89)

The Feudal mode

The feudal mode on the other hand presents a study in contrast. In a society divided between the empowered potents and the powerless indigens, food is a prime source of power. Food has social value. It establishes the social distance between those that eat and those who subsist. To those who had control over resources, food implies a whole range of items including meat, fish, bread and wine. What did the poor eat in the Middle Age ? According to Mollat, « grape pips, hazel flowers and fern roots with an accompaniment of field grass. » (Mollat 1986 : 22)

Food transactions are not protected from the storms of the market place. Rather they are exposed to it. Limiting access to food could be achieved through limiting wages, imposing usurious terms of credit, by imposing taxes, by introducing laws on mortgages and evictions through the courts as well as laws on poaching and trespass.

The violation of property rights to food is termed theft. But unlike the kin-based society, reprisal is savage and swift. The thief is hung in a public place.

Property rights in labour include rights over the movements of labour.

As De Schweinitz asked, « Did a man own himself ? If he chose to leave his place of birth could he be compelled to return ? »

Those who violated ownership rights were termed 'vagabond' — « to be kept in the stocks, till he has found surety, till he returns to service. » (De Schweinitz 1943 : 8) Dependence was no longer defined in kinship terms or through other ties, politicals, religious or social. It was defined by a lack of relations, an absence of status or even ties of the remotest kind between those born within the society. While rules sustain inequalities in access to food and to means of production, religion legitimises poverty as the fruit of sin. (Mollat 1986)

Where rights are scarce society is devoid of a sense of accountability other than the obligation of charity. Charity, while promising salvation to the donor demeans the recipient. A new social category is devised — the beggar. Even such 'relief' is under political surveillance and control. Criteria are introduced. Beggars have to be 'registered' and they can no longer be looked upon as 'able-bodies'. Restrictions are imposed upon movements of beggars as society looks upon them as a threat.

Mechanisms of expropriation come into being. These include credit and mortgage calculated to deprive men of even that limited access to food and reduce them to abject dependence. Systems of advances against crop are devised. Under such systems, the eviction of the debtors becomes a recurring phenomenon. At times such evictions can take mass dimensions.

Mechanisms of social control are evolved. These include arrangements of dependence and control formed under extreme stress. At the present time, these are looked upon as 'mechanisms of social insurance' (Scott 1916) rather than as means of control. The duress that is explicit in the patron-client relationship needs to be further studied.

Goods necessary for survival fetch the highest prices during periods of crop failure periods (Kershaw). It was also at these times that the city gates were often closed to the poor.

Colonial mode

In the colonial mode, the State assumes a 'lord of the manor' right over land, water, pastures, trees. Every sphere of economic activity including cultivation, sheep rearing, fishing has to be undertaken only at the pleasure of the State and on condition of contribution to the revenues of the State. All of these become sources of revenue and intermediaries play a role in ensuring their payment. Debtor-creditor relationship are forged : the land or other asset are nominally held by the owner. Under these conditions the foreclosing of mortgages and eviction both by the State and the intermediary become common.

The State is not merely the landlord but also becomes the apex labour contractor. The control over labour is established not merely through a system of task-wages but often by making mortgages of land and labour a condition of employment. Human labour is harnessed for the building of railways systems, canals and roads. Coolies are also a source of income as 'exports'. Under these conditions evictions of peasants can acquire mass dimensions. Their protest and revolt is put down savagely. Their subsequent decline into mortality is 'hailed' as 'famine'.

History affirms that under these conditions famine is a constant visitor. Coherent studies of famine in the feudal mode are few. Yet the data on the recurrence of famine in Europe particularly during the eleventh, twelfth, thirteenth and fourteenth centuries is formidable. (Waldorf ; Kershaw ; Mollat).

The uprooting of the peasants and their scattering across the countries of Europe has been noted by many scholars. Mollat refers to these movements as 'tidal waves of poverty' that swept across Europe in the centuries. Sorokin alone observes the nexus of « the 'wandering' that knew no frontiers » with famine. (Sorokin 1942)

The recurrence of famine in the colonial mode is too well documented (Indian Famine Commission 1867, 1880, 1898, 1901 ; Bhatia, Sen, Alamgir to name only a few).

Two questions can be raised : first, how far am I justified in describing the process of pauperization and destitution as famine itself. How can famine be famine unless by visually affirmed emaciation as well as by mortality ?

Were not historians right in affirming the famine with the phase of psycho-social breakdown ? I can only respond to the question by offering two pointers. First, the affirmation of famine by the victims themselves ; second, the evidence on the imposition of starvation by the society as well as the need for its imposition.

Les spectres de Malthus

In re-analyzing the detailed account of famine among the Tikopia presented by Raymond Firth in his well-known work 'Social Change in Tikopia' (Firth 1959) I have only one objective — to seek to establish the need for the study of famine as a social process and not as it is represented in the study as a consequence of natural calamity.

I question three particular representations : 1. The study of the social structure and the specific economic relationships on which it was dependent that does not take into account the implications of gender differentiation in participation in food production. 2. The demographic exercise on labour efficiency that does not provide weightage to such differentiation. 3. The famine 'calendar' which limits the passage of famine to the hurricane and crop failure and the next harvest. The dismissal of famine as an 'episode' that does not leave its mark on social institutions and finally whether the period can be termed as one of 'social change and modernisation'.

In their stead, I suggest that the famine process be considered in relation to the withdrawal of male labour from the island of Tikopia. That the withdrawal of nearly thirty percent of the total male work force and probably nearly 100 per cent of the men of the age of maximum efficiency between 25 and 47 brought about a collapse of the Tikopia agronomy and consequently the decline into morbidity of large numbers of its women and children. That their wages were not calculated to provide the means of biological reproduction. In fact as Firth affirms, in some families even if all of the men were away, their wages would not have provided adequate food.

The famine should be studied with reference to the pressure imposed upon the Tikopia for recruitment, the responses to that pressure by the Tikopia which took many forms : in particular, the resistance to the selection of men in their prime and picking men « who were arrant thieves ».

Also in relation to the political tensions on the island to the resort to famine foods, the joining of households, the practice of abortion and infanticide by the women, the widespread resort to theft as the only means of access to food : « Some people especially women whose husbands were away at work stole... they simply did not have food, others stole to widen the margin of safety ». (Firth 1959)

Background

Tikopia, an island off the Solomons was a British protectorate at the time of Raymond Firth's visit. The demand for labour and the raiding that accompanied it, brought about depopulation and led to a ban on the recruitment of labour in 1921, a ban which was lifted after World War II.

The demand for male labour came from the multinational, in this case Lever Brothers, who had copra plantations for soap manufacture on the mainland Solomons. The British Government directly benefited from the plantations as it had the sole monopoly for the purchase of timber and other products ; a monopoly which was lost in a system of public auction only in 1973.

The demand for Tikopia labour also had a political basis. In 1953, the year of the famine in Tikopia, there was widespread political unrest. The Marching Rule movement for independence took the form of economic boycott of the plantations. The Tikopia could offer a corps of docile labour critical during the period of the strike.

Even in 1929, the British Government was interested in a scheme of migration of the Tikopia. « Technically the government is interested in assisting Tikopia to make better use of their local resources and also in making Tikopia resources, especially labour resources, available to other parties. » (Firth 1939)

In Firth's view the Tikopia had looked upon the idea with distaste. They looked upon their land « as a single body of kinsfolk. The idea of any mass migration was viewed with extreme distaste by the Tikopia with whom I discussed it ». (Firth 1939 : 48) He added that the recruitment of labour prohibited by government ordinance, had a justification in the heavy death rate of the islanders in the past when brought into contact with new diseases.

Recruiting then would operate as a check upon the Tikopia population. But it would be a highly selective factor and would lead to serious disturbance of the social and economic structure through changes in the sex and age ratios.

Why did he set aside this reasoned opinion in 1953 ?

Let us now consider the postulates for the study of the Tikopia economy : the society.

As indeed Firth has stated, « the social structure, the political structure were clearly dependent on specific economic relationships arising out of a control of resources. With these relationships were linked the religious activities and social institutions of the society. » (Firth 1959)

Among the Tikopia, food is an important material manifestation of social relationships through which kinship ties and political loyalty, indemnity for wrong and canons of hospitality are expressed.

That consideration of what people eat leads to the examination of reciprocity between husband and wife, of methods of wider cooperation in work, systems of land tenure, ritual offerings to gods and ancestors for fertility.

In an economy that had no foodgrain and poor means of storage the daily harvesting of food was a necessity.

Les spectres de Malthus

The household meal and the flow of resources towards it included contributions received from land and sea by labour as well as that received through ceremonial exchange.

What I wish to add are the implications of gender differentiation in the participation in the economy. In Tikopia the men alone could perform all of those tasks ceremonial and economic that went into the fishing, planting, the production of food. That in the distribution of food at feasts as well as daily propitiation of the gods with food as well as in all aspects of life, male pre-eminence was reflected. (Rangasami 1986). Further, the association of canoes with male gods implied that married women could not enter them.

« While in a household men and women may cooperate constantly in agriculture, social convention allows only a few specified ways in which a married woman of one household may work together with a man of another. »

As Firth stated, Tikopia did not practise any primitive communism. While it provided an economic base with a socialised concept of participation of owner in production, there was no idealisation of community rights, no attitude that the land should be the common property of all. There was a stark individualism enhanced by the differentiation of the family consisting of husband, wife and children as an economic entity with the responsibility for assuring food upon the male head of the family. As a consequence, if by any circumstance the men were withdrawn from the economy, their families could not be provided for by the society. The responsibility of kin was limited to assuring their share of food activities as well as fulfilling their obligations in ritual. The responsibility of the male head of the family were enforced through social norms as well as ritual.

Famine Calendar

Firth's famine calendar begins with the hurricane and crop failure in January 1952. It is looked upon as a short term crisis with recovery predicted with the new crop.

In response to a query from the British Government, the anthropologists predict recovery by September.

However between October and December the number of deaths rises and famine becomes severe.

This calendar is amended three times. Each time it is noted that the deaths persist due to circumstances that had failed to be taken into account. In September it is revised to acknowledge that in the absence of the men, their families had no access to the fish shoals that normally provide food in September. Recovery is again predicted for January and

March again with the new crop. The persistent hunger is attributed to the second hurricane.

In July when the anthropologist leaves, the « island is reported well on its way to recovery ». The basis for the claim is not very clear. The subsequent deaths of a further 200 in 1955 is attributed to an epidemic.

The socio-political construct of a disaster is imposed upon the event.

« The famine in 1952-53 may be regarded as nature's way of cutting back the population in a manageable size in terms of the available resources. » (Firth 1959 : 450)

« Speaking generally, then, one has the impression that though the famine of 1952-53 was abnormal in the long run, it represented a movement in a pendulum swing of relations between Tikopia population and food supply that has been going on for at least a century or probably more. In my opinion such changes in demographic pressure on subsistence are far more responsible for much of the structure of primitive societies than anthropologists have generally allowed. »

The period is limited primarily to the months following the hurricane and centers upon the weeks when mortality was recorded. There were 81 deaths on the island. The 200 deaths that followed in 1955 is not attributed to famine at all.

Demographic exercise

The demographic exercise undertaken shows an increase in population of the Tikopia from 1278 in 1929 to 1753 in 1953. The pressure on food production is deemed to be evident even by the mortality. We are not provided production data. Nor are we told of previous hurricane years and crop failure. Hurricanes presumably are not rare phenomena in the South Pacific.

We learn that in 1952, the total population consisted of 920 males and 853 females. Of these, 791 were below the age of seventeen, 146 were over 58 years. Together they constituted the dependent population. There were 283 males and 253 females totalling 536 between the ages of 23 to 45 and 428 men between 15 and 57. By middle of 1952, 40 per cent were away.

When considered in terms of the effective male working force of the age span of « maximum efficiency » as Firth put it, of twenty six years average, they constitute 38 per cent of the effective work force.

And it is reckoned there were about 300 households. The batches drawn in May and July were from among the married men. The voyage was referred to as the voyage of married men. We also learn that 40 or 50 households were suffering from acute starvation.

Firth states that out of the total work force of 428, 175 men were away, about 40 per cent. When considered in terms of the effective work

force they constituted perhaps an even higher percentage. These are also the age groups likely to have young children.

There were 89 recorded deaths between March 1952 and March 1953. Of these 71 were of women and children — 39 below the age of seven. Of the nineteen men who died, 12 were above the age of 58.

We do not have the sex ratio of the 200 who died in 1955.

Demand-side theories

If, as I have argued, the supply-side approach to the study of famines need to be set aside, can it be replaced by demand-side theories. Would it be possible to suggest that the Tikopia had to face famine because the wages they earned could not command the price of subsistence ?

Or could we state that the entitlement of Tikopia, which would include their earnings through the wages of the men and the contributions of women and children of food, did not suffice to meet their needs ?

To the question, « How are famines caused ? » Sen answers : « A person can be plunged into starvation if his endowment collapses either through a fall in the endowment bundle or through an unfavourable shift in the entitlement mapping. »

The importance of Sen's argument lies in his being able to establish that the shift in the main components of entitlements are responsible for causing failures and that it is necessary to take into account the entitlement relations within which the shift occurs, even though the 'data' may not be able to characterise these relations with any exactitude. Such an approach is useful because it can take into account those transactions sustained by norm and custom — those transactions that fall within the province of the sociologist.

The problems emerge not merely from difficulties of application of the theory to micro-economies or even economies that were then being monetised. The problems of application emerge even with the fact that the theory can reflect only one of the elements in the famine process, namely the decline in the entitlement of the victims. It has no means of reflecting the process of famine and that such decline is gradual and implies benefits to others.

The issue before us is, in a famine situation : do all of those elements that form the endowment bundle and its mapping network collapse together as in a disaster scenario ? Would each of these give way at a time ? And would such a progressive loss of each of these elements of the bundle, as for instance a decline in real wages, not represent a complementary gain for another in the entitlement network ? Should not such a famine theory, focusing particularly on private exchange and

trade, not reflect the fact that if famine represents losses to some, it represents gains to others ?

For instance, Sen states that destitution is the 'road' to famine. Analysing the Bengal famine of 1943, he points out that many rural families passed through marginal occupations such as paddy husking on their way to total destitution.

What the analyse fails to capture is that which is reflected in the evidence before the Famine Enquiry Commission. That the farmers were selling at the top of the market even while their fellow villagers were dying. That there was evidence of profiteering. (Nanawathi Papers : Bengal Famine Enquiry Commission, 1945) That death came at the end of a period of five years of transfer of lands from the poorer peasants to the farmers. That such a process was long-drawn and its beginnings can be traced to the transfer of lands ('land theft') assets five years earlier. Further that it has to be seen in the context of the rules legal and political as well as the norms of the society that can limit access to sources of food and legitimise the expropriation beyond the 'surplus' ; and in the powers available to the State to legitimise such expropriation.

The 'relief' provided could do little to prevent the mortality of millions of people.

The theory of exchange entitlements has no means of taking note of the role of the State as an actor in the famine process.

In sum, we need a theoretical framework for the study of famine that can accomodate the nature of the process and the thrust and counter-thrust in the exchange between the victim and the beneficiary. We need to take into account the means available with the beneficiary to legitimise the imposition of starvation, the expropriation of all assets and of the man-power which brought about a decline in all of the institutions of the Tikopia : in its economy based on reciprocity and kinship ties and in its religion dependent upon the male mediation and its polity. That the Tikopia, a kin-ordered society with norms and values that ensured food to its members and through its members to their dependents, has no means of coping with the starvation that was exogenous. The tragedy of Tikopia is being reenacted upon other surviving traditional societies. It appears that at the present time, famine theory has no means of studying them.

Références bibliographiques

- ALAMGIR, M. 1980, *Famine in South Asia : Political Economy of Starvation in Bangladesh*, Gunn, Hain, Oelegeshlager, Mass. U.S.A.
- APELDOORN J.V. 1981, *Perspectives on drought and famine in Nigeria*, London, George Allen and Unwin.
- AYKROYD W.R. 1974, *The conquest of Famine*, London, Chatto and Windus.
- AYKROYD W.R. 1971, « Definition of Different Degrees of Starvation », in *Famine : A Symposium*, Uppsala, Gunnar Blix et al, (eds.), Swedish Nutrition Foundation.
- BADEN POWELL B.H. 1974, *The Land Systems of British India*, Vol I., Delhi, Oriental Publishers, (reprint).
- BEAGLEHOLE E., *Social Change in the South Pacific*, London, Allen and Unwin.
- BENDIX R. and LIPSET S. 1964, 'Karl Marx Theory of Social Classes', in *Class Status and Power*, Bendix R., Lipset M. (eds.), London, Routledge and Kegan Paul.
- BENNET M.K. 1969, *Famine*, International Encyclopedia of Social Sciences, New York, Macmillan and Free Press.
- BHATIA B.M. 1967, *Famine in India : A Study in some Aspects of the Economic History of India, 1860-1895*, Delhi, Asia Publishing House.
- BORRIE W.D., Firth R., Spillius J. 1957, 'The Population of Tikopia, 1929 and 1952', in *Population Studies*, D.V. Glass and Grebenik E., Population Investigation Commission, London.
- COPANS J. 1983, 'The Sahelian Drought : Social Sciences and the Political Economy of Underdevelopment', in *Interpretations of Calamity*, London, Allen and Unwin.
- De ALCANTARA C.H. 1984, *Anthropological Perspectives in Rural Mexico*, London, Routledge and Kegan Paul.
- De SCHWEINITZ K. 1943, *The Road to Social Security : From the Statute of Labourers in 1349 to the Beveridge Report in 1942*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- FIRTH R. 1964, *Primitive Polynesian Economy*, London, Routledge and Kegan Paul.
- FIRTH R. 1959, *Social Change in Tikopia*, London, Allen and Unwin
- FIRTH R. 1936, *We the Tikopia*, London, George Allen and Unwin.
- FRITZ C., 'Disaster', *Contemporary Social Problems*, in Merton and Lisbet (eds.), New York, Harcourt.

The study of starvation and famine : Some problems

- HEWITT K. 1983, 'The Idea of Calamity in a Technocratic Age', in *Interpretations of Calamity from the Viewpoint of Human Ecology*, BOSTON, Allen and Unwin.
- JACKSON K. 1976, 'The Family Entity and Famine among the Nineteenth Century Akamba of Kenya : Social Responses to Environmental Stress', *Journal of Family History*, (2) hiver.
- JELLIFFE D. et al, 1971, 'The Effects of Starvation on the Function of the Family and the Society', in *Famine : A symposium*, Uppsala, Gunnar Blix et al (eds.), Swedish Nutrition Foundation.
- KERSHAW I., "The Great Famine and Agrarian Crisis in England 1315-1322", *Past and Present*, University of Manchester.
- MACCALPIN 1983, *Subject to Famine*, Princeton University Press.
- MALINOWSKI B. 1922, *Argonauts of the Western Pacific*, London, Routledge and Kegan Paul.
- MALTHUS T.R. 1798, *First Essay on Population*, London, Macmillan.
- MASEFIELD G.M. 1963, *Famine, its Prevention and Relief*, Oxford University Press, U.K.
- MOLLAT M. 1986, *The Poor in the Middle Ages*, New Haven, Yale University Press.
- RADCLIFFE-BROWN 1948, *The Andaman Islanders*, Glencoe, Ill., The Free Press.
- RAMALINGASWAMI V. 1973, in, 'Definition of Different Degrees of Starvation' by AYKROYD W.R., in *Famine : A Symposium*, dealing with Nutrition and Relief Operations in Times of Disaster, Uppsala, Gunnar BLIX et al. (eds.), Swedish Nutrition Foundation.
- RANGASAMI A. 1978, 'Mizoram Tragedy of our own making', *Economic and Political Weekly*, 15 avril.
- RANGASAMI A. 1985, 'The Failure of Exchange Entitlement Theory : A Response', *Economic and Political Weekly*, 20 (40-41).
- RANGASAMI A. 1986, 'Famine : The Anthropological Account', *Economic and Political Weekly*, 21 (36).
- RANGASAMI A. 1987, 'Disasters and their Relief' in *Encyclopedia*, Ministry of Social and Women's Welfare, New Delhi.
- RICHARDS A. 1948, *Hunger and Work in a Savage Tribe*, Glencoe, Ill., The Free Press.
- SCOTT J. 1976, *The Moral Economy of the Peasant*, New Haven, Yale University Press.
- SEN A.K. 1981, *Poverty and Famine : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- SHARP J., 1987, 'Relocation, Labour migration and the Domestic Predicament', in *Migrants, Workers and the Social Order*, Eades J. (ed.), Tavistock Publications London and New York.
- SOROKIN P. 1942, *Man and Society in Calamity*, New York, Dutton.

Les spectres de Malthus

- SPILLIUS J. 1957, 'Natural Disasters and Political Crisis in Polynesian Society, an Exploration of Operational Research', *Human Relations*, Vol. X, Tavistock Publications.
- WALDORF C. 1978, 'The Famines over the World : Past and Present', *Journal of the Royal Statistical Society*, September 1978 and March 1979.
- WOLF E.R. 1982, *Europe and the People without History*, California University Press, U.S.A.

Government Publications

- Indian Famine Commission*, 1880, Report Part I.
- Indian Famine Commission*, 1898.
- Indian Famine Commission*, 1901, Report.
- Famine Enquiry Commission. Report on Bengal*, Vol I and II.
- Nanawathi Papers 1945*, Bengal Famine Enquiry Commission, New Delhi, National Archives.

DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : QUELQUES RÉFLEXIONS À PARTIR DE LA SITUATION OUEST-AFRICAINE

Kokou VIGNIKIN et Victor PICHE

Le champs d'étude couvrant les liens entre la production alimentaire et les facteurs démographiques se caractérise par de nombreuses controverses. D'un côté, les travaux macro-démographiques mettent en interrelation des taux d'accroissement au niveau global (national et régional) et insistent sur le fait que la production alimentaire augmente beaucoup moins vite que la population (e.g. Pool, 1988 : 482). Ce type d'analyse conduit souvent à une interprétation « démographiste » laissant planer un lien de causalité négatif entre la croissance démographique et l'insuffisance de la production agricole (e.g. Banque Mondiale, 1984 : 102-104). D'un autre côté, les travaux micro-démographiques mettent l'accent sur l'importance de l'élargissement du réseau familial et de la diversification des activités des membres du ménage comme stratégies de survie. Ce qui est problématique au niveau « macro » devient une question de survie au niveau « micro ».

On voit donc que la question des niveaux d'analyse (macro-micro) débouchent sur une question théorique fondamentale : quel rôle joue le facteur démographique dans la production agricole ? Les modèles malthusiens lui donnent un rôle de premier plan : on pourrait parler de déterminisme démographique. Les modèles marxistes quant à eux évaluent les facteurs démographiques au profit d'un déterminisme économique (Cordell et Piché, 1989).

Dans ce texte, nous partons de deux postulats. Premièrement les modèles déterministes trop simplistes ne permettent pas de saisir les liens complexes entre production agricole et reproduction démographi-

que. Deuxièmement, c'est au niveau de la famille et du ménage (donc au niveau micro) que l'on peut comprendre les interrelations entre les deux types de production (économique et démographique). Dans la première partie, nous proposons quelques réflexions théoriques sur les liens entre production agricole et reproduction démographique. Dans la deuxième partie, à partir du cas du Sud-Est Togo, nous illustrons la complexité des liens entre démographie et agriculture en nous situant au niveau des ménages. En conclusion, pour bien montrer que le niveau micro ne peut se suffire à lui-même, nous identifions quatre facteurs macro-structurels du déséquilibre alimentaire.

1. Production agricole et reproduction démographique: quelques approches théoriques

L'étude des liens entre la démographie et la production agricole est longtemps restée un terrain de prédilection de l'idéologie malthusienne. Il existe en effet une profusion de travaux qui établissent un lien de cause à effet entre une croissance rapide de la population et les problèmes alimentaires mais ce qui surprend le plus, ce sont les multiples consécutions officielles que reçoit cette idéologie. Bien que les études néo-malthusiennes se targuent de s'appuyer sur des contextes empiriques ou de rapporter des situations observées aussi bien dans le passé que dans le présent, il n'en demeure pas moins que le déséquilibre alimentaire dans le Tiers-Monde, en raison de sa problématique multifactorielle, ne peut s'appréhender comme le résultat du seul déterminisme démographique. Et pour cause, ni le rythme de croissance rapide de la population, ni la forte pression démographique, ni l'urbanisation rapide qui sont souvent invoqués dans l'argumentation néo-malthusienne, n'offrent une totalisation théorique suffisante pour servir de cadre explicatif exclusif au problème alimentaire en Afrique (Dumont et Mottin, 1980). La compréhension de ce fait passe par une évaluation critique de la théorie malthusienne elle-même.

Fondée sur la loi des rendements décroissants, la théorie malthusienne pose que lorsque l'offre d'un facteur de production, en l'occurrence la terre, est fixe, les suppléments de production obtenus par addition de quantités marginales du facteur main d'œuvre se réduisent graduellement. Malthus distingue ainsi trois phases dans l'évolution du rapport terre-population :

- la phase des rendements croissants du travail
- celle des rendements décroissants
- et celle de la productivité marginale nulle.

Cette conception déterministe et universaliste du rapport population/ressources repose en fait sur deux hypothèses fondamentales :

- 1) la terre est en quantité fixe et de qualité homogène
- 2) les techniques agricoles sont une donnée qui reste constante sur une période suffisamment longue.

Si plusieurs admettent l'hypothèse de la quantité fixe de terre, celle de la constance des techniques a par contre prêté le flanc à de nombreuses controverses. Sans insister sur la critique générale de la théorie malthusienne, soulignons simplement le fait que deux de ces controverses ont dominé le champ de la recherche africaine: celle des « productivistes » et celle des « rationalistes ».

Du point de vue économique, la prise de position des « productivistes » a connu une influence considérable dans l'analyse des liens entre la croissance de la population et la production agricole (Boserup, 1973). Opposés à la conception néo-malthusienne, les « productivistes » soutiennent que l'accroissement de la population engendre de manière autonome du progrès technique, de l'innovation et une augmentation des productivités. Elle a donc forcément des effets positifs sur la production globale.

Sur le plan des analyses plus sociologiques, il faut admettre qu'en dépit d'une littérature abondante sur l'interprétation des comportements sociaux dans les sociétés rurales, la vision malthusienne reste encore dominante. Néanmoins, certaines analyses récentes permettent une interprétation plus nuancée. En effet, la plupart des approches alternatives de la thèse malthusienne tentent de justifier la rationalité à base des comportements sociaux et plus particulièrement des comportements de reproduction en s'appuyant essentiellement sur des observations empiriques. Ces nouvelles interprétations ont ainsi permis l'énoncé d'un cadre théorique plus formalisé en termes d'analyse du fonctionnement des sociétés agricoles. Deux éléments de ce cadre sont devenus des classiques, l'un, fondé sur la notion de coûts et bénéfices économiques procurés par les enfants et l'autre, le second, plus axé sur le concept de flux net de ressources entre générations (Caldwell, 1978; Loco, 1984).

En dépit du fait que le cadre théorique formel résume assez bien les aspects internes des comportements sociaux des ménages, il n'éclaire que faiblement sur les rapports qu'entretient la sphère rurale avec les autres sphères de la société. En intégrant les comportements démographiques aux conditions économiques de l'ensemble de la société, l'approche marxiste tente, en tant soit peu, de combler ce vide. S'appuyant sur le postulat que chaque mode de production possède ses propres lois démographiques, cette approche offre un cadre explicatif plus global au fonctionnement des familles en analysant de manière approfondie la production et la reproduction dans les sociétés agricoles d'autosubsistance (Meillassoux, 1975 ; Rey, 1973 ; Gregory et Piché, 1986).

Ramenant l'essentiel de cette approche à l'exploitation de la force de travail par le capital, Gregory et Piché (1986) ont proposé une variante qui vise à interpréter la compénétration des phénomènes démographiques. La théorie du régime démographique permet ainsi d'analyser la structure et le fonctionnement du ménage rural, perçu comme une unité de production et de reproduction, et justifie les stratégies sociales qui y sont adoptées. Dans la logique du régime démographique, la production dépend de la force de travail et celle-ci est maximisée par une fécondité élevée. Ce comportement répond à un double besoin : disposer d'une force de travail sur les exploitations d'une part, et de l'autre, pourvoir au besoin en travail migrant de la sphère capitaliste. Dans ce comportement que les auteurs qualifient de stratégie de survie, la migration apparaît comme une composante essentielle. Elle est en effet le résultat de l'articulation des sphères de production capitaliste et non capitaliste. Son intensité est en relation directe avec les besoins de la sphère capitaliste et sa justification tient au fait que c'est par elle que s'opère l'accumulation de capital.

La thèse de la double pression sur la fécondité et son corollaire l'émigration rurale, permettent d'approfondir l'explication du déséquilibre alimentaire. En effet, que l'émigration soit temporaire ou permanente, elle entraîne une détérioration de l'économie agricole, notamment une baisse du volume de la production. Ce phénomène s'explique comme suit : la dynamique démographique des ménages tend à accroître les besoins. Les exploitants se voient alors obligés d'ajuster leur fonction de production c'est-à-dire d'accroître leur production. Si l'exploitation est trop petite ou non extensible, l'obtention de l'excédent de production, toutes choses étant égales par ailleurs, devient pratiquement impossible (Pascon, 1977). La migration permet alors de se procurer les ressources nécessaires à l'équilibre économique du ménage. Quant à son impact sur la production agricole, on distingue généralement les effets immédiats dus à une absence de la force la plus productive des unités domestiques des effets éloignés résultant des changements dans les systèmes de production.

La théorie dualiste soutient que les effets immédiats de l'émigration rurale sont nuls en raison d'une main d'oeuvre généralement pléthorique dans les zones de départ (Leeson, 1979). Cette thèse est infirmée par de nombreux travaux empiriques (e.g. Ware et Lucas, 1988 ; Weeks, 1988 ; Vignikin, 1986). En effet, les retraits dans la main d'oeuvre dûs à l'émigration rurale contraignent souvent les ménages à adopter des mesures compensatoires afin de maintenir la production à un niveau acceptable, notamment: le recours à la main d'oeuvre salariée, les changements technologiques, le repli sur des cultures moins exigeantes en travail, etc. C'est surtout au niveau de l'organisation sociale de la production que les effets sont les plus visibles. L'émigration rurale

modifie en effet la division conventionnelle du travail à l'intérieur des ménages en accroissant notamment les responsabilités des femmes et des enfants (Fargues, 1989; Ware et Lucas, 1988).

A plus long terme, les départs de jeunes affectent, à travers divers mécanismes, les niveaux de production. En tant que ponction dans la capacité productive des ménages exploitants, ceux-ci doivent adopter des ajustements parfois coûteux en moyens financiers pour maintenir leur production à un niveau acceptable (recours à la main d'oeuvre salariée, intensification, etc). Par ailleurs, nos propres travaux ¹ ont montré que dans les ménages à fort taux de migrants, se dégage une tendance à accorder une plus grande importance aux cultures spéculatives, les besoins vivriers domestiques étant réduits.

Un autre effet visible des émigrations rurales tient au fait que le flux des revenus générés tend à accélérer le processus de « désagriculturation » des ménages. Les membres non-migrants ont en effet tendance à s'adonner davantage aux activités non agricoles et à dépendre des revenus procurés par les migrants. Les échanges non marchands (vivres, services, etc), souvent asymétriques, peuvent également peser sur la production vivrière (Fargues, 1989).

II. Stratégies des ménages et déséquilibre agricole: le cas du Sud-est Togo

L'exemple du Sud-est Togo est une bonne illustration de l'impact des conditions de fonctionnement des ménages sur la production agricole.

Région essentiellement agricole, le Sud-est Togo se caractérise par une densité de population élevée (400 habitants/km²), la généralisation de la location comme principal moyen d'accès à la terre (67 % des parcelles cultivées sont louées) et un degré élevé d'intégration aux rapports marchands (44 % des exploitants ont vendu en 1981 les 3/4 de leur production). L'enquête qui donne ces résultats, a été menée en 1981 par l'Unité de Recherche Démographique de l'Université du Bénin à

1. Cette recherche s'effectue dans le cadre de la thèse de doctorat de Kokou Vignikin.

Lomé 2. Il résulte de cette enquête que la monétarisation progressive de l'économie de la région a profondément modifié les rapports de production traditionnels qui se caractérisaient par une appropriation collective des principaux facteurs de production (terres et main d'oeuvre), une production généralement excédentaire et un partage équitable des récoltes entre les différents ménages constituant les lignages (Mignot, 1982). La monétarisation et la logique d'accumulation qu'elle a induite, ont inauguré dans la région un schéma de production de type capitaliste dans lequel l'accès à la terre et à la main d'oeuvre est subordonné à des coûts monétaires. Ces coûts étaient en 1981 de l'ordre de 164 000 francs CFA pour une exploitation de 1,5 hectare. De ce montant, 11 % étaient alloués à la location de la parcelle et 80 % à la location de la main-d'oeuvre, généralement étrangère à la région ³.

Or, non seulement les sols se sont beaucoup dégradés comme le témoigne la chute des rendements de 65 % entre 1950 et 1978, mais il faut également composer avec la réglementation des prix agricoles. La compensation des coûts de production par les recettes de vente est ainsi rendue difficile et aléatoire. Il en résulte une dette cumulative qui contraint les agriculteurs à accroître constamment le ratio ventes/production, c'est-à-dire la part de la production destinée au marché.

Ce cycle d'endettement conduit les paysans à réduire leur production et à adopter des stratégies d'ajustement. Celles-ci consistent principalement à maintenir la fécondité à un niveau élevé et à lui associer une scolarisation accrue des jeunes et une émigration de certains membres vers la ville (Vignikin, 1987). Ce triple comportement est en fait un moyen de diversifier les activités au sein des ménages agricoles en vue de réduire leur vulnérabilité économique. Le niveau élevé de fécondité ⁴ permet d'alimenter les flux migratoires ⁵ tout en

2. L'enquête POPRES a porté sur un échantillon représentatif de 370 exploitants agricoles de la région et leurs 621 femmes. Un questionnaire « hommes » et un questionnaire « femmes » ont été élaborés pour la collecte. Le premier a permis de relever toutes les caractéristiques de la production agricole, notamment les paramètres naturels, techniques, économiques et sociologiques qui la sous-tendent, ainsi que la logique de sa répartition. Quant au questionnaire « femmes », il a non seulement permis de disposer des données sur l'activité économique des femmes et de son impact sur la réalisation de la suffisance alimentaire du ménage, mais aussi de collecter des informations pertinentes sur les enfants présent et absents.

3. Les femmes du sud-est travaillent rarement sur les exploitations de leur mari. La plupart s'adonnent au commerce, jugé plus rentable. Quant aux enfants, on les retrouve en majorité dans le système scolaire ou dans le secteur non agricole.

4. Une moyenne de 2,7 femmes par ménage et 7,3 enfants par femme.

5. Avec l'idée probabiliste que plus de membres seront envoyés dans les sphères non agricoles, plus grandes seront les chances des ménages de bénéficier des retombées économiques du phénomène.

maintenant sur place un noyau social substantiel alors que l'émigration vers la ville et notamment vers Lomé, Lagos et Abidjan apparaît comme le véritable moyen d'accéder au travail non agricole, supposé plus rémunérateur. Le lien entre le comportement procréateur et le comportement migratoire apparaît donc comme indissociable des bénéficiaires à tirer à terme des réseaux de solidarité familiale.

Progressivement, le Sud-est est passé de l'état de « grenier du Togo » à une situation où les ménages exploitants ont eux-mêmes de la difficulté à s'autosuffire avec leur production. Le contexte actuel de cette production est la clé de l'explication de la baisse enregistrée. En effet, les distorsions dans l'organisation du travail provoquées par l'émigration massive des jeunes, n'ont guère été compensées par les changements organisationnels ou technologiques adoptés. Ceux-ci contribuent au contraire à dégrader les conditions de production en accentuant les coûts.

Conclusion

Les facteurs non-démographiques du déséquilibre alimentaire

Au-delà de ce modèle qui permet d'examiner les liens entre la démographie et la production agricole au niveau des ménages, il faut aussi insister sur les facteurs non démographiques du déséquilibre alimentaire. Sans prétendre livrer ici une liste exhaustive de ces facteurs macro-structurels, nous n'en soulignerons que quatre qui nous paraissent particulièrement importants.

1) *Les conditions techniques de production* : dans la plupart des pays africains non aux prises avec des conditions climatiques défavorables, ce sont essentiellement les superficies cultivées qui conditionnent le volume de la production. Mais en dépit des potentialités énormes qui existent dans ce domaine en Afrique, l'extension de ces surfaces se heurte encore à de nombreux obstacles. Ceux-ci sont essentiellement d'ordre financier et technologique. La faible utilisation de fertilisants et autres techniques d'amélioration des rendements est par ailleurs un facteur essentiel du déséquilibre vivrier actuel. Et enfin, les taux de déperdition des installations de stockage des récoltes sont encore trop élevés pour ne pas être mentionnés (Anson-Meyer, 1983).

2) *L'intégration au commerce mondial* : l'agriculture étant prioritairement destinée à financer le développement, il en résulte une dualité sectorielle déséquilibrée entre les cultures vivrières localement consommées et les cultures de rente qui servent à alimenter l'exportation. A ce sujet, une double constatation s'impose : non seulement le secteur agricole est négligé par rapport aux autres secteurs économiques, mais à

l'intérieur du secteur agricole lui-même, les cultures vivrières font l'objet de très peu d'attention par les pouvoirs publics. A l'observation, l'importance accordée aux cultures de rente et qui répond à la logique de doter l'Etat de devises étrangères, s'avère une politique peu efficace puisqu'elle ne contribue qu'à aggraver le déficit alimentaire national et à accroître les importations alimentaires.

3) *Les politiques agricoles* : tant au niveau des prix qu'à celui du choix des techniques agricoles, les politiques préconisées s'embranchent mal sur les objectifs à atteindre. Les mesures de réglementation des prix qui sont censées stabiliser les revenus du paysan ne sont en fait qu'un moyen de les exploiter. Leur bas niveau permet d'approvisionner à bon compte les citadins ou de maximiser les recettes de l'Etat. Dans les deux cas, les paysans se sentant exploités, tendent à réduire leur production afin d'éviter l'endettement.

Quant à la politique technologique préconisée pour accroître la production agricole, elle n'engendre le plus souvent que des effets pervers. En effet, ces nouvelles techniques (tracteurs, utilisation d'engrais et de pesticides, etc) gonflent exagérément les prix de revient de sorte que la marge bénéficiaire déjà mince, disparaît totalement. Les paysans ainsi acculés, abandonnent l'activité agricole et migrent vers la ville.

4) *Les importations alimentaires* : deux facteurs ont contribué à accroître ces dernières années, les importations alimentaires. D'une part l'inflation des produits vivriers locaux et de l'autre, les politiques publiques. Le riz et le blé qui font généralement l'objet d'une aide alimentaire ont un prix très bas par rapport aux produits vivriers locaux dont les prix sont influencés à la fois par la chute des rendements et la croissance de la population, notamment la demande urbaine. Ce phénomène entraîne naturellement une modification des schémas de consommation et un transfert de la demande vers les produits importés, dégradant par le fait-même, les conditions locales de production.

Références bibliographiques

- ANSON-MEYER, M. (1983). « Les illusions de l'autosuffisance alimentaire : exemple du Bénin, du Ghana, du Nigéria et du Togo », *Mondes en développement*, Tome 11, No 41/42, pp. 51-79.
- BANQUE MONDIALE (1984). *Rapport sur le développement dans le monde 1984*, Banque Mondiale, Washington.
- BOSERUP, E. (1973). *Evolution agraire et pression démographique*, Flammarion, Paris.
- CALDWELL, J.C. (1978). « A Theory of Fertility : From High Plateau to Destabilization », *Population and Development Review*, 4 (4): 553-577.
- CORDELL, D. et PICHE, V. (1989). « Grandeur et misère de l'analyse matérialiste en démographie: une application au domaine des politiques démographiques », communication préparée pour la Chaire Quételet 1989, Louvain-la-Neuve, Belgique, 17-20 octobre.
- DUMONT, R et MOTTIN, M.F. (1980). *L'Afrique étranglée*, Le Seuil, Paris.
- FARGUES, P. (1989). « Déficit vivrier et structures familiales en Afrique au Sud du Sahara », *Population*, No3, Mai-Juin, INED, Paris, pp. 631-648.
- GREGORY, J.W. et PICHE, V. (1986). « Démographie, impérialisme et sous-développement: le cas africain », in D. Gauvreau, J. Gregory, M. Kempeneers et V. Piché (éds.), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Centre for Developing-Area Studies, No 21, pp. 11-46.
- LEESON, P.F. (1979). « The Lewis Model and Development Theory » *The Manchester School of Economic and Social Studies*, septembre.
- LOCOH, T. (1984). *Fécondité et famille en Afrique de l'Ouest: le Togo méridional contemporain*, Presses Universitaires de France, Paris.
- MEILLASSOUX, C. (1975). *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, Paris.
- MIGNOT, A. (1982). *La terre et le pouvoir chez les Guins du sud-est Togo*, thèse de doctorat, Sorbonne, Paris.
- PASCON, P. (1977). « Economie des exploitations agricoles familiales », *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, No 3, pp. 75-95.
- POOL, I. (1988). « Population, alimentation et main-d'oeuvre », in D. Tabutin (éd.), *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, L'Harmattan, Paris, pp. 479-496.
- REY, P.P. (1973). *Les alliances de classes*, Maspéro, Paris.

Les spectres de Malthus

- VIGNIKIN, K. (1987). *Production, fécondité et migration en milieu agricole: le cas du sud-est Togo*, mémoire de maîtrise en démographie, Université de Montréal, Montréal.
- VIGNIKIN, K. (1986). « Mode de production et migration au Sud-est Togo », *Migrations togolaises: bilan et perspectives*, Etudes Togolaises de population, U.R.D., Lomé, pp. 299-320.
- WARE, H. et LUCAS, D. (1988). « Women Left Behind, the Changing Division of Labour and it's Effects on Agriculture Production », *Actes du congrès africain de population*, UIESP, Dakar, tome 3 - section 6, pp. 6.1.1-6.1.18.
- WEEKS, J. (1988). « Economic Crisis and Household Survival Strategies in Sub-saharan African », *Actes du congrès africain de population*, UIESP, Dakar, tome 3 - section 6, pp. 6.1.21-6.1.60.

POPULATION OU SUBSISTANCE ?

Patrick LIVENAI

Une collectivité ne subsiste que dans la mesure où elle se crée des fictions, les entretient et s'y attache... D'où pour elle ce besoin métaphysique de fraude, cette nécessité de concevoir, d'inventer à l'intérieur du temps, une durée privilégiée, mensonge suprême qui prête un sens à l'histoire.

CIORAN (Histoire et Utopie)

L'idée de déséquilibre suggère l'existence d'un état plus favorable voire, optimal. S'agissant de la population, de quel optimum peut-il s'agir ? D'une évaluation précise des besoins démographiques d'une situation de développement donnée ? Mais de telles évaluations n'existent pas ! Plus modestement, d'une situation où l'effectif corrigé de la population permettrait de retrouver une maximisation du produit par tête, toutes choses restant égales par ailleurs ? C'est une fiction, car les « choses » ne restent jamais inertes lorsque la population varie !...

Il existe bien un « hiatus entre théorie et politique de population » (GUILLAUMONT, 1973). Pourtant, lorsque dans le Tiers-monde une « injection non coordonnée de développement » (l'expression est de VERRIERE, 1978) conduit à une baisse rapide de la mortalité et par là même, à terme, à un nécessaire freinage de la croissance démographique, la fiction devient réalité. L'urgence est proclamée et l'Action

engagée, dans laquelle il importe d'effectuer une différence entre fraude et savoir rigoureux dans la représentation des faits.

ANTÉCÉDENTS

Pendant le premier millénaire de l'ère chrétienne, l'effectif total de la population mondiale ne varie guère : entre 200 et 250 millions d'hommes.

Le deuxième millénaire est par contre marqué par la croissance. A un rythme mesuré au départ (doublement de la population entre 1000 et 1500), succède bientôt un rythme soutenu (multiplication par 13 entre 1500 et 2000). Le dernier quart du millénaire est celui de la croissance la plus forte : passage de 770 millions d'hommes en 1750 à 6 milliards en 2000, avec un maximum atteint dans la seconde moitié du XXe siècle : un doublement de population en 40 ans (environ 3 à 6 milliards entre 1960 et 2000).

Cette croissance de la population mondiale est la résultante de mouvements très hétérogènes en intensité et calendrier selon les continents, les régions et les pays. Pour la période 1750-2000 on identifie synthétiquement deux grandes vagues presque successives (tableau 1) :

— la première, celle de l'expansion des populations des régions aujourd'hui considérées comme développées (Europe, Amérique du Nord, URSS, Japon, Océanie) est une vague *longue*, qui a pour origine le XVIIIe siècle, connaît un gonflement tout au long du XIXe, et prend fin peu après 1950 ; et *basse* puisque son maximum de croissance annuel est toujours inférieur à 1,5 %.

— la seconde, celle de l'expansion des populations des régions dites en développement (Asie moins le Japon, Amérique latine et Afrique) est une vague *courte*, qui s'amorce avant la fin de la première moitié du XXe siècle, atteint rapidement une pointe vers 1965-70, et ne devrait pas se prolonger au delà du XXIe siècle ; et *haute* car son maximum de croissance annuel dépasse 2 % (il est même supérieur à 3 % en Afrique).

Une conséquence immédiate de ces deux vagues presque successives est l'importante variation dans le temps enregistrée par la distribution spatiale de la population mondiale. On reviendra, en l'an 2000 à une distribution globalement assez proche de celle de 1750. En effet, les parts des effectifs de population des pays développés et des pays en développement par rapport au total mondial passent de 23 et 77 en 1750, à 33 et 67 en 1950, pour revenir à 21 et 79 en l'an 2000. Entre 1750 et 2000 ce sont les redistributions internes aux deux blocs qui sont les plus significatives : pour le « Sud » : récupération par l'Amérique Latine de sa part d'avant les conquêtes ibériques (8-9 % de la population mondiale) au dépens de l'Asie ; pour le « Nord » : peuplement de l'Amérique du Nord à partir des migrations européennes.

Un examen prospectif jusqu'en 2100 (sur la base des hypothèses dites moyennes proposées par les Nations Unies ¹ laisse par contre supposer de nouveaux et importants changements dans la distribution spatiale de la population mondiale. Ces changements toucheraient la répartition des parts entre pays développés et en développement (entre 2000 et 2100 elles passeraient de 21 et 79 à 14 et 86), mais aussi la distribution interne du groupe des pays en développement avec en particulier le bon en avant de la part des populations africaines dans la population mondiale (de 14 à 25).

Le constat statistique effectué de ces bouleversements démographiques passés et actuels - sans précédent dans l'histoire de l'homme - conduit à deux interrogations d'ordre général :

— Comment et pourquoi de tels changements se sont-ils produits et se produisent-ils encore, et pourquoi ces deux vagues aussi dissemblables ?

— Quelles aptitudes les sociétés ont-elles démontrées, et démontrent-elles dans la gestion de la croissance démographique ?

De multiples réponses peuvent être apportées à ces questions et ce n'est pas à en réaliser la synthèse que nous nous attacherons. On essaiera plutôt de mettre l'accent sur la spécificité de chacune des vagues de croissance indiquées, en particulier au niveau de la durée ; on insistera aussi sur quelques facteurs essentiels et sur quelques circonstances non reproductibles ayant présidés à ces bouleversements en Occident et conduisant à une remise en perspective historique des concepts d'auto-régulation démographique et de pression démographique ; on suggèrera enfin que les retombées des politiques de l'urgence dans le tiers-monde (solution agronomique et solution démographique), au sein de la même démarche méthodologique incitent à un affinement du questionnement.

I. La croissance des populations européennes à partir du XVIII^e siècle s'inscrit dans la longue durée.

Au sortir du Moyen-Age la croissance des populations européennes est faible : 0,27 % de 1650 à 1700, 0,31 % de 1700 à 1750 (Perez Moreda et Reher, 1985). On distingue alors deux grands types de régime démographique. Le premier, dominant en Europe méridionale, présente une mortalité et une natalité forte (40 % et parfois plus) avec

1. Cette hypothèse concerne :

a) la poursuite de la baisse de la fécondité pour les pays en développement (le simple renouvellement des générations = 2,1 enfants par femme, intervenant à partir de 2035).

et b) une légère hausse de la fécondité pour les pays développés afin d'atteindre ce seuil de renouvellement. Nations Unies (1986)

une nuptialité précoce et universelle. Le second, plutôt caractéristique de l'Europe du nord-ouest, combine une mortalité plus faible (de 30 à 40 %) avec une natalité plus réduite (de 30 à 40 %) en rapport à une nuptialité partielle et plus tardive (Hajnal, 1965).

Aux abords du XVIII^e siècle la croissance des populations s'installe dans un rythme plus élevé - l'hétérogénéité prévaut encore, mais partout le mouvement s'inscrit dans la longue durée (figure 1) :

— l'élément moteur de cette croissance est la baisse de mortalité. En Europe du nord-ouest, il faut, à partir du début du XVIII^e siècle, de 100 à 125 ans pour que les niveaux estimés de mortalité selon les pays, de 30 à 40 %, descendent à 25 % ; et 100 à 125 années supplémentaires seront encore nécessaire à la baisse de 25 % à 15 %². En Europe du centre et du sud, c'est au cours de deux siècles (XVIII^e et XIX^e) que la mortalité passera de niveaux proches de 40 % à des taux de 25 % ; et le passage de 25 % à 15 % s'effectuera en moins de 50 années supplémentaires³. Globalement pour l'Europe, le passage de la mortalité de 40 % à 15 % est un processus de *longue durée* qui s'étend donc sur une période de 200 à 250 années.

— en ce qui concerne la natalité, les pays européens (sauf la France) connaîtront, pendant tout le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e, une stabilité relative, une légère décroissance, ou même parfois une légère augmentation consécutive à un relâchement du frein nuptial. Ce n'est qu'entre 1880 et 1935 que les taux de natalité descendent au dessous de la barre des 30 % et, fait remarquable, partout cela intervient avant que la mortalité n'atteigne les 15 %⁴, garantissant une croissance « basse » (inférieure à 1,5 %).

Point de simple cadre calendaire ici ! Ce temps long de la croissance démographique européenne fait apparaître celle-ci comme un élément constitutif du processus global de développement économique et social. Il renvoie à l'étude de l'évolution de situations économiques, sociales, culturelles, certes contrastées selon les régions du vieux continent, mais où dans l'ensemble la lenteur des mouvements a sans doute prévalu sur les situations de rupture, sans garantir pour autant l'impossibilité de crise.

2. Norvège : 125 ans, Finlande : 130 ans, Suède : 110 ans, Angleterre : 105 ans, Danemark : 100 ans, Allemagne : 100 ans et France : 125 ans. Voir figure 1.

3. Italie : 35 ans, Bulgarie : 40 ans, Tchécoslovaquie : 35 ans, Autriche : 25 ans, Espagne : 40 ans, Pologne : 25 ans, Roumanie : 40 ans et Hongrie 25 ans. Voir figure 1.

4. Ce fait apparaît visuellement sur la figure 1 : pour l'ensemble des pays européens le point (moment du passage de natalité au dessous de 30 %) se situe sur le trait (durée du passage de la mortalité de 25 à 15 %).

II. De quelques facteurs essentiels et de quelques circonstances non reproductibles

Les sources de l'Essai de Malthus renvoient à la pratique de collecte d'informations sur les réalités sociales du statista (homme d'Etat) de la renaissance italienne et à l'arithmétique politique de William Petty dont le propos était la mesure et la mise en correspondance de la production, la consommation et la population (Stagl, 1984). Au XVIII^e et encore souvent au début du XIX^e siècle, c'est essentiellement de la production agricole dont il s'agit, et l'étude des liens entre les subsistances et la population passe donc en premier lieu par l'examen, au niveau local (faiblesse des échanges lointains), des modes de production agricole (structures foncières, organisations sociales du travail, techniques de culture et d'utilisation des sols, produits, rendements, prix). Point trop de mesure pourtant chez Malthus, dont le mérite reste d'avoir situé, implicitement, au plan des comportements familiaux le point de jonction des changements économiques et démographiques.

Aujourd'hui ces « éléments » sont devenus plus explicites de part le développement de nombreux travaux de démographie historique et d'histoire quantitative. Quatre résultats méritent d'être soulignés : la diversité des modalités d'articulation possibles entre la population et les subsistances, l'intérêt de la prise en compte de l'évolution historique des mentalités, l'utilité d'un examen du contexte culturel et politique d'émergence des changements démo-économiques, l'importance de la solution migratoire vers les Amériques.

Vers une diversité des modalités d'articulation possibles entre la population et les subsistances

Une remise en perspective des « bouleversements agricoles » antérieurs à la révolution industrielle est permise par le développement des méthodes quantitatives en histoire depuis les années 60. De nombreux travaux conduisent à réfuter l'existence d'une rupture brutale dans le mouvement des rendements des principaux produits céréaliers et des féculents tout au long du XVIII^e siècle et jusqu'en 1840 en Europe. En résumé la révolution agricole du XVIII^e siècle serait un mythe ⁵. Ce point est d'importance car dès lors il ne s'agit plus d'essayer de chercher un « timing », un ordre de préséance, entre deux dates (celle du début de la croissance de la population et celle de la « révolution agricole ») dans un pays donné, mais d'analyser dans le temps les

5. Sur l'origine de l'idée de « révolution agricole » dans l'historiographie. Cf. MORINEAU (1983).

mouvements parallèles et imbriqués d'un système agraire et de la dynamique de sa population.

Cette démarche permet de renvoyer dos à dos (colloque de Stuttgart de 1985) les supporteurs inconditionnels de la thèse de Malthus, selon laquelle la production ne pourrait admettre une trop forte croissance démographique, et ceux de la thèse de Boserup (1969) suggérant que la pression démographique susciterait les conditions d'une innovation technique ou organisatrice. Si l'autorégulation démographique et la pression démographique perdent ainsi leur caractère universel, ce n'est que pour mieux retrouver, l'une et l'autre, leur pouvoir analytique après « historification », c'est-à-dire après remise en situation par rapport aux milieux physiques (caractéristiques des sols et climats) et humains (organisations sociales et fonds culturels) (Eiras Roel, 1987).

De l'intérêt de la prise en compte de l'évolution historique des mentalités

En Occident, jusqu'au XVIII^e siècle, la vie (la naissance et la mort) appartient à la nature, au surnaturel ou au magique. Les premiers démographes attestent encore de cette conception au début du XVIII^e siècle, lorsqu'ils s'accommodent d'un de ses corollaires : l'idée d'une certaine constance d'effectif et de structure des populations dans l'histoire 6. Derrière la longévité, la durée ordinaire, naturelle ou limite de la vie, on ne perçoit pas encore la mortalité c'est-à-dire, selon la formule de Lebras (1984), « la régularité du hasard derrière l'accident », ainsi que sa possible variabilité. Mais la progressive évolution des mentalités initiées à la fin du moyen-âge avec le recul du sentiment religieux et la poussée des individualismes débouche au XVIII^e siècle sur une modification importante du système de représentation de la vie.

En France, très précocement cette évolution a des répercussions dans le domaine de la procréation et la contraception. S'intéressant à cet aspect, Aries (1960) part d'un résultat acquis par Himes (1936) : des méthodes contraceptives ont été connues de l'ensemble des sociétés humaines, lesquelles ne se sont différenciées dans l'histoire que par l'usage — ou non — qu'elles en ont fait ; il s'interroge alors :

6. Le régime démographique de l'époque, de forte mortalité et natalité, les conforte dans ce sens. La natalité étant posée constante, il est habituel de calculer l'effectif global d'une population en multipliant les naissances moyennes d'une année — le plus facilement enregistrable — par l'inverse du taux de natalité estimé. La valeur communément utilisée de cet inverse est 25 (ce qui correspond à un taux de 40 %) pour la France rurale du XVIII^e siècle (HENRI, 1970).

— « Comment les pratiques contraceptives sont-elles passées des relations clandestines ou honteuses dans le mariage légitime, sous quelles influences et pourquoi au XVIII^e siècle ? »

Aries suggère que la mise en oeuvre des moyens connus de limitation des naissances par les individus à l'intérieur de la famille en tant que nouvelle pratique sociale est le résultat de la conjonction de plusieurs faits :

— l'émergence, dès le début du XVII^e siècle, du fait que l'idée de limitation n'est plus liée au jugement de perversion sexuelle ;

— la progressive séparation des notions de plaisir et de procréation dans les mentalités de l'époque ;

— les transformations des structures familiales survenues aux XVI^e et XVII^e siècles, en particulier en ce qui concerne la place de l'enfant dans le groupe familial : un glissement d'un régime d'expulsion de l'enfant hors de la famille à un très jeune âge (avant 10 ans) vers un régime familial où le but est la promotion de l'enfant à travers l'accès à l'école.

L'extension à l'ensemble de la société française d'une « économie conjugale »⁷ permise par la modification des mentalités va se réaliser pendant le XVIII^e siècle dans une France « prématurément surpeuplée »⁸ et essentiellement rurale, caractérisée par ailleurs par certaines rigidités d'organisation de la production agricole (morcellement foncier avec égalitarisme de transmission du patrimoine, faiblesse de l'innovation).

Dans ce sens, la fin du Moyen-Age et le XVIII^e siècle sont beaucoup plus qu'une période de transition entre le Religieux et l'Economique, entre le Prêtre et le Médecin... C'est une époque qui réunit les conditions d'émergence, et la mise en pratique, de nouveaux comportements lesquels permettront, plus tard, que la génération et la santé du corps deviennent les domaines de la médecine, lorsque la révolution industrielle signifiera - entre autre - augmentation des moyens consacrés à la recherche médicale. Au bout du compte, il y aura encore la baisse de la mortalité (développement de la vaccination — Jenner, Pasteur — de la médication et de la chirurgie) et de la natalité (contraception moderne).

7. La phrase de MOHEAU est devenue célèbre : « on trompe la nature jusque dans les villages ».

8. L'expression est de BRAUDEL, (1967).

L'utilité d'un examen du contexte culturel et politique d'émergence des changements démo-économiques

Avant que de permettre le développement de la médecine, la modernité a significé pour les individus des modifications profondes dans la manière de travailler (division du travail), dans les lieux de travail (exode rural), dans la répartition du travail entre les sexes, dans le système éducatif des enfants, dans les relations de pouvoir à tous les niveaux de la structure sociale nouvelle. Autant de faits qui ont pesé sur les rythmes familiaux, mais de manière complexe.

L'Angleterre en est une illustration, pour laquelle la révolution industrielle s'initie au tournant du XIX^e siècle, tandis que la baisse de la fécondité n'intervient de manière conséquente qu'autour de 1880.

Ce sont quelques facteurs essentiels, caractéristiques de l'Angleterre pré-industrielle, qui sont à l'origine de ces deux faits (Ryder, 1983) :

— aussi loin que remonte la mémoire, le système social anglais est fondé sur la propriété privée plutôt que sur la propriété collective ; cet aspect ressortira pleinement avec les enclosures (fin du XVI^e siècle puis XVIII^e et début du XIX^e) ;

— la dominance d'un régime de régulation de la natalité par la nuptialité et la consanguinité bilatérale ;

— l'émergence d'un État-nation, raisonnablement efficace, favorable à l'individualisme agraire et à la liberté d'entreprise, comme il le sera plus tard à l'émigration vers l'Amérique et le Canada.

L'augmentation progressive des productions agricoles résultant des enclosures (passage de la jachère aux cultures fourragères), la création d'emplois y compris pour les enfants en bas âges dans les mines et les manufactures, et la « loi des pauvres » vont favoriser l'accroissement d'une population, provenant, à la fois, d'une baisse de la mortalité (amélioration du régime alimentaire), d'un accroissement de la fécondité permise par un rajeunissement de l'âge au mariage, et de l'immigration irlandaise : entre 1800 et 1850 la population anglaise double, passant d'environ 9 à 18 millions !

Mais vers 1940 l'absorption d'un tel accroissement devient difficile, la misère augmente. La solution migratoire joue alors à plein.

Lorsque la période du capitalisme sauvage s'achève, vers 1880, avec la reconnaissance des syndicats ouvriers et la création de l'école obligatoire, la propagande de Sir Francis Place (initiée dès 1820) en faveur du planning familial récolte ses premiers fruits (Sutter, 1960).

L'importance de la solution migratoire vers les Amériques

Avant l'exode, il y eût la conquête, c'est une évidence, mais quand même : « Cortes va exclure le monde indien et, l'ayant réduit à l'escla-

vage, il permettra la conquête de tout le continent américain, du Canada à la terre de Feu. Sans l'or, sans les matières premières, sans le travail des esclaves surtout, quel eût été le sort de l'Europe et de sa révolution industrielle » ? (Le Clezio, 1988).

L'exode, donc. On estime à 50 millions d'Européens l'effectif des migrants à destination des USA, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au cours de la révolution industrielle (Banque Mondiale, 1984) 9. Même si ce mouvement n'est pas que la simple traduction d'un surplus démographique, on est frappé par son ampleur. Entre 1846 et 1932, l'immigration représente 45 % de l'augmentation de la population en Grande Bretagne, et 30 à 40 % en Italie et en Espagne. Le phénomène connaît un pic entre 1881 et 1910, période au cours de laquelle l'immigration atteint 20 % de l'accroissement naturel de l'Europe. Vu du côté des Etats-Unis, cela correspond à un taux moyen annuel d'immigration de 7,5 % entre 1861 et 1910 (Population Council, 1973).

III. La croissance des populations du tiers-monde à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle est assignée à la courte durée.

L'analyse du passé ancien et même parfois relativement récent de l'évolution démographique des pays en développement repose sur des estimations 10. On considère généralement qu'au début du XX^e siècle dans de nombreux pays, la mortalité était supérieure à 40 %, et la natalité supérieure à 45 % (voir 50 % en certaines régions d'Afrique). La baisse s'effectuera selon les modalités suivantes :

— en ce qui concerne la diminution de la mortalité, elle commence pendant l'entre deux guerre, surtout en Amérique Latine, où pour certains pays le taux passe même en dessous de 25 % dans les années 1930 (Vénézuéla, Chili, Mexique). Partout ailleurs (Asie et Afrique), le mou-

9. Ce chiffre aurait pu être plus fort si la France n'avait pas perdu en 1763 le Canada au profit de l'Angleterre et la Louisiane à celui de l'Espagne.

10. Pourcentage de la population de certaines régions pour lesquelles il existe des statistiques « complètes »

	Pour la mortalité en 1958*	Pour la natalité n 1960**
Amérique latine	42	40
Asie	7	8
Afrique	4	2

* Nations Unies (1962) ** Nations Unies (1963)

vement s'enclenche alors : entre 1945 et 1985 la mortalité passe en dessous de 25 % puis de 15 % dans la plupart des pays du tiers-monde ¹¹, et pour la majorité d'entre eux la durée de ce passage de 25 % à 15 % n'est seulement que de 20 ou 25 années.

Globalement, la réduction de la mortalité de 40 % à 15 % se produit donc *très rapidement* : sur une période de 50 à 80 années pour la plupart des pays en développement.

— La baisse de la natalité s'amorce dans les années 60 en Chine et à un degré moindre au Brésil et en Inde. Elle s'enclenche dans les années 70 au Mexique, en Indonésie, en Iran, en Algérie et au Pakistan pour ne citer que des pays importants par leur effectif. Elle se concrétise à partir de 1985 pour un grand nombre de pays d'Asie et d'Amérique Latine pour lesquels le taux de natalité descend au dessous de la barre des 30 %. L'Afrique noire, dans sa quasi totalité est à l'écart d'un tel mouvement.

Partout, le taux de natalité passe (ou passera) au dessous des 30 % après (et souvent longtemps après) que le taux de mortalité soit devenu inférieur à 15 % ¹², impliquant une croissance *haute* (supérieure à 2 %, parfois à 2,5 %, voir 3 %. Il est supérieur à 4 % aujourd'hui au Kenya).

Cette fois encore, le moteur de la croissance est la chute de la mortalité. Mais l'analogie avec l'Occident s'arrête là : on sait le caractère provoqué de la baisse de la mortalité dans les pays en développement, laquelle procède plus d'une sorte de « greffe technologique partielle », d'un « traumatisme sanitaire » (Verriere, 1978) que d'un ajustement interne à un processus global de développement. Dès 1959, Lacoste avait précisé ce point, comme par anticipation : « le sous-développement peut se définir comme une distorsion durable, dans un pays déterminé, entre la croissance démographique et une économie stagnante ou en faible accroissement ». Il s'agissait d'insister, avec cette notion de distorsion durable, sur le caractère de nouveauté historique du phénomène : ni la forte croissance démographique (cf. ci-avant l'importante croissance démographique de l'Occident), ni la relative stagnation économique ne sont le propre du sous-développement, mais plutôt leur coïncidence historique, étant entendu qu'il s'agit d'une situation économique relative à la diffusion du mode de production capitaliste et d'une croissance démographique provenant d'une réduc-

11. A titre d'illustration : Pérou, Guatemala, Iran, Iraq, Chine, Inde, Corée du Nord et du Sud, Indonésie, Arabie Saoudite, Pakistan, Algérie, Egypte, Zaïre, Maroc, Kenya, Côte d'Ivoire. Cf. graphique 1.

12. Par exemple : Inde : 10 ans, Brésil : 30 ans, Mexique : 35 ans, Iran : 30 ans, Indonésie : 5 ans, Pakistan : 15 ans, Algérie : 20 ans. Cf. figure 1.

tion sans précédent de la mortalité, consécutive au transfert d'une partie de la technologie et du savoir-faire médical occidental.

Pourtant le rythme de la croissance démographique du tiers-monde sera vite perçu comme une menace et présenté comme un symptôme intrinsèque du sous-développement, quand ce n'en est pas la cause ! Dans un tiers-monde en vase clos — il n'y a plus d'Amérique ! — cette croissance sera donc assignée à la courte durée.

IV. Les politiques de l'urgence

Les institutions nées à Bretton Woods en 1944 (FMI, banque Mondiale) puis ensuite le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et les échanges commerciaux, créé en 1948) permettent aux pays occidentaux de détenir depuis plus de 40 ans les cordons d'une bourse assurant la gestion mondiale d'un « solide système de libre échange qui tient de Keynes à l'intérieur et d'Adam Smith à l'extérieur » (rapport Brandt, 1980)

Pour « l'extérieur » (les pays en développement), les schémas néo-classiques de croissance économique proposés véhiculent depuis 30 ans une idée forte : la possibilité d'un développement basé sur l'exploitation des matières premières permettant en retour l'obtention des importations indispensables (y compris dans le domaine alimentaire) et la création d'activités industrielles ¹³. Par rapport à ce cadre, l'évolution du rapport global entre population et subsistances a donné lieu, de la part des milieux académiques, des institutions internationales puis des gouvernements des pays, à la recherche et la mise en oeuvre de traitements séparés des deux phénomènes : la solution démographique et la solution agronomique (Livenais et Quesnel, 1987) ¹⁴.

13. Pour un bilan on consultera :

— Selected indicators 1967-1988, Banque mondiale 1988.

— « Rapport sur les perspectives d'évolution des prix des principales matières premières jusqu'à l'an 2000 ». Banque mondiale 1989.

— et l'article de DELMAS et GUILLEMIN « La fin du mythe des matières premières » Journal le Monde du 7.7.87.

14. Dans ces deux domaines, les Fondations FORD et ROCKEFELLER ainsi que l'USAID ont exercé un rôle important : création de l'IRRI (Institut International de Recherche sur le Riz) aux Philippines en 1959 et du CIMMYT (Centre International pour l'amélioration du maïs et du blé au Mexique en 1966) ; financement à 100 % des actions réalisées dans le domaine démographique jusqu'en 1970 (pour un montant d'environ 200 millions de dollars US sur la période 1965-69 (BRADSHAW, 1977).

La solution agronomique

Les famines annoncées pour le tiers-monde ne se sont pas produites, grâce à la révolution verte (création de nouvelles variétés de céréales à haut rendement et permettant plusieurs récoltes dans l'année 15), au progrès de l'industrie agro-alimentaire, et à l'aide internationale.

La sécurité alimentaire mondiale n'est cependant pas définitivement acquise, comme l'a montré l'année 88 au cours de laquelle, la production mondiale ayant été inférieure à la consommation, il a fallu recourir aux stocks (la F.A.O. estime à 18 % de la consommation mondiale, le volume des stocks internationaux de réserve à constituer 16).

D'autre part, la faim persiste encore dans certaines régions du monde : lorsque les méthodes agricoles modernes sont d'une application difficile, ou quand le vide organisationnel traduit des motivations politiques.

Au delà de la question de l'autosuffisance alimentaire globale, deux éléments paraissent ressortir d'un bilan de l'évolution de la production agricole et des formes de son développement à partir du commerce international sur les trente dernières années.

Le premier est l'instauration d'une dépendance des pays pauvres vis-à-vis des pays riches au plan de la production agricole. Les pays en développement qui étaient en 1960 exportateurs nets de produits alimentaires sont devenus depuis 1980 importateurs nets 17. Ce retournement de situation s'est traduit en particulier par des pertes importantes de parts sur le marché des exportations de ce secteur alimentaire 18 et même de l'ensemble des produits agricoles (tableau 2).

Le second est la perte d'autonomie croissante des pays pauvres quand à la définition des stratégies agricoles mises en oeuvre au plan national. Ce fait est un résultat qui accompagne directement les franchissements d'étapes réalisés par une recherche agronomique tournée vers le développement du commerce mondial : « après la décennie 60

15. Pour un bilan critique de la révolution verte en Asie voir KOCHER, 1974 et ETENNE, 1987.

16. Ces stocks sont détenus environ à 60 % par les pays industrialisés — dont plus de 30 % aux USA — et à 40 % par le tiers-monde — dont 20 % par la Chine.

17. Etant donné la hausse des cours et surtout du fret, la dégradation de la situation est encore plus sensible en valeur qu'en volume.

18. Ce fait recouvre entre autre une réalité connue : la modification des régimes alimentaires. Exemple : Côte d'Ivoire (Ministère de l'Agriculture).

	Production de mil (tonnes)	Importation de blé (tonnes)
1960	41 000	0
1983	41 000	205 500

où il s'agissait d'augmenter les rendements, et la décennie 70 où il fallait trouver des variétés adaptées aux sols, et résistantes, vint la décennie 80 pour laquelle le problème n'est plus le niveau de la production mais l'argent pour l'acheter. L'accent est mis sur l'abaissement des coûts de production, l'obtention d'un meilleur revenu, également sur l'emploi, notamment celui des femmes » 19.

Certes, les pays occidentaux sont eux aussi confrontés à cette exigence de rentabilité d'un modèle économique reposant sur les forces du marché mondial, mais d'une part leurs économies ont déjà éprouvé leurs capacités d'adaptation et surtout, d'autre part, elles sont déjà diversifiées.

Ainsi, après avoir regretté que le destin de la production cacaoyère ivoirienne soit essentiellement lié à une différence de coût de production entre ce pays et ses principaux concurrents, Ismaël Sera Geldin (Banque Mondiale), lors d'une émission télévisée de la RTI (novembre 1989) laissait entrevoir les difficultés que pourrait rencontrer ce pays dans le redéploiement de son agriculture (production rizicole par exemple) étant donné « l'environnement hostile » 20.

La solution démographique

On considère aujourd'hui que près de 80 % des populations du tiers-monde vivent dans des pays ayant défini les termes d'une politique de population. Ces politiques, qui s'articulent généralement autour de deux volets, le premier de régulation de la distribution spatiale de la population et le second de contrôle de l'accroissement démographique, recouvrent selon les pays des réalités bien différentes.

L'objectif de contrôle de la croissance démographique revêt pourtant une importance toute particulière et concerne l'ensemble des pays les plus peuplés du tiers-monde : Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Pakistan, Bangladesh, Nigéria, Mexique. Derrière un objectif commun on retrouve encore des expériences très spécifiques selon :

— l'ancienneté de la définition de la politique (les années 50 et 60 pour l'Inde et la Chine, les années 70 pour le Mexique, 1988 pour le Nigéria ;

19. Interview de SWAMINATHAN, directeur de l'IRRI, cité dans l'« Internationale de la recherche agricole : Après le rendement, la rentabilité ». J. GRALL, *Le Monde* du 19/05/87

20. Ce qui signifie : pas de subvention pour des projets dont les résultats ne seraient pas garantis, au niveau de la compétition internationale.

Les spectres de Malthus

— le niveau d'engagement de l'Etat (de la simple bienveillance au soutien caractérisé) ;

— les moyens mis en oeuvre (dans le domaine législatif ou dans celui de la diffusion des méthodes contraceptives) ;

— le style d'intervention (de l'incitation à la coercition).

Les travaux ne manquent pas qui ont essayé de saisir l'impact de ces politiques de population et tout spécialement de la planification familiale sur la fécondité ²¹. L'exercice est périlleux mais instructif (Szykman, 1985). Trois résultats retiennent l'attention :

— le premier est que le taux d'accroissement de la population mondiale est passé par un maximum entre 1965 et 1970 ²². L'inversion de la tendance est essentiellement due aux résultats de la politique de population de la Chine, et aussi à l'effondrement de la fécondité en Occident. Depuis, le mouvement de baisse s'est diffusé et on peut présenter la situation de 1985 en terme d'effectif de population, de la manière suivante (Bourgeois. Pichat, 1984) :

1,170	pour les pays développés
1,060	pour la Chine
1,695	pour les pays en développement engagés dans la transition démographique
901	pour les pays en développement restés en dehors de la transition démographique

4,826 milliards : population mondiale en 1985

— le second est la coïncidence qui semble s'établir entre la baisse de la fécondité (mesurée par la variation de l'indice conjoncturel de fécondité) d'une part, et d'autre part, une combinaison des catégorisations de l'effort en matière de planification familiale et du niveau de développement. Plus cet effort est conséquent et plus il se réalise dans un pays de niveau de développement élevé, et plus importante est la baisse de fécondité (Chasteland et Szykman, 1985).

— le troisième est la part croissante occupée par la stérilisation dans la contraception. Les méthodes modernes de stérilisation féminine et

21. De l'étude de RAVENHOLT et CHAO – lesquels dès 1974 insistent sur les résultats enregistrés en 10 ans par des petits pays (Hong Kong, Ile Maurice, Singapour) mais aussi par la Chine et l'Egypte – jusqu'aux nombreux « rapports concis de l'observation continue des politiques démographiques » des Nations Unies.

22. 1950-55 : 1.84, 1955-60 : 1.86, 1960-65 : 1.96, 1965-70 : 2.06, 1970-7 : 2.03, 1975-80 : 1.77, 1980-85 : 1.67

masculine mises au point après 1960 sont aujourd'hui — et de loin — le moyen de contraception le plus utilisé dans le monde. D'après le Population Inform Program, en 1984 on estimait à 135 millions le nombre de couples stérilisés (1 sur 6 dans le monde). Le poids des pays asiatiques est fort puisque c'est en Chine et en Inde que l'on trouve 77 % des 97 millions de femmes stérilisées au monde. Cependant, on a assisté lors des dix dernières années à une accélération très forte du phénomène en Amérique Latine. Le cas du Mexique en est une illustration où sur 100 femmes mariées et en âge de procréer, 3 étaient stérilisées en 1976, 9 en 1979, 13 en 1982 et 20 en 1987. Cette augmentation explique la quasi totalité de la progression du pourcentage des utilisatrices de la contraception de 1976 à 1987 et il faut remarquer que dans 1 cas sur 2 il s'agit de la première méthode contraceptive utilisée (Bronfman et al, 1986).

Conclusion

L'étude de la relation entre population et subsistances dans les pays en développement renforce particulièrement la nécessité du processus d'« historification » des concepts d'analyse auquel il était fait allusion auparavant. Dans ce processus, les politiques de l'urgence apparaissent comme des éléments supplémentaires de mise en évidence d'une spécificité de situation de développement des pays du Tiers-monde par rapport à l'Occident.

Au plan méthodologique, ceci ne constitue pas un bouleversement mais correspond plutôt à un affinement du questionnement. Ainsi, à l'interrogation initiale : *quelles aptitudes les sociétés démontrent-elles dans la gestion de la croissance démographique ?* il sera parfois utile de substituer : *d'où vient la subite adéquation constatée des comportements reproductifs individuels au discours proposé sur la famille ?*

Références bibliographiques

- ARIES, P., 1969 — « Interprétation pour une histoire des mentalités ». In *La prévention des naissances dans la famille — ses origines dans les temps modernes* (par J. BERGUES et al...). INED, Travaux et documents n° 35, Paris, P.U.F.
- BIRABEN, J.C., 1979 — « Essai d'estimation du nombre des hommes ». *Population*, n° 1.
- BOURGEOIS PICHAT, J., 1984 — « Le défi de la transition démographique ». *Le Monde* du 1/8/1984.
- BRADSHAW, L.E. et GREEN, C.P., 1977 — A guide to sources of family/planning program assistance, *Population Reports* (March), serie J.
- BRAUDEL, F., 1967 — *Civilisation matérielle et capitalisme*. Tome 1, Paris, Armand Colin.
- BRONFMAN, M. et al, 1986 — « Practica anticonceptiva y clases sociales en Mexico : la experiencia reciente ». *Estudios demográficos y urbanos*, 1, n° 2. El Colegio de Mexico.
- BOSERUP, E., 1979 — *Evolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion.
- CHASTELAND, J.C. et SZYKMAN, M., 1985 — « Evolution récente de la fécondité dans le Tiers-monde. 1960-65/1980-85 ». *Espace, populations et sociétés*, III, Lille.
- CHESNAIS, J.C., 1986 — *La transition démographique. Etapes, formes, implications économiques*, INED, Travaux et Documents n° 113, Paris, P.U.F.
- EIRAS ROEL A., 1987 — Préface à *Evolution agraire et croissance démographique*, FAUVE CHAMOIX (éd.). Ordina Editions, Liège.
- GUILLAUMONT, P., 1973 — « La croissance démographique optimale ou l'ignorance sur l'essentiel ». In *Les aspects économiques de la croissance démographique*, Paris, Colloques internationaux du CNRS, n° 550.
- HAJNAL, A., 1965 — « European marriage patterns in perspective ». In *Population in history*, Glass & Eversley, eds Chicago, Adline Publishing Company.
- HENRY, L., 1984 — Préface de *Essais d'arithmétique politique*, de Willem Kersseboom, Paris, INED.
- HIMES, N., 1936 — *Medical history of contraception*. Baltimore, The Williams and Wilkins Company.
- KOCHER, J.E., 1974 — « Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité », New-York, *Population Council*.

- LACOSTE, Y., 1974 — *Les pays sous développés*, Paris, P.U.F.
- LE BRAS, H., 1984 — « Malthus et les deux mortalités ». In *Malthus hier et aujourd'hui*, FAUVE CHAMOUX (éd.), Paris, Editions du CNRS.
- LE CLEZIO, J.M., 1988 — *Le rêve mexicain*, Paris, Gallimard.
- LIVENAIS, P. et QUESNEL, A., 1987 — « Population et développement. Evolution du débat dans les milieux scientifiques et les institutions internationales depuis l'après-guerre ». In *Cahiers de l'Institut Santé et Développement*, n° 1.
- MORINEAU, M., 1987 — « Agriculture et démographie : l'évolution de la problématique y compris un retour sur la cas anglais ». In *Evolution agraire et croissance démographique*, Fauve Chamoux (éd.), Liège, Ordina Editions.
- PEREZ MOREDA, V. et REHER, D., 1985 — « Demographic mechanisms and long term swings in population in Europe, 1200-1850 ». *Actes du Congrès International de la Population de Florence*, UIESP.
- RAVENHOLT, R.T. et CHAO J., 1974 — World Fertility Trend, *Population Reports*, série J, n° 2.
- RYDER, N., 1983 — « Structure familiale et fécondité », *Bulletin démographique des Nations Unies*, n° 15.
- STAGL, J., 1984 — « Les sources de l'essai sur le principe de population », In *Malthus hier et aujourd'hui*, FAUVE CHAMOUX (éd.), Paris, Editions du CNRS.
- SUTTER, J., 1960 — « Sur la diffusion des méthodes contraceptives », In *La prévention des naissances dans la famille - ses origines dans les temps modernes* (par H. BERGUES et al...), INED, Travaux et Documents n° 35, Paris, P.U.F.
- SZYKMAN, M., 1985 — « Problèmes d'évaluation des politiques anti-natalistes ». *Politiques de population. Etudes et Documents*, vol. II, n° 2.
- VERRIERE, J., 1978 — *Les politiques de population*, Paris, P.U.F., Le géographe.

Autres documents cités

- ONU, 1962 — *Bulletin démographique des Nations Unies* n° 6.
- ONU, 1963 — *Bulletin démographique des Nations Unies* n° 7
- ONU, 1986 — *World population prospects. Estimates and projections as assessed in 1984*.
- Banque Mondiale, 1984 — *Rapport sur le développement dans le monde*.
- Banque Mondiale, 1988 — *Selected indicators 1967-1988*.
- Banque Mondiale, 1989 — *Rapport sur les perspectives d'évolution des prix des principales matières premières jusqu'à l'an 2000*.
- Nord-Sud : un programme de survie* (sous la direction de W. BRANDT, Gallimard idées 1980).
- Population Council, 1973 — *La population et l'avenir des Etats-Unis*;
- Population Report, 1986 — *La stérilisation féminine*, série C, n° 9, janvier 1986.

SITUATIONS

LE RECRUTEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE POUR LES PLANTATIONS ET SES CONSÉQUENCES DÉMOGRAPHIQUES EN NOUVELLE-GUINÉE

Michel PANOFF

De 1890 à 1914 l'Archipel Bismarck en Nouvelle-Guinée (les deux grandes îles de Nouvelle-Bretagne et de Nouvelle-Irlande en particulier) fut la principale, sinon l'unique source de main-d'œuvre recrutée pour les plantations européennes. Quand l'administration australienne remplaça l'allemande, il en fut encore ainsi jusqu'en 1930. C'est à l'Archipel Bismarck et aux quatre premières décennies de cette double colonisation que se limitera l'étude que voici. Des conditions historiques qu'il faut connaître en affectent la portée : même à la fin de la période considérée aucune des populations de l'Archipel n'avait encore fait l'objet d'un recensement digne de ce nom ; seuls des dénombrements partiels avaient eu lieu qui portaient sur les groupes les plus accessibles. L'état-civil était évidemment hors de question et les registres de baptêmes et de décès tenus par les missions chrétiennes ignoraient les païens et les adeptes des confessions rivales, sans être toujours exhaustifs pour les ouailles de l'église concernée. Quant à des informations quantitatives sur la consommation alimentaire des autochtones, il fallut attendre le lendemain de la II^e Guerre Mondiale pour que l'on se préoccupe d'en recueillir. En revanche, l'alimentation fournie par les planteurs à leurs ouvriers est assez bien connue en raison des contrôles administratifs auxquels elle était assujettie et des calculs de prix de revient indispensables à une bonne gestion des entreprises.

A l'époque pré-coloniale les sociétés mélanésiennes de l'Archipel Bismarck étaient loin d'être des « sociétés d'abondance », contraire-

ment aux proclamations de certains idéologues optimistes. La satisfaction des besoins alimentaires se faisait en accordéon, les périodes de pléthore alternant avec les périodes de disette. Pour des raisons climatiques il semble y avoir eu en moyenne une mauvaise année tous les cinq ou six ans, périodicité qu'il nous a été donné d'observer personnellement sur le terrain depuis 1966. Que la saison des pluies dure quelques semaines de trop, par exemple, et c'est la catastrophe. Au reste, douterait-on de la précarité de l'approvisionnement vivrier, qu'il suffirait de considérer la vaste gamme de nourritures de substitution obtenues au fond de la forêt en cas de famine ou l'extrême importance des rites de fertilité et de récolte dans les pratiques magico-religieuses pour saisir qu'il y avait là une obsession permanente. En outre, quand bien même les quantités nécessaires étaient assurées, l'alimentation traditionnelle restait toujours mal équilibrée qualitativement par manque de protéines, point sur lequel on reviendra plus loin.

Comme dans bien d'autres régions du monde la mortalité infantile, l'anthropophagie et les guerres dites tribales contribuaient à une régulation démographique selon le mécanisme popularisé par Malthus. Il faut y ajouter l'espacement volontaire des naissances par l'observance de l'interdit sexuel *post partum* qui durait 3 ou 4 ans. Quelle que fût l'incidence respective de ces divers facteurs, les experts s'accordent aujourd'hui pour estimer que la simple reproduction à l'identique des communautés traditionnelles exigeait qu'il y eût en moyenne six enfants par famille.

Telle était, selon toute vraisemblance, la situation à la veille de la prise de possession par les Allemands. Le recrutement de main-d'œuvre pour les plantations européennes entraîna les conséquences suivantes du point de vue qui a été choisi pour le programme du colloque :

1*) absence prolongée des recrues soustraites à la vie du village (3 ans au minimum, mais le plus souvent 6 ou 9 ans) ;

2*) introduction d'articles de traite (outils d'acier et armes à feu notamment) offerts aux notables villageois pour leur complicité dans le recrutement et convoités ensuite par le reste de la population, ce qui incite d'autres personnes à partir pour les plantations ;

3*) au rapatriement des travailleurs dans leur village, introduction de maladies nouvelles contre lesquelles les villageois n'ont pas d'immunité ;

4*) introduction du riz et du tabac dont bientôt les villageois ne peuvent plus se passer (des documents de l'époque prouvent que les colons les plus calculateurs ont délibérément favorisé cette double consommation afin de créer une situation de dépendance pour les Mélanésiens).

Il ne s'agit là que des conséquences *directes* du recrutement, chacune d'elles produisant à son tour des effets en cascade sur la vie et la

reproduction des communautés affectées par les campagnes d'embauche. Ce sont elles qui vont être examinées maintenant.

Qui étaient ces recrues ? Au nombre de 600 environ en 1890, elles étaient 2 000 à travailler sur les plantations en 1900 et près de 14 000 en 1914. En 1921, première année pour laquelle l'administration australienne a fourni des statistiques détaillées, le total des originaires de l'Archipel Bismarck qui étaient sous contrat dépassait 20 000 personnes. Compte tenu de ceux qui renouvelèrent leur contrat à expiration, c'est au bas mot 50 000 individus qui furent arrachés à leur village pendant toute la durée du protectorat allemand et encore 50 000 au long des quinze premières années du mandat australien. Ces chiffres sont impressionnants si l'on sait que la population totale de l'Archipel Bismarck était estimée à 150 000 âmes en 1914 et à 130 000 en 1921. Impression aggravée quand il est précisé que la moitié de cette population fournissait tous les travailleurs embauchés, l'autre moitié vivant dans des lieux peu accessibles ou échappant de diverse façon au recrutement. Les différents dénombrements qui furent effectués au niveau du village dans les zones de recrutement font apparaître les coupes sombres subies par ces petites communautés : dans la dernière décennie de l'administration allemande les travailleurs absents sur les plantations représentent de 20 à 38 % de la population masculine adulte, et leur pourcentage varie de 34 à 40 % selon les îles dans les documents australiens de 1931. A titre de comparaison, il faut signaler qu'en pleine guerre du Pacifique les occupants japonais eux-mêmes évitaient de dépasser la proportion de 20 lorsqu'ils mobilisaient les Mélanésiens pour les corvées de portage ou les travaux de terrassement.

Pertinente pour la problématique indiquée par C. Meillassoux dans sa communication est la classe d'âge des recrues. L'immense majorité était constituée de personnes âgées de 15 à 25 ans, c'est-à-dire au mieux de leurs capacités de production et de reproduction. En outre, elles avaient une résistance optimale aux maladies et à la sous-alimentation. Ce sont donc elles qui étaient soustraites pendant 6 ou 9 ans en moyenne à leur groupe d'origine dont la survie incomrait dès lors aux membres plus fragiles ou précocement usés (car des ouvriers rentrés après deux ou trois contrats successifs). Dans certaines populations ce déséquilibre fut aggravé par le recrutement de jeunes filles et jeunes femmes. Insignifiant dans la plupart des îles de l'Archipel, ce recrutement prit une telle ampleur en Nouvelle-Irlande que les autorités allemandes furent obligées de l'interdire totalement à la veille de la guerre de 1914-1918. Censées accompagner leur mari embauché par un planteur ou travailler comme domestiques chez les Européens, ces recrues en réalité devenaient immanquablement soit des prostituées, soit les concubines des colons. Déshonorées ou à jamais déracinées, elles ne rentraient plus au pays et leur départ se traduisait donc par une perte nette pour la démo-

graphie villageoise, avec le risque bien réel du tarissement des sources de main-d'œuvre faute d'une relève des générations. A court et à moyen terme le résultat en fut un rapport de masculinité variant de 120 à 170 % selon les villages et selon les années ; encore en 1931 un recensement australien portant sur la moitié de la Nouvelle-Irlande comptait parmi les adultes 135 hommes pour 100 femmes ; cependant que Powdermaker (1931) trouvait que le rapport de masculinité à l'âge du mariage avait augmenté de 20 % en trois générations dans la communauté étudiée par elle.

S'y ajoutait la stérilité de nombreux couples (de 9 à 50 % en 1900, et 20 % dans certains villages en 1929) résultant de la rapide propagation des maladies vénériennes, de la blennorragie en particulier. Quand ils avaient survécu à la mortalité de la plantation (25 % des effectifs périrent en cours de contrat sous les Allemands et 3 % pendant la seule année 1921 qui sert de référence à la période australienne de la présente étude), les travailleurs rapportaient en effet chez eux des maladies inconnues auparavant. C'est ainsi que la variole, la rougeole et la tuberculose firent de nombreuses victimes jusqu'en 1900-1910 parmi les gens restés au village dans toutes les zones de recrutement. Mais, alors que se réalisait progressivement une immunisation contre les épidémies mortelles, le facteur décisif dans la dépopulation de nombreuses îles fut la blennorragie qui continua de sévir fort avant dans la période australienne et fut encore responsable d'un taux de stérilité de 9 % au lendemain de la II^e Guerre Mondiale.

Pour se prolonger pendant un demi-siècle, les conséquences se manifestèrent pourtant très rapidement au grand dam des premiers colonisateurs, les Allemands, qui dès lors remplirent rapports officiels, publications érudites et souvenirs de voyage de lamentations sur l'extinction irrésistible de la « race mélanésienne ». Le gouverneur Hahl demanda à Berlin l'envoi de médecins et des fonds supplémentaires pour une politique sanitaire efficace, il ferma plusieurs districts au recrutement et batailla sporadiquement contre les planteurs et les recruteurs qui entendaient garder les mains libres. Tout cela largement en vain. Aussi allait-on enregistrer de 1905 à 1930 un déclin régulier de presque 1 % l'an dans la population de Nouvelle-Irlande, une baisse moins sensible dans la Péninsule de la Gazelle (Nouvelle-Bretagne) et un effondrement dramatique dans les atolls périphériques qui perdirent plus de la moitié de leurs habitants entre 1900 et 1905¹. Tout aussi révélateur était le petit nombre d'enfants dans les zones de recrutement qui fut noté par tous les visiteurs successifs, qu'ils fussent médecins, fonctionnaires en tournée, capitaines de navires ou ethnologues. Malgré la disparité dont il a déjà été fait mention entre les divers dénombre-

1. Dénombrements et analyses dans HOGGIN (1930) et BAYLISS-SMITH (1975).

ments de l'époque allemande, malgré leur inégale fiabilité la tendance générale n'en est pas moins claire. Alors que le recensement de 1966 donnait par exemple pour l'ensemble de la Nouvelle-Guinée une moyenne de 43 % d'individus de moins de 15 ans dans la population totale, ce même groupe d'âge comptait pour 18 % seulement dans un district de Nouvelle-Irlande en 1911, pour 20 % en 1913 dans un autre district de cette île et pour 32 % en 1914 sur toute l'étendue de l'Archipel Bismarck.

A titre de comparaison, les Maenge de Nouvelle-Bretagne, population étudiée par nous de manière approfondie et qui avait été encore peu touchée par les campagnes de recrutement en 1913, avait cette année-là une proportion de 38 % de garçons et filles de moins de 15 ans. S'agissant des tranches de la pyramide des âges qui représentent l'avenir démographique d'un pays, la gravité du phénomène est indiscutable : avant la guerre de 1914-1918 les régions subissant les ponctions régulières de main-d'œuvre avaient approximativement *deux fois moins d'enfants* que les autres ou encore la structure de la population était deux fois meilleure à la veille de l'indépendance que 50 ans plus tôt. Dans l'intervalle un redressement s'opérait certes puisque la zone de Nouvelle-Irlande la plus intensément exploitée par les recruteurs retrouvait 28 % d'enfants² parmi ses habitants en 1931. Mais ce rajeunissement était alors trop récent pour que la population de cette zone pût en bénéficier dans son ensemble, qui perdit encore 1,7 % de ses effectifs sur les deux années suivantes.

D'ailleurs les recherches beaucoup plus fines effectuées par des ethnographes, Powdermaker et Hogbin notamment, montrent à la fois la gravité du mal et son ancienneté dont les effets cumulatifs ne pouvaient être neutralisés qu'à long terme. En combinant recensements et généalogies scrupuleusement relevées il a été possible de reconstituer l'évolution de certaines communautés de Nouvelle-Irlande sur trois ou quatre générations. Selon Powdermaker (1931) le pourcentage de couples stériles a quadruplé pendant les 80 ans précédant son séjour pour atteindre 20 % parmi les femmes qui étaient ménopausées en 1929, date de son enquête. Enfin, parmi les facteurs freinant la natalité elle a noté que le quart des enfants nés vivants dans la génération la plus récente mourait avant d'atteindre l'âge du mariage, ce qui, d'après ses calculs, représentait une augmentation de 25 % par rapport à l'époque initiale. Quoique portant sur des échantillons malheureusement réduits (entre 200 et 300 personnes) selon la tradition de l'ethnographie océaniste, ces données chiffrées sont tout à fait décisives : l'enquêteur ayant vécu

2. Le recensement de 1931 effectué par CHINNERY dénomme « enfants » les individus âgés de 14 ans et moins alors que les autres placent habituellement la limite à 15 ans, mais on voit bien que cette divergence n'affecte pas notre raisonnement.

longtemps au sein de la communauté étudiée, elles possèdent une fiabilité que ne peuvent égaler les dénombrements hâtifs de l'Administration et, par-dessus le marché, elles concernent des groupes dont la situation n'était pas la pire. C'est pourquoi elles nous donnent à voir le *désastre ordinaire* et n'en sont que plus probantes.

Pour apprécier correctement les chances de survie des populations affectées par le recrutement de main-d'œuvre, il reste à considérer les taux de natalité. De même, pour déceler les cas de sous-alimentation et de carences nutritionnelles, il faut évaluer la mortalité pendant les années critiques du cycle vital (petite enfance, avant et après le sevrage). Sur la base des estimations disponibles, la natalité semble avoir diminué de 25 % entre 1900 et 1920 dans la plupart des zones de recrutement. Dans certains villages le nombre moyen d'enfants par femmes féconde est même passé de 4 ou 5, à 2 dans les années 1903. Dans quelle mesure peut-on généraliser de ces chiffres épars à l'ensemble des populations mélanésiennes qui subissaient en permanence l'influence de la colonisation ? A défaut d'enquêtes systématiques à l'époque allemande, il aurait fallu que des ethnographes, sur des échantillons judicieusement choisis, recueillent vingt ans après l'événement les généalogies permettant de reconstruire l'histoire démographique de villages-témoins. Or cela ne fut tenté que trop rarement et sans que les garanties de représentativité soient obtenues, en sorte que l'on en reste à des approximations. Ce qui est sûr néanmoins, c'est que le redressement démographique avait à peine commencé entre les deux guerres puisque le recensement fiable de 1931 portant sur la moitié de la Nouvelle-Irlande faisait encore apparaître un taux de mortalité brute supérieur d'un tiers au taux de natalité brute. Même la Péninsule de la Gazelle en Nouvelle-Bretagne, région pourtant moins éprouvée tout au long du protectorat allemand, connaissait cette même année un taux de mortalité supérieur de deux points au taux de natalité (50 pour mille contre 47,9 pour mille). Les conditions de ce recensement étant satisfaisantes et la population recensée comptant plus de 16 000 personnes, donc un large échantillon, la réalité du déficit ne peut être mise en doute et explique le retard pris par la population de l'Archipel Bismarck pour échapper finalement au déclin que redoutaient les Allemands.

Pour ce qui est de la mortalité des enfants pendant la période d'allaitement, c'est-à-dire en moyenne au cours des trois premières années de vie, il a été calculé (Powdermaker 1931) qu'elle avait *quintuplé* entre 1860 et 1915. S'agit-il d'un cas exceptionnel ? Faute de données com-

3. A titre de comparaison, dans l'Archipel des Marquises situé à l'autre bout du Pacifique, les femmes nées vers 1890 eurent en moyenne 5,5 enfants à une époque pourtant où les milieux bien informés croyaient encore la population condamnée à s'éteindre (Rallu 1989).

parables qu'un jour peut-être un chercheur dénichera dans des archives précédemment négligées, il est impossible de trancher, mais le recensement de la moitié de la Nouvelle-Irlande indiquait un taux de mortalité de 228 pour mille en 1931 chez les enfants de moins de 3 ans. Ce taux est voisin de celui qui a été observé une quinzaine d'années plus tôt aux Iles Marquises (Rallu 1989) dont la population était considérée comme menacée d'extinction : le rapprochement est éloquent et peut balayer bien des hésitations.

Dans les années 1961-1962, soit un demi-siècle après la période qui nous intéresse ici, on attribuait aux carences en protéines et calories 27 % des décès survenus dans les hôpitaux de brousse de Nouvelle-Guinée chez les enfants de moins de 5 ans. Certes on avait affaire à un échantillon bien particulier — les enfants hospitalisés et se trouvant donc déjà dans un état grave —, mais l'on sait par ailleurs que la mortalité totale des enfants de 5 ans et moins était en 1961-1965 *dix-huit fois supérieure* en Nouvelle-Guinée à ce qu'elle était en Australie à la même époque ! En outre, les experts étaient d'accord pour imputer cette surmortalité à la malnutrition en précisant, à la suite d'enquêtes extensives, que c'était après le sixième mois que le déséquilibre surgissait en raison de la double insuffisance du lait maternel et de la nourriture végétale qui était censée le compléter. Certains allaient même jusqu'à mettre en cause expressément le recrutement des jeunes pères pour les plantations qui obligeait les épouses à exécuter elles-mêmes les travaux de force en pleine période d'allaitement avec une diète appauvrie et qui finissait donc par les épuiser gravement. Ainsi une relation entre les deux phénomènes était-elle postulée par les médecins coloniaux en un temps où la politique de main-d'œuvre se devait pourtant d'être humaine à cause de la vigilance de l'ONU (trusteeship). Que pouvait-il en être a fortiori sous l'administration allemande alors que ces garde-fous n'existaient pas et qu'étaient encore dans l'enfance la démographie médicale et la diététique ?

Hormis les disettes récurrentes qui sévissaient à l'époque pré-coloniale comme il a été dit dans l'introduction, les principaux dangers d'origine alimentaire étaient le bérubéri et le manque de protéines, tous deux nés de la colonisation ou aggravés par elle. Bien entendu, le bérubéri a d'abord été observé parmi les travailleurs de plantation, soit pendant le voyage à bord des navires recruteurs, soit chez leur employeur lorsque le changement de nourriture eut commencé de faire sentir ses effets. Malgré plusieurs ordonnances gubernatoriales motivées par le souci de préserver le « matériel humain » (sic), les planteurs s'évertuèrent jusqu'en 1914-1918 à donner à leur main-d'œuvre le moins de viande possible afin de réduire leurs coûts. En revanche, ils fournissaient libéralement le riz décortiqué qui avait le double avantage de n'être pas cher et de créer chez les Mélanésiens une habitude alimen-

taire à laquelle il n'était plus possible d'échapper. Le résultat de cette avarice tient en quelques chiffres. En 1894 le quart des Malais qui avaient été recrutés parallèlement aux Mélanésiens depuis 1893 furent incapables de travailler à cause du bérubéri et durent passer le temps de leur contrat à l'hôpital. En 1909 les travailleurs de Nouvelle-Irlande victimes de cette maladie furent si nombreux que l'Administration fut obligée de construire un hôpital entièrement spécialisé dans leur traitement. En 1924, peu de temps après l'occupation militaire du pays par les Australiens, un rapport officiel des nouvelles autorités civiles indiquait que 50 % de la main-d'œuvre sous contrat souffrait de bérubéri de manière plus ou moins sévère. Une année plus tard, en 1925, ce sont 8 % de tous les travailleurs employés en Nouvelle-Irlande qui devaient en périr. Mais le plus alarmant fut l'apparition du bérubéri chez les villageois eux-mêmes à la fin de la guerre. Ils avaient été peu touchés jusqu'alors et désormais à chaque grande vague de la maladie sur les plantations ils en étaient affectés à leur tour dans une proportion atteignant la moitié de celle qui était enregistrée parmi les ouvriers. Nul doute qu'il faille voir là une conséquence et un signe de la diffusion du régime alimentaire que les Européens imposaient à leurs employés et qui détrônait progressivement la nourriture traditionnelle dans les villages s'ouvrant à l'économie monétaire et voulant afficher leur rupture avec le passé. Sur le plan démographique on a donc une conséquence dramatique de l'intervention du colonisateur dans l'alimentation du colonisé.

Il en est une autre qui découle des perturbations subies par les activités traditionnelles de subsistance. Il faut savoir en effet que la plupart des sociétés de l'Archipel Bismarck observaient et continuent d'observer aujourd'hui une stricte division des tâches entre les sexes. C'est ainsi que l'horticulture vivrière pratiquée sur brûlis assigne aux hommes les travaux de force (abattage des arbres, mise à feu de la végétation et construction des palissades protégeant les jardins contre les cochons sauvages), cependant que la mise en terre des tubercules, le désherbage et l'entretien quotidien des plantes cultivées incombent aux femmes. Hormis la « perte de face » qu'elle entraîne inévitablement pour ses auteurs, toute transgression de cette réglementation entre les sexes passait pour provoquer des catastrophes dans la vie de la communauté tout entière (sécheresse ou inondations ravageant les cultures, sol devenant stérile, tubercules prenant normalement du volume avec le passage du temps mais se révélant creux une fois déterrés). En bref, l'ordre du monde lui-même ne devait pas survivre au désordre survenu dans l'organisation du travail horticole. Aussi, quand la moitié des hommes valides, voire leur totalité dans certains villages étaient absents pour plusieurs années d'affilée, il s'ensuivait qu'il y avait certes moins de bouches à nourrir, mais aussi et surtout que les bras manquaient pour

l'exécution de tâches dans lesquelles ils étaient irremplaçables. Que pouvaient faire dès lors les adultes restés au village ? Au risque de provoquer la colère des puissances surnaturelles et de saper un peu plus l'édifice de la tradition, les femmes s'acquittaient d'une partie des travaux masculins et celles qui étaient en période d'allaitement compromettaient leur santé et la croissance de leur bébé. Simultanément on abrégait la durée de la jachère afin de faciliter le débroussaie qui ne portait plus ainsi que sur une végétation secondaire peu résistante, et on se mettait à cultiver des plantes à croissance rapide ou à fort rendement quantitatif (patates douces, manioc) mais apportant beaucoup moins de protéines que le taro et l'igname qui étaient à la base de l'alimentation traditionnelle et au centre de la vie cérémonielle. Non seulement les valeurs symboliques étaient répudiées par le recours à ces expédients, mais du même coup les valeurs nutritives habituelles étaient sacrifiées et les ressources pédologiques étaient condamnées à s'épuiser rapidement. Il en résultait globalement que le présent était avili et que l'avenir devait se révéler pire encore.

Faute de témoignages chiffrés, il est évidemment impossible de se faire une idée précise de l'incidence respective des innovations alimentaires et des bouleversements horticoles sur la démographie des secteurs de recrutement considérés ici. Seules les indications indirectes fournies par la mortalité et la morbidité affectant les enfants (kwashiorkor) ou les adultes (béribéri) permettent d'imaginer la gravité des changements induits par la colonisation. De manière symétrique et inverse, les admonestations, souvent pathétiques mais rarement efficaces, que lancèrent périodiquement le service de santé allemand et son homologue australien montrent l'éclatante supériorité de l'alimentation mélanésienne traditionnelle sur la diète européenne en vigueur chez les planteurs. Ainsi, à plusieurs reprises pendant les quarante années étudiées, les employeurs de main-d'œuvre locale furent-ils pressés de remplacer, au moins partiellement, la ration de riz par une quantité adéquate de taros et ignames dont la consommation stoppait rapidement les progrès du béribéri comme l'avaient prouvé de nombreux essais effectués sur des plantations limitrophes des villages et influencées par ces derniers. De même, en 1909, en 1913, puis en 1926 et encore en 1946 ordonnances et instructions gubernatoriales répéteront les exigences minimales en matière de rations protéiques : 107 grammes de viande ou poisson chaque jour au lieu de 65 antérieurement, puis 120 et enfin 194. Ces rappels à l'ordre successifs, s'ils soulignent l'avarice des planteurs pendant un demi-siècle, établissent surtout la réalité du déficit protéique chez les travailleurs puisque les besoins en viande ou poisson avaient été chiffrés publiquement par les premiers médecins allemands à 227 grammes par jour, estimation reprise par tous leurs successeurs et même majorée par certains.

La conclusion qui se dégage des faits étudiés est assez claire et tient en cinq propositions.

1') Dans une phase préliminaire le recrutement de la main-d'œuvre pour les plantations ne provoque pas de dysharmonie entre ressources alimentaires et situation démographique, le moindre nombre de bouches à nourrir aidant à compenser la baisse de la production vivrière dans le village.

2') Au cours de la période suivante l'ajustement ne se fait plus et l'insuffisance alimentaire, quantitative et qualitative, entraîne une forte morbidité et une forte mortalité chez les villageois n'ayant pas atteint l'âge de la production-reproduction.

3') Le déclin démographique qui s'ensuit dans les zones de recrutement et qu'aggravent les effets des maladies vénériennes fait craindre une prochaine pénurie de main-d'œuvre et incite les autorités coloniales à prendre des mesures médicales et préservatrices.

4') Dans un dernier temps la population se met à croître avec une longévité modeste mais couvrant néanmoins les années productives et reproductives de l'individu et les villageois commencent à quitter spontanément leur cadre traditionnel pour les bidonvilles des centres urbains où ils formeront la première cohorte de chômeurs.

5') En définitive tout se passe comme si l'action des recruteurs de main-d'œuvre consistait à priver les Mélanésiens de leur propre nourriture habituelle pour leur faire consommer des produits accessibles seulement après implication dans l'économie monétaire. Cette implication, accélérée par l'obligation de payer en monnaie l'impôt de capitation, a dès lors un effet de boule de neige et, au travers de calamités démographiques, tend à déraciner les villageois pour les asservir toujours davantage au système qui dispense les soins médicaux et les salaires.

CNRS, Paris.

Références bibliographiques

- Archives allemandes : consultées sur microfilms (séries RKA) à la National Library of Australia, Canberra.
- Archives australiennes : consultées au War Memorial et aux Commonwealth Archives à Canberra.
- BAYLISS-SMITH, T., 1975. « The central Polynesian outlier populations since European contact » et « Ontong Java : depopulation and repopulation », in CARROLL, V. (Edit.), *Pacific atoll populations*, Honolulu : University Press of Hawai.
- CHINNERY, E.W., 1931. « Studies of the native population of the east coast of New Ireland », in *Territory of New Guinea : anthropological report n°6*.
- CILENTO, R., 1924. « Causes of depopulation among some island people », *Medical Journal of Australia*, n°2.
- CILENTO, R., 1926. « Food deficiencies in the Territory of New Guinea », *Medical Journal of Australia*, n°2.
- FIRTH, S., 1982. *New Guinea under the Germans*. Melbourne Univ. Press.
- HOGBIN, H.I., 1930. « The problem of depopulation in Melanesia », *Journal of the Polynesian Society*, n°39. *Jahresberichte über die Entwicklung der deutschen Schutzgebiete in Afrika und der Südsee*, Berlin, 1898-1909.
- MEILLASSOUX, C., 1991. « La leçon de Malthus », (p. 15 du présent ouvrage).
- PANOFF, M., 1979. « Travailleurs, recruteurs et planteurs dans l'Archipel Bismarck », *Journal de la Société des Océanistes* 64.
- POWDERMAKER, H., 1931. « Vital statistics of New Ireland », *Human Biology*, n°3 (3).
- RALLU, J.-L., 1989. *Evolution de la population des archipels du Pacifique*. Thèse, Université Paris I.

POPULATION, ALIMENTATION ET PRODUCTION AU GABON : DES DÉSÉQUILIBRES AUX CRISES

Michel FRANÇOIS

Quand son indépendance fut proclamée le 17 août 1960, le Gabon comptait moins de 450 000 habitants répartis sur 267 600 kilomètres carrés, dont 85 % occupés par la forêt dense. Il y a alors moins de deux habitants au kilomètre carré.

Le Gabon est encore aujourd'hui un pays sous-peuplé, par comparaison aux densités moyennes relevées dans les autres pays.

La superficie des cultures vivrières seules qui, du fait de leur caractère itinérant utilisent plus d'espace, ne représente cependant à cette époque qu'environ 0,30 % du territoire : les cultures vivrières, la pêche et la chasse locales couvrent mal les besoins primaires de la population rurale, et les marchés urbains sont vides en quelques heures. En 1961, il faut importer 3 900 tonnes de farine, 1 000 tonnes de riz, 1 800 tonnes de poissons, ... et la capitale, Libreville, va croître au rythme de 7 % par an, essentiellement de l'exode rural. Dégager de la production agricole individuelle une part pour les collectivités, chantiers et villes en particulier, a toujours posé de graves problèmes, le Gabon n'ayant jamais été un pays d'agriculture et d'élevage.

Toujours en 1960, le Gabon abat plus de 170 000 pieds d'okoumé, représentant près de 737 000 tonnes dont 628 000 sont exportées. Il n'y a pas 10 000 salariés sur les chantiers : ils étaient plus de 6 000 pour la seule subdivision de Lambaréné en 1926 et le Gabon ne produisait pas encore 300 000 tonnes d'okoumé. Mais cet effectif trop important de main d'oeuvre provoquera quelques années plus tard une crise et un changement radical du mode d'exploitation de l'okoumé.

Le Gabon a des richesses naturelles enviées (okoumé, manganèse, uranium, pétrole, fer). Lorsqu'il les exploite, il le fait avec peu de main

d'oeuvre locale, dans des exploitations où la mécanisation est très développée, et où la plupart des cadres sont des « expatriés ».

Le Gabon connaît aujourd'hui, des tensions entre un nombre d'habitants peu élevé (un peu moins d'un million d'habitants, mais officiellement plus d'un million deux cent mille), une population rurale qui ne peut dégager de sa production le surplus nécessaire au ravitaillement des villes en produits vivriers, des activités économiques de type moderne (okoumé, manganèse, uranium et pétrole) et la conjoncture internationale (détérioration des termes de l'échange, endettement) qui ne sont pas sans rappeler celles d'avant l'indépendance.

L'histoire du Gabon depuis le début du siècle est indissociable de déséquilibres répétés entre trois éléments — population, alimentation et production —, déséquilibres qui se traduisent encore aujourd'hui par un conflit entre un secteur resté très traditionnel et le secteur moderne.

L'analyse des mécanismes de la crise vécue au Gabon vers 1930, en particulier celle des interactions entre les trois éléments définis, peut aider à mieux comprendre la crise d'aujourd'hui.

DÉPOPULATION ET FIÈVRE DE L'OKOUMÉ

Nous avons présenté en 1977 un tracé théorique de l'évolution de la population gabonaise entre 1900 et 1960 qui suggère une décroissance continue pendant au moins une cinquantaine d'années, décroissance sans doute amorcée depuis plus longtemps, peut-être dès le milieu du 19^{ème} siècle ¹.

S'il faut admettre que pour les années qui ont précédé la première guerre mondiale on ne dispose que de résultats très incomplets des premiers dénombrements administratifs, notre hypothèse repose cependant sur des éléments d'appréciation identifiés et sur une très longue période. Bien que disparates et dispersés, ces éléments convergent et la tendance ne prête à aucune confusion, forgeant la conviction que depuis la fin du siècle dernier la population gabonaise n'a cessé de diminuer et ce jusque vers les années 50. L'analyse des structures par âge obtenues aux recensements de 1960/1961 et 1970 le confirme.

Mais durant 50 ans et sur la même période (la 1^{ère} moitié du XX^e siècle) l'exploitation des peuplements d'okoumé (*Aucoumea klaineana*), dont le Gabon détient pratiquement l'exclusivité mondiale, a dominé l'économie gabonaise avec une croissance exceptionnelle :

1. FRANÇOIS (Michel), 1977, La population du Gabon. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, mention démographie, Université de Paris 1, 135 p.

5 000 tonnes à l'exportation en 1902, 134 000 en 1913, 382 000 en 1930, 407 000 en 1937, 628 000 en 1960, ...

Gilles Sautter, en 1966, a remarquablement décrit ce phénomène de fièvre de l'okoumé, en particulier dans son étude de la région des Lacs, l'un des domaines les plus anciens de l'industrie du bois au Gabon, et montré l'effet sur le peuplement².

Ses conclusions sur les interactions entre peuplement et développement dans cette situation si particulière (régression démographique et développement de l'exploitation de l'okoumé), font apparaître au moment de la crise économique de 1930/1932, la rupture de l'équilibre fragile qui existait entre la capacité du pays à fournir la main d'oeuvre nécessaire pour poursuivre le développement de la production d'okoumé et celle indispensable à la production agricole de subsistance pour les villages et les chantiers, voire, plus tard, les agglomérations quand elles se développeront.

A partir des travaux de Gilles Sautter déjà cités, et de façon chronologique, nous présenterons les problèmes de population et d'alimentation liés au développement des exploitations forestières d'okoumé, du début du siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Nous reprendrons ensuite ses conclusions, puisque nous avons aujourd'hui 25 ans de recul supplémentaire, et nous examinerons ce que sont devenues, depuis la seconde guerre mondiale, les trois composantes de notre « histoire » du Gabon : la population, l'alimentation et l'okoumé.

GENÈSE DE LA CRISE

1. Une exploitation artisanale

Trois ans après la création en 1886 de la colonie Gabon-Congo confiée à Brazza, le gouverneur De Chavannes donnait un tronc (ou grume) d'okoumé au consul allemand de Libreville. Ce tronc arrivera à Hambourg pour un examen de ses qualités, dont le résultat déclenchera en Allemagne, puis en Angleterre, enfin en France, une demande au Gabon de cette essence qui ne cessera de croître avec le développement de l'industrie des contreplaqués et des placages.

« Le commerce de traite à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} n'a pas seulement déversé sur l'Ogooué des quantités importantes de produits manufacturés : il est à l'origine de besoins qui allaient, dans la

2. SAUTTER (Gilles), 1966, De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République Gabonaise. Paris, La Haye : Ecole Pratique des Hautes Études, Mouton et Cie, 2 tomes, 1075 p..

période suivante, inciter les riverains à « couper du bois », s'employer comme salarié, ou développer leur production agricole »³.

Finie donc l'apogée du commerce de traite (vers 1890), la fièvre de l'okoumé va prendre le relais. Dès 1902, l'okoumé apparaît dans les statistiques officielles d'exportation pour une quantité de 5 282 tonnes. D'où vient ce bois ? Qui l'exploite dans cette zone de faible densité de population ?

Le Gabon est essentiellement constitué du bassin de l'Ogooué, et l'Ogooué, c'est la grande voie des échanges commerciaux et des migrations. C'est aussi à partir de cette voie d'évacuation des grumes et de leur éloignement de la mer, que sont définies les zones de peuplement de l'okoumé et le type d'exploitation correspondant.

Pendant les 20 premières années, et jusqu'en 1913, c'est une exploitation libre et sans doute quelque peu anarchique, en première zone, c'est à dire au plus près de la mer et des possibilités d'évacuation par voie d'eau. C'est donc une exploitation par une main d'oeuvre locale déjà implantée dans la région, ou qui s'y installe. Les riverains se partagent le travail : les uns sont à la « coupe du bois », d'autres dans les plantations et les chasses pour fournir l'alimentation nécessaire aux villages et aux « chantiers ».

Mais on a constaté sur l'ensemble du pays, une faible densité de population résultant en partie d'une dépopulation généralisée, et ceci depuis de nombreuses années. La zone d'exploitation de l'okoumé ne faisant pas exception, cette situation va donc logiquement limiter ses capacités à développer l'abattage (problème de bras et de production vivrière). Toutefois, cette première période de « main-d'œuvre à son propre compte » ira jusqu'à la première guerre mondiale, sur le même mode d'exploitation et avec une exportation record de 134 223 tonnes en 1913

2. Un recrutement excessif de main d'œuvre

En 1918, sitôt après la guerre, et pour stopper les gaspillages constatés pendant la période précédente, l'administration prend différentes mesures dont une décision subordonnant les coupes de bois à la délivrance d'un permis. En 1920 la reprise est timide, on exporte 33 365 tonnes. Cependant, l'okoumé s'éloigne des côtes et des rivières, c'est la fin de l'exploitation artisanale : l'okoumé passe aux mains des européens avec un nouveau type d'exploitation, à base de main d'œuvre (« labour intensive »).

3. Ibid., p. 735.

Cette seconde période va être dominée par les relations entre salariés gabonais et employeurs européens. Elle s'achèvera en 1937 avec un record de 407 201 tonnes exportées. Ce record est atteint en deux temps.

C'est d'abord une débauche de main d'oeuvre (même si le Decauville a déjà fait son apparition pour évacuer les grumes vers l'eau), qui va s'accélérer en 1924 avec la montée des cours et donc un rush européen sur les permis et les chantiers.

L'aspiration de la main d'oeuvre par les chantiers entre 1920 et 1930 va toucher beaucoup de régions. Face aux « méthodes » musclées de recrutement, l'administration publie en 1922 un décret fixant les subdivisions ouvertes au recrutement des travailleurs, ainsi que leur nombre (il doit être inférieur au tiers de la population mâle valide) et la durée des engagements (fixée à 2 ans). L'administration tente aussi de maîtriser l'extrême mobilité des populations en créant des regroupements de villages qui éclateront rapidement, ne tenant que quelques années.

Les recruteurs ne respectent pas tous la loi (l'administration parfois ferme les yeux), des « clandestins » sont employés sur les chantiers, la saignée augmente et la situation démographique s'aggrave. En effet, c'est aussi la période des recrutements pour le chemin de fer Congo-Océan (1921-1934), et c'est également entre 1923 et 1929, une courte reprise du ramassage des lianes à latex. Par ailleurs, si 1930 est donnée comme la fin de la période coloniale « dure », ce n'est pas pour autant que les « chantiers administratifs » (avec leurs travaux dits d'intérêt général, et non rémunérés) sont supprimés et eux sont aussi consommateurs de main d'oeuvre. Au bout du compte le réservoir est vide.

3. La crise alimentaire : la rupture

En raison sans doute de l'importance de la zone forestière et de la grande mobilité de la population, il n'y a jamais eu d'agriculture autre que celle d'un paysannat traditionnel satisfaisant à sa propre consommation. Les plantations vivrières représentaient en 1960 moins d'un hectare par « exploitant », disséminées en plusieurs parcelles. La mobilité de la population entretient ce mode de culture.

Dans un pays sous-peuplé et avec une population très mobile, l'excès de recrutement ne pouvait donc que déboucher sur une crise : il n'y a plus de « mâle valide » pour l'okoumé, il n'y en a plus pour nourrir les chantiers. Il n'y a plus de produits vivriers, y compris dans certains villages : c'est la crise alimentaire.

Que se passe-t-il alors, quand les villageois ne peuvent plus subvenir aux besoins alimentaires des chantiers, voire à leurs propres besoins ? Les forestiers vont plus loin pour se ravitailler, bien qu'ayant déjà essuyé de nombreux échecs pour rassembler des produits éparpillés en petites quantités. Les villageois quittent le « pays ». Aussi, très vite, la

seule solution qui reste aux forestiers pour maintenir et augmenter la production c'est de réduire la main d'oeuvre en espérant retrouver une suffisance alimentaire, et c'est la mécanisation de l'exploitation. C'est la solution qui va se développer après la crise de 1930, date qui aura marqué les limites de la production de produits vivriers par les villageois pour les chantiers, et qui verra un important mouvement de départ des chantiers, mouvement qui se poursuivra jusqu'à la seconde guerre. Malheureusement, les ouvriers ne retourneront pas, pour la plupart, dans leur village d'origine.

Quand la population, constamment affaiblie par tous les recrutements successifs, n'a plus personne, ni pour les chantiers, ni pour les plantations, et que se pose la question du ravitaillement, arrive la crise du bois de 1930.

C'est cette crise, qui va laisser le temps aux forestiers européens de mettre en place la solution indiquée plus haut à leurs problèmes de main d'oeuvre et de ravitaillement, le troisième type d'exploitation — développement de la mécanisation et réduction de la main d'oeuvre — et d'atteindre un nouveau record avec plus de 400 000 tonnes exportées.

Tout a changé en quelques années. Après la reprise de 1932, c'est de nouveau une forte croissance de la production des sociétés européennes jusqu'à la crise de 1938, traduisant l'accélération de la mécanisation et une réduction de plus en plus importante de la main d'oeuvre locale. Cette main d'oeuvre gabonaise quitte les chantiers en espérant trouver mieux ailleurs, essentiellement dans les « villes ».

Avant la seconde guerre mondiale, il n'y a donc presque plus de main-d'oeuvre locale sur les chantiers forestiers et pas assez dans les plantations (mais le ravitaillement des chantiers est assuré) : la rupture entre la population et l'okoumé est consommée.

ANALYSE DE LA CRISE

1. Le phénomène de dépeuplement

Gilles Sautter, pour situer les excès et les dangers du recrutement, a relevé 4 qu'en 1926, il y avait pour la seule subdivision de Lambaréné, plus de 6 000 engagés sur les chantiers (non compris les travailleurs en situation irrégulière), donnée qu'il compare à une série d'effectifs d'adultes recensés entre 1920 et 1951 pour la même subdivision. Ses chiffres figurent sur le tableau ci dessous :

4. *Ibid.*, P. 769.

Subdivision de Lambaréné : population active

Années de recensement	Adultes	« Engagés »
1920 (1926)	13 500	(6 000)
1927	10 800	
1947	7 840	
1951	6 281	

On constate que le phénomène de dépopulation de la subdivision se maintient, même dans la période où l'on aurait pu penser que l'exploitation de l'okoumé stabiliserait la population, ou même provoquerait un accroissement. Ce qui est plus grave, c'est que ce phénomène concerne l'ensemble du pays, et ce jusque dans les années 50. Il faut aussi se rappeler, qu'en 1946 l'administration coloniale envisageait la création d'une « réserve de population », pour mettre un terme à cette continue dépopulation. La même année, dans le cadre d'un questionnaire établi dans la perspective du plan Marshall, Landrau constate qu'il reste 1 816 adultes « valides » au Gabon, utilisables par des entreprises, déduction faite de la main d'oeuvre employée aux travaux administratifs, du temps nécessaire à la subsistance, à la vie quotidienne, aux productions vivrières pour les marchés ⁵. Ce phénomène de dépopulation ne prêtant à aucune confusion, on ne développera pas ici tous les facteurs qui ont été identifiés et qui permettent de l'expliquer, en partie, sur une période de plus de 70 ans. On peut cependant citer :

- le milieu naturel (climat, forêt) ;
- l'isolement de l'habitat en forêt, de dimensions réduites et sur de petits territoires ;
- les épidémies et les famines ;
- la traite et l'esclavage ;
- et bien entendu, les recrutements.

Ce qui nous semble important de retenir, c'est que l'exploitation de l'okoumé n'a pas apporté de solution à cette dépopulation, bien au contraire.

5. *Ibid.*, P. 1003.

2. La mobilité et l'exode

L'isolement en forêt va disparaître au 19^{ème} siècle avec le commerce de traite, pour faire place petit à petit à un phénomène inverse qui va devenir une autre caractéristique de la population : la mobilité, avec un mouvement général vers la côte, semblable à celui des « migrations historiques ».

Cette mobilité provoque une fragilisation supplémentaire de la population, par une instabilité sociale qui ne fera qu'amplifier certains phénomènes comme l'infécondité ou la mortalité infantile, particulièrement élevées au Gabon et seulement en voie d'amélioration aujourd'hui, grâce à un effort de santé exceptionnel, qui se poursuit depuis les années 50.

Autre phénomène très important, la mobilité provoque des déséquilibres préjudiciables du rapport de masculinité et de la distribution par âge.

A cet « exode traditionnel » (mobilité), s'est donc ajouté un « exode forcé » vers les divers chantiers provoqué par les recrutements. Lorsqu'il faudra quitter les chantiers, les départs prendront eux aussi la forme d'un « exode forestier », vers les villes. L'ensemble constitue l'exode rural.

En effet, « beaucoup de travailleurs recrutés entre les deux guerres, ne sont pas retournés dans leur pays. Parmi eux, de nombreux " déserteurs " en rupture de contrat. Cette population flottante d'irréguliers, incontrôlables, insaisissables, était la hantise des chefs de subdivision, et ce fut pire après 1930 » 6.

En 1933, on essaiera pourtant de créer des villages « d'étrangers », qui devaient permettre de les stabiliser et surtout de mieux traquer et renvoyer chez eux les clandestins... Ce sera un échec.

Autant il était difficile de regrouper les « étrangers » pour les sédentariser dans une région qui n'était pas la leur, autant il fut difficile de renvoyer les ruraux dans leur milieu d'origine après plusieurs années de chantiers.

A la veille de la seconde guerre mondiale, les derniers travailleurs ayant quitté les chantiers refusent toujours, eux aussi, de rentrer « au village ». Ils accroissent encore un peu plus la population flottante des villes.

Pour ceux qui ont pu observer l'évolution du milieu urbain gabonais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un problème similaire à celui des chantiers en 1930 est apparu : la faiblesse, puis l'incapacité du monde rural qui continue à se dépeupler, à fournir les villes en vivres

6. *Ibid.*, P. 772.

frais locaux. Les marchés sont insignifiants, le ramassage pour les collectivités insuffisant.

3. Ni agriculture, ni élevage

Cette situation n'est que le résultat d'une réalité. En effet, dans le contexte que nous avons défini, il est normal que l'agriculture, et encore plus l'élevage ne se soient pas développés au Gabon.

Les plantations (ou pindis) se déplacent, comme se déplacent les villages, et pour subvenir aux seuls besoins de la communauté. Lorsque la demande est venue, d'abord de l'administration, puis des chantiers, les faibles effectifs des villages ont rapidement limité le développement des plantations. La dispersion des villages et les moyens de communication ne facilitaient pas non plus le ramassage des produits.

Lorsque la « force » a réduit les capacités des villageois à dégager de leur production une part pour le marché, en prenant les éléments en « bonne santé » pour les chantiers de toute sorte, cela ne pouvait que provoquer un grave problème d'approvisionnement en vivres locaux : problème que l'on retrouve aujourd'hui dans les villes.

A partir de l'enquête agricole de 1961, on a estimé la production agricole à 165 000 tonnes de manioc, 79 000 tonnes de banane, 27 000 tonnes d'igname et 17 000 tonnes de taro. Cette production représente grosso modo un bâton de manioc et une banane plantain par habitant et par jour, et dix ans plus tard, on constate que cette production agricole de base est en constante régression depuis ces estimations.

Le cheptel quant à lui est peu important. En 1964, il y avait approximativement : 43 000 ovins, 47 000 caprins, 5 200 porcins, 278 000 volailles et 3 500 bovins. Il est difficile de développer l'élevage dans un pays soumis à la trypanosomiase.

4. La sortie de la crise

Pas d'agriculture, pas d'élevage, un monde rural qui continue de se vider, une production vivrière en constante régression et pour solution : l'importation de produits alimentaires de type européen.

En 1960, le Gabon importait pour 941 millions de francs CFA de produits alimentaires et de boissons pour satisfaire la consommation des « expatriés » et combler le déficit de la production locale au profit de la population urbaine et des chantiers. Il en importait pour 3 118 millions dix ans plus tard, 4 600 millions en 1972. Aujourd'hui, 43 % des importations sont alimentaires.

Outre le fait qu'il faille payer ces importations en devises, les bénéficiaires, pour la plupart salariés, s'habituent à ce type de consommation alimentaire et y consacrent une forte part de leurs revenus. En milieu

urbain et sur les chantiers, le niveau de vie a augmenté petit à petit et il est aujourd'hui relativement élevé. Dans le monde « rural », la monétarisation s'est souvent accompagnée d'une déstructuration et d'un appauvrissement des « paysans ».

On peut alors imaginer les problèmes que les responsables auront à résoudre vis à vis de cette population à revenus élevés, quand la « conjoncture internationale », l'endettement, etc., imposeront une forte réduction des importations. La situation devient alors à nouveau une situation de crise.

UNE MÊME SÉQUENCE DE CRISE

1. Un pays en équilibre démographique et alimentaire instable

« L'occupation administrative et commerciale du Gabon commence en 1890 à interférer pour de bon, avec la vie des populations »⁷ ... et l'on signale (déjà) à cette époque des cultures vivrières insuffisantes, des villages désertés...

C'est la fin du commerce de traite, car sur un terrain fragile, instable, à un moment donné, l'effort supplémentaire demandé devient insupportable (jusqu'à faire fuir les derniers « adultes valides ») ; il y a rupture entre les exploitants et les exploités.

A la même époque, on teste à Hambourg les qualités d'une bille de bois (un bois d'okoumé), et la « petite vérole », dira Brazza, fait des ravages au nord de l'Ogooué (ce qui n'améliore pas la situation démographique locale, qui n'est pas des meilleures).

2. Une nouvelle richesse à exploiter et un marché extérieur

Dès que la demande extérieure de grumes d'okoumé est connue, elle prend le relais du commerce de traite et les Gabonais concernés s'attaquent à « couper du bois ». Dans le bassin de l'Ogooué, là où l'okoumé est le plus proche des lacs et rivières (l'okoumé flotte, les radeaux de billes sont emmenés par remorqueur) les villageois s'organisent pour « sortir » des billes et les mettre à l'eau. L'exploitation est de type « familial » et artisanal, il reste assez de « main-d'œuvre » (hommes, femmes et enfants) sur les plantations pour nourrir tout le monde. Quand il le faudra, et dans la mesure où il y aura suffisamment de bras, on développera même les plantations. La première guerre mondiale va

7. *Ibid.*, P. 965.

mettre un terme à ce système et à la demande croissante de bois, qui vient principalement d'Allemagne, d'Angleterre et de France.

3. Un potentiel humain insuffisant et sans formation

L'anarchie relative dans laquelle s'est développé l'abattage artisanal incite l'administration dès la fin de la guerre, à réglementer. Après 20 ans d'exploitation artisanale, les pieds d'okoumé sont de plus en plus éloignés de l'eau. La demande va devenir de plus en plus forte. Ainsi, toutes les conditions sont réunies pour que les européens prennent l'okoumé en charge. Le faible nombre des villageois, la pauvreté de leurs moyens, l'éloignement des pieds d'okoumé, la réglementation et l'importance de la demande vont donc provoquer très rapidement après la fin de la guerre, un changement complet de type d'exploitation et de rapport entre européens et gabonais : les européens qui achetaient, vont maintenant exploiter eux mêmes.

4. Trop grande fragilité de l'équilibre alimentaire

Les documents d'époque ne laissent aucun doute sur les pluies diluviennes dans les années 1924, 1925, 1926. Elles touchent des régions qui « approvisionnent » en main d'oeuvre les chantiers forestiers, elles provoquent la famine. Or, il y avait dans la plupart des régions du Gabon, une grande fragilité de l'équilibre alimentaire, on se rappelle que de façon générale les plantations n'étaient faites que pour l'auto-consommation. Le recrutement qui est de plus en plus nécessaire et de plus en plus important pour les différents types de chantiers que nous avons cités touche toutes les régions du Gabon. Le pays arrivera à "fournir" main d'oeuvre et produits vivriers pendant une dizaine d'années avant de connaître de grandes difficultés vers 1930. En fait, cette durée tient sans doute au fait que déjà les européens commencent à mécaniser leurs chantiers : le Decauville en est un exemple ; il ne fera que retarder la rupture.

5. La crise du bois et la crise économique, la mécanisation

En 1930, le Gabon exporte 380 000 tonnes d'okoumé, mais il y a aussi la crise du bois qui a sans doute commencé un ou deux ans plus tôt, et à laquelle correspond aussi la crise économique.

Depuis plusieurs années on débauche du personnel, la crise accélère le mouvement, l'administration essaye de récupérer cette main d'oeuvre pour la stabiliser et créer des villages, ce qui aurait permis de remettre

en production ou de créer quelques plantations, mais aussi de freiner l'exode vers les villes.

Les européens se sont organisés, un pas décisif est fait dans la mécanisation, un nouveau record est atteint en 1937 : 407 201 tonnes. C'est à nouveau une crise extérieure, 1938, puis la seconde guerre mondiale.

Seule satisfaction dans ce chaos, la rareté des hommes et le nombre de crises (venues de l'intérieur ou de l'extérieur) sont sans doute ce qui a sauvé le Gabon d'un saccage irréversible de sa forêt.

6. Les problèmes restent les mêmes

Après la seconde guerre mondiale, l'exploitation de l'okoumé reprendra, avec des exploitations forestières toujours plus performantes, des cadres « expatriés » et un minimum de main-d'œuvre locale.

Par ailleurs, un effort exceptionnel (qui se poursuit encore aujourd'hui) en matière de santé va permettre d'inverser vers 1950 la régression démographique du pays, sans pour autant accroître la population rurale. Il y a toujours mouvement vers les villes, puis vers les centres miniers (uranium et manganèse par exemple) quand ils vont être ouverts. Mais quand un grand chantier comme le transgabonais va apparaître, le Gabon sera une fois encore obligé de faire appel aux expatriés, pour l'encadrement comme pour la main d'oeuvre.

Après l'indépendance, la capitale du Gabon va croître au rythme de 7 % par an, essentiellement par l'exode rural, et aujourd'hui les « grandes surfaces » et « hypermarchés » de Libreville ont une superficie supérieure à celle des marchés de produits locaux. C'est une réponse à la déficience de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Bien des efforts ont été faits, sans résultat, y compris l'actuel et dernier programme gabonais de relance économique qui vise au développement de l'agriculture (et à la mise en place d'un tissu plus dense de petites et moyennes entreprises gabonaises).

Le type d'économie et les ressources du Gabon sont tributaires des fluctuations de l'économie mondiale ; les ressources humaines, qui augmentent, ne sont pas encore suffisantes pour avoir un effet sur l'agriculture et la mise en place d'une autosuffisance alimentaire pour tenir le choc face aux crises internationales. De plus, il faudra un certain temps pour arriver à régler la dette extérieure.

Nous avons donc été confronté tout au long de notre réflexion aux mêmes éléments : population, alimentation, production (économie). Toutes les crises rencontrées ont été provoquées par ou ont provoqué la rupture d'un ou plusieurs de ses éléments.

« L'arbre et l'homme étaient antinomiques, miser sur le bois à défaut d'une population consistante, n'était-ce pas convertir en

atout ce dont tout autre choix eût fait le principal obstacle à la mise en valeur régionale.

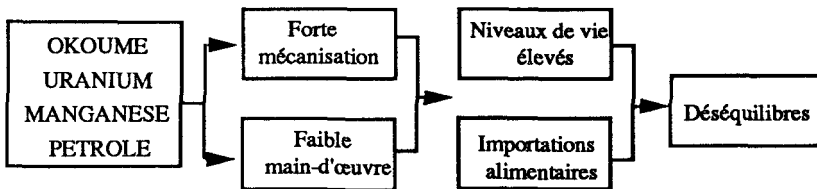
Le bois a bien rempli le rôle d'un instrument de développement mais peu à peu et par force, les habitants se sont désintéressés d'une forme d'exploitation qui n'a cessé d'exiger davantage de moyens techniques et financiers.

La forêt s'est trouvée pour ainsi dire exploitée du dehors » 8.

Références bibliographiques

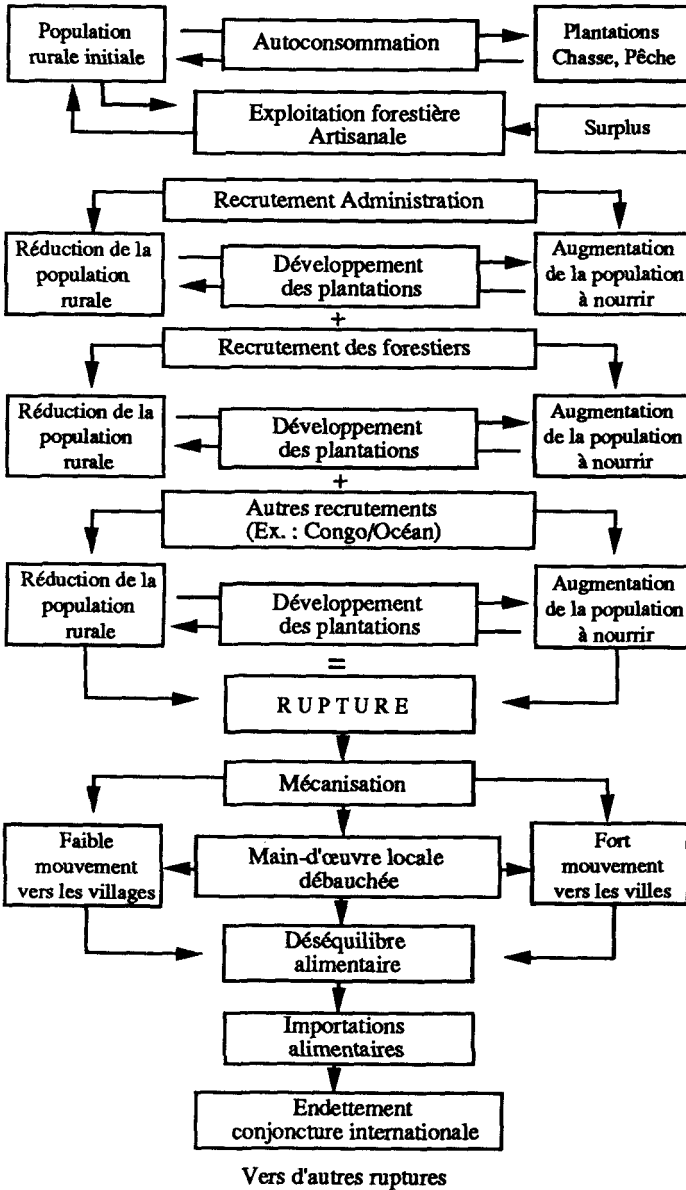
- BASCOU-BRESCANE (René), 1969, *Etude des conditions de vie à Libreville 1961-1962*. Paris : INSEE ; Libreville : Service national de la statistique, 142 p.
- BENSAID (Georges), 1970, *Economie et nutrition, essai à partir d'une enquête alimentaire sur deux régions du Gabon en 1963*. Paris : INSEE ; Libreville, Service national de la statistique et des études économiques, 2 tomes, 554 p.
- FRANÇOIS (Michel), 1977, *La population du Gabon*. Thèse de doctorat de 3ème cycle, mention démographie, Université de Paris 1, 135 p.
- GABON : Service de la statistique, 1965, *Recensement et enquête démographiques 1960-1961*. Paris : INSEE, 148 p.
- GABON : Service de la statistique, 1969, *Résultats de l'enquête agricole au Gabon 1960-1961, résultats définitifs*. Paris : INSEE, 140 p.
- GABON : Service de la statistique, 1970, *Budgets et conditions de vie des ménages en zone rurale gabonaise, région de la N'Gounié, enquête de 1963*. Paris : INSEE, 385 p., annexes.
- SAUTTER (Gilles), 1966, *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République Gabonaise*. Paris, La Haye : Ecole pratique des hautes études, Mouton et cie, 2 tomes, 1 075 p.

Tableau 2.



8. *Ibid.*, P. 811.

Tableau 1. Séquence de crise



GENÈSE DU DÉSÉQUILIBRE ENTRE POPULATION ET RESSOURCES EN PAYS MOBA-GURMA (NORD-TOGO)

Marc PILON

Un discours, toujours dominant, considère la variable démographique comme une donnée exogène et fait de la croissance démographique le principal responsable du déséquilibre — bien réel — entre population et ressources alimentaires, qui affecte la plupart des pays du Tiers-Monde. En contrepoint, de plus en plus nombreuses sont les analyses qui montrent que les phénomènes démographiques peuvent être aussi bien effets que causes, dans le cadre d'un processus d'interaction permanente avec le social, l'économique, le politique et le religieux. Et que les causes des situations de déséquilibre alimentaire ne sont pas seulement d'ordre démographique.

Cette communication se veut être une contribution à ce débat, à partir d'une étude de cas sur une région d'Afrique de l'Ouest : le pays moba-gurma du Nord-Togo.

Dans un premier temps, après avoir rappelé l'évolution de la population, nous avons cherché à en analyser les déterminants : les causes de la croissance démographique. Et notamment, pourquoi la fécondité n'a-t-elle pas baissé ?

Ensuite, faisant d'abord le constat d'une situation alimentaire qui s'est dégradée au cours du temps (elle est aujourd'hui critique), nous essaierons de répondre à la question suivante : pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ?

Ayant ainsi précisé le rôle véritable joué par la variable démographique dans la genèse du déséquilibre population-ressources, il restera alors à s'interroger sur l'évolution future.

Quelques caractéristiques du pays moba-gurma

Les Moba et les Gurma sont concentrés dans l'extrême nord du Togo, dont ils représentent l'essentiel du peuplement : au recensement de 1981, 88 % des Moba-Gurma recensés au Togo (soit 211 069 personnes) résidaient dans la Préfecture de Tône, la plus septentrionale, et en constituaient 85 % du total de la population. L'appellation "pays moba-gurma" exprime la correspondance entre cette réalité ethnique et cet espace administratif qui, bien que sans signification réelle sur le plan historique, présente un intérêt pratique comme niveau de référence pour bon nombre des données statistiques. La préfecture de Tône est l'une des deux préfectures (avec celle de l'Oti) composant la Région des Savanes (l'une des cinq régions économiques du Togo) et dont elle représente environ les trois quarts de la population pour la moitié de la superficie. La ville de Dapaong est à la fois chef-lieu de la préfecture de Tône et de la Région des Savanes.

Cette partie la plus septentrionale du Togo, située en zone de savane avec un climat de type soudanien (environ 1000 mm par an en une seule saison des pluies), se caractérise par une nette prédominance de l'agriculture, qui occupe 96 % de la population, avec un milieu urbain (limité à Dapaong) qui ne regroupe que 7 % de l'ensemble de la population ¹. La production agricole est essentiellement vivrière (mil, sorgho, haricot) et destinée à l'auto-subsistance. Les cultures de rente sont l'arachide et surtout le coton, elles constituent la principale source de revenus monétaires (particulièrement pour les dépendants, femmes et cadets).

La population est très inégalement répartie : en 1981, les densités rurales variaient de 25 à plus de 150 hab./km², pour une densité moyenne de 68 hab./km² (en excluant les zones non habitables).

L'occupation ethnique de l'espace est globalement la suivante : les Moba, reconnus comme les autochtones, occupent grosso modo la partie ouest de la préfecture, l'est étant le fait des Gurma, venus s'y installer à partir du XVIII^e par vagues successives en provenance du pays gurmantché ². Les Mamprussi, venus aux mêmes époques depuis l'actuel Ghana, se sont largement assimilés aux Moba. Les autres groupes ethniques représentés sont les Mossi, les Yanga, les Bousance, surtout implantés dans le Nord-Ouest, et les Peul dans la moitié nord; chacun de ces groupes n'excède pas 5 % de la population totale.

1. Chiffres du recensement de 1981, mais dont l'ordre de grandeur demeure à peu près le même aujourd'hui.

2. Situé dans l'est de l'actuel Burkina-Faso..

Genèse du déséquilibre entre population et ressources

Les Gurma ayant adopté pour l'essentiel l'organisation socio-économique et religieuse des Moba, ces deux populations forment un ensemble suffisamment homogène pour qu'il soit permis de parler de la société moba-gurma. En fait, les différences observées (sur le plan linguistique et des cérémonies) sont plus souvent liées à l'appartenance clanique qu'ethnique.

La société moba-gurma, de type patrilinéaire et patrilocal, repose sur une organisation clanique sur les plans social (exogamie clanique), politique, foncier et religieux. La seule unité repérable dans l'espace est la *naag* (la concession), qui constitue l'unité de résidence de base abritant dans la plupart des cas une seule unité de production et de consommation (l'exploitation agricole) ; cette dernière regroupe en moyenne 9 personnes relevant d'un ou plusieurs noyaux familiaux (monogamiques ou polygyniques) apparentés.

Une croissance démographique due au maintien d'une fécondité élevée et à une baisse de la mortalité

A partir des sources de données existantes, il se dégage l'évolution suivante du taux moyen annuel de croissance démographique de la préfecture de Tône (et de la population moba-gurma) :

Années 20 :	1,0%
1930-50 :	1,5% (à partir des archives coloniales)
1950-60 :	2,2%
1960-70 :	2,4% (taux de croissance intercensitaires)
1970-81 :	2,8%
1981-85 :	3,7% (enquête démographique 3)

Malgré toutes les imprécisions et incertitudes qui entachent les évaluations de population — principalement avant 1960, date de l'indépendance et du premier recensement national — ces chiffres témoignent sans ambiguïté du phénomène d'accélération du rythme de la croissance démographique depuis le début du siècle.

Les informations disponibles sur la fécondité et la mortalité permettent de confirmer le sens de cette évolution.

Les résultats issus de l'enquête démographique précitée conduisent aux constats suivants :

3. Il s'agit d'une enquête renouvelée sur la base du recensement de 1981 (voir Lévi & Pilon, 1988).

— la mortalité dans l'enfance a connu une baisse sensible au cours des dernières décennies, diminuant de moitié (passant entre 1940 et 1980 d'un quotient de mortalité d'environ 200 à 100 pour mille pour la tranche d'âge de 0 à 1 an et d'environ 400 à 200 pour mille pour la tranche d'âge de 0 à 5 ans) ;

— les niveaux de fécondité actuels sont très élevés, avec un nombre moyen d'enfants nés vivants par femme de 7,2. Les estimations issues des données du recensement de 1981, quoique plus faibles (6,5), confirment cette fécondité élevée, qui apparaît d'ailleurs comme la plus forte du Togo. On note même une légère hausse de ces niveaux de fécondité, traduite par une élévation de la fécondité cumulée, pour chaque groupe d'âges actuel des femmes, chez les générations les plus récentes.

Compte-tenu du biais de sous-déclaration propre aux enquêtes rétrospectives, d'autant plus fort que l'on s'éloigne dans le temps, les niveaux de mortalité observés pour les périodes les plus anciennes sont certainement sous-estimés, ce qui ne ferait qu'accentuer cette évolution à la baisse. Les mesures de la mortalité infantile effectuées par l'administration coloniale, bien qu'à prendre elles aussi avec précaution, témoignent également d'une mortalité élevée vers 1930 : les rapports annuels de 1928, 1929 et 1930 donnent respectivement les chiffres de 237 ‰, 264 ‰ et 247 ‰. Par ailleurs, à l'inverse de ce qui a pu être observé pour d'autres régions africaines⁴, l'étude du début de la colonisation (tant à travers les archives coloniales que par les témoignages des « anciens ») permet de penser qu'elle n'a pas entraîné une dégradation de la situation sanitaire et, partant, une augmentation de la mortalité.

Retracer l'évolution de la fécondité pour les périodes anciennes se heurte au manque total de données quantitatives fiables. Les "indices de fécondité" calculés par les services coloniaux, notamment, sont inutilisables en tant que tels. Les seules informations dont nous disposons sont en fait de nature qualitative et à considérer également avec précaution. Pour la période coloniale, il s'agit des appréciations relevées dans les divers rapports. Ainsi, les Moba sont-ils toujours présentés comme « *la race la plus prolifique du Cercle* »⁵. Le rapport de 1925 souligne « *de sondages faits notamment à Mango et à Dapango, il résulte que le nombre de naissances est relativement élevé dans le cercle* ». Ou encore, en 1930, que « *les familles nombreuse sont courantes dans la*

4. A propos de l'évolution de la population kényane au début du siècle, Marc H. Dawson note « the first decades of the twentieth century were ones of rising mortality and declining population. This change would be the result of the disruption caused by colonialism. » (M. H. Dawson, 1987 : 201)

5. Arch. Nat., rapport de 1928.

circonscription, la majorité de la population, Mobas et Lambas, étant très prolifiques.[...] Il n'est pas rare de trouver dans les cantons des femmes dépassant la quarantaine et ayant déjà eu 8, 10 et 12 accouchements ». Cette impression d'une fécondité déjà élevée au début du siècle, concorde avec les représentations et les rôles assignés à la fécondité dans la société moba-gurma :

- « *Le clan qui est nombreux, c'est le clan fort* » ;
- « *Si je meurs, que mon nom soit prononcé* » ;
- « *Tu laisses passer le temps de ta descendance* » ;
- « *Entre avec la fraîcheur [fécondité] dans la maison* » ;
- « *Que les parents [morts] et Yêdu vous aident à avoir des mangeurs de viande* » ;
- « *Le voleur n'a pas d'enfants* » ;
- « *Le vieux champ des parents ne reste pas inculte tant qu'il y a des enfants* »⁶.

Ces quelques proverbes et prières prononcés lors de cérémonies montrent combien la fécondité est une préoccupation permanente, tant sur le plan social, politique, économique que religieux.

Dans cette société organisée sur une base clanique, la fécondité se trouve être au centre des rapports de force entre clans, qui mesurent leur puissance au nombre de leurs membres.

Le système de production « traditionnel », consommateur de la seule force de travail humaine, incite à la réalisation d'une forte descendance pour assurer la subsistance du groupe, et plus tard garantir les « vieux jours » des parents.

Pour réaliser cet objectif d'une forte fécondité, essentiellement recherchée au niveau de l'homme (la filiation est patrilinéaire), du lignage et du clan, la société cherche à exploiter au maximum les capacités procréatrices des femmes ⁷. Comme dans toute société, les pratiques matrimoniales remplissent à ce propos une fonction précise, notamment la précocité du mariage féminin et le remariage rapide des veuves et « divorcées » encore fécondes. Et, dans un contexte de forte mortalité, il est assurément nécessaire de mettre au monde beaucoup d'enfants pour qu'il en reste suffisamment (« l'effet de remplacement »).

6. Exemples tirés de P. Reinhard, 1983, et de Y.D. Lambon, 1980

7. Un maximum qui est cependant loin du maximum biologique en raison des pratiques de l'allaitement prolongé et de l'abstinence post-partum, assurant des intervalles entre naissances longs.

Depuis les années vingt jusqu'à aujourd'hui, la région de Dapaong a été affectée par des migrations en direction de l'étranger (Pilon & Pontié, 1988). C'est donc dans un sens négatif que le phénomène migratoire a joué sur la croissance de la population.

L'évolution à la baisse de la mortalité est sans aucun doute la conséquence du développement des infrastructures sanitaires et des autres actions de santé (campagnes de vaccination...). Nous laissons de côté l'analyse plus approfondie de leur historique et de leur contenu, qui ne serait ici que d'un intérêt secondaire. Soulignons cependant que la préfecture de Tône a bénéficié depuis les années 70 d'actions sanitaires importantes sous l'égide d'organisations catholiques, qui ont sensiblement renforcé la politique sanitaire nationale.

La question centrale à laquelle il nous faut essayer de répondre est la suivante : pourquoi la fécondité n'a-t-elle pas baissé ?

Les représentations et rôles « traditionnels » assignés à la fécondité continuent assurément de prévaloir. Si le clan n'a plus la même importance politique que jadis, l'appartenance clanique et lignagère reste une donnée essentielle dans la société moba-gurma sur les plans matrimonial, religieux et foncier. Et les enfants qui naissent demeurent avant tout ceux du lignage, du clan.

La baisse de la mortalité dans l'enfance, pourtant sensible, ne semble pas avoir supprimé « l'effet de remplacement ». Des entretiens menés auprès des familles montrent que ce « recul de la mort » n'est pas toujours perçu, car avec la croissance démographique le nombre de décès augmente lui aussi en valeur absolue; et quand bien même cette perception existe, les gens le perçoivent rarement comme un acquis définitif — probablement avec raison.

La culture attelée, largement pratiquée mais se révélant mal et sous-utilisée techniquement (Djagni & Faure, 1989), n'a globalement pas permis de diminuer le recours à la main-d'oeuvre familiale et pourrait même avoir l'effet inverse ⁸. Le phénomène migratoire et la scolarisation agissent en outre négativement sur la disponibilité en force de travail familiale au niveau de l'exploitation agricole. La recherche d'une descendance plus nombreuse constitue alors un moyen, avec la polygynie, de compenser cette « perte de bras », voire d'augmenter les ressources humaines du groupe ⁹. Il est enfin à noter que les femmes elles-mêmes demeurent dans l'ensemble attachées à la réalisation d'une

8. Les sarclages continuant de se faire manuellement, une volonté d'augmenter les surfaces cultivées grâce à la culture attelée nécessite un recours accru à la force de travail humaine, et notamment familiale pour qui n'a pas les moyens de « supporter » une main-d'œuvre extérieure (système des « invitations de culture » — *kpapogl* — et salariat).

9. L'accroissement de la participation des femmes aux travaux de sarclages a constitué une autre réponse à cette contrainte du système de production.

forte descendance, tant pour une question de valorisation au sein de la société qu'en raison d'avantages sur le plan économique (notamment l'aide des filles pour les travaux domestiques).

Certes, il n'est pas rare d'entendre des propos soulignant le coût financier de plus en plus élevé que représentent les enfants (santé, scolarisation, habillement, alimentation), du reste supporté pour une large part — et sans doute croissante — par les femmes. De plus en plus de femmes se plaignent de grossesses trop rapprochées (il semble en effet s'être produit une diminution des intervalles entre naissances). Les quelques tentatives de planification familiale menées dans la région n'ont à ce jour rencontré guère de succès en milieu rural.

Au bout du compte, il apparaît très clairement, pour des raisons diverses, qu'une descendance nombreuse est demeurée un objectif valorisé et recherché. Et cela d'autant plus que le contrôle — social — de la fécondité reste essentiellement sous l'autorité des hommes. Notons par exemple que, bien qu'aucune loi ne le stipule, l'accès à la contraception pour les femmes mariées est très fréquemment soumis, de la part du personnel de santé, à une autorisation préalable du mari.

Il faut enfin noter que ces comportements de fécondité élevée ont également toujours rencontré un contexte politique favorable. Durant la colonisation, « *la croissance de la population semble être une préoccupation constante du gouvernement de tutelle dont les commentaires à ce sujet sont nettement populationnistes* »¹⁰. Depuis l'Indépendance, le gouvernement togolais n'a pas adopté de position claire concernant le rythme de croissance de sa population et les niveaux de fécondité. Ici et là, dans des documents officiels, la croissance démographique est présentée comme un facteur limitant pour le développement, mais l'idée d'une régulation des naissances est proscrite de tout discours public. Une politique de population est en cours d'élaboration, manifestement sous la pression des bailleurs de fonds et d'autres organismes internationaux¹¹. Différentes structures interviennent officiellement depuis 1975 dans le domaine de la planification familiale¹², mais toujours sous couvert de la santé de la mère et de l'enfant. La situation se révèle donc plutôt confuse.

A la question posée au début sur les raisons d'une non diminution de la fécondité en pays moba-gurma, la réponse n'est assurément pas à

10 T. Locoh, 1984, p.5.

11. Un séminaire sur le thème « population et développement » s'est tenu à Lomé en 1987, organisé par la World Population Society avec le concours financier du FNUAP et de l'USAID, et dont l'objectif était de dégager une politique de population pour le Togo.

12. Il s'agit du Programme National pour le Bien-Etre familial (PNBEF), et de l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF) financée par l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

chercher dans une sorte de « fatalisme culturel ou religieux » comme le suggère, il est vrai, cette phrase souvent entendue : « *c'est Dieu qui donne les enfants* ». Comme pour toute société, la fécondité doit être appréhendée comme l'une des composantes de la dynamique globale de la société moba-gurma. Son niveau et son évolution résultent d'un jeu complexe où interfèrent représentations, enjeux et contraintes de type social, économique, politique et religieux, internes et externes à la société, et qui agissent tant au niveau individuel que collectif.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ?

Plus encore que pour la population, se pose le problème d'un manque de données statistiques fiables, surtout pour la période coloniale.

Si l'on en croit les commentaires relevés dans les rapports de l'administration coloniale, le « pays moba » des années 20 présente une situation agricole et alimentaire plutôt satisfaisante. A l'issue d'une tournée dans la région de Dapango, en 1917, le compte-rendu précise à propos de l'actuel Bombouaka, « *Bomboga, en pays moba, mérite une mention spéciale, il alimente en mil le pays tchokossi en entier* »¹³. A propos des cultures vivrières, le rapport annuel de 1925 fait l'analyse suivante : « *Seule la région moba produit un excédent considérable grâce auquel les autres régions du cercle peuvent s'alimenter. De plus, chaque année, les Mobas exportent d'assez grandes quantités de mil en territoire britannique et chez les Mossis de la Haute-Volta dont les populations voisines de notre territoire sont souvent frappées de disette. C'est encore le mil moba qui a toujours servi à l'alimentation des tirailleurs de la 7^{ème} compagnie jusqu'au 1^{er} avril ainsi qu'à celle des gardes et des détenus de Mango* »¹⁴. Le rapport de 1928 souligne à nouveau, concernant la culture du mil en pays moba, que « *la production très abondante suffit non seulement à leur nourriture, mais leur permet d'en vendre aux autres groupements du cercle et même d'en exporter* »¹⁵.

C'est durant cette période, de 1926 à 1930, à l'occasion de la construction du pont de Naboulgou situé à environ 100 km au sud de Dapango, que les autorités coloniales vont faire appel au pays moba pour assurer l'essentiel de l'approvisionnement des chantiers en produits vivriers. Comme le souligne le rapport du cercle du troisième trimestre de 1927, « *des quantités suffisantes de mil provenant des*

13. Arch. Nat., I, 1917, *Op. Cit.*

14. Arch. Nat., II, 1925, p.54.

15. Arch. Nat., II, 1928.

régions moba du nord sont dirigées plusieurs fois par mois sur Nabolougou » (P.P. Rey, 1976).

Concernant par ailleurs les niveaux élevés de mortalité dans l'enfance relevés par les statistiques coloniales, les explications données portent toujours sur « de mauvaises conditions d'hygiène » ; il n'est pas fait mention de déficit nutritionnel ou de situations de disette répétées.

Bien que des chiffres fiables fassent défaut, ces informations sont suffisamment éloquentes et concordantes pour attester, durant cette période du moins, d'une situation agricole et alimentaire satisfaisante en pays moba-gurma.

Cette production vivrière se réalisait alors dans le cadre d'une agriculture d'auto-subsistance répondant aux caractéristiques suivantes : système de culture extensif, pratique de longues jachères pour la régénération des sols, technique de la houe, recours exclusif à la force de travail humaine, division sexuelle du travail, et exploitation collective des terres au niveau du « groupe domestique » 16.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le pays moba-gurma ne connaît certes pas encore la situation très critique des régions sahéliennes, mais la précarité demeure.

La production a assurément augmenté durant les deux dernières décennies, mais la grande variation des chiffres rend difficile la mesure de son accroissement réel. On peut se demander si ces statistiques annuelles présentent toutes la même fiabilité. La confrontation entre les chiffres et l'appréciation de la situation alimentaire par les responsables du développement conduit parfois à quelque paradoxe. Ainsi, alors que les statistiques montrent un doublement (!) de la production de mil-sorgho entre 1981 et 1985, la Direction Régionale du Plan note dans son analyse de la Région des Savanes, en 1985, que « la région doit donc importer encore les céréales (sorgho-mil, maïs) pour couvrir ses besoins alimentaires compte tenu de la croissance démographique régionale » 17.

L'auto-suffisance alimentaire, sans doute atteinte les « bonnes années », est remise en cause dès que la pluie fait défaut (par insuffisance ou mauvaise répartition dans le temps). D'après les chiffres de la Direction des Statistiques Agricoles, la production de mil-sorgho dans la préfecture de Tône a connu une baisse de 19 % en 1987, puis de 30 % en 1988, suite à de mauvaises conditions climatiques. Les chiffres

16. Ce terme se réfère à la terminologie de C. Meillassoux (« communauté domestique »). Il se compose ici de l'ensemble des personnes qui travaillent sur les mêmes « champs collectifs » sous la responsabilité d'un chef d'exploitation, et résident au sein de la même *naag* (concession) ; il peut comprendre un ou plusieurs noyaux familiaux (Pilon, 1988).

17. Direction Régionale de Plan et du Développement, 1985, p. 86.

concordent ici avec la réalité : la situation alimentaire de ces années fut effectivement très critique 18.

D'après un schéma commun à de nombreuses régions, le pays moba-gurma se trouve confronté, sous l'effet conjugué d'une pression démographique croissante et de l'absence d'une réelle intensification agricole 19, aux phénomènes de déboisement, de diminution rapide de la jachère voire de sa disparition dans certaines zones, aboutissant à une surexploitation des terres, à une érosion croissante des sols et donc à leur appauvrissement.

Comment en est-on arrivé là, au terme de plusieurs décennies de « modernisation » agricole et de développement rural ?

Pour les puissances coloniales, allemandes puis françaises, les ressources vivrières n'étaient d'aucun intérêt économique par rapport aux besoins de la métropole et en terme d'exploitation commerciale. A l'occasion, les zones de forte production vivrière seront sollicitées, en fait ponctionnées, pour assurer notamment l'entretien des travailleurs réquisitionnés pour la construction des infrastructures coloniales (Cf. *supra*, le cas du pont de Naboulgou). Aussi, très tôt, dans la géographie du système économique colonial qui se met en place, le Nord-Togo, à l'instar des autres régions de savanes, ne va-t-il constituer qu'un réservoir de main-d'oeuvre pour les zones de production capitaliste (principalement de plantations) situées dans les régions forestières et côtières; dans le Sud-Togo (région des Plateaux) pour les Kabyé 20, au Ghana et en Côte d'Ivoire pour les Moba-Gurma. Pour ces derniers, le besoin en numéraire pour faire face au paiement de l'impôt de capitation et aux exigences d'une économie devenue monétaire, ainsi que l'institution des corvées et des prestations en travail, conjugués à un appel de main-d'oeuvre des planteurs de cacao au Ghana, vont enclencher à partir des années 20 des mouvements migratoires qui perdurent encore aujourd'hui 21.

Dans ce contexte, et dans la mesure où la production vivrière suffit à garantir la reproduction de la force de travail, il n'y aura aucune action véritable visant à améliorer les conditions de cette production et à l'intensifier. Bien qu'introduite dès 1924 dans le Cercle, la culture du coton ne va connaître qu'un développement très limité jusqu'au milieu

18. Une mission du Ministère du Développement Rural s'était rendue dans la région pour évaluer le « déficit alimentaire ».

19. Le terme d'*intensification agricole* utilisé dans ce texte se réfère à une augmentation de la production sur un même espace cultivé (par un accroissement des rendements), et ne considère donc pas l'extension des superficies cultivées.

20. Voir notamment B. Lucien-Brun & A.M. Pillet-Schwartz, 1987.

21. Pour une analyse détaillée du phénomène, voir Pilon & Pontié, 1988.

des années 70. Un accent particulier sera mis sur l'arachide à partir de 1935, mais avec un succès plutôt mitigé ²².

A partir de la fin des années 50 et surtout après l'indépendance, la politique agricole va sensiblement s'intensifier. Le premier plan quinquennal de développement, commencé en 1966, fait de l'agriculture une priorité du développement national, et ce choix est maintenu dans les trois Plans suivants. « *En 1974, il sera réaffirmé avec force, comme pour exorciser la baisse continue de la production agricole* » (S. Duadenyo, 1987, p.32). En 1977, l'agriculture devient « la priorité des priorités » avec le lancement de « la révolution verte », dont l'objectif est « *que dans cinq ans, tous les Togolais puissent disposer, à tout moment et en tout lieu, en quantité et en qualité, des biens alimentaires produits par eux-mêmes et pour eux-mêmes* » (Schwartz, 1989).

Au gré des réorientations successives de la politique agricole et des réformes consécutives, et de l'évolution des modes de coopération, on assiste à une prolifération des structures institutionnelles, avec leur philosophie propre : « *A l'aube du 4ème Plan, l'appareil institutionnel au service du développement rural est constitué de pas moins de cinq types de structures : des structures étatiques, des structures para-étatiques, des structures mixtes, des "projets" de développement, et des organisations non gouvernementales* » (Schwartz, 1984, p.1).

En ce qui concerne l'extrême Nord-Togo, les grandes lignes des actions entreprises sont les suivantes. De 1957 à 1962, le Secteur de Modernisation du Nord (SEMNORD) va mettre l'accent sur la riziculture et la pisciculture. Ensuite, la Société Régionale d'Aménagement et de Développement (SORAD), assistée par le Bureau pour le Développement et la Production Agricole (BDPA), prône « *la prise en compte de tous les aspects de développement (création de groupements paysans, prêts de campagne et d'équipement, promotion de la culture attelée et de la riziculture, diffusion d'engrais et nouvelles variétés d'arachide...)* » (Pilon & Pontié, 1988). Depuis 1980, le relais est pris par la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR). A partir de 1974, la Société Togolaise de Coton (SOTOCO) va prendre en charge la culture du coton, avec un volet d'appui aux cultures vivrières depuis 1980. Considérée, à juste titre, comme la plus défavorisée du Togo et dans une situation critique, la région est devenue l'une des zones privilégiées d'intervention pour les « développeurs » extérieurs.

22. D'après une note sur la circonscription de Dapango, en 1960 la production d'arachide était estimée entre 300 et 600 tonnes seulement (Arch. Nat., 1960). Dans une étude portant sur la région de Mango, P.P. Rey parle d'"échec économique" (P.P. Rey, 1976).

En 1980, le Fond Européen de Développement (FED) lance un important projet, circonscrit à une zone de la partie ouest de la préfecture de Tône; un accent particulier est mis sur la culture attelée, l'utilisation d'engrais et la diffusion de nouvelles méthodes culturales (labour à plat, semis en lignes...). Au fil du temps, les ONG se sont multipliées : Association Française des Volontaires du Progrès, Maisons Familiales, Centre de Formation Rurale de Tami puis d'Ogaro, Jeunesse Agricole Rurale Catholique, projet « Iles de paix », volontaires américains du Corps de la Paix...

Mais au-delà des discours, de la mise en place des structures et des actions, il y a la réalité, celle des chiffres et du « terrain ».

En fait de secteur prioritaire, l'agriculture n'a bénéficié, pour l'ensemble du Togo et au cours des trois derniers Plans, que de 12,7 % du total des investissements dont les cultures de rente ont été les principales bénéficiaires (Schwartz, 1984). La multiplication des structures de développement s'est faite sans pratiquement aucune coordination sur le terrain. La philosophie et les modes d'intervention, ainsi que les thèmes techniques diffusés diffèrent souvent, parfois jusqu'à la contradiction (par exemple quant à l'utilisation de la culture attelée). Selon un découpage variant au cours du temps, un zonage des actions s'est opéré, générateur de disparités, voire d'inégalités socio-économiques importantes. L'application des thèmes techniques se heurte à de nombreuses difficultés, dont l'une est liée au système « d'encadrement » des paysans. Originaire de la région et vivant dans le « milieu », l'encadreur est l'interlocuteur privilégié des paysans, c'est à lui de diffuser et faire appliquer les thèmes techniques dans tous les domaines : techniques culturales, traction animale, élevage, stockage des récoltes, reboisement, lutte contre l'érosion, mais aussi contrôle des crédits d'équipements et de campagne... Cheville ouvrière de la structure, il doit fournir régulièrement toute une série de statistiques (notamment des mesures des superficies semées, sarclées... ; des calculs de rendement), et sans oublier les multiples stages de formation qu'il doit suivre ! Mais cette diversité de compétences et de tâches attendue de l'encadreur et les charges de travail consécutives se révèlent irréalistes. En outre, nombre d'entre eux n'ont pas une qualification suffisante²³, leur salaire (25 000 FCFA) et leurs conditions de travail ne sont guère motivants; abus de pouvoir auprès des paysans et détournements ne sont pas choses rares. L'efficacité des encadreurs semble à la mesure de leur situation.

23. A l'occasion de la mise en place de la « nouvelle stratégie du développement rural » en 1986, de nombreux encadreurs se sont vus licenciés pour ce motif.

L'augmentation globale de la production vivrière résulte essentiellement d'un accroissement des surfaces cultivées, lui-même dû à la conjugaison de trois facteurs : la croissance démographique, la diffusion de la culture attelée et le développement des « champs personnels ». Cultivés par les dépendants, cadets et femmes, ils sont pour ces dernières un moyen d'améliorer la situation nutritionnelle de leurs enfants (voire du reste de la famille), charge à laquelle les maris se soustraient volontiers, particulièrement dans les ménages polygynes.

Il n'existe pas de séries statistiques fiables permettant de retracer l'évolution des rendements. Mais les appréciations portées dans les différents rapports abordant ce sujet sont assez concordantes pour pouvoir affirmer qu'il n'y a pas eu globalement d'amélioration importante et durable des rendements pouvant expliquer cette augmentation de la production vivrière. « L'analyse régionale des Savanes » de 1983 note à ce propos, « le plus inquiétant est que l'on ne constate pas, malgré l'intervention des services de vulgarisation agricole, une évolution sensible des rendements »²⁴. L'intensification agricole n'a pas eu lieu. L'impact des actions de développement n'est évidemment pas nul, mais il demeure très circonscrit, dans l'espace et dans le temps. Le « projet FED-Savanes » par exemple, paraît avoir entraîné un accroissement des rendements dans sa zone; mais qu'en sera-t-il de l'« après-projet » ?

L'objectif principal assigné à la culture attelée était justement d'aboutir à une augmentation des rendements. Si sa diffusion est effectivement un succès -et les paysans sont très demandeurs- les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous. D'après une étude de l'Unité Suivi Evaluation de la SOTOCO, « la culture attelée, telle qu'elle est pratiquée dans les Savanes, n'améliore pas la productivité de l'exploitation agricole, que ce soit par augmentation des rendements ou des surfaces par personnes [...] A ce stade de développement, la culture attelée est plutôt perçue comme un moyen d'améliorer la qualité de la vie [...], de réduire la pénibilité du travail et d'accélérer son exécution » (SOTOCO, 1987). En d'autres termes, « l'expansion de la culture attelée [est] facteur de progrès social sans progrès économique » (Djagni & Faure, 1989). Cette analyse de la culture attelée témoigne par ailleurs de l'opposition fondamentale entre une logique économique « moderne » productiviste et celle d'une société où c'est le social qui conditionne l'économique.

24. Demeurant aux environs de 500 kg/ha pour le mil et le sorgho (Direction Régionale du Plan, 1983, p.93).

Pourtant, des expériences réalisées en station de recherche agronomique ou sur des champs d'essai en milieu paysan aboutissent à des résultats agronomiques porteurs d'espoir, avec des rendements sur le vivrier de plus de 1000 kg/ha. Au terme d'une étude agro-économique sur un village de la préfecture de Tône, considéré en « situation de crise », les auteurs concluent que « *les solutions techniques permettant la mise en place de systèmes de cultures équilibrés existent. Les sols de la région peuvent supporter sans problème insurmontable une culture continue. [...] Mais la vulgarisation de ces solutions techniques pose de nombreux problèmes, liés à une mauvaise adaptation par la recherche du message technique aux réalités paysannes, aux faibles possibilités des sociétés de développement de faire passer un message portant globalement sur l'ensemble des systèmes de production, et aux conditions économiques qui n'incitent pas forcément les paysans à intensifier leur système de culture (prix non rémunérateurs et très fluctuants)* » (Djagni et al., 1988).

La Direction régionale du Plan fait à son tour l'analyse suivante : « *Il est probable que l'effet des engrais et des conseils techniques reste relativement faible et que, de plus, il soit masqué par des phénomènes tels que la mise en culture de terres marginales imposée par la pression démographique, la dégradation des sols due au raccourcissement de la jachère, les chutes de rendement dues aux difficultés d'approvisionnement en intrants ou aux variations intempestives de leur prix, le fonctionnement irrégulier du système de crédit. L'histoire récente de l'encadrement agricole est riche en événements de ce genre :*

- désorganisation du système de labours rizicoles ;
- rupture d'approvisionnement en engrais et doublement inopiné de leurs prix ;
- rupture de stock en pièces et matériel de culture attelée ;
- nombreuses modifications du système de crédit agricole ;
- contrôle plus ou moins officiel des prix des produits et perturbations du marché qui s'en suivent.

Quand on sait que le paysan, souvent à la limite de la subsistance, déjà soumis à un climat imprévisible, est avant tout soucieux de minimiser le risque, on comprend qu'il ne se fierait aux directives et conseils d'une administration, quelle qu'elle soit, que si celle-ci présente un visage "sécurisant" (DRP, 1983, p.93) ».

Les conclusions sont éloquentes.

En fait, la seule véritable « réussite » agricole réside dans le développement spectaculaire depuis 1974 de la culture du coton : sa production est passée de 218 t pour la campagne 74-75 à 11767 t en 1986-87 pour l'ensemble de la Région des Savanes (dont les trois quarts reviennent à la préfecture de Tône). Cette réussite s'est faite, nous l'avons vu, sous l'égide de la SOTOCO, qui a disposé de moyens

financiers considérables provenant essentiellement de sources extérieures 25. « *Structure d'intervention de type vertical, la SOTOCO prend en charge la totalité de la filière coton, de la production paysanne jusqu'à la commercialisation primaire et depuis 1981 à l'égrenage* » (Schwartz, 1985). Comme le note une mission de programmation du « projet FED-Savanes », « *le succès du coton tient en grande partie à une organisation efficace du marché, avec des prix fixes et connus d'avance, contrastant avec l'absence d'organisation et des prix fluctuants et imprévisibles pour toutes les autres spéculations. Un autre facteur important est la fourniture d'intrants à crédit par la SOTOCO, facilité dont peu de paysans peuvent jouir pour les autres cultures* » (Agroprogress, 1987).

Mais ces conditions de réussite du coton sont aussi potentiellement les facteurs de sa fragilité. Une tendance à la baisse du prix du coton sur le marché mondial (suite à une croissance globale de la production), et l'adoption par le gouvernement togolais d'une politique économique, dont agricole, de plus en plus libérale 26, ont déjà conduit à une diminution du prix payé au producteur (moins 10 % l'an passé) et à une augmentation du prix des intrants (par réduction de la subvention, pratiquement supprimée depuis 1984). Dès lors, qu'une mauvaise récolte survienne, ce qui fut notamment le cas en 1988, et nombre de paysans se retrouvent débiteurs vis-à-vis de la SOTOCO; en difficulté financière pour acheter le mil qui manque, ils se voient en outre contraints de refaire du coton l'année suivante pour rembourser la dette ainsi contractée 27. Le coton, jusqu'aujourd'hui principale source de revenus pour les paysans en pays moba-gurma, peut aussi devenir source d'endettement et de difficulté alimentaire.

L'analyse de la réussite du coton est riche d'enseignements. D'une part, elle est la preuve éloquente que des progrès agricoles importants sont possibles, dès lors que l'on s'en donne les moyens (financiers, techniques et institutionnels au service d'une réelle volonté politique). D'autre part, nous constatons simplement que la croissance démographique ne semble pas avoir entravé ce développement de la culture du coton...

25. En 1977, est mis en place un premier crédit de 6,5 milliards de FCFA, puis un second de 16,6 milliards FCFA en 1982, grâce à un prêt de l'Agence Internationale de Développement (AID) de la Banque Mondiale, des subventions du Fonds français-d'Aide et de Coopération (FAC), puis de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE), (Schwartz, 1986).

26. Prise sous l'égide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), dont le Togo est sous tutelle, sous « ajustement structurel », depuis 1982.

27. Cette même année, le prix officiel de l'arachide payé au producteur a été divisé par trois !

Un dernier élément, enfin, a joué défavorablement sur le développement agricole de la Région des Savanes toute entière : il s'agit de la politique de protection de la faune et de l'environnement menée dans cette région ²⁸.

Durant les années 70, suite au programme de l'OMS d'éradication de l'onchocercose, de très importants projets hydro-agricoles et agro-industriels vont être programmés, inscrits comme prioritaires dans le 3ème Plan et, pour certains, connaître un début de réalisation, avec en accompagnement une « colonisation » de ces terres devant ainsi permettre de réduire la pression démographique dans la partie nord-ouest du pays moba-gurma. La vallée de l'Oti et la forêt de « la fosse aux lions » présentent en effet de fortes potentialités agricoles; la première est en outre une zone privilégiée pour la pêche et l'élevage. Mais, en 1981, la décision de création de la réserve de l'Oti et de l'extension de la forêt de « la fosse aux lions » met fin à tous ces projets de développement et entraîne l'expulsion de plusieurs milliers de personnes. Aujourd'hui, près d'un tiers (31 %) de la superficie totale de la Région des Savanes est ainsi interdit à toute activité agricole...

A la question que nous avons posée « pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ? », il apparaît très clairement que la réponse n'est pas d'ordre démographique. S'il est évident que la croissance démographique observée n'est pas compatible, toutes choses égales par ailleurs, avec le système de production « traditionnel », ce n'est cependant pas elle qui explique la non transformation de ce dernier. On aurait pu s'attendre au contraire, comme le propose E. Boserup, que la pression démographique soit un facteur d'évolution agraire (E. Boserup, 1970). Cette thèse apparaît difficile à vérifier en raison de l'effet perturbateur de l'interventionnisme dans le domaine agricole, extérieur à la société moba-gurma. Les raisons du succès de la diffusion de la culture attelée que nous avons précédemment exposées, sont éloquentes à ce propos. Confrontés au problème d'un manque de terres ²⁹, de nombreux paysans vont en cultiver d'autres, plus loin, là où ils en trouvent.

28. Nous reprenons ici les points forts d'une analyse faite sur ce sujet par L. Merlet (L. Merlet, 1987).

29. Par ailleurs le manque de terres n'est pas dû seulement à la pression démographique, il faudrait aussi prendre en compte le système foncier (Pontié, 1986).

Conclusion

A l'instar de nombreuses autres régions africaines, l'extrême Nord-Togo a connu au cours de ce siècle une accélération du rythme de croissance de sa population, dépassant aujourd'hui un taux annuel de 3,5 %, qui résulte d'une baisse importante de la mortalité dans l'enfance conjuguée à un maintien, voire une hausse des niveaux de fécondité. Concernant ce dernier point, l'analyse a montré que les comportements reproductifs en pays moba-gurma ne sont pas une donnée indépendante, un fait culturel relevant d'un certain fatalisme. Ils relèvent au contraire d'un processus d'interaction permanente avec les domaines social, politique, économique et religieux.

Le pays moba-gurma est assurément confronté à une situation de déséquilibre entre population et ressources. Croissance démographique élevée et maintien du système de production "traditionnel" ne sont pas compatibles. Le bilan des actions de développement conduit au constat que l'intensification agricole n'a pas eu lieu. La production vivrière a globalement augmenté, mais par accroissement des surfaces cultivées et non à cause d'une amélioration sensible des rendements. Il apparaît très clairement que la variable démographique n'est pas la cause de cette situation.

Quoiqu'il en soit, c'est toujours la contrainte démographique qui est « montrée du doigt », qui est la plus « médiatisée », comme pour masquer les véritables causes. La régulation des naissances vient à l'ordre du jour des actions de développement : ainsi le projet FED-Savanes prévoit-il pour sa seconde phase un volet planification familiale, pour lequel les encadreurs doivent recevoir une formation complémentaire... De la charrue au contraceptif !

L'évolution future du déséquilibre population-ressources en pays moba-gurma est bien difficile à prévoir. L'analyse a montré que, pour l'instant, les réponses apportées par la société moba-gurma elle-même sont essentiellement d'ordre démographique (stratégie de forte fécondité et de migration). Mais jusqu'à quand ?

Dans le contexte actuel il serait absurde de nier les inquiétudes que fait peser sur l'avenir du pays moba-gurma un rythme annuel de croissance démographique d'environ 3,7 % (soit un doublement de la population dans 19 ans). L'analyse des actions de développement passées et en cours, ainsi que les nouvelles orientations de la politique économique et agricole togolaise — l'ajustement structurel — rendent bien incertains une croissance, même au moins similaire de la production vivrière, et un accroissement sensible des emplois non agricoles. Si on considère qu'il y a peu à attendre des politiques de développement, une réflexion sur les perspectives d'avenir amène à s'interroger, entre autres, sur les limites de la solution migratoire.

Certes, le Togo, comme l'Afrique de l'Ouest, recèle encore des espaces non cultivés, ce qui fait dire à beaucoup que le Togo est en fait globalement « sous-peuplé ». Soit, mais si l'on replace le pays moba-gurma, tant dans l'espace togolais que sous-régional, le constat est à peu près le même partout : une forte croissance démographique (avec ses « effets d'inertie ») et des difficultés économiques croissantes. La région centrale du Togo connaît d'importants mouvements de colonisation de ses terres, mais selon un système d'exploitation de type extensif; les espaces « vides » risquent de se remplir rapidement. Quant à la situation à l'étranger, ici et là éclatent des conflits entre population autochtone et étrangère ³⁰, beaucoup sont latents ³¹; les mesures de restriction de l'immigration (au Gabon notamment), voire d'expulsion des travailleurs étrangers (au Nigéria en 1983 et 85) laissent augurer des politiques de plus en plus protectionnistes.

La population moba-gurma va-t-elle chercher à réduire sa fécondité ? L'Etat va-t-il mettre en place une politique de population visant à maîtriser la croissance démographique ?

Mais agir sur la seule variable démographique ne saurait suffire car, cette analyse l'a largement montré, elle n'est qu'un facteur parmi d'autres à influencer sur la relation entre population et ressources.

30. Fin 1985, un conflit opposant Moba et Konkomba au Nord-Ghana a provoqué le retour de plusieurs milliers de Moba dans la préfecture de Tône.

31. La sortie des résultats du dernier recensement ivoirien serait bloquée, en raison d'une proportion importante d'« étrangers » dans la population ivoirienne !

Références bibliographiques

- Archives Nationales du Togo, I : *Compte rendu de tournée dans la région de Dapango*, 30-6-1917, Lomé.
- Archives Nationales du Togo, II : *Rapports annuels du Cercle de Sansanné-Mango des années 1923 à 1935, et nationaux de 1948 à 1957*, Lomé.
- AGROPROGRESS KIENBAUM INTERNATIONAL, 1987 : *Etude pour une action de modernisation de la région des Savanes -Rapport final*; Bonn, 266 p. + annexes.
- BOSERUP E., 1970 : *Evolution agraire et pression démographique*; Paris, Flammarion, 218 p.
- DAWSON M.H., 1987 : « Health, nutrition and population in central Kenya, 1890-1945 », in *African population and capitalism, historical perspectives* ; Ed. D.D. CORDELL & J.W. GREGORY Ed., Westview Press/Boulder and London, pp. 201-217.
- DIRECTION REGIONALE DU PLAN, 1983 : *Monographie de la Région des Savanes*, Dapaong, Ministère du Plan.
- DIRECTION REGIONALE DU PLAN, 1985 : *Analyses régionales -Région des Savanes*, Dapong, Ministère du Plan et de l'Industrie, 225p.
- DJAGNI K. & FAURE G., 1989 : « L'expansion de la culture attelée dans la Région des Savanes au Togo : facteur de progrès social sans progrès économique marqué », *Les Cahiers de la recherche Développement*, n° 21, mars 1989, pp. 60-72.
- DJAGNI K., FAURE G., JALLAS E., 1989 : *Stratégies paysannes et innovations techniques pour une agriculture en difficulté : Poissongui, un village de Nord-Togo*; IRCT-CIRAD, Ministère du Développement Rural, multigr., 43p.
- DUADENYO S., 1987 : « La "révolution verte" : discours et financement » ; in *Politique africaine* n° 27, Paris, Karthala, pp.31-36.
- LAMBON Y.D., 1980 : *La fonction sociale de la prière en pays mwaba (région de Dapaong)*; Mémoire de l'EPHE, Paris, 339 p.
- LEVI P. & PILON M., 1988 : *Enquête socio-démographique chez les Moba-Gurma du Nord-Togo — vol 1. Méthodologie, caractéristiques générales, migrations*; Lomé, ORSTOM, 122p.
- LOCOH T., 1984 : « Essai d'estimation de la population togolaise de 1920 à 1975 » ; *Etudes togolaises de population*, n° 7, Unité de Recherche Démographique, Université du Bénin, pp.1-14.

Les spectres de Malthus

- LUCIEN-BRUN B. & PILLET-SCHWARTZ A.M., 1987 : *Les migrations rurales des Kabyé et des Losso*; Paris, ORSTOM, Coll. « Travaux et Documents » n° 202, 391p.+ cartes h.t.
- MERLET L., 1987 : « Domaine réservé : la protection de la faune au Togo » in *Politique africaine* n° 27, Paris, Karthala, pp. 55-66.
- PILON M., 1987 : *Structure et évolution des ménages chez les Moba-Gurma du Nord-Togo*; Communication au Congrès Africain de Population, Dakar, 15 p.
- PILON M. & PONTIE G., 1988 : *Développement inégal et mobilité : le cas des Moba-Gurma du Nord-Togo*; Journées Démographiques de l'ORSTOM, Paris, 23 p., (à paraître dans « Colloques et séminaires »).
- PONTIE G., 1986 : « Notes sur les migrations externes des Moba-Gurma du Nord-Togo » ; in *Migrations togolaises, bilan et perspectives*, Unité de Recherche Démographique de l'Université du Bénin, Lomé, pp.139-166.
- PROJET FED-SAVANES, 1987 : *2ème rapport semestriel* ; Dapaong, Direction Régionale du Développement Rural, multigr., 43 p.
- REINHARD P., 1983 : *Proverbes moba*; Dapaong, multigr., 77 p.
- REY P.P., 1976 : *La production d'arachide au Nord-Togo (1935-49) : un échec économique mais une rupture politique réussie*; multigr., 46 p.
- SCHWARTZ A., 1984 : « Quatre Plans quinquennaux de développement au Togo (1966-1985). Les politiques sectorielles, mythes et réalités » ; Lomé, ORSTOM, multigr., 24 p.
- SCHWARTZ A., 1985 : *Le paysan et la culture du coton au Togo*; Paris, ORSTOM, Coll. « Travaux et Documents », n°286, 106 p.
- SCHWARTZ A., 1986 : « La culture de rente se nourrit-elle de la famine en Afrique ? L'exemple du coton au Togo » ; Lomé, ORSTOM, multigr., 16p.
- SCHWARTZ A., 1989 : « Révolution verte et autosuffisance alimentaire au Togo » in *Politique africaine* n° 36, Paris, Karthala, pp. 97-107.
- SOTOCO, 1987 : *La culture attelée dans la Région des Savanes* ; Unité de Suivi Evaluation (USE), Atakpamé, 89 p.

LES TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES DE L'ÉCONOMIE DOMESTIQUE EN ÉQUATEUR

Daniel DELAUNAY

Les relations démo-économiques en Equateur seront ici présentées dans une perspective spatiale qui rassemble deux anciens regards sur l'espace équatorien. Le premier portait sur la configuration spatiale de la transition démographique, l'autre enveloppait la géographie agraire* de ce pays fortement contrasté. Associer ces deux analyses conduit à s'interroger sur le contexte agraire de la transition démographique et à examiner l'impact du nombre dans l'évolution des sociétés domestiques. L'observation s'est appuyée sur des outils originaux dont il sera évoqué les difficultés et les promesses.

DE L'USAGE MONOGRAPHIQUE DES RECENSEMENTS

La curiosité qui inspire une anthropologie de la reproduction physique des populations est vite découragée par la myopie de l'observation : la nature et l'inertie des phénomènes démographiques requièrent de longues séries diachroniques au cours de générations complètes ; la rareté des événements vitaux (les décès, les naissances) réclame un grand nombre d'observations. Ces exigences échappent à l'investigation monographique à moins de recourir à des modèles-types de

* La cartographie de l'usage du sol a été élaborée par des chercheurs de l'Orstom, Pierre Gondard, Alain Winckel et Claude Zébrowski dans le cadre d'une convention avec le Ministère équatorien de l'Agriculture et de l'Élevage (M.A.G.). Je les remercie pour leurs patientes précisions sur la localisation et la nature des systèmes agraires.

populations et des méthodes d'ajustement qui écrasent les particularités recherchées ou observées.

Mais déplorons aussi, dans les pays de statistiques incomplètes pour le moins, la préférence donnée aux agrégats nationaux qui estompent le détail régional des différenciations démographiques. Cette dissipation émousse l'analyse de la transition dont on méconnaît les lieux de la diffusion et l'étendue des conséquences.

Paradoxalement, le dilemme entre la monographie et l'inventaire semble découler de la faveur moderne accordée aux enquêtes spécialisées qui se réservent le choix et la mesure des variables. Puisque fondées sur des sondages, elles ne savent détailler la géographie de l'espace démographique alors que leur interprétation factorielle reste ambiguë et incomplète dans le cadre de systèmes interactifs, tels ceux des relations démo-économiques.

En revanche, l'exhaustivité des statistiques vitales et censitaires les prédispose à l'observation spatiale fine d'une précision quasi ponctuelle. L'information qu'ils dispensent sur plusieurs décennies est directement comparable avec celle d'autres inventaires, des ressources naturelles ou socio-économiques par exemple. Les résultats ici présentés, obtenus sans coût supplémentaire de mesure, plaident en faveur d'une exploitation minutieuse des données censitaires.

La mesure

On oppose à l'usage des recensements et de l'état civil la mauvaise qualité de l'information qu'ils procurent, juste raison avancée de leur sous-emploi. Sans rentrer dans le détail des corrections opérées (Delau- nay D., 1985, 1987a, 1987b, 1987c, 1988), disons que, pour les grandes divisions administratives (une vingtaine de provinces), un ajustement selon les méthodes de la discipline était envisageable, encore que délicat. Il demeurerait cependant bien insuffisant pour approcher la finesse du découpage agraire. Les données paroissiales s'y conformaient ¹ mais au prix d'une information plus rare et en partie déformée. En effet, le petit nombre de personnes en certaines unités devenait vite anecdotique et embarrassait l'analyse. On eut recours à des appréciations structurelles, des rapports entre sous-ensembles de la population recensée qui concé- daient une bonne cartographie. En revanche, la rusticité de ces indicateurs se paye à l'interprétation car ils mélangent des phénomènes que l'analyse démographique s'ingénie à dissocier. Ainsi, la carte pa- roissiale des taux de natalité s'avère de lecture difficile du fait de l'apparition erratique des naissances chez les populations peu nombreu-

1. Il existe environ 850 paroisses, un nombre qui varie avec le temps.

ses ; de surcroît, en associant le recensement et les statistiques vitales pour le calcul des taux, on risque d'additionner les carences de l'un et l'autre. Au contraire, le rapport des enfants de moins de cinq ans aux femmes de vingt à trente-neuf ans² (carte n°1) résiste bien aux lacunes des déclarations, celle notamment des très jeunes. Cependant, il amalgame dans une seule mesure la fécondité, la survie des enfants et leurs déplacements. Sa cartographie est néanmoins d'interprétation plus accessible car il traduit bien la capacité reproductive de la population résidante durant les cinq années qui précèdent le dénombrement. De la même manière, le rapport de masculinité aux âges de forte activité procure une description commode de certaines migrations temporaires.

Du découpage paroissial aux systèmes agraires

La seconde limitation de l'information censitaire tient au choix imposé du découpage administratif. Car il serait fondamentalement contestable de déduire de la division paroissiale des résultats concernant, par exemple, les systèmes agraires. L'analyse statistique risque de tomber aveuglément dans ce sophisme quand elle instruit la fécondité des ménages, ou la démographie d'une économie paysanne, sur la foi des données régionales.

Suivre le rythme de la transition démographique dans les sociétés domestiques ne peut se concevoir sur la seule base de l'information censitaire qui ignore, évidemment, les formes sociales de la production. Il fallait un médiateur, ce furent les paysages agraires. La recherche des lieux de la production domestique s'appuya sur les cartes d'utilisation du sol dressées lors de l'inventaire des ressources renouvelables en Equateur (Gondard, 1983-1985, Winckell, Zebrowski, 1977-1986). Les critères retenus par ces auteurs, plante cultivée, taille des parcelles, irrigation... permettaient de reconnaître l'espace agricole de la production familiale et d'évaluer dans les grandes lignes son engagement sur le marché. Il convenait seulement de conserver certaines complémentarités des mises en valeur traditionnelles entre, par exemple, la culture des fonds de vallée (maïs), les produits des terres froides (orge, tubercules) et les parcours d'altitude (páramo) pour le bétail. A l'opposé, les haciendas andines, qui emploient une main-d'oeuvre salariée, se reconnaissaient à leur spécialisation pastorale ou à la taille des champs ; les plantations industrielles à leur production (banane, palme africaine...). On savait que l'arboriculture paysanne (café, cacao) est destinée au marché, de même que le produit du maraîchage ou des vergers.

2. Ces classes d'âges étaient les seules que détaillaient les statistiques paroissiales.

L'observation concrète des systèmes agraires venait opportunément souligner la diversité d'un mode de production domestique que la théorie généralise. Peut-on assimiler les communautés andines reléguées en altitude aux familles isolées qui colonisent les terres vides ? Ce furent parfois les comportements démographiques qui soulignèrent les particularités de certaines d'entre-elles : populations des zones sèches, jardinage des périphéries urbaines, producteurs de l'arboriculture d'exportation...

Restait à en estimer les principales composantes démographiques. Taisons les tâtonnements ³ pour justifier en quelques mots l'intérêt de la gestion informatique des données spatialisées. La vocation des systèmes d'information géographique, dont le logiciel Tigre développé par Marc Souris à l'Orstom, est couramment d'établir des cartes thématiques selon des critères pris à diverses géographies (climat, usage du sol, pente, caractères pédologiques, etc.). Ces banques de données servent la décision mais aussi la recherche en permettant le croisement chiffré de cartographies différentes : les systèmes agraires sont autant de fenêtres au travers desquelles il est permis d'observer l'espace démographique cartographié par divisions administratives. La superficie des terres consacrées à la culture du maïs, par exemple, est immédiatement calculable pour chaque unité administrative ; de même le poids des populations si l'on dispose de leur répartition ponctuelle ⁴. Munis de cet outil, nous avons entrepris l'extrapolation d'indicateurs démographiques pour quelques systèmes agraires choisis. L'estimation fut réalisée en pondérant toutes les données censitaires ou vitales par la fraction de la population paroissiale concernée par le complexe agricole retenu.

La transposition des statistiques démo-économiques à des espaces redéfinis par l'utilisateur constitue un procédé précieux pour une reconnaissance géographique alors affranchie des biais de la division administrative. La qualité de l'extrapolation dépend évidemment de la finesse des découpages ; si cette précision est obtenue, l'estimation vaudra bien celle d'une enquête non exhaustive. On regrettera malgré tout de ne point disposer d'un inventaire actualisé de l'usage du sol pour chaque recensement quand l'espace agricole évolue. Ainsi en est-il de l'extension des fronts pionniers, ceux que l'on observe vers 1980 ne

3. Fut expérimenté le montage manuel des secteurs censitaires pour le système agricole retenu, une tâche qui s'avéra démesurée pour une information parcimonieuse. Une analyse par composantes principale et des classifications automatiques furent aussi conduites pour aider la constitution des systèmes agraires et orienter l'examen de leurs caractéristiques démographiques.

4. Soit une carte de densité par points, ou bien l'inventaire de toutes les localités du pays avec leur population correspondante..

coïncident pas à l'espace exploité par les populations de 1962 dont on sous-estime alors les densités. Notons, dans ce cas précis, que l'essor des défrichements sur forêt ne fausse pas l'extrapolation des taux et rapports qui sont pondérés sur la base de populations exclusivement pionnières.

TRANSITIONS DÉMO-ÉCONOMIQUES

La reconnaissance des formes sociales de la production agricole est donc assez approximative, mais les coupes transversales qu'il nous est donné d'observer dans les structures démographiques ne le sont pas moins ⁵. Ne prétendons pas retrouver, sur la base de ces estimations, une loi de population qui caractériserait un mode de production domestique, d'autant qu'il est aujourd'hui soumis à une explosion démographique unique en son histoire.

La stabilité, loi de population ?

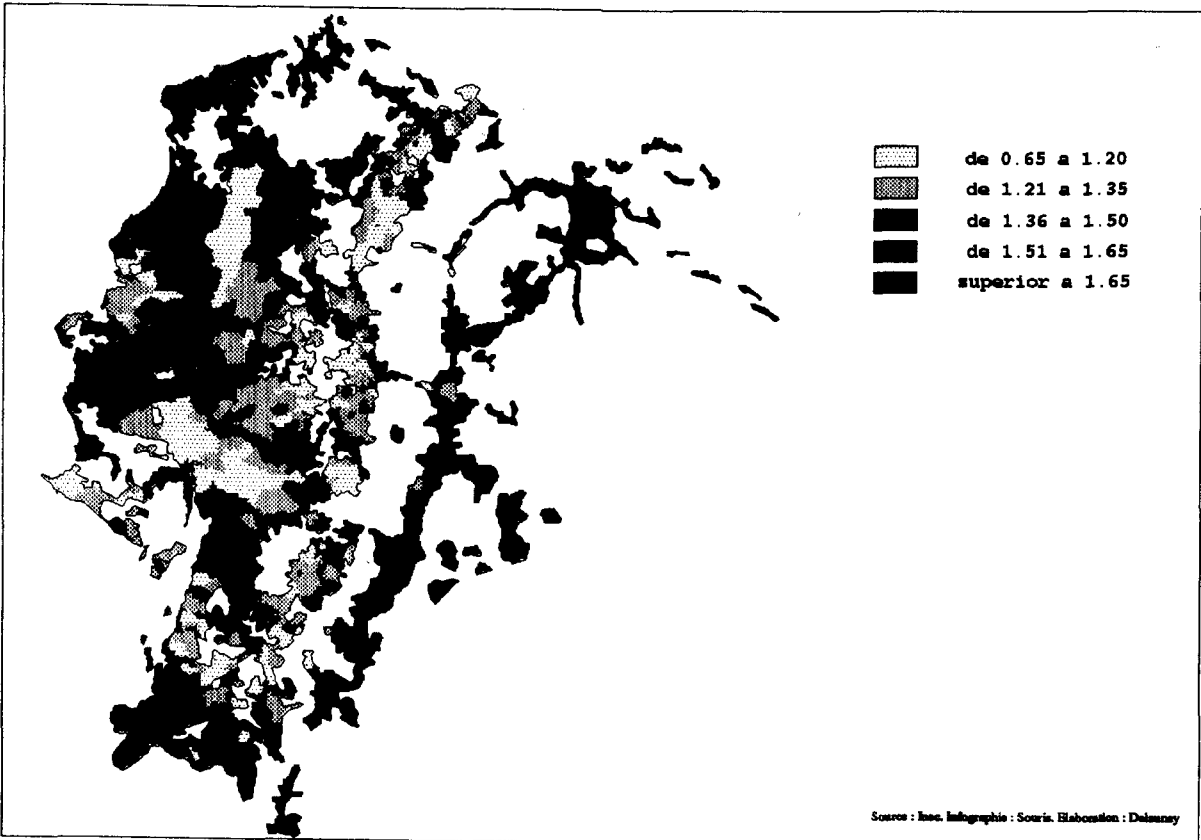
La transition démographique des dernières décennies vient brutalement déranger des sociétés paysannes qui se formèrent dans la stabilité séculaire de leurs structures par âge. Supposons cette stabilité la seule « loi de population » à la fois vécue et recherchée pour perpétuer la formation socio-économique. Il convient, bien entendu, de retenir plus une tendance qu'un principe qui évoluerait entre :

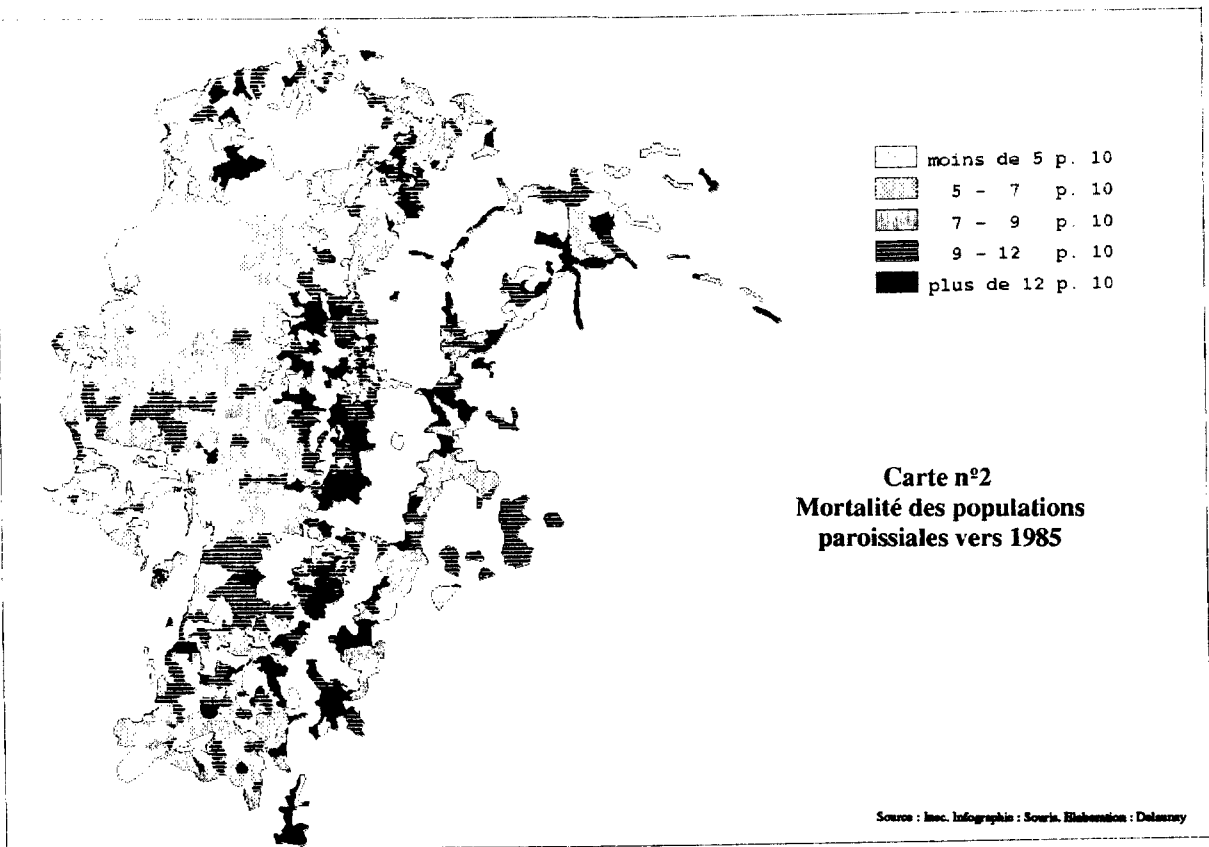
— la reproduction simple des populations (un taux de reproduction nette égal à l'unité) nécessaire au maintien du groupe sur son territoire (population stationnaire) ;

— la reproduction élargie mais homothétique (qui forme des populations stables et non plus stationnaires) où la structure par âge se maintient dans le temps, ou varie peu. Une telle croissance du nombre ne menace pas la stabilité sociale puisque de composition régulière d'une génération à l'autre.

Le groupe s'efforcerait d'atteindre cette stabilité s'il constate qu'elle facilite la transmission régulière des biens et des pouvoirs, afin que les enfants cultivent les terres des parents mais surtout dans le but de préserver l'équilibre des échanges entre générations. La stabilité peut être, souvent imparfaitement, obtenue pour des niveaux différents de la

5. L'analyse longitudinale par génération, qu'il conviendrait de mener pour suivre la reproduction physique d'un groupe, est difficile à mettre en oeuvre à l'échelle d'un pays dont les quelques recensements sont conduits à intervalles irréguliers. Une périodicité décennale faciliterait le suivi de groupes de générations et affinerait l'analyse diachronique des populations domestiques.





Les spectres de Malthus

mortalité et laisser ainsi une certaine latitude à la société pour maîtriser la vie qu'elle contrôle mieux que la mort. Il existe maints exemples de pratiques sociales à cette fin dans les sociétés traditionnelles qui régissent l'âge au mariage, l'accès aux ressources et aux patrimoines, ou bien qui décident de la survie des enfants par l'avortement ou l'infanticide.

On peut alors concevoir que les ruptures principales de la stabilité démographique résultent de l'altération ou de l'évolution des modes de production. Altération quand une économie est brutalement soumise par un groupe prédateur, ou menacée par une conjoncture naturelle néfaste, qui compromettent les moyens de la reproduction physique de ces membres. La conquête espagnole en Amérique latine illustre à l'extrême cette situation pour les sociétés autochtones. Aujourd'hui, ne serait-ce pas la modification des techniques et des manières de produire — souvent capitalistes — qui serait à l'origine de la transition démographique moderne ?

Ayant identifié et localisé les principaux systèmes agraires, il devenait possible de vérifier si le calendrier de la transition démographique se conformait à l'ouverture des économies agricoles familiales vers les marchés des denrées ou du travail. Ici encore la comparaison est floue pour autant que cette transition économique est lente, progressive et revêt une infinité de formes. Elle touche d'abord les activités de production qu'il nous est donné d'observer : cultures de rente, migrations, travail salarié... Ce n'est qu'à un stade avancé du développement capitaliste que les activités de la reproduction humaine sont prises en charge par des entreprises privées ou des institutions publiques par l'allongement de la scolarisation, dans les crèches, par l'assurance sociale ou le recours à l'appareillage ménager et les plats pré-cuisinés... Des tâches qui ont longtemps relevé du domaine familial passent à la sphère marchande.

Les configurations spatiales de la transition démographique

La forte différenciation qui se développe durant la transition révèle une partition de l'espace démographique conforme à l'évolution esquissée. Une première configuration apparaît structurée par des territoires à l'abri des frontières naturelles, politiques ou ethniques, la seconde par les réseaux du flux des marchandises, des signes et des hommes.

Le territoire serait ici délimité par un climat (l'aridité), un relief (les Andes), les formes sociales d'une production (familiale ou latifundiaire). Ainsi, les communautés domestiques géraient-elles des espaces continus dont les frontières devaient leur garantir une reproduction autonome⁶. Le territoire délimite le lieu des équilibres entre les ressources et le nombre des hommes mais ainsi certaines singularités

démographiques associées à telle caractéristique naturelle, une culture, un complexe agraire. De sorte que la marque du milieu naturel ou des pratiques agricoles se révèle plus nettement dans les différences territoriales.

Les réseaux s'immiscent entre ces modules autonomes qu'ils mettent en relation, la structuration « réticulaire » qui en résulte se règle sur le développement des échanges (de biens, de capitaux), selon la division croissante du travail, de la communication des signes et de l'information. On peut y suivre la diffusion spatiale de la transition démographique ainsi que d'étonnantes simultanités dans son calendrier.

La configuration réticulaire de la transition est patente pour la mortalité : les famines et disettes qui naissent sur les territoires voient leurs conséquences amorties par les circuits d'approvisionnement qui achèment les secours et assurent une distribution plus équitable des vivres. La situation d'un groupe, ou d'une famille, dans le flux des marchandises et de l'argent décide de son accès aux services sanitaires et aux moyens pécuniaires d'en user. La santé emprunte les réseaux sanitaires que construit l'Etat et l'isolement géographique conserve les mortalités anciennes. Particulièrement menacés par les maladies, l'enfant et le vieillard sont aussi ces individus moins mobiles et économiquement dépendants, hors circuit en quelque sorte. Les cartes qui désignent la surmortalité des provinces enclavées le démontre, de même que la hiérarchie urbaine des taux. Vers 1979 en Equateur, l'Enquête Nationale de Fécondité mesure une surmortalité infantile d'environ un tiers pour les populations à l'écart des réseaux de distribution du courrier, mais aussi de l'eau et de l'électricité.

En revanche, les surmortalités associées à l'altitude (celles dues aux maladies respiratoire, aux accidents de la route), la malnutrition, les homicides... présentent de nettes délimitations territoriales. On retrouve de similaires partitions spatiales pour la fécondité quand elles sont induites par les pratiques matrimoniales (l'union libre sur la côte) ou le milieu physique (la fécondabilité serait moindre en haute altitude). Les migrations sont soumises à la sécheresse d'un climat, réglées par certaines traditions. Nous y reviendrons.

Retenons pour notre argumentation la surprenante synchronie de la transition démographique dans l'espace réticulaire équatorien. Dans les lieux au contact du monde, telles les métropoles, les mouvements de la fécondité épousent un calendrier quasi planétaire. Cette simultanité, déjà manifeste à la hausse dans le monde dès 1942, se retrouve de

6. La violente méfiance envers les intrusions du pouvoir central est à l'origine de la médiocre qualité des recensements pour certaines populations indigènes malmenées depuis la colonisation.

manière non moins surprenante à partir de 1964 pour un cycle de déclin. L'infléchissement concernait alors l'Europe avec des écarts de l'ordre d'une ou deux années mais il gagne immédiatement la plupart des pays du Tiers-Monde sous influence occidentale (Chesnais, 1986). Ce calendrier vaut pour l'Amérique latine et précisément en Equateur qui voit sa haute fécondité décrocher à la même date en dépit d'évidents décalages économiques ou culturels. Cependant, cette baisse n'est amorcée que dans les capitales (Quito, Guayaquil) et les régions qu'une prospère agriculture d'exportation ouvre au monde occidental. L'homogénéité urbaine aujourd'hui observée renforce l'argument : les taux de natalité les plus faibles s'observent à des niveaux très proches dans les capitales régionales qui nouent l'espace réticulaire.

Dès lors, l'altérité ancienne et territoriale de l'empreinte démographique tend à s'estomper au contact d'un espace réticulaire fluide et synchrone ; lorsque les logiques reproductives familiales sont infléchies par la circulation de l'argent, confrontées aux signes et valeurs du monde industrialisé que véhiculent l'école ou les réseaux d'information. L'écart alors se creuse entre les régions enclavées à l'abri de leur tradition domestique et cet espace réticulaire de la transition démographique.

LES SOCIÉTÉS DOMESTIQUES

Schématisons la complexité observée des sociétés domestiques en considérant d'abord les populations qui inscrivent plus nettement leurs différences dans l'espace territorial, puis les sociétés davantage engagées dans le lacs des rapports marchands ou salariés. Bien entendu, la distinction joue sur le degré d'insertion dans un espace réticulaire partout ramifié mais selon une densité très inégale, les groupes qu'il ignore étant extrêmement minoritaires ⁷.

Les cartes (n° 5 & 6) des cultures vivrières, comme des densités, dessinent l'espace de l'agriculture familiale. Les régions rurales aujourd'hui les plus denses correspondent aux implantations indigènes d'agriculteurs : la côte occidentale du Manabí et le couloir interandin, des lieux qui pourtant ne sont pas les mieux pourvus en ressources hydriques. La nature a certes forcé cette concentration : les zones d'altitude ⁸, les terrains à la pente excessive ou au climat aride n'accueillent pas plus de deux habitants au kilomètre-carré. Mais le vide en d'autres

7. Les peuples essarteurs de la forêt tropicale humide (Chachi, Achuar,...) seraient les plus épargnés mais leur nombre signifie peu à l'échelle ici retenue ; leur indifférence aux recensements et à l'état civil les rend d'ailleurs invisibles au démographe.

8. Au-dessus de 3500-4000 mètres.

lieux, en Amazonie extrême orientale et sur la côte septentrionale, témoigne encore des strates archaïques d'un peuplement probablement antérieur à la révolution agricole, les essarteurs y exploitent la forêt selon des densités de peu supérieures à celles des chasseurs-cueilleurs (Descola, 1986 : 47).

Mais le milieu naturel ne saurait justifier que, depuis si longtemps, des hommes sans terre n'aient pu accéder à ces terres sans hommes. Ces termes, Claude Morin les applique au peuplement de l'Indoamérique dont la contradiction tient sans doute aux rapports que, au cours des siècles et au gré des demandes commerciales, les haciendas imposent aux communautés indigènes. Jusqu'à l'époque récente des réformes agraires⁹, les terroirs de l'agriculture familiale étaient confinés par des domaines disposant de plus de terres qu'ils ne pouvaient ou ne désiraient mettre en valeur (Morin, 198 : 76). La raison tient essentiellement aux difficultés de la mobilisation d'une main-d'oeuvre domestique réduite par une conquête mortifère et protégée par la Couronne. Accaparer la terre avait le double avantage de réduire la concurrence sur des marchés exigus et de contraindre au travail l'Indien réfractaire. D'ailleurs, les formes de cette mobilisation évoluent au rythme de la reproduction des hommes : le métayage se révèle une solution très avantageuse à l'exploitant latifundiaire dès que la croissance démographique dégage un surplus de bras. L'explosion démographique contemporaine donna une impulsion radicale aux réformes foncières et à l'abolition des formes archaïques du recrutement familial.

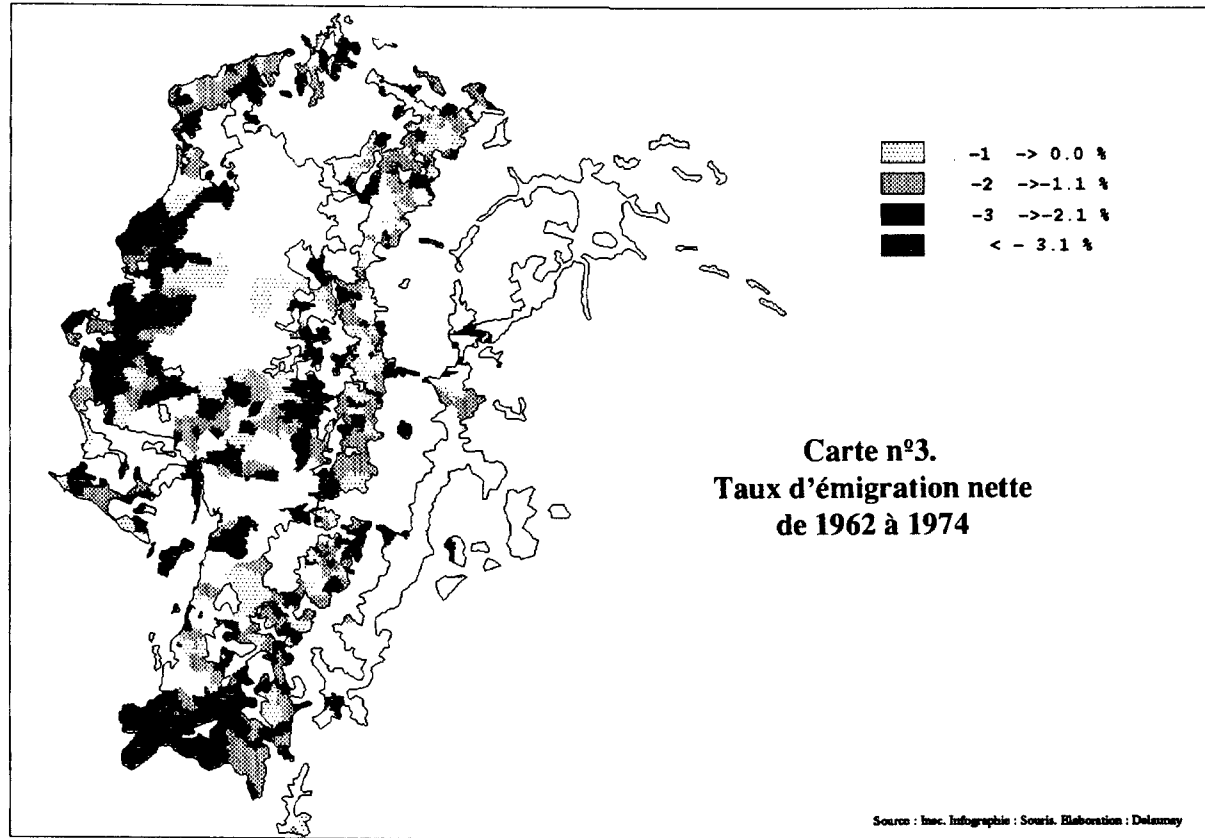
L'empreinte des territoires

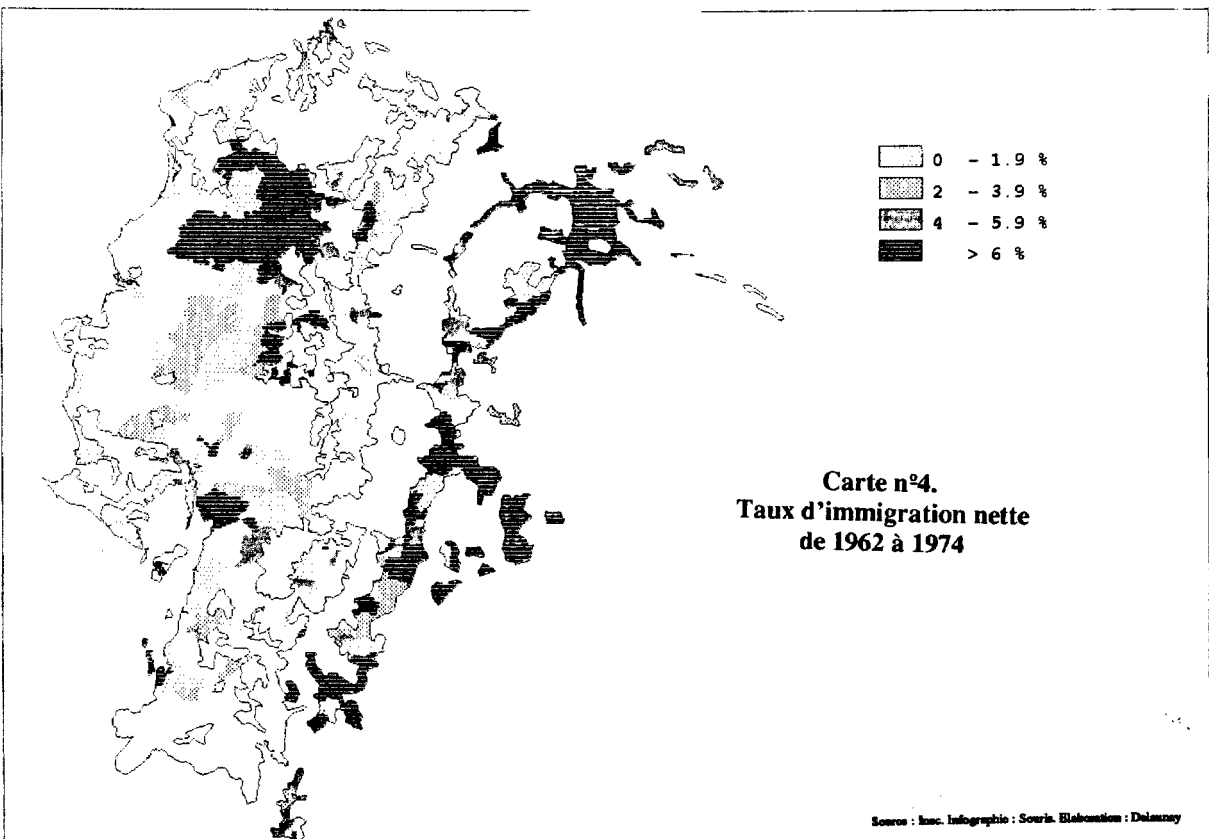
Dans les Andes

Les communautés andines subissent ce rapport homme-terre artificiel dans un couloir interandin, naturellement limité par le relief¹⁰. Les parcimonies du milieu et ces injustices de l'histoire semblent avoir tempéré leur croît démographique : une mortalité élevée, en particulier des enfants, en limite la vigueur qui est elle-même desservie par une fécondité retenue. Dans les Andes d'avant la transition, il fut remarqué

9. En 1964 et de nouveau en 1973.

10. Enserré dans deux cordillères, il laisse peu d'espace au maïs qui végète au-delà de 2800 mètres ; l'orge et la pomme-de-terre s'accommodent mieux de l'altitude, jusqu'à 3500 mètres, au prix d'un cycle végétatif plus long. La répartition de l'eau est aussi injuste que celle de la terre, favorisant souvent les haciendas qui conservent les terres plates, irriguées et mécanisables du fond du couloir. De sorte que l'érosion entame irrémédiablement les sols cultivés par les populations indigènes reléguées sur les pentes.





que les femmes étaient moins prolifiques, d'un enfant environ. Les auteurs (Abelson 1976) envisagèrent le travail intense des Indiennes, l'endogamie de populations isolées, les physiologistes réunirent les preuves d'une réduction de la fécondabilité par anoxémie d'altitude. Conjointement, dans les Andes équatoriennes, Scrimshaw soupçonna des pratiques infanticides. Nous avons pu montrer que les habitudes matrimoniales — l'union libre est rare dans les campagnes andines —, le rapport défavorable des mariables en présence et par suite la fécondité des très jeunes femmes faisaient également la différence.

Ces attitudes émergent d'une situation de rareté, sinon de pénurie, que traduit une mortalité infanto-juvénile excessive, dont l'irrégularité porte la marque des épidémies. La carte n°2 des mortalités paroissiales, en dépit de la couverture statistique médiocre mais partiellement corrigée, désigne précisément l'espace indigène : la région septentrionale d'Otavallo, le centre des Andes, les terres Saraguyo... Elles laissent deviner la condition archaïque d'enfances défavorisées que la malnutrition condamne et que la médecine néglige. Car la pathologie singulière de l'altitude, les maladies respiratoires ¹¹, cache mal les privations qu'imposent les terres hautes. Les observations médicales de Galarza dans les Andes confirment la forte proportion (57 %) d'enfants décédés avant cinq ans qui manifestaient les signes d'une déficience nutritionnelle, apparemment la cause première ou associée de la mort. Cette malnutrition frappe aussi les mères ; associée à l'altitude, elle atrophie le développement intra-utérin de l'enfant. Le froid incite à économiser la chaleur, les maisons manquent d'ouverture, la rareté de l'eau décourage les bains. Les populations andines, surtout infantiles, meurent aussi d'isolement : c'est à la femme ou au guérisseur qu'incombent le diagnostic ¹² et la préparation des remèdes.

L'enfant ne prend une épaisseur affective que passée la fragilité physiologique qui suit sa naissance. Chez ces jeunes défavorisés, les filles le sont plus encore : c'est une atypie surprenante de la mortalité andine équatorienne (par rapport aux normes latino-américaines et côtières) que cette surmortalité du sexe féminin entre un et quatre ans, elle s'atténue peu avec l'allongement de la vie. Schrimshaw avait remarqué que les femmes escamotaient la naissance des filles aînées que la mort n'épargnait pas, les chiffres révèlent une funeste négligence envers le sexe non désiré de l'enfant chez les familles probablement indigentes.

11. La prévalence des bronchites et pneumonies en altitude, quand elles sont bien identifiées, double à peu près les taux observés sur la Costa.

12. Le malade est frotté avec la peau d'un cobaye qui absorbe la maladie révélée par l'interprétation des viscères de l'animal. Voir : Min. de Salud Pública, 1979.

L'émigration répond à la pression du nombre que la transition exacerbe. Les cartes n° 3 & 4 des mouvements migratoires¹³ durant la période intercensitaire de 1962 à 1974 celle des réformes agraires donne la mesure de la redistribution paysanne vers les terres neuves¹⁴, le mouvement partant des terres densément peuplées. Dans les Andes, les zones épargnées correspondent aux alentours urbains, mais la relative modération des flux doit être rapprochée des informations de la carte n°9 du rapport de masculinité. Elle traduit, pour les âges très actifs, un mouvement massif d'hommes vers les plaines et les plantations. Le caractère temporaire des migrations traduit-il l'enracinement territorial de l'indigène, qui le dissuade, même s'il est artisan ou commerçant, d'abandonner définitivement sa micro-parcelle (Dubly & al. -1981)¹⁵ ?

Cet attachement apparaît, à l'observation monographique des migrations, aux spécialisations ponctuelles des flux et des réseaux qu'elles mettent en oeuvre. Existente des villages (A Deleg, Cojitambo) d'une émigration importante vers les Etats-Unis et le Canada. Les observateurs signalent la constance des destinations ou de pratiques commerciales : les habitants de Ambatillo travaillent dans les boulangeries d'Ambato, les Chibuleos vendent de l'ail, certains paysans au sud du río Ambato se sont spécialisés dans le trafic d'alcool... Les migrations temporaires reconduisent la pratique, aujourd'hui atrophie, des relations extra-communautaires de l'indigène avec l'hacienda. Un peu partout dans la Sierra, le recrutement de la main-d'oeuvre domestique pour les récoltes ou les chantiers est conduite par des *enganchadores* qui utilisent à l'occasion la tradition des mobilisations communautaires et les relations de parenté fictives du compéage.

Dans les zones plus sèches

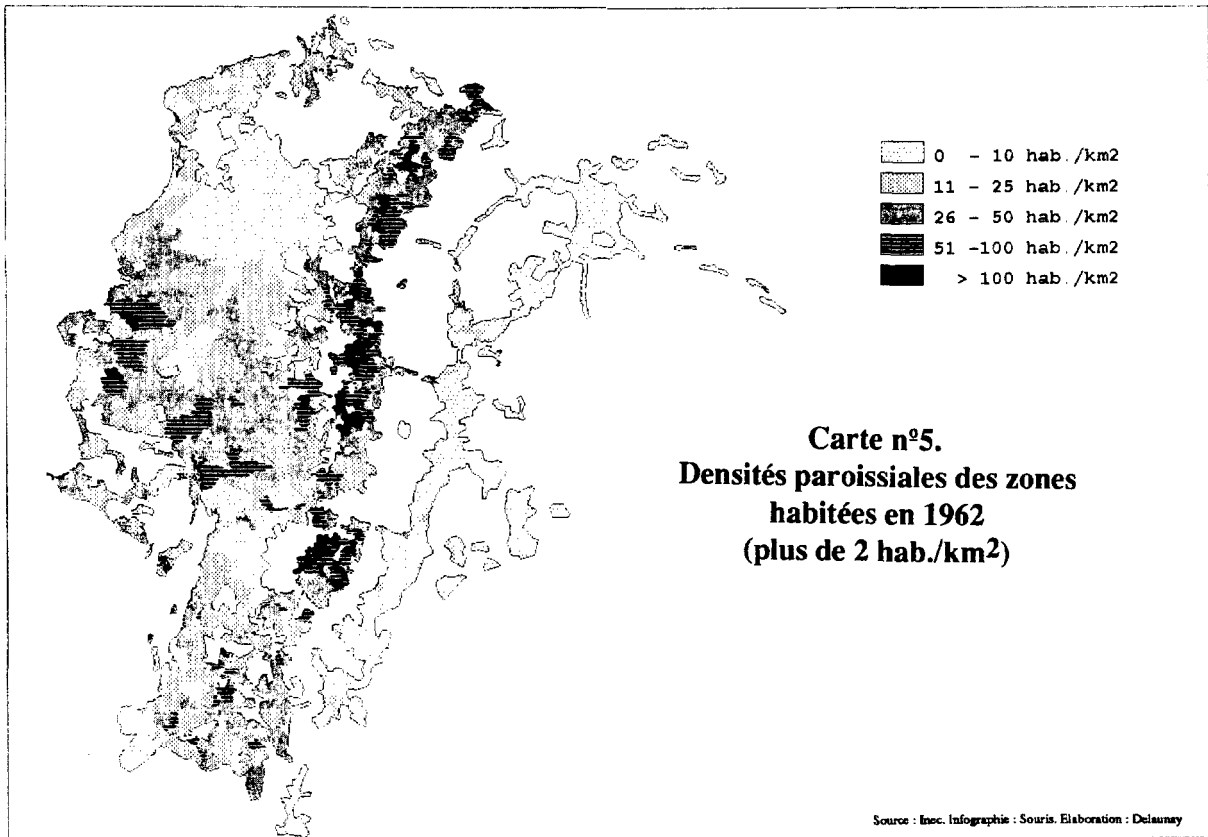
En ce rapide panorama, se singularisent également les anciennes souches du peuplement côtier, traditionnellement concentrées dans les collines sèches du Manabí occidental¹⁶. La force de leur croissance

13. Calculés par la méthode des résidus, sur la base de la croissance naturelle ajustée de chaque province.

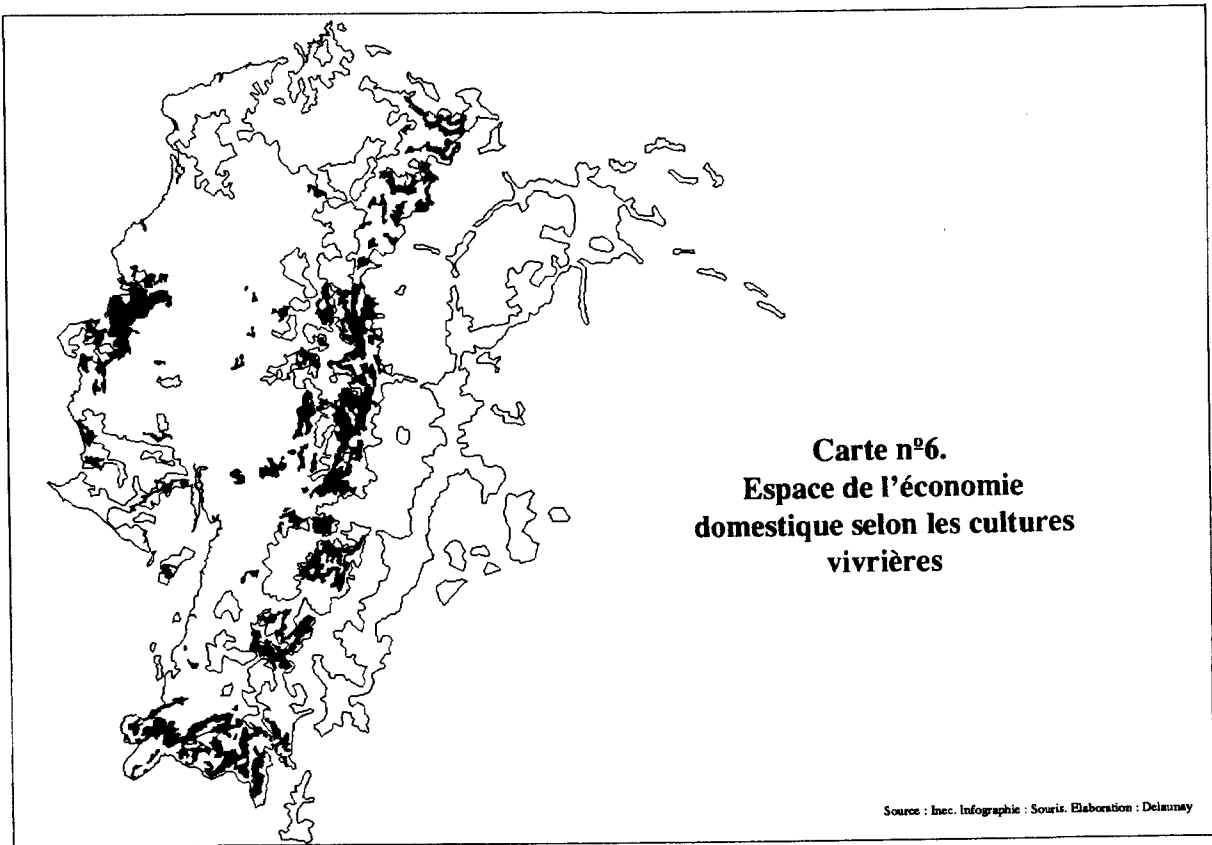
14. Selon les statistiques de la dernière résidence qui mesurent imparfaitement les migrations entre les campagnes, celles-ci bénéficient d'un solde positif, faible il est vrai, qui garde la marque des réformes agraires.

15. Cette remarque serait à nuancer dans la province de Bolivar où traditionnellement les paysans andins exploitaient certaines ressources des piémonts et furent plus enclins à s'y établir.

16. Il existe d'autres populations indigènes qui affirment plus fort leur singularité culturelle (Les Colorado, Chachi...) et plus à l'écart des réseaux mais trop peu nombreux pour se démarquer dans la configuration nationale.



**Carte n°6.
Espace de l'économie
domestique selon les cultures
vivrières**



Source : Inec. Infographie : Souris. Elaboration : Delaunay

démographique et l'ampleur de leur exode (carte n° 3 & 4) les rapprochent des peuples d'une autre contrée semi-aride située dans une large extension accidentée de la province méridionale de Loja. Les cultures vivrières (carte n°6) situées à l'extrême centre-ouest (partie du Manabí) et sud (Loja) du pays précisent la localisation de cette agriculture en majorité familiale.

La première particularité, une croissance naturelle hors du commun, serait séculaire dans le Manabí où l'on sait qu'elle s'affirme vers la fin du XVIIIe siècle (Hamerly, 1973). Ce dynamisme serait à l'origine du repeuplement indigène de la plaine côtière et assurément des densités élevées de cette région. En 1965, on note une fécondité record approchant les neuf enfants par femme qui, comme à Loja et jusqu'au milieu des années soixante-dix, tarde un peu à céder. L'inertie des zones rurales qui la soutiennent peut surprendre dans le contexte climatique défavorable mais de détérioration probablement récente. Ici encore, l'adaptation fut d'abord migratoire.

Une reproduction socialement peu contrariée a été soutenue par une mortalité que les chiffres corrigés signalent de tout temps moindre qu'ailleurs. Les enfants du Manabí, en particulier, bénéficieraient des chances les plus grandes de survie, supérieures à celles des provinces du Pichincha et du Guayas qui abritent les capitales régionales. Il est difficile d'affirmer que l'aridité saisonnière constitue un facteur de salubrité quand elle limite des ressources dont la pénurie devient mortifère les mauvaises années, comme c'est le cas pour les enfants lojanais durant la sécheresse de 1968-69. On ne sait pas si une longue saison sèche et l'isolement des vallées¹⁷ endiguent la transmission des maladies infectieuses et parasitaires ou s'il faut envisager les bienfaits de traditions sanitaires favorables.

Est évidente la réponse migratoire trouvée à cette poussée du nombre dans le contexte d'un déficit pluviométrique, en progression depuis le début des années soixante (Pourut, 1989). L'assèchement a précipité le dépeuplement absolu des parties occidentales de ces provinces selon un gradient dégressif vers le nord-est dans le Manabí, oriental pour Loja. La diaspora de ces deux peuples est notoire, la carte (n°3) des soldes migratoires négatifs de 1962-74 en donne une irréfragable mesure : un taux annuel d'émigration supérieur à trois pour cent n'y est pas loin d'annuler bien souvent la croissance naturelle.

17. Certaines, celle de Vilcabamba en particulier, sont connues pour abriter un nombre exceptionnel de centenaires.

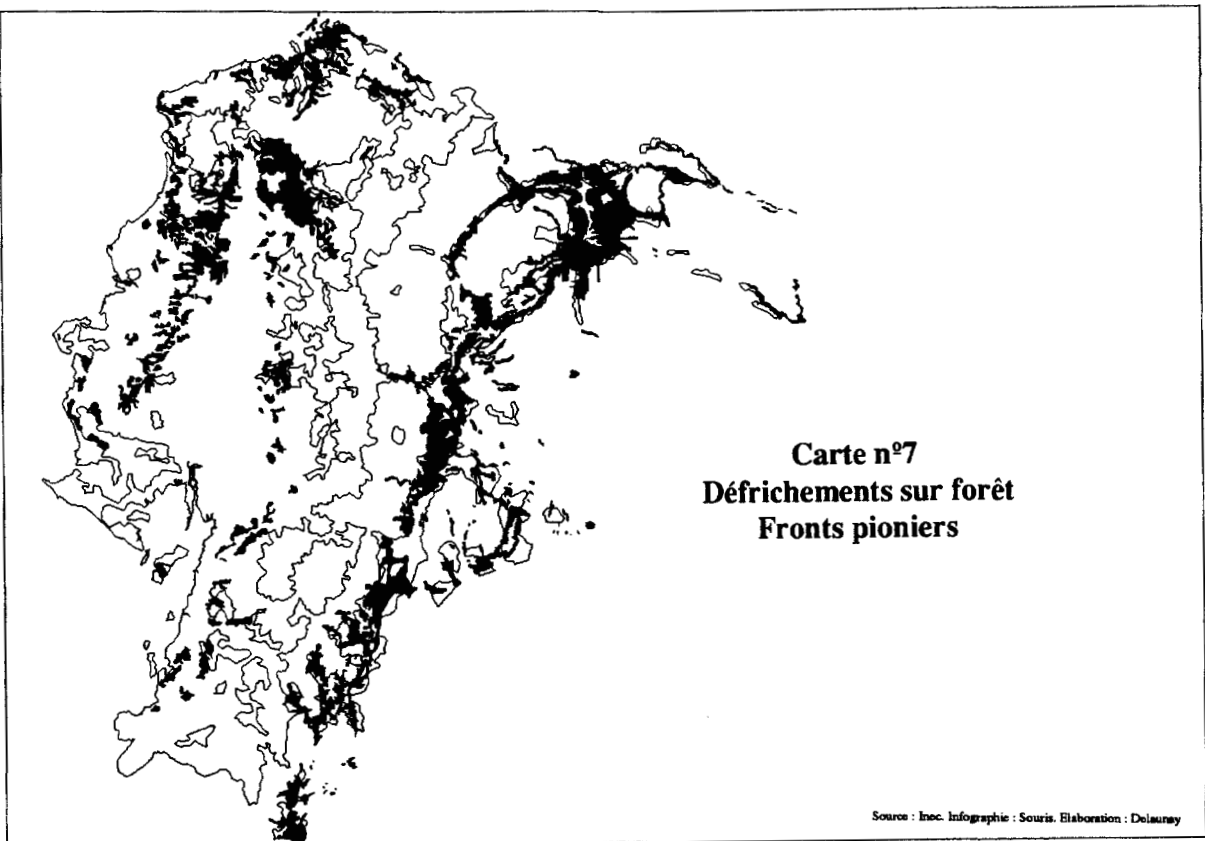
Le statut de la femme

Soulignons combien une croissance confinée par la parcimonie des ressources pénalise l'économie domestique que supporte la femme. Le rapport de masculinité des population rurales (carte n°9) montre la saignée des forces vives de l'économie familiale vers les plantations industrielles et l'arboriculture d'exportation ; elles signalent, par conséquent, les charges qui retombent sur le travail féminin. Les chiffres portent à croire que son statut se ressent de cette responsabilité accrue : les cartes nous montrent que les paysannes travaillent à l'extérieur du foyer là où les hommes sont contraints à l'absence et où les charges éducatives qui pèsent sur l'économie domestique sont les plus lourdes ! Ce travail bien peu « libérateur » ne s'accompagne pas de l'incitation communément supposée en faveur du contrôle de la natalité, du moins dans les campagnes andines. En effet, sa localisation, comme la configuration de l'analphabétisme féminin, se rapprochent de la géographie des hautes fécondités (certaines paroisses du Manabí, Esmeraldas) et surtout des mortalités infantiles excessives (dans le Chimborazo, l'Imbabura...). A quelques exceptions près, dont la province de Loja, les carences éducatives frappent les régions enclavées, à l'écart des prospérités économiques. La cartographie des inégalités sexuelles de l'instruction revêt une connotation également territoriale dont le fond pourrait être culturel. Un fort handicap féminin se situe presque exclusivement dans les Andes. Les grandes villes en tempèrent l'injustice, de même que l'originalité ethnique de Loja et de la vallée du río Mira.

Dans sa précision, cette géographie du statut de la femme nous suggère le secret, peut-être, de la transition démographique : elle semble se conformer à la liberté et la capacité des femmes à contrôler leur procréation et mesurer le respect qui les entoure.

L'engagement marchand

Dans l'Équateur rural en transition démo-économique, l'agriculture industrielle et les haciendas laissent un espace non négligeable à une production familiale orientée vers le marché. Certes l'exception est rare, toutes les économies domestiques s'y trouvent impliquées à des degrés divers, mais celles qui suivent beaucoup plus que les précédentes. Soit que la famille rurale vende le principal de sa force de travail à la ville proche, soit qu'elle cède sur le marché l'essentiel de sa production agricole comme il est fréquent dans la plaine côtière. L'exemple des populations pionnières également évoqué est riche de particularités démographiques.



Les périphéries urbaines de la Sierra

Ce fut une analyse des données par composantes principales qui, dans la Sierra, révéla le comportement singulier des campagnes au contact des capitales andines, celles situées au centre des cuvettes, les *cuenca*, dont la succession compose le couloir inter-andin. Ces périphéries affichent le contraire des zones rurales qui les entourent : solde migratoire légèrement favorable, une mortalité en déclin associée à une fécondité déjà mieux contrôlée à l'instar des villes qui les influencent.

Car à Quito, le maïs pousse entre les maisons des faubourgs, la campagne résiste là où, dans les autres capitales sudaméricaines, les bidonvilles s'étendent. Ces ceintures rurales sous influence urbaine sont résidentielles pour les classes démunies qui y trouvent un habitat à bon marché. Calderón, Zambiza, Llano Chico, Nayon sont autant de paroisses-dortoirs qui fournissent la capitale d'un mouvement pendulaire de travailleurs. Ceux-ci trouvent dans la culture du lopin familial, la résidence rurale de la femme et des enfants, de quoi adoucir une situation précaire sur le marché urbain du travail. Ces flux ne sont pas pris objectivement en compte dans les statistiques censitaires mais les observateurs en rapportent l'importance ¹⁸, ils épargnent aux grandes villes de la Sierra (Quito, Riobamba, Ambato...) les bidonvilles qui ceignent Guayaquil ; dans le bassin du Guayas la sphère marchande a effacé ces réserves domestiques.

Les fronts pionniers

Le peuplement des zones vides s'est amplifié durant les années soixante et soixante-dix au rythme de la transition démographique, des réformes agraires et de l'ouverture de fronts pionniers aux marges de l'exploitation pétrolière. La carte n° 7 résume une graduation de défrichements sur forêt humide menés par une main-d'œuvre en majorité familiale. Elle indique l'ampleur d'un mouvement qui permet d'atténuer les tensions foncières provoquées par la chute de la mortalité sur des terroirs confinés. Les soldes migratoires à ce moment (carte n°3) rendent compte de l'épanchement démographique de la Sierra vers les forêt humides. Une comparaison sur le long terme dévoile néanmoins

18. « A Pedro Moncayo (et probablement à Oton) la migration hebdomadaire du paysan vers Quito est des plus impressionnantes ; le lundi à l'aube partent pas moins de soixante-douze autobus pleins de paysans à destination de la capitale du pays ; le vendredi à la tombée de la nuit on observe le même mouvement mais en sens inverse ». DUBLY (A.) & al, 1981, p. III-30.

un phénomène imprévu : le rétrécissement progressif des zones rurales qui bénéficiaient d'une forte immigration. Le décompte des dernières migrations, qui donnait un avantage global aux campagnes entre 1962 et 1974, révèle un renversement au profit des villes durant la dernière période intercensitaire. La prospérité économique de la fin des années soixante-dix (le boom pétrolier se double d'un flux extérieur de capitaux) détourne vers les capitales les flux migratoires. Fait plus curieux, l'exode émerge dans les régions autrefois pionnières, telles les vallées affluentes du versant occidental de la cordillère septentrionale. Un peu partout, les taux témoignent du renversement du mouvement avant que ne survienne la saturation des terres. En Amazonie, la vague de colonisation se maintient (encore que réduite en termes relatifs), mais elle se déplace vers les franges orientales et au profit des régions de l'extraction pétrolière. L'image d'une onde est ici suggestive, une fois passée, elle laisse place à un exode modéré, notamment dans les couloirs de la pénétration ancienne vers les terres basses.

Le phénomène annonce-t-il l'essoufflement des fronts pionniers parce que fléchissent les incitations gouvernementales ou les pressions démographiques ? On peut y voir la préférence des colons pour l'exploitation extensive qui privilégie la rémunération du travail sur des terres à bon marché. Contentons-nous d'en souligner quelques fondements démographiques.

Les prédispositions natalistes de l'économie domestique se trouvent subitement confortées par la disponibilité de terres qui appelle au renforcement de la main-d'œuvre familiale : les fronts pionniers conservent, à ce jour, une fécondité élevée, naturelle. Le renouvellement des hommes est de surcroît activé par la structure atypique de ces populations de colons où sont nombreux les adultes en âge de procréer et que la mortalité épargne. La nuptialité des femmes y est favorisée par la présence majoritaire des hommes. La carte n° 1 souligne la forte composante infantile¹⁹ dans les paroisses situées à la marge des zones forestières sous-exploitées. Il en résulte un dynamisme naturel propre qui alimente la vague de peuplement, de nouveaux colons partent des zones d'occupation antérieure vers les terres neuves.

Mais encore, le groupe des colons ne gère pas les croissances démographiques à la manière des communautés traditionnellement plus soucieuses de la répartition des ressources entre les producteurs. D'emblée, le nouvel arrivé commercialise le bois pour tenir après un semis à la volée du maïs qui sera autoconsommé. La prairie, vite associée aux cultures vivrières, autorise une capitalisation pastorale sans investisse-

19. Mesurée par le ratio des enfants aux femmes en âge de procréer, ou, plus exactement, de vingt à trente-neuf ans du fait de la limitation des données.

ment notable, sinon en travail. L'arboriculture extensive consolide les rentrées d'argent quand les chemins en supportent la commercialisation. A l'origine minimes, se creusent les disparités entre les colons selon le travail et les sommes investies, d'après la nature de l'exploitation mais surtout en fonction de la proximité au réseau des communications et des circuits commerciaux. On le constate au prix de la terre qui peut décupler si elle est desservie par une route, conformément au besoin d'écouler une production à moindre coût. Les appétits fonciers des plus riches se font pressants comme les intérêts marchands, les dettes. Les flux migratoires se plient à ces disparités : partent les malchanceux vers de nouvelles terres, les villes ou les plantations ; arrivent moins nombreux et mieux nantis des producteurs soucieux d'une exploitation rentable. Si faute de débouchés la région périclite, l'exode devra absorber partie du croît démographique. L'élan pionnier, passé l'investissement de l'infrastructure pétrolière, ne s'essoufflerait-il pas dans l'isolement amazonien ?

L'arboriculture de plantation

Nous l'avons déjà souligné : la prospérité de l'arboriculture d'exportation se lit bien sur les cartes des flux migratoires. L'immigration en général favorise une extension de la vallée du Guayas selon un axe Nord-Sud centré sur Guayaquil, port d'expédition du café, du cacao et de la banane. Cette région abrite un mélange de plantations industrielles et de petites exploitations paysannes presque exclusivement tournées vers le marché et sensible à ces fluctuations et ses contraintes.

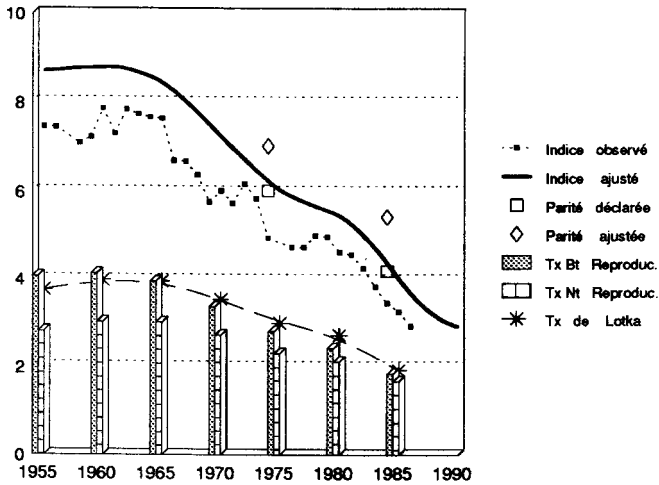
Une telle concordance rappelle que le développement agraire des provinces de Los Ríos et d'El Oro bénéficia d'un irrésistible stimulant démographique. L'immigration masculine y favorisait les unions, de concubins souvent, et venait renforcer une fécondité traditionnellement élevée. Le recul soutenu de la mortalité, alors que la natalité se maintenait vigoureuse jusqu'au milieu des années soixante, a conféré un dynamisme historique à l'agriculture de ces régions.

Mais beaucoup plus surprenante est la rapidité du recul : près de deux enfants en moyenne tous les dix ans depuis l'inflexion de 1965. A ce rythme, la transition vitale ne prendra peut-être que le temps d'une génération. Les enfants des familles nombreuses auront une fécondité moderne et une famille restreinte.

Fait de même significatif, les statistiques donnent un progrès comparable dans les villes et les campagnes. Cette concordance nous rappelle que, dans les deux cas, la logique reproductive est conditionnée par une reproduction marchande de la force de travail. Dans le contexte d'un vif recul de la mortalité, le salariat à la ville, ou sur les plantations, impose

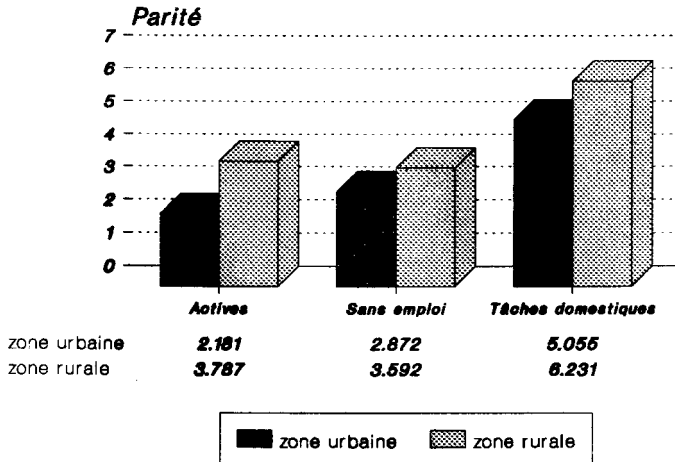
Les spectres de Malthus

Evolution de la fécondité dans la province de El Oro



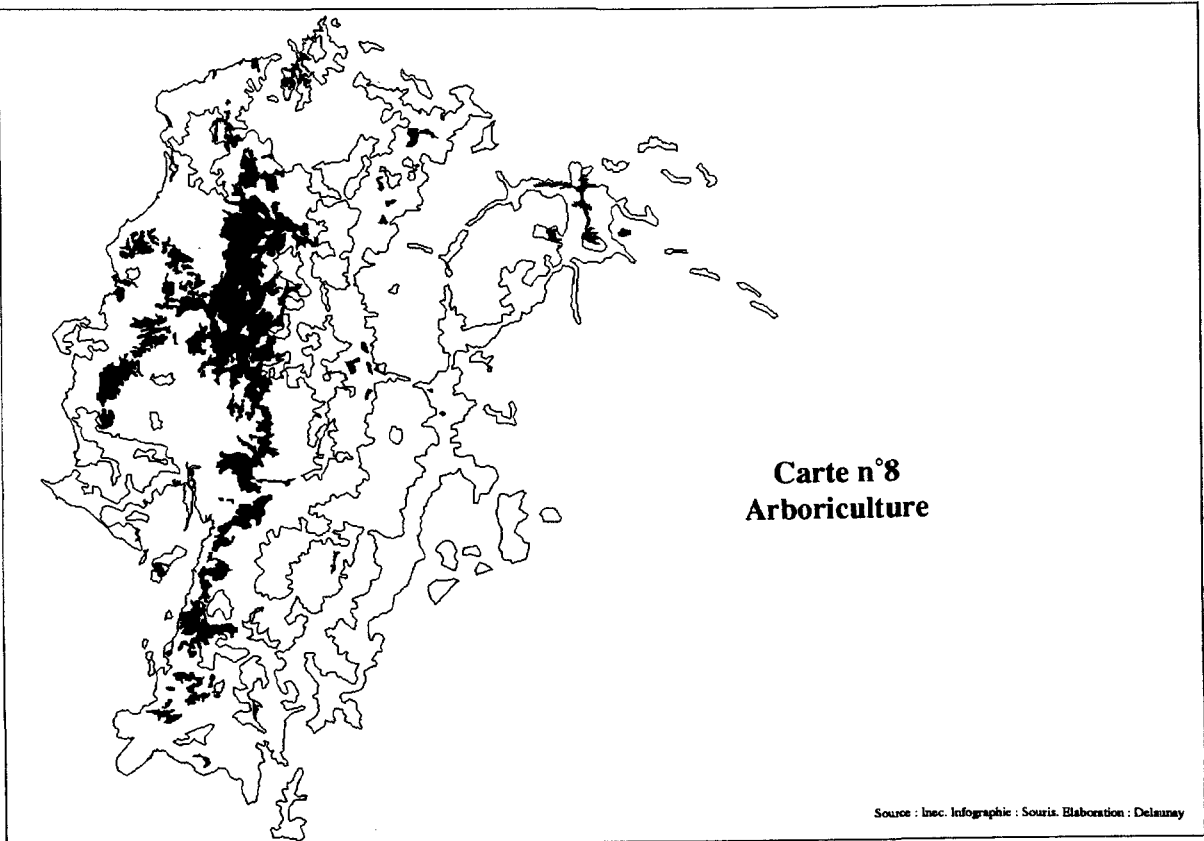
Source Inec, Quito.

La fécondité selon le type d'activité en Equateur, 1982

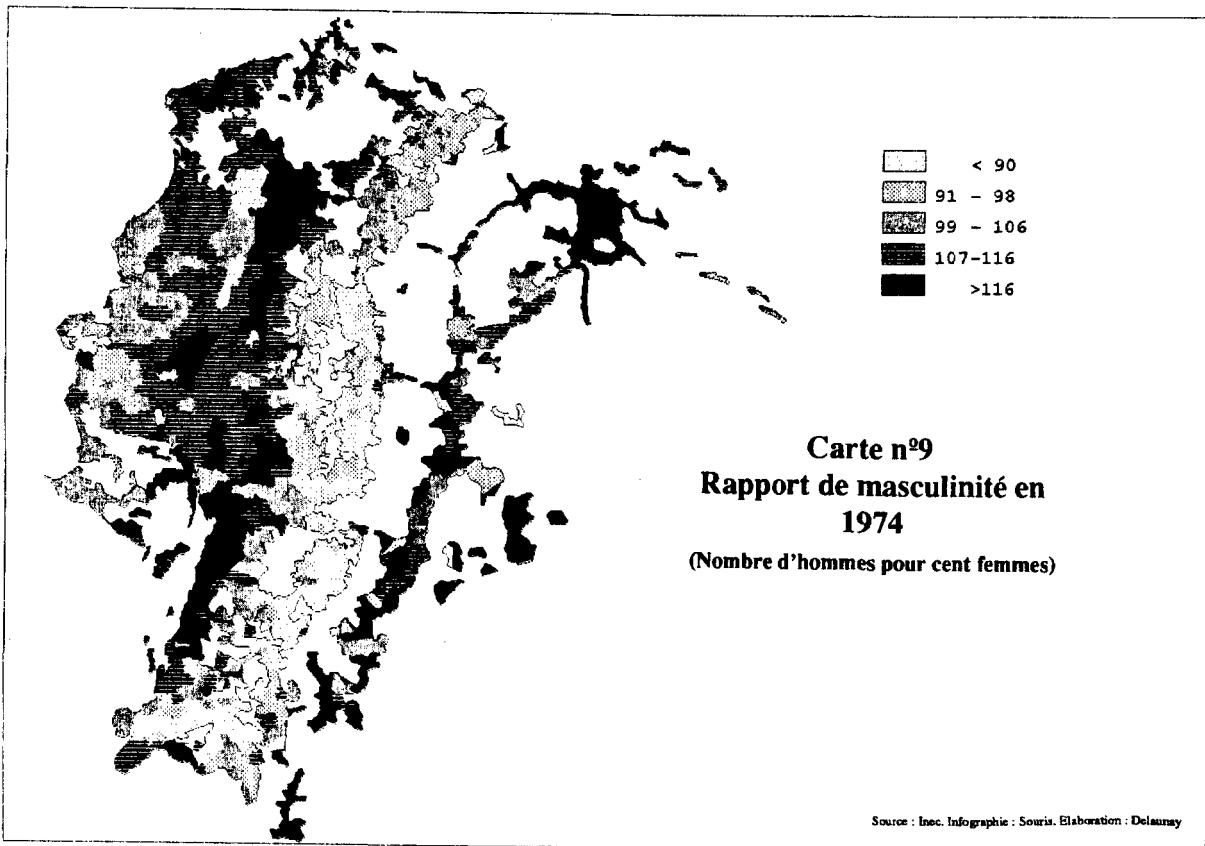


Source Inec, Quito.

**Carte n°8
Arboriculture**



Source : Inec. Infographie : Souris. Elaboration : Delauney



ses restrictions au renouvellement des hommes ; il rompt avec la rationalité des économies domestiques d'où viennent les migrants.

Le reflux du mode de production domestique s'accompagne de l'ouverture des activités féminines sur le marché du travail ; la traduction démographique de cette mutation renforce l'argument qui précède. En effet, la partition de plus de conséquence sur la fécondité s'établit entre les femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer et celles toujours dédiées aux tâches domestiques. Les autres catégories sont très en retrait sur le plan statistique (dans le graphique N°2, ne furent distinguées que les femmes sans emploi mais normalement actives). Ce qui confirme la moindre fécondité des épouses employées hors du ménage, c'est la nature domestique de la reproduction : on constate combien les femmes au foyer sont davantage fécondes mais aussi que la charge d'une famille nombreuse mobilise toute l'énergie féminine alors indisponible à l'extérieur. Un chiffre domine ces statistiques : en 1982, soit vingt ans après le début d'une fécondité déclinante, les citadines actives ont pratiquement atteint le seuil d'une reproduction simple. A l'opposé, l'économie domestique rurale n'avait, à la même date, que faiblement modifié sa logique reproductive ; la parité y dépassait encore les six enfants.

L'insertion des familles dans le mode de production capitaliste impose une réduction drastique de leur procréation, il ne faudrait cependant pas penser que les villes évacuent toute l'activité domestique, beaucoup s'en faut. Après s'être détournée des activités productives, lui incombe toujours le soin aux enfants. En 1982, la fécondité s'y maintient élevée, près de cinq enfants par citadine au foyer, comme est considérable le travail qui découle de cette sphère non rémunérée de la production.

Conclusion

Soyons honnêtes : l'information interdit d'être beaucoup plus précis dans l'interprétation des relations agro-démographiques. L'indétermination tient à l'échelle temporelle et spatiale que requiert l'examen des lois de population : les formes de la production domestiques sont déduites des paysages agraires, les recensements imparfaits nous distillent des indicateurs rudimentaires pour la maille spatiale observée. Néanmoins, la preuve statistique existe ; en dépit du silence des nombres et des découpages territoriaux inadéquats, elle appuie la plupart des conclusions avancées. Mais l'analyse des données réclame la même prudence car la démonstration est affaiblie par la modeste corrélation des variables entre elles et l'insuffisante contribution des axes factoriels à leur variation totale (moins de 50 % pour les quatre premières compo-

santes) 20. En revanche, l'extrapolation d'indicateurs démographiques pour chaque composante agraire semble la plus sûre si l'on dispose de la répartition très exacte de la population, d'une cartographie fine des données démographiques et de l'appareillage informatique approprié. Ainsi a-t-on pu estimer les surmortalités des populations indigènes d'altitude, le renversement des flux migratoires dans la zone de colonisation, l'évolution du statut de la femme en économie familiale.

Ce point de vue de « l'intérieur » du mode de production domestique vient nuancer le débat ressources-population mené en termes d'agrégats nationaux, ignorant les modalités sociales de la production, la diversité des systèmes agraires...

Chez les communautés indigènes on a retrouvé l'inertie des mouvements séculaires : la natalité traditionnellement contrainte par la parcimonie du milieu décline lentement de sorte qu'une croissance naturelle, ici plus faible qu'ailleurs, reste pratiquement constante sur les trente années observées. Dans ce contexte, c'est surtout la migration qui atténue les effets indésirables du croît des populations — trop nombreuses sur des terroirs étriqués —. La transition migratoire se substitue à la transition vitale aux dépens de l'économie domestique qui supporte des activités reproductives au dessus de ses maigres ressources. Toutes les statistiques en montrent le prix pour la famille et surtout pour la femme, son support en l'absence de l'homme : aux charges éducatives d'enfants survivants plus nombreux s'ajoutent les tâches agricoles et, plus qu'ailleurs, un travail extérieur au ménage pour un brin d'argent. Quand, dès les premières années de leur vie, leur éducation est négligée les petites filles succombent plus que les garçons pourtant moins résistants. L'analphabétisme, et une situation défavorable par rapport aux hommes sont autant d'obstacles à un contrôle de la descendance. Les enfants, de fait trop nombreux pour des adultes absents, sont les premières victimes d'une transition qui tarde.

A l'opposé, (mais il est maintes situations intermédiaires), l'économie de plantation a bénéficié de l'explosion démographique en des terres neuves ; sa fortune s'est nourrie de l'apport de bras prêts au travail, à l'instar des villes aujourd'hui. Dans ce contexte, l'afflux des migrants a pu alléger le poids d'inactifs plus nombreux, enfants et vieillards. Et malgré les antécédents d'une natalité de tout temps très vigoureuse, le déclin de la fécondité y fut étonnamment rapide, peut-être précipité par la crise monétaire des années quatre-vingt. Retenons combien les logiques domestiques cèdent vite devant les coûts d'une

20. Cela tient aux limites de l'analyse quantitative : le choix des variables est trop limité et contestable pour expliquer un phénomène aussi complexe ; et à celles qu'impose le découpage administratif pour observer la géographie agraire.

Les transitions démographiques en Équateur

reproduction marchande de la force de travail, d'une éducation dont la famille attend peu en retour.

Doit-on douter de l'urgence des politiques de population dans le premier cas ? ou de la famille, si c'est l'abandon de l'unité domestique que l'on doit incriminer ? Car il existe une certaine hypocrisie des interventions malthusiennes quand elles se prévalent de leurs succès chez des peuples qui ne les ont pas attendues, en des lieux où la transition vitale va de soi.

Références bibliographiques

- ABELSON (E. Andrew), 1976, « Altitude and Fertility », in : *Anthropological Studies of Human Fertility*, (BERNICE A. ed.), pp. 83-93, Detroit, Wayne State University Press.
- CHESNAIS (J.C.), 1986, *La transition démographique. Etapes, formes, implications économiques*, Paris, PUF, INED, 580 p.
- DELAUNAY (D.), 1985a, « Demografía en el Ecuador : una bibliografía ». *Documentos de Investigación*, serie Demografía y Geografía de la Población, n° 1, Orstom/Cedig, Quito, 15 p.
- 1985b, « Poblaciones de las parroquias. Ecuador 1950-1982 ». *Documentos de Investigación*, serie Demografía y Geografía de la Población, n° 2, Orstom/Cedig, Quito, 69 p.
- 1987a, « Las migraciones internas en el Ecuador. 1950-1982 ». *Documentos de Investigación*, serie Demografía y Geografía de la Población, n° 4. Orstom/Cedig, Quito, 165 p.
- 1987b, « Ecuador : cartografía de las poblaciones parroquiales ». *Documentos de investigación*, Serie Demografía y Geografía de la Población, n° 5, 40 p, 32 cartes.
- 1987c, « La fecundidad en las provincias ecuatorianas. 1954-1985 ». *Documentos de Investigación*. serie Demografía y Geografía de la Población, n° 6, Orstom/Cedig, Quito, 66 p.
- 1988, « La medida de las mortalidades provinciales en el Ecuador ». *Documentos de investigación*, Serie Demografía y Geografía de la Población, n° 7, Orstom/Cedig, Quito, 162 p.
- 1989, « Espacios demográficos y redes migratorias ». in : LEON et al. « Flujos geográficos en el Ecuador, Intecambios de bienes, personas e información. » *Estudios de Geografía*, vol. 1. Corporación Editora Nacional, Colegio de geógrafos del Ecuador. pp.71-98.
- DESCOLA (Ph.), 1986, *La nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 450 p.
- DUBLY (A.) & al, 1981, *La situación campesina caracterizada en zonas*, Quito, Mag, 1981, pag. var..
- INEC 1980, *Encuesta Nacional de Fecundidad*, Quito, Inec.
- Ministerio de Salud Pública., 1979, « Conocimientos, actitudes y prácticas de salud en áreas urbanas », mimeo, Quito
- GALARZA (J.C.) « Nutrición y embarazo » in : TERAN (ed.) *Nutrición y desarrollo en los Andes ecuatorianos*, Quito, IMSE.

Les transitions démographiques en Équateur

- GONDARD (P.), 1983-1985, *Mapas de uso actual del suelo y formaciones vegetales*, Quito, Mag/Orstom, 10 feuilles en couleur (1/200 000e), 85x60 cm.
- HAMERLY (Michael T.), 1973, *Historia social y económica de la antigua provincia de Guayaquil (1763-1842)*. 212 p., Archivo Histórico del Guayas, Guayaquil.
- MORIN (Claude), 1987, « Des terres sans hommes aux hommes sans terres : les paramètres agraires de l'évolution démographique dans l'Indoamérique (Mexique, Pérou) » in : *Evolution agraire et croissance démographique*, FAUVE-CHAUMOUX (ed.), Liège, Ordina Edition.
- POURRUT (Piere), 1989, « Quelques remarques au sujet des phénomènes climatiques extrêmes observés en Equateur » in : DELAUNAY & PORTAIS (ed.), *Equateur 1986*, pp. 67-83.
- SOURIS (M.), WINCKELL (A.) & ZEBROWSKI (C.), 1989, « Les techniques infographiques appliquées à l'évaluation et à l'utilisation des ressources naturelles renouvelables (l'exemple de la côte équatorienne) » in : DELAUNAY & PORTAIS (ed.), *Equateur 1986*, pp. 107-119.
- SRIMSHAW (Susan C. M.), 1978, « Infant mortality and Behavior in the regulation of Family size », *Population and Development Review*, n° 43, sept. 78, pp. 383-404.
- WINCKELL (A.) & ZEBROWSKI (C.), 1977-1986, *Cartes morpho-pédologiques, d'utilisation actuelle et des paysages végétaux, d'utilisation potentielle*. 14 x 3 cartes MAG/ORSTOM. Quito, 1977-1986.

AUTO-SUBSISTANCE, SYSTÈME MARCHAND ET POPULATION AU XIX^e SIÈCLE, AUX ÎLES DE LA SOCIÉTÉ

Claude ROBINEAU

I.

Jusque dans les années 60, l'on peut dire que la problématique du développement a été articulée sur le déséquilibre population-ressources, ce par une double identification du sous-développement aux déséquilibres alimentaires (la *Géographie*, la *Géopolitique de la faim*, Josué de Castro) et des problèmes du développement à ceux des pays pauvres, peuplés et exploités (*Madagascar, population et ressources* ; le « cercle vicieux de la pauvreté », de Nurkse). Par la suite et fouillant davantage tant les analyses théoriques que des situations réelles, on a abandonné ce diptyque peu encourageant, déjà posé bien anciennement (Malthus 1801) mais dont la résolution a échoué par simplisme et ignorance (qu'est-il le plus facile, d'accroître les ressources ou de changer les comportements démographiques ?).

Mais c'est qu'aucune théorie n'est neutre : celle du célèbre économiste et démographe a vite fait de tourner en doctrine intéressée, dans un XIX^e siècle européen en mutation rapide, fabriquant beaucoup de laissés-pour-compte, et pour les milieux dirigeants duquel les classes laborieuses étaient des classes dangereuses parce que d'abord très (trop) nombreuses.

Quelle relation peut-il exister entre le facteur démographique et le développement ? On ne peut que constater l'abondance de la littérature concernant la démographie comme cause du sous-développement où l'on trouve tout et son contraire : le surpeuplement, thème bien connu, mais aussi le sous-peuplement à propos duquel il existe une géographie. Beaucoup plus rares sont les perspectives actuelles évoquées dans lesquelles on verrait l'état ou/et la dynamique d'un pays comme cause du

développement de la société dont il fait partie. Comme si nous ne savions pas depuis longtemps que les phénomènes ne sont pas univoques. Mais nous avons dans nos êtres des anesthésies localisées : nous n'envisageons pas ce rapport dans les deux sens, bien que l'indigence de chacun de ses termes par rapport à la situation foisonnante qu'il prétend résumer devrait nous inciter à nous défier d'un simple rapport réducteur.

Abandonnons le présent pour le passé. Dans l'histoire moderne, nous avons, présents en nos mémoires, les cataclysmes démographiques liés à la colonisation de l'Amérique pré-colombienne, pour lesquels on a échafaudé toute une batterie de causes parmi lesquelles reviennent les guerres internes, les maladies apportées par les nouveaux venus, les technologies des colonisateurs. A ce propos, on procède à une opération intellectuelle exactement inverse de la précédente, et quoi de plus normal puisque le phénomène pris en considération est le terme démographique. D'ailleurs, bien des études ont aperçu les effets de la dépopulation des Indiens de l'Amérique espagnole. Ceci dit, et lorsqu'il s'agit de la même population considérée autrefois et à présent, nos démarches, inverses selon le moment, peuvent apparaître étranges et l'on se propose ici de les croiser.

II.

Les îles de la Société sont connues avec précision depuis 1767, date où les aborda Wallis, le premier navigateur d'une série ininterrompue de voyages jusqu'à nos jours, et il ne faut pas trop faire attention aux regrets que nous pouvons avoir — notamment lorsque nous soutenons des thèses — à propos des mauvaises estimations de population ou des interruptions dans les séries que nous devons accepter. La nature insulaire, les faibles dimensions d'espace et de population et l'existence de dénombremments de population dès le début du XIX^e siècle, renforcée à partir de la seconde moitié de ce siècle par la mise en place d'un état civil permettent une connaissance au moins suffisante, sinon des variations exactes, du moins des tendances d'évolution de la population ¹.

1. Les premiers recensements périodiques datent de 1848. On consultera notamment :

C. VALENZIANI, 1949, « Etude démographique en Océanie française », *Population*, N° 4, pp. 93-114.

R. TESSIER, 1953, « Etude démographique sur les Etablissements français de l'Océanie, de Cook au recensement des 17-18 septembre 1951 », *Bul. Soc. Etu. Océ.*, N° 102, t. IX (n° 1), mars 1953, pp. 6-31.

N. MAC'ARTHUR, 1968, *Island Populations of the Pacific*, Canberra et Honolulu, Australian National University of Hawaii Press, 381 p.

R. CLAIRIN, 1972, « La population de la Polynésie française », *Population*, n° 4-5, pp. 703-727.

Car ce qui nous importe ici, c'est de dépasser un simple constat en un point donné du temps par une perspective dynamique que révèle les tendances de l'évolution démographique, tout en étant conscient que dans l'établissement d'un rapport entre le niveau de la population et celui des subsistances, il n'est utile d'avoir de précisions qu'autant qu'elles affectent les deux termes : une connaissance très exacte de la population sera de toute façon inutile si le terme subsistances, aussi réduit soit-il dans son expression, demeure peu précis. On conclura donc que la connaissance d'ensemble de l'évolution démographique des îles de la Société est suffisante pour notre objet.

Le phénomène de la dépopulation des îles de la Société, à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècles, a été considéré sous l'angle de ses causes. Quoi de plus légitime d'ailleurs que les chercheurs, à la suite des observateurs et des intéressés eux-mêmes, s'interrogent sur les raisons d'un phénomène qui réduit dans un rapport drastique — d'ailleurs discuté (de 8 à 1, de 10 ou 11 à 1 ?) — l'effectif de la population de ces îles ?

L'état de cette question peut être posé ainsi. A partir de 1767, les Européens fréquentent de plus en plus Tahiti et les archipels qui lui sont proches. On constate une très grande fréquence des guerres internes, sans que l'on puisse dire s'il y a une corrélation avec la fréquence de la venue des Européens. Les mécanismes de fonctionnement de la société, notamment l'accession pour le pouvoir, favorisent les actions guerrières. Des indices d'une pression démographique susceptible de favoriser les conflits ont pu être avancés, sans toutefois que ces indices de l'existence d'une pression soient convaincants ni que, si pression il y avait, l'on sache qu'elle ait généré tel conflit. De plus, on n'est sûr de l'existence des guerres qu'à partir du moment où les passages répétés permettent soit de les constater de visu, soit d'en recueillir les récits dans les intervalles, ce jusqu'à ce que les observations en soient si serrées qu'elles en deviennent permanentes.

Cette permanence de l'observation se trouve renforcée par l'arrivée des missionnaires (les premiers arrivèrent en 1797 puis en 1801) qui sont les seuls résidents étrangers de longue durée jusque dans les années

J.-L. RALLU, 1989, *Evolution de la population des archipels du Pacifique au XIX^e et XX^e siècles*, Thèse de Doctorat d'Etat de l'Université de Paris I, résumée in *Journ. Soc. Océan.*, N°8-9, année 1989, n° 1 et 2, pp. 129-132.

La date de la constitution d'un état civil sur le modèle français varie selon les îles mais se situe, en gros, dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec, dans chaque district, l'établissement d'actes de notoriété puis l'inscription au jour le jour des mariages, des naissances et des décès.

2. M. PANOFF, 1989, *Tahiti métisse*, Paris, Denoël, 291 p. M. Panoff estime la perte de substance de la population au plus bas de la baisse, vers 1880, de 7 habitants sur 8, voire de 9 sur 10 (p. 175). A propos de Tahiti, J.-L. RALLU (op. cit.) estime la baisse de population de 11 à 1 en 1881 (p. 132).

1830³. On peut, à ce moment, avancer un certain nombre d'éléments qui valent commencement d'explication :

— la diminution de la population est suffisamment importante aux yeux des Polynésiens pour que ceux-ci mettent en rapport les maladies qui les frappent avec l'arrivée des navires européens⁴ ;

— les marins dont les vaisseaux fréquentent les parages soulignent à partir des années 1790 la pression des chefs tahitiens pour obtenir des armes et des alcools européens ; d'où la conclusion, difficile à démontrer, que l'alcool d'une part, et les armes, par le décuplement des victimes qu'elles peuvent entraîner dans les guerres, d'autre part, expliquent, à côté des facteurs de maladie la diminution de la population ;

— peut-être ne faut-il pas négliger, car cela a des effets sur la genèse et le développement des conflits, le bouleversement qu'introduit dans la structure traditionnelle du jeu politique l'ascension unilatérale, à cause du monopole des produits nouveaux et rares qu'elles confisquent, des unités politiques gouvernées par les Pomare ; ascension qui est traditionnelle mais traditionnellement se trouve très vite bloquée pour celle des unités rivales ; et d'ailleurs, on a eu, entre le passage de Wallis (1767) et celui de Cook (premier voyage, 1769) l'exemple d'un tel blocage⁵. Avec les deux Pomare, et l'ancre permanent des bateaux européens sur leurs rivages, le blocage devient illusoire, à cause de la source continue de biens européens valorisés qui leur arrivent, notamment en échange de l'avitaillement nécessaire des navires. J.-F. BARE⁶ a bien montré comment ces flux de biens désirés ont été sublimés dans une relation politique mythique d'échange entre *Peretane*, la Grande-Bretagne symbolisée par l'image du roi George, et les unités politiques tahitiennes dont les *ari'i* (chefs emblématiques) font du souverain britannique un des leurs ; sublimation qui légitime en quelque sorte les

3. Auparavant, n'ont résidé un certain temps à Tahiti que Morrison et ses compagnons (les mutins du *Bounty*) et quelques déserteurs de navires en relâche.

4. J. DAVIES, 1961, *The History of the Tahitian Mission 1799-1830*, éd. par C.W. Newbury, The Haklyut Society, Cambridge, p. 67 : (ils) « reprochaient aux frères (missionnaires) leurs maladies et leurs épidémies, disant qu'elles viennent toutes des bateaux anglais » (trad. Cl. ROBINEAU, 1985, *Les racines*, ORSTOM, mémoire n°100, Livre II, p. 195-196 et note 117.

Point souligné in M. PANOFF, *op. cit.*, p. 169.

5. Affaire dite de la débacle de Papara : Les prétentions des hauts chefs de Papara à la reconnaissance de leur hégémonie par les autres unités politiques tahitiennes sont brisées par une coalition qui leur inflige une sévère défaite ; et cela laisse le champ libre aux prétentions des hauts chefs Pomare de Pare-Arue dans les parages desquels les bateaux européens ont pris l'habitude de faire relâche.

6. J.-F. BARE, 1985, *Le malentendu Pacifique*, Paris, Hachette, 279 p.
J.-F. BARE, 1987, *Tahiti, les temps et les pouvoirs.. Pour une anthropologie historique du Tahiti post-européen*, Paris, Editions de l'ORSTOM, coll. Travaux et Documents, n° 207, 543 p.

biens que procure le commerce des *papa'a* (Blancs), mais qui, par cette légitimation, procure aux Pomare une puissance incomparable.

L'évangélisation va de pair avec l'ascension des Pomare, l'explication qui en est donnée généralement étant l'alliance de Pomare II avec les missionnaires, ce qui n'explique ni l'absence de tout progrès missionnaire dans les premières années de l'alliance, ni son succès à partir des années 1810. Les missionnaires voient bien d'ailleurs la cause de leur insuccès dans les débuts : l'intégration très forte chez les Polynésiens du social et du religieux ⁷ et leur réussite ultérieure peut peut-être résulter de la décomposition de la structure politique causée par la recrudescence après 1810 des guerres internes qui éliminent de grands chefs, le mécanisme « économique » évoqué plus haut de l'ascension des Pomare et certainement les effets insidieux de la diminution de la population. A partir de 1810, les ralliements à Pomare II arc-bouté à Moorea, d'abord de gens de cette île, ensuite de Tahitiens, enfin des chefs des îles Sous-le-Vent avec leurs peuples font boule de neige, tandis que les conflits se radicalisent entre un parti Pomare, et un parti anti-Pomare et le groupe des partisans opposés à Pomare se réduit. Et c'est l'adhésion à la structure Pomare II — missionnaires — *Peretane* qui entraîne, à l'initiative des dits missionnaires, le lessivage des pratiques culturelles tahitiennes en contradiction avec l'idéal évangélique : l'homme nouveau, pour parler comme les théologiens, résulte de la structure politique nouvelle, et non le contraire ; d'où peut-être aussi la difficulté de cet homme à imposer son modèle, comme le révèle le mouvement de la *Mamaia* ⁸. L'efficacité de l'Évangile a dû, sans doute aussi, reposer sur l'inefficacité du principal dieu tahitien d'alors, Oro, à conjurer les malheurs de Tahiti, défaites de ses supporters, guerres, maladies et morts.

Résumons-nous. Le contact avec l'Europe entraîne d'une part une crise démographique très grave et, d'autre part, la perversion du fonctionnement politique, laquelle se trouve ensuite exacerbée par ladite crise démographique et ouvre le chemin à une transformation (relative) de l'homme polynésien. On a ainsi affaire à un schéma d'évolution

7. J. DAVIES, *Op. cit.*, p. 788, cité par ROBINEAU, 1985, p. 196 et note 121 : La religion nationale actuelle est tellement mêlée aux affaires civiles et aux prérogatives et à l'autorité des chefs (que les Polynésiens) ne conçoivent pas que l'une peut aller sans les autres.

8. Mouvement visionnaire de contestation de l'autorité religieuse de la mission évangélique et des usages de la vie sociale imposée par cette dernière au nom de la foi chrétienne à l'encontre des coutumes polynésiennes. Ce mouvement s'épanouit entre 1826 et 1841. Ce fut un mélange explosif de visionnarisme né des perturbations profondes supportées par la société, de ras-le-bol du totalitarisme missionnaire et peut-être aussi du rejet de Jéhovah pour cause d'inefficacité divine, avec cette différence que ce dieu là ne pouvait pas, comme les précédents, Taaroa, 'Oro, être rejeté sans remettre en cause la structure de la société.

idéologique, qui laisse de côté l'effet le plus clair et le plus sensible qu'on peut attendre dans l'immédiat d'une diminution brutale de la population : la baisse de niveau de la production et la modification des rapports sociaux entraînée par la diminution du nombre des travailleurs et des quantités produites. Expliquons cela.

L'économie tahitienne ancienne est basée sur la récolte des fruits et des tubercules, la pêche, le petit élevage (cochons volailles), le tressage des végétaux, la fabrication des tissus en écorce battue, l'usage et le travail de la pierre et de différents bois, l'usage à des fins ornementales, symboliques ou religieuses, de plumes et de coquillages. La structure sociale comprend, de façon très schématique, une haute classe de chefs, prêtres et guerriers, une basse classe de producteurs et une classe intermédiaire indispensable de tenanciers du sol, d'officiers des grands chefs, de producteurs de services rares. En zone intertropicale humide, la production — des subsistances notamment — est quasi-continue et les nécessités de l'accumulation sont, du fait des difficultés de conservation — qui n'est pas cependant impossible — satisfaites par la mise en défens (*rahui*) de zone de récoltes, l'interdiction temporaire de récolter sur un secteur terrestre ou de lagon permettant de laisser la production s'accumuler en vue de festivités ou d'un travail collectif à accomplir (construction d'un édifice religieux, *marae*, d'une pirogue de guerre, d'une longue maison).

L'économie tahitienne (et des autres îles de la Société) fonctionne donc sur la constitution de surplus pour la subsistance des chefs et l'accomplissement de leurs fonctions sociales (hospitalité, octroi de présents, présidence d'assemblées cérémonielles ou festins et d'entreprises de travaux collectifs, redistribution). Bien qu'on puisse interpréter le fonctionnement de cette économie selon un modèle de tribut-redistribution décrit dans d'autres sociétés polynésiennes, la littérature n'en fournit que des éléments (qui permettent d'induire la validité du modèle) mais sont par ailleurs fortement éclairants : l'idée exprimée par des dépendants qu'on doit donner aux chefs sans attendre que ces derniers demandent ; le prélèvement opéré de cette façon coercitive et sans délai par un chef qui essuie de la part de dépendants sinon un refus catégorique du moins une réponse dilatoire à ses injonctions ; l'idée aussi de la fonction distributive des chefs que les bénéficiaires expriment avec une violence qui s'apparente au pillage ⁹.

9. Sur les phénomènes de redistribution dans les économies polynésiennes, voir : R. FIRTH, 1959, *Economics of the New Zealand Maori*, Wellington, R.E. Owen, 519 p. R. FIRTH, 1965, *Primitive Polynesian Economy*, London et Hamden, Routledge and Kegan Paul et Archon Books, 385 p. (c'est l'anthropologie économique de Tikopia). M. SAHLINS, 1958, *Social Stratification in Polynesia*, Seattle, University of Washington Press, American Ethnological Society Series, m-29, 306 p.

Dans cette économie, les échanges jouent un grand rôle et la notion d'auto-subsistance doit être entendue de façon large au niveau de l'ensemble des îles de la Société :

— échanges complémentaires dans le cadre de chaque vallée (qui forme souvent une unité politique distincte) entre le littoral (cocoteraie, produits de la mer) et l'intérieur (bois, bambou, basalte) ;

— échanges à l'intérieur des unités politiques impliquées par la structure sociale et les rapports économiques et sociaux que cette structure suscite (entreprises collectives, cérémonies) ;

— impact économique des relations de guerre ; avec ce que les missionnaires appelleront la destruction du district, c'est-à-dire le sacage des habitations et des plantations ¹⁰, avec également le refuge des populations dans l'intérieur ;

— relations politico-religieuses entre les districts et les îles (réceptions, festivités, flux de présents échangés). Il existait notamment des troupes de chants et de danses allant d'un district ou d'une île à l'autre qui formaient une société à part et entretenaient une économie d'échanges sur la base de l'hospitalité et des fêtes qu'elles suscitaient ('Arioi).

Le contact avec l'extérieur qui s'amorce de façon régulière à la fin du XVIII^e siècle a pour effet de modifier progressivement, mais durablement la structure et le réseau des échanges. On n'a pas malheureusement, sauf exception, un tableau de ce changement mais l'on peut, avec ce que l'on connaît de la structure et du réseau des échanges à la veille du contact d'une part, des biens apportés, des nouvelles productions et du commerce qui se développe alors d'autre part, tenter un bilan ¹¹. Sur le long terme, le contact avec l'extérieur apporte des objets en fer et de nouveaux textiles. Clous, haches, marteaux, scies remplacent un outillage d'herminettes en pierre et une technique d'assemblage du bois par ligature et tenons et mortaises dont

G.L. OLIVER, 1974, *Ancient Tahitian Society*, Honolulu, The University Press of Hawaii. V. notamment t.II, pp. 635-637.

B. GERARD, 1974, « Origine traditionnelle et rôle social des marae aux îles de la Société », *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, Paris, vol. 11, n° 3-4, pp. 211-226.

Cl. ROBINEAU, 1985, *Tradition et modernité aux îles de la Société*, Livre II, v. notamment les chap. I (L'ancienne économie polynésienne) et III (Le système économique tahitien), pp. 1-33 et 115-173.

J.-F. BARE, 1985, *Le Malentendu Pacifique*, op. cit.

M. PANOFF, 1989, *Tahiti métisse*, op. cit., introduction pp. 18-21..

10. Après extraction, voire consommation de toutes les ressources disponibles, vraisemblablement (DAVIES, op. cit., pp. 41-55).

11. W. ELLIS, *Polynesian Researches*, dans la trad. française « A la recherche de la Polynésie d'autrefois », Paris, 1972, Publ. de la Soc. des Océanistes, n° 25, livre II, pp. 434-435, d'après le rapport fait par le capitaine Gambier lors de la venue à Huahine du navire Dauntless en 1822.

la productivité est infiniment plus faible. Les lourds vaisseaux du roi George par rapport aux frêles pirogues, aussi somptueuses soient-elles, ont fasciné sans nul doute ce peuple de marins. La solidité comparée du coton et du *tapa*, tissu d'écorce battue éminemment fragile, a dû favoriser le remplacement du second par le premier ; apparemment, le gain de productivité occasionné par ce remplacement était considérable mais le calcul de ce gain doit porter sur le temps de travail des produits nécessaires pour l'acheter (cochon salé, vivres frais, huile de noix de coco) et les termes de l'échange entre ces deux séries de produits.

Tel est le raisonnement de l'économiste. Celui de l'anthropologue est différent parce que — et cela est valable pour la première moitié du XIX^e siècle, disons jusqu'à la guerre franco-tahitienne (1844-47) — l'exportation et la consommation n'obéissent pas à la même dynamique. Très rapidement, dès la première ou la deuxième décennie du XIX^e, les exportations se développent, à l'initiative des chefs *ari'i*, *ra'atira* évidemment qui détiennent le contrôle de la production¹². En revanche, et peut-être à cause de l'influence missionnaire porteuse d'égalitarisme individuel, la faveur des matières d'importation est générale ; et c'est sans doute la difficulté pour s'en procurer lorsqu'on n'a pas de produits à exporter, ce qui est le lot de la majorité de la population (et malgré aussi la contrepartie redistribution qu'on est en droit d'attendre des chefs), qui va stimuler la production de substitution, comme par exemple le coton local.

Une fois reconnue la part prise par les missionnaires dans leur introduction, la faveur dont jouissent les produits importés (et qui ira, dans le cours du XIX^e siècle, jusqu'à substituer aux bois locaux des planches et des poutres obtenues d'Amérique ou d'Europe) a été mise au compte de l'attrait des Polynésiens pour les techniques nouvelles, de leur capacité d'adaptation ainsi que de l'avantage, vite saisi par eux, de l'économie de travail et de temps. Mais on n'a pas beaucoup remarqué — sinon jamais — que ce souci d'économie pouvait aussi résulter de la diminution de la force de travail consécutive à la dépopulation. Le déclin démographique réduit progressivement le volume de la population active, mais les besoins décroissent moins vite du fait de l'état pathologique qui prévaut. L'adoption des techniques nouvelles est le moyen de contrecarrer par les gains de productivité qu'elles apportent cette réduction, à la condition toutefois que les matières importées puissent être payées par des exportations de contre-partie : ce qui n'est

12. Pomare II, roi de tout Tahiti après 1815, le Haut Chef Tati, Atiau Vahine princesse de divers districts de Tahiti et Moorea sont des entrepreneurs, au sens schumpétérien du terme. Au sujet des affaires de Pomare II, v. ROBINEAU, 1985, p. 216. Sur l'ensemble de la question, cf. PANOFF, 1989, *op. cit.*, La greffe économique et l'ascension des Pomare, pp. 30-40.

pas un problème en un temps où le Pacifique Sud entre, à cause de l'importance de la chasse aux baleines fournisseurs de corps gras et de la colonisation de l'Australie, dans le commerce mondial.

Mouvement de la population, changement culturel et technique, changement social sont beaucoup plus liés qu'on ne le fait apparaître d'habitude à propos de la Polynésie et dans un sens qui n'est pas univoque. Le déclin de la population diminue la force de travail, et donc la production pour l'auto-consommation comprise *lato sensu* (non seulement alimentaire mais étendue à l'habillement, à la construction et à l'outillage) incite à l'importation de produits de substitution, et pour les payer, à l'exportation de produits demandés par les Européens.

III.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, au début des années 70, l'accroissement annuel de la population était de 3,3 %, avec la prévision pour le début des années 90, d'une population totale atteignant le quart de million, dont près de la moitié ayant moins de 15 ans ¹³. La figure jointe montre la courbe résolument ascendante de la population à partir de 1920, avec un accroissement précurseur dès les années 90, mouvement comparable à celui des autres pays et succédant à la phase de déclin du XIX^e siècle.

Ce fort taux d'accroissement, révisé par la suite à la baisse ¹⁴, a inspiré dans la suite des années 70 toute une série d'inquiétudes concernant l'emploi ¹⁵ :

— importance relative du nombre d'emplois nouveaux à créer chaque année ;

13.. B. GROSSAT, 1973, L'emploi en Polynésie Française, *Journ. Soc. Ocean.*, N°40, t. XXIX, Septembre, pp. 241-287. Les projections faites dans les années 60 prévoient pour 1985 un chiffre de 174 000 habitants. En 1983, la population atteint 167 000 avec un taux d'accroissement annuel, calculé sur la période 1976-1981 de 2% (B. ANTHEAUME et J. BONNEMAISON, 1988, *Atlas des îles et Etats du Pacifique Sud*, Montpellier et Paris, GIP RECLUS/Publisud, p. 190.

14. Les calculs de R. Clairin (1972, *op. cit.*) apportaient des taux d'accroissement naturels situés entre 2,12 et 3,56 % par an (base de données des années 1946-1967. Le taux de 2 % calculé sur la période 1976-1981 concerne une population moins jeune, du fait de l'éloignement dans le temps des dernières hécatombes (grippe 1918-19, rougeole 1951).

15. Sur l'économie contemporaine de la Polynésie Française, v. :

B. GROSSAT, 1973, L'emploi en Polynésie Française, *op. cit.*

Cl. ROBINEAU, 1984, *Du coprah à l'atome*, *op. cit.*, chap. IV à VI (la transformation de l'économie à travers le cas d'une île proche de Tahiti).

G. BLANCHET, 1985, *L'économie de la Polynésie Française de 1960 à 1980*, Paris, Ed. de l'ORSTOM, Travaux et documents, n° 195, 166 p.

B. ANTHEAUME et J. BONNEMAISON, 1988, *Atlas des îles et Etats du Pacifique Sud*, *op. cit.*, pp. 97-100.

- fragilité d'une économie reposant pour une part importante sur le C.E.P. (Centre d'essais nucléaires) et donc sur l'avenir de ce dernier ;
- prospérité passagère d'une économie financièrement soutenue par la France et donc conditionnée par l'engagement de cette dernière ;
- un niveau de vie monétairement élevé par rapport au reste de la région (sauf Hawaii, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et donc difficile à maintenir dans la perspective d'une reconversion mettant l'économie polynésienne en concurrence avec les autres économies de la région ;
- la recherche peu réussie depuis les trente dernières années de nouveaux axes de développement, soit que les ambitions affichées aient été démesurées (tourisme), soit que les réalisations soient demeurées à un niveau très modeste (aquaculture) 16.

Les statistiques de l'Office de la main-d'œuvre faisaient apparaître en 1980 un chiffre dérisoire du chômage mais ce chiffre n'était pas significatif : ces statistiques ne concernaient que la moitié de la population active 17 c'est-à-dire, compte tenu des habitudes tahitiennes, que la partie de la population la plus motivée à demander officiellement des emplois (population instruite, spécialisée et non rebutée par les formalités administratives) soit celle qui avait le plus de chances d'avoir des emplois secondaires spécialisés ou administratifs et tertiaires : autant dire la difficulté de prendre en compte le chômage. En outre, la structure de l'emploi des travailleurs dans le temps privilégie l'emploi intermit-

16. Dans son étude, B. GROSSAT avait calculé qu'il fallait créer 1 200 à 1 500 emplois nouveaux par an pour une population active de 35 000 personnes en 1971 comportant 25 000 salariés (GROSSAT, 1973, pp. 258 et 262).

Le C.E.P. employait 4 à 5 000 travailleurs locaux en 1967 mais déjà moins de 3 000 deux ans après, manifestation du caractère passager de son activité économique. En termes de flux, les dépenses du C.E.P. représentent en 1969 27% du produit intérieur brut (P.I.B.) -76% trois ans avant- mais ces chiffres sont des indicateurs imparfaits de l'impact du C.E.P. sur l'économie locale puisqu'ils englobent la part du personnel civil et militaire expatrié ; toutefois, leur énormité donne une indication sur l'importance de l'impact (BLANCHET 1985, pp. 38 et 43).

Progressivement, le désengagement du C.E.P. à partir de la fin des années 60 a été compensé par l'accroissement des dépenses civiles (40 % du P.I.B. en 1980) ; et les dépenses publiques sont couvertes à 61 % par des fonds métropolitains auxquels il faut ajouter les droits d'entrée et de sortie perçus par le Territoire sur le C.E.P. (2 milliards sur un budget local de 16 (BLANCHET *ibid*, pp. 67, 69 et 142-143).

P.I.B. par habitant (en dollars australiens) : Polynésie 11500 ; Nouvelle Calédonie 5900 ; Fidji 1904 ; Samoa occidentales 304 ; Tonga 395 ; Papouasie-Nouvelle Guinée 712 ; Hawaii 17731 (ANTHEAUME et BONNEMAISON, 1988).

17. L'Office faisant apparaître par année les demandes et les offres d'emploi non satisfaites, la différence entre les deux correspondant à du chômage ; les chiffres ne sont pas cumulés (BLANCHET *ibid* p. 153. L'auteur mentionne que ces statistiques ne concernent que la moitié de la population active).

tent — lequel prévalait même en période de plein emploi, contribuant ainsi à réduire d'autant le chômage 18.

Cette plasticité des comportements qui ordinairement écrête si l'on peut dire le caractère aigu des revendications n'en comporte pas moins des dangers : notamment de l'ébullition souterraine des mécontentements qui, occasionnellement, éclate au grand jour et avec d'autant plus de violence qu'elle en a été cachée plus longtemps. Ainsi, des incidents récents de Papeete lors d'un long conflit des dockers en butte aux menaces de mise en chômage de la part du C.E.P. ; mais aussi, une dizaine d'années auparavant, des incidents violents dans l'affaire dite du Drapeau. Les auteurs soulignent, pour avancer la difficulté de recherche de solutions, le caractère logiquement irréversible des conquêtes de la société polynésienne concernant le niveau de vie et la protection sociale. Pourtant est-on bien sûr de cette irréversibilité ?

Un début de preuve du contraire est fourni par l'évolution locale de la conjoncture entre 1968 et 1974 sur fond de récession qui se traduit à Tahiti et dans les îles par une reprise observable des cultures vivrières, reprise confirmée par les mesures d'autoconsommation faites à Moorea : dans la communauté villageoise de Maatea, objet d'une enquête fine, l'autoconsommation passe de 30 % en 1967-68 à 50 % en 1974. Dans les maisonnées observées, la formule de la production, c'est-à-dire la combinaison d'activités auxquelles leurs membres ont recours pour la formation des revenus, évolue entre ces deux dates dans le sens d'une plus grande place faite à l'autoconsommation 19.

Sur cette lancée dans la reconquête d'une plus grande autonomie économique, voici, à la faveur du développement d'un style néo- (ou pseudo) polynésien dans l'habitation, la constitution de *pupu* (groupe de travail) dans la construction des maisons à Maatea (Moorea en 1974-75), tandis que dans le même village prend essor un entrepreneur

18. Même en période de plein emploi, dans les années 1966-69 par exemple, les temps d'emploi étaient coupés de temps de non-emploi qui pouvaient être aussi longs et permettaient aux salariés d'avoir d'autres activités en famille, dans leur district ou dans leur île (v. G. RINGON, Vaitupa, un quartier de migrants dans la zone urbaine de Tahiti, *Journ. Soc. Ocean.*, n° 32, t. xxvii, septembre 1971, pp. 235-249 et Cl. ROBINEAU, 1984, op. cit., Le développement du salariat pp. 356-366).

19. Cl. ROBINEAU, 1984, op. cit., pp. 314-317. Les tableaux 65 et 66 montrent le glissement de l'ensemble des maisonnées vers plus d'autoconsommation et moins d'acculturation alimentaire. Celle-ci est comprise comme le recours à des aliments non traditionnels en Polynésie, (conserves mais, aussi le riz) ; le poisson pêché même acheté (mais non les conserves de poisson) tend à limiter cette acculturation.

Sur 24 maisonnées en 1967-68, 11 ont une formule variée de la production associant notamment l'autoconsommation et 2 ont leur production fondée sur le binôme autoconsommation + salariat. Sur 18 maisonnées en 1974, 11 ont cette formule variée mais 5 le binôme précédent ; et 6 maisonnées sont passées en outre à une formule incluant l'autoconsommation.

schumpétérien²⁰. On saisit, par ce petit exemple, toutes les possibilités latentes du dynamisme économique tahitien capable de se saisir des ressources intérieures jusqu'ici abandonnées et selon des méthodes variées qui vont de l'entreprise individuelle à la coopérative de production mais qui font appel à un fonds culturel commun d'entraide, de compétition collective et d'acceptation de *leadership* sous condition de réciprocité²¹.

IV.

Les rapports entre auto-subsistance, système marchand et population sont complexes. Ils ne sont pas univoques. La crise économique actuelle de la Polynésie ne peut pas être traitée sans référence au mouvement séculaire de la population, ni à ses capacités d'adaptation. Les difficultés actuelles de l'emploi renvoient à un recentrage sur les ressources locales, à un retour à l'auto-subsistance entendu *lato sensu*. Mais cette constatation tirée des observations faites çà et là ne découle-t-elle pas logiquement de la situation d'accroissement rapide dans laquelle se trouve la population de la Polynésie ? En situation inverse (la décroissance démographique), la nécessité de faire des gains de productivité (produire plus par tête) conduisait à limiter l'auto-subsistance en recourant à l'importation grâce aux bénéfices tirés de produits primaires. (C'est bien à cause des bénéfices élevés à réaliser qu'au XIX^e siècle, la colonisation tendit, de part le monde, à accaparer les plantations pour l'exportation). A présent, l'accroissement démographique en Polynésie conduit à privilégier la tendance inverse et la relative stagnation des produits primaires sur le marché mondial ne vient pas contredire un tel choix. Mais celui-ci n'a, en Polynésie, un fondement logique que si l'on considère le déclin passé et l'accroissement actuel de la population comme un seul et même mouvement. On peut aussi remarquer que tirer, de ce que les Polynésiens sont fortement — à quel degré et pour combien d'entr'eux ? — insérés dans la société de consommation occidentale, la conclusion que cette insertion est irréversible revient à nier les capacités d'adaptation des acteurs sociaux ainsi qu'à privilégier un sens unilinéaire de l'histoire. On devrait donc à notre sens explorer beaucoup mieux que nous ne l'avons fait les relations populations/ressources (tant endogènes qu'exogènes) lorsque se produisent les évolutions démographiques, qu'elles soient de décroissance ou d'accroissement et regarder comme un même mouvement, quelles qu'en soient les causes divergentes, les variations de population dans le temps d'une même communauté historique, avec les mouvements de l'économie qui s'y font jour.

20. Cl. ROBINEAU, 1984, *op. cit.*, pp. 366-375.

21. Cl. ROBINEAU, 1984, *op. cit.*, p. 478 ; 1985 : pp. 246-250.

PRESSION DÉMOGRAPHIQUE ET PRODUCTION ALIMENTAIRE : L'EXEMPLE DE TROIS RÉGIONS DU CAMEROUN

Simon D. YANA
Jean-Marie WAUTELET
Samuel KELODJOUE

Le rapport entre la dynamique démographique et les disponibilités alimentaires est une des questions centrales du débat sur la population et le développement.

Si les politiques d'ajustement structurel, qui visent à imposer un nouveau cadre macroéconomique dans la recherche des équilibres production-consommation, ont une approche excessivement monétaire qui ignore la dimension population et masque la nature des défis à relever (maintien de l'autosuffisance alimentaire et de l'équilibre écologique, création d'emplois, maîtrise de l'exode rural et de la natalité) ¹, le débat sur l'adéquation population-ressources semble, par contre, se circonscrire principalement aux relations physiques : population (taux de croissance ou densité) — production de subsistances — innovations technologiques.

Ainsi le rapport population-alimentation sera souvent abordé sous l'angle de la pression démographique, notion renvoyant le plus souvent à une variable quantitative : la densité démographique, dont l'évolution dépend du taux de croissance de la population sur un espace donné.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, dans les études sur le Cameroun, lorsqu'il est question d'aménagement du territoire, d'exode rural,

1. Notons que l'approche « Dimension sociale de l'ajustement » cherche à résorber ce « déficit » des politiques d'ajustement.

d'évolution des systèmes agraires, d'autosuffisance alimentaire, ..., les auteurs privilégient l'étude de trois zones à forte densité (le pays Bamiléké, le département de la Lekié et les Monts Mandara). En prenant ainsi les zones de fortes densités comme cas crucial des problèmes posés par l'évolution des systèmes de production agricole, sous leur double aspect quantitatif et qualitatif, le facteur démographique apparaît a priori être tout aussi sinon plus important que les facteurs physiques de l'environnement (relief, climat, sols), économiques (insertion de l'économie rurale dans le système du marché moderne), techniques (méthodes traditionnelles et modernes), sociaux et politiques.

Comparant ces trois cas, des études antérieures sur l'exode rural et l'évolution des milieux ruraux ont toutefois montré que la densité est un concept relatif « aux aptitudes culturelles des sols, des systèmes de production et de la manière dont les sociétés gèrent leur espace utile »² et n'a donc « de sens que dans un contexte économique et social donné »³ et non comme variable explicative unique.

Il semble donc utile de revoir l'adéquation densité-pression démographique dans la littérature scientifique avant de comparer pour ces trois zones la dynamique production alimentaire-population.

Enfin, une remise en question de l'approche empirique s'impose sous trois aspects :

a) l'évolution des densités au sein de l'espace national ne remet-elle pas en question l'importance traditionnelle attachée à ces trois zones ?

b) le rôle relatif de la densité n'oblige-t-il pas à considérer d'autres variables démographiques, comme le taux de croissance de la population rurale ?

c) l'articulation entre densité de la population rurale et croissance urbaine ne mérite-t-elle pas une nouvelle analyse ?

1. Pression démographique et production agricole : approche conceptuelle

La « pression démographique » fait l'objet d'une préoccupation déjà ancienne chez les auteurs. De plus, ce concept comporte une forte connotation idéologique propre à le situer dans le débat politique.

Les approches sont ici diverses, les unes insistant sur les causes, les autres sur les conséquences de la croissance démographique. La question semble souvent posée de façon mécanique, et cette démarche ne peut être dépassée que par une vision plus globalisante et non exclusive de la réalité.

2. J.C. BARBIER, G. COURADE et P. GUBRY, *L'exode rural au Cameroun*, p. 11.

3. J. WEBER, *Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun*, p. 135.

1.1. Des causes et conséquences de la croissance démographique

On revient ici à la racine du problème, et les différentes thèses ne sont pas toujours explicitement exposées ni complètement argumentées.

Si Malthus reconnaît que la croissance démographique est due à une différence entre les niveaux respectifs de la fécondité et de la mortalité, la pression démographique résulte de la présence d'un autre élément, la décroissance des rendements agricoles.

« Premièrement la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, (...) la passion réciproque entre les sexes est une nécessité, et restera à peu près ce qu'elle est à présent (...).

Supposant (...) mes deux postulats acceptés, je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance de l'homme. Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique » 4.

Ainsi présenté, le principe de population de Malthus fait penser que la pression démographique est une fatalité, ce qui n'est pourtant pas l'orientation générale de sa pensée. En effet, il faut noter qu'il exposait dans son premier ouvrage, « la crise », paru en 1796 et non-publié, une position plus nuancée : « la croissance démographique peut être une conséquence de la prospérité (ou en termes modernes, du développement), mais parfois cette croissance démographique freine la prospérité, et dans le plus mauvais cas elle y met un terme » 5.

Ce rappel débouche sur l'hypothèse Bonmal 6 qui montre qu'à court terme, Malthus ne rejette pas une croissance de production due à la croissance démographique, mais que cette réponse même ne fait qu'aggraver les problèmes à plus long terme. Cette prise en compte du décalage temporel entre croissance de la population et croissance de la production permet à certains auteurs de rapprocher les thèses de Malthus et celles plus récentes de Boserup 7.

4. T. R. MALTHUS, *Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société avec des remarques sur les théories de M. Godwin, de M. Condorcet et d'autres auteurs*, Londres, 1789. Traduction, E. Vilquin, p. 24-25.

5. W. PETERSEN, *Malthus, le premier anti-malthusien*, Paris, Bordas, 1980, p. 35.

6. BONMAL (Better Outcome Now Mean Aggravation Latter), « A summary view of the principle of population », cité in M. LIPTON, *Response to rural Population Growth : Entitlements, Technology, Institutions*, FAO, 1987, p. 3.

7. R. D. LEE, « Malthus and Boserup, A Dynamic Synthesis », in *The State of Population Theory*, Basil Blackwell, 1986, p. 96-130. Voir sur ce point la revue de la littérature de J. VERON, « Éléments du débat Population Développement », *Les Dossiers du CEPED*, n° 9, novembre 1989, p. 13-17.

En effet, E. Boserup conçoit le développement économique comme le résultat d'un ajustement à la pression démographique. Ainsi dans l'agriculture, le paysan ne recourt à une technologie plus intensive en heures de travail que lorsque la croissance démographique exerce une pression sur les ressources disponibles, la terre en particulier, car il cherche à économiser son temps de travail ⁸.

Puisque Boserup ne mentionne pas d'autre cause possible du progrès technologique, la relation entre ce dernier et la croissance démographique paraît alors déterministe, exclusive et cyclique, et sa théorie mécaniste ⁹.

Il faut noter ici que l'hypothèse de Boserup d'une productivité moyenne du travail déclinante liée à l'accroissement de population n'est plus valable lorsque l'essentiel de l'investissement ne repose plus sur un accroissement de travail fourni, mais sur l'introduction d'intrants et de machines, ce qui pose alors le problème de l'absorption de la main d'œuvre par le secteur agricole ¹⁰.

On peut remarquer que la thèse de Boserup à propos de la densité se rapproche de celle de Marx, lorsqu'il affirme que l'égalisation des taux de profit entre entreprises présuppose une grande densité de population de même que « la division du travail dans la société suppose une certaine grandeur de la population, accompagnée d'une certaine densité » ¹¹ relevant ainsi une conséquence positive de la croissance démographique.

Les causes de la pression démographique pour Marx sont d'abord biologiques, mais surtout socio-économiques. Car pour lui l'abondance comme la pauvreté favorisent la croissance démographique, en ceci que les salaires élevés facilitent les mariages précoces et réduisent la mortalité des enfants des travailleurs, qui reçoivent alors une nourriture et des soins meilleurs, alors que les bas salaires stimulent la fécondité, parce que « la misère fait naître du monde » ¹².

La prise en considération des conditions économiques et sociales amène Marx à affirmer que chaque mode de production a son propre

8. E. BOSERUP, *The Conditions of agricultural Growth ; The Economics of Agrarian Change Under Population Pressure*, Chicago, Aldine Publ. Co, 1985. E. BOSERUP, *Population and technology*, Oxford, Basil Blackwell, 1981.

9. Comme pour Malthus, on ne peut cependant réduire l'œuvre de Boserup à sa thèse centrale. On lira par ex. l'article de l'auteur dans *Population and Development Review*, 1985, n° 3, p. 383-397 : « Economic and Demographic Interrelationships in Sub-Saharan Africa. »

10. H. BÉGUIN, « Densité de Population, Productivité et Développement agricole ». *L'Espace Géographique*, n° 4, 1974, p. 267-272.

11. K. MARX, *Le Capital* Livre III, Tome I, Éd. Sociales, Paris, 1969, p. 211.

12. K. MARX, *Le Capital* Livre III, Tome III, Éd. Sociales, Paris, 1969, p. 232.

principe de population. Tel est le postulat à partir duquel il va critiquer le principe de population du mode de production capitaliste, « loi de la surpopulation relative », caractérisé par le remplacement à grande échelle de l'homme par la machine. Le processus en est décrit par la théorie de la plus-value, et le résultat en est la constitution pour l'industrie d'une armée de réserve, des chômeurs sombrant dans la misère.

Même si la théorie marxiste de la surpopulation renvoie plutôt à une théorie de l'emploi ¹³, son mérite est de tenter de dégager le débat sur la surpopulation de l'approche mécanique en termes de causes et conséquences de la croissance démographique, puisqu'il montre que le problème ne doit pas être dissocié des conditions économiques et sociales de l'ordre existant.

1.2. Des visions plus globalisantes

La nécessité de tenir compte d'autres facteurs est aujourd'hui concrétisée de plusieurs manières, la différence étant dans le nombre de facteurs pris simultanément en considération.

C'est ainsi que des économistes mettent plutôt l'accent sur l'aspect population-offre/demande de produits alimentaires. Ils en arrivent ainsi à formuler l'équation alimentaire où la demande alimentaire n'est pas seulement définie par la quantité de population, mais également par le revenu.

$$\text{Soit } p + hg = g_a + n_a \text{ }^{14}$$

où p = taux de croissance de la population

h = élasticité de la demande des produits alimentaires au revenu par tête

g = taux de croissance du revenu par tête

g_a = taux de croissance de la productivité du travail en agriculture (production alimentaire)

n_a = taux de croissance de l'emploi agricole (production alimentaire)

L'intérêt de cette équation n'est pas seulement de relier quantitativement population-alimentation, mais plutôt de faire apparaître les

13. J. OVERBEEK, *History of Population Theories*, Rotterdam, University Press, 1974, p. 78.

14. KAZUSHI OHKAWA, « Economic Growth and Agriculture », *The Annals of the Hitotsubashi Academy*, vol. VII, n°1, October 1956, p. 50.

interactions complexes existant entre un certain nombre de variables 15. Une hypothèse sous-jacente à l'équation est qu'un équilibre de haut niveau (revenu par tête élevé, emploi productif élevé en agriculture) n'est pas seulement désirable du point de vue du bien-être, mais constitue également la meilleure stratégie pour réaliser une croissance durable 16.

L'approche systémique rend pour sa part compte de la nécessité d'analyser les interactions entre éléments, poussant plus loin dans l'étude des structures (de population, de revenu, de production et consommation alimentaires...) et dans l'analyse des processus.

Concrètement dans le cadre de l'étude des trois zones à forte densité du Cameroun, il ne suffit pas d'étudier les effets de la pression démographique sur les productions vivrières de ces zones, étant donné l'état actuel des techniques culturales et, sur les capacités de ces zones à produire un surplus agricole à destination des marchés urbains ou des marchés à l'exportation. Il faut également voir comment les droits de propriété sur la terre, le statut des individus dans la famille, la collectivité et l'inégalité dans la distribution des revenus ont influencé les structures familiales de production.

Il faut aussi poser l'évolution de la dynamique population-production vivrière de ces zones dans le contexte national, sinon international (dans la mesure où deux d'entre elles sont proches du marché nigérian).

2. L'exemple de trois régions du Cameroun : pays Bamiléké, Lekié et Monts Mandara

2.1. Les contextes écologique et social

Les régions ici retenues sont les plus peuplées du pays, si l'on tient compte de la densité. Cependant, la situation alimentaire est loin d'être la même partout. Cela est dû à la combinaison de différents facteurs qui seront examinés en détail.

Certaines remarques sont nécessaires à ce niveau : les étendues des zones étudiées sont différentes : 2990 km² pour le département de la Lekié ; le Plateau Central Bamiléké comprend toute la province de l'Ouest, sauf les départements du Noun et du Ndé, soit 4680 km² pour quatre départements ; les Monts Mandara sont constitués des départ-

15. John W. MELLOR and Bruce F. JOHNSTON, « The World Food Equation : Interrelations among development, employment and food consumption », *Journal of Economic Literature*, Vol. XXII, June 1984, p. 533.

16. *Idem*.

tements du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga dans la province de l'Extrême-nord, soit 7129 km².

Les trois régions présentent des cadres physiques contrastés, parfois à l'intérieur d'une même unité (le tableau 1 donne une vision synthétique de ces différences d'une région à l'autre).

a) Les ensembles orographiques

Le pays Bamiléké (6000 km²) est un complexe de hauts plateaux étagés compris entre 800 m et 1500 m d'altitude en moyenne. Il culmine aux monts Bamboutos (2770 m). C'est un ancien socle pénéplane soumis à des mouvements tectoniques importants, et à un volcanisme relativement récent (fin du crétacé ou éocène) 17.

Les Monts Mandara sont situés dans la partie septentrionale du pays. Ils comprennent essentiellement le plateau intérieur de Mokolo (800 m d'altitude) limité par des massifs aux rebords vivement entaillés par l'érosion. Tous ces reliefs émergent de la plaine par des versants raides sous un angle voisin de 60°.

Le département de la Lekié (pays Eton) est situé au Centre du plateau sud-camerounais. C'est un véritable paysage de collines où l'altitude varie entre 600 m et 700 m.

b) Trois variations climatiques, trois types de végétation

Sur le plateau Bamiléké, le climat est frais et bien arrosé (1500 à 2000 mm par an). Il est donc très favorable aux activités humaines. Les Monts Mandara appartiennent à la zone soudano-sahélienne définie par une faible pluviométrie, une forte évaporation et une température moyenne élevée, situation cependant tempérée ici par l'altitude. Les pluies tombent de mai à octobre ; le reste de l'année, la pluviométrie est proche de zéro. Dans le pays Eton, le climat est de type « sub-équatorial » à quatre saisons. La pluviométrie annuelle moyenne est de 1700 mm et la température moyenne de 23°.

Si dans le pays Bamiléké et sur les Monts Mandara, les hommes au cours des siècles ont presque entièrement effacé les traces de la végétation originale, dans le pays Eton, la végétation naturelle reste la forêt.

17. S. MORIN, « Apports des images Landsat à la connaissance de la structure des Hautes terres de l'Ouest », *Revue de Géographie du Cameroun*, vol. 1, n°2, 1980, p. 191.

Tableau 1. Caractéristiques générales des régions étudiées

Région	Lekié	Pays Bamiléké	Monts Mondara
Superficie % dans total national	2.990 km ² 0,6	4.680 km ² 1,0	7.129 km ² 1,5
Sols	Sols ferrallitiques rouges	Sols se développant sur des formations volcaniques basiques souvent fertiles	Sols minéraux bruts sur relief montagneux
Climat	En moyenne 25° C, entre 1500 et 2000 mm de pluie par an	21° C en altitude avec peu d'amplitude ; précipitations très élevées : isohyète de 2000 mm	Plus humide que dans les plaines avoisnantes : 900-1100 mm de pluie par an
Végétation	Forêt équatoriale	Forêt montagnarde, paysage domestiqué, agricole	Savane arborée et boisée, mais couverture discontinue
Circonscriptions administratives Provinces (Départements)	Centre (Lekié)	Ouest (Mifi, Menous, Bamboutos, Haut-Nkam)	Extrême-Nord (Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava)
Infrastructure et particularités	Routes et chemin de fer (Yaoundé- Ngaoundéré)	Routes et chemin de fer (Douala-Nkongsamba)	Pistes
Economie	Principale zone productrice de cacao ; autres productions : tubercules, banane plantain, cultures maraîchères	Population fortement reliée aux réseaux commerciaux ; agriculture : café, riz, kola, palmier à huile, cultures maraîchères	Zone de subsistance commerciallement peu développée ; agriculture : sorgho, arachide
Démographie Densités de population	1976 : 72,6 H/Km ² 1987 : 80,1 H/km ² ¹	1976 : 160,6 H/km ² 1987 : 205,4 H km ² ¹	1976 : 69,6 H/km ² 1987 : 89,1 H/km ² ¹
Taux brut d'accroissement démographique annuel	0,89 %	2,26 %	2,27 %
% population totale	1976 : 2,9 1987 : 2,3 ¹	1976 : 9,8 1987 : 9,1 ¹	1976 : 6,5 1987 : 6,0 ¹
Descendance féminine (W.F.S. 1978)	6,3 (Province du Centre-Sud)	7,2 (Province de l'Ouest)	5,4 (Province du Nord)

1. Estimations

c) Des sols variés

Le pays Bamiléké repose sur un socle cristallin recouvert de nappes basaltiques. Les sols sont ainsi moyens par endroits, mais aussi remarquablement bons sur les cendres volcaniques jeunes. A l'opposé, sur les Monts Mandara, les sols vont des roches nues, arènes typiques, sols peu évolués sur les massifs, aux sols sur pédiments. On y relève toutefois « l'abondance de matière organique et la richesse en réserves minérales bien équilibrées » 18. Le pays Eton repose sur un manteau de latérite, avec par endroits, des cuirasses ferrugineuses.

d) La situation et le comportement démographiques

Les trois régions étudiées ici formaient en 1976 un ensemble de 1.465.178 habitants (19,2 % de la population totale du pays), qui était estimé en 1987 à 1.836.062 habitants, (17,4 %) sur seulement 2,9 % du territoire national. Cette forte démographie se traduit sur le terrain par la rareté des espaces non-occupés, l'aménagement et la mise en valeur des pentes raides (pays Bamiléké et Monts Mandara). Les quelques données disponibles laissent apparaître des différences dans le dynamisme démographique des trois régions. Ainsi, la croissance démographique semble la plus forte en pays Bamiléké, et dans les Monts Mandara où l'on note un taux brut de croissance de 2,26 % l'an entre 1976 et 1987, contre 0,89 % dans la Lekié. Or le pays Bamiléké (ou la province de l'Ouest) présentait aussi lors de l'enquête nationale sur la fécondité de 1978 la descendance féminine moyenne la plus élevée (7,2 enfants contre 6,3 enfants dans la Lekié (ou la province du Centre-Sud) et 5,4 enfants pour les Mandara (ou la province du Nord)).

Si, sur le plateau Bamiléké, la mortalité semble réduite grâce à une meilleure salubrité du climat, dans les autres régions elle semble légèrement plus élevée. On peut cependant présumer, même en l'absence de données récentes, que la mortalité suit partout l'évolution vers la baisse qui est observée au niveau national, et que la fécondité est en hausse, depuis l'indépendance tout au moins.

2.2. Les régions et l'espace national

Il sera surtout question ici d'une présentation de la structuration de l'environnement intérieur de chaque région, avec une analyse des mou-

18. J. BOUTRAIS, « Les milieux naturels et l'occupation du sol », in *Le Nord du Cameroun. De hommes, une région*, Paris, ORSTOM, 1984, p. 79.

Les spectres de Malthus

vements de population au départ et à destination de chacune d'elles. La place de chaque région dans l'environnement national ou dans le circuit global des échanges économiques sera abordée plus loin dans ce texte.

a) Rapports Villes-Campagnes à l'intérieur de chaque région : l'urbanisation

La situation est différente d'une région à l'autre. Elle a certainement évolué depuis le recensement de 1976, dont les chiffres servent de base à l'évaluation ici présentée, mais elle ne s'est pas uniformisée. Le tableau suivant résume les principales caractéristiques démographiques de l'urbanisation dans les trois régions.

Tableau 2. L'urbanisation dans les Monts Mandara, la Lekié et le pays Bamiléké au recensement de 1976 ¹⁹ (et estimation en 1987) ²⁰

	Bamiléké	Mandara	Lekié
Population urbaine	148.233 (281.458)	9.379 (56.075)	13.768 (28.563)
Taux d'urbanisation	21,07 % (29,3 %)	2702 % (8,8 %)	6,8 % (11,9 %)
Villes de plus ²¹ de 5000 habitants	Bafoussam : 58.097 (110 000) Bafang : 24.886 (41 000) Dschang : 20.696 (36 000) Mbouda : 14.093 (35 000) Kekem : 10.169 (10 000) Galim : 1.175 (6 000) Penka-Michel : 3.361 (6 500) Santchou : 1.826 (5 000) Bamendjou : 2.907 (5 500)	Mokolo : 5.408 (23 000) Mora : 3.971 (16 000) Koza : 1.125 (5 400)	Obala : 7.599 (14 000) Monatéfé : 1.826 (7 000)

19. Données non corrigées.

20. Les estimations tirées de résultats préliminaire du recensement de la population de 1987 figurent entre parenthèses.

21. Critère retenu pour l'identification du milieu urbain au recensement de 1976.

Le pays Bamiléké connaît une urbanisation plus importante que les monts Mandara et la Lekié. Cette situation tient à plusieurs facteurs, au rang desquels il faut compter l'histoire particulière de chacune des régions.

La colonisation, et plus tard l'administration post-coloniale ont été partout un facteur important d'urbanisation, avec la création de chefs-lieux de circonscriptions administratives, mais ce facteur politique ne peut pas à lui seul entraîner le développement d'un réseau urbain. Comme le souligne Champaud, « (...) la présence des salariés de l'Etat n'est pas suffisante pour créer une activité économique de type urbain si d'autres conditions ne sont pas remplies : présence d'une gare, d'un gros marché, d'un carrefour de routes importantes, existence d'une production agricole commercialisable » 22

L'avance prise par le pays Bamiléké sur le plan de l'urbanisation peut ainsi s'expliquer par l'importance et l'ancienneté de l'organisation sociale en chefferies dans la région (même si certaines villes furent créées par le colonisateur à l'écart des chefferies), et aussi l'importance des coopératives de commercialisation de produits de rente qui sont très structurées et dont certaines sont exportatrices, comme l'U.C.C.A.O., pour le café.

Dans la Lekié, malgré la présence du cacao, dont la région est la principale productrice dans le pays, l'organisation de l'habitat en villages-rues a plutôt favorisé un drainage de la production agricole vers Yaoundé toute proche, et la seule véritable ville de la région, Obala, n'a qu'un rôle de redistribution commerciale par rapport au reste du département. Les coopératives sont relativement récentes et n'ont pas la même structuration et n'induisent pas les mêmes activités non-agricoles qu'en pays Bamiléké. Il convient aussi de noter que l'organisation lignagère de ces sociétés acéphales n'est pas propre à générer une organisation administrative telle que celle qui a prévalu en pays Bamiléké pendant la période pré-coloniale. Le fait urbain est donc ici très récent.

Dans les monts Mandara enfin, les postes militaires peuls du début du siècle n'ont pu s'urbaniser qu'avec leur reprise par la colonisation. Ici, les circuits économiques sont extrêmement réduits, et peu monétisés d'où la difficulté du développement des activités extra-agricoles. Le morcellement de l'espace en petits massifs est aussi à noter parmi les facteurs freinant l'urbanisation dans cette région de grande tradition guerrière.

22. J. CHAMPAUD, « Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest », *Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines*, vol. IX, n° 3, 1972, p. 333.

b) *Une autre dimension du rapport villes-campagnes :
l'exode rural*

A partir des données du recensement de 1976, l'exode rural dans les trois régions étudiées sera mesuré à travers la pyramide des âges et les nombres d'individus nés en milieu rural et résidant en milieu urbain au moment du recensement.

La pyramide des âges donne un aperçu de la répartition par âge et par sexe de la migration. Celles des trois régions étudiées présentaient en 1976 des allures quasi-identiques, avec un déficit marqué pour les deux sexes aux âges actifs, c'est-à-dire entre 15-19 ans et 30-34 ans. Dans les Mandara, ce déficit est continu jusqu'à 50 ans, ce qui semble traduire l'effet des descentes en plaine des montagnards qui, spontanées à leurs débuts, ont été encadrées dès les années cinquante par l'administration coloniale, et plus tard par l'Etat national, processus toujours en cours aujourd'hui d'ailleurs avec le projet Nord-Est Bénoué.²³

Il faut noter ici que la structure par âges et par sexe des trois régions est typique de celle du milieu rural camerounais avec des effectifs masculins particulièrement faibles aux âges actifs (la baisse continue des rapports de masculinité dès 10-14 ans). Cela traduit l'importance de l'exode rural qui est ainsi un phénomène principalement masculin.²⁴

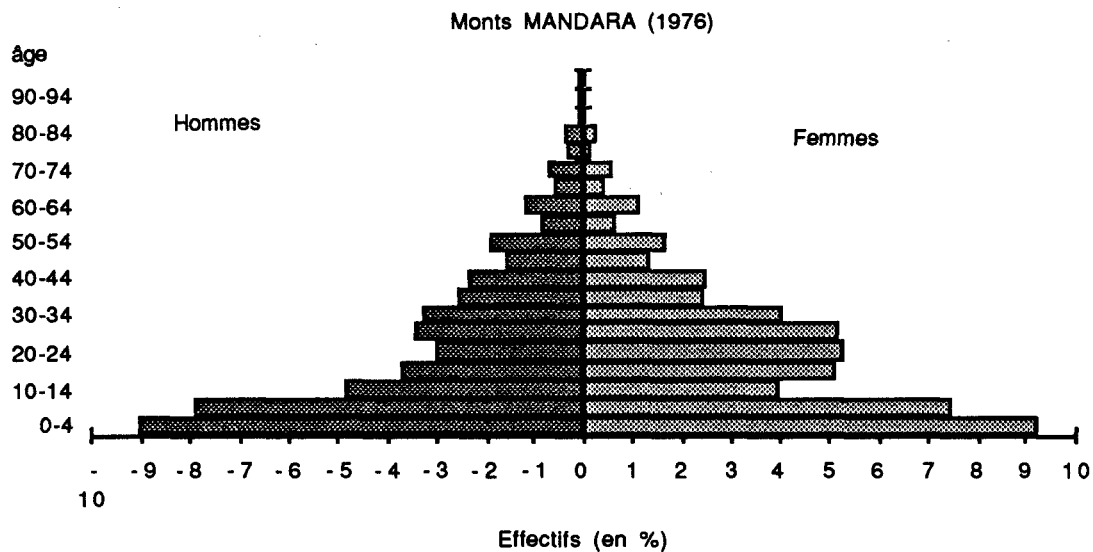
Lorsqu'on tient compte du lieu de naissance des personnes recensées en 1976, il est possible de calculer pour chaque région des taux d'émigration rurale, qui serviront d'indice d'exode rural. Une précaution s'impose cependant : il faut soustraire les personnes nées dans les villes de chaque région et observées en milieu urbain au recensement. On évite ainsi les doubles comptes d'émigrés vers les villes, ce qui aurait gonflé artificiellement leur nombre. (Seuls les mouvements vers les villes de 10.000 habitants et plus sont ici pris en considération).

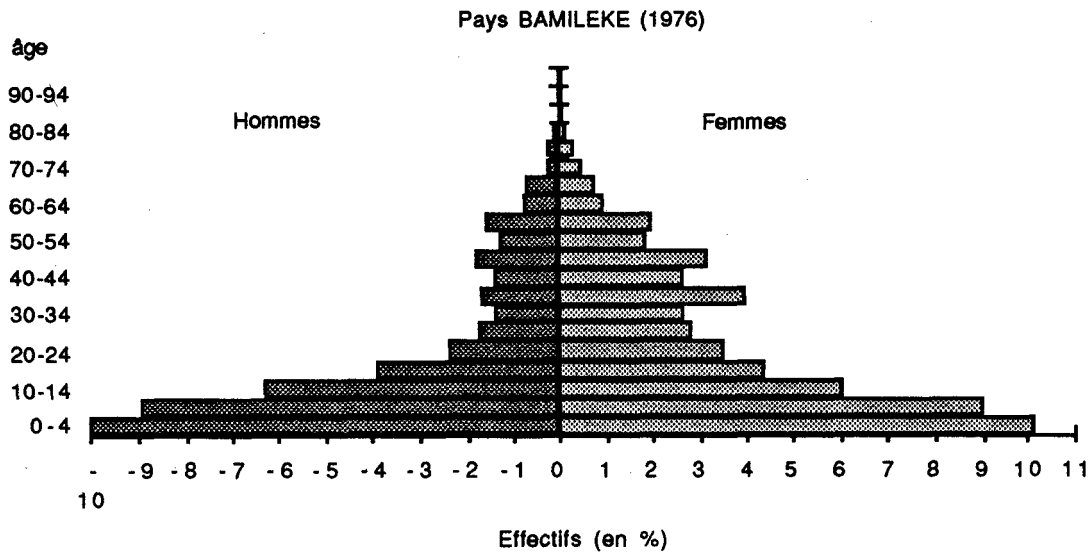
Suivant ce type de calcul, lorsqu'on prend en compte les précisions ainsi formulées, on constate qu'au recensement de 1976, c'est la Lekié qui présentait le plus important taux d'exode rural (11,88 %), suivi du pays Bamiléké (10,68 %) et enfin les monts Mandara (2,05 %). Plusieurs facteurs peuvent éclairer cette situation. Tout d'abord, le degré d'urbanisation de chacune des régions leur donne une structure différente des migrations. On aura ainsi une grande partie des migrants du pays Bamiléké vers les villes qui seront nés dans des villes et nettement moins dans les autres régions.

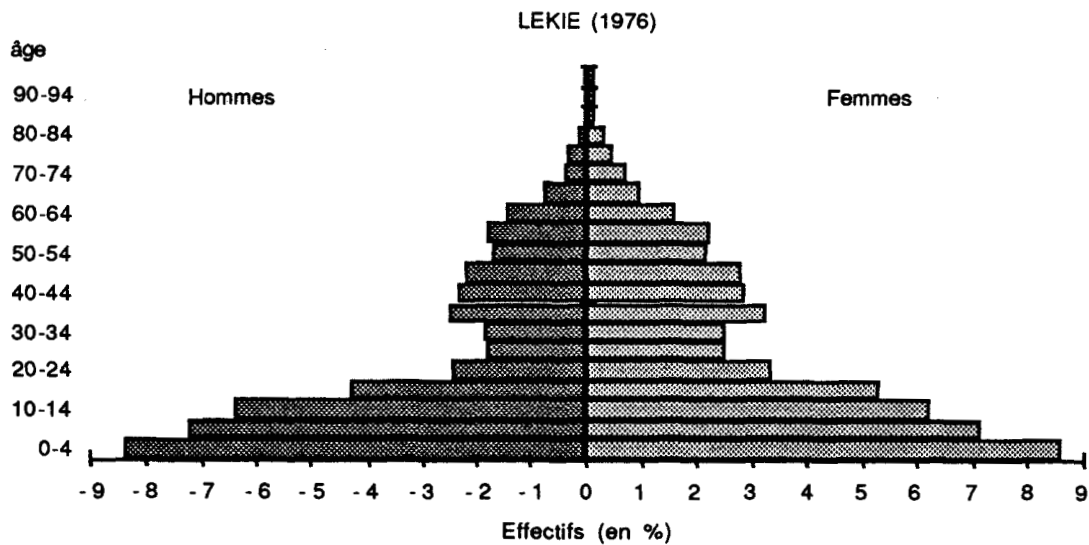
23. M. ROUPSARD, *Nord-Cameroun. Ouverture et développement*, Thèse de doctorat ès Lettres et Science humaines, Université de Paris X, 1987.

24. C'est ce qu'ont montré J.C. BARBIER, G. COURADE, P. GUBRY, « L'exode rural au Cameroun », *Cahiers ORSTOM*, série Sciences humaines, vol. XVIII, n° 1, 1981.

PYRAMIDES DES AGES DES REGIONS ETUDIEES







Les spectres de Malthus

L'enclavement des Monts Mandara par rapport au reste du pays permet de comprendre la faible proportion des natifs de cette région qui ont été recensés dans les villes. Le champ prioritaire des migrations des populations de cette région reste la zone rurale environnante.

Tableau 3. Mouvements des natifs des régions étudiées vers les villes (de plus de 10 000 habitants en 1976)

Région	Lekié	Mandara	Pays Bamiléké
Population née dans la région	226.213	465.679	863.469
Taux d'émigration rurale	11,88 %	2,05 %	10,68 %

Source : Recensement de la population et de l'habitat, 1976.

3. Les modes d'organisation sociale

Il sera ici question surtout du système foncier et des systèmes agraires, en tant qu'ils régissent le mode d'accès et l'utilisation de la terre, principal moyen de production ou forme de capital en milieu rural.

3.1. Les systèmes agraires

— En pays Bamiléké, le système agraire repose sur la trilogie vallée (rivières, raphia), interfleuves (champs), sommet (pâturages). Les travaux lourds sont assurés par la femme, aidée par ses enfants, l'homme se consacrant à l'élevage, l'arboriculture et à quelques plantes nobles, telles que le raphia, le kolatier et les cultures de rente. L'association culturelle est partout pratiquée.

— Les Eton dans la Lekié pratiquent un système de culture sur brûlis avec longue jachère. Le calendrier agricole est fortement déterminé par le calendrier climatique ; le paysan travaille surtout en fonction de la couverture de ses besoins. Cependant, avec la baisse de la taille des exploitations consécutive au système d'héritage, la jachère se fait de moins en moins longue dans la région (deux ans suivant certaines estimations).

— Le système agraire des monts Mandara se caractérise surtout par l'originalité de la technique des terrasses, car toutes les pentes sont

aménagées en terrains plats séparés par des murets de soutien. Les terrasses limitent l'érosion et l'infiltration des eaux aux dépens du ruissellement. La terre est en permanence mise en culture, et la gamme des produits cultivés est très réduite.

Ces caractéristiques principales ne peuvent pas évidemment rendre compte de la totalité du système agraire dans chacune des trois régions, mais elles donnent une vision synthétique suffisante de la situation, dans un contexte en mutation.

3.2. Le système foncier

Weber distingue le système foncier concret, qui traduit le rapport des hommes à la terre, le système foncier coutumier, qui contient les règles traditionnelles de gestion du patrimoine foncier, et le système foncier juridique qui est contenu dans l'ensemble des textes légaux et jurisprudentiels qui régissent les rapports entre les hommes, l'Etat et la terre ²⁵.

Si la pratique des différents rites relatifs à la terre a beaucoup changé dans toutes les régions étudiées et si certains d'entre eux ont même disparu, l'on se retrouve aujourd'hui face à deux systèmes fonciers : le coutumier et le juridique ou moderne. Ce dernier est commun à l'ensemble du pays, seule la coutume change suivant les régions, parce qu'elle est fortement intégrée aux modes d'organisation sociale, en particulier aux règles de l'héritage.

En pays Bamiléké, le chef est le propriétaire des terres, et c'est lui qui les distribue, à sa guise. La terre est transmissible par héritage, mais ici les règles de succession prescrivent l'impartibilité des biens. Il y a donc un héritier unique, qui a la liberté de donner ou non l'usufruit de la terre héritée aux autres successeurs du défunt. Cette règle pousse les non-héritiers à négocier des achats ou des concessions de terrain auprès d'autres familles du même groupement ou à émigrer. Une grande partie de la population rurale est ainsi potentiellement orientée vers les activités non-agricoles ou vers le salariat agricole.

Dans la Lekié, la propriété foncière est lignagère et les différentes familles ou les individus n'ont sur la terre qu'un droit d'usage. Les terres mises en culture sont conquises par le défrichage de la forêt, et chaque famille aura une étendue de terre proportionnelle à sa taille. Il reste cependant que les adultes ne disposant pas de main-d'œuvre familiale en abondance peuvent se faire aider par d'autres membres du clan

25. J. WEBER, « Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun », *Cahiers Orstom, série Sciences humaines*, vol. XIV, n° 2, p. 113-119.

au cours d'une journée spéciale. C'est le chef de famille qui exerce le contrôle sur les terres ainsi conquises et mises en valeur par son (ou ses) épouse(s) et ses enfants. A la mort du chef de famille ou quand les garçons atteignent la majorité, les terres sont réparties entre tous les héritiers de sexe masculin. Cela conduit à un émiettement du patrimoine foncier, et certainement à une diminution de la taille des exploitations agricoles.

Parmi les tribus des monts Mandara, la terre est une propriété individuelle ; elle appartient à celui qui la défriche. Celui-ci peut la léguer en héritage, mais la répartition en est inégale entre les successeurs. En effet, « l'aîné des héritiers reçoit l'habitation et la plus grande partie de l'exploitation paternelle. Les autres descendants s'installent dans la ou les parcelles qui étaient confiées à leur mère. Le droit d'usage maternel se transforme, à la descendance des branches cadettes, en droit de propriété, mais du côté masculin ²⁶. C'est ainsi que le montagnard met à la disposition de son (ses) épouse(s) des parcelles à cultiver par prélèvement sur les terres héritées ou en ayant recours au prêt de terre auprès d'un autre chef de famille émigré en plaine. Cette location de terre est compensée de manière variable, en numéraire ou en nature selon les personnes.

Ces pratiques coutumières sont influencées par les évolutions du système agraire. En effet, l'introduction des cultures de rente (cacao et café) dans la Lekié et le pays Bamiléké a renforcé la privatisation des terres. Avec la croissance démographique, la terre devient rare, et le délai d'accession des jeunes générations à la propriété en milieu rural s'allonge. Cette raréfaction de la terre est particulièrement significative dans la Lekié où l'on observe depuis quelques années un mouvement de colonisation de l'autre rive de la Sanaga, notamment dans la région de Monatélé. Il convient aussi de souligner que le système foncier juridique entraîne un phénomène de « confiscation » des terres par les fonctionnaires et autres émigrés nantis en milieu urbain, par le biais de l'acquisition de titres fonciers sur de grandes superficies. C'est alors l'occasion d'utiliser la main-d'œuvre villageoise, dans un système qui est souvent du pur salariat.

Beaucoup moins atteinte par les circuits commerciaux, la région des monts Mandara pratique surtout une agriculture de subsistance, et le système foncier s'est maintenu avec une certaine stabilité.

Il est ainsi évident que la notion même de rareté de la terre dépend étroitement de l'intégration du foncier dans les règles d'héritage, et aussi de la perception de la terre en tant que moyen de production à

26. J. BOUTRAIS, MBOZO WAZAN, *Peul et montagnards au Nord du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1987, *Atlas des structures agraires au Sud du Sahara*, n° 22.

grande échelle et source de revenus importants. L'on se retrouve alors devant un système d'acquisition ou de répartition de droits sur la terre, et s'il n'y a pas de mécanisme de compensation (comme la location des terres dans les Mandara), on aboutit à la marginalisation de fait d'une partie de la population rurale pour laquelle l'émigration devient une stratégie de survie.

3.3. La population active agricole

Tout d'abord, on note que les monts Mandara présentent la plus grande proportion d'actifs agricoles. Cela n'est pas très surprenant puisqu'on a rappelé plus avant la grande stabilité des structures sociales, à laquelle on peut ajouter un fort attachement à la terre et une faiblesse des circuits commerciaux régionaux.

— ensuite, le pays bamiléké présente la proportion d'actifs agricoles la moins élevée et ceci peut être relié à la plus grande raréfaction des terres pour les personnes non-directement héritières de leur père, et la recherche de la survie dans des activités alternatives à l'agriculture, les services publics notamment.

— enfin, l'activité agricole féminine est partout supérieure à celle des hommes, sauf dans les Mandara où les deux proportions sont comparables (96 % pour les hommes et 98 % pour les femmes). L'écart le plus important s'observe en pays Bamiléké, avec 73 % environ pour les hommes et 97 % pour les femmes. Peut-être est-ce là le signe d'une répartition sexuelle des tâches, les hommes s'occupant beaucoup plus d'activités marchandes et de services et les femmes se consacrant à la production alimentaire. Quoiqu'il en soit, cette répartition sexuelle des tâches que l'on observe au niveau global se retrouve aussi au niveau de la structure de l'activité agricole suivant les produits.

L'analyse de la répartition de la population active agricole suivant le type de produit montre que dans les trois régions, les cultures vivrières mobilisent la plus grande force de travail. Cela est particulièrement accentué dans les monts Mandara où 91 % de l'ensemble des actifs cultivaient des produits vivriers, contre environ 60 % dans la Lekié et en pays Bamiléké.

Tableau 4. L'activité agricole par type de produit et sexe de la population en 1976

LEKIÉ

Type d'activité ou de produit	Population active masculine	Proportion (%)	Population active féminine	Proportion (%)	Proportion totale (%)
Cultures vivrières	6958	17,1	44337	93,6	58,3
Cultures d'exportation ou industrielle	23501	57,8	441	0,9	27,2
Elevage, Chasse	82	0,2	3	0,0	0,1
Indust. manufactur.	1797	4,4	845	1,8	3,0
Com., rest. hôtels	1145	2,8	286	0,6	1,6
Serv. à la collect. Serv. soc. et person.	2809	6,9	438	0,9	3,7
Autres	2881	7,1	561	1,2	3,9
Cherch. de 1er empl.	1461	3,6	458	1,0	2,2
Total (Pop. Act.)	40634	100	47369	100	100
Taux d'activité	—	54,9	—	53,8	54,3
Population scolaire	27404	37,0	24754	28,1	32,2

Source : Recensement de la population et de l'habitat, 1976.

Pression démographique et production alimentaire

MONTS MANDARA

Type d'activité ou de produit	Population active masculine	Proportion (%)	Population active féminine	Proportion (%)	Proportion totale (%)
Cultures vivrières	117047	87,1	97192	93,8	90,0
Cultures d'exportation ou industrielle	746	0,6	99	0,1	0,3
Elevage, Chasse	8365	6,2	2485	2,4	4,6
Indust. manufactur.	981	0,7	758	0,7	0,7
Com., rest. hôtels	1113	0,8	1087	1,0	0,9
Serv. à la collect. Serv. soc. et person.	2215	1,6	521	0,5	1,1
Autres	2619	1,9	896	0,9	1,5
Cherch. de 1er empl.	1369	1,0	605	0,6	0,8
Total (Pop. Act.)	134455	100	103643	100	100
Taux d'activité	—	77,7	—	54,4	65,5
Population scolaire	11806	6,8	4876	2,6	436

Source : Recensement de la population et de l'habitat, 1976.

PAYS BAMILÉKÉ

Type d'activité ou de produit	Population active masculine	Proportion (%)	Population active féminine	Proportion (%)	Proportion totale (%)
Cultures vivrières	12861	12,3	11586	91,5	55,6
Cultures d'exportation ou industrielle	49128	47,1	3421	2,7	22,8
Élevage, Chasse	877	0,8	110	0,1	0,4
Indust. manufactur.	6125	5,9	1274	1,0	3,2
Com., rest. hôtels	5577	5,3	594	0,5	2,7
Serv. à la collect. Serv. soc. et person.	12682	12,2	1220	1,0	6,0
Autres	10158	9,7	1884	1,5	5,2
Cherch. de 1er empl.	6871	6,6	2216	1,8	3,9
Total (Pop. Act.)	104319	100	126005	100	100
Taux d'activité	—	45,5	—	41,3	43,1
Population scolaire	105622	46,0	91745	30,1	36,9

Source : Recensement de la population et de l'habitat, 1976.

Lorsqu'on considère la répartition par sexe de la population active agricole, on constate qu'à l'exception des monts Mandara où les taux sont comparables entre les deux sexes, l'agriculture vivrière mobilise surtout une main-d'œuvre féminine, les hommes s'occupant plutôt des cultures d'exportation. L'information n'est pas nouvelle, et elle vient conforter les observations faites naguère par d'autres chercheurs, tels que Weber ²⁷ (pour le cas de la Lekié). Voilà qui pose tout de même un réel problème en ce qui concerne le maintien de la relative autosuffisance alimentaire que l'on reconnaît souvent à la Lekié et au pays Bamiléké, car les femmes ont aussi à assumer les charges induites par l'entretien des enfants, dans ces régions où la descendance moyenne se situait respectivement selon l'enquête nationale de fécondité, à 6 et 7 enfants par femme en 1978.

4. Production agricole et équilibre alimentaire

4.1. L'importance de l'autoproduction

Le Cameroun est toujours dans la phase extensive où la croissance de la population se traduit par une multiplication de petites exploitations sans que le rapport productif agricole/hectare cultivé se modifie sensiblement (1.7 actifs/ha en 1972, 1.8 actifs/ha en 1984). Il ne semble pas que l'évolution des trois régions contraste avec la moyenne nationale si l'on compare (faute de données fiables sur les actifs agricoles) les taux de croissance de la population rurale et des superficies cultivées. Cette extension des terres mises en culture entraîne une raréfaction des terres mises en jachères et de la surface agricole utile pouvant être consacrée au boisement ou à l'élevage, comme le montre l'évolution du rapport superficie cultivée/superficie totale (tableau 5).

Du point de vue de l'équilibre autoproduction/autoconsommation alimentaire des ménages, il faut ajouter à la légère augmentation du rapport actifs/ha, l'accroissement du nombre de dépendants à l'intérieur de l'exploitation (suivant les premières données du recensement de 1987) et la réduction des surfaces cultivées par exploitation (tableau 5).

La recherche de cet équilibre est toujours vitale pour des populations dont l'enquête nationale sur la nutrition (réalisée en 1978) montrait des déficiences protéino-caloriques chez les enfants dans le pays Bamiléké et la Lekié, et une malnutrition aiguë dans les monts Mandara soumis à une disette endémique, et cet équilibre repose en grande partie sur l'autoproduction.

27. J. WEBER, « Structures agraires... » *loc. cit.*

Tableau 5. Répartition de la superficie physique agricole

1972

Région	Nbre d'exploitations	Superficie physique		Superficie cultivée	
		cultivée total	cultivée par exploitation (ha)	Superficie 1972	totale (en %) 1984
Mandara	71865	114787	1,6	16,1	19,9
Lekié	33895	49989	1,47	16,7	18,1
Pays Bamiléké	92275	111988	1,2	23,9	27,5
Cameroun	925895	1480558	1,6	3,2	3,9

1984

Région	Nbre d'exploitations	Superficie physique			
		cultivée total	cultivée par exploitation	développée totale	développée par exploitation
Mandara	98500	142200	144	144800	1,47
Lekié	44200	54100	122	54300	1,23
Pays Bamiléké	110600	128700	116	204300	1,85
Cameroun	1145700	1805700	158	1966800	1,72

Car si la participation à l'économie monétaire tend à se généraliser, elle demeure dans la majorité des cas une activité soumise d'abord à l'autosubsistance de l'exploitant agricole. Ainsi en milieu rural, la « dépense » alimentaire repose sur l'autoconsommation :

— à 88 % pour les féculents et tubercules, 84 % pour les légumes et fruits, 76 % pour les légumineuses et les huiles dans la zone forestière (dont Lekié),

Pression démographique et production alimentaire

— à 81 % pour les féculents et tubercules, 71 % pour les légumineuses, 48 % pour les céréales dans la zone des Hauts Plateaux (Ouest),
— à 60 % pour les céréales, 83 % pour les légumineuses dans la zone savanes-steppes (dont Mandara) 28.

Cependant des évolutions relativement rapides sont en cours. Cette autoconsommation n'empêche pas près de 79 % des exploitations de vendre une partie de leur production sur le marché. On remarque de plus une certaine spécialisation des exploitations participant au marché (tableau 6). Le commerce de vivriers n'est donc plus un fait accidentel, en témoigne le fait qu'il représente 43.5 % des revenus bruts de l'agriculture paysanne camerounaise. 36.2 % dans le pays Bamiléké, 34.8 % dans la Lekié.

Tableau 6. Part des ventes
dans la production vivrières (%)

	Exploitation ayant vendu/expl. ayant produit	Quantité vendue/ quantité produite
Maïs	36,9	23,4
Sorgho/Mil	12,9	7,0
Riz-paddy	43,5	56,8
Manioc	34,5	30,2
Macabo/taro	29,7	23,1
Ignames	30,7	28,9
Pommes de terre	27,3	42,6
Harricot	32,3	36,7
Voandzou	20,1	31,8
Arachide	36,9	32,4
Canne à sucre	31,6	45,7
Plantain	44,6	39,6
Banane	37,5	30,0
Palmier à huile	24,8	33,5

Source : Recensement agricole 1984, vol. I.A., p. 67.

28. Enquête nationale Budget-Consommation auprès des ménages 1983/1984, octobre 1989, vol. I, p. 29.

Les paysans des Monts Mandara restent toutefois en retrait de cette expansion des circuits monétaires. Mais l'équilibre alimentaire ne se réduit pas à l'autoproduction ou à l'acquisition de revenus tirés du commerce de vivriers. Il s'inscrit dans l'ensemble des activités productives des populations. Comme le note Beauvillain pour les habitants des Monts Mandara : « Sur le plan de l'équilibre alimentaire, la ruine de l'artisanat a eu le même effet qu'une surcharge démographique soudaine. Agissant comme une disette, elle a encouragé les populations à descendre vers des piedmonts où la sécurité devenait plus assurée » 29.

Il nous faut donc ouvrir la réflexion à la place de ces trois régions dans le contexte national (ou international).

4.2. Population et production alimentaire dans le contexte national

Difficultés d'accès à la terre et dégradation des sols s'unissent pour entraîner une forte migration des plaines du Diamaré, Mayo Sava et Kaélé vers la région Nord (Bénoué et Mayo Rey, carte 5). On semble ici assister à une fuite en avant où les populations se déplacent vers de nouveaux terroirs sans nécessairement abandonner une pratique intensive de culture, mais cette pratique intensive vise davantage la maximisation de la production que le maintien de la fertilité des sols : « en effet, avec un acharnement remarquable, année après année, les migrants ont déboisé, trouvant dans cette activité de type minier un revenu facile et régulier, payé comptant. Certains migrants n'hésitent d'ailleurs pas à se déplacer une fois le « gisement » appauvri. La pression foncière et le déboisement entraînent une érosion qui en de nombreux endroits crée une situation préoccupante... Une fois de plus devant l'apparence d'un espace inépuisable et ressentant l'absence de droits fonciers définis et garantis par le projet en accord avec les autorités coutumières, les migrants n'ont pas investi en travail pour organiser et protéger leur terroir » 30. Par ailleurs les difficultés d'écoulement du riz sur les marchés national et nigérian rendent précaires l'installation de nouvelles populations à l'Est de la plaine (Logone et Chari et Mayo Danaï).

L'évolution des Hauts Plateaux et des régions limitrophes est quelque peu différente. L'Ouest n'est pas le grenier du Cameroun, comme souvent affirmé : les produits de base (pommes de terre, maïs) servent d'abord aux besoins alimentaires des membres de l'exploitation ; il y a

29. A. BEAUVILAIN, *Nord-Cameroun, Crises et Peuplement*, Coutances, 1989, vol. II, p. 474.

30. A. BEAUVILAIN, *Nord-Cameroun, Crises et Peuplement*, Coutances, 1989, vol. II, p. 539.

toutefois des cultures spécialisées pour la vente en légumes et légumineuses. C'est particulièrement dans les régions Nord-Ouest (de plus en plus aussi l'Adamaoua) et Sud-Ouest (plus Mungo) que les exploitations se spécialisent en partie dans un produit commercial (maïs, manioc, pommes de terre, ...). Le niveau de vie se maintient toutefois en pays Bamiléké par les relations étroites entre émigrés et milieu de départ. En témoigne l'état du réseau routier et de l'habitat. La région connaît cependant des évolutions différentielles avec un centre (la Mifi) où s'accroît fortement la pression démographique (densité totale en 1987 estimée à 305 hab/km², densité rurale à 198 hab/km²) alors que la Menoua ne connaît qu'une croissance relativement faible de sa population rurale et urbaine. La comparaison des cartes de densité entre 1976 et 1987 (cartes 2 et 3) et la lecture de la carte sur les taux de croissance de la population rurale (carte 5) montrent une extension des zones de forte densité au sud et au nord de ce noyau.

Les évolutions y sont cependant différentes en termes d'urbanisation. Au Sud, on assiste à une occupation soutenue des zones rurales, mais l'urbanisation n'y progresse guère et l'on voit même le taux d'urbanisation diminuer dans les villes issues de l'économie de traite du Mungo et de la Meme ³¹.

Au nord et à l'Est (Bui, Mezam, Noun), au contraire, s'étendent des réseaux urbains centrés sur le commerce des vivres.

A l'intérieur d'une même zone (Ouest y compris la Mezam), on trouve une forte densité rurale et une urbanisation croissante sans toutefois que l'on soit en présence d'une phase d'industrialisation liée à cette densité. On peut se demander si cette dynamique peut continuer sur base de transferts de revenus extérieurs, d'autant que le montant et la continuité de ceux-ci sont contraints par l'évolution de la production globale. La région se trouve doublement reliée à l'évolution des revenus nationaux ; d'une part par sa dépendance envers les revenus tirés des flux commerciaux, de l'autre par sa dépendance envers la demande alimentaire, elle-même reliée à la capacité des ménages urbains de faire face à leurs dépenses.

Le futur à plus ou moins court terme dépend donc de la capacité interne de la région à créer des emplois non agricoles. Par contre, la politique agricole de l'Etat a beaucoup moins touché cette région que la Lekié (par la politique des prix au producteur de cacao) et l'Extrême-Nord (rôle actif de la SODECOTON et de la SEMRY dans l'encadrement des paysans), y laissant jouer davantage les règles du marché.

31. Sur ce point, voir G. COURADE et M. BRUNEAU, *Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers Monde*. ORSTOM, Cahiers des Sciences humaines, vol. XIX, n° 1, 1983, p. 77.

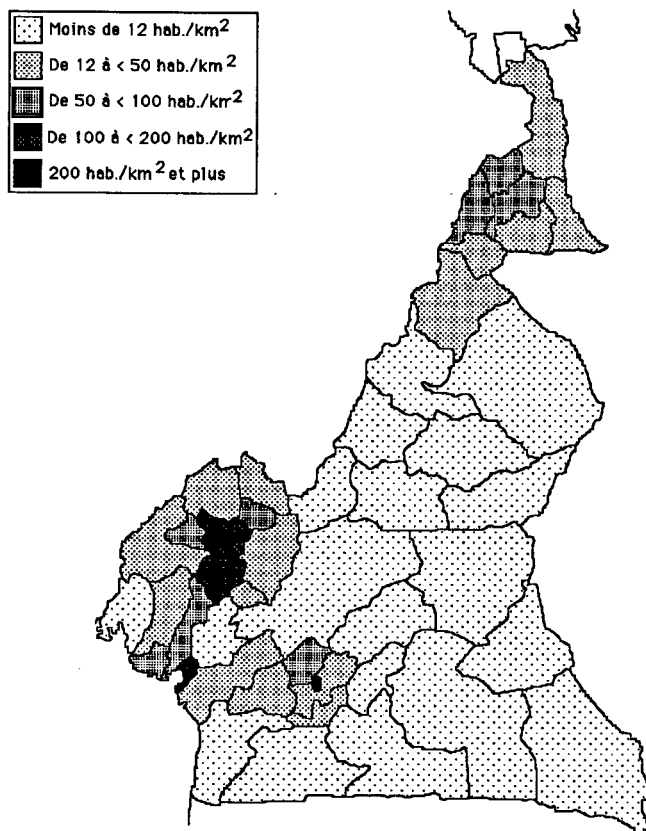
Contrairement à l'Ouest, on assiste dans les régions proches de la Lekié à une lente diminution de la population rurale le long d'un croissant allant du Ndé à la Haute-Sanaga, entraînant un fort taux d'urbanisation dans ces départements, la croissance de ces centres urbains étant due à leur position sur l'axe routier ou ferroviaire, ou à la création d'agro-industries.

Dans la Lekié même, à la stagnation de la production de cacao ne correspond pas une dynamique de production commerciale dirigée vers le marché urbain de Yaoundé, contigu à la région, à l'exception du manioc.

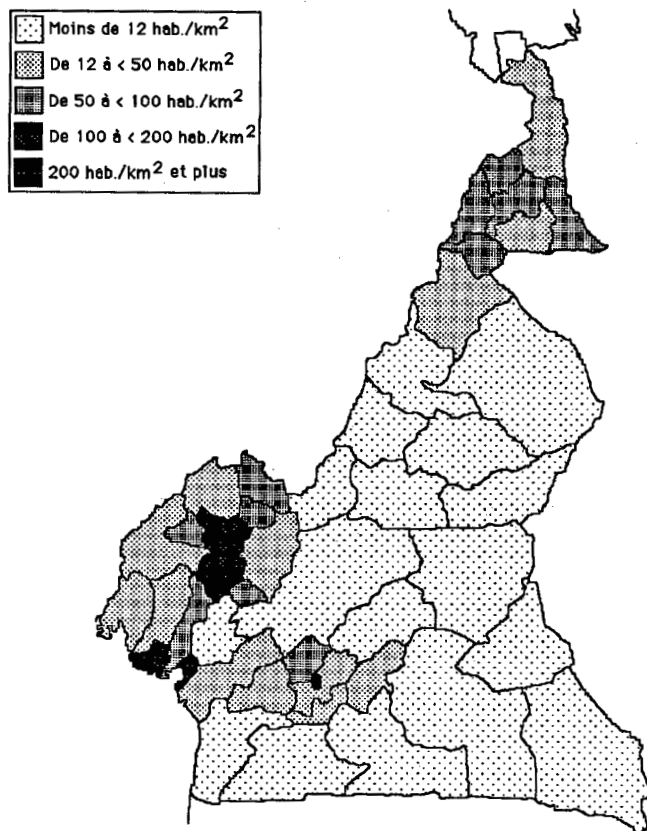
Le marché intérieur s'étend en effet, expansion soutenue par une augmentation du revenu par tête de 1976 à 1985 et par une croissance urbaine rapide. Si le différentiel des dix dernières années entre taux de croissance de la population urbaine et taux de croissance de la population totale devait se maintenir, la population rurale devrait commencer à diminuer dès l'an 2000. Plusieurs indicateurs marquent cette tension entre population et production alimentaire. Depuis le milieu des années 70, la production alimentaire par tête tend à régresser. Une étude sur les disponibilités en calories par personne et par jour sur la période 1981-86 confirme cette tendance, l'indice passant de 105.1 à 99.8 entre ces deux dates ³².

Au niveau de la structure de ce marché intérieur, les marchés sont relativement cloisonnés entre Forêts, Hauts-Plateaux et Savanes-Steppes (tableau 7), en concordance avec le maintien d'une occupation de l'espace fragmentée (cartes 2 et 3). Ainsi alors que l'urbanisation et l'augmentation des revenus accroissent la demande de céréales, de viandes et poissons, les circuits commerciaux permettant d'amener le mil-sorgho et le riz du Nord vers Douala et Yaoundé, sont presque inexistantes. Le marché du bétail reste embryonnaire. Les conséquences se marquent sur les échanges extérieurs où les importations alimentaires sont passées de 4.9 % des importations totales en 1981 à 10.8 % en 1986. La mise en place d'infrastructures ne suffit donc pas par elle-même à relier des activités des zones de fort peuplement, encore faut-il que se mettent en place des réseaux reliant les différents marchés et permettant une certaine homogénéisation des prix, encore faut-il aussi qu'à l'intérieur des différentes régions un effort d'intensification soit réalisé qui permette une certaine stabilité des marchés.

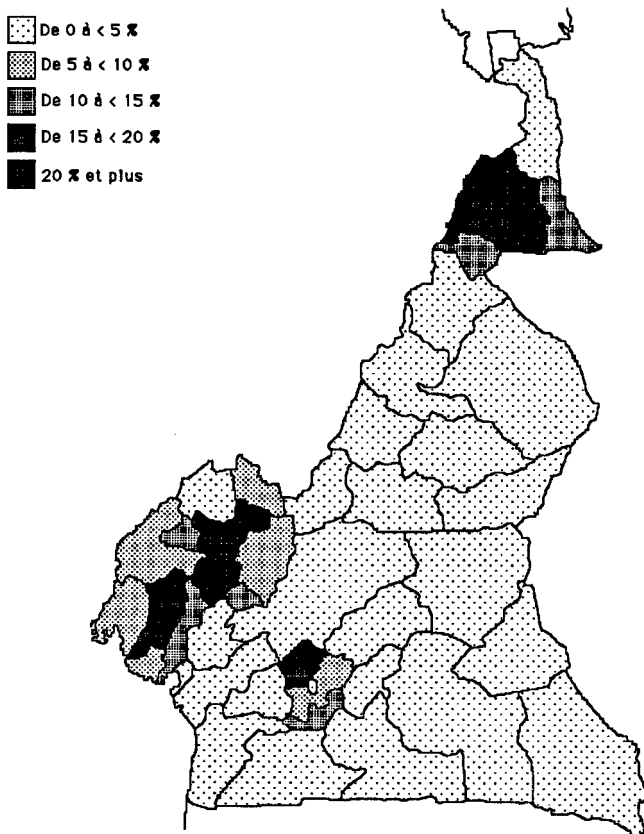
32. *Bilan de disponibilités alimentaires 1982-1986. Analyse des résultats et évolution des tendances*, FAO et Ministère du plan, 1989, p. 27.



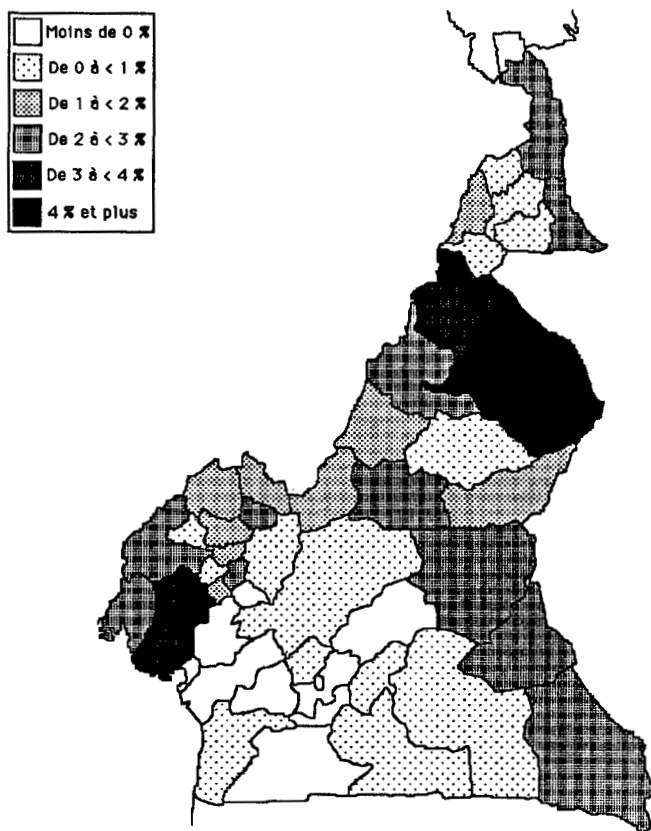
Carte 2 - Densité de la population en 1976



Carte 3 - Densité de la population en 1987



Carte 4 - Superficie cultivée/superficie physique en 1984 (%)



Carte 5 - Taux de croissance de la population rurale 1976 - 1987

Tableau 7. Structure (en %) des dépenses alimentaires selon les zones agro-économiques

	Forêt	Hauts-plateaux	Savane-Steppes	Côte	Yaoundé	Douala
Céréales et produits dérivés	8,6	16,0	41,5	8,0	11,2	12,7
Féculents et tubercules	21,5	19,2	1,9	24,9	15,6	16,6
Légumes, légumineuses, sucre, huiles, condiments	29,0	38,3	28,2	30,6	23,2	26,1
Lait, viandes, poissons	26,3	20,2	25,8	22,5	37,2	33,6
Boissons	14,6	6,3	2,6	14,0	12,8	11,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Nationale Budget-Consommation, *op. cit.*, p. 28.

On peut penser ici au marché des tubercules et féculents dont la demande s'est fortement accrue avec l'urbanisation, mais qui doit faire face à deux défis :

- maintenir un prix attractif par rapport aux céréales
- améliorer la technologie de transformation des produits

Alors que dans les grandes villes, 9 % des dépenses de consommation totale (soit plus de 20 % des dépenses de consommation alimentaire) consistent en repas pris à l'extérieur du ménage, ce secteur de la transformation alimentaire peut être une source d'emplois et une source d'augmentation de revenus pour les populations des zones à forte densité.

Conclusion

La Lekié, les monts Mandara et le pays Bamiléké regroupent ensemble 16 % de la population du Cameroun sur environ 3 % du territoire

national. Ces trois régions étaient donc bien indiquées pour faire l'objet de cette communication sur le rapport entre la pression démographique et la production alimentaire. Au bout de cette analyse sommaire, la conclusion qui s'impose est que la relation n'est ni immédiate, ni simple.

En effet, si au départ les densités de population sont différentes, bien que comparables dans les trois régions, les modes d'organisation sociale, les systèmes agraires, la gestion et l'aménagement de l'espace divergent, ce qui donne dans chaque région une structure de production différente. Si en plus l'on souligne la différence des écosystèmes, l'on se retrouve devant un nombre impressionnant de facteurs à prendre en compte. Cette démarche n'a pas été poussée suffisamment loin dans le présent texte, en raison des limites inhérentes aux données disponibles. Néanmoins, il apparaît clairement que l'exode rural que connaissent les pays du tiers-monde ne se satisfait pas d'une interprétation unique, en termes de réaction à la pression sur la terre. Il est aussi une expression de l'inadaptation des structures sociales et économiques.

Le concept de densité doit être aussi replacé dans sa dimension historique. Les zones où la densité s'accroît aujourd'hui semblent davantage tournées vers la production commerciale, mais ce point devrait être approfondi dans le cas du Cameroun (en particulier le maintien à moyen et long terme de la production d'un surplus agricole).

Enfin du point de vue des équilibres population-production alimentaire :

— d'une part l'étude du rapport croissance urbaine — approvisionnement vivrier ne peut plus donner lieu à une approche globale : certains centres urbains sont des centres semi-ruraux où l'autoproduction est encore dominante et doivent donc être différenciés des grandes villes. Comme pour la densité, on assiste à une croissance importante de la population urbaine en dehors des centres traditionnels (Yaoundé et Douala).

— d'autre part, d'un point de vue production agricole à long terme, les implantations nouvelles, de par leur importance et leur caractère pionnier, méritent certainement autant d'intérêt que les zones de forte densité.

Références bibliographiques

- BARBIER J.C., COURADE G., GUBRY P., « L'exode rural au Cameroun », *Cahiers ORSTOM*, Série sciences humaines, 1981, vol. XVIII, n° 1, pp. 107-147.
- BARBIER J.C., « Expansion et limites d'un bocage d'altitude : cas du pays bamiléké au Cameroun », in *L'Homme et la Montagne Tropicale*, SEPNRIT, Bordeaux, 1988, pp. 159-172.
- BEAUVILAIN A., *Nord-Cameroun, Crises et Peuplement*, Coutances, 1989, 625 p.
- BEGUIN H., « Densité de population, productivité et développement agricole ». *L'Espace géographique*, 1974, n° 4, pp. 267-272.
- BILSBORROW R.E., « Population Pressures and Agricultural Development in Developing Countries : A Conceptual Framework and Recent evidence », *World Development*, 1987, vol. 15, n° 2, pp. 183-203.
- BOSERUP E., *Population and Technology*, Oxford, Basil Blackwell, 1981.
- BOSERUP E., « Economic and Demographic interrelationships in sub-saharan Africa », *Population and Development Review*, 1985, vol. 11, n° 3.
- BOUTRAIS J., « Mbozo Wazan. Peul et montagnards au Nord du Cameroun », Paris, ORSTOM, 1987, Atlas des structures agraires au sud du Sahara, n° 22.
- CHAMPAUD J., « Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest », *Cahiers ORSTOM*, Série sciences humaines, 1972, vol. IX, n° 3, pp. 325-336.
- CHAMPAUD J., *Villes et campagnes du Cameroun de l'ouest*, Paris, ORSTOM, 1983, Collection mémoires n° 98.
- COURADE G. et BRUNEAU M., « Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers Monde », *Cahiers des sciences humaines*, vol. XIX, n° 1, 1983, pp. 59-92.
- FRANQUEVILLE A., 1972, « Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé », *Cahiers ORSTOM*, Série sciences humaines, vol. IX, n° 3, pp. 337-387.
- FRANQUEVILLE A., 1973, « L'émigration rurale dans le département de la Lekié. Contribution à l'étude des relations ville-campagne dans le sud du Cameroun », *Cahiers ORSTOM*, Série sciences humaines, vol. X, n° 2/3, pp. 151-193.
- HURAUULT J., « Essai de synthèse du système social des Bamiléké », *AFRICA*, 1970, vol. XL, n° 1, pp. 1-23.
- LEE R.D., « Malthus and Boserup, a dynamic synthesis » in *The State of Population Theory*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, pp. 96-130.

Les spectres de Malthus

- MELLOR J.M. and JOHNSTON B.F., « The World Food Equation : Interrelations among development, employment and food consumption », *Journal of Economic Literature*, Vol. XXII, june 1984.
- OHKAWA K., « Economic growth and agriculture », *The Annals of the Hitotsubashi Academy*, vol. VII, n° 1, october 1956.
- OVERBEEK J., *History of population theories*, Rotterdam, University Press, 1974.
- PATTERSON J.G. and SHERSTHA N.R., 1988, « Population growth and Development in the Third World : The Neocolonial Context », *Studies in Comparative international development*, vol. XXIII, n° 2, pp. 1-53.
- PETERSEN W., *Malthus. Le premier anti-malthusien*, Paris, Bordas, 1980.
- ROUPSARD M., *Nord Cameroun. Ouverture et développement* ; thèse de doctorat ès lettres et sciences humaines, Université de Paris X, Coutances, 1987.
- STEEK B., 1972, « Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant », *Cahiers ORSTOM, Série sciences humaines*, vol. IX, n° 3, pp. 287-308.
- WEBER J., « Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun », *Cahiers ORSTOM, Série sciences humaines*, 1977, vol. XIV, n° 2, pp. 113-139.
- FAO et Ministère du Plan, 1989, *Bilan des disponibilités alimentaires, 1981-1986*, Analyse des résultats et évolution des tendances.
- Enquête Nationale Budget-Consommation auprès des ménages, 1983/1984, octobre 1989, volume I.
- Ministère de l'économie et du plan (Cameroun), *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976*. Vol. I, T.2, 3, 5, vol. II, T. 3 et 5.
- Ministère de l'économie et du plan (Cameroun), *Enquête nationale sur la fécondité du Cameroun 1978*, Rapport principal (2 vol.), 1983.
- Ministère de l'agriculture (Cameroun), *Recensement agricole 1984*.
- Collectif : *Le Nord du Cameroun, Des hommes, une région*, ORSTOM, 1984.

CONJONCTURES FÉMININES

MIGRATION ET FÉMINISATION DE L'AGRICULTURE DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Thomas J. BASSETT

Les études récentes concernant les femmes et le développement rural dans le Tiers-Monde mettent en évidence la détérioration de leur statut dans les régions où il existe une forte émigration de la main-d'œuvre et une culture commerciale importante. Dans les réserves de main-d'œuvre au sud du Sahara africain, on constate une marginalisation évidente des femmes submergées par les responsabilités ménagères de production et de reproduction (Bell 1986: 168-201 ; Wisner 1980 ; Savané 1986). Dans les régions de cultures de rapport, le statut socio-économique des femmes s'est, d'une manière générale, aggravé, étant donné que les hommes monopolisent le contrôle de l'accès aux ressources de production et qu'ils exigent de plus en plus qu'elles leur consacrent leurs heures de travail (Carney 1988 ; Kumar 1987 ; Mackenzie 1989). La concentration de ces études sur l'impact du développement régional inégal et des nouvelles technologies sur le statut des femmes souligne l'importance de l'examen de la division du travail d'après les sexes et les modèles d'accès aux ressources de production au niveau des ménages pour comprendre les divers chemins que la transformation agraire est en train de prendre en Afrique aujourd'hui.

La théorie du sous-développement marxiste offre des outils conceptuels utiles pour l'analyse des liens structuraux entre la création des réserves de main-d'œuvre, le sous-développement rural, et l'accumulation capitaliste (Amin 1976 ; De Janvry 1981). Toutefois, l'insuffisance des approches structuralistes pour expliquer l'extrême variabilité spatiale, temporelle et sociale du changement agraire au sein des réserves de main-d'œuvre demande des analyses de micro-niveaux qui tiennent compte du rôle de l'action humaine dans la restructuration des systèmes de production (Meillassoux 1975). La nouvelle vague des études sur les ménages et la concentration féministe sur le rôle des sexes dans la production aide à éclairer la variété des réponses, au sein des ménages

et entre les ménages, aux conditions changeantes de la production (Guyer 1981 ; Moock 1986 ; Davison 1988). Des recherches inspirées par le féminisme, par exemple, montrent comment les thèmes d'intensification agricole engendrent souvent des conflits au sein des ménages sur le contrôle des ressources et l'appropriation des surplus qui peuvent avoir des conséquences contradictoires sur les résultats agricoles (Watts 1988 ; Carney 1989). Il est impossible de prévoir le résultat de ces conflits sur le statut des femmes. La restructuration du rôle des sexes en ce qui concerne la production a conduit à la fois à la détérioration et à l'amélioration de leur situation (Guyer 1980 ; Savané 1986). Ainsi que Guyer et Peters le montrent, le défi consiste à étudier les rapports entre les relations au sein des ménages avec « des processus plus vastes et des hiérarchies plus structurées qui vont au-delà et à travers ces unités » pour expliquer la dynamique du changement agraire (Guyer et Peters 1987, 211).

Cette communication étudie l'impact de la migration de la main-d'œuvre et de l'intensification du développement du coton sur les femmes en tant que productrices agricoles au nord de la Côte d'Ivoire. Elle montre que, depuis les années 60, il y a eu une féminisation remarquable de l'agriculture qui a pris deux formes distinctes. La première est l'intensification du travail des femmes dans les champs contrôlés par les hommes. La seconde est l'expansion de la superficie cultivée contrôlée par les femmes. Je montre que ce changement en faveur des champs individuels des femmes est le résultat, premièrement, d'améliorations dans la productivité de la main-d'œuvre suscitées par les innovations technologiques telles que la traction animale et les herbicides et, en second lieu, d'une nouvelle répartition des cultures, tel que l'abandon de certaines cultures exigeant une main-d'œuvre importante comme celles du mil et du riz de bas-fond. Les innovations les plus importantes touchent l'extension de la traction animale et des herbicides. Malgré tout, les hommes considèrent l'expansion des champs cultivés par les femmes, et en particulier les champs de coton, comme une menace pour l'autorité déjà affaiblie qu'ils exercent sur la force de travail des ménages. Ils considèrent également de tels changements dans la division du travail comme des goulets d'étranglement irritants pour le système de production agricole. Pour répondre à cette mise en cause de leur contrôle sur la main-d'œuvre des ménages, les hommes sont effectivement en train de tracer des limites aux superficies que les femmes peuvent cultiver dans leurs propres champs en réduisant leur accès aux ressources de production. Cette lutte pour le degré d'autonomie des femmes suggère que de nouvelles formes d'appropriation des surplus sont en train d'émerger de nouvelles structures de production et certaines de ces formes impliquent que les femmes paient leurs maris pour cultiver leurs propres champs. L'impact négatif

de ces conditions de production changeantes sur la production alimentaire est étudié à la fin de cette communication.

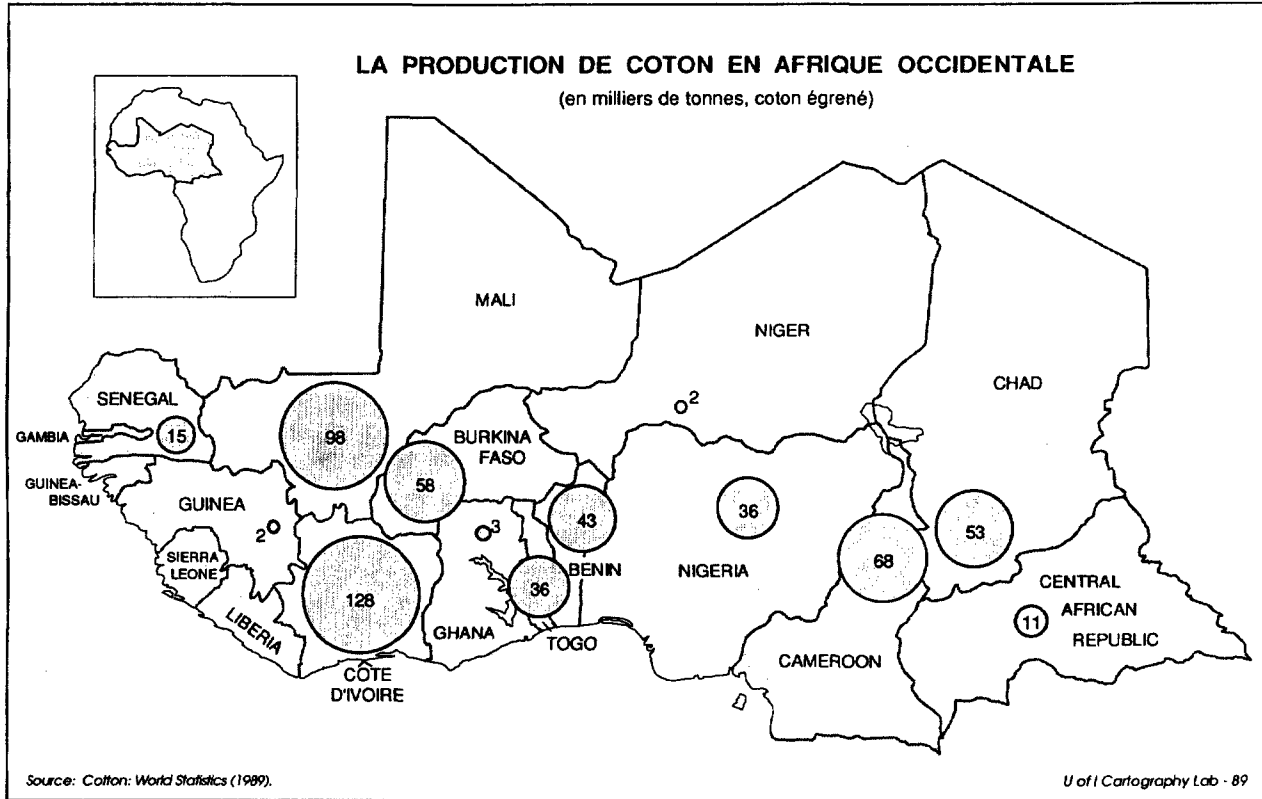
La région

La région étudiée est située dans la zone de culture de coton la plus productive de l'Afrique occidentale et centrale (voir Fig. 1). Avec le Mali et le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire compte pour plus de la moitié de la production dans cette zone de coton. Entre 1961 et 1985, la superficie du coton a augmenté de 64 % et le rendement a presque quadruplé. Bien des observateurs attribuent ces résultats impressionnants aux innovations institutionnelles et technologiques lancées par des organisations textiles cotonnières telles que la CFDT et la IRCT. (Dequecker 1982 ; Ministère de la Coopération 1987). J'ai montré ailleurs que cette performance a aussi reposé sur d'importants changements socio-économiques et culturels au cours de la période de colonisation qui a suscité un groupe d'agriculteurs orientés vers l'exportation avec de nouveaux besoins économiques (Bassett 1988a ; voir aussi Gervais 1989). L'intensification de la production de denrées agricoles continue à transformer les sociétés dans les régions de culture du coton. Cette étude de cas des femmes cultivant le coton dans le nord de la Côte d'Ivoire donne un aperçu sur certains processus contemporains de commercialisation au niveau du village.

Les données de cette étude ont été rassemblées en 1982, 1986 et 1988 à partir d'un sondage sur 38 ménages de Katiali, village de quelque 1800 personnes situé à 60km au nord-ouest de Korhogo. Les précipitations dans la région de Katiali varient de 1000 à 1200mm, la saison des pluies commençant fin mai et se terminant en octobre. En 1988, 46 % de la moyenne de la superficie cultivée était uniquement consacrée au coton. 54 % des terres étaient consacrées aux cultures vivrières, notamment au maïs, au riz, au sorgho, au mil et aux arachides. Le sondage touche les membres de deux groupes ethniques, sénoufos et julas. Dix-neuf ménages² de chaque groupe furent choisis au hasard d'un sondage dans un village stratifié, basé sur le standing économique. Le pourcentage de ménages de standing économique différent dans les 38 échantillons est proportionnel à la représentation de ce groupe dans le sondage du village.

1. CFDT (Compagnie pour le développement des fibres textiles); IRCT (Institut de recherches du coton et des fibres exotiques).

2. Voir Tableau 1 pour les caractéristiques principales relatives aux ménages et aux superficies cultivées à Katiali en 1981 et 1988.



Le nord comme réserve de main-d'œuvre

La région de savane ivoirienne a toujours constitué une réserve de main-d'œuvre pour l'économie de plantation de la Basse-Côte (Aubertin 1980 ; Bassett 1984). Les demandes des colons planteurs et des compagnies forestières pour une main-d'œuvre bon marché, de pair avec les intérêts de la colonie dans les revenus à l'exportation, avaient conduit à une politique de travaux forcés. A la lumière de ces droits acquis, Michel Perron, le commandant du Cercle Korhogo en 1931-32, conclut que le nord était destiné à être une réserve de main-d'œuvre pour la colonie.

« En Côte d'Ivoire, exagérément transformés en manœuvres, en "porteurs" selon leur propre expression, pour les chantiers forestiers et les plantations de basse-côte, ils (les Sénoufos) n'étaient plus que des "Korhogos". Il fallait entendre avec quel dédain les "évolués" du Bas prononçaient ce mot, il fallait voir ce que l'on se permettait (ce régime est heureusement fini) (sic) à l'égard de cette population agricole à l'humeur bien trop douce.

Cependant, au lieu de transformer ces bons cultivateurs, exceptionnellement travailleurs parmi les éléments ethniques de notre Ouest-Africain, en mauvais coupeurs de bois, en maladroits tireurs de billes, il eût mieux valu, dans la grande mesure du possible, les laisser chez eux mettre en valeur leur propre sol.

Mais le sol sénoufo n'est guère bon qu'à la production vivrière pour ses seuls habitants. Il n'y a ici, du moins encore, nul produit "riche" et d'exportation européenne, rien en quoi l'on puisse faire fortune en un laps de temps assez court.

Alors... une colonie qui veut — et le mérite — être classée "colonie d'avenir", qui veut sa "mise en valeur" sur un plan de vedette et en performance de champion, cette colonie est fatalement poussée à n'employer ce haut hinterland relativement peuplé qu'à fournir la main-d'œuvre qui lui manque pour l'exploitation de ses "produits riches".

Seulement, si on n'y prend garde, si l'on n'est pas raisonnable, on peut rapidement aller loin, trop loin, par exemple tout simplement jusqu'à la disparition de cette main-d'œuvre, au grand dam de l'une et l'autre région. On l'a compris et heureusement, pas trop tard encore (Perron 1932: 1361-62). »

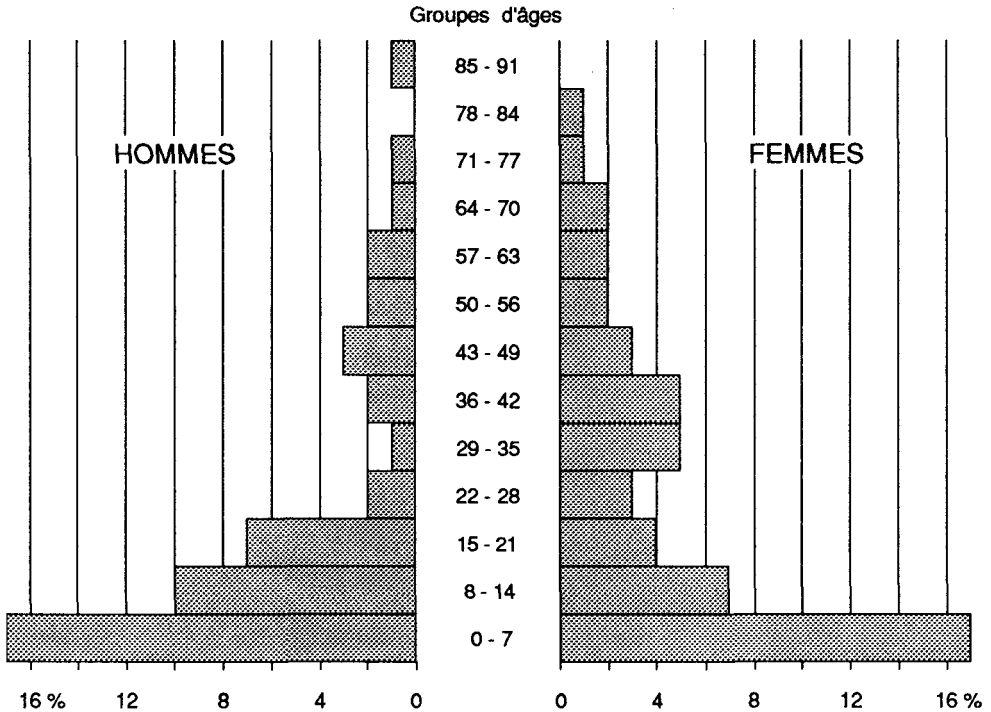
Tous les six mois, 6000 hommes quittaient leurs villages pour des travaux forcés dans la région de la Basse-Côte. De pair avec la culture forcée du riz, du maïs, du mil et du coton, cette perte de travailleurs mâles au profit d'entreprises hors du Cercle Korhogo eût des conséquences désastreuses pour l'économie régionale. Aubertin fait mention

d'un Rapport d'inspection administratif de 1944 qui conclut que près de 25 % de la population active mâle avait été détournée de la production économique locale (Aubertin 1980:29). Comme dans une grande partie de l'Afrique occidentale à ce moment, les vivres et la main-d'œuvre quittant la région, la crise alimentaire locale devint plus aiguë en 1943 suite à la sécheresse de 1942.

Quoique les tactiques de recrutement de main-d'œuvre aient été modifiées au terme des travaux forcés en 1946, les propriétaires des plantations et l'Etat considéraient toujours la région de savane comme la réserve de main-d'œuvre et de céréales de la colonie. Cette situation dans le nord était fortement liée à l'émergence en 1946 d'un groupe d'influence politique et économique de capitalistes agraires africains pour qui les possibilités d'accumulation dépendaient de leur accès à une main-d'œuvre de migration abondante. Entre 1946 et 1959, les plantations de café et de cacao africaines firent plus que doubler, grimant de 273 000 ha à 733 000 (Baulin 1982:73). Cette expansion du secteur de plantation de petite envergure, de pair avec les prix élevés sur le marché mondial dans les années 50, conduisit à des inégalités frappantes dans la distribution régionale des revenus. En 1955, la moyenne des revenus des ménages dans le sud était sept fois plus élevée que dans le nord.

A la fin des années 70, l'écart entre les revenus régionaux était toujours de cinq (Marcussen et Torp 1982: 129-30). Vu ces circonstances, il n'est pas étonnant que l'émigration d'hommes jeunes dans le groupe de 22 à 42 ans soit extrêmement élevée à Katiali (Fig. 2) et dans le nord en général. D'après Fargues (1983), entre 1975 et 1980, près de la moitié des hommes âgés de 20 à 29 ans émigrèrent des régions rurales de la savane. Ces émigrants se déplacèrent surtout vers les régions de forêts du centre-ouest et du sud-ouest, autour de Séguéla, Bouaflé et Daloa. Un sondage de la population en 1978-79 indique que 50.000 personnes ont quitté la région de savane pour les régions urbaines (70 %) et surtout vers le sud. Ce flux massif de population, de pair avec des taux plus élevés de mortalité infantile et des taux de longévité plus bas, conduisirent à une stagnation de la population dans le nord. Dans certaines régions, il y eut une baisse de la population. Le résultat de cette migration fut un surplus d'hommes dans les régions urbaines et de forêts et un déficit dans la région de savane : 99 hommes pour 100 femmes (Banque mondiale 1987: 52-53). Cette perte de jeunes travailleurs actifs des régions rurales reflète l'affaiblissement du contrôle qu'exerçaient les aînés sur la main-d'œuvre familiale en Afrique pré-coloniale (Meillassoux 1975).

REPARTITION DE LA POPULATION D'APRES LE SEXE ET L'AGE, KATIALI, 1988



Source d'information: Données sur le terrain, 1988 (N=384)

Le développement du coton

En même temps que ces changements démographiques de la population de la savane, on vit une expansion spectaculaire de la culture du coton. Malgré les efforts fournis par l'industrie textile et l'Etat favorisant la culture du coton au cours de la période coloniale, le rendement et la production fluctuait à un niveau peu élevé (Bassett 1988a). Avec l'introduction de variétés à grand rendement au début des années 60, suivies par des subventions et des prix à la production séduisants dans les années 70, les résultats furent bien plus impressionnants. Entre 1961 et 1985, le rendement fut dix fois plus élevé alors que la production totale de coton brut était multipliée par cinquante.

L'intérêt porté par le gouvernement ivoirien à la promotion du coton dans la savane est double. La première motivation est politique. L'expansion du coton est considérée comme le moyen le plus important pour réduire les disparités des revenus régionaux. Jusqu'au milieu des années 80 cette politique a rencontré un certain succès. La Banque mondiale indique que les disparités dans les revenus régionaux étaient tombées à 3:1 en 1985 (World Bank 1987). Toutefois, les cultivateurs de coton ont vu une érosion constante de leurs revenus au cours des années 80 à cause de l'inflation, de la récession et du retrait des subsides pour les fertilisants en 1984. La deuxième raison de la promotion du coton est liée à l'expansion de l'industrie textile ivoirienne pour laquelle les agriculteurs fournissent 100 % de la matière première. En 1983, les cultivateurs de coton ont subventionné les achats de fibres de trois compagnies textiles pour un montant de neuf millions de dollars.

L'intensification du coton s'est faite grâce à l'alliance entre l'Etat, l'agrobusiness étranger et les agences d'aide telles que la Banque mondiale et la Caisse centrale de coopération économique et sociale. Alors que l'Etat organise les conditions idéologiques et politiques de l'extension du capitalisme agraire, les moyens techniques sont fournis par l'ancienne compagnie cotonnière coloniale CFDT en collaboration avec l'IRCT. Entre 1950 et 1973, la CFDT était le service de vulgarisation officiel des régions de culture du coton. En 1973, elle devint partie de la société d'économie mixte CIDT (Compagnie Ivoirienne pour le Développement des fibres Textiles) dans laquelle ses actions tombèrent à 45 %.³

L'Etat et la CFDT réussissent à transférer les bénéfices des producteurs vers les intérêts commerciaux et industriels en intervenant dans les

3. Les actions de la CFDT représentent actuellement 20% du capital de la CIDT. Toutefois, comme c'est le cas pour un grand nombre de sociétés transnationales, elle garde son contrôle sur les opérations en aval de secteurs tels que l'égrenage et la commercialisation.

conditions de production et d'échange au moyen d'un accord contractuelle. Les agriculteurs doivent s'inscrire à la CIDT et préparer leurs champs conformément à ses normes s'ils veulent bénéficier de subventions et de crédits. Les agents affectés à la vulgarisation supervisent le processus de production d'une façon permanente, surtout les applications de pesticides, et ceci jusqu'à la récolte. L'Office commercial des produits agricoles ivoirien (CAISTAB) détermine le prix du coton au début du calendrier des récoltes et accorde à la CFDT un monopsonne sur le marché du coton. Entre 1976 et 1979, les cultivateurs de coton recevaient de 20 à 25 % du prix F.O.B. pour le coton. Par ses contrats commerciaux et son rôle dans la gestion des services de vulgarisation du coton et son égrenage, la CFDT continue à profiter de son ingérence dans le secteur du coton ivoirien (Campbell 1984).

La division du travail en agriculture

L'une des conséquences de ces processus de migration de la main-d'œuvre et de l'intensification du coton fut la féminisation de l'agriculture. Fargues (1983) note que le pourcentage féminin des travailleurs agricoles a augmenté de 41,8 % en 1975 à 46,7 % en 1980. En fait, les résultats d'une étude consacrée à la main-d'œuvre concernant quatorze hommes et douze femmes en 1981-82 montre que les femmes consacrent beaucoup plus de temps à l'agriculture que vingt ans auparavant. La différence la plus notoire est indiquée dans le nombre total de jours consacrés aux travaux agricoles. En comparaison avec 1962, lorsque les femmes de la région du Korhogo consacraient 90 jours par an aux travaux agricoles, celles de Katiali y consacraient 145 jours, soit 60 % de plus. Le temps que les hommes consacraient à l'agriculture avait augmenté de 29 %. Cette augmentation de l'activité agricole de la part des femmes vient s'ajouter au temps considérable qu'elles consacrent aux soins des enfants et aux travaux ménagers (146 jours comparés à cinq pour les hommes). Cette observation sur la féminisation générale de l'agriculture dans le cas de Katiali est appuyée par les travaux d'autres chercheurs dans la région (Bigot 1981 ; Peltre-Wurtz et Steck 1979 ; LeRoy 1980 ; Kientz 1985).

Le **Tableau 1** montre la distribution du temps de travail que les femmes et les hommes consacrent aux cultures vivrières et ceci par groupe ethnique. Les femmes représentaient 42 % de la main-d'œuvre totale des ménages. Les femmes sénoufos consacrent plus de temps à la production de cultures vivrières que les hommes sénoufos. La culture du tabac en saison sèche est nettement dominée par les femmes Julas. Les hommes des deux groupes ethniques ont consacré la majorité (81 %) du temps de travail des ménages à la culture du coton. Bien que les femmes aient fourni 19 % seulement du total de la main-d'œuvre des

ménages pour le coton, elles représentent une part importante (1/3) de la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole qui est fortement concernée par la culture du coton.

La main-d'œuvre en dehors des ménages joue un rôle particulièrement important dans le système de production agricole sénoufo. Trente-et-un pourcent du temps total consacré aux travaux agricoles dans les champs sénoufos ne provenaient pas des ménages. Cinquante-huit pour cent de cette main-d'œuvre en dehors de l'entreprise agricole était orientée vers la culture du coton et 42 % vers les récoltes vivrières. Deux tiers de cette main-d'œuvre est fournie par des groupes d'entraide réciproque. L'autre tiers est assuré par des travailleurs journaliers. Les femmes dominaient cette main-d'œuvre saisonnière et passaient les trois-quarts de leurs heures de travail dans les champs de coton.

L'augmentation du temps de travail consacré à l'agriculture, tant par les hommes que par les femmes, est due principalement à l'extension de toute la superficie cultivée depuis le début des années 60. L'étude de la SEDES sur la région de Korhogo pour 1962 a rendu compte d'une superficie moyenne de 3,17 ha pour des ménages utilisant des techniques agricoles manuelles. En 1984, Eponou (1985) constatait que la superficie cultivée avait augmenté de 5,2 ha pour les ménages utilisant des techniques manuelles, 8,8 ha pour les ménages utilisant des char-rues tractées par des bœufs, et 35,3 ha pour les ménages possédant des tracteurs.⁴ Etant donné que moins de 1 % des ménages dans la région de Korhogo travaillent avec des tracteurs, on peut conclure que l'accroissement du travail des femmes a été associé à l'expansion du coton au sein des ménages travaillant manuellement et avec traction animale.

Le nombre de jours pendant lesquels les femmes ont la permission de travailler dans leurs propres champs varie d'après les groupes ethniques et parfois parmi les ménages au sein du même groupe. Les femmes sénoufos ont le droit de travailler dans leurs propres champs deux jours (*Koundiali* et *Kong*) sur les six jours de la semaine sénoufo. La plupart des femmes mariées d'un certain âge jouissent également d'un jour de repos, habituellement le vendredi. Les jours qui restent, elles travaillent dans les champs du ménage. Les jours où elles travaillent dans leurs propres champs, les femmes doivent assurer leur propre nourriture. Le chef de famille est responsable pour l'alimentation des membres de la famille seulement pendant les jours où ils travaillent dans les champs des ménages. Par contre, les femmes julas n'ont pas de jours de travail

4. Les données d'Eponou montrent également que la moyenne de la superficie cultivée par travailleur actif au moyen de certaines techniques avaient également augmenté de 0,9 ha en 1962 jusqu'à 1,27 (manuellement), 1,5 (à l'aide de bœufs) et 3,75 ha (avec tracteur) respectivement.

fixes. Elles travaillent dans les champs des ménages à la demande du chef de famille (normalement le mari) mais elles sont également libres de travailler dans leurs propres champs, pour autant qu'elles travaillent.

Pour les femmes des deux groupes, le libre accès à la main-d'œuvre des membres des ménages n'existe pas. Même si les mères veulent que leurs enfants travaillent dans leurs propres champs, elles doivent demander la permission à leur mari. La seule exception s'applique aux mères qui allaitent et qui ont normalement la permission de prendre l'une de leurs filles avec elles dans leurs champs pour les aider à prendre soin des enfants. Cette restriction concernant l'accès à la main-d'œuvre familiale conduit à l'emploi fréquent de main-d'œuvre extérieure dans les champs travaillés par les femmes. Les deux sources les plus communes de main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole sont les groupes d'entraide et les ouvriers journaliers.

En 1981-82, les femmes cultivaient généralement un champs d'arachides pluvial et une rizière de bas fond. Quelques femmes seulement cultivaient le coton, parfois avec leurs co-épouses, en comptant fortement sur la main-d'œuvre extérieure. Les terres cultivées par les femmes représentaient 14 % du total de la superficie cultivée. Ce pourcentage diminuait lorsque la superficie cotonnière par travailleur actif augmentait au sein du ménage.

En résumé, au début des années 80, l'effet combiné de la migration de la main-d'œuvre, l'intensification du coton, et le développement limité de la productivité conduisit à un accroissement absolu dans le temps de la main-d'œuvre agricole tant pour les hommes que pour les femmes. Ce fardeau de travail retomba lourdement sur les femmes. Les données de 1981-82 suggèrent que l'accroissement du temps de travail total des femmes entraîna la substitution du travail dans leurs propres champs vers le travail dans les champs des ménages et dans les champs en dehors des ménages. Ceci représente un brusque contraste avec le début des années 60 lorsque les femmes jouissaient d'une autonomie beaucoup plus grande et dominaient les transactions du marché (SEDES 1965, vol 2: 48-50, 63).

Goulets d'étranglement de la main-d'œuvre et innovations technologiques

Dans un contexte de migration de main-d'œuvre importante et de l'expansion du coton, les agriculteurs doivent faire face à des goulets d'étranglement majeurs dans le calendrier agricole. L'étude sur l'allocation de la main-d'œuvre a révélé l'existence de quatre goulets d'étranglement. La demande de pointe pour la main-d'œuvre des ménages au début de la saison des pluies pendant la préparation des champs et les semailles, à mi-chemin de la saison des pluies pendant la

période de sarclage, et vers la fin de la saison des pluies pendant la récolte des cultures vivrières et du coton. Un quatrième goulet d'étranglement concernant principalement les femmes a été observé pendant la période de repiquage du riz dans les bas-fonds à la fin juillet-début août.

La sévérité de ces goulets d'étranglement et les réactions des agriculteurs dépendent de plusieurs facteurs. Les conditions écologiques telles que la distribution des précipitations et la qualité du sol peuvent fortement influencer l'acuité des périodes de demande de main-d'œuvre de pointe. Les ajustements à ces goulets d'étranglement dépendent principalement du standing socio-économique des ménages individuels. Les ménages ayant accès à de nombreux travailleurs actifs ou à des cultures de rapport qui peuvent permettre la substitution du travail par le capital sont mieux armés pour faire face aux périodes de pointe que les ménages ayant de pauvres ressources. Quelques ajustements souvent pratiqués comprennent l'abandon de certaines cultures requérant une main-d'œuvre importante telles que les ignames et le mil ; le manque de soin apporté à la culture, comme l'omission ou le retard dans certaines tâches telles que le sarclage ou les semailles de cultures intermédiaires ; le déclin des superficies cultivées par les femmes dans leurs propres champs ; ou le recours à des innovations technologiques telles que l'adoption de la traction animale et l'usage d'herbicides. D'autres ajustements impliquent de nouvelles stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre et une interprétation des contraintes socio-culturelles relatives au temps de travail (Bassett 1988b).

Au cours des années 80, l'adoption continue de la technologie tendant à limiter la main-d'œuvre ainsi que de nouveaux changements dans les modèles de cultures ont réduit la sévérité des goulets d'étranglement de la main-d'œuvre et accru sa productivité. La Fig. 3 montre que l'usage des charrues tirées par les bœufs a rapidement augmenté dans la région au cours des sept dernières années. En 1981, 41 % des ménages utilisaient la culture attelée. En 1988, 87 % des ménages étudiés possédaient des charrues et des bœufs. L'usage étendu et la sous-utilisation périodique de la traction animale ont conduit à un marché locatif qui est fréquemment utilisé par les femmes (voir plus bas).

En plus de l'expansion des charrues à bœufs, l'usage croissant d'herbicides semble avoir soulagé les périodes de pointe et facilité l'expansion des champs personnels des femmes. En 1986, plus de la moitié des ménages concernés par la culture du coton utilisaient des herbicides dans leurs champs. Les herbicides étaient également utilisés par 40 % des ménages dans les champs vivriers (Bassett 1988b, 165). Cette technologie économisant la main-d'œuvre aide à réduire le goulet d'étranglement lors du sarclage au milieu de la saison des pluies ce qui permet aux hommes et aux femmes de consacrer leur temps à d'autres tâches.

Une troisième modification dans les changements des systèmes d'agriculture locaux qui semble avoir réduit le temps de travail des femmes dans les champs des ménages est observable dans les rizières de bas-fond dont l'importance est cinq fois moindre. En 1981, les chefs de 50 % des ménages cultivaient au moins une rizière de bas-fond, en 1988, 9 % à peine.⁵ Cette diminution dans l'importance accordée par les hommes à la culture du riz de bas-fond profite aux femmes car la division du travail associé à cette récolte retombe plus fortement sur les femmes (particulièrement le repiquage). En 1981, 37 % du temps de la main-d'œuvre des ménages consacré aux cultures vivrières était consacré au riz de bas-fond.⁶ Les femmes représentaient 72 % de cette main-d'œuvre. En l'absence de données concernant l'allocation de la main-d'œuvre pour 1988, il est impossible de savoir comment ce temps de travail est utilisé. Néanmoins, la période de repiquage du riz représente un goulet d'étranglement majeur pour les femmes, ce qui permet de dire avec une certaine certitude que cette période de main-d'œuvre de pointe a été réduite au profit des femmes.

Le **Tableau 2** met en lumière les changements majeurs dans les superficies cultivées au cours des années 1981 à 1988. L'une des découvertes les plus surprenantes est le quadruplement des superficies cultivées par les femmes dans leurs propres champs.⁷ D'un peu plus d'un quart d'hectare en 1981, la superficie moyenne cultivée par les femmes a augmenté jusqu'à 1 hectare en 1988. Ces données indiquent une augmentation dix fois plus grande sur une superficie moyenne de culture du coton et une augmentation 2,5 fois plus grande pour la superficie moyenne de cultures vivrières.⁸ La superficie moyenne de coton par femme s'élevait à près d'un demi-hectare. Dans les ménages polygames, les femmes d'un certain âge cultivaient de plus grands champs (de 0,5 à 1 hectare) en comparaison avec des femmes plus jeunes qui ne cultivaient pas le coton ou cultivaient des parcelles plus petites d'un quart d'hectare. Comment ce changement remarquable

5 Quand on leur a demandé pourquoi ils avaient abandonné de rizières de bas-fond, beaucoup d'hommes déclarèrent que la forte incidence des dommages des cultures causés par le bétail Fulani dans le lit des rivières en était la raison principale (voir Bassett 1988c).

6. Malgré le format réduit de sondage (7 ménages) ces recherches rejoignent d'autres études entreprises dans le nord de la Côte d'Ivoire (Pelte-Wurtz et Steck 1981).

7. J'entends des femmes mariées, veuves et divorcées appartenant à des ménages dont le chef de famille est un homme.

8. Dans l'ensemble, le nombre d'unités de production dans lesquelles les cultivatrices de coton étaient présentes avaient augmenté de 2/34 (6%) en 1981 à 13/35 (37%) en 1988 (8 Sénoufos et 5 julas) Le nombre réel de cultivatrices avait augmenté 16 fois au cours de la même période (2 en 1981, 31 en 1988).

dans les activités agricoles des femmes s'est-il produit ? La discussion antérieure sur les changements dans les modèles de cultures, les nouvelles technologies et la division du travail aide à éclaircir ce processus. En étudiant de plus près comment les femmes s'assurent le travail et le capital pour étendre leurs opérations, on peut avoir une meilleure idée des conditions dans lesquelles cette expansion se produit.

L'accès aux ressources par les femmes cultivant le coton

Les interviews avec plus d'un tiers des femmes cultivant le coton (11/31) ont révélé des styles distincts de gestion agricole. En général, les femmes sénoufos dépendent plus des groupes d'entraide (*golon*) pour remplir les tâches agricoles que les femmes julas qui dépendent principalement des ouvriers journaliers. Une similarité intéressante, toutefois, consiste en la pratique de payer les membres d'un ménage pour labourer les champs de coton.

Dans près de deux-tiers des cas, les femmes employaient quelqu'un pour labourer leurs champs. Dans 38 % des cas, l'équipage provenait du ménage lui-même. Les femmes payaient généralement leurs maris entre 5000 et 8000 F. CFA pour labourer un demi-hectare de champ de coton.⁹ Certaines cultivatrices préféraient louer des attelages de bœufs en dehors de l'exploitation agricole quand leurs maris n'avaient pas fini de labourer leurs propres champs. Plutôt que manquer la date limite du 30 juin pour les semailles du coton, 44 % des femmes louaient des équipes de laboureurs en dehors de l'exploitation agricole. Certaines femmes sénoufos (19 %) manquant de capitaux échangeaient plutôt leur force de travail. Il était assez courant de troquer de 10 à 20 jours pour la récolte du coton dans les champs du propriétaire de l'attelage contre le labour d'un champ d'un demi-hectare. Il est évident que le standing économique des femmes conduit à d'importantes variations dans la mobilisation des ressources.

Les femmes dépendent largement de leurs maris pour l'obtention de terres pour leurs propres champs. Des interviews avec des membres de 15 ménages ont révélé que dans 80 % des cas les maris mettaient des terres à la disposition de leurs femmes. Les hommes, soit attribuaient des terres qu'ils contrôlaient déjà, soit demandaient à un autre « propriétaire » un droit d'usage. Cette dépendance envers les hommes est

9. Si on utilise un taux de change de 300 F. CFA/dollar, alors les redevances moyennes pour labourer un demi-hectare s'élevaient à \$17,27. Il est intéressant de noter qu'une femme dyula avait payé son mari pour labourer son champ de coton mais pas pour labourer son champ de riz pluvial. Le fait que les femmes préparent souvent la nourriture pour les membres de la famille provenant de leurs propres champs explique sans doute ce labourage gratuit des champs de cultures vivrières.

plus grande pour les femmes julas (100 %) que pour les femmes sénoufos (70 %). Deux femmes sénoufos, l'une mariée, l'autre divorcée, reçurent des parcelles de rizières de bas-fond de chefs de familles. Une troisième femme sénoufo reçut une parcelle de bas-fond de son père et un champ pluvial de sa mère. Le pouvoir de contrôle des hommes, chefs de familles, sur l'accès aux terres signifie que les femmes sont particulièrement vulnérables car leurs maris peuvent limiter la superficie qu'elles peuvent cultiver comme leurs propres champs.

La grande différence entre les cultivatrices sénoufos et julas réside dans le fait que toutes les femmes julas (8/31) étaient inscrites à la CIDT, contrairement aux femmes sénoufos. A l'exception d'une personne qui s'était inscrite en son propre nom, les cultivatrices julas avaient signé au nom d'un membre mâle du ménage, y compris les enfants mâles. Ceci signifie que les coûts de production sont généralement plus élevés pour les femmes sénoufos car elles doivent acheter des semences et des pesticides que la CIDT donne gratuitement aux cultivateurs inscrits. Ceci était vrai pour 70 % des femmes sénoufos cultivatrices de coton qui devaient obtenir tous les facteurs de production (semences, insecticides et fertilisants) de sources autres que la CIDT. Les moyens les plus communs pour l'obtention de ces facteurs, en particulier les insecticides et les fertilisants (et parfois les herbicides) sont (1) l'achat de « surplus » provenant d'autres cultivateurs de coton ; (2) le travail dans des champs appartenant à quelqu'un d'autre en échange de facteurs de production pour le coton ; (3) l'obtention de facteurs de production à crédit du mari qui est payé après la récolte ; ou (4) les dons de membres de la famille qui ont des « surplus ».

Il existe au moins quatre raisons majeures pour lesquelles les femmes ne se sont pas inscrites à la CIDT. Tout d'abord, beaucoup d'entre elles avaient entendu dire que l'agent de la vulgarisation interdisait que les femmes s'inscrivent pour les facteurs de production. Cet agent dit, en effet, qu'il hésitait à inscrire les femmes car souvent elles n'étaient pas à même de labourer leurs champs avant la date limite du 30 juin. La raison, expliqua-t-il, était que la responsabilité première des femmes était la culture des champs de leurs maris dans lesquels elles devaient travailler jusqu'à ce qu'ils soient entièrement labourés et semés. Ce n'est que lorsque les champs du ménage étaient labourés et plantés que les femmes pouvaient consacrer du temps à leurs propres champs. En fait, ceci n'est pas toujours vrai. Tout d'abord, comme noté plus haut, les femmes sénoufos ont droit à deux jours par semaine¹⁰

10. Le fait que ces jours sont calculés dans la semaine sénoufo de six jours signifie que les femmes ont 10 jours de plus à consacrer à leurs propres champs tout au long du calendrier agricole (juin-décembre) que si le calcul était fait sur base d'une semaine de sept jours.

pour travailler leurs propres champs. Ce qui veut dire qu'elles ne sont pas obligées de travailler tout le temps dans les champs du ménage. Comme noté plus haut, les femmes julas ont encore plus de liberté dans le choix du nombre de jours consacrés au travail dans leurs propres champs. De plus, comme indiqué au **Tableau 2**, un grand pourcentage de femmes engage une main-d'œuvre extérieure pour labourer leurs champs.

D'autres facteurs viennent influencer le travail dans les temps requis : la distribution des précipitations et l'humidité du sol. Ainsi que Pingali *et al* (1987 : 68) le montrent dans leur commentaires sur l'utilisation de la capacité de traction animale dans la région au sud du Sahara africain, les marchés locatifs pour la préparation des terres sont plus développés dans les régions de fortes précipitations où la période pendant laquelle les champs peuvent être labourés est relativement longue. Le régime de précipitations dans la région de Katiali est favorable au développement des marchés locatifs de bœufs si la distribution des précipitations est normale. Ceci fut le cas pour la saison de pluies de 1988 durant laquelle le marché locatif de bœufs fut très actif.

Finalement, le fait que les femmes qui avaient participé au sondage n'avaient rencontré aucune difficulté pour respecter la date limite du 30 juin montre que le jugement de l'agent de la vulgarisation n'était pas fondé du point-de-vue de la gestion de l'exploitation agricole.

Deux autres raisons pour lesquelles les femmes sénéoufos ne s'étaient pas inscrites à la CIDT étaient la nature « expérimentale » de leur entreprise et le fait que leurs maris n'étaient pas d'accord. Certaines femmes ont dit que c'était leur première année de la culture du coton et elles voulaient voir si elles pouvaient réussir avant de s'inscrire officiellement. Elles considéraient leur entreprise comme un essai et voulaient voir les résultats avant de s'engager (cf. Richards 1986).

Le refus des hommes de permettre à leurs femmes de s'inscrire à la CIDT est lié au fait qu'ils ont peur de perdre le contrôle sur le travail de leurs femmes. Bien des hommes voient l'inscription des femmes à la compagnie cotonnière comme un engagement important dans des champs qui ne font pas partie du ménage et qui échappent à leur contrôle. De fait, la surveillance serrée des cultivateurs de coton par les agents de vulgarisation, en particulier la plantation, l'application de pesticides et les dates de récoltes, représente une réglementation du processus de production qui est assumée par la compagnie cotonnière. Donc, en s'inscrivant à la CIDT, les femmes sont effectivement en dehors du contrôle des chefs de familles durant certaines périodes du calendrier agricole.

Les hommes veulent aussi que les superficies cultivées par les femmes ne dépassent pas certaines limites. Un homme avec cinq épouses, chacune avec des champs de coton, déclara qu'un demi-hec-

tare de coton était la limite pour les femmes dans son ménage. Il s'inquiétait surtout du fait que si les champs de ses femmes s'élargissaient elles demanderaient plus de temps pour travailler dans leurs propres champs, au détriment des champs du ménage.

La quatrième raison pour laquelle les hommes ne permettent pas aux femmes de s'inscrire à la CIDT est qu'ils veulent limiter le degré d'indépendance économique de leurs femmes au sein du ménage. Une façon d'atteindre ce but est le contrôle qu'ils exercent sur la commercialisation du coton de leurs femmes. Dans tous les cas, les femmes comptaient sur les hommes de leurs ménages pour la vente du coton à la coopérative commerciale du village. Cette situation donne aux hommes le pouvoir de contrôler combien d'argent leurs femmes reçoivent de leur coton. Les femmes n'ont aucune idée du poids total et des recettes de leur coton. On leur donne tout simplement une somme d'argent et on leur dit que c'est tout ce qu'elles ont gagné.¹¹

Malgré toutes ces contraintes sur l'accès des femmes aux ressources de production il est évident que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Grâce à leur accès à des ressources en dehors des ménages, à la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole, aux facteurs agricoles et aux machines, les femmes ont pu étendre leurs champs au cours des sept dernières années. Un résumé des résultats et de la portée de cette étude de cas figure dans la section finale.

Impact de la féminisation de l'agriculture sur la production vivrière

Le **Tableau 2** suggère que la féminisation de la production a eu des conséquences positives tant sur la culture vivrière que sur la production du coton. Toutefois, le manque de données concernant le rendement des récoltes des femmes ne permet pas de tirer des conclusions sur ce point. Nous savons que la plus grande partie de l'augmentation dans les récoltes vivrières du nord de la Côte d'Ivoire résulte de l'expansion de la superficie cultivée, et non de rendements accrus. Il semble que l'augmentation de la superficie contrôlée par les femmes représente tout simplement un changement dans la production des ménages en faveur des champs individuels des femmes. Il est possible d'appuyer cette dernière hypothèse si l'on considère les changements relativement peu nombreux dans la superficie cultivée par les travailleurs actifs entre 1981 et 1988 indiqués au **Tableau 2**. On pourrait s'attendre à des augmentations beaucoup plus importantes pour la superficie cultivée par les travailleurs actifs si l'extension des champs cultivés par les

11. Actuellement, c'est la procédure courante envers les femmes sénoufos et julas.

femmes représentait une augmentation importante dans la production totale des ménages. Bref, ainsi que d'autres observateurs l'ont signalé (World Bank 1988: 8,85), la production vivrière semble stagnante.

Ainsi que le Tableau 1 l'indique, les femmes apportent une contribution importante à la production vivrière par leur travail dans la culture de subsistance. Toutefois, les agents affectés à la vulgarisation font des discriminations contre les femmes et celles-ci ne reçoivent pas de crédit ou d'aide technologique pour améliorer leur production. Même si les agents acceptaient de travailler avec les femmes, ils ne pourraient offrir que très peu de choses en matière d'offres technologiques pour les cultures vivrières. Les efforts en recherches et développement se sont traditionnellement concentrés sur le coton. Récemment, de nouvelles variétés de maïs et de sorgho ont été introduites, mais elles n'ont pas eu beaucoup de succès, compte tenu de leur rendement relativement bas, ainsi que de leur goût et leur texture. Ce qui est plus important encore, c'est qu'aucun effort n'a été fait pour améliorer le système anti-risques des cultures intercalaires habituelles.

La production vivrière a souffert du développement du coton dans deux autres domaines. Tout d'abord, la baisse en ignames, mil et riz de bas-fond, représente une diminution de la variété nutritive. En second lieu, la détérioration de nombreuses pratiques agricoles anti-risques telles que la culture intercalaire et la culture des agro-écosystèmes, tant des terres hautes que des terres basses, a accru la vulnérabilité des agriculteurs aux risques écologiques tels que la sécheresse et les insectes ou les plantes nuisibles. En somme, cette seconde phase de la féminisation de l'agriculture reflète la domination croissante du coton dans le système agricole qui continue à avoir des conséquences négatives sur la production des cultures vivrières.

Conclusion

Cette étude souligne la valeur des études *à long terme* des systèmes agricoles indigènes au niveau des ménages. Trop souvent, les études sur les ménages présentent des vues statiques sur la façon dont les décisions sont prises, du fait de leur approche synchronique. Ceci est vrai pour une grande partie des recherches de systèmes agricoles entrepris aujourd'hui (Moock 1986 : 6-7). Le cas de Katiali illustre le besoin d'études en durée permettant de comprendre la dynamique et l'orientation des changements agraires.

En second lieu, le rapport des sexes est cruciale pour la compréhension des changements dans les systèmes agricoles. Cette étude souligne de la migration de la main-d'œuvre et de la culture du coton sur les substitutions de sexes dans la division du travail. On a souligné deux

phases dans la féminisation de l'agriculture sous ces conditions changeantes de production. La première phase est similaire aux observations de Boserup et d'autres chercheurs qui montrent que l'expansion des cultures de rapport conduit à une spécialisation basée sur les sexes dans les activités de production dans lesquelles les hommes contrôlent les cultures de rapport et où les femmes sont presque exclusivement reléguées dans la production de subsistance. Ceci conduit à la concentration de la puissance économique chez les hommes et à une demande accrue de la main-d'œuvre féminine. En dépit des droits étendus dont elles jouissent pour la culture de leurs propres champs, les femmes manquent invariablement de temps et de ressources pour l'expansion de leurs opérations.

La seconde phase montre que les femmes bénéficient des innovations technologiques et des changements continuels dans les modèles de cultures qui sont liés à l'intensification de la production à l'échelle commerciale et cherche à réduire les goulets d'étranglement de la main-d'œuvre dans le système agricole. Les changements dans la division sexuelle du travail sont évidents dans des domaines tels que les types de culture, la superficie des champs individuels et la gestion agricole (la mobilisation du travail, les facteurs agricoles). Dans les deux phases, le processus de féminisation est lié à la fois aux processus sociaux, politiques et économiques, locaux et nationaux internationaux. Les facteurs locaux affectent l'organisation de la production (cultures individuelles relativement aux cultures des ménages), l'accès aux ressources de production, et le statut des femmes selon l'âge, la séniorité ; et la richesse des ménages ; les politiques agricoles, les innovations technologiques et les accords de marchés agissant sur le plan national.

Cette étude met en lumière nombre de possibilités et contraintes auxquelles les femmes doivent faire face lorsqu'elles veulent étendre leurs opérations, opérations qui sont pertinentes pour la politique agricole. L'accès des femmes à la location de services de charrues attelées, aux facteurs de production du coton en dehors des réseaux officiels et à la mobilisation de la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole pour leurs propres champs est évident. En général, il semble que l'extension des cultures féminines soient liées à la technologie réduisant le travail agricole (charrues attelées, herbicides) et à la répartition des cultures (déclin du riz de bas-fond) qui ont aidé à réduire les goulets d'étranglement dans les systèmes agricoles locaux. Toutefois, contrairement à la thèse de la Banque mondiale selon laquelle la mécanisation agricole conduira, progressivement, à un accroissement de productivité de tout le système agricole (Pingali *et al* 1987), cette étude suggère que les rôles des sexes dans la production affecte la capacité qu'ont les individus à utiliser pleinement les nouvelles technologies. Les innovations technologiques affectent en effet des barrières sociales et

culturelles qui empêchent les femmes d'étendre leurs superficies cultivées.

Finalement, j'ai insisté sur l'importance de la politique au sein des ménages pour le développement agricole et le statut des femmes à Katiali. Les hommes, chefs des unités de production, se méfient de leurs femmes qui consacrent trop de temps à leurs propres champs. Ce qui les inquiète c'est qu'ils perdront de plus en plus le contrôle de la force de travail de leurs femmes au fur et à mesure qu'elles sont absorbées dans les structures de production en dehors de l'exploitation agricole. Les hommes essaient de limiter la culture de coton des femmes (1) en servant d'intermédiaires entre la CIDT et leurs femmes ; (2) en restreignant la superficie des champs personnels des femmes ; (3) en faisant payer les femmes pour les facteurs de production et l'usage des charrettes attelées ; (4) en leur refusant les vivres provenant des greniers des unités de production les jours où les femmes travaillent dans leurs propres champs ; et (5) en restreignant l'accès de leurs femmes à la main-d'œuvre et aux terres du ménage. De tels efforts de la part des hommes pour s'approprier le surtravail de leurs femmes représentent des obstacles considérables pour les femmes cherchant à améliorer leur statut. La responsabilité des femmes en tant que femmes et mères dans les activités de reproduction des ménages (le soin des enfants, la préparation des repas) représente d'autres entraves à l'élargissement de leurs opérations agricoles. Cependant, comme cette étude suggère, ces contraintes ne sont pas insurmontables. Le tableau présenté ici montre comment les femmes profitent des occasions pour améliorer leur statut au sein des ménages et de la communauté.

Il reste à étudier les implications de cette deuxième phase de féminisation de la production sur

(1) les comptes et la gestion des revenus totaux au sein du ménage

(2) l'impact de l'expansion du coton sur la consommation des cultures vivrières par les femmes et les enfants et

(3) les multiples façons dont les femmes obtiennent des terres, la main-d'œuvre et les autres contributions agricoles dans le but d'étendre leurs activités agricoles.

Bref, il faut faire d'autres enquêtes sur le terrain pour mieux comprendre les divers chemins que la transformation agraire est en train d'emprunter en Afrique aujourd'hui.

Tableau 1. Temps de travail agricole par type de culture, sexe et groupe ethnique 1981-1982*

	Cultures vivrières	Coton	Tabac
Sénoufo			
Femmes	59 %	18 %	—
Hommes	41 %	82 %	—
Jula			
Femmes	41 %	14 %	74 %
Hommes	59 %	86 %	26 %
Village			
Femmes	48 %	19 %	74 %
Hommes	52 %	81 %	26 %

N = 14 hommes, 12 femmes

* Y compris le temps fourni par la main-d'œuvre dans les champs des ménages et les champs individuels.

Tableau 2. Caractéristiques des ménages et des superficies cultivées, Katiali

Caractéristiques	1981	1982
Actifs/M*	5,0	8,0
Résidents/M*	9,4	12,0
Moyenne de la superficie cultivée	4,8	8,7
— en cultures vivrières	2,5	4,7
— en coton	2,3	4,0
Moyenne de la superficie (ha)/cultivée par les femmes	0,28	1,0
— en cultures vivrières	0,24	0,6
— en coton	0,04	0,4
% de la superficie totale cultivée par les femmes	14 %	16 %

Source d'information : Données sur le terrain, 1982, 1988 ;

N = 35 pour 1988.

* M = ménage.

Tableau 3. Sources de travail agricole pour les champs cultivés par les femmes par tâche

Tâches	Senoufo	Jula
Défrichage	Propriétaires des champs	Main-d'œuvre salariée
Labourage	Main-d'œuvre salariée	Main-d'œuvre salariée
Semailles	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Sarclage	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Application de fertilisants	Propriétaires des champs ou groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Application de pesticides	Homme dans le ménage	Homme dans le ménage
Récolte	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée

Source d'information : Données sur le terrain, 1988 ; N =11.

Tableau 4. Origines et rémunérations des charrues attelées utilisées par les femmes dans leurs champs de coton

ORIGINE	RÉMUNÉRATION	POURCENTAGE DES CAS
Ménage	Rémunérée	38 %
Ménage	Gratuite	19 %
En dehors du ménage	Rémunérée	25 %
En dehors du ménage	Échange de main-d'œuvre	19 %

Source d'information : Données sur le terrain, 1988 ; N =16.

Références bibliographiques

- AMIN, S. (1976) *Unequal Development*, New York, Monthly Review Press.
- AUBERTIN, C. (1980) *Histoire et Création d'une Région « Sous-Developpée » (Le Nord Ivoirien)*, Abidjan, ORSTOM.
- BASSETT, T. (1984) « Food, Peasantry and the State in the Northern Ivory Coast, 1898-1982, » unpublished Ph.D. dissertation, University of California, Berkeley.
- BASSETT, T. (1988a) « The Development of Cotton in the Northern Ivory Coast, 1910-1965 », *Journal of African History*, 29 : 267-284.
- BASSETT, T. (1988b) « Breaking Up the Bottlenecks in Food Crop and Cotton Cultivation in Northern Côte d'Ivoire, » *Africa* 58(2) : 147-173.
- BASSETT, T. (1988c) « The Political Ecology of Peasant-Herder Conflicts in the Northern Ivory Coast, » *Annals of the Association of American Geographers*, 78, (3 : 453-472).
- BAULIN, J. (1982) *La Politique Intérieure d'Houphouët-Boigny* (Paris, Editions Eurafor-Press).
- BELL, M. (1986) *Contemporary Africa : Development, Culture and the State* (London, Longman).
- BIGOT, Y. (1979) « Analyse techno-économique des systèmes de production coton-céréale dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire », *mimeo*, (Bouaké, Institut des Savanes).
- BRAUN, J. von and P. WEBB, (1989) « The impact of new crop technology on the agricultural division of labor in a West African setting », *Economic Development and Cultural Change*, pp.513-534.
- CAMPBELL, B. « Inside the miracle : Cotton production in the Ivory Coast, » in J. BARKER (éd.), *The Politics of Agriculture in Tropical Africa* (Beverly Hills, Ca, Sage, p. 143-171).
- CARNEY, J. (1988) « Struggles over crop rights and labour within contract farming households in a Gambian irrigated rice project, » *Journal of Peasant Studies*, 15, (3 : 334-339).
- CARNEY, J. (1989) « Gender and rural transformation in the Gambia », paper presented at the annual meetings of the Association of American Geographers, 19-22 March, Baltimore, MD.
- DAVISON, J. (1988) *Agriculture, Women and Land : The African Experience* Boulder, Co, Westview.
- DE JANVRY, A. (1981) *The Agrarian Question and Reform in Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Les spectres de Malthus

- DEQUECKER, J. (1982) « Cultures industrielles et cultures vivrières en Afrique occidentale », *Afrique Contemporaine*, 120 :1-7.
- EPONOU, T. (1985) « Evolution des systèmes alimentaires en Côte d'Ivoire : le cas de la ville d'Abidjan et de la région de Korhogo », *mimeo*. (Abidjan, CIRES).
- FARGUES, P. (1983) « La dynamique démographique des producteurs de vivriers », in *Les Cultures Vivrières : Element stratégique du développement agricole Ivoirien*, vol. 1, p. 83-104, Abidjan, CIRES.
- GERVAIS, M. (1989) *Capital Transnational, Capital National, État et Paysans au Mali et au Burkina Faso : Étude de cas : les Projets Cotonniers Mali-Sud et Ouest-Volta (1976-1987)*, Ph.D. Dissertation, Univ. du Québec, Montréal.
- GUYER, J. (1980) « Food, Cocoa and the Division of Labor by sex in two West African societies », *Comparative Studies in Society and History*, 22 : 35-73.
- GUYER, J. (1981) « Household and Community in African Studies » *African Studies Review* 24 (2-3), pp. 87-137.
- GUYER, J. and PETERS, P. (1987) « Introduction » to « Conceptualizing the Household : issues of theory and policy in Africa », special issue of *Development and Change*, 18(3) :197-214.
- JONES, C. (1986) « Intra-Household Bargaining in Response to the Introduction of New Crops : a case study from northern Cameroon », in J. MOOCK (éd.) *Understanding Africa's Rural Households and Farming Systems*, 105-23, Boulder, Co, Westview Press.
- KIENTZ, A. (1985) *Pour une motorisation paysanne : mécanisation et motorisation des exploitations paysannes, Côte d'Ivoire, région nord*, Ministère du Développement Rural, République de Côte d'Ivoire.
- KUMAR, S. (1987) « Women's Role and Agricultural Technology, » in J. Mellor, et. al. (éd.), *Accelerating Food Production in Sub-Saharan Africa*, Baltimore, Johns Hopkins U. Press.
- LEROY, X. (1980) *L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière Sénoufo : le cas de Karakpo*, Abidjan, ORSTOM.
- MACKENZIE, F. (1986) « Local initiatives and national policy : Gender and agricultural change in Murang'a District, Kenya, » *Canadian Journal of African Studies* 20, (3 : 337-401).
- Marcussen, H. and TORP, J. (1982) *Internationalization of Capital : Prospects for the Third World*, London, Zed Press.
- MEILLASSOUX, C. (1975) *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
- Ministère de la Coopération Française (1987) *Le Coton en Afrique de l'Ouest et du Centre : Situation et Perspectives*, Etudes et Documents, No. 62., Paris, Min. de la Coop.
- MOOCK, J. (éd.) (1986) *Understanding Africa's Rural Households*, Boulder, Co, Westvie.
- PELTRE-WURTZ, J. and STECK, B. (1979) *Influence d'une société de développement sur le milieu paysan : coton et culture attelée dans la région de Bagoué (Nord Côte d'Ivoire)*, Abidjan, ORSTOM.

Migration et féminisation de l'agriculture

- PERRON, M. (1932) « Agriculture et industries indigènes chez les Sénoufos du Cercle de Kong, » *Bulletin de l'agence générale des colonies*, septembre 1932, p.1361-1371.
- PINGALI, P., BIGOT, Y. and BINSWANGER, H. (1987) *Agricultural Mechanization and the Evolution of Farming Systems in Sub-Sahara Africa*, Baltimore, Johns Hopkins U. Press.
- SAVANÉ, M.A. (1986) « The effects of social and economic changes on the role of women in sub-Saharan Africa, » in J. MOOCK (éd.) *Understanding Africa's Rural Households and Farming Systems* (Boulder, CO, Westview), p. 124-132.
- SEDES (1965) *Région de Korhogo, Etude de développement socio-économique*, tome 2, *Rapport sociologique* (Paris, SEDES).
- WATTS, M. (1988) « Struggles over land, struggles over meaning : some thoughts on naming, peasant resistance and the politics of place, » in GOLLEDGE R.H., COUCLELIS, H. and GOULD, P. (éd.) *A Ground for Common Search*, (Goleta, CA, The Santa Clara Geographical Press, p. 31-50).
- WISNER, B. (1980) « Nutritional consequences of the articulation of capitalist and non-capitalist modes of production in eastern Kenya, » *Rural Africana* 8-9 : 99-132.
- World Bank, (1987) *The Côte d'Ivoire in Transition : From Structural Adjustment to Self-Sustained Growth*, Vol 2, The Main Report, Report No. 6051-IVC, Washington, D.C., World Bank.
- World Bank (1988) *Cotton Development Programs in Burkina Faso*, Côte d'Ivoire, and Togo, Washington, D.C., World Bank Operations Evaluation Study.

LE FOYER À DEUX PIERRES PRODUCTION AGRICOLE ET GESTION DE LA FORCE DE TRAVAIL : PERSPECTIVES HISTORIQUES

Raymond GERVAIS ¹

Pressée de répondre à notre question concernant l'impact des divers recrutements coloniaux et de toutes les formes de migration sur le travail des femmes (et plus généralement sur la gestion domestique de la force de travail), Madame Yama Iwaoga, de Tengsobentenga près de Tenkodogo, nous posa la question suivante : « *Si on enlève l'une des trois pierres du foyer, comment poser la marmite ?* »² Refusant, obstinément et fort probablement par pudeur, de poser le problème en simple terme d'accroissement de la charge de travail des femmes, Mesdames Ganemtoré Yama et Yama Iwaoga ont, par cette image, résumé admirablement les enjeux de la contradiction entre la gestion de la force de travail de l'unité de production domestique et une gestion coloniale ignorante des réalités mosi.

Admirable image puisque c'est autour du foyer que se joue la *reproduction* des unités de production mosi à un double niveau : d'abord parce que l'union des trois pierres symbolise la rencontre des deux composantes sexuelles de l'unité (hommes et femmes) et, ensuite, parce

1. Ce texte est tiré d'une thèse de Doctorat ès Lettres rédigée sous la direction de Mme Catherine Coquery-Vidrovitch et soumise à l'Université de Paris VII en mars 1990, portant le titre de « Population et politiques agricoles coloniales dans le Mosi, 1919-1940 ». Pour éviter des répétitions inutiles, affirmons dès le départ que certaines conclusions pouvant être jugées hâtives sont mieux et plus complètement présentées dans le texte de la thèse et nous référons donc le lecteur et la lectrice à celle-ci.

2. Rencontre avec Mesdames Ganemtoré Yama (85 ans) et Yama Iwaoga (75 ans) à Tengsobentenga le 25 avril 1984.

que c'est, très concrètement, autour de ce foyer que s'achèvent les activités de production et que commencent les activités de consommation. Le vide laissé par le départ de certains de ses membres provoque le déséquilibre suggéré par les deux pierres ne pouvant plus tenir la marmite. Il s'agit donc d'un déséquilibre bien différent de celui que Malthus a proposé aux sociétés du XIX^e siècle. Le déséquilibre n'est plus attribuable à une présence³, mais tient à l'absence d'un nombre suffisant de producteurs et productrices.

Exposer les théories de Malthus aux réalités de l'analyse historique révèle des différences fondamentales entre cette construction de l'esprit et les mécanismes sous-tendant des phénomènes complexes. L'exemple proposé et analysé ici, la société mosi de la Haute-Volta coloniale dans l'entre-deux-guerres, offre de précieuses leçons sur le sort réservé à des unités de production relativement bien étoffées⁴, à techniques agricoles (façons et instruments) rudimentaires, catapultées pourvoyeuses de main-d'œuvre pour « la mise en valeur » de l'Empire français ouest-africain.

L'analyse historique propose non seulement un démenti à un système de pensée jouissant encore, dans beaucoup de milieux, d'une grande crédibilité, mais permet de saisir la trajectoire complète d'une évolution d'un équilibre⁵ vers des modes plus déséquilibrants de gestion de la force de travail, avec l'apparition de stratégie de migration et de segmentation des grandes unités de production. Si des géographes⁶ et des anthropologues ayant travaillé sur la région ont ouvert des pistes importantes principalement sur la situation du moment des régions mosi, il s'avérait nécessaire de se pencher sur les origines de certains phénomènes afin de confirmer ou démentir certaines hypothèses.

A la région Mosi il était convenu, dans les milieux coloniaux de l'entre-deux-guerres, d'apposer le qualificatif de « peuplée » et ce dès les premières années de la colonisation. La mise en valeur de cette richesse offrait deux options : 1) — l'exploitation de la capacité de production des communautés domestiques sur place en diffusant des cultures de rente ; 2) — le transfert de cette richesse vers des aires de

3. Celle d'une masse trop nombreuse de consommateurs ne trouvant plus de quoi survivre.

4. La puissance coloniale avait, dès le début de son occupation, noté et vanté les fortes densités de population de la région mosi. Ses administrateurs, dès 1919, avaient prôné des formes de développement fortement dépendantes de l'exploitation de cette force de travail.

5. Certes fragile mais réel comme le prouvent les densités de population de la région, produits d'une évolution historique précise.

6. Nous pensons surtout à la remarquable équipe de l'ORSTOM, autour de Rémy et de Marchal, qui produisit dans les années 70 des analyses tout à fait stimulantes.

production plus rentables au sein du projet colonial. Pour l'administration il s'agissait de tirer profit du capital humain voltaïque comme appoint dans une économie particulièrement anémique en capital d'investissement. Les deux options auraient pu être complémentaires si certaines conditions avaient été remplies ; dans les faits elles devinrent contradictoires et les échecs répétés dans divers domaines entraînèrent l'abolition de la colonie de la Haute-Volta en 1933, après seulement 13 années de vie indépendante. Ces conditions de complémentarité étaient :

- l'évaluation juste, précise et scientifique de la population des cercles voltaïques les plus sollicités. L'administration coloniale n'avait ni le personnel, ni la compétence indispensables à des opérations de recensement scientifique, par contre en Haute-Volta, elle eut des objectifs économiques précis de rentabilisation du système et, dès lors, recourut souvent à des raccourcis dans le calcul des effectifs de population afin « d'arrondir » les évaluations ;
- l'élaboration d'une politique cohérente de reproduction de la force de travail. Si le mot connut un certain succès, la réalité demeura largement vide de toutes initiatives importantes de 1920 à 1940 ;
- l'établissement et le respect d'un calendrier et de modalités d'utilisation de la force de travail, largement agricole ;
- la consolidation par l'amélioration des conditions de production d'un secteur d'agriculture vivrière, comme préalable à l'imposition des cultures de rente ;
- la diffusion organisée et suivie de nouvelles techniques et cultures. Les maigres tentatives coloniales dans le domaine ont connu peu de succès que ce soit la diffusion de la culture attelée ou la mise sur pied des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Ces conditions de complémentarité font partie d'une *théorie*, idéologique par essence, de l'interventionnisme colonial ; elles font partie du credo des objectifs de ces politiques mais sont absentes, sinon à l'état embryonnaire, ce qui confirme leur statut idéologique, de la *pratique* concrète.

L'objectif de ce texte est double ; d'une part analyser la lente érosion des stratégies traditionnelles de gestion de la force de travail agricole au sein des unités de production, et d'autre part évaluer l'impact, sur ces stratégies, de l'organisation de flux migratoires. En somme, il s'agit d'établir les modalités de ce qui fut appelé la mise en valeur des colonies et les conditions de « libération » de la force de travail, c'est-à-dire la création d'un bassin de main-d'œuvre accessible à tout moment pour l'employeur public et privé. Car, s'il faut croire les diverses instances administratives, les unités domestiques de production

ont hésité⁷ à offrir leur adhésion à un marché du travail considéré comme peu rémunérateur et truffé d'injustices. Il y eut deux étapes dans la compréhension de cette « irrationalité » des comportements africains : la première, issue d'une incompréhension flagrante doublée d'une vision idéologique nourrie d'un racisme tout à fait assumé, postulait une opposition « naturelle » au travail salarié et des traits de personnalité spécifiques aux « indigènes ». Un exemple de taille nous vient du Gouverneur Général de l'AOF, Clozel, en 1912 dans une « Circulaire au sujet de la réglementation de la main-d'œuvre indigène » :⁸

« La densité de la population si faible en regard de l'étendue de nos territoires, l'apathie du noir, sa répugnance naturelle à se plier aux conditions du louage, lesquelles exigent un travail suivi et contrôlé, sont autant d'obstacles au recrutement de la main-d'œuvre. »

La seconde étape, beaucoup plus un processus lent d'assimilation des conséquences d'une situation incontournable, fut franchie lorsque, dans les années trente, les autorités de la Haute-Volta et de la Côte-d'Ivoire se penchèrent sur l'épineux problème des migrations vers la Gold Coast (Ghana actuel) et constatèrent, loin des répugnances postulées, une prédilection de leurs administrés pour la migration de travail ou l'aventure commerciale. L'effort d'analyse dans certains cas permit de saisir la rationalité derrière le supposé illogisme.

A travers les propos de Clozel il est possible de saisir des éléments de l'idéologie coloniale en matière de mobilisation du travail : recourant aux théories racistes, elle s'attacha aux finalités de leur action, c'est-à-dire la nécessité de réaliser des travaux justificateurs de leur présence, au détriment d'une analyse des conditions de ces actions, c'est-à-dire l'existence de finalités autres, spécifiques aux sociétés dominées, par exemple la reproduction des conditions de production par la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et le stockage. Il n'est donc pas du tout étrange que Clozel continue ses conseils aux Lieutenants-Gouverneurs en marquant cette nécessité : « *En tous les points où se porte l'effort de la colonisation, nos compatriotes doivent compter sur les ouvriers indispensables à l'exécution de leurs plans.* » (C'est nous qui soulignons). Dans cette seule phrase se résume tout le projet colonial en la matière : fournir aux intervenants français les moyens

7. Le terme ne rend pas justice à la richesse des mécanismes de gestion et de résistance.

8. Voir JOAOF 1912: 180.

d'enclencher un processus de développement centré sur des buts choisis et mis en œuvre par une puissance étrangère aux sociétés visées. Dès lors tous comportements d'opposition, de fuite ou de refus, ne peuvent trouver d'autres explications que dans un irrationnel « naturel », caractéristique de sociétés pré-industrielles et donc primitives. Ces concepts « d'irrationnel » (et ses variantes) et de « naturel » appaurent partout et servirent à justifier la violence, instrument de mutations. Car il est hors de tous doutes que le processus de création d'un marché du travail fut, et fut vécu par les intéressé(e)s comme tel, d'une extrême violence dont il est difficile de percevoir avec précision les contours historiques.

Main-d'œuvre et agriculture : la production domestique moagha

La finalité première, essentielle et existentielle, de l'acte de cultiver dans une société d'autosubsistance est, sans contredit possible, la production de moyens de survie. Comprise dans ce but, se situe la reproduction individuelle et collective des membres de la communauté et de la société elle-même. Dès lors, l'ensemble des activités agricoles, avec leurs contraintes et leurs exigences, occupe une place fondamentale dans la totalité sociale. Si les conquérants mosi (nakomsé ou talsé) n'eurent pas de prédilection particulière pour l'agriculture, ils la pratiquèrent, tant bien que mal, comptant souvent sur les tengbiisé/nyonyosé (population d'origine) ou sur les razzias pour compléter leurs ressources. Le modus vivendi entre gens du pouvoir et gens de la terre fut singulièrement mis à l'épreuve par l'expérience coloniale, puisque c'est au pouvoir politique moagha qu'échut la lourde tâche de mobiliser les énergies pour réaliser les politiques coloniales agricoles. Ce « mariage de raison » ne pouvait qu'être dommageable aux chefs de toutes échelles.

La poussée massive vers la segmentation, force centrifuge à l'œuvre dans la société et au sein des lignages, s'accrut au contact de pressions sur des élites souvent trop pressées, sinon heureuses, de répercuter vers les échelons inférieurs des ordres d'étendre les champs de coton ou d'utiliser les charrues. Dans toute société agraire, l'organisation sociale dessine les contours du terroir (pour la définition : Sautter G. 1968: 111) ; chez les Mosi, les façons culturelles comparativement peu productives, étaient toutes entières fondées sur une gestion rigoureuse de la *force de travail domestique*, facteur de compensation de rapports peu productifs à la terre. La cohésion de l'unité domestique de production devenait essentielle au développement harmonieux du terroir. De nombreux facteurs jouèrent le rôle de phénomènes perturbateurs : la migration, et mieux « l'obligation de la migration » devenue essentielle au paiement de l'impôt de capitation, le ralentissement du rythme de succession des générations, le rôle assigné à la chefferie, la saturation

des terroirs et somme toute l'ensemble des contradictions à l'œuvre dans la société. Car si, traditionnellement, ces contradictions débouchaient sur des modifications opératoires ne remettant pas en question l'ensemble des mécanismes de reproduction, les perturbations, largement attribuables aux politiques coloniales dans ce domaine, ont rendu inopérantes les solutions anciennes et amené un blocage des institutions (Rémy G. 1977) doublé d'une mobilité géographique des individus et des terroirs fort néfaste.

Tout au long de cette période centrale de l'histoire de la région, on assista à la lente érosion des unités domestiques de production parallèles à l'effritement du pouvoir des chefferies. Erosion dont l'une des conséquences et non des moindres fut « l'extensification » (la définition in Hervouet J.-P. 1977, aussi Marchal J.-Y. 1983) des modes cultureux, c'est-à-dire la mise en culture de surfaces de plus en plus étendues afin de contrer la singulière rareté de main-d'œuvre agricole. L'accélération de la dégradation écologique alla de pair avec la multiplication des bouches à nourrir et des bras potentiellement mobilisables, parce qu'à défaut de produits auxquels on imposait le « détour par le marché » et qui auraient pu être le résultat d'une amélioration des techniques culturelles, il n'y avait qu'une marchandise dont la vente pouvait suivre le taux d'impôt dans son inexorable montée, et *cette marchandise était la force de travail*. C'est faire preuve d'une grande ignorance de l'agriculture des savanes de penser qu'il y avait compensation entre deux zones écologiques complémentaires, les « avantages comparatifs » tant vantés dans les manuels d'économie, puisque le revenu additionnel ne compensait ni économiquement, ni socialement la perte encourue par l'économie alimentaire domestique des savanes.

Une agriculture à technologie rudimentaire dépend pour son développement, outre évidemment l'accès à la terre, d'une force de travail importante, puisqu'elle en constitue le facteur central, et d'un mode de gestion des rapports population-terres fondé sur la cohérence du groupe exploitant et sa connaissance des techniques de maximisation des ressources. La production agricole devient alors le point de rencontre des contraintes du milieu et des solutions adoptées et pratiquées par les populations. L'examen de passage, si cette image est permise, consiste en la capacité d'une société d'assurer les moyens de sa reproduction. Il y a dans cet implacable mécanisme une question de vie et de mort, sociale ou individuelle. La majorité des analystes, et ce depuis les premiers temps de la colonie, admit la faiblesse technique des modes cultureux mosi⁹, mais fut déroutée par le relatif dynamisme démogra-

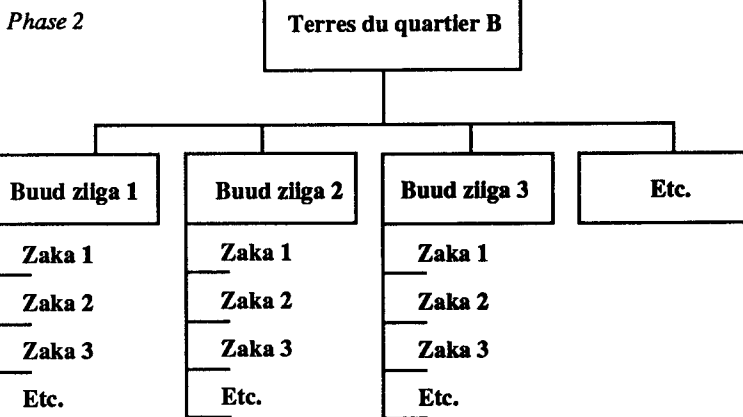
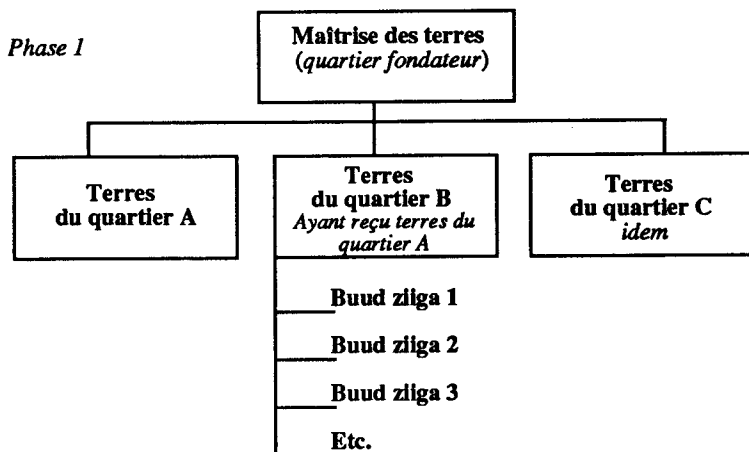
9. De Tauxier (1912) à Marchal (1983) en passant par toutes les études de terroir faites en région mosi (Dubourg J. 1957 ; Hervouet J.P. 1977 ; Izard M. Izard-Héritier F. 1958 ; Kohler J.-M. 1971a ; Lahuc J.-P. 1971 ; Ouedraogo D.O. 1976 ; Rémy G.

phique de l'ensemble. Les capacités d'intégration, la flexibilité des modes d'incorporation de l'élite nakomsé expliquent en partie ce dynamisme, mais ce qui décourage toute explication simpliste est la capacité de l'équilibre (mosi-populations d'accueil) de survivre et surtout de se développer. Historiquement, il faut différencier la conquête, acte circonscrit dans le temps dont le terme se réalise lorsque toute résistance est annihilée, et l'occupation, période suivant la conquête où le système de gouvernement des conquérants prouve ou non sa capacité (ou sa volonté) de se perpétuer. Il est indéniable, malgré de réelles réticences sur le système de production, que le système politique et donc la société mosi a réussi l'examen de passage. La question maintenant est d'explorer les pourquoi d'une telle situation.

En simplifiant, comme il se doit, on peut imaginer que la phase 1 du schéma en page suivante, « Dévolution des terres dans un tenga villageois », emprunté à J.-Y. Marchal, correspond aux modalités d'émergence d'un terroir moagha. En effet malgré la conquête de terres nyonyosé (ou toute autre forme d'infiltration dont le résultat fut la domination politique) par des cavaliers mosi, les occupants autochtones du quartier fondateur conservèrent la maîtrise de la terre. Leur pouvoir sur les puissances chtoniennes fut intégré par le pouvoir politique sans remise en question fondamentale. Ils conservèrent donc leur droit de dévolution des terres ; droit de dévolution correspondant à des droits d'usage conditionnels, car, comme ailleurs en Afrique noire la source de vie qu'est la terre n'est jamais laissée au pouvoir d'individus mais relève de la logique sociale : « *Ainsi, en ce qui concerne la terre, celle-ci pour être soumise à l'exploitation d'un individu, est soumise d'abord à la souveraineté de la collectivité à laquelle cet individu appartient.* » (Kouassigan G.-A. 1966:10) Deux aspects ressortent de cette constatation : d'abord l'utilisation, l'obligation d'utilisation serait plus juste, par les conquérants de procédures d'incorporation (Skinner E.P. 1968) des conquis par divers mécanismes (stratégie matrimoniale, respect des quartiers fondateurs, assimilation linguistique, offre de protection militaire et politique, etc.), puis (effet de retour du *modus vivendi* établi) accélération ou accroissement de la cohésion sociale conséquentes aux conditions posées d'accès à la terre, c'est-à-dire appartenance à la collectivité et respect de ses règles. L'organisation

1972 ; Rouamba P.T. 1970) les témoignages concordent en ce qui concerne la pauvreté des techniques de culture mosi. Néanmoins Izard, dans le domaine politique (Izard M. 1985) et Marchal (Marchal J.Y. 1983), dans le secteur de la géographie humaine, ont tous deux mis en lumière la dichotomie Nakomsé-Nyonyosé et les conceptions sociales et techniques différentes. Rappelons que ces analyses touchent le Yatenga et que, jusqu'à ce que des études du même ordre et du même niveau dans la région centrale soient rendues publiques, nous acceptons la validité de leurs observations.

**DÉVOLUTION DES TERRES DANS
UN TENGA VILLAGEOIS**



Réf. : Marchal J. Y. 1983 : 292.

sociale marque de son sceau la forme prise par les structures d'un terroir (paraphrase de Kouassigan G.-A. 1966: 151). Dans son impressionnante analyse des droits fonciers traditionnels, G.-A. Kouassigan résume les enjeux juridiques de la terre :¹⁰

« La condition juridique de la terre est donc déterminée par des facteurs d'ordre économique, qui tiennent à la faiblesse des moyens de production et au caractère fermé de l'économie traditionnelle, par des facteurs d'ordre politique qui nous révèlent une société hiérarchisée, mais à l'intérieur de laquelle les prérogatives individuelles se subordonnent aux intérêts de la collectivité, enfin par des facteurs religieux soulignant le caractère particulier des croyances négro-africaines qui confèrent à certains objets, nous disons plutôt certains biens, comme la terre, une signification ontologique particulière. » (Kouassigan G.-A. 1966: 178)

L'arrivée des nouveaux occupants provoqua un réaménagement des quartiers (sakse) et l'allocation de terres au(x) quartier(s) nakomsé ou talsé (quartier B du schéma). Puis la délégation des droits d'usage par le têngsoba (Marchal J.-Y. 1983: 288, Alexandre R.P. 1953 vol. 2: 388 et Sawadogo M. 1970: 1154) ayant eu lieu, chaque doyen de quartier était libre de procéder à la répartition des terres de son quartier entre les segments de lignages (sing. yiri, plur. yiya). *« C'est ainsi que chaque yiri dispose sur les terres de son quartier d'un terrain (buud zîiga) qui lui est attribué en propre, pour une durée indéterminée, par le doyen du quartier. »* (Marchal J.-Y. 1983: 291) Finalement comme le souligne J.Y. Marchal dans son schéma (idem: 292) : *« Anciennement, chaque buud zîiga s'articulait sur l'exploitation de champs de case et de champs de brousse. La brousse restante était considérée "terre commune", occupée temporairement par les champs personnels (beolse). »*

10. Voir aussi : *« Les liens qui attachent l'homme à la terre forment partout un faisceau de relations complexes dont les implications sont aussi bien d'ordre religieux et politique que social et économique. »* (Boutillier J.L. 1964: 13). *« La terre comme force surnaturelle et la terre comme facteur de production sont deux aspects d'une même réalité. »* (idem: 17). *« La spiritualisation de la terre est le fondement d'un second principe : le principe de dépendance ou de relativité. Nul n'est jamais le maître absolu d'une pièce de terre. Il doit respect à la terre elle-même, à ses servants, à ses premiers exploitants. Il ne peut consentir aucun droit sans avoir l'assentiment de ces divers agents. En d'autres termes, le droit de propriété n'existe pas en matière immobilière chez les Mossi. »* (Pageard R. 1969: 391-392).

Le contrôle de la circulation des terres de lignage se trouvait entre les mêmes mains que la circulation des femmes, celles des yirsoba ou aînés du segment du lignage principal (buudu). Ce double pouvoir, même s'il pouvait souvent être plus virtuel que réel, concrétisait les moyens dont disposaient les aînés afin d'assurer une cohésion sociale essentielle à la reproduction physique et sociale de la collectivité. La démographie, au sens large, rejoint ici les stratégies agricoles, puisque nuptialité et fécondité sont soumises au même pouvoir et aux mêmes conditions que l'accès à la terre : position centrale occupée par le yirsoba et soumission des cadets aux règles communes comme rite de passage à l'état d'adulte social. Ultimement la migration se greffa à ce régime démo-économique comme réaction individuelle contre ce pouvoir et celui des autorités coloniales. Femmes et terres forment le ciment des lignages, ou segments de lignage, unissant ceux-ci ou semant la discorde si diverses mutations exercent des pressions sur le fonctionnement des institutions qui les régissent : allongement du calendrier de remplacement des générations et saturation des terroirs. Les mesures dilatoires mises en œuvre par les chefs de lignage, retard du mariage des cadets et recours aux prêts de terre (Boutillier J.L. 1965: 97) n'ont pu empêcher la naissance de contradictions importantes dans la structure sociale et le système foncier mosi.

Le village moagha offrait, et offre toujours aux voyageurs l'étrange sensation, surtout en période des pluies, d'être au milieu de plusieurs villages séparés par des champs. Aucune fortification ne « défendait » le village ce qui suggère l'état de paix relative atteint par la société dans son ensemble. En fait il n'y avait pas d'aires d'habitat regroupé, mais plutôt un terroir éclaté où chaque quartier jouissait d'une certaine autonomie tout en demeurant rattaché au village. Anciennement, la disposition des champs au sein des terroirs mosi respectait, en général, une structure en orbles concentriques (Marchal J.Y. 1983: 350-357 ; voir aussi les études de terroirs cités). Au centre du saka, les habitations entourées d'une première couronne de champs appartenant au quartier (les buud zîise) et partagée entre champs de case et champs de divers mils, avec rotation variable selon les choix culturels de chacun. Deux éléments caractérisent ces champs, d'abord leur proximité aux aires d'habitation autorisait la fertilisation naturelle par dépôt de fumure domestique, puis la permanence de leur mise en exploitation, ou plus exactement leur exploitation pluriannuelle, jusqu'à épuisement des sols ce qui généralement entraînait un déplacement des aires d'habitation vers d'autres terres sous la juridiction des sakse. Les champs de case prenaient des noms différents selon la culture dominante (Izard M. 1958: 33-34 : kamanga pour champs de maïs, tabaka pour champs de tabac, karaga pour champs de gros mil rouge) et comportaient généralement des cultures mixtes dont une aire où étaient exploitées les plantes

à condiments utilisées dans les sauces (piments, gombo, etc.)¹¹. Puis une deuxième couronne, plus éloignée des cases, où les yiri exploitaient des terres moins riches et moins longtemps. Ces champs contenaient d'autres mils, gros mils blancs ou rouges, et quelques ares de coton. Finalement la brousse, soit terres jamais exploitées ce qui était moins rare que maintenant soit terres de jachères ayant connu une culture vingt ans auparavant, où les membres du lignage pouvaient choisir des champs individuels (beolgha, plur. beolse). Ce qui ressort de ce rapide survol, c'est la place fondamentale laissée aux productions céréalières, presque exclusivement les divers types de mil.

Cette rationalisation du terroir exclut les spécificités locales et n'est satisfaisante qu'à un haut niveau de généralisation. Surtout elle n'éclaire pas la nature dichotomique de l'organisation du terroir moagha et son incapacité à mieux définir un espace partagé entre champs de case et champs de brousse.¹² L'articulation insatisfaisante entre agriculture et élevage, laissé aux peulhs pour des raisons sociales et politiques, entravait le développement de techniques plus poussées de régénérescence des sols. Cette insuffisance (Rémy G. 1977 : 131 ; Marchal J.Y. 1983 : 53-54, 416-433 ; Kohler J.M. 1971a : 165-166) ne laissait que la longue jachère comme solution à l'appauvrissement des terres. L'expansion démographique dépouilla cette solution de son caractère opératoire et lentement, mais inexorablement, les terres de jachère ou terres de la périphérie (weogho, brousse opposée à pugho, champ) devinrent le centre d'une lutte entre les segments de lignages (yiri) et leurs parties constituantes (zakse). L'aboutissement de cette évolution est illustré dans la phase 2 du schéma cité ; les buud zïise sont partagés entre chaque zaka. « *Les anciens buud zïise sont partagés entre les zakse aînés, tandis que les anciennes terres communes sont occupées par les terres des zakse cadets.* » (Marchal J.Y. 1983: 292) Ce processus, semblable à une course contre la montre, n'ajoutait rien au bas

11. Le terme utilisé en moré pour désigner le jardin (zed zïiga, de zedo : sauce et zïiga : champs) indique la vocation de cette partie du terroir.

12. Izard et Izard-Héritier (Izard et Izard-Héritier 1958: 33-34) ont soulevé ce point : « Si la notion de champ de case est en soi une notion simple (...), la notion de champ de brousse est au contraire relativement compliquée par le fait que les Mossi n'ont pas de nom pour désigner la zone intermédiaire entre champs de case proprement dite et champs de brousse. » Voir aussi : « Cette division de l'espace villageois est fondamentale. Elle est l'expression concrète de deux type différents de rapports entre l'homme et le sol. » (Rémy G. 1972: 128) « Bien qu'ils constituent un élément constant du paysage agraire, les champs semi-permanents de l'aire habitée n'en représente qu'un élément secondaire, imparfaitement intégré à l'ensemble du système de production. » (Kohler J. 1971a : 57)

niveau de connaissance technique des cultivateurs mosi¹³, au contraire il accélérât ce qu'il se proposait de ralentir.

La vie du producteur tombait sous le coup de clivages importants : dialectiques champs communs (pukassinsé)-champs individuels (beolse) (Dubourg J. 1957 ; Zougrana G. 1980 ; Izard M. Izard-Héritier F. 1958 ; Gnampa N. 1980 ; Boutillier J.L. 1964 ; Kohler J.M. 1971a ; Hammond P.B. 1966 ; Marchal J.Y. 1983), champs permanents-champs temporaires. D'une part, son temps de travail subissait un partage contraignant entre ces deux pôles (pôle temporel mais souvent spatial lorsque son beolgha se trouvait à la périphérie du terroir) ; d'autre part les soins prodigués aux cultures de ces champs obligeaient à une gestion serrée de ses activités agricoles. Le statut social différent des surfaces cultivées imposait des choix difficiles. Les champs communs, cultivés sous la responsabilité du yirsoba, soumis à sa gestion lors de la récolte et dont les produits étaient conservés dans les greniers communs, rappelaient au producteur ses obligations envers le segment de lignage. Sa participation à leur culture était la condition première à l'accès au droit de cultiver son champ. Ce beolgha¹⁴ lui rappelait par contre que le lignage ne pouvait combler la totalité de ses besoins. Sous les pressions conjuguées de nouvelles, et lourdes, exigences de l'administration coloniale et la recherche d'une plus grande autonomie au sein du yiri, les membres cadets du lignage cherchèrent des formes non-traditionnelles d'accession à la majorité sociale, en particulier par la

13. Conclusions sur les failles du système cultural moagha des deux meilleures analyses de terroir : « ... précarité de l'organisation de la production liée à la mobilité des exploitations à l'intérieur du terroir ; insuffisance des aménagements du sol ; défaut d'une action systématique en vue d'étendre le parc à balanzans au-delà de l'aire habitée ; improvisation individuelle et désordonnée pour la distribution des cultures, les assolements, et la mise en jachère des terres appauvries ; gaspillage de l'engrais vert et des pailles ; divorce entre l'agriculture et l'élevage du gros bétail ; mauvaise conservation de la fumure domestique ; inefficacité de la sélection des variétés végétales, outillage agricole rudimentaire ; façons culturales médiocres ; insuffisante organisation de l'espace et du temps. » (Kohler J.M. 1971a : 165-166) « ... les divers types de champs, l'incapacité de maintenir la feuillité du sol et la nécessité de laisser les terres en repos pendant une période plus ou moins longue, la mobilité de l'habitat, la division de l'espace villageois en deux aires qui traduisent, dans l'espace, deux types différents de rapports entre l'homme et le sol, la faible utilité du bétail sur le plan agricole, l'emprise foncière très ferme des lignages fondateurs sur le sol... » (Rémy G. 1972: 131).

14. Dans le dictionnaire de père Alexandre (1953, vol. 2:37) le terme beolgha (pl. beolse) dérive étymologiquement du verbe beole dont l'idée générale émane de l'action de prévoyance. L'auteur donne la phrase suivant pour illustrer son sens : « paghba la da-koapa beonda eb puto » trad. « les femmes et les serviteurs font leurs champs par prévoyance ». De complémentaires, ces champs étaient devenus une partie essentielle de l'alimentation de la maisonnée (témoignages de toutes nos informatrices).

migration et concurremment par des pressions à la segmentation des lignages autorisant l'exploitation de nouvelles terres. Cette contradiction entre appropriation collective et individuelle des terres marque le système de production moagha et le rend plus susceptible aux forces centrifuges (Boutillier J.L. 1964: 37-38). De même la centralisation des produits du travail des membres du lignage dans les greniers familiaux, à l'exception du produit des beolse,¹⁵ et les interdictions concernant leur accès ont pu agir de catalyseur au mouvement centrifuge, surtout lorsqu'une crise remettait en question l'approvisionnement alimentaire.

Selon Hervouet (1977), ces pressions internes et externes produirent une distension des terroirs, c'est-à-dire des mouvements de fuite sous deux formes : la migration et l'occupation de terres de brousse. Le premier type résultait en un dépeuplement des aires d'habitat et une rareté relative de main-d'œuvre (Hervouet J. 1977: 56-59 et 1978: 87). Des transformations des modes habituels de gestion de la force de travail provoquèrent à leur tour des mutations de la division sexuelle du travail que plusieurs informateur/trices nous ont signalé. Le manque à gagner devait être comblé pour réduire le risque de tensions dans l'approvisionnement alimentaire. Le second type, sur une grande échelle dans la vallée de Volta mais probablement ailleurs dans la région, eut des conséquences plus graves qu'Hervouet résume assez bien : « extensification » et dégradation des éléments écologiques (59), éclatement des terroirs traditionnels (75), abandon de techniques intensives chez les Bissa en particulier (Hervouet J. 1978: 59, 75, 86). Les parcs d'Acacia Albida ne purent jouir des mêmes soins puisque la force de travail avait abandonné les terroirs, soit vers des zones de migration au Gold Coast soit vers des zones refuges, loin des pressions coloniales. Alors, il faut supposer que l'émergence d'une pyramide des âges tronquées (côté hommes et dans les groupes d'âges actifs) amena une modification substantielle des rôles économiques au détriment des femmes, laissées au village. Leur charge de travail, déjà considérable, s'accrut pour « compenser » le départ de bras masculins. Dans une société agricole à technologie rudimentaire dont le calendrier des travaux était très serré,

15. Notre connaissance insuffisante de la langue moré ne nous permet pas de tirer des conclusions claires sur certaines questions, mais quelques faits nous semblent mériter une attention particulière et une éventuelle recherche plus approfondie. Par exemple le père Alexandre (1953, vol. 1: 312) offre pour le terme grenier sept (7) termes dont aucun ne rend compte des rapports de force ou du rôle social qu'il joue (aucun des termes ne définit un grenier collectif ou individuel) : baore, bibla, kyergho, lurgha, pilgu, tiudgu, palle. Les étymologies se réfèrent soit au contenant (en paille ou en boue séchée) soit au contenu (kyergho, ky étant mil en moré). Par contre certaines phrases citées par Alexandre formulent ces rapports : « ned bi kasaga pa kyed a ba baore ye » : « le fils aîné ne peut entrer dans le grenier de son père ». Les cérémonies funéraires ritualisent à la fois l'exclusion et la passation de pouvoir.

des départs de plus en plus nombreux ne pouvaient qu'entraîner un réaménagement des charges au détriment des non-migrant(e)s.

Segmentation des lignages, partage des terres des *yiyi* en terres de *zaka*, dichotomie des champs, techniques culturelles rudimentaires et calendrier des travaux trop chargé auraient pu, du moins partiellement, être compensés par la consolidation des formes coutumières d'entraide. En fait, ce fut un espoir vain car ces formes ont connu le même rythme d'effritement rendant difficile tout accroissement de l'investissement humain par hectare cultivé. Vidée de sa substance ou de son sens, l'entraide régressa et cessa d'apparaître comme un recours possible aux unités de production temporairement déséquilibrées. Cette évolution entrava l'utilisation plus intensive du facteur travail dans l'économie agraire, en particulier dans le secteur de la production céréalière, base de l'alimentation des populations. Les deux seuls moyens offerts aux autorités coloniales pour contrer cette tendance furent soit la réduction de leur appel à la main-d'œuvre, qui ne s'est jamais produite, soit l'accroissement de la productivité par des politiques agricoles adéquates.

Migration de la force de travail

La migration, surtout vers la colonie anglaise voisine, attira¹⁶ beaucoup d'attention dans la période étudiée. Elle fut et demeure une partie centrale du régime démographique de la région. Ces mouvements de population furent de deux types : migration interne et émigration. Le premier passait inaperçu, sauf au niveau local, ce qui rendait son appréhension et sa compréhension problématiques. Le second, par contre, monopolisa toutes les énergies des administrateurs, car ce type concurrençait directement les objectifs et le rôle assignés à la nouvelle colonie. Si l'on veut bien tolérer une relative simplification, il est possible d'affirmer que chaque type de migration engendra des mutations dans deux secteurs : 1) – la migration interne, en particulier les mouvements impliquant des familles, provoqua un remodelage du paysage en poussant des unités de production vers des régions moins quadrillées par l'administration coloniale (Hervouet J. 1977: 21-31). Hervouet défend avec raison l'hypothèse d'une « *distension très forte des anciennes limites d'habitat* » (idem: 30), en réaction à la conquête et son bagage de mesures répressives ; 2) – moins visibles puisque ne s'inscrivant pas

16. Comme en témoigne le nombre important de rapport coloniaux résumés au tableau 3, du chapitre 2 de notre thèse.

dans un espace réel, les mutations démographiques attribuables aux mouvements vers l'extérieur n'en furent pas moins suffisamment présentes pour que l'administration y sente un danger, et y consacre beaucoup de temps. Ce type modifiait la structure par âge par l'élimination de tranches précises dans la pyramide d'âge. Comment expliquer l'apparente contradiction d'une administration plus sensible aux modifications subtiles de la pyramide d'âge et indifférente aux changements dans l'occupation de l'espace ? Pour résoudre la contradiction il faut bien identifier les intérêts en jeu : d'un côté l'administration de cercle percevant ces glissements dans l'espace mais en général incapable d'en expliquer clairement les conséquences, de l'autre une administration centrale (Ouagadougou, Abidjan et Dakar) soucieuse d'organiser et planifier une mise en valeur largement fondée sur le travail humain. Le problème des mouvements internes, selon les supérieurs hiérarchiques, trouverait une solution dans un accroissement du quadrillage administratif, ce qui était précisément la finalité du régime colonial, par contre la fuite au-delà les frontières posa un problème insoluble dont les solutions remettaient en question des mécanismes importants (bas salaires contribuant à l'autosuffisance budgétaire, recrutements forcés, etc.), de plus toutes mesures répressives s'avéraient inutiles ; bien au contraire elles provoquèrent de nouvelles vagues de départs.

Deux axes s'entrecoupant au centre, tels des axes de coordonnées cartésiennes, peuvent servir d'illustration aux diverses catégories d'explication répertoriées par l'administration coloniale. Sur l'axe des Y nous pourrions loger les facteurs d'attraction et de répugnance (« push/pull factors » en anglais) et sur l'axe des X les facteurs culturels à l'une des extrémités et les facteurs économiques à l'autre. Le modèle n'aurait aucune valeur explicative et serait strictement classificatoire ; par contre le poids de la récurrence serait déterminant dans la recherche d'une causalité. Lorsque des administrateurs de cercle, des lieutenants-gouverneurs, des inspecteurs des affaires administratives et des inspecteurs des colonies, à l'unisson, évoquent les taux de l'impôt, la mauvaise répartition de celui-ci ou les prestations, il n'est pas question d'accorder à ces causes le même poids que « l'affinité ethnique ».

Les facteurs d'attraction/répulsion ont cette caractéristique d'être souvent les pôles magnétiques des mêmes réalités : par exemple lorsque sont répertoriés les facteurs de répulsion (prestations, recrutements...), il est fait état de l'absence de ces facteurs pour expliquer l'attraction. Existence/absence n'offrent aucun système d'explication puisque chaque pôle génère son propre système de justification. Si, d'une part, l'utilisation de la coercition dans le processus de mobilisation apparaissait nécessaire dans cette période de gestation d'un marché du travail, d'autre part son absence au Gold Coast était attribuée aux mécanismes spécifiques d'une économie différente (Baillaud E. 1907), le constat de

ces différences « suffisait » à innocenter les méthodes françaises et à expliquer les comportements africains. La compréhension n'y gagnait aucune profondeur, mais l'idéologie y puisait ses fondements, car reconnaître les réussites d'un système sur un autre aurait amené une remise en question complète, ce qu'administrateurs et gouverneurs se gardaient bien de faire. Alors on se complaisait à répéter d'une enquête à l'autre les mêmes évidences en ne tenant aucun compte du caractère circulaire de l'argumentation, offrant quelquefois des variations du modèle, comme ce fut le cas des recrutements militaires, où le degré supposé d'acceptation des populations¹⁷ s'accrut, du moins dans l'esprit des autorités coloniales. L'axe vertical donc de notre système de coordonnées comprendrait l'antinomie présence/absence incluant les grands facteurs suivants : prestations, recrutements de toute nature, impôts, bas salaires, politique des produits industriels (coton). Mais quelques percées significatives méritent un statut particulier : l'avantage du change qui rendait les salaires en livres plus intéressants vis-à-vis de ceux en francs après 1929, l'existence de grands marchés où l'approvisionnement en produits européens était plus aisé, des prix de marchandises avantageux, les erreurs de l'administration.

L'axe horizontal peut s'assimiler à un continuum, cher aux structuralistes, représentant une gradation classificatoire entre deux pôles. Cette dichotomie nous semble liée d'un côté aux phénomènes psycho-culturels, de l'autre aux réalités démo-économiques ; entre les deux se situeraient des hypothèses explicatives diverses empruntant aux deux extrêmes. Les effets de la propagande d'agents anglais, l'affinité ethnique ou familiale des deux côtés de la frontière, le goût du voyage, la propension aux aventures commerciales relèvent du psycho-culturel. Ces explications témoignent d'une vision précise des comportements des colonisé(e)s, à défaut de cerner une réalité quelconque. Elles s'inscrivent dans le regard porté plutôt que dans ceux/celles qui sont observé(e)s, en cela elles s'approchent, jusqu'à l'assimilation, de préjugés. A l'autre extrémité : l'assiette de l'impôt, les recensements déficients, les disettes comme en 1926 et 1932-33, la recherche de

17. Voir en parallèle Mission Picanon de 1924, rapport 78, p. 27 : « Pour l'Administrateur Commandant le Cerle de Ouagadougou, le recrutement (militaire) apparaît aux populations comme un impôt inévitable, équitable et léger en raison du petit nombre d'appelés. Cet impôt, on l'acquitte sans bonne humeur mais sans récrimination et avec une soumission parfaite. » et la lettre de Boisson au Ministre des Colonies datant de 1935 in ANS 1Q 310 (77) : « Pendant la Guerre, il faut l'avouer, les émigrants se comptèrent par centaines de milliers. Depuis lors, la conscription est peu à peu entrée dans les habitudes. La population s'y soumet désormais sans enthousiasme mais avec résignation. » p. 35. Boisson termine néanmoins en reconnaissant que dans les cercles frontaliers on franchit tout aussi facilement la frontière à l'arrivée des commissions de recrutement.

terrains de culture plus fertiles, les besoins de numéraire à des fins sociales. Cet effort de rationalisation serait incomplet si nous n'ajoutions que ces causes isolées par les rapports et opinions ne se situent pas obligatoirement sur les axes mais comme de véritables coordonnées dans l'espace (positif ou négatif) défini par la rencontre des axes.

L'exercice classificatoire ne peut avoir d'autres finalités que celle du qualificatif que nous lui avons attaché ; les explications véritables naissent dans un premier temps de l'insistance et de la récurrence, et dans un second temps de l'appréhension théorique globale des conditions objectives de la société soumise aux règles coloniales. Alors seulement pouvons-nous affirmer que les formes de travail forcé, le système d'impôt et les mutations induites aux structures agraires doivent dominer l'armature explicative. Une position marxiste ? Comme celle du rédacteur du rapport politique annuel de la Côte-d'Ivoire en 1936 : « *Les nécessités économiques demeurent toujours au premier plan parmi les causes d'exodes. En politique indigène, on l'a souvent dit, l'économie prime la politique.* » (p. 18-19 souligné par nous) Les témoignages oraux et les recherches scientifiques donnent raison au lieutenant-gouverneur. S. Coulibaly (1978: 47-75) dans sa thèse sur le sujet isola ces mêmes facteurs en notant la transition d'une migration de travail visant à payer l'impôt vers une migration de fuite, afin d'échapper à celui-ci. En fait jusqu'aux réajustements des rôles d'impôt vers les années 1936, seules les fuites de toute une unité de production permettaient de réaliser cet objectif car, comme on a pu le noter, les membres présents payaient pour les absents.

Avant de conclure ce texte, peut-on quantifier un mouvement qui par définition était illégal ? Il est peu probable que nous puissions un jour saisir de façon précise l'importance des flux vers la colonie anglaise voisine. A défaut il est possible de répertorier les estimations coloniales, c'est le rôle du tableau 1.

Tableau 1. Evaluations des flux migratoires de la Haute-Volta vers la Gold Coast 1919-1940

Années	Évaluations	Sources
1924	100 000/150 000 par saison	M. Picanon, R. 128, p. 9.
1929	60 000 travailleurs par an	Discours de Fousset, lt-gouv. p.i. au Conseil de gouvernement in ANSOM AP 148, p. 59-60.
1929	30 000 à 35 000 par an	R. pol. Haute-Volta, 1929, p. 10.
1929	plus de 60 000 par an	Discours du Gouverneur de la Gold Coast à l'ouverture du Législative Council, cité in R. pol. Haute-Volta, p. 10.
1931	55 000 à 60 000 par an	R. pol. Haute-Volta, 1931, p. 18.
1932	50 000 à 60 000 par an	M. Sol, R. écono. in ANS 10G 19 (107), p. 58.
1938	40 000 à 50 000 par an	R. annuel sur la main-d'œuvre de Côte-d'Ivoire, 1938, p. 3 in ANCI E 1441 (XVII-30-54).

Omettant la surévaluation de la Mission Picanon, la fourchette se situait entre 40 et 60 000 travailleurs saisonniers. Combien ne revenaient pas ? Quelle était la durée de séjour ? Les mouvements se sont-ils amplifiés ou au contraire ont-ils diminué avec la crise économique et la chute du prix du cacao ? Les effets étaient-ils aussi graves qu'on le dit ? Des questions qui ne trouveront jamais de réponses précises. On peut simplement poser quelques hypothèses :

- 1) — des fluctuations conjoncturelles ont certainement marqué les flux puisque les disettes sont tenues responsables de certaines migrations,
- 2) — après 1932, avec la création d'une législation plus sévère et des contrôles sur l'utilisation des manœuvres fournis aux employeurs européens, une partie des migrants ont pu préférer la Côte-d'Ivoire. Le coût de ce détournement (s'il a eu lieu) incluait, comme cela avait été suggéré, l'adoption de mesures rendant la Basse-Côte plus attrayante, rivalisant donc avec la colonie anglaise voisine,
- 3) — autour des migrations se disputaient des intérêts divergents et irréconciliables. D'un côté, ceux qui désiraient une mise en valeur par la mobilisation de toutes les forces vives des sociétés dominées, de l'autre ceux qui s'en tenaient aux strictes règles fiscales de l'autosuffisance budgétaire et qui voyaient d'un bon œil l'arrivée d'argent frais dans une économie n'ayant pas rempli ses promesses dans le secteur agricole.

Conclusion

Il est ironique que le système mis en place par l'autorité coloniale produisit le contraire de ce qui était désiré. En effet si l'usage généralisé de la contrainte avait pour but d'inculquer une « éthique » du travail afin de transformer des « indigènes indolents » en travailleurs modèles, alors il est aisé de constater, en grande partie, l'échec. Les voltaïques se sont mués en travailleurs des mines ou de l'agriculture dans une économie capitaliste rivale en recourant à deux types de raisonnement : l'un basé sur la coutume qui encourageait la fuite lorsque l'on se jugeait mal gouverné, l'autre typique du système dominant régi par les règles de la concurrence qui poussait à trouver l'option économique la plus avantageuse. Il n'est donc pas question d'une fausse dichotomie traditionnelle/moderne, il s'agit plutôt de la rencontre d'un système de justification (idéologique) et de nécessités imposées, de nouveaux besoins auxquels il faut répondre en préservant ses intérêts. Alors à toutes tentatives d'accroître l'intégration à un marché du travail en gestation devait correspondre un gonflement des flux vers la colonie voisine. Deuxième ironie de l'histoire, les victimes enseignèrent les dures lois de la concurrence au pouvoir, puisque ce n'est que lorsque les autorités coloniales tentèrent de rivaliser avec les conditions offertes de l'autre côté de la frontière qu'elles perçurent une amélioration. Ce changement

fut-il réel ou simplement imaginé par les instigateurs des réformes ? Cette question doit rejoindre la masse des points d'ombre de l'historiographie de l'époque.

Ombre et lumière se font face dans l'univers intellectuel colonial. A la clarté de la vision des impératifs d'une mobilisation de la population et des finalités de celle-ci s'opposait l'obscurité des connaissances des phénomènes eux-mêmes et des effets induits par ces politiques coercitives. L'administration savait ce qu'elle voulait mais ignorait (sciemment ou non) ce qu'elle pouvait. D'un postulat contestable de forte densité de population dans le Mosi, elle déduisit qu'on pouvait (et devait car la notion de devoir envers les « indigènes » et le système dans son ensemble était très présente) procéder à des recrutements sans risque d'épuiser ce « réservoir ». Les appels à la modération, des instances médicales ou des missions d'inspection, donnent la liste des effets produits par ces politiques : les plus importants puisqu'ils réunissent et la migration externe et les recrutements furent les distorsions de la pyramide des âges (encore visibles aujourd'hui du fait de la migration internationale), donc concrètement de l'équilibre démographique des unités domestiques de production. Ces politiques eurent des conséquences importantes dans le domaine de la production agricole.

Au terme de ce court séjour au sein de la pensée et la pratique socio-démographiques coloniales, le système de pouvoir en AOF apparaissait lézardé et parcouru de multiples contradictions. Sur la question de la main-d'œuvre trois noyaux de litiges émergent de l'analyse, en descendant la pyramide socio-politique, nous pouvons isoler :

1) — l'opposition entre le Gouvernement Général à Dakar et l'administration de la colonie (Haute-Volta puis Côte-d'Ivoire). Deux éléments, se renforçant mutuellement, constituaient des pièces à négociation. D'abord, jusqu'en 1933, la rivalité entre les intérêts de la colonie de la Haute-Volta et les intérêts généraux de l'AOF, comme fédération. Les gouverneurs à Dakar ont souvent joué le rôle de porte-parole des intérêts des planteurs français en Côte-d'Ivoire et poussé l'administration de Ouagadougou à satisfaire les demandes émanant de ces milieux, jusqu'à et y compris les procédures d'abolition de la colonie. Puis après 1930, le litige passa de l'augmentation des flux vers un meilleur contrôle des conditions d'emploi, sous les pressions de la Société des Nations via le Ministère des Colonies. Les débats internationaux sur la question de l'esclavage eurent des répercussions sur le discours et probablement sur les politiques. Qui dit augmentation des contrôles dit, du même coup, augmentation des coûts ; les rappels à l'ordre périodiques du gouverneur de Dakar laissent supposer que l'administration à Abidjan n'avait pas les moyens ou ne désirait pas se donner les moyens de cette gestion plus saine de la force de travail ;

2) — entre l'administration à Ouagadougou/Abidjan et l'administration de cercle la rivalité portait sur l'accès à la force de travail, plus précisément le type de travail auquel chaque niveau pouvait faire appel. D'une part le travail forcé pour les grands travaux d'intérêt public, internes ou externes, comme la construction des chemins de fer ou celle de la capitale Ouagadougou, d'autre part le travail prestataire. Le nombre de travailleurs étant par définition limité, tout excès d'un type provoquait des restrictions du nombre de travailleurs mobilisables pour l'autre type, selon le principe des vases communicants. Preuve supplémentaire, avec l'éloignement du centre de pouvoir vers Abidjan, les administrateurs de cercle de façon quasi-systématique ont tenu à faire un usage aussi intensif que possible de la prestation, malgré les appels à la mécanisation ;

3) — finalement en tant que représentant de la puissance d'occupation, les commandants de cercle ou de subdivision symbolisaient toutes les exactions de travailleurs ; à ce niveau le conflit prit une forme vitale puisque déchirées entre le travail prestataire obtenu par la force et le travail agricole, les populations luttaient pour l'autonomie nécessaire à leur reproduction. Le temps passé sur les chantiers de prestation était volé aux temps consacrés aux cultures en saison de pluie et aux activités d'appoint en saison sèche.

L'ordre de présentation des contradictions respecte la hiérarchie mais ne tient pas compte du poids véritable de chacune, car l'émergence de flux migratoires directement liés aux oppositions à la base débalança la structure de bas en haut. Les oublié(e)s de l'histoire, dont les noms n'apparaissent jamais dans les annales, se vengeaient en poussant la logique à ses limites, c'est-à-dire jusqu'à la disparition. Privant le système de leur travail, ils l'empêchaient de réaliser l'expansion souhaitée. Dans ces conditions la reproduction elle-même devenait problématique.

Les sphères élevées du pouvoir nous ont trop monopolisées, il faut maintenant tourner notre regard vers la logique villageoise. L'histoire de la lutte quotidienne des producteurs/trices Mosi pour la préservation de l'intégrité de leurs modes culturels, leur système d'allocation des terres et leurs finalités agricoles reste à faire. Quelques grandes lignes ressortent de l'exposé :

— un contrôle gérontocratique de l'accès à la terre a pu, à des moments précis de l'histoire de cette période, trouver une alliée dans les politiques agricoles coloniales, mais il n'est guère douteux que ces moments furent très circonscrits, puisqu'il y avait, par essence, opposition entre ces deux logiques. Le système d'imposition de cultures d'exportation, de production de coton et de « détour par le marché », compte tenu des contraintes du milieu et des exigences démographiques, aurait amené

les communautés domestiques à leur disparition, physique ou sociale. Comme la finalité ultime de celles-ci était de se reproduire, accepter les consignes venues d'en haut équivalait à une marche vers le suicide. Alors on assista à la mise en place de stratégies d'acquiescement suivi d'inertie, de résistances sourdes aux consignes agronomiques, de fuites vers d'autres régions ou colonies. Les chefs de village et de lignage subirent souvent les contrariétés de ces ordres. Le résultat fut probablement une accentuation des clivages entre aînés et cadets ;

— l'enjeu véritable fut évidemment l'allocation des terres de culture entre cultures vivrières et coton (ou toute autre culture imposée comme le manioc). Des études monographiques pourraient spatialiser l'histoire de cette tension, en inscrivant sur des cartes les points de friction et leur signification économique. L'accès au noyau, au cœur, du terroir moagha fut le centre d'une rivalité dont on ne peut pour l'instant que dessiner les contours.

Finalement, on retrouve dans ces politiques agricoles, des thèmes et des méthodologies identiques à ceux de l'analyse démographique. A tous les niveaux, on confirma le statut d'absent présent du colonisé¹⁸. Absent de par sa position périphérique dans un système qui ne lui accorde qu'une place d'inférieur, il est *collectivement* présent à plus d'un titre, tous liés, par ailleurs, à la survie du système : comme recensés, mobilisables, prestataires, producteurs, imposables... Ces diverses identités ont donné lieu à des opérations, réelles ou simulées, de comptage ou d'extraction de résultats déjà obtenus. Il appert que la marge entre une comptabilité des choses et une comptabilité des individus fut extrêmement mince dans cette Haute-Volta coloniale. Parce que la production des choses tient à la présence ou l'absence réelles d'individus, il n'est point saugrenue d'affirmer que la juste compréhension du destin économique, et surtout agricole, d'une société nécessite une appréhension exacte de son avenir démographique. Affaiblir les unités de production en poussant à la migration, écrémer les surplus agricoles rendant problématique la reproduction des producteur/trices, accroître les tensions entre groupes d'âge et imposer des surcharges de travail agricole sur des unités domestiques affaiblies font partie d'un même ensemble de processus dont il fallait faire l'analyse.

18. Nous pensons, comme nous avons tenté de le faire tout au long de ce texte, aux deux sexes.

Références bibliographiques

- ALEXANDRE, R.P., *La langue moré*, Dakar, IFAN, 1953, 2 vol.
- BOUTILLIER, J.L., « Les structures foncières en Haute-Volta », *Études Voltaïques*, 5, 1964, p. 5-183.
- DUBOURG, J., « La vie des paysans Mossis : le village de Taghalla », *Cahiers d'Outre-Mer*, 10ème année, 40, oct.-déc. 1957, 285-324.
- GNAMPA, N., *L'organisation sociale du travail agricole dans la société traditionnelle Mossi*, Lomé, mémoire de maîtrise, ESECEJ, 1980.
- HAMMOND, P.B., « Economic Change and Mossi Acculturation », in W. Bascom and M. Herkovits, eds, *Continuity and Change in African Cultures*, Chicago, Un. of Chicago Press, 1959a, 238-256.
- « The Functions of Indirection », in J.D. Thomson, et al. eds, *Comparative Studies in Administration*, Pittsburgh, U. of Pittsburgh Press, 1959b, 183-194.
- « Management in Economic Transition », in A.S. Feldman and W.E. Moore, eds, *Labor Commitment and Social Change in Developing Areas*, New York, Social Science Research Council, 1960, 109-122.
- « Mossi Joking », *Ethnology*, 3, 3, July 1964, 259-267.
- *Yatenga. Technology in the Culture of a West African Kingdom*, New York, The Free Press, 1966.
- HERVOUET, J.P., *Peuplement et mouvement de population dans les vallées des Volta Blanche et Rouge*, Ouagadougou, ORSTOM, 1977, multig.
- « La mise en valeur des vallées des Volta Blanche et Rouge : un accident historique », *Cahiers ORSTOM*, série Sc. Hum. 15, 1, 1978, 81-97.
- *Du Faidherbia à la brousse. Modifications culturelles et dégradation sanitaire*, Ouagadougou, ORSTOM, 1980.
- IZARD, M. et IZARD-HÉRITIER, F., *Aspects humains de l'aménagement hydro-agricole de la vallée du Sourou*, Bordeaux, Institut des Sciences Humaines Appliquées, 1958.
- *Les Mossi du Yatenga. Étude de la vie économique et sociale*, Bordeaux, Institut des Sciences Humaines Appliquées, 1959 ; et Ouagadougou, Service de l'hydraulique de Haute-Volta, 1959.
- « Bibliographie générale des Mossi », *Études Voltaïques*, mémoire n°3, 1962, 103-111.
- *Traditions historiques des villages du Yatenga : I: Cercle de Goury*, Paris, CNRS, 1965.
- « Note sur la situation de la recherche historique en Haute-Volta », *Notes et documents Voltaïques*, 2, 1, oct.-déc. 1968, 22-33.
- *Introduction à l'histoire des royaumes Mossi*, Paris/Ouagadougou,

Les spectres de Malhtus

- CNRS/CVRS, 1970, 2 vol. (Recherches Voltaïques 12-13).
- « La lance et les guenilles », *L'homme*, 13, 3, juil.-sept. 1973a, 139-149.
 - « Remarques sur le vocabulaire politique mossi », *L'homme*, 13, 1-2, janv.-juin 1973b, 193-206.
 - « Le royaume du Yatenga », in Cresswell, R., sous la dir. de, *Éléments d'ethnologie, vol. 1 : Huit Terrains*, Paris, A. Colin, 1975a, 216-247.
 - « Les captifs royaux dans l'ancien Yatenga », in C. Meillassoux, sous la dir. de, *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, F. Maspero, 1975b, 281-296.
 - « La politique extérieure d'un royaume africain : le Yatenga au XIX^e siècle », *Cahiers d'études africaines*, 22, cah. 1-2, 87-88, 1982, 363-386.
 - *Gens de pouvoir. Gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*, Cambridge/Paris, Cambridge U. Press/Maison des Sciences de l'homme, 1985.
- KOHLER, J.M., *Notes historiques et ethnologiques sur quelques commandements régionaux de l'Ouest Mossi*, Paris, ORSTOM, 1967.
- *Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest-Mossi (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, 1971a. (Mémoire ORSTOM 46)
- KOUASSIGAN, G.-A., *L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droits de propriété en Afrique Occidentale*, Paris, ORSTOM, 1966. (Coll. L'homme d'outre-mer 8).
- LAHUEC, J.P., « Une communauté évolutive mossi : Zaongho (Haute-Volta) », *Études rurales*, 37-38-39, janv.-sept. 1970, 150-172.
- *Zaongho (Haute-Volta), étude géographique d'un village de l'est Mossi-Cercle de Koupéla*, Ouagadougou, ORSTOM, 1971. multig. Publié : Paris, ORSTOM/Maison des Sciences de l'homme, 1980. (Coll. Atlas des structures agraires au sud du Sahara, 15)
- MARCHAL, J.-Y., *Les pays du Yatenga. Introduction à l'étude d'un espace régional nord soudanien*, Ouagadougou, ORSTOM, 1973.
- *Récoltes et disettes en zone nord-soudanienne : chronique des saisons agricoles au Yatenga 1907-1973*, Ouagadougou, ORSTOM, 1974a.
 - « Notes sur l'émigration familiale dans la subdivision centrale de Ouahigouya », *Notes et Documents voltaïques*, 8, 1, oct.-déc. 1974b, 28-39.
 - « Les faits du passé et l'évolution récente : De la fin de l'expansion politique aux mouvements migratoires contemporains (XVII^e siècle-1960) », in République de Haute-Volta. Ministère du Travail et de la Fonction publique/ORSTOM, *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays Mossi (Haute-Volta)*, Ouagadougou, Min. du travail/ORSTOM, 1975, t. 1, fasc. 1, 6-58.
 - « Évolution des systèmes agraires : l'exemple du Yatenga (Haute-Volta) », *Environnement africain*, 2, 4, et 3, 1, nov. 1977a, 75-88.
 - « Système agraire et évolution de l'occupation de l'espace au Yatenga (Haute-Volta) », *Cahiers ORSTOM*, série Sc. Hum., 14, 2, 1977b, 141-149.
 - « L'espace des techniciens et celui des paysans : histoire d'un périmètre anti-érosif en Haute-Volta », in *Acte du Colloque de Ouagadougou (4-8 déc. 1978). Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : logique paysanne et rationalité technique*, Paris, ORSTOM, 1979, 245-252.
 - *Chronique d'un cercle de l'AOF. Recueil d'archives du poste de Ouahi-*

- gouya (Haute-Volta) 1908-1941*, Paris, ORSTOM, 1980.
- « Brève histoire du développement économique de la Haute-Volta », *Économie et humanisme*, 265, mai-juin 1982, 49-57.
- *Yatenga, nord Haute-Volta. La dynamique d'un espace rural soudano-sahélien*, Paris, ORSTOM, 1983. (Coll. Travaux et documents de l'ORSTOM)
- « Lorsque l'outil ne compte plus. Techniques agraires et entités sociales au Yatenga », *Cahiers de l'ORSTOM*, 20, 3-4, 1984, 461-469.
- QUEDRAOGO, D.O., *Migration et développement en Haute-Volta : l'exemple de Zogoré*, Ouagadougou, Centre Voltaïque de la recherche scientifique, 1976. Aussi : Bordeaux, doct. 3ème cycle, Un. de Bordeaux III, 1976.
- PAGEARD, R., « Réflexions sur l'histoire des Mossi », *L'homme*, 2, 1, janv.-août 1962, 111-115.
- « Une enquête historique en pays Mossi. Avec un appendice sur l'histoire des peuples Mossis de Léo Frobenius », *Journal de la société des africanistes*, 35, 1, 1965, 11-66.
- « Contribution à l'étude de l'exogamie dans la société mossie traditionnelle », *Journal de la société des africanistes*, 36, 1, 1966, 109-140.
- *Le droit privé des Mossi : tradition et évolution*, Paris, CNRS, 1969, 2 vol.
- « Mangeurs et mangeuses d'âmes chez les Mossi », *Penant*, 80ème année, 729, juil.-sept. 1970, 301-342.
- RÉMY, G., (avec la collaboration de J. Capron et J.M. Kohler), « Mobilité géographique et immobilisme social : un exemple voltaïque », *Tiers-Monde*, 18, 71, juil.-déc. 1977, 617-653.
- *Donsin. Les structures agraires d'un village Mossi de la région de Nobere (cercle de Manga)*, Paris/Ouagadougou, CNRS/CVRS, 1972. (Recherches voltaïques, 15).
- ROUAMBA, P.T., « Terroirs en pays Mossi. A propos de Yaoghin (Haute-Volta) », *Études rurales*, 37-38 39, janv.-sept. 1970, 129-149.
- SAUTTER, G., « A propos de quelques terroirs d'Afrique occidentale. Essai comparatif », *Études rurales*, 4, janv.-mars 1962, 24-86.
- *Les structures agraires en Afrique tropicale*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1968. (Les Cours Sorbonne)
- SAWADOGO, M., « Le chef des terres au Yatenga. Haute-Volta », *Revue Juridique et Politique. Indépendance et Coopération*, 24, oct.-déc. 1970, 1153-1160.
- SKINNER, E.P., « An Analysis of the Political Organization of the Mossi People », *Transactions of the New York Academy of Sciences*, 2, 19, 8, June 1957, 740-750.
- « The Mossi and Traditional Sudanese History », *The Journal of Negro History*, 43, 2, April 1958, 121-131.
- « The Mossi Pogsuire », *Man*, 60, Janv. 1960a, 20-23.
- « Labour Migration and its Relationship to Socio-Cultural Change in Mossi Society », *Africa*, 30, 4, Dec. 1960b, 375-401. Repris en partie in : Wallerstein, I., ed., *Social Change in Africa : the Colonial Situation*, New York, Wiley, 1966, 137-157.
- « Intergenerational Conflict among the Mossi : Father and Son », *Journal of Conflict Resolution*, 5, 1, March 1961, 55-60.
- « Trade and Markets among the Mossi People », in Bohannan, P. and

Les spectres de Malhtus

Dalton, G., eds, *Markets in Africa*, Evanston, Northwestern Un. Press, 1962, 237-278.

— « West African Economic Systems », in Herskovits, M.J., and Harwitz, M., eds, *Economic Transition in Africa*, Evanston, Northwestern Un. Press, 1964, 77-97.

— « Processus de l'incorporation politique dans les sociétés africaines : le cas des Mossi », *Notes et documents voltaïques*, 1, 4, juil.-sept. 1968, 29-47.

— « The Changing Status of the Emperor of the Mossi under Colonial Rule and since Independence », in Crowder, M. and Ikine, O., eds, *West African Chiefs, their Changing Status under Colonial Rule and Independence*, Ife, African Publishing Corp., 1970, 98-123.

— *Les Mossi de la Haute-Volta*, Paris, éd. Inter-Nationales, 1972a. (Coll. Nouveaux Horizons)

TAUXIER, L., *Le noir du Soudan. Pays Mossi et Gourounsi*, Paris, Larose, 1912.

— *Le noir du Yatenga*, Paris, Larose, 1917.

— *Nouvelles notes sur le Mossi et le Gourounsi*, Paris, Larose, 1924.

ZOUNGRANA, G., *Problématique du développement en milieu rural : cas du plateau Mossi*, Ouagadougou, mémoire de maîtrise, ESSEC, 1980.

MACRO-IDÉOLOGIE DE LA SURPOPULATION

le cas du Bangladesh

BK. JAHANGIR
Bernard HOURS

Avec ses 110 millions d'habitants et son petit territoire de 14.400 km² le Bangladesh passe pour l'un des pays les plus densément peuplés de la planète (plus de 700 habitants au km²). Vice-champion des statistiques concernant la pauvreté (après l'Éthiopie), ce jeune État est devenu le symbole de deux réalités conjuguées : la surpopulation et le sous-développement.

Dans cette brève contribution, les auteurs, qui ne sont ni démographes ni économistes, n'entendent pas formuler une théorie des rapports, établis ou à l'étude, entre pression démographique et production alimentaire, mais simplement présenter quelques faits concernant le Bangladesh et produire des analyses critiques sur « l'idéologie de la surpopulation » qui tend fréquemment à ériger la pression démographique en cause fondamentale du sous-développement et des déséquilibres alimentaires.

On présentera cette macro-idéologie à travers ses principales affirmations et postulats. On montrera ensuite au niveau du Bangladesh que la pression démographique provoque et favorise le développement technologique et la productivité, et que la taille des exploitations et l'investissement en travail sont déterminants pour analyser la production des richesses agricoles.

L'obsession démographique : une idéologie planétaire

Peu après avoir été déchargé de l'administration de la loi martiale, le général Ershad, actuel président du Bangladesh, a reçu en 1988 la médaille des Nations-Unies pour les bons résultats obtenus au Bangladesh dans le contrôle de la croissance démographique.

Le rapprochement de ces deux faits vise à souligner les rapports qui existent entre la stratégie politique interne et l'image externe. Les don-

neurs d'aide, au premier rang desquels il faut placer les USA, ont depuis de nombreuses années exercé des pressions répétées en vue d'une évolution démocratique du régime qui doit se manifester par des élections libres. Cette évolution, imposée de l'extérieur, ne se signale pas par des changements notables des usages dans la société. Violence et inégalités subsistent ou se développent et les scrutins constituent une façade démocratique qui reconforte les bailleurs de fond, dans un État où la dépendance est structurelle.

A côté d'élections « libres », même si elles révèlent de nombreux abus, la baisse du taux de natalité semble un indicateur décisif pour rassurer l'Occident, et permettre d'identifier ces fameux « bons élèves » dont raffolent le FMI et la Banque Mondiale. La fiabilité des statistiques démographiques ou épidémiologiques est extrêmement inégale au Bangladesh, plus qu'ailleurs dans le Tiers monde. Les primes accordées en cas de contraception irréversible ou de stérilisation sont-elles compatibles avec une lecture minimale des droits de l'homme ? L'utilisation de produits dotés d'éventuels effets secondaires tels que le depopovera, interdit aux États-Unis, et réservé ailleurs aux débiles mentaux, s'impose-t-elle sous prétexte d'une urgence, décrétée par qui ? De multiples questions, autant idéologiques que techniques se posent. Au même moment, et parmi les débats qui agitent l'intelligentsia du Bangladesh autant que celle des pays d'Occident, médecins, infirmiers, corps spécialisés dans le contrôle des naissances, enquêteurs, sont soumis à une énorme pression pour obtenir des résultats positifs. Des faits divers caricaturaux émaillent les journaux, comme le cas de ce vieillard de 84 ans venu pour un mal bénin et stérilisé pour faire bonne mesure, dans un élan d'acharnement thérapeutique.

Obligé de ravalier sa façade démocratique et prié de s'abstenir d'avoir des enfants sous peine de baisse de l'aide alimentaire, le Bangladesh dépendant n'est pas en mesure d'argumenter. Tout au plus, on en est réduit à tricher avec les bulletins de vote, comme l'on triche en remplissant les questionnaires destinés à établir les statistiques qui permettent de mériter l'aide alimentaire, dont on sait qu'elle n'est pas un don gracieux mais un moyen de maintenir et de contrôler les circuits productifs pour l'Occident. L'aide alimentaire des États-Unis ne résulte pas des coups de cœur épisodiques d'une opinion versatile, émue par les inondations ou déçue par des paysans supposés inaptes à maîtriser leur « instinct » de procréation. Elle fait partie de l'aide globale accordée au Bangladesh suivant des conditions strictement établies. Elle n'est pas gratuite, et elle se paye même fort cher en termes de déséquilibres économiques, sociaux, politiques.

Outre ses dimensions politiques et économiques qui imposent et entretiennent la dépendance, l'idéologie de « l'obsession démographique » s'alimente de projections statistiques susceptibles de construire

un film d'horreur à l'usage des téléspectateurs occidentaux. Ainsi, sur la base d'une prévision de 220 millions d'habitants au Bangladesh en 2025, il est facile de provoquer le discours des raccourcis médiatiques à l'usage du nord où la sentence est prononcée : « ce n'est pas possible. Il faut faire quelque chose ». A propos d'une telle expression on peut se demander si elle n'exprime pas le soliloque occidental plutôt que l'inquiétude des Bangladeshis qui porte plutôt sur l'éducation des enfants ou le prix du riz.

Discours de substitution et emballage idéologique de l'aide, essence d'une dépendance à sens unique, « l'obsession démographique » évoque bien, mais de manière mythique, le vrai problème des déséquilibres démographiques.

Le prétexte alimentaire (moins de bouches) d'un tel acharnement thérapeutique (stérilisations) omet de mentionner les conditions dans lesquelles cette aide alimentaire est distribuée. « Les critiques adressées à l'aide alimentaire sont aujourd'hui bien connues. Le Bangladesh offre une image caricaturale des méfaits de l'aide alimentaire qui conserve, sous perfusion, des régimes tandis que la population crie famine. L'aide alimentaire représente environ le quart de l'aide étrangère au Bangladesh. Sa vente finance 15 à 18 % du revenu budgétaire. Les paysans pauvres ne reçoivent qu'une faible partie de cette aide qui va pour 26 % à la classe moyenne urbaine — la plus dangereuse politiquement (28 % est allouée à l'armée, à la police et à des fonctionnaires ou employés des grandes entreprises). En fait, dans ce pays à 90 % rural, 22 % de l'aide alimentaire est vendue dans les petites villes et les zones rurales. Une part non négligeable de cette aide est l'objet de trafics ou passe au marché noir »¹.

Dénoncer les méfaits de l'aide alimentaire prend une signification plus précise si l'on se penche maintenant sur la population, la croissance de la production agricole et la structure agraire.

Population, croissance de la production agricole et structure agraire

La pression démographique provoque l'émergence et la diffusion de techniques de culture plus intensives qui augmentent la productivité de la terre et peuvent éventuellement augmenter le rendement par tête.

Dans le cas du Bangladesh, la croissance de la population semble avoir eu un impact positif sur la productivité. La corrélation inter-district entre la densité de population et la production agricole par acre est positive, s'élevant de 0,63 en 1950 à 0,78 à la fin des années 1970.

1. Bernard Hours, Monique Selim, *Une entreprise de développement au Bangladesh*. Le centre de Savar, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 37.

Les méthodes traditionnelles d'intensification de la production des cultures durant ce siècle au Bangladesh, ont inclu la transplantation à la place des semailles, l'élévation des sols dans les zones exposées aux inondations, l'amendement des sols par l'enfouissement des dépôts alluviaux récoltés, et une sélection continue des variétés par laquelle les qualités génétiques des variétés sont ajustées aux conditions agro-écologiques locales.

La fameuse technologie de la révolution verte avec ses variétés de riz à haut rendement, l'irrigation et les engrais, a joué un rôle important dans la croissance de la production agricole. La relation entre la densité de la population rurale et l'adoption de cette technologie est évidente. La corrélation entre la densité de population et le pourcentage de surfaces rizicolesensemencées de HYV est de 0,87.

Tous ces faits mis en rapport justifient l'affirmation selon laquelle l'augmentation de la population a induit des changements technologiques dans l'agriculture du Bangladesh. Dans quelle mesure la croissance agricole fut-elle associée avec une augmentation des salaires agricoles : cela demeure à prouver.

Si l'on aborde la question de la rémunération du travail agricole, on affirme souvent que la croissance agricole a un effet positif sur les revenus des travailleurs journaliers de l'agriculture à travers une augmentation des produits alimentaires disponibles, qui provoquent une baisse des prix.

Cela peut stimuler la croissance dans les secteurs non agricoles et dans le secteur de l'emploi alimenté par une demande croissante de biens de consommation et de biens intermédiaires.

Que penser de l'affirmation selon laquelle les bénéfices de la croissance agricole atteignent nécessairement les travailleurs agricoles ? Plusieurs auteurs suggèrent que cette croissance peut, dans certaines circonstances, contribuer à une baisse absolue des salaires réels agricoles. Ces mécanismes seraient : l'éviction des tenanciers locataires en faveur de l'auto-exploitation agricole au moyen de salariés, l'augmentation de la quantité de travailleurs disponibles provoquant une augmentation de la demande de travail, la concentration de la propriété foncière dans les mains des grands propriétaires qui emploient moins de travail par acre que les petits cultivateurs, le contrôle oligarchique du marché du travail rural qui se développe, l'introduction du machinisme.

Si l'on aborde la structure agraire, les petites propriétés sont associées à une plus intense utilisation du travail rapportée à la surface. La principale raison de ce phénomène, est la part plus élevée du travail de la main-d'œuvre familiale. En outre, le coût de supervision des travailleurs rémunérés augmente quand baisse la part de la main-d'œuvre familiale.

Ainsi apparaît une relation inversée entre la taille de la propriété foncière et l'utilisation de main-d'œuvre, y compris dans l'univers des exploitations utilisant exclusivement des salariés. Qu'implique l'augmentation de la quantité de travail associée à des structures d'exploitation agricole plus petites face au respect de l'offre et de la demande de travail salarié ? La croissance de la population rurale accroîtrait la disponibilité de la main-d'œuvre salariée bien que l'intensification du travail familial chez les petits paysans absorbe une part de cette augmentation de main-d'œuvre.

L'impact de la demande de salariés dépend de la mesure dans laquelle la main-d'œuvre familiale et les salariés peuvent se substituer les uns aux autres ou être complémentaires. Si les coûts de supervision sont suffisamment sensibles au pourcentage de main-d'œuvre familiale par rapport aux salariés, il devient concevable qu'une structure d'exploitation plus petite conduise à une augmentation de la demande de salariés. Suivant le recensement agricole de 1976-77, le nombre de travailleurs salariés par acre de terre augmente avec la baisse de la taille des exploitations au Bangladesh. L'utilisation par acre de salariés était 45 % plus élevée pour les plus petites exploitations (moins d'un demi acre) que pour les plus grandes (plus de 7,5 acres). En même temps, le ratio entre la main-d'œuvre familiale et les salariés augmente quand la taille de l'exploitation diminue, en supposant que la main-d'œuvre familiale augmente encore plus que les salariés.

Ce recensement révèle aussi que les plus petites exploitations destinent une large part de leur surface cultivée à des cultures nécessitant un travail intensif, et une plus large part de leur surface de riz aux variétés HYV, nécessitant l'usage de l'irrigation et d'engrais sur une plus grande part de leurs terres.

Dans les salons de Dhaka, les expatriés et la bourgeoisie locale mêlent leurs sanglots et commencent, le whisky à la main, sur le drame démographique du Bangladesh où la croissance de la population rendrait sans effets les efforts des experts du développement qui pourtant connaîtraient « la solution ». De tels discours frisent parfois l'eugénisme.

Suivant une étude de la Grameen Bank, dès qu'ils disposent de revenus supérieurs, les paysans bangladeshis investissent dans l'achat d'un instrument producteur de revenu (vache, machine) et dans la scolarité de leurs enfants, tout en continuant de consommer une alimentation peu coûteuse, non modifiée.

Cette stratégie ne saurait étonner, après la découverte du secteur dit informel. L'existence de telles stratégies paysannes permet de penser que c'est par des enfants plus éduqués que baissera le taux de natalité, plutôt que par des thérapeutiques exogènes fondées sur la violence unilatérale.

Dans une nouvelle intitulée « le bébé » le romancier italien Moravia écrit : « Quand la bonne dame qui nous apporte les subsides du Secours de Rome nous demanda, elle aussi, pourquoi nous mettions au monde tant d'enfants, ma femme, qui ce jour-là était mal lunée, lui dit la vérité : "Si nous avions des sous, le soir nous irions au cinéma... comme nous n'en avons pas, nous allons au lit et c'est comme ça que nous avons des enfants". La dame, à ces mots prit un air pincé et s'en alla sans desserrer les lèvres. Je fis des reproches à ma femme parce que la vérité n'est pas toujours bonne à dire et que, avant de la dire, il faut savoir à qui l'on s'adresse »².

Surveillés en permanence par une armée de dames patronesses étatiques ou non gouvernementales, les paysans du Bangladesh, exposés par ailleurs à la tentation islamique, se demandent à quel saint se vouer ; tout en continuant à procréer des enfants dont ils espèrent que la vie sera plus digne que la leur, c'est-à-dire plus aptes à inviter leurs voisins à partager un bon repas lors d'une fête qu'à faire plaisir au FMI.

2. A. Moravia, *Nouvelles romaines*, Flammarion, 1982, p. 29.

MODERNISATION ET DÉSÉQUILIBRES DÉMOGRAPHIQUES AU ZAÏRE QUELQUES HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Mumpasi LUTUTALA

Dans un travail antérieur axé sur les analyse différentielles des comportements démographiques au Zaïre (Lututala, 1988a), nous faisons mention de l'absence d'un cadre d'analyse pertinent pour expliquer des comportements « inattendus », que des chercheurs ont pu découvrir, mais que les théories « modernistes » et les méthodes d'analyse classiques étaient incapables d'éclairer. Le même besoin était exprimé quelques années auparavant par Romaniuk (1980 : 294), qui appelait de tous ses vœux la poursuite des interrogations sur la validité des courants dominants concernant les facteurs modernistes qui déterminent la fécondité. Ce qui permettrait, poursuivait-il, d'en arriver à une théorie pertinente et des analyses plus rigoureuses sur le comportement des populations en cette phase de leur transition démographique. L'organisation de ce colloque sur « Déséquilibres alimentaires — déséquilibres démographiques » constitue pour nous une opportunité pour tenter de jeter les premiers jalons d'un tel cadre d'analyse.

En effet, le thème de ce colloque renvoie en fait à la problématique entre la population et le développement, mais sous une perspective qui nous paraît à la fois intéressante et prometteuse. Les études qui ont été réalisées sur cette question mettent généralement en cause, de façon on ne peut plus déterministe, un seul élément, à savoir la population. Celle-ci serait responsable des déséquilibres alimentaires et handicaperait le développement dans son ensemble. On comprend dès lors que ce biais méthodologique, dont il faudrait par ailleurs rechercher les bases théoriques - et idéologiques ? - n'ait pas pu permettre de rendre compte

des effets « négatifs », ou à tout le moins inattendus, de la modernisation sur les comportements démographiques et le système de production.

Comme nous le verrons cependant, les déséquilibres démographiques sont aussi une conséquence de la modernisation, ou si l'on veut du développement, qui sous-tend toute la dynamique démographique. De même, parler de déséquilibres alimentaires laisse supposer des failles dans le système « moderne » de production. Ainsi donc, la modernisation déséquilibrerait les comportements démographiques des individus, leurs conditions alimentaires, bref leur système de production et de reproduction.

Mais que faut-il entendre par « déséquilibres démographiques » ? Voilà une première question à laquelle nous tenterons de répondre dans ce texte. Nous rechercherons par la suite dans quelle mesure ces déséquilibres sont une réalité pour les pays africains en général et le Zaïre en particulier et peuvent être considérés à la fois comme une conséquence de leur modernisation et une stratégie développée pour contrer les effets néfastes du développement. Nous nous focaliserons pour ce dernier aspect sur le cas du Zaïre, pays qui a été longtemps qualifié de « bon élève » du FMI, expression qui témoigne de sa fidélité à la politique d'ajustement structurel, et donc de développement, qui lui a été imposée.

1. Peut-on parler de « déséquilibres démographiques » ?

La théorie de la transition démographique (TTD) a pour ambition, entre autres choses, de schématiser les tendances démographiques. Il s'agit en fait de montrer le passage « à l'occasion d'un processus de 'modernisation' globale, et au bout d'un certain délai, d'un régime traditionnel d'équilibre démographique à mortalité et fécondité fortes, à un régime moderne d'équilibre à mortalité et fécondité basses » (Chesnais, 1986 : 18). Relevons déjà ici, en passant, une première limite de la théorie : le fait qu'elle évacue totalement un des phénomènes fondamentaux de la dynamique démographique, à savoir la migration.

D'après la définition ci-dessus, le déséquilibre démographique ne doit pas être considéré comme un retard historique et/ou par rapport à d'autres pays, de sa transition démographique. Car s'il est une chose sur laquelle on s'entend sur la TTD, c'est que les continents voire les pays n'expérimentent pas leurs transitions démographiques de la même manière (moments et intensité de baisse, facteurs socio-économiques de baisse, etc...). Dire que l'Afrique, par exemple, connaît actuellement les niveaux de fécondité de l'Europe des années 1800 ne signifie pas qu'il s'agit là d'un déséquilibre démographique. Comme l'écrit Condé

(1971 : 40), l'Afrique aurait au contraire connu, à en croire les historiens, une croissance démographique équilibrée du 6^e au 19^e siècle.

L'explication que donne Chesnais (1986 : 333) du déséquilibre démographique est la suivante : un « décalage temporel plus ou moins long entre les deux baisses », étant donné que l'ajustement à la baisse de la fécondité ne vient pas immédiatement après la baisse de la mortalité. Cette définition ne précise pas le temps que devrait durer ce décalage ; elle en laisse sous-entendre cependant les conditions et le moment. Celui-ci se trouve être le moment même où s'amorce et se déroule le processus de modernisation. Le déséquilibre démographique apparaît alors comme étant une situation d'un pays qui ne vit pas un régime moderne d'équilibre (mortalité et fécondité basses) alors qu'il est en plein processus de modernisation. Ici se pose le problème de seuil d'entrée dans la modernité. Ce problème est crucial et est loin d'être réglé ! En Italie, par exemple, la fécondité aurait commencé à baisser lorsque le PNB par habitant avait atteint 300 \$ (Chesnais, 1986 : 341-342). Une question reste cependant posée : comment déterminer à priori ce seuil ? Trois autres indicateurs de modernité ont souvent été utilisés : le taux d'urbanisation, le niveau d'industrialisation et le niveau d'instruction. Il reste cependant qu'« il est impossible de donner une mesure quantitative unique de la modernisation tant celle-ci prend des formes diverses selon les lieux et les époques » (Chesnais, 1986 : 345).

Dans ce texte, nous considérons que tous les pays africains, voire du monde ont atteint le seuil d'entrée dans la modernité, qui se trouve être pour nous le système capitaliste ou occidental de production et de reproduction. Nous nous basons pour cela sur les transformations économiques, sociales et culturelles profondes que le système capitaliste a fait subir aux sociétés africaines. Dans le cadre du Zaïre, par exemple, les auteurs s'accordent à reconnaître que ce pays a connu une amplification de sa modernisation dès la fin de la deuxième guerre mondiale (cf. Romaniuk, 1980 : 294). Le déséquilibre démographique serait donc la caractéristique de tout pays qui accuse à un quelconque moment une mortalité et une fécondité plus élevées en milieu urbain, par rapport au milieu rural, étant entendu que la ville constitue le lieu où s'amorce, s'expérimente et est diffusé le processus de modernisation. Mais ce serait aussi le cas lorsque la mortalité et la fécondité actuelles restent élevées, car l'on considère que tous les pays du monde sont embarqués, à des degrés divers certes, dans la voie du modernisme. Le déséquilibre démographique se traduirait donc, grosso modo, par une relation positive entre processus de modernisation et niveaux de la fécondité et de la mortalité.

Quant aux conditions du décalage, il s'agit d'examiner si la mortalité est effectivement « le moteur de la transition démographique » (Chesnais, 1986 : 53). La TTD postule en effet que la baisse de la

mortalité qui est toujours primordiale, conduit, à long terme, à une baisse de la fécondité. Une faible mortalité infantile, par exemple, n'imposerait plus aux parents de mettre plusieurs enfants au monde en vue de s'assurer une marge de sécurité suffisante suite aux décès potentiels d'enfants, ou simplement de remplacer ceux qui meurent en bas âge. Cette faible fécondité ne provoquerait plus, à son tour, l'effet tautologique forte fécondité - forte mortalité infantile, à cause des faibles intervalles intergénéraliques ou de l'épuisement de la femme (cf. Birdsall, 1977). Dans ce cas, le déséquilibre démographique se traduirait par une relation négative entre la mortalité et la fécondité.

Plusieurs travaux ont essayé de montrer dans quelle mesure la TTD rendait bien compte des tendances démographiques sur lesquelles ils sont basés, ces travaux permettent d'avancer que les pays africains connaissent des « déséquilibres démographiques ». Fargues (1888 : 87), par exemple, présente trois grandes variantes de ce qu'il appelle le schéma africain de transition :

- une natalité et une mortalité encore élevées : cas de l'Afrique orientale et occidentale ;
- une natalité modérée et une mortalité élevée : cas de l'Afrique centrale ;
- une natalité et une mortalité modérées : cas de l'Afrique australe.

Le même auteur trouve par ailleurs une relation négative entre la fécondité et la mortalité ; plusieurs pays, écrit-il, ont « déjà atteint le seuil de mortalité en-deçà duquel la natalité aurait dû baisser » (p.89). Pour sa part, Waltisperger (1988) constate que la mortalité a baissé à un rythme bien plus faible que celui auquel on s'attendait, avec comme corollaire une amplification des inégalités en matière de mortalité selon les niveaux de développement atteints à l'intérieur du continent et des pays. Ces disparités sociales et régionales des transitions se retrouvent en fait à tous les niveaux, et concernent aussi bien la fécondité que la mortalité (cf. Fargues, *op. cit.* ; Lututala, 1988b).

Qu'en est-il du Zaïre ? On dispose de quelques statistiques qui permettent de considérer que le Zaïre connaît lui aussi des déséquilibres démographiques. L'étude précitée de Romaniuk met très bien en évidence que la fécondité au Zaïre a augmenté aux premiers moments du processus de modernisation ; Le TEN est passé de 40% en 1927 à 47,5% en 1962, soit une augmentation de 17%. La comparaison des données de l'enquête démographique de 1955-57 et de celle menée dans l'ouest du Zaïre (EDOZA) montre que cette hausse s'est en fait poursuivie jusqu'aux années soixante dix. De plus, cette hausse est observée aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La même enquête EDOZA avait permis de déceler deux autres caractéristiques « inattendues » des comportements en matière de procréation : (1) la surfécondité des femmes alphabétisées par rapport aux femmes illettrées et (2) la sur-

fécondité des femmes des professions libérales, des cadres et employés comparativement à celle des agriculteurs et des « sans emplois » (Tabutin 1978). Même si l'on peut penser qu'une légère baisse de la fécondité a dû s'amorcer depuis (les résultats toujours attendus du recensement de 1984 (!) nous le confirmeront), il reste que ce niveau et cette hausse sont tout à fait contraires aux allégations de la TTD.

Les données sur la mortalité ne permettent pas de conclure à une hausse soutenue comme c'est le cas avec la fécondité. On constate cependant que la baisse de la mortalité, lorsque c'est le cas, est assez timide ; ce qui en explique les niveaux encore élevés. Ceux-ci restent, de plus, très controversés, voire incertains, faute de données satisfaisantes (cf. Ngondo, 1980). Sur la migration, signalons deux résultats qui vont à l'encontre de la TTD : un frein, voire une baisse de l'immigration à Kinshasa constatée lors de l'enquête SICAI (Sicai, 1977) et MICOFA (1984), et un retour d'une proportion non négligeable de Kinnois à l'intérieur, entendez vers les milieux ruraux ou les villes secondaires (Lututala, 1987).

2. La théorie de la transition démographique et les déséquilibres démographiques.

La TTD a non seulement pour ambition de schématiser les tendances de la fécondité et de la mortalité comme nous venons de le montrer, mais en plus de les expliquer et de prévoir leur évolution future. Comment explique-t-elle alors les déséquilibres démographiques ?

Il existe plusieurs approches explicatives de la transition démographique et le récent article de Piché et Poirier (1990) a le mérite d'en présenter une synthèse-critique fort réussie. On peut grosso modo les ranger en trois catégories : les approches développementalistes où l'on peut distinguer la théorie structuro-fonctionnaliste, la théorie de la modernisation culturelle, la théorie du développement rural et la théorie des flux intergénérationnels des richesses ; les approches marxistes et enfin l'approche féministe.

Nous ne nous intéresserons pas aux « variables intermédiaires » de la transition, mais plutôt au facteur-clé qui la sous-tend tout au long de son processus. Dans l'approche développementaliste, ce facteur se trouve être la modernisation ou le développement. Ceux-ci sont rendus possibles soit par l'industrialisation, soit par la diffusion de la culture occidentale, soit encore par le développement rural. Pour leur part, les deux autres approches mettent l'accent sur l'introduction du mode de production capitaliste qui, contrairement à la première approche, ne conduit pas nécessairement, loin de là, au développement, ou dont les répercussions sociales sont conflictuelles. Nous verrons plus loin combien cette différence est capitale.

Lorsqu'on examine les approches développementalistes, on se rend compte qu'aucune d'elles ne prévoit des déséquilibres démographiques à la dernière phase de la transition. Elles apparaissent dans ce sens fortement déterministes : la baisse de la fécondité et de la mortalité est une finalité à laquelle il faut coûte que coûte arriver, ou à laquelle on finit nécessairement par arriver. Par ailleurs, le déséquilibre démographique observé en Afrique et au Zaïre en particulier nous paraît inattendu en cette phase du processus de modernisation. Ce qui nous oblige à reconsidérer ces approches. C'est à cette critique interne que nous allons procéder dans les lignes qui suivent, avant d'examiner les mécanismes qui, selon les deux autres approches, conduisent aux déséquilibres démographiques et de montrer comment ces mécanismes agissent sous d'autres cieux.

Dans les approches développementalistes, le couple population-développement souffre d'un problème de conceptualisation : la population est généralement considérée comme une variable exogène, dépendante, passive, voire parasite, alors qu'elle devrait être à la fois le moteur et la finalité de ce développement (Mazouz, 1983 : 61-65 ; Piché et Poirier, 199a). Le développement et le schéma pour l'atteindre apparaissent quant à eux comme irréprochables, une donnée en soi, un postulat. Dans une telle conceptualisation, la TTD devient une théorie qui montre comment le processus de modernisation des pays développés a conduit à une baisse de la fécondité et de la mortalité ; ce qui implique que les pays africains, en l'occurrence, doivent s'engager dans ce processus pour arriver à cette baisse. L'Afrique aurait donc besoin d'industries, de valeurs occidentales et de projets de développement rural pour baisser sa croissance démographique.

Piché et Poirier (*op. cit.*) notent cependant un changement de discours assez subtil : depuis la fin des années 60, l'Afrique aurait plutôt besoin d'une occidentalisation de ses valeurs culturelles que d'industries, celles-ci n'ayant pas nécessairement conduit au déclin de la fécondité dans certains pays. Une piste de recherche pour l'explication des déséquilibres démographiques s'était alors bien dessinée ; il est curieux cependant de constater qu'elle n'ait pas suscité d'engouement ; la population africaine est toujours mise en cause suite à son refus d'adopter des valeurs modernes occidentales.

En fait, cette mise au placard de l'industrialisation n'est que factice, car ce changement de discours ne signifie nullement que les industries ont quitté le sol africain. Par ailleurs, Chesnais (1986 : 419-425) donne trois problèmes méthodologiques qui masqueraient l'effet de l'industrialisation sur la baisse de la fécondité : (1) la difficulté d'apparier la dynamique démographique et l'évolution économique, (2) le recours à des variables agrégées et pas nécessairement pertinentes pour mesurer le développement et (3) la mauvaise interprétation des corrélations

observées. Enfin, de plus en plus d'auteurs insistent sur la nécessité de distinguer très nettement la croissance économique et le développement, et de ne point considérer ce dernier comme une occidentalisation des valeurs culturelles. La croissance économique resterait une condition nécessaire au développement, mais elle n'est pas une condition suffisante. Le développement viserait, en plus, l'amélioration générale des niveaux de vie, une répartition assez égale du revenu et une aptitude à perpétuer les améliorations (Kocher, 1974 : 4). La CEA considère même qu'il faudrait renverser la tendance : « une croissance économique soutenue, bien que nécessaire, ne sera ni suffisante, ni, en fait, possible sans une transformation fondamentale visant à supprimer les distorsions néfastes existant dans les structures économiques et sociales actuelles » (NU/CEA : 1989 : 13).

On peut dire, en conclusion, que la mauvaise conceptualisation du couple population-développement et la vision idéologique et déterministe du développement demeurent « la vraie raison du blocage au développement de la connaissance des relations population-développement » (Mazouz, 1982 : 63). La leçon semble avoir été comprise, car Piché et Poirier (1990 : 18) notent un certain révisionnisme des travaux développementalistes récents ; ceux-ci semblent de plus en plus privilégier une vision macro-économique comme le font les deux autres approches.

Les approches marxiste et féministe postulent que le modèle de développement en vigueur conduit à des inégalités socio-spatiales telles que la fécondité et la mortalité ne baissent pas nécessairement, et que la population finit par développer des stratégies pour contrecarrer les effets néfastes du développement. C'est ce qui vient d'être observé dans sept pays du Tiers-Monde, à savoir les Philippines, la Malaisie, le Bangladesh, l'Inde, la Colombie, l'Argentine et le Pérou (Vlassoff et Barkat-e-Khuda, 1989). Ces stratégies sont tantôt appelées « stratégies de survie », tantôt « stratégies de réduction de risques » ; il s'agit dans tous les cas « des moyens de soulager la pauvreté ou de réduire les risques » (Vlassoff, 1989 : 126). En conclusion des travaux présentés dans ce livre, Vlassoff a regroupé ces stratégies en trois catégories :

** les stratégies économiques :*

- diversification des récoltes et des activités agricoles (+) ;
- modification de la division sexuelle de travail (+) ;
- intégration de plusieurs travaux : travail contractuel, migration saisonnière, agriculture vivrière, artisanat, entreprises commerciales (+) ;
- « auto-exploitation » : utilisation et mauvaise rémunération de la main-d'oeuvre familiale.

** les stratégies démographiques :*

- baisse de la fécondité chez les ménages les moins pauvres (+) ;
- baisse de la fécondité chez les ménages les plus pauvres suite au fardeau économique des enfants (+) ;
- augmentation de la fécondité suite à la préférence des bébés de sexe masculin (+) ;
- augmentation de la fécondité chez les travailleurs salariés en vue d'augmenter les revenus du ménage (-) ;
- mariages tardifs et baisse ou hausse de la fécondité (-) ;
- recours accru à la contraception (+) ;
- migrations saisonnières, permanentes ou scolaires (-).

** les stratégies sociales :*

- nucléarisation des ménages suite aux faibles revenus (+) ;
- élargissement des ménages en vue d'augmenter les ressources et assurer la subsistance des ménages (+) ;
- nucléarisation des ménages suite à l'émigration des enfants (+) ;
- instruction poussée en vue d'améliorer la situation économique des ménages (+) ;
- instruction poussée des filles en vue d'améliorer leurs perspectives de mariages (+) ;
- modernisation des attitudes des femmes vis-à-vis du travail, du mariage, de la procréation (+).

note : (+) résultat non contrasté ; (-) résultat contrasté.

Les résultats de ces travaux permettent de valider le postulat selon lequel les stratégies développées par les familles le sont pour réagir aux effets catastrophiques de la modernisation. C'est notamment le cas de la baisse de la fécondité. Alors que cette baisse est généralement considérée comme une conséquence positive du développement, on observe ici qu'elle survient suite au fardeau que représentent les soins des enfants, leur éducation, etc... Ce fardeau reste à porter si l'on veut que ses enfants aient une place dans la nouvelle structure sociale. Par ailleurs, les avantages attendus des enfants deviennent moins évidents, ce qui n'encourage pas les parents à en avoir beaucoup : les probabilités qu'ont ceux-ci de se trouver, sur le marché du travail, des emplois rémunérateurs qui leur permettraient de s'occuper de leurs parents et frères sont extrêmement faibles. On constate au contraire que les parents sont obligés de continuer à les entretenir, la situation économique retardant et rendant très difficile leur sevrage.

Ces résultats sont intéressants, car ils montrent que la baisse de la fécondité reste fonction du degré de pénétration du capitalisme, de son appartenance à telle ou telle autre classe sociale, ou encore du succès

avec lequel les autres stratégies permettent d'amortir les effets néfastes de la modernisation. On voit ici que la forte fécondité n'est pas impossible, tout comme, cela va de soi, une mortalité élevée. Les effets néfastes de la modernisation occasionnent donc des stratégies de survie qui peuvent se solder par des déséquilibres démographiques.

3. Quelques hypothèses sur le cas particulier du Zaïre.

Nous avons déjà fait état de l'existence de déséquilibres démographiques au Zaïre, lesquels se caractérisent par une fécondité et une mortalité encore élevées d'une part et d'autre part par la surfécondité urbaine. D'après Romaniuk (1980), l'augmentation de la fécondité au cours des années 1929 et 1962 couvertes par son étude s'expliquerait par les effets positifs de la modernisation. Trois acquis de cette modernisation auraient joué un rôle-clé : l'amélioration des soins de santé, l'abandon progressif de l'abstinence durant la période post-partum, et la diminution des intervalles intergénésiques. Le premier facteur aurait permis d'enrayer l'infécondité qui contribuait de beaucoup à la faible fécondité. La baisse de la polygamie aurait rendu incompatible une abstinence post-partum prolongée, tandis que les meilleurs soins offerts aux enfants et la baisse de la mortalité infantile l'auraient rendue moins impérieuse pour la survie des enfants. L'auteur note également l'allaitement au biberon, qui aurait joué un rôle important.

Cette explication nous paraît satisfaisante dans la mesure où il y a eu effectivement une amélioration des conditions et niveaux de vie au cours de cette phase de la modernisation. On doit noter cependant que depuis plusieurs années, la modernisation a plutôt occasionné une détérioration de la situation socio-économique de la population comme nous le montrerons plus loin. L'explication des déséquilibres « actuels » au Zaïre reste donc à rechercher ! On peut penser de prime abord, et pour ce qui est des villes du moins, qu'il s'agit de comportements démographiques qui caractérisent les populations marginales des centres urbains africains en général (cfr Lututala (1988b)). On observe dans ces centres une mortalité de loin plus élevée chez les ménages à habitat médiocre, résidant dans des quartiers pauvres, ayant des emplois moins rémunérateurs et plus précaires, de faibles niveaux d'instruction, etc... Dans la mesure où ces ménages sont nettement plus nombreux, il est normal que la mortalité générale en soit influencée vers la hausse.

Quant à la forte fécondité, plusieurs variables intermédiaires semblent jouer... D'abord cette forte mortalité urbaine qui, comme on le sait, ne peut conduire à une baisse de la fécondité. Par ailleurs, l'enquête sur la prévalence de la contraception (EPC) au Zaïre montre que l'usage des méthodes contraceptives modernes reste limitée et ne compense pas les méthodes traditionnelles d'espacement des naissances. De plus, cet

usage n'est pas nécessairement plus élevé en milieu urbain par rapport au milieu rural (Bakutuvwidi et al., 1985 : 91). Une enquête menée très récemment à Kinshasa (1989) sur le Sida confirme la faible utilisation des méthodes contraceptives modernes, en l'occurrence le condom (cf. Bertrand et al, 1989 : tableaux 9 à 13). L'EPC montre en outre que l'âge à la première union pour les quatre villes enquêtées (Kinshasa, Lubumbashi, Kananga et Kisangani) reste inférieur (15 ans) à celui des deux villages (17,3 ans pour Vanga et 16,4 ans pour Nkara). Un autre facteur non moins important à signaler concerne l'implosion urbaine (surdensification des ménages et de l'habitat). Celle-ci occasionne, entre autres choses, la promiscuité, un brassage culturel, une conscience de « classe », l'atténuation du contrôle social, ce qui augmenterait la fécondité des adolescentes (cf. Gyepi-Garbrah, 1988) ou à tout le moins des grossesses pré-nuptiales, des avortements clandestins, des fausses couches et même une mortalité maternelle et infantile ou, comme à Brazzaville, une surmortalité féminine aux âges de début de procréation, non régligeables. L'enquête Unicef-Fonames suggère que certains aspects ne doivent pas être négligés (cf Ngondo, 1988).

L'augmentation de la fécondité jusqu'à la fin des années soixante-dix ne s'observe pas seulement en milieux urbains mais aussi dans les milieux ruraux (voir annexe I). Il est possible, certes, qu'une baisse ait pu s'amorcer depuis ces années. Mais comme cela a été observé en Asie et en Amérique Latine, cette baisse éventuelle est à considérer plus comme une conséquence des effets néfastes de la modernisation que comme un effet positif du développement. Il en serait d'ailleurs de même des migrations qu'on y observe. Celles-ci prennent plusieurs formes très révélatrices de ce qui les motive : migrations des ruraux vers les villes principales et secondaires, émigration des urbains et retour des migrants vers les villes secondaires et les villages, déplacement des citadins vers la périphérie urbaine et une émigration de plus en plus importante vers le « Miguel », entendez l'Europe (notamment la Belgique, la France et la Suisse) et l'Amérique (Etats-Unis et Canada).

Pour comprendre ces déséquilibres, ainsi que les hypothèses émises ci-dessus, il faut considérer les structures de production et de reproduction. Nous avons déjà eu à démontrer en long et en large (Lututala, 1987 : 48-59) que l'économie zaïroise fut, dès le début de la pénétration coloniale, orientée vers l'extérieur et le mode de production capitaliste. Depuis lors, cette structure de production et de reproduction s'est solidement renforcée, sans pour autant qu'elle déclenche le développement.

C'est donc à travers l'industrialisation que l'on tente de déclencher le développement du Zaïre, même si l'on doit reconnaître quelques efforts très timides pour développer les milieux ruraux. L'escalade à l'endettement et à l'appel des capitaux étrangers est donc une des caractéristiques de l'économie zaïroise qui a donné lieu à un vigoureux

programme d'ajustement structurel que le Zaïre, qualifié de « bon élève du FMI », semble avoir appliqué très fidèlement. Cet endettement a pesé très lourd sur l'économie du pays : jusqu'à 15% des recettes d'exportation ont été consacrées au service de la dette. Un tel ratio devrait inévitablement, d'après Campbell (1988), mettre le Zaïre dans une situation fort critique. Car il est de plus en plus établi que les programmes d'ajustement structurel (PAS) provoquent des effets secondaires indésirables, en particulier dans le secteur social, les mesures imposées réduisant les dépenses sociales au minimum. Aussi assiste-t-on à une marginalisation sociale et une accentuation des inégalités, un durcissement du pouvoir d'Etat et des déséquilibres alimentaires (Campbell, 1988 : 137). Ces effets catastrophiques ont conduit la Banque mondiale à démarrer en 1988 un programme d'ajustement des secteurs sociaux (PASS) « pour éviter les conséquences graves que le sous-financement des secteurs sociaux pourrait avoir sur le capital humain, facteur fondamental du développement socio-économique » (LASK-PASS, 1989 : 4).

Quoiqu'ils utilisent différents termes en fonction de leurs disciplines et cadres théoriques implicites, plusieurs auteurs considèrent comme nous que cette effroyable détérioration des conditions de vie a occasionné le développement des stratégies de survie (Houyoux, 1974 ; Mwabila, 1979 ; Mubake, 1984 ; Pain, 1984 ; Nsaman, 1984). Certains d'entre eux considèrent même que ces stratégies sont devenues un phénomène structurel, tout comme la « crise » économique elle-même. Ainsi Houyoux parle d'une accoutumance des Kinois à la crise : alors qu'on s'attendait à des « processus sociaux de type disjonctif » (comme ce fut le cas à l'occasion de la crise de la décolonisation) face à cette crise, écrit-il, on assiste plutôt à des « processus de type conjonctif » grâce à et/ou à cause de : (1) la contrainte politique, (2) la possibilité d'une mobilité socio-professionnelle, (3) l'origine ethnique de la population de Kinshasa, (4) le paratavail (commerce, coups de main, fraude, location de maisons, solidarité familiale, jardinage et autres), et (5) la dualité culturelle qui occasionne une dualité de comportements. A propos de celle-ci, Mwabila (1979) considère qu'au lieu de s'engager dans des luttes syndicales considérées comme perdues d'avance, les travailleurs préfèrent se replier sur les activités informelles et la solidarité des membres familiaux qui pourvoient à leur misère. Enfin, Mubake (1984) considère que suite, entre autres choses, à la défaillance de l'économie capitaliste périphérique zaïroise, il s'est développé plusieurs activités informelles : corruption, détournements des deniers publics, faux et usages de faux, cumul des fonctions et absentéisme au travail, pots de vin, etc... Plus rémunératrices, celles-ci ont fait perdre à l'emploi officiel, du moins dans le secteur public, toute sa valeur, son efficacité et son équité. Cette vision est partagée par Nsaman (1984).

Les études précitées sur les stratégies de survie au Zaïre ont malheureusement manqué, inconsciemment nous osons croire, d'évoquer les stratégies démographiques ; elles ne permettent par conséquent pas soulever le fond du problème : pourquoi ces stratégies de type conjonctif plutôt que de celles de type disjonctif (cf. Houyoux, *op.cit.*) ? Définies comme étant des stratégies qui « impliquent que le ménage tente de contrôler le comportement démographique de ses membres — c'est-à-dire leur migration, leur fécondité et leur nuptialité — de manière à minimiser les risques d'extinction ou à améliorer les probabilités de subsister » (Schoemaker, 1985 : 25), les stratégies démographiques devraient permettre de répondre à cette question.

En effet, une nouvelle vision des relations population-développement (au niveau micro) met l'accent sur le « régime démographique » : la production et la reproduction des êtres humains sont deux éléments d'un même processus (Cordell, Gregory et Piché, 1987). La dynamique d'un phénomène démographique découle donc de son interaction avec les autres phénomènes démographiques et avec le processus de production des biens de subsistance. La défaillance du sous-système de production, comme c'est le cas au Zaïre, exige donc des stratégies d'adaptation pour continuer à assurer la reproduction. Celle-ci reste sacrée et seules les stratégies qui visent à l'entretenir (ceux du type disjonctif) sont envisageables. Elle reste également primordiale : toute activité humaine n'est possible que si l'être humain *est*, c'est-à-dire doit traverser les différentes phases de son cycle de vie. Les stratégies socio-économiques qu'il met en place n'ont leur raison d'être qu'en vue de permettre ce passage à travers les différentes phases du cycle de vie, pour lui-même et pour tous les autres membres de famille avec qui il coexiste, et parfois même pour qui il existe. Mais comme on l'a vu, ces stratégies sont susceptibles d'entrer en conflit avec les intérêts de la macro-société (par exemple adapter l'effectif de la population aux structures existantes) ou occasionner des déséquilibres démographiques (par exemple une adolescente qui se prostitue et en arrive à donner naissance à un enfant).

Conclusion

La théorie de la transition démographique considère les déséquilibres démographiques comme des effets inattendus, ou à tout le moins, transitoires dans le processus qui conduit vers un équilibre démographique moderne (faible fécondité et faible mortalité). Mais ces déséquilibres démographiques caractérisent de plus en plus les pays dits sous-développés. Malgré la grande offensive menée pour implanter le planning familial, la fécondité de ces pays « hésite » à baisser. Quant à la mortalité, sa baisse est qualifiée de « timide ». L'influence des atti-

tudes culturalistes pro-natalistes qui est généralement retenue et imposée par les théories de la modernisation pour expliquer ces déséquilibres semble de plus en plus inappropriée, à la lumière des critiques sur ces théories, des reconsidérations faites par ceux qui les prônent et des résultats empiriques obtenus des études menées auprès des ménages. On y observe que ces déséquilibres démographiques constituent au contraire un des effets néfastes de la modernisation, ou des stratégies démographiques, économiques et sociales qu'elle impose.

C'est ce que nous avons postulé pour le Zaïre, où des déséquilibres démographiques persistent. Le Zaïre expérimente en effet un modèle de développement fortement « moderniste » sans pour autant que le développement s'amorce, ni que la croissance économique recherchée soit soutenue. Ce qui a donné lieu, ces dernières années surtout, à une politique d'ajustement structurel très musclée et apparemment bien réussie si l'on en juge par le qualificatif de « bon élève du FMI » qui est collé au Zaïre. Cette politique est venue renforcée la destruction des conditions de vie et de reproduction démographique. Ainsi s'expliquerait la baisse timide de la mortalité et surtout la fécondité qu'on y observe, via l'influence controversée des variables intermédiaires. Mais ainsi s'expliquent aussi les multiples stratégies économiques et sociales qu'on y observe, que les ménages développent pour minimiser le risque d'extinction. Car la vie, cest-à-dire le passage à travers les différents cycles démographiques de vie, reste tout compte fait la primauté pour tout individu, pour lui et pour les siens ; tant pis si ces stratégies sont en conflit avec les intérêts de la macro-société, que les structures étatiques sont incapables de promouvoir, ou simplement de sauvegarder. Il s'agit donc bien d'une dialectique population-développement, que des études ultérieures devront examiner en profondeur. C'est là un préalable à l'élaboration d'une politique démographique au Zaïre.

Références bibliographiques

- BAKUTUVWIDI, M., KINAVWIDI L.N. et WAY (1985), *Planification familiale, Fécondité et Santé familiale au Zaïre 1982-19844*, INS-Westinghouse, 210 p.
- BANQUE MONDIALE (1989), *L'Afrique subsaharienne - De la crise à une croissance durable*, Washington, 346 p.
- BERTRAND J.N. et al. (1989), *Connaissance sur le Sida, comportement sexuel et utilisation des condoms dans la prévention du sida à Kinshasa, Zaïre*, Rapport de recherche, Kinshasa, PSDN 49 p.
- BIRDSALL N. (1977), « Analytical Approaches to the Relationship of Population Growth and Development », *Population and Development Review*, (mars-juin) : 63-102.
- CAMPBELL B.K. (1988), « L'endettement en Afrique : conséquence, cause ou symptôme de la crise ? », dans THERRIEN J.P. (dir), *La quête du développement - Horizons canadien et africain*, Montréal, ACFAS : 121-139.
- CHESNAIS J-C. (1986), *La transition démographique - Etapes, formes, implications économiques*, Travaux et documents de l'INED, n° 113, Paris, PUF, 579 p.
- CONDE J. (1971), *The Demographic Transition as Applied to Tropical Africa with particular reference to Health, Education and Economic factors*, Paris, OCDE (OECD) 207 p.
- CORDELL D., GREGORY J. et PICHE V. (1987), « African Historical Demography : The Search for a Theoretical Framework », in D.D. CORDELL J.W. GREGORY (eds), *African Population and Capitalism. Historical Perspective*, London, Westview Press, p. 14-32.
- de MAXIMY R. (1984), *Kinshasa, ville en suspens - Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme : étude socio-politique*. Paris, Orstom (Travaux et Documents n° 176), 476 p.
- FARGUES P. (1988), « La transition démographique africaine : bilan depuis 1950 et perspectives », dans D. TABUTIN (éd), *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, Paris, Harmattan, p. 73-103.
- GYEPI-GARBRAH B. (1988), « Fertility and Marriage in Adolescents in Africa », *Actes du Congrès Africain de Population*, Dakar 1988, Dakar, vol. 2 p. 5.3.1.-5.3.15.
- HOUYOUX J. (1973), *Budgets ménagers, nutrition et mode de vie à Kinshasa*, Kinshasa, PUZ, 303 p.

- KOCHER J.E. (1974, *Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité*, New York, The Population Council 126 p.
- LASK-PASS (1989), *Aide-mémoire à l'attention des participants à la journée d'information et de réflexion sur l'ajustement des secteurs sociaux*, Nganda 12 oct..1989, ronéotypé, 8 p.
- LUTUTALA M. (1987), *Dynamique des migrations au Zaïre – le réseau de Kinshasa*, Thèse de Ph.D., Démographie, Université de Montréal, 428 p.
- LUTUTALA M. (1988a), « *Apports et limites de l'analyse des différences en démographie zaïroise* », Communication présentée au III^e Colloque international de l'AIDELF, sur Démographie et différences, Montréal, 7-10 juin 1988, voir aussi *Travaux et Recherches Démographiques*, n° 7, Département de démographie, Université de Kinshasa, 18 p.
- LUTUTALA M. (1988b), « *Aspects démographiques de l'urbanisation en Afrique : la dynamique de la croissance due aux migrations et au mouvement naturel* », *Actes du Congrès Africain de Population*, Dakar 1988, vol. 2, p. 4.2.1.-4.2.17.
- MAZOUZ M. (1983), « *Nature des obstacles au progrès de la connaissance des relations entre Population et Développement* », *Actes du Séminaire sur l'Intégration de la variable population dans la planification du développement économique et social*, Dakar 5-9 déc.1983, p. 59-69.
- MUBAKE M. (1984), « *Economie souterraine et secteur informel au Zaïre : caractéristiques et fonctions* », *Zaïre-Afrique*, n° 188 ; p. 491-497.
- MWABILA M. (1979), *Travail et travailleurs au Zaïre : Essai sur la conscience ouvrière du prolétariat urbain de Lubumbashi*, Kinshasa, PUZ, 198 p.
- NGONDO P. (1988), « *La mortalité des enfants dans les villes du Zaïre : niveaux, tendances et facteurs explicatifs* », Document de travail n°20, Département de démographie, Université de Montréal, 37 p.
- NSAMAN O.L. (1983), « *Le management face à la crise de l'administration publique zaïroise : quelques témoignages introspectifs* », *Zaïre-Afrique*, n°175, mai, p. 271-280.
- NATIONS-UNIES : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (1989) Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), Addis-Abeba, E/ECA/CM.15/6/Rev.3, 64 p.
- PAIN M. (1984), Kinshasa — *La ville et la cité*, Paris, Orstom, 267 p.
- PICHE V. et J. POIRIER (1990), « *Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence ?* » *Sociologie et Société*, sous presse.
- ROMANIUK A. (1980), « *Increase in Natural Fertility During the Early Stages of Modernisation : Evidence from an African Case Study, Zaïre* », *Population Studies*, vol.34, n°2, p. 293-310.
- SCHOEMAKER J. (1985), *Les stratégies de survie et le comportement démographique des marginaux urbains*, Examen de doctorat, Démographie, Université de Montréal, 63 p.
- TABUTIN C. (1988), « *Tendances et niveaux de la fécondité au Zaïre* », *Working paper*, n°54, Département de démographie, UCL.

Les spectres de Malthus

- VLASOFF C. et BARKAT-e-KHUDA (réd), (1988), *L'incidence de la modernisation sur le développement et le comportement démographique — Etudes de cas dans sept pays du Tiers-Monde*, Ottawa, CRDI, IDRC-260f, 141 p.
- VLASOFF C. (1988), « L'incidence du développement sur le comportement démographique des ménages », dans Vlassoff C. et Barkat-e-Khuda (éd) Ottawa, CRDI, IDRC-206 f, p. 125-141.
- WALTISPERGER (1988), « Tendances et causes de la mortalité » dans Tabutin D. (éd) *Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara*. Paris, Harmattan, p. 279-308.

CONJONCTURES GUERRIÈRES

VIVRE ET MANGER EN GUERRE AU MOZAMBIQUE

Christian GEFFRAY

J'ai pu enquêter de août à novembre 1988 au nord du Mozambique, dans le district du Erati, actuellement déchiré par la guerre. J'avais auparavant effectué une enquête en temps de paix dans cette région pendant neuf mois, répartis sur un an et demi entre 1983 et 1985. Mon dernier séjour de 1988 portait sur les conditions et les motifs de l'entrée en guerre des populations locales contre l'État du Frelimo au pouvoir depuis l'indépendance (1975), et sur l'ampleur et la nature du conditionnement des populations locales par la guerre.

Généralités sur l'alimentation locale

La farine de manioc bouillie (*karakata*) constitue la base du régime alimentaire de la région. Certaines familles possèdent encore quelques épis de sorgho à l'entour des termitières, ou de maïs sur la rive des ruisseaux, au bord du fleuve ou des mares, mais ces céréales ne permettent guère d'alimenter ceux qui les cultivent au-delà de deux ou trois mois. La plupart les utilise pour la confection de bières (sorgho) ou grille l'épi de maïs pour le consommer en friandise.

La farine bouillie est fade, elle est toujours — autant que possible — accompagnée de ce que les convives appellent « *caril* », ce terme désignant tous les ingrédients cuisinés qui relèvent et agrémentent la *karakata*. Ce sont les fruits et légumes : melons, courges, feuilles de manioc, bananes plantain, patates douces, mangues vertes, fèves et différents types de petits haricots, amandes de cajou fraîches... C'est aussi la viande des animaux domestiques (aujourd'hui presque introuvables), chèvres, porcs, poulets et canards, quelque rare gibier, gazelles,

Les spectres de Malthus

sangliers, singes, et surtout rats et poissons séchés. Outre la farine additionnée de *caril*, on affectionne les fruits frais, papayes, mangues, bananes et poires de cajou, et quelques friandises, graines de sésame, de tournesol, de cajou ou de maïs grillé. Il importe de signaler enfin les produits de cueillette individuelle, consommés en période de disette et auxquels un grand nombre de personnes ont actuellement recours : diverses racines, champignons, escargots, sauterelles et autres insectes.

Les aliments entrant dans la composition du *caril* sont saisonniers. Leur absence affecte le moral des familles mais pas leur survie qui dépend fondamentalement du manioc. Les tubercules sont récoltés en une fois, aux mois de septembre-octobre, épluchés et disposés au soleil sur des séchoirs, avant d'être stockés en grenier ou dans le faux-toit de la maison, d'où ils sont redistribués quotidiennement dans le groupe domestique, par les femmes, jusqu'à la prochaine récolte. Les populations ne connaissent pas le rouissage : le séchage au soleil constitue leur unique technique de prévention contre l'intoxication au cyanure consécutive à la consommation de variétés amères, aujourd'hui les plus répandues en raison de leur haute productivité.

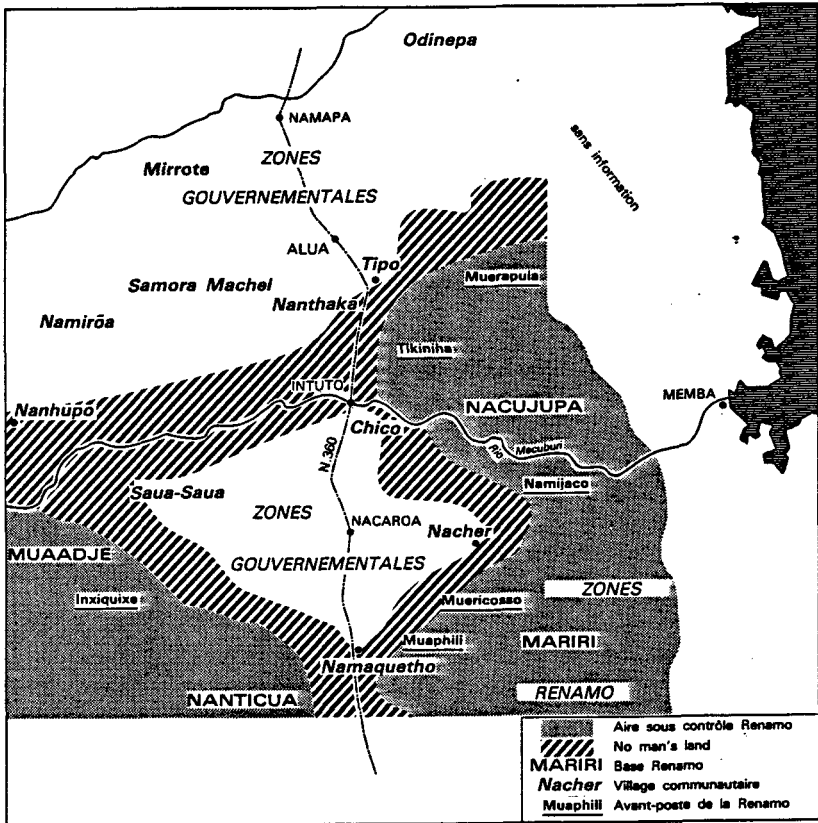
Les prémisses de la guerre

La Renamo (Résistance Nationale Mozambicaine) qui fomenta la guerre dans les campagnes du Mozambique depuis 13 ans était à l'origine, en 1977, une création des services secrets rhodésiens, et ses opérations avaient le caractère d'une pure agression étrangère. Mais vers 1980, alors que la disparition du groupe armée était annoncée par tous les observateurs (du fait de l'accès du Zimbabwe à l'indépendance), beaucoup se sont étonnés de la volonté et de la capacité de la Renamo à poursuivre la guerre. Celle-ci n'était plus seulement un groupe mercenaire, elle avait déjà enraciné son intervention dans le tissu social du pays et Ken Flower, chef des services rhodésiens, « s'inquiétait d'avoir peut-être engendré un monstre », qui échappait à présent à son contrôle.

Sans sous-estimer l'importance du soutien Sud-Africain à partir de cette date, on admet volontiers à présent que les choix effectués par le Frelimo — (Front de Libération du Mozambique) au pouvoir au lendemain de l'indépendance — pour bâtir son État à la campagne, ont favorisé l'extension de la guerre et son enracinement dans le pays.

La stratégie du Frelimo de développement des « villages communautaires », visant à rassembler les populations rurales dispersées au sein d'agglomérations artificielles, tout en les plaçant sous la coupe de nouveaux notables investis par le Parti, en rupture ouverte avec les autorités de chefferies ou de lignages reconnues localement, engendra

Vivre et manger en guerre au Mozambique



en effet des conflits profonds entre le nouvel État et ses administrés¹. Sous couvert de « développement », ces villages furent essentiellement la matrice de la construction du nouvel appareil d'État à la campagne : chaque village communautaire = un secrétaire de village, de cellule du Parti, de l'organisation de jeunesse, un président de coopérative de consommation, une milice et son commandement, etc.

Dans un premier temps cependant, dès lors que chaque famille avait bâti sa maison, dûment recensée au village, la pression des autorités était demeurée raisonnable. L'administrateur pouvait faire état de l'existence des villages, il était ainsi en règle avec les autorités provinciales et nationales, mais personne n'avait osé détruire les anciennes habitations demeurées sur le territoire d'origine. Dès que l'administration eût tourné le dos, les gens purent retourner vivre chez eux, près de leurs champs, de leurs arbres fruitiers et des cimetières de leurs ancêtres, là où ils étaient maîtres de la terre et ne dépendaient de personne pour subsister. Leur base productive était demeurée à peu près inaltérée. Des centaines de maisons vides s'alignaient ainsi le long des rues désertes dans les « quartiers » numérotés de l'agglomération communautaire officielle.

Le processus n'en fut pas moins conflictuel, des centaines de milliers de journées de travail ont été mobilisées en vain à la construction de ces paillotes (trente jours de travail chacune) ; la majorité de la population n'occupait guère les maisons villageoises, mais elle se trouvait soumise à l'autorité politique et administrative de ceux qui étaient parvenus à faire établir le village sur leur territoire. Ces derniers contrôlaient en outre la coopérative de consommation, seul accès possible aux biens manufacturés après la disparition des réseaux de commercialisation ruraux (ex-marchands portugais et indo-pakistanaï). Les maîtres du village s'appuyèrent enfin, parfois, sur leurs prérogatives nouvelles pour assujettir leurs voisins. Des inégalités sociales se sont ainsi creusées dans les campagnes, consécutives à l'application des mesures de l'État socialiste — et à l'insu de ses dirigeants.

Les autorités de chefferies et de lignages locaux, marginalisées, humiliées — parfois emprisonnées et battues — et les habitants tenus à

1. Les populations, passée l'euphorie de la victoire anti-coloniale, furent choquées d'entendre les nouveaux dirigeants leur dénier ainsi toute existence historique et sociale — comme s'ils avaient attendu le Frelimo pour s'organiser socialement... Ils les virent moquer, fustiger et condamner leurs pratiques sociales ordinaires, dites « obscurantistes », « superstitieuses » ou « féodales », au point d'éprouver le sentiment paradoxal d'entrer dans la clandestinité dans leur propre pays, face à ceux-là même qui venaient de conquérir son indépendance en leur nom.

l'écart des biens du marché, administrativement et politiquement soumis aux nouvelles autorités investies par le Parti, constituaient déjà une population importante, gravement mécontente de la politique suivie par le Frelimo.

Il convient d'évoquer également la situation de la jeunesse.

L'aveuglement moderniste du pouvoir n'a pas séduit les jeunes ruraux, même s'ils supportaient mal les contraintes de la vie domestique à la campagne. Comme toujours, ceux-ci ne songèrent guère à transformer les conditions de la vie rurale, et se ruèrent plutôt vers les villes et les usines dès les premiers temps de l'indépendance... Puis les usines débauchèrent ou fermèrent et, sans travail, certains commencèrent à refluer chez eux tandis que d'autres venaient à leur tour tenter leur chance. Tous sont devenus légalement *interdits de séjour* en ville en 1983, date de l'« opération production » en vertu de laquelle les dits « improductifs » urbains furent débusqués, arrêtés et chassés — renvoyés dans leur campagne d'origine ou bien déportés dans quelque lointain district. Ils ont souvent gardé de cette période le souvenir d'une humiliation policière cuisante. Vifs, ambitieux, ballottés entre ville et campagne également hostiles et fermés à leurs espoirs, beaucoup de ces jeunes gens furent disponibles pour l'aventure. Certains ont pu voir dans la guerre elle-même une issue fascinante à leur oisiveté mortifère au village, un projet de vie plus exaltant et facile.

L'approche de la Renamo et l'entrée en guerre

A l'approche de la Renamo, la pression de l'État en milieu rural se fit encore plus forte. Les chefs locaux furent regardés comme suspects, et incorporés de force dans le dispositif de « vigilance » sous la menace d'être arrêtés si la présence de « bandits armés » était avérée sur leur territoire. Surtout, les Forces armées, secondées par la milice, procédèrent à la villagisation forcée de la totalité de la population du district, et donc à la destruction systématique de l'habitat demeuré dispersé à l'entour des villages (paillotes incendiées). Viols, vols, divers rackets et rapines accompagnèrent ce processus, effectué en mars 1985 dans le Erati, à l'issue duquel le peuplement les villages tripla ou quadrupla. Des dizaines de milliers de personnes furent ainsi sinistrées, déportées parfois à plus de dix kilomètres de leur habitat d'origine, contraintes d'abandonner souvent leurs arbres fruitiers, une partie de leurs greniers (le transport des volumineuses réserves de manioc séché requiert de nombreux et pénibles voyages) et de leurs anciens champs, inaccessibles au labour quotidien. Ils durent emprunter ici et là, alentour du village, des parcelles éloignées les unes des autres, délivrées par les maîtres des lieux qui cédèrent souvent des terres fatiguées, en fin de cycle et impropres à la culture, ou au contraire des brousses boisées et

denses, afin de mettre à profit l'énorme travail de défrichement des nouveaux arrivants, quitte à récupérer la parcelle cultivable l'année suivante... Certains virent même les possesseurs de la terre venir faire la récolte à leur place — les voleurs n'avaient rien à craindre du commandement de la milice ni des juges du tribunal populaire locaux, qui étaient aussi leurs oncles, cousins ou beaux-parents et leur donnaient parfois ouvertement raison...

Cette fois-ci la base productive des habitants fut affectée, beaucoup connurent la disette dans les mois qui suivirent (réserves réduites), et savaient que leur prochaine récolte serait insuffisante, la productivité de leur travail ayant sensiblement baissé (éloignement des anciennes parcelles, faible rendement et grande dispersion des nouvelles terres empruntées).

La Renamo identifia (empiriquement ?) les termes de la crise politique rurale et orienta son action en conséquence. *Elle exécuta sélectivement les nouveaux notables locaux, les secrétaires de villages, du Parti, les miliciens et leur famille... Elle reconnut l'autorité des anciens chefs déchus et les réinvestit de responsabilités nouvelles à ses côtés dans la guerre. Elle détruisit les maisons villageoises (en prenant garde de respecter les autels dédiés aux ancêtres, les chapelles et les mosquées) et invita les habitants à retourner vivre sur leurs anciens territoires. Elle tenta enfin d'incorporer les jeunes gens passant à sa portée au sein de sa hiérarchie militaire...*

La crise rurale n'était cependant pas la même partout : l'enquête montre que la Renamo n'est parvenue à mettre en forme violente l'opposition à l'« État villageois » du Frelimo, que là où les habitants *marginalisés naguère dans la situation coloniale*, le sont demeurés au sein du Mozambique indépendant. Dans ce cas, ce sont des chefferies, *des sociétés entières* qui sont entrées en dissidence, se sont mises hors de portée de l'État du Frelimo, à l'abri des armes de la Renamo, et sont entrées en guerre à ses côtés. Des hommes ont fourbi leurs machettes, leurs sagaies, leurs arcs, flèches et vieux fusils, dans l'enthousiasme témoignant de leur reprise d'initiative, la fin de leur avilissement, l'abolition du caractère clandestin de leur pratique sociale ordinaire face à l'État du Frelimo.

Ce processus de polarisation des populations locales dans la guerre s'est effectuée pendant la première année de l'intervention de la Renamo dans le district, en 1986 : les gens de la « Macuane », marginaux de l'État colonial puis du nouvel État indépendant, sont pratiquement tous entrés en dissidence, tandis que les Erati (qui ont donné leur nom au district) les Chaka et Mmeto de la région, bien insérés dans la situation coloniale, pourvoyeurs de cadres de l'administration locale et associés à la ville par des réseaux sociaux étroits, sont tous demeurés légitimistes de l'État du Frelimo — *en bloc*. Entre les deux populations opposées par

la guerre s'est constitué à cette époque, de façon parfois extrêmement violente, un *no man's land* qui départage encore aujourd'hui, physiquement, les aires placées sous l'autorité armée respective du Frelimo et de la Renamo (cf. carte ci-jointe).

Dans les deux cas, le mode d'habitat et donc l'organisation de la vie domestique des populations, constituent un enjeu politique et stratégique majeur pour les deux armées qui se disputent leur contrôle.

L'alimentation dans les zones rebelles

On ne parle pas beaucoup *makhuwa* dans la base militaire, et nul civil de la région n'est autorisé à y pénétrer. La majorité des guérilleros (souvent de très jeunes gens) ont été enlevés et entraînés dans leur région d'origine, avant d'être affectés au combat à des centaines de kilomètres de chez eux. La base est une entité étrangère autour de laquelle se réorganisent les habitants du pays *makhuwa* local.

Les officiers et les soldats de la Renamo se gardent bien d'intervenir dans la résolution des problèmes sociaux locaux (divorces, vols, différends territoriaux, sorcellerie, etc.) qui surgissent au sein des chefferies ralliées, dans un monde qu'ils ignorent. Mais, les populations dissidentes dépendent de la Renamo qui maintient l'armée du Frelimo à distance, et la guérilla est en mesure de soumettre ceux qui l'ont rejointe aux exigences stratégiques de sa propre reproduction. Les chefs locaux sont ses interlocuteurs politiques parmi les populations dissidentes, ils sont appelés *mambo* — terme désignant, probablement sur tout le territoire mozambicain, les chefs entrés en dissidence et exerçant leur autorité sous le patronage armé de la Renamo. La première tâche de ces *mambo* fut d'organiser le déplacement des membres de leur chefferie pour répondre aux impératifs stratégiques du peuplement des aires sous contrôle de l'armée rebelle.

Les populations dissidentes qui vivaient aux confins de l'aire contrôlée aujourd'hui par la Renamo ont été les plus exposées aux interventions des Forces armées. Les chefs ont conduit la migration en masse de leurs gens pour les mettre en sécurité à l'intérieur de la zone rebelle, et ils ont aménagé leur établissement autour de la base locale de Mariri, conformément aux instructions des officiers séditieux. La sécurité de la base impose en effet — aux yeux des stratèges de la Renamo — le peuplement de la couronne de terres vierges qui l'environne. Les familles ainsi déplacées, et compromises par la simple proximité de leur habitat avec la base, constituent une armée de milliers de sentinelles promptes à rendre compte immédiatement de tout mouvement suspect dans un rayon d'une dizaine de kilomètres autour de la base. Ces personnes font également office, le cas échéant, de travailleurs ou même de combattants occasionnels, disponibles en cas d'urgence. En outre,

tous les chefs-*mambo* disposent d'une maison près de la base, où ils vivent en compagnie d'une partie de leurs gens, même si leur territoire d'origine n'était pas situé aux confins de l'aire dissidente. A l'issue de ces déplacements massifs, la base est devenue le cœur d'un réseau de communication et de subordination politiques de tous les chefs rebelles placés sous l'autorité des officiers de la Renamo.

Les habitants situés dans les zones intermédiaires entre le *no man's land* et la base n'eurent pas à se déplacer au moment de la polarisation du peuplement, et virent probablement leur situation matérielle et sociale s'améliorer : la possibilité leur fut offerte d'abandonner le village détruit, et de retourner vivre sur les terres dont ils contrôlent eux-mêmes, socialement, l'accès, à l'ombre des arbres fruitiers qu'ils pouvaient à nouveau entretenir, près de leurs cimetières. Cependant, éloignés de la base, ils étaient plus vulnérables aux actions de ratissage effectuées par les Forces armées, au cours desquelles celles-ci « récupèrent » leur populations perdues, brûlent les maisons et les greniers (à moins qu'ils n'en emportent le contenu s'ils sont venus en camion).

Ceux qui ont migré jusqu'aux alentours de la base sont moins souvent menacés (sauf lorsque les Forces armées mènent un assaut d'envergure, ce qui est relativement rare), en revanche l'impossibilité de transporter la totalité des réserves des populations migrantes pendant leurs déplacements massifs fut probablement à l'origine de l'insuffisance de leur alimentation pendant la période critique de l'ouverture de nouvelles parcelles sur les terres vierges alentour de la base. Une grave disette a ainsi sévi dans cette région en 1986-87, période où les vols de nourriture se sont multipliés au point que la Renamo est intervenue (c'est le seul exemple qui m'ait été rapporté relatant une intervention directe de sa part dans la résolution des problèmes sociaux) : tout individu convaincu d'avoir volé du manioc dans un grenier devait être conduit à la base où il était passé par les armes.

Les soldats de la base ont moins de problèmes, ils disposent même souvent de *caril* pour agrémenter leur farine bouillie : ils échangent le butin des rapines effectuées en zones gouvernementales contre les denrées qui garnissent leur repas. Les tissus et les vêtements volés sont les biens les plus recherchés, ils sont troqués contre les patates douces, les poulets, le poisson séché, les rats, etc. On obtient dix rats en échange d'un pagne... En novembre, les soldats visitent fébrilement les populations environnantes pour se procurer la bière et l'alcool de poire de cajou... Les officiers disposent des réserves de butins les plus abondantes, ils jouissent ainsi du régime alimentaire le plus varié, copieux et agréable.

Mais s'il appartient à chaque soldat de se débrouiller pour se procurer ces denrées relativement superflues, il en va tout autrement du manioc, qui constitue la nourriture de base vitale. Trois cents soldats

(effectif moyen de la base de Mariri) mangent deux fois par jour, à raison de 300 grammes de farine de manioc par repas (pour une portion individuelle minimum de *karakata*), consommation donc quotidienne de 180 kg de farine. Leur alimentation continue exige la disposition annuelle d'environ 66 tonnes de manioc *séché* (soit un poids beaucoup plus important de tubercules frais). Encore conviendrait-il d'ajouter à cette estimation *a minima* la consommation des « compagnes de guerre » captives et de leurs enfants, des gamins domestiques...

L'alimentation des deux cent cinquante recrues locales est laissée à leur initiative, dit-on, et souvent réduite aux sauterelles ². En revanche, l'acquisition des réserves indispensables à la subsistance des combattants ne peut être laissée au hasard : elle est la tâche principale des *mambo*. Ces derniers sont en effet tenus de collecter, auprès de toutes les familles de leur chefferie, la nourriture qu'ils achemineront jusqu'à la base pour alimenter les soldats (manioc séché et quelques fruits et légumes de saison). Le recouvrement de cet *impôt* stratégique en nature constitue pour chaque *mambo* et pour ceux qui leur sont assujettis, la contrepartie majeure à la prestation militaire de la Renamo, qui tient l'État et l'armée du Frelimo à distance de leur vie sociale. Elle représente une activité planifiée dans le temps, chaque *mambo* se voit assigner un jour déterminé de la semaine pour venir verser le fruit de ses prélèvements dans les grands greniers situés aux postes de contrôles qui entourent la base³.

Outre l'alimentation des soldats, les *mambo* et leurs populations sont tenus de pourvoir à la sustentation des personnes raptées lors des attaques de la Renamo en zones gouvernementales, et ramenées par dizaines à la base avant d'être redistribuées parmi les populations (sauf les recrues, les jolies femmes et quelques adolescents utilisés dans la base comme domestiques). Il est vrai que si ces personnes captives sont alimentées dans un premier temps sur le fruit du travail de leurs « hôtes », la condition réservée à la majorité d'entre eux est servile et leur maître ne tarde pas à tirer parti du travail de cette nouvelle bouche à nourrir.

2. On leur rase une croix dans les cheveux pour identification, en cas de fuite.

3. En 1987, un *mambo* n'était pas parvenu à rassembler le *quota* de nourriture requis pour approvisionner la base. Il s'exposait à être fort mal reçu, peut-être battu, au contrôle de l'armée séditionnaire. Sa chefferie étant située non loin du *no man's land*, il résolut d'outrepasser les instructions du commandement de la Renamo et d'aller attaquer les hameaux dispersés de l'autre côté du *no man's land*, en zone gouvernementale. Il sortit clandestinement une nuit, en compagnie de quelques hommes de sa chefferie, après leur avoir fait promettre de garder le secret. La bande, armée de sagaies et de machettes, alla dévaliser les greniers des populations de Jakoko et le produit de ce pillage alla emplir les greniers de la base, au titre de l'impôt. On dit que si la Renamo avait connu la véritable provenance du manioc, le *mambo* eût été sévèrement rappelé à l'ordre.

Notons enfin qu'il n'y a plus, à dater de l'entrée en guerre des populations dissidentes, aucun accès possible pour elles au marché. Les biens manufacturés ne peuvent provenir que du pillage, et sont réservés aux soldats. Il n'y a plus de vêtements, et même les vieux sacs sont usés et en loques, les enfants sont nus, les adultes battent des écorces ou tressent des feuilles de bananier. Tous mes interlocuteurs ayant vécu en zone rebelle insistent sur la fadeur de la nourriture, consommée sans sel depuis quatre ans. Certains brûlent une plante dont la cendre relève la saveur de la farine. Les *m'jiba*⁴ des aires proches du *no man's land* n'hésitent pas à monter des expéditions armées clandestines pour aller piller en zone gouvernementale et s'y procurer du sel. On a tué onze personnes pour un kilo de sel, dit-on, lors de l'attaque d'un magasin dans le district de Memba. Les officiers de la Renamo eux-mêmes ont organisé des expéditions sur le littoral (Simuco, Memba) dans le seul but d'en ramener du sel pour leur propre consommation et pour celle des chefs particulièrement engagés dans la guerre (qui tiennent les avant-postes).

Le manque de sel est évoqué par toutes les personnes ayant vécu sous les contrôles de la Renamo, comme une des manifestations de la condition misérable des populations. Elles évoquent aussi les disettes, les soudures souvent difficiles dans la région de Memba et du sud du fleuve (Mecuburi), particulièrement sèche et sablonneuse, et l'impossibilité de suppléer aux handicaps climatiques comme naguère, par le recours au marché et aux mécanismes coutumiers et administratifs de péréquation avec les régions moins affectées (situées en zones gouvernementales). Beaucoup se nourrissent alors d'escargots, d'insectes, de baies et de racines sauvages.

L'alimentation en zone gouvernementale

La conséquence immédiate des premières attaques de la Renamo effectuées en 1985 fut que, à l'échelle de l'ensemble du district, tous les greniers ont été déménagés des maisons. En quelques semaines, toutes les réserves de nourriture (manioc séché, sorgho, haricots) ont été sorties en catastrophe des villages, pour les soustraire aux déprédations de la guérilla. Des greniers ont alors été bâtis un peu partout sur les territoires lignagers d'origine : en principe, conformément à leurs consignes, les guérilleros ne détruisaient pas la nourriture en dehors des villages, même s'ils prélevaient au passage quelques provisions de route.

4. Jeunes hommes pourvus d'armes blanches ou d'armes à feu artisanales, recrutés par chaque *mambo* et mis à la disposition de la Renamo, à sa demande.

Une autre conséquence, indirecte, des premières attaques de la Renamo, fut la décongestion des grands villages où les populations avaient été rassemblées de force quelques mois auparavant. L'administration se rendit compte à temps que ces agglomérations surpeuplées étaient des foyers de tensions sociales et politiques très vives et que, en supposant même qu'elles fussent épargnées par la Renamo, leur maintien aurait inéluctablement conduit un grand nombre de personnes à la famine. Les populations déplacées furent autorisées à retourner non loin de leurs terres d'origine, à condition de s'y rassembler en un nouveau village plus petit (un « quartier communautaire »).

Ainsi, les gens disposaient toujours d'une maison dans une agglomération communautaire, témoignant de leur allégeance politique au Frelimo, mais ils pouvaient sans trop de peine aller cultiver leurs champs sur leurs anciens territoires, sur lesquels ils retrouvaient leurs réserves de nourriture. Ils n'ont pas tardé à construire un petit abri près de ces greniers, où ils mangeaient à la mi-journée lorsqu'ils travaillaient sur les champs alentour, d'où ils surveillaient leurs réserves (préservées de la Renamo, mais pas des voleurs du voisinage), et où ils se cachaient pour passer la nuit lorsque la progression d'une colonne de soldats rebelles était signalée dans la région. Quelles que fussent la nature, la fonction et l'ampleur de ces installations clandestines hors-village, elles ont été désignées toutes par un mot unique qui a fait son apparition à cette époque dans le vocabulaire usuel local : *shoshorona*⁵. Les autorités ont plus ou moins fermé les yeux sur l'apparition des *shoshorona* hors des villages, mais elles n'en ont pas moins contraint les habitants à reconstruire leur maison détruite par la Renamo *in situ*, au village. A l'issue des premières attaques, les maisons ont été rebâties en pisé, telles qu'elles étaient avant l'assaut⁶.

Quelques villages n'ont jamais été détruits, mais beaucoup d'autres ont subi deux à trois agressions, certains ont été assaillis jusqu'à sept fois... Les villageois qui ont vu détruire maintes fois leurs biens ont évidemment adopté un mode de vie et un comportement différents de celui des habitants des villages épargnés. Plusieurs zones distinctes sont ainsi apparues au sein de l'aire demeurée sous contrôle gouvernemental,

5. Le terme évoque le bruissement des feuilles mortes provoqué par le déplacement furtif d'une personne la nuit, et souligne le caractère clandestin de ces aménagements.

6. Rappelons que la quête, la coupe et le transport du bois de construction, l'édification de la charpente, la coupe et la pose du chaume de toiture, la confection des murs et cloisons et la pose de l'enduit requièrent au total un mois de travail pour une personne, et qu'une attaque peut aisément se solder par la destruction de plus de cent maisons.

dès la première année de guerre, en raison du degré de vulnérabilité de leurs villages aux assauts de la Renamo. Les régions voisines du *no man's land* (les plus proches de l'aire dissidente) et les régions sillonnées par les sentiers communément empruntés par la guérilla furent d'emblée les plus exposées et les plus affectées par la guerre. Les nouvelles maisons étaient à peine reconstruites après une première attaque, que les villages de ces régions furent à nouveau incendiés, dans la semaine suivant la fin des travaux... Les paillotes furent rebâties une troisième fois, puis une quatrième... A cette phase de la vie des villages, les hommes de la Renamo avaient déjà pris toute la volaille, les porcs ou les chèvres. De moins en moins de maisons étaient reconstruites, les habitants avaient emmenés avec eux dans leurs *shoshorona* leurs ustensiles de cuisine, le pilon, les récipients de terre cuite, le petit mobilier, les nattes. Les villageois venaient de temps à autre faire acte de présence parmi les quelques paillotes reconstruites, à l'occasion de la visite d'une « structure », ou simplement pour y être vu par le secrétaire, afin de ne pas alimenter le soupçon d'une quelconque collusion avec l'ennemi.

Un an après l'arrivée de la Renamo dans la région, après deux ou trois assauts, les greniers n'étaient donc plus dans les villages ; on n'y dormait plus non plus, on n'y mangeait plus, on n'y travaillait plus... Dès lors, que venait-on faire au village ? Les villages communautaires n'avaient eu d'autre fonction que le contrôle social ordonné des populations rurales, mais leur promotion avait toujours été effectuée au nom d'une modification heureuse de la vie matérielle et sociale du peuple et, plus tard, de sa sauvegarde physique. Après un ou deux ans de guerre, l'illusion d'une quelconque fonction économique, sociale ou militaire du village était balayée alors que s'imposait, nue, leur fonction véritable, permanente et dernière, qui est *politique*.

Dès cette époque en effet (1987), les autorités ne pouvaient plus imposer aux populations tant de fois sinistrées la dépense de milliers de journée de travail pour reconstruire indéfiniment les paillotes détruites par l'ennemi. Mais elles ne pouvaient renoncer non plus à cet instrument de contrôle et de mesure administrative de l'allégeance et de la soumission politique des populations à l'autorité du Parti, que constitue l'institution villageoise. Au lieu de bâtir les grandes maisons de pisé, les habitants ont donc été conduits à reconstruire en quelques jours une sorte de *faux* village. A l'endroit précis de chaque ruine, là où les techniciens ruraux avaient quelques années auparavant tiré leur cordeau et indiqué l'emplacement de chaque maison, chaque famille a confectionné en trois ou quatre jours une *cabane*.

Aujourd'hui encore, chaque famille a sa cabane à l'endroit de son ancienne maison villageoise, toutes sont alignées conformément aux normes nationales intangibles, et dessinent par conséquent les mêmes

rues, les mêmes quartiers que les maisons du premier village... Mais les cabanes ne sont que des répliques fantomatiques des anciennes maisons : faites d'herbe sèche, elles sont trop petites pour qu'un adulte puisse y tenir debout, vides sans cloison à l'intérieur, dépourvues de palissade à l'extérieur, sans cour, sans grenier ; nul récipient de terre n'a été oublié sous la minuscule véranda, aucun lit, aucune natte ne traîne à l'ombre... personne ne vient manger ni dormir dans ces villages de poupée, personne ne passe, nulle âme qui vive en ces endroits⁷.

Après deux ans de guerre, l'immense majorité des habitants du district est donc retournée vivre en habitat dispersé, dans les *shoshorona* établies sur leurs anciens territoires. Mais le terme *shoshorona*, qui évoque une cache clandestine, précaire et vulnérable, peut prêter à malentendu. Dans certaines régions en effet, les habitants sont parvenus à échapper conjointement aux foudres de la Renamo (ils vivent hors du village, comme s'ils récusait l'autorité du Parti) et à celles du Frelimo (ils ont une « maison » au village, comme s'ils reconnaissaient l'autorité du Parti), et ils peuvent alors retrouver la jouissance d'une libre occupation de leur espace. Autour du faux-village de Mithaka par exemple, les habitants ont bâti chez eux, au cœur de leur territoire, près d'un point d'eau et au beau milieu de leurs champs, une grande maison pourvue de toutes les dépendances (greniers, poulaillers, auvents de réception) élégamment disposées autour d'une cour spacieuse, comme *avant le temps des villages*. En contraste frappant avec l'habitat villageois, ces *shoshorona* offrent de l'espace ; les enfants s'ébattent dans un endroit vaste et propre, balayé quotidiennement, où quelques grands manguiers et anacardiens offrent çà et là l'intimité d'une ombre apaisante et confortable, si rare dans les villages. Les champs ne sont plus à une heure de marche de la maison : on cultive à présent au seuil de chez soi des parcelles de manioc nettes et soignées, on a le temps de s'occuper du sorgho planté alentour des termitières, au sommet desquelles on a pris la peine d'édifier une niche de guêt pour abriter les enfants chargés d'effrayer les singes qui convoitent les récoltes...

7. Cette comédie permet de résoudre, à l'avantage mutuel des populations et des autorités locales, plusieurs problèmes à la fois. En édifiant en quelques jours leur village fantôme, les populations font montre de leur allégeance et de leur désir de demeurer sous la protection du Frelimo et de se soumettre à ses exigences. Les gens perpétuent à moindres frais la fonction politique essentielle de l'institution villageoise, tandis que les autorités locales, qui n'ont pas les moyens d'imposer la réédification d'un véritable village, sauvent ainsi la face. En vertu de ce simulacre, celles-ci peuvent se retourner vers leurs supérieurs de l'administration ou du Parti et affirmer que leurs ordres ont été accomplis — le village détruit a été reconstruit. Et ces dernières sont à leur tour soulagées de pouvoir transmettre la bonne nouvelle sans que personne ne songe, à aucun échelon de la hiérarchie, à éventer une supercherie où tous trouvent leur compte.

Dans ces régions, où les habitants sont parvenus à mettre à profit pour eux-mêmes la rivalité qui oppose les deux armées qui se disputent leur contrôle, les *shoshorona* ont rempli peu à peu une autre fonction que celle de cachette de sauvegarde. A mesure que les gens ont pu affermir leur conviction que le Frelimo tolérerait leur nouvel habitat, et que la Renamo l'épargnait, les *shoshorona* sont devenues en définitive la matrice d'un retour à l'habitat ancien, tel qu'il existait avant les villages communautaires.

Mais cette issue heureuse de la guerre supposait que les habitants puissent donner le change simultanément aux deux armées, et qu'elles entretiennent vis-à-vis d'elle, au minimum, l'image d'une complète neutralité — que les uns n'interprètent pas la *shoshorona* comme le signe d'une trahison, et que les autres ne considèrent pas l'existence d'un village, fut-ce une contrefaçon, comme le signe d'une adhésion au régime. Cet équilibre était parfois impossible à préserver. Il suffisait de peu de chose pour que la Renamo, en particulier, voit dans les occupants d'une aire déterminée un groupe hostile — particulièrement dans les régions proches du *no man's land*, où la permanence des habitants en zone gouvernementale, si près de la zone dissidente, est aisément interprétable comme la conséquence d'un choix politique.

Les populations suspectes aux yeux de la Renamo n'ont jamais pu faire de leurs *shoshorona* le vecteur d'un retour à l'habitat pré-villageois, leur situation est au contraire particulièrement dramatique. Ces gens, dont les villages sont ruinés depuis longtemps, sont éloignés des positions militaires des Forces armées, ils ne peuvent compter sur leur protection et moins encore sur celle des miliciens⁸. Certains se sont retirés dans les montagnes, d'où ils ont le temps de voir venir l'ennemi et de se cacher. D'autres sont traqués par les hommes de la Renamo jusque dans les caches qu'ils ont aménagées sur leurs territoires. Les habitants de ces régions martyres répartissent leurs récoltes entre deux ou trois greniers soigneusement camouflés, afin que la perte de l'un d'entre eux n'entraîne pas celle de toutes les réserves. Tous doivent disposer de plusieurs *shoshorona* en plus de celle qu'ils ont bâtie sur leurs terres et qui tient lieu d'habitation principale.

Le terme *shoshorona* ne désigne plus ici un édifice — si fragile soit-il, mais une simple cache aménagée dans un fourré, derrière un rocher, au creux d'un repli du sol. Pendant les périodes où la population est en état d'alerte permanente, chaque homme doit en effet prévoir de dormir chaque nuit dans une cache différente, en sorte que les voisins

8. Systématiquement torturés et mutilés à mort s'ils sont pris, les miliciens fuient à la première alerte.

eux-mêmes ignorent où son épouse, ses enfants et lui-même se sont réfugiés. La pression est telle que chacun doit se défier de tous : la délation spontanée n'est pas à craindre, mais personne ne peut être sûr du comportement d'un ami si les soldats de la Renamo viennent à le torturer pour savoir où sont les habitants de la région.

La vie domestique est ici totalement éclatée, le travail est affecté par les conditions d'insécurité dans lesquelles il s'effectue, et son produit est à la merci d'une attaque surprise ou du passage malencontreux d'une colonne de guérilleros. Une menace continuelle pèse en outre sur l'intégrité physique et la vie de ces populations. Elles sont plus vulnérables qu'aucune autre aux effets d'une mauvaise récolte ou d'un durcissement conjoncturel de la guerre : elles sont alors contraintes d'abandonner leurs terres et, totalement démunies, gravement éprouvées par la disparition, la mutilation ou le deuil de proches, elles viennent périodiquement grossir le flot de réfugiés qui emplit les bourgs, et les faubourgs des villes de la province.

Les réfugiés

Une partie des réfugiés proviennent donc des régions martyres de la zone gouvernementale, dont les habitants n'ont eu d'autre choix, devant la profonde désorganisation de leur vie productive, la destruction de leur récolte et les menaces pesant sur leur vie et celles de leurs proches, que de se rendre dans les bourgs où ils pensent pouvoir compter sur la protection des Forces armées, où ils espèrent que l'État leur allouera une terre et, en attendant, qu'il leur sera remis de quoi manger. A ces gens s'ajoutent tous ceux que les soldats gouvernementaux ont surpris et capturés à l'occasion d'une opération de ratissage effectuée en zone dissidente. Plusieurs dizaines de personnes sont ainsi ramenées à la caserne à l'issue de telles opérations, qui touchent souvent les habitants qui n'ont pas eu la présence d'esprit ou la capacité de fuir à l'approche des soldats : des vieillards, des malades, des enfants, des femmes et leurs enfants en bas âge.

L'incursion répétée des Forces armées dans certaines régions de la zone dissidente doit avoir des effets comparables à ceux que subissent les zones gouvernementales très affectées. Les soldats gouvernementaux pillent ou détruisent les réserves, détruisent les maisons et tous les aménagements domestiques qu'ils rencontrent sur leur passage, en sorte que ceux qu'ils n'ont pas capturés doivent converger souvent vers la base, où ils pensent pouvoir assurer leur protection et leur subsistance. Par ailleurs, chaque armée dispute à l'autre la disposition de son « peuple », et on a vu que la Renamo ramenait également captives des dizaines de personnes rencontrées sur leur chemin en zone

gouvernementale — indépendamment de l'âge et du sexe. Mais ces gens deviennent des recrues ou sont affectées à des familles qui les mettent au travail et les asservissent ; ils ne sont pas à la charge de la Renamo — à la différence des personnes capturées par la troupe gouvernementale.

Le flot des réfugiés convergeant vers les bourgs et villes de la province s'amplifie en raison directe de la violence et de la périodicité rapprochée de ces incursions. Elle prend des proportions alarmantes quand les Forces armées décident de lancer une offensive d'envergure contre une base ennemie, rassemblant les effectifs de plusieurs compagnies de la province intervenant après des tirs d'artillerie et bombardements effectués par les MIGS : les soldats ramènent alors des centaines de personnes capturées sur le chemin et alentour de la base. Le flot dépasse le seuil critique lorsque le Frelimo décide de lancer une opération décisive contre les positions ennemies, telle que la Renamo ne puisse réinvestir sa base deux ou trois semaines après les bombardements et l'assaut, (comme ce fut toujours le cas à Mariri). Alors les Forces armées entreprennent de vider littéralement les campagnes rebelles de leurs habitants, interdisant toute possibilité de retour à la Renamo, qui ne peut subsister indépendamment de la population qui l'entourne. Dans ce cas, ce sont des dizaines de milliers de personnes — des centaines à l'échelle de la province — qui vont se réfugier au Malawi (par exemple, suite à l'opération effectuée en Zambézia en 1987) ou qui viennent s'agglutiner dans les faubourgs des grandes villes où ils se placent sous la dépendance des secours nationaux et internationaux (Cabinet dit « *das calamidades* », Croix-Rouge, Caritas, ONG diverses, etc.).

Entre février et avril 1989, 3 000 personnes au moins sont mortes de faim dans le petit district côtier de Momba, voisin du Erati, quelques mois après mon départ. Je ne dispose pas d'information détaillée sur cette catastrophe, qui a fait l'objet de quelques entrefilets dans la presse internationale (certains parlent de 8 000 morts) — mais les résultats obtenus dans la région voisine me permettent néanmoins de proposer des hypothèses sur son origine.

Le district du Erati, où j'ai surtout travaillé, est réputé riche de potentialités agricoles, jouissant d'un climat et de sols favorables aux cultures, tandis que le district voisin de Momba où a sévi la récente famine est très sablonneux et faiblement arrosé — parfois pas du tout. Une première alerte très grave eu lieu en 1982 à Momba, à la suite d'une récolte particulièrement mauvaise : les greniers épuisés, les habitants allèrent déterrer des tubercules en fin de saison des pluies, en février-mars. Dans l'impossibilité de les faire sécher 15 jours, ils les ont débités en petits morceaux disposés quelques heures au soleil avant de les consommer. Le rouissage fut insuffisant, de nombreuses personnes sont

mortes ou furent atteintes de paralysies irréversibles, suite à leur intoxication au cyanure.

Les habitants de ce district souffrent donc chroniquement d'insuffisances alimentaires, et beaucoup vont chaque année proposer quelques journées de travail auprès des familles mieux pourvues du Erati voisin, d'où ils reviennent avec du manioc séché pour subsister pendant la soudure (ces échanges sont appelés *o'lola*). D'autres vont y vendre le poisson qu'ils ont pêché et séché sur la plage. La polarisation des populations dans la guerre a interdit la réalisation de ces échanges coutumiers depuis 1986. Les habitants des zones rebelles ne peuvent pénétrer en Erati gouvernemental et ils en interdisent l'accès à ceux du littoral qui tenteraient de s'y rendre. La polarisation des populations dans cette région fut en outre particulièrement violente, en sorte que chaque population avoisinant le *no man's land* est devenue un groupe réputé hostile pour l'armée adverse, occupant une zone où celle-ci exerce un maximum de déprédations et intervient de façon particulièrement violente. Le *no man's land* a dû s'élargir considérablement, à mesure que les habitants des deux côtés fuyaient la violence et les effets des razzias venues d'en face.

La faiblesse structurelle de la production locale, l'impossibilité du recours aux mécanismes de péréquation coutumiers et la proportion exceptionnellement élevée de populations déplacées par la guerre, (démunies et ruinées des deux côtés), expliquent que plusieurs milliers d'habitants aient été surnuméraires relativement à la nourriture disponible dans le district. L'impossibilité du recours au marché, l'incurie bureaucratique de la province et l'éloignement des grands organismes internationaux assurant la distribution de l'aide alimentaire, peuvent expliquer que l'alimentation produite ailleurs n'ait pu être acheminée à temps pour empêcher la mort de plus de trois mille personnes⁹.

9. Cela s'est passé à quelques dizaines de kilomètres de la ville de Nacala, où les techniciens scandinaves et français (travaillant à la réfection du port et de la voie ferrée) s'approvisionnaient en devises dans un supermarché regorgeant de nourriture et d'alcools, à deux cents milles des Comores où le sultan et son dangereux acolyte mercenaire Bob Denard, assuraient alors l'approvisionnement en armes de la Renamo dans cette région, dans l'indifférence distraite des grands médias internationaux.

L'analyse de la nature de la guerre et de ses différentes phases, de la nature de la Renamo et de son organisation locale, de l'évolution de ses relations avec les populations ralliées et de ses motivations véritables n'a pu être présentée dans cette communication. On trouvera dans mon ouvrage (1990) le récit — parfois épique et pathétique — de l'entrée en guerre des chefferies rebelles, l'analyse des conflits entre l'administration civile et l'autorité militaire locales... ainsi que l'exposé de la nature des combats, de la logique locale de la terreur, du destin singulier des captifs de la Renamo, du sens des assassinats massifs de populations civiles désarmées, hommes, femmes, enfants, vieillards sur les convois et dans les trains...

Références bibliographiques

- FLOWER, Ken *Serving secretly ; Rhodesia into Zimbabwe 1964-1981*, 1987.
- GEFFRAY, C., Pedersen, M., *Transformação da Organização Social e do Sistema Agrário do Camponato no Distrito de Erati : Processo de Socialização do Campo e Diferenciação Social*, DAA-Universidade E. Mondlane e DDR-Ministerio da Agricultura, Maputo, 1985, 101 p. multigraph.
- GEFFRAY, C., Pedersen, M., Nampula en guerre, *Politique Africaine*, 29, mars 1988, p. 28-40.
- GEFFRAY, C., Fragments du discours du pouvoir, *Politique Africaine*, 29, mars 1988, p. 71-85.
- GEFFRAY, C., Hommes au travail, femmes aux greniers, *Cahiers de Sciences Humaines*, ORSTOM 25 (3) 1989 : 313-324.
- GEFFRAY, C., Hommes pique-assiettes et femmes amoureuses, *Cahiers de Sciences Humaines*, ORSTOM 25 (3) 1989 : 325-313.
- GEFFRAY, C., *La cause des armes au Mozambique : Anthropologie d'une guerre civile..* Paris, Khartala, 1990.
- GERSONI, R., *Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique : Report submitted to Ambassador Jonhatan Moore and Dr Chester A. Crocker*. Washington, Department of State, Bureau for Refugee Programs, April 1988.
- MINTER, W., *The Mozambican National Resistance (Renamo) as Described by ex-participants : Research Report Submitted to Ford Foundation and Swedish International Development Agency*, Washington, African Studies Program, Georgetown University, 1989.

LA GUERRE : UN MODE DE VIE AU GUATÉMALA.

Jésus GARCÍA-RUIZ

L'approche historique des conditions d'émergence des processus d'affrontement militaire entre les mouvements insurrectionnels et l'armée du Guatemala et l'engagement — de gré ou de force — des populations indiennes-paysannes dans le conflit permettent un premier constat : les enjeux initiaux de ce conflit étaient étrangers aux préoccupations des paysans qui s'y trouvaient impliqués. Mais, à chaque fois, la situation créée par l'opposition des groupes de combattants a progressivement conduit une fraction significative de la population à prendre parti, à s'engager à son tour dans la guerre, comme si elle en avait constitué — à partir d'un certain moment — le véritable enjeu.

En effet, très rapidement, les responsables du mouvement insurrectionnel des années 70¹ ont pris conscience que l'unique issue pour le développement du rapport des forces sur le terrain était l'incorporation de la paysannerie en tant que combattante d'une part et en tant que base logistique de l'autre, car c'était d'elle — et d'elle seule — que pou-

1. Une fois l'époque des analyses orthodoxes (où l'articulation de la lutte des classes passait par une « prolétarianisation de l'Indien ») révolue, la gauche guatémaltèque inséra à son analyse, et comme thème central, « la question indienne ». Il y avait deux raisons majeures à cela : contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres pays d'Amérique Latine, les Indiens guatémaltèques étaient trois fois plus nombreux qu'à l'époque de la conquête, ils ne représentaient pas moins de 60 % de la population totale. Autrement dit, leur taux de croissance démographique était bien supérieur à celui de la population non indienne; par ailleurs, leurs régions revêtaient un intérêt stratégique des plus importants. C'est du reste là que les campements furent installés.

vaient venir les ressources alimentaires et l'infrastructure nécessaire à bon nombre d'opérations sur le terrain.

L'armée comprit à son tour que le véritable enjeu était la population civile. C'est pourquoi le commandement eut recours au patrimoine stratégique des pays ayant une pratique effective : l'expérience du Vietnam pour les USA, celle d'Israël dans les territoires occupés, les techniques de l'apartheid de l'Afrique du Sud, les techniques de guerre psychologique de Taïpeh². Ces expériences permirent aux militaires guatémaltèques d'opérer au sein des populations indiennes avec une précision quasi-chirurgicale au niveau du social, de l'idéologique et du religieux.

1. Les étapes de l'affrontement militaire

Les forces sociales et politiques ont connu, à compter de 1944, une transformation lente mais précise : même si, de toute évidence, Arévalo ne résoud pas le problème de la terre - en 1945 1 % des propriétaires possèdent 80 % des terres cultivées et 75 % des surfaces exploitées sont inférieures à 3ha 1/2 — il rend possible l'émergence politique des paysans. Mais le coup d'état de Castillo Armas déclenche, par la suite, une véritable chasse aux sorcières : les terres distribuées aux Indiens et aux paysans pauvres sont rendues à leurs anciens propriétaires et ceux qui en avaient bénéficié sont qualifiés de « communistes ». L'Eglise Catholique, représentée par l'archevêque Rosel y Arellano, adhère, quant à elle, activement et devient vite un des pôles des forces conservatrices qui se joindront à Castillo Armas. Dans sa *lettre pastorale* du 2 juillet 1954, celui-là insiste sur la « vente mercenaire du Guatemala au communisme international et sur l'effet de déchristianisation du communisme »³.

Dès la fin des années soixante, une nouvelle conscience indienne émerge à son tour. Elle résulte de l'action de facteurs divers : développement de l'Action Catholique⁴, de la Démocratie Chrétienne et, plus tard, des « communautés chrétiennes de base » dans les régions indiennes, institutions à travers lesquelles de nombreux dirigeants in-

2. Cf. Pierre L. VAN DEN BERGHE, de l'Université de Washington, qui a analysé les modalités d'intervention dans la zone ixil dans « The ixil triangle : Vietnam in Guatemala ».

3. Mgr. Mario ROSEL Y ARELLANO, lettre pastorale *La paz, fruto de la justicia y del amor*, 2 juillet 1954.

4. Il n'existe pas de véritable étude globale sur le rôle de l'Action Catholique rurale dans le processus de politisation des groupes indiens au Guatemala. De nombreux indices permettent de penser qu'il fut de première importance : cf. CALDER, B., 1970:96 ss. ; FALLA, R. 1980: 245 ss. ; GARCIA-RUIZ, 1990.

diens bénéficiant de cours sont formés. Ils seront à l'origine de plusieurs organisations, du développement des Ligues Paysannes qui, même si elles n'ont à l'origine qu'un rôle de réflexion sur les problèmes indiens, prennent rapidement conscience du besoin d'organisations fortes pour défendre leur terre et leurs intérêts. Par ailleurs, le travail politique de la guérilla et son rôle dans l'organisation des groupes de résistance et d'auto-défense, sont autant de facteurs qu'il faut considérer.

C'est en 1962 que la première organisation armée se constitue : les Fuerzas Armadas Rebeldes — FAR⁵ —, le bras armé du Parti Guatémaltèque du Travail, dont elles se démarquent à partir de 1964. Cette guérilla était celle des classes moyennes, tant par ses combattants que par sa base sociale: au début, les étudiants qui y adhéraient venaient des Jeunesses Communistes (JC), et plus tard ce seront de jeunes officiers en rupture avec l'armée. L'armée réagit violemment. Avec le soutien des bérêts verts nord-américains, elle mena la répression contre la population qui, frappée de plein fouet, se désolidarisa du mouvement guérillero.

Deux nouveaux mouvements apparaissent dans les années 70 : le Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP) et la Organización del Pueblo en Armas (ORPA). Le premier — l'EGP⁶ — s'est constitué en exil. Depuis le Mexique, il pénètre au Guatemala en 1975 en passant par le nord du département Quiché. Cette région deviendra leur centre opérationnel. Même si les groupes indiens n'intègrent pas immédiatement l'organisation, ils lui apportent un soutien certain qui deviendra, plus

5. En 1961 le Partido Guatemalteco del Trabajo (PGT) approuve une résolution de soutien à la lutte armée. En décembre 1962, de l'alliance du PGT et de certains jeunes officiers (Luis A. Turcios Lima, Marco A. Yon Sosa, Alejandro de Leon, Luis Trejo Esquivel), qui s'étaient soulevés le 13 novembre 1960 contre le gouvernement de Ydigoras Fuentes, naissent les FAR — Forces Armées Rebelles —.

Les FAR auront un premier centre opérationnel dans la Sierra de las Minas et puis dans El Peten. (Voir « entrevista à Pablo Monsanto », *El Nuevo Diario*, 5 octobre 1982). L'incorporation d'Indiens aux FAR se produit essentiellement dans le département de Alta Verapaz où un groupe de Cakchiquel commandés par Emilio Román López (connu sous le nom de commandant Pascual) coordonnait les opérations.

6. La première opération publique de l'Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP) — Armée Guerillero des Pauvres — fut l'exécution, en 1975 de Luis Arena, connu sous le nom de « Tigre de Ixcán ». Il s'agit d'un riche propriétaire détesté et craint de tous. Pour les Indiens ixiles, il représentait le symbole de l'injustice et de l'exploitation arbitraire. L'EGP occupe le nord du Quiché et la zone montagneuse de Huehuetenango. Il s'agit d'une organisation politico-militaire qui accumule toute la tradition et l'expérience des différents groupes de gauche, depuis le coup d'Etat de Castillo Armas en 1954 (PERALES, I. 1990: 69 ss.). Ses positions sur la réalité indienne au Guatemala ont été exposé surtout dans « Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca », in *Compañero* n° 5, Guatemala.

tard, engagement actif. L'ORPA⁷, quant à elle, s'engage militairement en 1979 à partir des régions montagneuses du centre-sud depuis lesquelles elle mène des actions de soutien au paysans pauvres et aux Indiens sans terre qui vendent péniblement leurs force de travail dans les fincas caféyières.

Face au développement des actions insurgées, le général Romeo Lucas Garcia, Président de la République, confie au général Benedicto Lucas⁸ — son frère — la tâche de mobiliser l'armée et d'affronter le mouvement guérillero. L'Etat Major met sur pied un « Plan de contre-insurrection ». Mais c'est le 23 mars 1982 qui marquera le début d'une nouvelle stratégie de la part de l'armée. En effet, même si une partie importante des projets mis en oeuvre a été élaborée par le gouvernement de Lucas Garcia, (Anzueto, 1981, Nairn, A. 1981), c'est à cette date qu'un coup militaire porte au pouvoir une junte, dont le général Efraim Ríos Montt⁹, « ancien » de la secte du Verbe, fait partie, junte qui sera dissoute plus tard et dont il deviendra président de facto.

Les premières analyses mettent l'accent sur l'intervention des jeunes officiers nationalistes qui défendaient une certaine éthique garante de l'efficacité des ressources d'Etat : moderniser l'armement et les structures pour faire face aux insurgés. La présence du général Ríos Montt dans la junte était de nature à rassurer les jeunes officiers qui le soutenaient pour des raisons bien plus subjectives : des pasteurs, des télé-évangélistes, des membres de l'Eglise du Verbe — dont il faisait partie — le présentaient comme « investi d'une mission prophétique,

7. L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) intègre vite la dimension « ethnique » dans ses postulats. Elle parle des Indiens en termes de « natifs » — terminologie fréquemment utilisée par les Indiens eux-mêmes pour s'auto-définir — ce qui, dans la perspective de l'organisation, implique une option idéologique: ce sont eux les premiers habitants du territoire, ce qui veut dire que ce sont eux qui ont les droits sur la terre. Ces positions sur la problématique indienne ont été exposées dans *La véritable dimension du racisme*, Paris, 1978.

8. Le général Lucas Garcia avait été formé en France et avait participé à la guerre d'Algérie ; il revendiquait cette expérience qui l'érigeait en expert des techniques de contrôle de la population (ANZUELO, J. « General Benito Lucas : "Ningún país nos va a intimidar" », in *Diario de Centro América*, 14.09.1981)

9. Ríos Montt avait été le Directeur de l'Ecole Militaire, Chef d'Etat Major pendant le gouvernement du général Carlos Arana Osorio (1970-74) et, en même temps, Directeur des Etudes de l'Ecole Interaméricaine de la Défense, organisation promue par le Pentagone. Il a été le candidat de la Démocratie Chrétienne aux élections de 1974, mais le groupe de Arana — la Central Auténtica Nacionalista — que soutenait le général Laungerud, s'appropriâ la victoire.

comme élu de Dieu pour construire le nouveau Guatemala »¹⁰. L'arrivée au pouvoir de la junte militaire d'abord puis la main-mise politique de Rios Montt sont à replacer dans un contexte précis : l'avancée du mouvement guérillero est, à partir des années 80, de plus en plus rapide et efficace, comme le montre la carte n° 2.

C'est dans ce contexte qu'il faut re-situer le Plan National de Sécurité et de Développement¹¹ présenté le 5 avril -treize jours après le coup d'État- aux ministres d'Etat par l'Etat Major Spécial de l'Armée, devenu ensuite Etat Major de la Défense Nationale. La fonction de cet organisme dans le nouveau dispositif est de « préparer les plans pour la sécurité et la défense » et il est constitué d'une Direction, d'une Inspection Générale de l'Armée, et de cinq Directions Générales : Personnel, Renseignements, Operations, Logistique et Affaires Civiles. Cette dernière nous intéresse tout particulièrement : les Affaires Civiles remplacent l'ex-Action Civique, et à ce stade les unités qui en dépendent seront responsables du traitement du projet ; c'est à elles qu'incombent l'analyse des conflits et l'élaboration des stratégies de riposte.

Le Plan National de Sécurité et de Développement prévoit l'organisation de l'action militaire, politique et sociale de l'armée. Le plan de campagne pour 1982, baptisé « Victoire 82 », a pour objet de reconquérir le territoire, c'est-à-dire de disputer à la guérilla son implantation dans la population. A cette fin, l'armée met au point la stratégie de la « terre brûlée » comme le moyen le plus efficace pour priver les insurgés de leur base humaine et matérielle. D'où une destruction massive de

10. Cette dimension a été « mise en scène » depuis le début : les caméras de télévision montraient les anciens de l'Eglise du Vebe en train d'imposer leurs mains sur la tête de Rios Montt, peu avant qu'il n'apparaisse en tenue de camouflage avec les autres membres de la junte. Cette même « image » a été promue pendant toute la durée de son mandat. L'« homélie » retransmise par la radio et la télévision le 26 décembre 1982 est à cet égard particulièrement significative : « Dans cette dimension, dans le respect des commandements, dans la prière, nous devons en cette année 1983 faire notre possible pour que loups et brebis dorment côte à côte, pour que les chèvres et chevreaux aillent en paix. Et si vous et moi savons qui est Dieu, le monde se rendra compte du miracle du Guatemala et il n'y aura plus de guerre, au contraire, il y aura paix, sécurité et prospérité ». Voilà le genre de discours que le président évangélique tenait, alors que, par ailleurs, il appliquait la politique de la « terre brûlée ».

11. Le *Plan Nacional de Seguridad y Desarrollo* (PNSD-01-82) a été élaboré par une commission de travail dont faisaient partie des membres de l'Etat Major de l'époque et du Centre d'Etudes Militaire (CEM). Cette instance était plus particulièrement chargée de la réflexion au sein de l'armée. Le Plan a été présenté publiquement le 5 avril par le colonel d'infanterie et Directeur du CEM Rodolfo Lobos Zamora qui peu de temps après allait être nommé chef d'Etat Major de la Défense Nationale.

villages et les massacres systématiques de populations qui s'accompagne de déportations massives¹². A chaque fois, l'armée procédait à des regroupements forcés des familles — ou de ce qu'il en restait — dans des villages stratégiques (Aguilar, 1882), les séparant ainsi de leurs conditions historiques de vie et les plaçant, de ce fait, sous sa seule dépendance. Cette mise en condition des Indiens était donc intentionnelle, et minutieusement planifiée.

L'articulation de cette stratégie (Garcia-Ruiz, J. et Meillassoux, C. 1987) reflète la cohérence du modèle : les villages stratégiques — appelés villages modèles — sont des concentrations urbaines permanentes, construites de toutes pièces, où est concentrée la population déstructurée par la stratégie de la « terre brûlée ». Celle-ci devient ainsi une véritable population captive, soumise au contrôle de l'armée. Il existe également, parallèlement et indépendamment à cette structure, des « camps de rééducation idéologique » où sont momentanément concentrés des indiens originaires de divers groupes ethniques. On essaie de provoquer chez eux, par le biais de techniques d'incidence psychologique sophistiquées, des réactions de dépendance et de soumission vis-à-vis des forces armées, présentées comme défenseurs de leurs intérêts. Ces deux structures sont toujours rattachées à un détachement militaire. Cet ensemble — villages modèles, camps de rééducation, détachement militaire — intègre le « pôle de développement », dont la spécificité et la philosophie ont été explicitement exposées par l'armée dans *Polos de desarrollo y de servicios* (Gobierno, 1984). Ces pôles sont implantés dans les départements de El Quiché, Huehuetenango, Alta Verapaz et El Petén. En complémentarité avec ce dispositif, tous les hommes entre 15 et 55 ans sont obligatoirement incorporés à la structure paramilitaire des Patrullas de Autodefensa Civil, — PAC — où ils doivent investir un ou deux jours par semaine pour participer à des tours de garde, des ratissages systématiques dans la région, etc. Ceci

12. En 1981 *Amnesty International* (1981:6) estimait à 5 000 le nombre des victimes tuées entre 1978 et 1981. Le *Washington Office on Latin America* (1985) dénombrerait entre 50 000 et 70 000 morts et affirmait que 440 cantons avait été détruits entre 1980 et 1985. Le nombre de disparitions recensées est d'environ 35 000, d'après Manz (1986: 50). De son côté, la Cour Suprême de Justice du Guatemala parlait de 150 000 enfants devenus orphelins -ayant perdu leur père ou leur mère ou encore les deux- entre 1981 et 1984 (Commission des Droits de Homme, Eglise du Guatemala en Exil, Justice et Paix). Il faut encore ajouter 1 000 000 de personnes réfugiés internes, c'est à dire qui ont été contraintes d'abandonner leur village d'origine, et près de 200 000 exilés qui ont fui vers le Mexique, le Honduras, etc. (Infopress Centroamericana, 1988 : 110). Dans un pays de 8 millions et demi d'habitants, dont 60 % sont Indiens, il est facile d'évaluer l'incidence de ces processus sur la culture, le territoire, l'identité tout court.

veut dire que l'armée dispose de 900 000 paysans mobilisables et « contrôlables ». Ces patrouilles sont dirigées par un corps de coordination nommé par l'armée, et dépendent directement des attachés militaires qui, grâce à cette structure et à celle, parallèle, des « oreilles », disposent d'efficaces modalités d'incidence et d'auto-censure sur la population.¹³

Arrachées ainsi à leur territoire, ces populations voient en outre disparaître -dans le sillage de leur base productive- leur patrimoine matériel aussi bien que les repères historiques et conceptuels de leurs institutions et de leur vie domestique. Mais surtout, elles vont voir disparaître les réseaux sociaux et symboliques dont elles disposaient historiquement pour affronter le malheur, le mal, la maladie, la mort. Ces réseaux implicites et explicites, régulateurs des rapports sociaux, stabilisateurs des consciences individuelles et collectives, sont garantes des relations des hommes entre eux, avec la nature et avec les forces sacrées. Ces processus de déconstruction-reconstruction des cadres idéologiques et des formes de vie paysanne — destructuration des relations spatiales, des modes d'accès à la subsistance, des procédés de travail, etc. — entraînent la modification des systèmes de représentations. En effet, les représentations traditionnelles sont vulnérables parce qu'une partie importante de la structure politique qui les soutenait et les articulait a disparu et a été supplantée par les nouveaux lieux de pouvoir et les nouveaux enjeux sociaux (Garcia-Ruiz, 1988). Dans ce domaine également des techniques hautement sophistiquées ont été mises en place.

Mais les responsables d'une telle politique ne pouvaient mettre en oeuvre indistinctement la stratégie de « la terre brûlée » pour priver les insurgés de leur logistique et de leur base de soutien, car c'était courir le risque très réel de se priver, à leur tour, de tout soutien politique de cette paysannerie, et donc d'encourager l'incorporation d'une partie importante de celle-ci dans l'organisation logistique et militante de la guérilla, favorisant, finalement, leur adhésion aux idéaux qui donnent sens au combat des opposants.¹⁴ Il est certain que les conséquences de ce processus contradictoire ont, naturellement, retenu l'attention des chefs de guerre, aussi bien dans le camp des insurgés que dans celui des stratèges de la contre-insurrection. Cette prise de conscience permet

13. Voir: BLACK, G., 1984: 146-150 ; McCLINTOCK, M., 1985: 240-259.

14. L'incorporation massive d'Indiens au mouvement guérillero s'explique par différentes raisons, depuis les convictions politiques jusqu'à la conscience d'accomplir la volonté de Dieu. Mais un des facteurs déterminants a été la repression sanglante contre tout type de revendication sociale.

l'évolution des stratégies et des méthodes aussi bien chez les premiers que chez les seconds.

A cette phase de « pacification » a suivi le Plan de Campagne « Fermété 1983 » dont l'objectif était le contrôle de cette population désarticulée et l'occupation de son territoire. C'est à ce moment que sont créés « les pôles de développement », de véritables concentrations stratégiques où la population éparpillée est regroupée et relogée dans des unités d'habitation construites par les habitants eux-mêmes sous le contrôle des militaires. Loin de ses bases productives, cette population se trouve donc en situation de dépendance alimentaire, idéologique et émotionnelle. C'est dans ce contexte que les unités des Affaires Civiles prennent tout leur sens.

2. La théorie et la pratique des « Affaires Civiles »

L'action de l'Armée, en ce qui concerne les populations, était menée depuis 1954 — date du coup d'État dirigé par Castillo Armas — par le biais de l'Action Civique. Il s'agissait plutôt d'une structure paternaliste de caractère « caritatif » marqué. Mais le Plan National de Sécurité et de Développement modifie totalement son rôle: élevée au rang de Direction Générale — au même titre que la direction des opérations, de la logistique ou des renseignements — ce nouveau statut montre l'importance du rôle qui lui est assigné au sein de la nouvelle conception stratégique.

Les documents auxquels nous avons pu avoir accès et les informations recueillies pendant notre travail de terrain montrent clairement qu'il s'agit d'une planification précise grâce à laquelle l'armée se dote des moyens, des hommes et des projets nécessaires à une intervention précise sur la population indiennes des régions où les mouvements insurrectionnels sont implantés.

Le raisonnement de l'état-major est simple: en s'appropriant la nation — ce sont les Forces Armées qui ont veillé aux « intérêts de la nation » — elles revendiquent le rôle de fer de lance contre la « subversion et le terrorisme », ce à quoi n'étaient pas parvenus les gouvernements antérieurs, du fait de leur incompétence. C'est à elle que revient donc la direction de l'Etat. Ce raisonnement lui « permet » de se situer en tant qu'« institution qui donne sa force à la démocratie » d'une part, et qui garantit, d'autre part, le développement et la coexistence

15. Estatuto Fundamental del Gobierno, Decreto-ley n 24-82. Plan de Acción de Máxima Prioridad, Decreto-ley n°65-84. Plan Nacional de Seguridad y Desarrollo, Decreto-ley O1.82, Guatemala, 1.4.1982.

sociale des différentes composantes de la société. Pour ce faire, elle élabore la « doctrine » et la « pratique » des « Affaires Civiles ».

En quoi consiste cette « doctrine » ? Quels secteurs recouvre-t-elle ? Le *Document Organique de l'Armée* apporte des éléments de réponse puisqu'il décrit cette doctrine comme « ... l'ensemble des activités que mène le Gouvernement avec la collaboration des autorités civiles et de la population en général, pour faciliter les opérations militaires contre un ennemi déclaré ou non, de même que pour prévenir et résoudre les problèmes découlant du sous-développement et de l'action des groupes terroristes ». Ce sont les unités des Affaires Civiles qui dirigent la coordination des « programmes de contrôle de ressources, d'approvisionnement et de soutien des populations civiles aux unités militaires... (de même que) le soutien militaire à la défense civile... (et) les relations du commando avec les communautés sur les zones d'opérations ». Ce sont aussi les Affaires Civiles qui doivent organiser et coordonner les processus découlant de l'intervention militaire : « les techniques de formulations et de gestion des projets (civiques, éducatifs, de santé, agricoles, d'artisanat, etc.), réception, attention, relogement et sécurité des déplacés, réfugiés et rapatriés », autant de processus dont la complexité est certaine et que le *Document Organique de l'Armée* a prévu : « l'aire sur laquelle s'exerce la responsabilité des unités des Affaires Civiles varie en fonction du lieu et de la situation. Tout en dépendant de l'Etat d'exception, elle pourra assumer les fonctions habituelles du gouvernement civil, jusqu'à la restructuration de l'autorité locale, si la situation l'exige ». Les déclarations de l'ex-chef de l'Etat-Major, le Général Lobos Zamora¹⁶, mettent l'accent sur les activités concrètes qui leur sont assignées : « Elles (les unités des Affaires Civiles) mèneront des opérations de sécurité, de développement, de contre-subversion et de guerre idéologiques. En d'autres termes, une fois la sécurité de l'Etat garantie, l'Armée pénètre la population avec des objectifs de développement, pour pallier la vulnérabilité que présente notre société étant donné l'état d'abandon dans lequel elle a vécu et dont s'est efficacement servi la subversion puisque celle-ci disposait déjà d'une expérience de douze années de travail politique dans la région. C'est pourquoi il était nécessaire de l'arrêter de la même façon et c'est pour cela que nous entrons dorénavant dans l'ère des opérations idéologiques militaires et développementistes qui, jusqu'à présent, nous ont donné pleine satisfaction ».

16. Gobierno de Guatemala, *Polos de Desarrollo y de Servicios*, Guatemala, editorial del Ejército, 1984: 58).

La mission qui leur est assignée est donc claire. Nous pouvons la résumer ainsi :

— dans un premier temps, ces unités organisent, planifient et mènent des opérations de contre-subversion et de « guerre idéologique » pour récupérer la population civile et l'intégrer à la stratégie de l'armée ;

— c'est également à ce service qu'il incombe de réorganiser et de contrôler la population une fois que les opérations militaires ont été menées à bien : organisation des villages stratégiques, des pôles de développement, relogement des réfugiés, etc.

— une fois la population civile « traitée » de la sorte, ce sont les techniciens de S-5 qui sont chargés de l'organisation des projets de développement, de leur gestion et de l'administration. Il s'agit donc d'un processus d'emprise sur l'administration locale : la fonction administrative incombe à l'armée.

L'expérience nord-américaine, de même que celle de la Chine nationaliste, avait fait prendre conscience aux théoriciens de l'armée que le niveau psychologique et émotif était une composante incontournable de la guerre et qu'il était nécessaire d'articuler cette composante au niveau de leurs propres forces, de celles de l'ennemi et de la population engagée dans le conflit. Il fallait valoriser et consolider en permanence « les principes moraux et idéologiques nécessaires à la stimulation et au développement de la morale combative » de ses forces; il fallait, face à l'ennemi, pour le démoraliser, provoquer des dissensions et des désertions ; créer à l'intérieur de la population civile un « sentiment d'identité et d'unité », impliquant l'adhésion aux référents et aux valeurs propres à l'armée et néanmoins présentées comme composantes de l'identité nationale.

La « pratique » des Affaires Civiles est organisée depuis la Direction (D-5) et la Section (S-5) des Affaires Civiles dont dépendent les « promoteurs sociaux » qui se trouvent sur le terrain d'opération. Cette Direction des Affaires Civiles (D-5) a pour fonction « de conseiller le Chef d'Etat-Major de la Défense nationale dans les secteurs liés aux aspects économiques, politiques, sociaux et psychologiques des opérations militaires », tandis que la Section des Affaires Civiles (S-5) est responsable sur le terrain. Ses unités sont chargées, d'une part, de conseiller les Commandants de chaque Zone Militaire et, d'autre part, de mener à bien des opérations concernant la population « conquise ». Ces unités sont composées de personnel spécialisé dans les sciences sociales, les techniques d'éducation, l'assistance médicale, les programmes de développement, d'organisation etc., et ils sont installés dans l'enceinte du détachement militaire sous le contrôle du commandant. Les différents entretiens que nous avons pu obtenir avec ces « promoteurs sociaux » — à l'intérieur et à l'extérieur des zones de

conflit — nous ont permis une approche de la nature et des modalités de leur action que nous considérons de deux ordres.

a. L'action militaire

Au fur et mesure que les opérations militaires avancent sur le terrain, les unités des Affaires Civiles participent activement à la consolidation du territoire repris à l'ennemi. Pendant la phase d'affrontement, ce sont les Affaires Civiles qui se chargent de l'analyse des informations recueillies et de leur exploitation : « c'est sous notre responsabilité que se trouve le service social de renseignements », terminologie utilisée pour les distinguer des services de renseignements spécifiquement militaires. Cette information est traitée pour « profiter des avantages sur les guérilleros, pour les disqualifier aux yeux de la population et provoquer chez elle un rapprochement et une demande de protection après les souffrances endurées lors des opérations ».

Dans cette même logique d'intervention sociale, et en complémentarité avec l'action militaire, les unités des Affaires Civiles sont plus particulièrement chargées de recenser, de classer et d'analyser la population. Ceci selon un double objectif : en premier lieu, « pouvoir déterminer qui est qui, où il se trouve et ce qu'il fait, ce qui nous permettra ensuite de savoir quoi en faire », en deuxième lieu parce que ce recensement permet un contrôle strict de l'emplacement de l'habitat, des terrains cultivés, de la production, de l'activité commerciale et des achats hebdomadaires sur le marché, d'éventuels déplacements, des activités quotidiennes, etc. Or, ces informations sont absolument nécessaires pour pouvoir établir un contrôle sur les relations guérilla-population, celui-ci étant à son tour indispensable pour démanteler la logistique des groupes insurgés et les priver des ressources dont ils ont besoin pour le développement des opérations et leur subsistance. Une attention toute particulière est accordée à l'activité commerciale hebdomadaire sur les marchés des villages aux alentours des zones de conflit. En effet, le contrôle strict de la population permet d'évaluer les nécessité des groupes familiaux et de détecter tout achat potentiellement destiné à satisfaire les besoins des groupes combattants.

b. L'action d'intervention sociale et de recomposition idéologique

Une fois reconquis l'espace et les hommes, il faut consolider la conquête matérielle et commencer la conquête idéologique. La consolidation spatiale implique l'intégration de la population civile aux processus et aux organismes d'auto-défense : « il faut que chacun s'intègre activement, s'insère dans les systèmes de sécurité, s'oppose à la guérilla. Il ne s'agit pas seulement d'accepter ou d'être pour l'armée, il

faut être activement contre les insurgés, ce qui est la meilleur façon d'être pour l'armée ». Dans ce sens, les Affaires Civiles mettent en place dans chaque localité des Comités de volontaires de la défense civile qui sont chargés de surveiller les allées et venues de la population, ses contacts avec l'extérieur, ses comportements quotidiens. Pour l'implantation de ces comités, les Affaires Civiles ont largement utilisé les oppositions, antagonismes et les contradictions religieuses existant dans les communautés. En effet, seules certaines églises ou sectes (19) sont autorisées à s'établir dans les « pôles de développement », et ce sont leurs pasteurs qui sont chargés de ces contrôles. Dans ce contexte, de nouveaux systèmes de représentations sont programmés, de nouvelles interprétations de l'existence avancées. De nouveaux processus idéologico-interprétatifs et intégratifs deviennent nécessaires, et de nouveaux rapports sociaux sont ainsi constitués, définissant une demande d'ordre idéologique que, dans certains cas, l'armée essaie elle-même de satisfaire. Dans d'autres cas, elle recourt à des institutions autres. Pour ce faire, ces institutions sont seules autorisées à s'établir dans ces centres de concentration de population paysanne ; leur mission consiste à injecter des références idéologiques en vertu desquelles la « population captive » reformule – et reconnaît – le sens de son existence et de son combat. Ces églises tirent profit du rôle qui leur est assigné : l'emprise sur la population constitue une aubaine pour leur prosélytisme. En effet, la guerre affecte prioritairement les hommes adultes en âge de combattre. Ce sont eux qui sont recrutés, de gré ou de force, par l'armée ; ce sont eux qui sont incorporés à la guérilla ; ce sont eux les premières victimes de la confrontation.

Ceci modifie en profondeur les rapports sociaux villageois et familiaux. Les femmes doivent assurer la subsistance des enfants et des vieillards, elles assument un rôle d'autorité et gèrent les rapports avec les nouvelles administrations. Or, elles ne peuvent assumer tout cela du jour au lendemain. De nouveaux canaux de socialisation sont nécessaires, de nouvelles structures se mettent en place, de nouveaux lieux d'identification naissent. La conversion en est une, et des plus efficaces : les micro-sociétés de convertis offrent des lieux de reconnaissance et de réconfort, de restructuration et d'expression de l'affectivité, d'attache sociale, de conjuration du malheur, de la maladie, de la mort.

Les Forces Armées créèrent, comme projection de cette « idéologie de l'auto-défense face à la guérilla », des Patrouilles d'Auto-défense Civiles — PAC —, grâce auxquelles près d'un million de personnes résidant dans les zones rurales ont été intégrées à la logistique de l'armée. Les Affaires Civiles coordonnent, ici aussi, la relation patrouille-commandement militaire. Cette coordination passe également, dans la plupart des cas, par l'opposition et l'utilisation des antagonismes religieux : ce sont souvent les pasteurs des églises et/ou des sectes

d'origine protestante qui sont chargés de coordonner les patrouilles locales, ce qui permet à ces groupes de se renforcer politiquement et socialement, tant au niveau local qu'au niveau national.

3. La dépendance alimentaire « pour le contrôle des consciences »

Les modalités d'intervention décrites ci-dessous correspondent à cette phase que l'Etat Major nomme « enlever l'eau au poisson ». La phase suivante impliquait la construction de routes, de pistes, de centres militaires, d'une infrastructure indispensable à la création au coeur même de ce qui avait été le « dispositif adverse », de bases à partir desquelles seraient lancées les opérations de l'étape suivante. Mais pour construire cette infrastructure, il fallait avoir recours à la seule main d'oeuvre disponible: la population captive concentrée dans les « pôle de développement ».

Arrachées à leur territoire, ces populations avaient été, par là même, éloignées de leurs bases productives : les modalités traditionnelles d'accès aux moyens de subsistance avaient disparu. Par ailleurs, l'armée, tout au long de ses opérations, se donnait pour objectif prioritaire la destruction systématique de tout ce qui pouvait, de près ou de loin, servir à la logistique des insurgés. La destruction des moyens de subsistance était, de ce fait, prioritaire : maïs, haricots, Calebasses, poules, porcs, etc. étaient volés, tués, brûlés. Ainsi, même la population qui avait réussi à échapper au contrôle imposé par les forces armées était obligée, tôt ou tard, de faire son choix: se rendre et accepter les modes d'existence des villages stratégiques, ou aller chercher refuge dans les régions montagneuses contrôlées par les insurgés et, donc, devenir le point de mire des attaques de l'armée.

Cette logique plaça des milliers de personnes en situation de totale dépendance: subsister voulait tout simplement dire « être » alimenté, donc soumis. Mais surtout cela signifie que ce n'est plus le père de famille qui subvient aux besoins alimentaires de sa progéniture car ce n'est plus lui qui possède les terres, ni même son produit. Il n'est plus le maître des divinités, il n'est plus le maître des rapports avec les ancêtres, le garant des récoltes. Cela signifie que la logique sous-jacente au système d'autorité n'a plus de raison d'être : la médiation du rôle de reproducteur est ailleurs.

Cette situation, l'armée l'avait préparé de longue date. Elle avait prévu les besoins financiers. Elle avait calculé l'aide alimentaire nécessaire. Elle avait cherché à la faire financer par les organismes internationaux, comme le montrent les accords signés :

— le 3 août 1982. Signature d'une lettre d'accord avec le Programme Mondial d'aliments concernant les zones en conflit ;

Les spectres de Malthus

— le 31 août. Signature d'un contrat de prêt de l'AID d'un montant de 3 millions de dollars pour « l'éducation extra-scolaire dans la zone en conflit » ;

— le 15 octobre. Le gouvernement des Etats-Unis se porte garant pour deux prêts d'aide : l'un de la BID et l'autre de la BIRF pour des montants respectifs de 71 millions de dollars et 100 millions de dollars, destinés à l'installation de « lignes téléphoniques rurales », à l'électrification, au développement de la petite industrie et à l'éducation pour les mêmes régions ;

— le 22 octobre, le gouvernement décide de l'émission de bons, représentant une somme de 1 350 millions de quetzales, (chiffre gigantesque pour un pays comme le Guatemala) afin d'avoir suffisamment de liquidités pour financer la politique de la terre brûlée et de concentration de la population ;

— le 3 décembre, le Secrétariat à la Planification économique souscrit un accord avec l'UNICEF pour l'aide aux enfants dans les zones rurales ;

— le 10 février 1983. Nouvel accord de prêt avec l'AID de 10 millions de dollars destinés à améliorer la balance des paiements, à la condition que la contrepartie locale soit consacrée aux programmes de développement des coopératives agricoles, aux travaux et aux services dans les zones rurales, à travers les ONG et le développement communal ;

— Plus tard, pendant le gouvernement de Mejia Vactors, la FAO envoie à nouveau 1,9 millions de dollars pour un projet d'aide alimentaire dont l'objectif est de combattre pendant un an les effets de la malnutrition chez les groupes les plus vulnérables : les enfants en âge préscolaire, les femmes enceintes ou qui allaitent, ce qui représentait 70 000 personnes d'après les calculs du gouvernement.

A titre d'exemple, voici le cas du Programme Mondial des Aliments: le décret-loi du 3 août 1982 approuve et met en vigueur la *Carta de entendimiento* souscrite par la Programme Mondial des Aliments de la FAO et le gouvernement du Guatemala. Ce document nous apprend que la demande d'aide alimentaire avait été déposée le 3 mars de la même année par le gouvernement du général Lucas, soit vingt jours avant le coup d'Etat qui allait rendre possible l'application -grandeur nature- de la stratégie « enlever l'eau au poisson ». Ceci apparaît clairement lorsque nous considérons que dès le premier protocole signé, cette aide est appelée « aide alimentaire d'urgence », dénomination ainsi élucidée plus tard par le gouvernement Ros Montt : « aide aux personnes déplacées, plus particulièrement dans l'Altiplano occidental ».

Les quantités demandées constituent également un élément révélateur: dans un premier temps, il s'agissait de subvenir aux besoins de

125 000 personnes pendant quatre mois,¹⁷ selon le protocole qui déterminait également les conditions de répartition : « distribution gratuite sans aucune forme de discrimination liée à la communauté d'origine ». En contrevenant aux engagements que le Gouvernement avait signé avec le PMA de la FAO, Rios Montt déclare unilatéralement, quelques jours après avoir reçu cette aide, que celle-ci « serait distribuée gratuitement à la population mais uniquement sous réserve que les paysans se mettent à la pioche, au pic, à la houe, à la pelle et à la brouette ».

Mais, en réalité, l'aide alimentaire dépassait largement les chiffres officiels du PMA. En effet, le soutien d'organismes, à la fois privés et publics, des Etats-Unis fut, bien que difficile à évaluer, massif. D'une part, AIDE et CARE et, d'autre part, une multitude de sectes et d'organisations religieuses canalisèrent, par le biais de l'Eglise du Verbe « dont Rios Montt était pasteur » l'aide alimentaire et financière¹⁸.

Officiellement, le Programme d'Aide Alimentaire était coordonné par le Comité National d'Urgence, dont le directeur était Humberto Flores Soria, assurait le relais entre les autorités du Programme Mondial d'Alimentation et le gouvernement. En réalité, c'est la Section des Affaires Civiles qui, en collaboration avec la FUNDAPI (Fundación de Apoyo a la Población Indígena), organisation de l'Eglise du Verbe, contrôlait la distribution sur le terrain. Des hommes comme Harris Withbech, conseiller de Rios Montt, étaient présents dans les deux structures avec d'importantes responsabilités.

Ce programme se déroula en trois étapes, chacune d'entre elles ayant une dénomination descriptive spécifique *Frijoles y Fusiles* -2F- (haricots et fusils), *Techo, Tortillas, Trabajo* — 3T — (toit, tortilla et travail) et *Pico y pala* — 2P — (pic et pelle).

La première, « Haricots et Fusils » correspond à l'étape de la terre brûlée : il s'agit de regrouper la population disloquée et de la concentrer

17. La dotation du Programme Mondial d'Aliments de la FAO comportait : 3 000 tonnes métriques de maïs pour constituer des rations journalières de 200 grammes ; 1 500 tonnes métriques de farine pour des rations journalières de 100 grammes ; 400 tonnes métriques de lait en poudre pour des rations journalières de 30 grammes et 300 tonnes d'huile pour des rations journalières de 20 grammes. L'aide était attribué et pour une période de quatre mois, ce qui veut dire qu'elle couvrait environ les besoins de 125 000 personnes.

18. Le Rév. Mario Carillo Ortiz, pasteur évangélique du Guatemala, dans « La Iglesia Evangelica en Guatemala » (*Polémica*, n° 9), cite les organismes religieux qui collaborent étroitement avec elle : le Club 700, dirigé par le télé-évangéliste Pat Robertson, Billy Graham Association, Bill Bright's Campus Crusade for Christ, Youth With A Mission, Living World Community, Gospel Outreach of Pennsylvania, International Love Lift, Mundial Vision, Instituto Linguistico de Verano, Cruzada Luis Palau, etc.

autour des détachements militaires. Haricots — aide alimentaire — et fusils — armement —, voici ce que demande Rios Montt. Mais cette population ne peut continuer à vivre indéfiniment dans les conditions précaires des premiers temps. Il faut la stabiliser. « Toit, Tortillas et Travail » prend en compte le nouveau contexte : on donnera un « toit » — une maison —, des « tortillas » — galettes de maïs constituant la base de l'alimentation indienne et qui désignent génériquement l'ensemble des aliments — à ceux qui contribueront par leur travail aux projets d'infrastructure. Une fois la population ainsi stabilisée, elle est intégrée, en tant que main d'oeuvre permanente par le biais du programme « Pic et Pelle ».

Mais que se passait-il sur le terrain ? Un premier constat est nécessaire: l'aide alimentaire publique ou privée qui arrivait au Guatemala était transportée par l'armée vers les régions où se déroulaient les opérations. Sur place, elle était livrée aux sectes et/ou aux ONG qui avaient reçu préalablement l'autorisation de s'installer dans les « Aires d'Accès Restreint »¹⁹.

Arrachées à leur terre, à leur espace rituel, à leurs lieux de culte, aux réseaux sous-jacents des représentations, destructurées dans leur conscience et dans leur émotivité, ces populations ainsi concentrées devenaient la proie facile de prosélytismes simplistes et réducteurs. Mais à l'efficacité des méthodes évangéliques venait s'ajouter l'argumentation incisive et décisive de la « charité » dépendante : celui qui se convertit mange ou, au moins, mange mieux que les autres. Cette emprise sur les consciences faisait clairement partie des intentions des conseillers de l'armée, à tel point qu'ils firent tout leur possible pour écarter l'Eglise Catholique de toute participation dans la distribution

19. C'est avec ce terme que l'on désignait les régions dans lesquelles l'armée appliquait la politique de la terre brûlée et sur lesquelles on ne pouvait circuler qu'avec une autorisation spéciale des autorités militaires. Parmi les églises et sectes et ONGs autorisées citons: *Americanos por una Centroamérica Libre*, *Facts of Faith* (finacé par Ministries de Larry Jones et par l'Asociación Don Stewart de Phoenix, Arizona), *Missionary Ventures*, *National Defense Council Foundation* (dont le président est Carlos Ráfrez, pasteur de l'Eglise du Verbe), *Instituto Lingüístico de Verano*, *Fondo ixil* (dirigé par le fils de Ray Elliot et finacé par l'Association Billy Graham Kids Alive et la Fondation de Pasteurs Evangeliques Ixils), *Youth with a Mission* (finacé par les Fonds Bill Brights', Campus Crusade for Christ, et le Club 700 de Pat Robertson), *Air Commando Association* (intégré par des anciens membres des forces armées USA), *Thresholds Foundation*, *Misión Centroamericana*, *Continental Youth for Christ* (finacé par Mission Crusade, Open Doors, World Missionary Team), *Mission Aviation Fellowship*, *Globe Missionary Evangelism*, *Living Water Ministries*, *Programa de Ayuda para los vecinos del Altiplano* (fondé par D. Wheeler, M. Shawcross et Harris Whitbeck de l'Eglise du Verbe), *Instituto de Asuntos culturales* (finacé par AID et l'armée USA), etc.

alimentaire. Cela était du reste si évident que les autorités du Programme Mondial d'Aliments obligèrent le gouvernement à faire figurer explicitement dans le protocole la participation de CARITAS, organisme dépendant de l'Eglise Catholique, parmi les acteurs dans la distribution.

La coordination générale de cette relation armée-sectes-population revenait à l'Eglise du Verbe, par le biais de FUNDAPI, créée, dirigée et contrôlée par les responsables de l'Eglise du Verbe elle-même. De quoi s'agissait-il exactement ? L'Eglise du Verbe²⁰, branche guatémaltèque de Gospel Outreach de Californie, arrive au Guatemala — comme la plupart des sectes fondamentalistes installées dans le pays — à la suite du tremblement de terre de 1976 qui laissa sans abris un millions d'Indiens. Elle est dirigée par un « conseil d'anciens » parmi lesquels figurait le Président de la République et une bonne partie de ses conseillers, tels que Harris Whitbeck (ingénieur militaire d'origine nord-américaine, spécialisé dans les techniques de contre-insurrection et sous la direction duquel se dérouleront les travaux d'infrastructure dans les régions stratégiques), Alfredo Kaltschimdt (délégué personnel de Ros Montt dans les aires stratégiques de Alta Verapaz), Jesse Camey (responsable du Programme d'Aide des Zones en Conflit — PAAC —), Georges Hughes (missionnaire, ingénieur de Portland, chargé de la construction de pistes d'atterrissage pour l'armée dans la zone ixil) etc.

Quel a été son rôle exactement ? Dans un document intitulé *Reconstruire avec l'autorisation du roi*, FUNDAPI décrit ainsi ses activités :

— *La FUNDAPI donne de la nourriture provenant des Etats-Unis aux veuves, aux orphelins et aux réfugiés (c'est le soutien privé apporté à la stratégie de la terre brûlée) ;*

— *La FUNDAPI demande 3 millions de dollars aux chrétiens nord-américains pour s'occuper de 50 000 familles qui ont besoin de 500 000 tôles de zinc (utilisées pour la toiture des villages stratégiques) ;*

— *La FUNDAPI a construit deux pistes d'atterrissage dans les villages Chajul et Cotzal (pourquoi ces communes auraient-elles besoin de pistes d'atterrissage ! En réalité, il s'agit des pistes utilisées par le contingent militaire) ;*

— *La FUNDAPI construit des routes d'accès aux zones en conflit, fermées au public, pour qu'arrivent sans tarder les fruits de la générosité, ... !*

20. En 1983, elle apporta 1.5 million de dollars pour la pacification et les villages stratégiques.

Voici un témoignage — qui en dit long — sur l'imbrication armée-église du Verbe-Sectes. Il est rapporté par Ray Elliot²¹ de son séjour à Nebaj, en juillet 1982, programmé par les experts de l'Eglise du Verbe: *les équipes Wycliffe (traducteurs de la Bible) qui travaillent sur la zone ixil ont débattu avec certains membres de la Fondation Behrhorst de la manière de faire parvenir l'aide dans la région ixil. Je me suis en particulier entretenu avec le Docteur Caroll Behrhorst et avec Harris Whitbeck. Harris est un des membres dirigeants de la fondation. Le Président du Guatemala lui-même, ainsi que des membres de l'Eglise du Verbe, et en particulier son équipe missionnaire, se sont interrogés sur les possibilités qu'ouvre l'aide de faire de cette zone le berceau de plus amples activités évangéliques.*

La méthode était claire: utiliser l'infrastructure des églises, des sectes et des ONG présentes sur le territoire pour exécution des plans de l'armée. Ceci était facilité par le fait que les responsables des programmes gouvernementaux étaient à leur tour membres d'une des églises et/ou des ONG. Harris Whitbeck — dont parle Elliot — était, d'une part, missionnaire nord-américain conseiller de l'Eglise du Verbe et, d'autre part, ingénieur expert en construction militaire et dans les techniques contre-insurrectionnelles. Il participait, en tant que représentant personnel de Rios Montt, aux réunions du Comité de Reconstruction Nationale. C'est lui qui a dirigé la construction de la route stratégique de Nebaj, en appliquant le « programme nourriture contre travail ». C'était le conseiller principal de Rios Montt et son contact avec Washington. Comme le montre le journal de Elliot, il se trouve au centre de la coordination de la stratégie.

Depuis les Etats-Unis, c'était le Gospel Outreach, église mère fondatrice de l'Eglise du Verbe au Guatemala, qui se chargeait de canaliser hommes et moyens : *Puis quatre dentistes volontaires ont décidé de partir au Guatemala pour aider à résoudre les problèmes dentaires. Ils sont tous du nord de la Californie, près du siège de « Gospel Outreach », cette même organisation qui implanta l'Eglise du Verbe il y a quelques années. Des membres des églises de Gospel Outreach des Etats-Unis les ont aidés par l'envoi de matériel et des amis dentistes leur ont prêté des instruments. Après avoir longuement débattu, la*

21. Ray Elliot, pasteur nord-américain, arrive au Guatemala en 1954, peu de temps après le coup d'Etat de Castillo Armas. Membre de l'Instituto Linguistico de Verano, il s'établit dans la région ixil où il commence à apprendre la langue pour traduire la Bible. Il revient dans la région en 1982 et l'Eglise du Verbe l'engage comme traducteur pour les experts nord-américains qui arrivent dans la région sous le couvert de l'assistance technique.

Mission a décidé que tous les quatre devraient partir à Nebaj, s'ils pouvaient trouver des interprètes. Mais il y a très peu de personnes qui parlent anglais à Ixil. Les membres du Verbe connaissaient en déjà notre existence. Il y a peu de temps, ils nous avaient déjà aidé à acheminer 50 sacs de maïs à Nebaj. Ils nous ont demandé de servir d'interprètes aux dentistes. Nous avons accepté. Le Président du Guatemala a donné l'ordre aux Forces Aériennes de nous acheminer jusqu'à Nebaj en hélicoptère. Ce fut, à de multiples égards, un projet de véritable coopération. (...) Nous sommes partis pour Nebaj le lundi 5 juillet 1982 avec Alfredo Kaltschimdt (délégué de Rios Montt dans la région militaire de Alta Verapaz) du Gospel Outreach (...). Nous avons atterri sur l'héliport de Nebaj qui se trouve à côté du nouveau marché. Parmi ceux qui nous ont accueillis figuraient le commandant, un lieutenant-général et son second, un capitaine. Le commandant a donné l'ordre qu'un camion militaire emporte nos bagages à la mairie. (...) Pendant le déjeuner nous avons entendu un hélicoptère qui arrivait. Quelques minutes après, Alfredo Kaltschimdt est apparu, une malette noire à la main. Il m'a demandé si moi aussi j'avais une malette noire. Je lui est répondu que oui. Il m'a donc laissé la mienne et a repris l'autre, celle que j'avais prise par mégarde et qui était celle du pilote. Elle contenait de nombreux documents secrets très importants pour l'armée.

Ce témoignage explicite la synergie: évaluation des ressources et capacités disponibles en fonction de la spécialité et des compétences de chaque église, secte ou ONG, insertion au niveaux opérationnels, instrumentalisation pour répondre au besoins... Le rôle joué par les experts de l'Eglise du Verbe apparaît donc avec clarté : établir un pont entre l'armée et les églises, coordonner les modalités d'intervention, mettre au service des plans du haut commandement et des commandements locaux les organisations de croyants.

Lorsque je suis revenu à la mairie, peu après midi, j'ai rencontré Aníbal García, de la Fondation Berhorst, Harris Whitbeck, Bob Means, Alfredo Kalschimdt et une équipe de 3 télé-évangélistes de CNB TV (chaîne de télévision du Club 700, dirigée par le télé-évangéliste Pat Robertson), sous la direction de Mike Way. J'ai déjà parlé de Harris. Alfredo et Bob appartenaient au Gospel Outreach, la mission qui est à l'origine de l'Eglise du Verbe. Bob est reparti samedi aux Etats-Unis pour coordonner la recherche de fonds, de matériel et leur acheminement. Mike Rabe fait partie de Water for the People...

Ce témoignage -et sans doute témoin- permettent de s'interroger sur la nature du processus : s'agit-il d'un retour au religieux (comme certains veulent nous le faire croire) ou d'un recours au religieux qu'on instrumentalise pour garantir l'efficacité sociale ?

La situation de guerre a donc modifié profondément les rapports de force au sein des groupes de croyants : l'utilisation des conflits dans le

déclenchement de l'adhésion, le positionnement social qu'implique la conversion, la redéfinition subjective des repères de l'appartenance conditionnés par le repositionnement des églises et des sectes dans les nouveaux contextes du rapports des forces, autant de facteurs nouveaux à prendre en compte. Autant de raisons de disqualification de « l'autre » représenté par les croyances traditionnelles, « satanisées » par les nouveaux arrivants porteurs d'un nouveau « mode de d'emploi » : ils nient le bien-fondé de ces représentations et substituent leurs propres miracles — les vrais — aux miracles locaux — les faux. Ils revendiquent le droit de « convertir » toute la société, de construire subjectivement l'expérience objective des groupes sociaux, au nom d'une vision du monde et de valeurs se voulant universelles et obligatoires.

*
* *

Frappées donc de plein fouet par les effets des processus de polarisation lors des conflits armés, converties en réservoirs de main d'oeuvre pour les besoins stratégiques des opérations militaires, placées dans un milieu social sensible et instable, on ne laisse pas à ces populations la possibilité d'être neutres ou de défendre leurs propres intérêts, indépendamment de ceux de l'armée ou des insurgés. Victimes de la dialectique guerrière, encadrées militairement, elles sont contraintes, par le paroxysme des rapports de force, à une stratégie de survie et de résistance passive. Mais, par ses intervention, l'armée s'emploie aussi à atteindre ces résistances: en maintenant les population au seuil minimum de satisfaction des besoins alimentaires, elle les affaiblit psychologiquement. L'emprise idéologique et religieuse devient dès lors plus efficace.²²

Il apparaît donc clairement que le véritable enjeu de cette guerre est bien le contrôle de la vie sociale des populations indiennes et leur insertion dans la double polarité de la « rupture » et du « prolongement » des modes d'existence sociale. La guerre, en s'élevant progressivement au rang de composante du système social, ayant traversé une partie de l'histoire récente, doit être expliquée aussi —et peut-être surtout— par les changements qu'elle a apporté, elle-même. La paix dans la société guatémaltèque ne pourra être simplement « l'arrêt des affrontements armés ». Elle devra tenir compte des transformations et des

22. Claude Meillassoux et al. (1982) a analysé cette stratégie en Afrique du Sud. Au Guatemala cf. R. FALLA, *El hambre y otras privaciones inducidas por el Ejército de Guatemala sobre la población civil*, México, 1983, mimeo, 56 pp.

conditions créées. La guerre, étant « passée par là », a marqué les rapports sociaux, les identités, les consciences, les subjectivités. Elle a provoqué des soumissions et des révoltes, non seulement à cause des morts qu'elle a entraînées, mais aussi par ce qu'elle a imposé aux vivants. Or, tout ceci contribue à susciter de nouvelles révoltes, de nouvelles stratégies qui façonnent l'histoire à leur tour. En tout état de cause, une frange significative de la population, portée par des intérêts propres, rejette de plus en plus les rapports sociaux qui lui sont imposés, constituant de ce fait une catégorie sociale en rupture dont l'expression, bien qu'elle ne soit ni homogène, ni organisée, cherche les interstices laissées ouvertes pour reconstruire de nouveaux cadres de viabilité économique et sociale. Elle cherche à reconstituer des projets où investir son espérance en tant que groupes porteurs d'histoire, de logiques cognitives et sociales, de représentations, de modes d'existence hérités d'un passé enfoui dans la mémoire collective, qui sont ses véritables formes d'inscription. Les politiques volontaristes et répressives ont des limites : les acteurs sociaux cherchent à reconstruire de nouveaux espaces et de nouvelles formes de résistance pour reconstruire leur altérité, leurs appartenances dans ce contexte d'hybridation généralisée.

Références bibliographiques

- AMNESTY INTERNATIONAL, 1981 : *Guatemala*, Amsterdam.
- ANZUETO, J.C., 1981 : « General Benito Lucas García : Ningún paíd nos va intimidar », in *Diario de Centro América*, Guatemala, 14.9.1990.
- AGUILAR ZINSER, A., 1982 : « De la tierra arrasada a la aldea estratégica », in *Nexos*, julio, México.
- AVANSO-IDES, C., 1990 : *ONG, Sociedad civil y Estado en Guatemala : elementos para un debate*, Guatemala, Avanso.
- BLAC, G., 1984 : *Garrison Guatemala*, London.
Centro de Estudios de la Realidad Guatemalteca 1985 « Contrainsurgencia y Régimen Constitucional », in *Temas de la Realidad Guatemalteca*, 1, (1), México.
- EBERWINE, D., 1983 : « La Iglesia del general Ríos Montt », *Uno más uno*, México, 5.3.1983.
- ELIOT, T.R., 1983 : « Informe de Ray Elliott », *Documentos*, Iglesias Guatemalteca en el Exilio, Managua, janvier, 1983.
- GABRIEL, L., 1982 : « Wir verändern die Lage im Land durch die Liebe », in *Die Tageszeitung*, Frankfurt/Berlin, 3.6.1992
- GANON, J., 1983 : « Evangelistas de Estados Unidos apoyan a Efraín Ríos Montt », in *El día*, México, 14.7.1990.
- GARCIA-RUIZ, J. 1985 : « Le religieux comme lien de pénétration politique et idéologique au Guatemala » in *Revue Française d'Etudes Americaines*, (24-25).
1988 : « L'Etat, le religieux et le contrôle de la population indigène au Guatemala », in *Revue Française de Science Politique*, 38, (5).
1990 : « Du Mouvement Universitaire catholique à la théologie de la libération », in *Archives des Sciences Sociales des Religions*, (71).
- GARCIA-RUIZ, J., C. MEILLASSOUX, 1986 : *La reproduction compromise: la stratégie de contrôle des populations au Guatemala*. Paris, Sociétés Rurales et Politiques de Développement.
- Gobierno de Guatemala, 1984 : *Polos de desarrollo y de servicios*, Guatemala, editorial del Ejército.
- Iglesia Guatemalteca en el Exilio, 1986 : *Guatemala: desarrollo concertado...*, (1).
- LAWRENCE, R., 1983 : « Evangelicals Support Guatemalan Dictatorship », *Convert Action*, Washington, janvier, 1983.

La guerre : au Guatemala

- MANZ, B. 1986 : *Guatemala : cambios en la comunidad, desplazamientos y repatriación*, México.
- McCLINTOCK, M., 1985 : *The American Connection*. vol. II *State Terror and Popular Resistance*, London.
- NAIRN, A., 1981 : « Reagan Administration Links With Guatemala's Terrorist Government », *Covert Action*, Washington, avril.
- ÑUSCUE, E., 1986 : *Los agentes del Xibalbá. Aspectos de las luchas indígenas en Guatemala*, Bogotá, Editorial Memoria.
- ORPA, 1978 : *La véritable dimension du racisme*, Genève, mimeo.
- SAY, M., 1982 : « La dictadura mesiánica de Ríos Montt », *El Día*, México, 22.9.1982.
1982, « Evangelicals Hold Positions of Influence in Guatemala's Inner Circle », *Los Angeles Times*, Los Angeles, 30.9.1982.
- WASHINGTON OFFICE IN LATIN AMERICA (WOLA), 1985, *Security and Development Conditions in Guatemala Highland*, USA, mimeo.
- VÁSQUEZ, J. M., 1982 : « Prophecy Comes True for New Leader in Guatemala », *Los Angeles Times*, Los Angeles, 28.3.1982

GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE Le cas du Viet Nam (1945-1975)

NGUYEN DUC NHUAN

Pour Malthus et ses disciples, l'histoire économique mondiale montre bien l'existence de trois facteurs destructifs efficaces à l'égard du déséquilibre démographique par rapport aux ressources alimentaires : famine, épidémies et guerre. Et c'est la guerre, considérée comme conséquence du déséquilibre, qui rétablit le plus efficacement et le plus rapidement l'ancien équilibre population/ressources alimentaires imprudemment rompu par l'instinct de procréation débridé. Cause directe de la surmortalité par les tueries, la guerre doit être encore bien plus destructrice de vies humaines en provoquant les famines par la désorganisation de la production et les épidémies par la dislocation du réseau sanitaire et médical quotidien. Même pour les pays industrialisés, développés, pour d'autres raisons peut-être, l'histoire contemporaine n'a-t-elle pas montré que bon nombre de pays ayant participé aux deux dernières guerres ont vu l'essor démographique de leurs sociétés durablement atteint par les hécatombes humaines dues aux conflits armés ?

Qu'en est-il de la centaine de guerres de libération nationale contre les puissances coloniales ou néocoloniales qui ont bouleversé les pays du Tiers Monde depuis 1945 jusqu'à 1985, ayant provoqué la mort d'une vingtaine de millions de victimes, ces guerres ont-elles rétabli l'équilibre démographique, selon le théorème malthusien, ou au contraire provoqué une « explosion » démographique sans précédent dans les pays en guerre ? Comment expliquer le dernier phénomène ?

Parmi ces guerres, celle du Vietnam s'est avérée la plus longue, et même la plus longue du siècle, ayant duré 30 ans (de 1946 à 1975), la plus dévastatrice avec un tonnage de bombes trois fois supérieur à celui largué sur toute l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale. Elle a bien provoqué trois à quatre millions de morts, mais aucune famine ni

grande épidémie. Mais en trente ans de guerre révolutionnaire, la population du pays a plus que doublé, passant de 22 millions en 1946, à la veille du déclenchement de la première guerre d'Indochine contre le colonialisme français, à 47 millions en avril 1975, à la fin de la deuxième guerre d'Indochine contre le néo-colonialisme nord-américain. Cette très forte croissance démographique de 2,6 %, sur une longue durée de 30 ans, avec un taux de natalité de 4,0 % et de mortalité de 1,4 %, a très désagréablement surpris et inquiété les révolutionnaires vainqueurs dès la fin de la guerre. Avant la guerre, de 1900 à 1945 le pays avait connu des taux annuels de croissance naturelle beaucoup moins forts, de 1,3 % par an, avec des taux annuels de natalité moins élevés, 3,6 % mais des taux de mortalité nettement plus élevés, 2,3 %

Je voudrais avancer quelques hypothèses pour comprendre ce phénomène paradoxal : le guerre révolutionnaire favorise la croissance démographique, en relevant la natalité et en abaissant la mortalité par ses multiples aspects militaires (guerre prolongée), les implications politiques (guerre du peuple), économiques (organisation d'une économie décentralisée de résistance) sociales (protection de la population civile, élévation du niveau culturel). C'est une guerre révolutionnaire moderne, en ce sens que les révolutionnaires ont su largement faire un usage social des techniques modernes dans tous les domaines : médico-sanitaires, agricoles, industriels et militaires.

1. Guerre de longue résistance.

La guerre révolutionnaire étale les opérations sur une très longue période, pour pouvoir renverser progressivement les rapports de force, au cours d'un processus d'usure d'un adversaire bien plus fort au départ et de renforcement des combattants. Ainsi du côté des combattants, les pertes humaines, civiles et militaires, étalées sur une longue période, sont plus acceptables par la population qui les soutient. Cependant le sentiment d'insécurité demeure suffisamment fort, pour pousser les familles à maximiser la natalité pour anticiper sur les pertes. Ainsi à la fin de la guerre on trouve une bonne proportion de familles très nombreuses de 8 à 10 enfants, dont 3 à 4 morts au combat, mais cinq à six autres ont survécu. La surmortalité due à la guerre est très largement compensée par une fécondité élevée. L'état de mobilisation permanente pousse aux mariages précoces et fréquents des hommes dont les familles doivent assurer coûte que coûte une descendance mâle.

2. La construction d'une société alternative.

L'opinion selon laquelle la guerre révolutionnaire se borne à détruire, alors que le pouvoir en place construit, n'est guère confirmée par

les faits. Le combattant révolutionnaire est plus qu'un partisan, soutien d'une force régulière, ou plus qu'un guérilléro, menait une petite guerre. Il cherche d'abord à construire un nouvel ordre, un gouvernement alternatif, répondant mieux aux aspirations de la population, dès le début et tout au long de la guerre et non pas une fois la guerre finie. Il est amené à édifier et à faire fonctionner une autre organisation économique, sociale et politique pour pouvoir survivre et emporter la victoire. Dans les villages vietnamiens, la préparation de la population au combat est réalisée en même temps que la mise en œuvre d'une politique de réformes agraires et sociales, l'organisation des services de santé, d'éducation et de la production.

Le premier souci du combattant révolutionnaire, c'est de protéger la vie de la population civile qui le soutient et dans laquelle il évolue comme un poisson dans l'eau. Plus le milieu humain est dense, mieux il protège le combattant, bien plus efficacement que le milieu géographique de la jungle et des montagnes. Les révolutionnaires ont su créer, pendant toute la guerre, un réseau dense de personnel médical et sanitaire, vite formé mais compétent, omniprésent, les médecins et infirmiers aux « pieds nus ». Ce personnel a su faire une véritable révolution sanitaire, par une utilisation sociale et massive des procédés peu coûteux mais efficaces contre les épidémies, les maladies infectieuses. Les campagnes de vaccinations à grande échelle, l'éradication du paludisme par aspersion de DDT, la généralisation des pratiques d'hygiène élémentaire, le creusement des puits pour une eau potable, le traitement des excréments humains pour servir d'engrais, ont brusquement élevé les chances de survie de la population. La mortalité infantile et la mortalité générale ont chuté respectivement de 15,0 % et de 2,3 % à 7 % et 1,4 %. Il faut ajouter aussi que dans les zones libérées, la scolarisation primaire obligatoire a bien facilité l'introduction et l'observation des pratiques sanitaires, de la médecine préventive.

D'autre part la guerre révolutionnaire cherche à économiser le plus possible de vies humaines. Les mass-média occidentaux ont donné souvent l'image des assauts de l'armée révolutionnaire comme un déferlement des marées humaines contre la puissance de feu de l'adversaire occidental. Or c'est exactement le contraire. Le sens de l'offensive et du repli rapides, le refus du combat incertain, le secret, la mobilité, le ravitaillement sur l'ennemi sont les qualités habituelles des combattants révolutionnaires. L'objectif, c'est de combiner l'effet de masse avec l'effet de surprise, pour neutraliser l'adversaire, briser sa volonté de résistance.

3. La sécurité alimentaire.

Une croissance démographique forte et soutenue, sur une si longue période, ne peut s'expliquer par la seule vulgarisation des techniques

médico-sanitaires, mais fondamentalement par une nette amélioration de l'alimentation de la population et de la nutrition infantile et enfantine. L'alimentation des masses s'améliore grâce à l'augmentation de la production vivrière, de la productivité du travail agricole. La sécurité alimentaire est l'objectif premier sinon unique de la politique agraire des combattants pendant toute la période de guerre ; ce qui les conduit à étendre très souvent les surfaces des cultures alimentaires sur les anciennes plantations coloniales de rapport, ou en zones forestières. La réforme agraire par la redistribution égalitaire des terres, au prorata des bouches à nourrir, se fait par conséquent essentiellement en faveur des paysans sans terre ou des paysans pauvres. Elle favorise le développement de l'agriculture de subsistance. Du coup, elle améliore l'alimentation de ces masses, leurs capacités de production et de reproduction. Les prolétariat et sous-prolétariat ruraux, jadis condamnés au célibat, aux mariages tardifs, aux restrictions de leur fécondité, accèdent désormais aux conditions de nuptialité et de fécondité de la paysannerie riche. Une grande partie de la forte augmentation de la croissance démographique des premières années de la réforme, est imputable à la brusque élévation de la fécondité des anciennes classes pauvres. (Taux de natalité de 4,2 %).

Cependant la coopération agricole s'impose dès le début de la réforme agraire. Elle permet de résoudre les énormes difficultés de la production agricole en temps de guerre : le départ des hommes à l'armée, le manque d'instruments aratoires et d'animaux de trait tués par l'ennemi, les calamités naturelles. Les paysans, surtout les paysannes, se regroupent, dans les équipes d'entr'aide, pour les gros travaux : l'irrigation et le drainage des rizières, labour, semailles ou moissons. Ce qui leur permet de tirer le meilleur parti possible de leur force de travail, des animaux de trait et des instruments aratoires en pénurie.

Cette collectivisation ne fait que renforcer une économie paysanne, en la multipliant par le nombre de fermes domestiques incorporées dans une coopérative. Du coup elle mobilise non seulement toute la main d'oeuvre féminine disponible, mais également celle des personnes âgées et celle des enfants et adolescents pour le petit élevage, les cultures maraîchères et arboricoles des jardins familiaux. Cependant le travail des femmes à la place des hommes mobilisés, dans les champs, loin du foyer domestique, pousse à l'abandon de l'allaitement au sein, réduit l'espacement entre les naissances, donc augmente les chances de fécondité. Le travail des enfants, la rémunération égalitaire en nature du travail collectif, la redistribution périodique des terres, au prorata des bouches à nourrir, ne sont pas des freins à la hausse de la natalité.

Au bout de trente ans de guerre, la production alimentaire a plus que doublé (passant de 6 millions de tonnes de vivres en 1946 à 13,5 millions au début de 1976), grâce uniquement à l'intensification agri-

cole, au doublement des rendements rizicoles (12,4 quintaux/ha en 1946 et 21 en 1976). Comme on l'a vu, l'objectif prioritaire de la sécurité alimentaire, les principes d'organisation de la production agricole et de la distribution égalitaire des vivres sont des facteurs qui entretiennent la croissance démographique. Mais jusqu'où peuvent aller cette agriculture de subsistance et cet accroissement démographique ? Les grands échecs de la politique agricole de l'après guerre, avec comme conséquence, de graves crises alimentaires en 1979 et en 1987 montrent combien il est coûteux aux révolutionnaires vainqueurs de rompre avec la logique de l'économie paysanne de résistance, pour développer une agriculture industrielle et commerciale socialiste.

Références bibliographiques

- NGUYEN DUC NHUAN, 1977, Désurbanisation et développement régional au Vietnam, Paris, CSU.
- NGUYEN DUC NHUAN, 1983, « Agricultural Space and Work in Vietnam », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 7, n°3, Londres, Edward Arnold Publ.
- NGUYEN DUC NHUAN, 1984, « Contraintes démographiques et politiques de développement au Vietnam 1975-1980 », *Population*, 2.
- NGUYEN DUC NHUAN, 1987, *Le Vietnam post-révolutionnaire. Population. Économie. Société* (ouvrage collectif sous la direction de NGUYEN DUC NHUAN), Paris, L'Harmattan.

Tableau 1. Situation et prévision des vivres au Viet Nam 1979-2000

	1979	Prévisions pour 1985-1990	Prévisions pour 1995-2000
Ration individuelle en 24 heures (calories)	1 820	2 100	2 470
Substances farineuses kg	150,07	168,80	187,00
Légumineuses kg	0,57	3,35	7,20
Légumes et fruits kg	57	100	146
Sucre kg	1,32	2,50	12,0
Viande kg	5,7	13,3	30,0
Poissons et crustacés kg	6,6	13,3	36,5
Œufs (unité)	21,00	50,00	100,00
Lait kg	0,65	1,00	10
Population prévue (million)	52,8	60 en 1985	75 en 200

Source : Tran Van Ha, « Le problème des vivres au VN », in *Le Courrier du VN*, n° 10, 1983, p. 25.

Tableau 2. Population, superficie cultivée et densité alimentaire Viet-Nam 1940-1986

	1940	1955	1975	1980	1986
1. Population (millions)	19,5	25,0	47,7	54	61,1
Indice	100,0	127,0	242,8	275,0	313,0
2. Superficie cultivée (millions ha)	5,235	4,687	5,6	7,0	7,68
Indice	100	89,5	107	133,0	
Moyenne par personne (m2)	2 670	1 875	1 176	1 300	
3. Superficie alimentaire (1 000 ha)	4 875	4 480	5 360	6 920	68200
Indice	100	9,9	110,0	142	130,4
Moyenne par personne (m2)	2 490	1 792	1 126	1 280	1 116,0
Indice	100	72,0	45,0	51	44,8
dont :					
• paddy (1 000 ha)	4 697	4 285	4 940	5 500	5688,6
Indice	100	91,0	105	117,0	120,0
moyenne par pers. (m2)	2 400	1 714	1 037	1 018	931,0
Indice	100	71,0	43,0	42,0	39,0
• Autres plantes vivrières	178	195	660	1 420	1131,4
Indice	100	109,0	370,0	802	635
moyenne par pers. (m2)	90	78,0	140,0	26,3	185,0
Indice	100	85,0	155,0	292	205,0
4. Rendement du riz (quintaux/ha)	12,4	14,3	20,0	20,4	28,1
Indice	100	115,0	161,0	196,0	226,6
5. Production des vivres (1 000 t.)	6 100	6 680	11 600	15 000	18400
Indice	100	109,5	190,0	246,0	300,0
Moyenne par personne (kg)	310	267	244	278,0	301,0
Indice	100	86	79	90,0	97,0
dont paddy (kg)	295	243,8	220,7	218,0	262,0
Indice	100	83,0	75,0	74,0	88,0
% d'autres plantes vivrières dans l'alimentation	4,9	8,7	9,5	21,3	13,0
6. Superficie des plantes industrielles (1 000 ha)	266,0	208	490	682	868,00
Indice	100	78,2	184,0	296,0	326,00
Moyenne par personne (m2)	136,0	83,0	103,0	126,0	142,00
Indice	100	60,0	55,0	93,0	104,4
% de plantes industrielles dans les superficies cultivées	5,0	4,0	9,0	10,0	12,0

CRISES SOUS INFLUENCE

CROISSANCE DE LA POPULATION ET PRODUCTION VIVRIÈRE A JAVA

Deux siècles d'évolution démographique et agricole en Indonésie

Jean-Luc MAURER

Une observation historique attentive de l'évolution de certaines régions asiatiques très peuplées montre que la croissance de la population a parfois été absorbée de manière assez efficace par une augmentation parallèle de la production alimentaire. Le cas de Java est particulièrement intéressant à cet égard. Confrontée dès le début du XIX^e siècle à une croissance démographique marquée, l'agriculture vivrière de cette île indonésienne a en effet toujours réussi à produire marginalement plus et à assurer, tant bien que mal, un niveau de subsistance alimentaire minimal à la population jusque vers 1930, quand les limites physiques des terroirs ont été irrémédiablement atteintes et que les techniques rizicoles traditionnelles ont définitivement plafonné. Il s'en est alors suivi une période d'environ un demi-siècle de stagnation de la production vivrière et de dégradation de la situation nutritionnelle qui, malgré la pression démographique croissante, ne se caractérise ni par une crise alimentaire majeure ni par des innovations technologiques significatives. C'est bien ce qui fait de Java, région sans doute la plus densément peuplée du monde tropical devenue — depuis la « révolution verte » des années 70 — l'une des zones rizicoles les plus productives de l'Asie des moussons, une étude de cas idéale pour analyser la nature des corrélations éventuelles existant entre les deux variables-clefs du développement économique et du changement social.

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

La population de Java, qui était selon toute vraisemblance inférieure à 5 millions en 1800, a probablement franchit le cap des 100 millions d'habitants en 1986. Aujourd'hui, en 1990, elle doit déjà en compter six à sept de plus, ce qui, représentant une densité moyenne générale supérieure à 800 personnes par kilomètre carré, en fait sans nul doute la

macro-région rurale la plus fortement peuplée du monde ¹. Sur son élan, elle pourrait bien atteindre le seuil des 120 millions d'ici l'an 2000. Cette véritable explosion démographique, ayant vu la population de l'île être multipliée par plus de vingt en moins de 200 ans, se caractérise par l'apparition très précoce, dès le début du XIX^e siècle, d'un taux de croissance post-traditionnel soutenu, qui va s'accroissant de 1830 à 1900, puis se stabilise et décline même pendant la première moitié du XX^e siècle, pour reprendre de plus belle à partir de 1950 et entamer une baisse marquée et durable depuis la fin des années 70. Examinons de plus près cette évolution démographique fluctuante.

La croissance post-traditionnelle précoce du XIX^e siècle

Dès son arrivée en 1811 à Batavia, où il venait d'être nommé Gouverneur-général pour le compte de la puissance britannique occupante, la première impression de Sir Thomas Stamford Raffles fut que Java était faiblement peuplée. Ainsi nous dit-il: « *Sur la plus grande partie, les sept-huitième de l'île, le sol est soit entièrement négligé ou très mal cultivé et la population peu abondante. C'est sur la production du huitième restant que vit toute la nation* » (Raffles, 1978, 1 : 108). D'après le comptage, certes très rudimentaire, organisé sous son égide en 1815, la population javanaise n'aurait alors en effet été que de 4.6 millions. En 1900, selon des méthodes d'énumération indéniablement plus fiables, cette même population approchait déjà des 29 millions. Même si le chiffre de Raffles constitue une forte sous-estimation de la réalité — ainsi que le pensent la plupart des démographes spécialisés sur l'Indonésie — et que la population javanaise était déjà vraisemblablement de 7 à 10 millions en 1815, cela signifie malgré tout qu'elle a triplé, sinon quadruplé, en moins d'un siècle, à un taux d'accroissement post-traditionnel bien supérieur à ceux de la plupart des autres régions d'Asie à la même époque. Sans entrer dans trop de détails à ce stade, notons que les raisons de cette hausse précoce de la croissance démographique sont à chercher dans une combinaison d'éléments faisant que la fertilité naturellement élevée de la société javanaise traditionnelle a commencé à faire sentir tout ses effets à partir de 1830-50, quand les guerres de Java ont prit fin, que la « *pax imperica neerlandica* » a été imposée sur toute l'île, que les campagnes de vaccination ont permis de progressivement éradiquer la variole, que les progrès faits au niveau de

1. Java a une superficie totale de 132 187 km², l'île adjacente de Madura faisant partie de la province de Java Est incluse dans ce total..

l'assainissement et du drainage ont commencé à faire reculer le choléra et la typhoïde, que l'amélioration de l'infrastructure d'irrigation destinée à développer l'industrie sucrière de la canne — clef de voûte du « système des cultures » de van den Bosch — a stimulé les rendements rizicoles, que l'introduction de nouvelles plantes venues d'Amérique ou d'Afrique, comme le maïs ou le manioc, a permis l'extension des cultures vivrières sèches et l'amélioration relative de la situation alimentaire des gens après la famine de 1840, tout ceci se traduisant par une baisse sensible de la mortalité, en particulier chez les mères parturientes et les enfants en bas âge, voire même à une hausse substantielle de la fécondité pour répondre aux besoins accrus en main d'œuvre provenant tant du secteur des plantations commerciales du colonisateur que de la sphère de subsistance villageoise. Nous reviendrons ultérieurement sur certaines des composantes plus strictement agricoles de cette transformation tous azimuts de la société rurale javanaise au XIX^e siècle. Pour clore ce paragraphe, notons juste que les travaux de démographie historique les plus récents en la matière débouchent sur la conclusion que la croissance annuelle moyenne aurait donc été de 1,25 % pour la première moitié du XIX^e siècle et de 1,6 % pour la seconde, soit un taux moyen de 1,4 % par année sur tout le siècle.

L'évolution en dents de scie du XX^e siècle

Pendant la première partie du XX^e siècle, la croissance démographique javanaise se stabilise puis s'infléchit légèrement pour tomber à un niveau déjà nettement inférieur à celle du reste de l'archipel. De ce fait, bien que les densités humaines aillent augmentant, le pourcentage de la population indonésienne vivant à Java ne cesse de décliner et passe de près des 3/4 à moins des 2/3 entre 1900 et 1960. Comme le montre le tableau 1, la population et la densité de l'île font malgré cela plus que doubler entre ces deux années repères, la première passant d'un peu moins de 29 millions en 1900 à 41.7 millions en 1930 — lors du premier recensement scientifique véritable réalisé dans le pays — pour atteindre près de 62 millions en 1960, soit un taux d'accroissement démographique annuel moyen de 1,28 % sur l'ensemble de la période considérée, et la seconde augmentant de 217 à 468 habitants par kilomètre carré pendant le même laps de temps. Inversement, la croissance démographique des îles extérieures est d'un demi-point plus élevée, mais les densités y sont alors encore relativement faibles. Malgré la politique dite « éthique » mise en place dès 1900 par le colonisateur pour enrayer la chute du niveau de vie de la population, ce double phénomène s'explique par une hausse de la mortalité due aux épidémies de choléra et de grippe ou aux disettes répétées du premier quart de siècle, et à la baisse subséquente de la fertilité dans une société javanaise ressentant

de plus en plus les effets d'une pression humaine croissante sur des ressources limitées, et frappée de plein fouet par la grande dépression économique des années 30. Par ailleurs, c'est à cette époque que le phénomène d'une émigration spontanée des Javanais vers les autres îles moins peuplées de l'archipel, qui avait commencé à se faire sentir d'une manière significative vers la fin du XIX^e siècle au moment du développement des grandes plantations de la côte nord-est de Sumatra, va s'accélérer avec la mise en place d'un programme gouvernemental officiel de colonisation agraire vers la province de Lampung, qui drainera un peu plus de 820 000 personnes entre 1905 et 1941. Finalement, la baisse de la natalité et la hausse de la mortalité vont combiner leurs effets pour maintenir la croissance démographique javanaise à un niveau quasi stationnaire pendant la décennie particulièrement troublée des années 40, qui va du début de l'occupation japonaise de l'île à la fin de la guerre de libération nationale contre les Hollandais.

Tableau 1. Population (taille, croissance, répartition et densité) à Java et dans les autres îles de l'archipel indonésien en 1900, 1930 et 1960.

Variables	1900	Tadam*	1930	Tadam	1960
JAVA	28,746	1,24	41,718	1,32	61,901
Autres îles	11,150	1,78	19,009	1,87	33,358
Indonésie	39,896	1,40	60,727	1,50	95,259
Part de Java	72,0	—	68,7	—	65,0
Densité Java	217	—	316	—	468
Densité îles	6	—	11	—	19
Densité Indo	21	—	32	—	50

Légende

Les chiffres de la population (Java, autres îles et Indonésie) sont en millions.

*Tadam est l'abréviation de Taux d'Accroissement Démographique Annuel Moyen.

La part de Java est le pourcentage de la population indonésienne vivant sur cette île.

Les densités sont en nombre d'habitants par kilomètre carré ; elles ont été calculées sur la base des superficies suivantes : Java = 132 187 km² et Indonésie = 1 919 443 km².

Sources

Wid Jojo Nitisastro, *Population Trends in Indonesia*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1970, pp. 6 et 126 ainsi que Graeme Hugo, Terence Hull, Valérie Hull and Gavin Jones, *The Demographic Dimension in Indonesian Development*, Singapore and Oxford, Oxford University Press, 1987, p. 31.

Croissance de la population et production vivrière a Java

Après l'indépendance, le taux de croissance démographique indonésien va repartir à la hausse pour plafonner à un maximum annuel de 2 % à Java et de près de 3 % dans les îles extérieures, entre 1971 et 1980, ainsi que le montre le tableau². Cela s'explique par le retour, dès l'après-guerre, à un niveau de fertilité plus élevé, par la baisse progressive du taux brut de mortalité et de morbidité infanto-juvénile (grâce à la mise en place, à partir du début des années 60, d'un programme de soins de santé primaire), par la politique résolument pro-nataliste de Sukarno de 1950 à 1965², et par l'amélioration des conditions nutritionnelles et du niveau de vie général de la population, suite au développement économique soutenu caractérisant la décennie 70, ainsi que par l'augmentation de l'espérance de vie qui en découle. La population javanaise passe donc de 63 à 91 millions entre 1961 et 1980, soit une augmentation de l'ordre de 45 % en moins de 20 ans.

Tableau 2. Population et croissance démographique dans les cinq provinces de Java et dans les autres îles indonésiennes en 1961, 1971, 1980 et 1985.

Années Iles et régions	POPULATION (000)				TADAM (%)		
	1961	1971	1980	1985	61-71	71-80	80-85
JAVA	6 3059	76 085	91 269	99 852	1,9	2,0	1,8
DKI Jakarta	2 973	4 579	6 503	7 885	4,5	3,9	3,9
Java Ouest	17 615	21 623	27 453	30 830	2,1	2,7	2,4
Java Central	18 407	21 877	25 373	26 945	1,8	1,6	1,2
DI Yogyakarta	2 241	2 489	2 751	2 930	1,1	1,1	1,3
Java Est	21 823	25 517	29 189	31 262	1,6	1,5	1,4
Autres Iles	34 024	43 122	56 221	64 195	2,4	2,9	2,7
Sumatra	15 739	20 808	28 016	32 603	2,9	3,3	3,1
Kalimanta	4 101	5 155	6 723	7 722	2,3	3,0	2,8
Sulawesi	7 079	8 527	10 410	11 554	1,9	2,2	2,1
Nusatenggara	5 558	6 619	8 487	9 336	1,8	2,0	1,9
Maluku	789	1 090	1 411	1 609	3,3	2,9	2,7
Irian Jaya	758	923	1 174	1 371	2,0	2,7	3,1
Indonésie	97 083	119 207	147 490	164 047	2,1	2,3	2,1

Sources : *Statistik Indonesia 1933*, Jakarta, Biro Pusat Statistik, 1984, pp. 42-43 et *Statistik Indonesia 1937*, Jakarta, Biro Pusat Statistik, 1988, pp 47 et 53.

2. Ainsi, répondant en octobre 1964 à un journaliste du Newsweek qui lui demandait comment il comptait s'y prendre pour faire face aux graves difficultés économiques auxquelles le pays était confronté, Sukarno déclara : « My solution is to exploit more land (...) because if you exploit all the land in Indonesia, you can feed 250 million and I have only 103 million. (...) In my country, the more children, the better ».

Les spectres de Malthus

Devant cette accélération de la croissance démographique, le gouvernement lance en 1970 un programme de planning familial incitatif judicieusement conçu qui est introduit en priorité à Java, où il est assez bien accepté par la population. Ses effets se font rapidement ressentir, puisque le taux de croissance y est retombé à 1,8 % par année sur la période 1980-85. Bien que cette tendance à la baisse se fasse aussi sentir dans les îles extérieures, la croissance y reste de près d'un point plus élevée qu'à Java. De ce fait, comme le montre le tableau 3, le poids relatif de l'île centrale dans la population de l'archipel ne cesse de décroître et devrait déjà aujourd'hui être nettement inférieur à 60 %. Il est vrai que la « transmigration » des Javanais vers le reste de l'archipel, qui a drainé un peu plus de 4 millions de personnes vers Sumatra, Kalimantan et Sulawesi de 1951 à 1986, contribue à renforcer ce phénomène de redistribution, comme les migrations internes de l'île expliquent les taux démographiques plus élevés de Java Ouest et surtout du territoire spécial de la capitale Jakarta.

Tableau 3. Superficie, pourcentage du territoire national, répartition de la population et densités démographiques pour les cinq provinces de Java et les autres îles indonésiennes en 1961 et 1985.

Variables et données Iles et provinces	Superficie totale en km ²	% Superficie territoire national	Répartition pop. totale (%)		Densité (hab/km ²)	
			1961	1985	1961	1985
JAVA	132 187	6,9	65,0	60,9	476	755
DKI Jakarta	590	0,0	3,1	4,8	5 039	13 365
Java Ouest	46 300	2,4	18,1	18,8	380	666
Java Central	34 206	1,8	19,0	16,4	538	788
DI Yogyakarta	3 169	0,2	2,3	1,8	707	925
Java Est	47 922	2,5	22,5	19,1	455	652
Autres Iles	1 787 256	93,1	35,0	39,1	19	36
Sumatra	473 606	24,7	16,2	19,9	33	69
Kalimanta	539 460	28,1	4,2	4,7	8	14
Sulawesi	189 216	9,8	7,3	7,0	38	61
Nusatenggara	88 488	4,6	5,7	5,7	63	106
Maluku	74 505	3,9	0,8	1,0	11	22
Irian Jaya	421 981	22,0	0,8	0,8	2	3
Indonésie	1 919 443	100,0	100,0	100,0	51	85

Sources : *Statistik Indonesia 1937*, Jakarta, Biro Pusat Statistik, 1988, pp 48-49.

Croissance de la population et production vivrière a Java

Ce récent rééquilibrage relatif, corrigeant la maldistribution démographique séculaire qui affecte le pays, est un phénomène important faisant qu'il est de plus en plus absurde de parler de la fourmière javanaise face au désert indonésien. Quoiqu'il en soit, si cette tendance globale à la baisse se confirme, comme il semble que cela doive être le cas, le taux d'accroissement démographique annuel moyen de la décennie 1980-90 devrait tourner autour de 1,5-1,6 % pour Java, et être inférieur à 2 % pour le pays prit dans son ensemble. Ce fléchissement de l'élan vital national correspond à une véritable mutation démographique, puisque les taux brut de natalité et de mortalité sont respectivement tombés de 43 à 29 et de 20 à 9 pour mille entre 1965 et 1987, alors que l'indice synthétique de fécondité passait pour sa part de 5,5 à 3,5 enfants par femme pendant le même laps de temps. Toutefois, même si cette mutation s'accroît et que le taux de croissance démographique national s'infléchit encore un peu pour s'établir à une moyenne de 1,7 % par année d'ici la fin du siècle, la population indonésienne devrait malgré tout atteindre 214 millions d'habitants en l'an 2000, dont environ 120 — soit 56 % — continueront à s'entasser sur Java. Or, avec 106 à 107 millions d'habitants, l'île centrale a déjà dépassé aujourd'hui le seuil de densité démographique des 800 personnes par kilomètre carré de superficie totale. Si l'on pousse plus loin cette analyse, on s'aperçoit que le pourcentage des districts ruraux (*kabupaten*) de Java ayant une densité de plus de 600 habitants au kilomètre carré est passé de moins de 10 % en 1930 à plus de 60 % en 1980. En fait, 12 % de tous les *kabupaten* de l'île comptaient déjà plus de 1000 habitants au kilomètre carré en 1980. Examinons maintenant comment la production vivrière a réagi devant cette pression démographique accrue sur les ressources.

Les ajustements successifs de la production vivrière

Du côté de la production vivrière, on assiste à un processus d'ajustement graduel à la croissance démographique dans lequel se succèdent, se chevauchent ou se combinent parfois des phases d'extensification, de diversification et d'intensification des cultures. Cependant, c'est bien sûr le riz, constituant depuis plus de deux millénaires l'alimentation de base de tous les peuples du monde malais, qui reste au centre de ce schéma d'évolution agricole. Globalement, sur les deux siècles d'histoire javanaise qui nous concernent, la production de *padi* (paddy) a augmenté plus rapidement que la population, puisqu'elle s'est vue multipliée par 25 contre 20 entre 1800 et aujourd'hui, passant d'environ 1 ou 1.2 million de tonnes (Mt) en 1800 à plus de 28 Mt en 1985 et ayant, semble-t-il, dépassé les 30 Mt en 1989. Cette progression impressionnante ne s'est certes pas faite sans à-coups ni périodes de stagnation, voire de contraction de la production. En fait, elle a essen-

tiellement été réalisée par extension de la riziculture traditionnelle humide en *sawah* (champ humide) et adoption élargie des pratiques de double récolte annuelle entre 1830 et 1940, au fur et à mesure que le permettait l'amélioration de l'infrastructure d'irrigation entamée sous le « système des cultures » (1830-1870), puis développée pendant la période de politique dite « libérale » (1870-1900) et surtout « éthique » (1900-1930) mises en place par les autorités coloniales. Tout cela s'est fait sans que les rendements à l'hectare n'augmentent vraiment de manière significative jusqu'à l'indépendance du pays, ni même longtemps après. Cette extensification s'est par ailleurs accompagnée d'une diversification de la production agricole et du développement de *pala-wija* (cultures alimentaires secondaires) comme le maïs ou le manioc qui se sont fortement étendus grâce au défrichage des *tegal* (champs secs) et ont joué un rôle d'appoint croissant jusqu'à la seconde guerre mondiale et au-delà. Vers 1930, la frontière agricole javanaise sera cependant atteinte et l'agriculture vivrière de l'île entrera alors dans une période de stagnation de quarante à cinquante ans, aggravée par la crise des années 30, l'occupation japonaise, la guerre de libération nationale et la politique économique désastreuse menée par Sukarno de 1950 à 1965. Seuls le changement de niveau technologique apporté par la « révolution verte » des années 70 et la politique volontariste d'autosuffisance rizicole poursuivie avec opiniâtreté par le régime Suharto à partir de 1969 permettront le doublement des rendements des vingt dernières années, qui sera largement responsable du quasi triplement de la production rizicole pendant le même laps de temps. Voyons un peu plus par le détail en quoi consiste ce triple processus complexe d'extensification, de diversification et d'intensification de la production vivrière.

1830-1930 : extensification et diversification des cultures

Jusqu'en 1830, Java, peu peuplée, demeure faiblement cultivée. La terre étant abondante et la main d'œuvre rare, la pression sur les ressources reste faible. L'impression que Raffles a en 1815 d'avoir à faire à une île aux trois-quarts sous-exploitée est donc certainement juste. Toutefois, si le besoin s'en fait localement sentir, l'augmentation de la production vivrière est généralement obtenue grâce à l'aménagement de nouveaux petits périmètres irrigués dans les vallées de piémont, où la paysannerie pratique une riziculture humide traditionnelle assez performante, donnant déjà des rendements d'environ 2 tonnes de paddy par hectare de *sawah*. A partir de 1830, la situation prend une tout autre tournure. La mainmise effective du colonisateur hollandais sur l'île se concrétise par l'imposition du célèbre « système des cultures » (*cultuurstelsel*) imaginé par le gouverneur-général van den Bosch pour

exploiter rationnellement le jardin tropical de la métropole et renflouer les caisses d'un Etat batave sorti exangue de l'épopée napoléonienne et des guerres de Java. Il s'agit tout simplement d'exiger de la paysannerie qu'elle consacre un cinquième de ses terres et de son temps à la culture de denrées d'exportation comme la canne à sucre, l'indigo ou le café. Dans les faits, il lui est souvent demandé beaucoup plus. Elle se voit donc dans l'obligation de délaisser la riziculture irriguée pour des cultures alimentaires secondaires moins exigeantes en travail, comme le maïs et le manioc, qui sont facilement praticables dans les *sawah* en saison sèche et dont le haut contenu calorique permet d'assurer une subsistance minimale, même si leur qualité nutritive est bien moindre que celle du riz. Cela, combiné au fait que la croissance démographique déclenchée par les diverses causes évoquées précédemment commence à faire sentir ses effets, amène aussi la paysannerie javanaise à entamer un défrichage accéléré de la forêt et une extension de la culture sèche des *palawija* sur les *tegal* gagnés aux flancs des volcans de certaines des régions les plus densément peuplées de l'île. Le riz perd donc beaucoup de terrain, surtout au profit du maïs dont l'importance double de 18 à 36 % de la superficie cultivée entre 1820 et 1880. Pendant ce temps, on assiste au début de la fragmentation de la propriété foncière, la taille moyenne des *sawah* tombant par exemple de 1 à 0.7 ha par famille exploitante, entre 1815 et 1880. L'expérience se solde d'ailleurs par une totale stagnation du niveau de vie des Javanais qui, après s'être tout d'abord fortement appauvris et avoir touché le fond du gouffre lors de la dure famine de 1840, remonteront légèrement la pente pour se retrouver, en 1880, avec un revenu annuel brut par tête de 222 kg d'équivalent riz, douze kilos de moins qu'en 1815. Quand, à partir de 1870, le « système des cultures » est progressivement aboli, près d'un tiers de la superficie de Java est déjà cultivée et la terre est devenue un bien rare.

Le dernier tiers du XIX^e siècle voit Java continuer à faire le plein de main d'œuvre et le travail commencer à perdre son caractère de rareté. Ce phénomène est renforcé par la politique dite « libérale » mise en place dès 1870 par le colonisateur qui inaugure en particulier, à cette occasion un système de taxation moderne forçant désormais le paysan à s'acquitter de ses impôts en espèces. Tout ceci fait que la paysannerie javanaise, plus nombreuse et libérée du travail obligatoire et des cultures forcées, peut à nouveau se consacrer aux pratiques intensives de la riziculture irriguée. Le gouvernement colonial et les entrepreneurs sucriers inaugureront par ailleurs une politique de grands travaux d'irrigation qui vont permettre d'étendre la superficie de *sawah* et d'augmenter le taux d'intensité de culture par double récolte annuelle. Ceci dit, les rendements riziocoles moyens — même s'ils atteignent déjà plus de 3t/ha dans certaines des meilleures zones de canne à sucre de

Java Est — ne dépassent toujours guère leur niveau traditionnel de 2 t/ha pour l'île prise dans son ensemble. Sous la pression démographique croissante, le *tegal* continue donc également à progresser et les jardins entourant les habitations (*pekarangan*) jouent un rôle de plus en plus important dans la stratégie vivrière des familles paysannes. Au tournant du siècle, la superficie cultivée couvre déjà plus de 43% du territoire de l'île et la situation s'aggrave tellement que la couronne hollandaise, poussée par une opinion publique gagnée aux idées de la social-démocratie, s'alarme et ordonne une enquête sur les causes du « bien être décroissant de la population javanaise ».

C'est sur cette base que les autorités inaugureront en 1900 la phase dite « éthique » de leur politique coloniale. Du point de vue vivrier qui nous intéresse, elle se manifeste essentiellement par l'énorme importance accordée au développement de l'infrastructure hydraulique. De très gros investissements publics et privés vont en effet être consentis entre 1900 et 1930 au titre de ce que certains appelleront un véritable « fanatisme de l'irrigation ». En 1940, 85 % de la superficie du *sawah* javanais est irrigué, dont plus d'un million d'hectares alimentés de manière technique et pouvant par conséquent théoriquement porter une double récolte annuelle de riz. Les rendements moyens de *padi* continuent malheureusement à rester désespérément collés à la barre des 2 t/ha et ceux des *palawija* sont encore plus médiocres et stagnants, ne dépassant pas 1 t/ha pour le maïs et 8 t/ha pour le manioc. La tendance initiée au XIX^e siècle ne sera donc pas enrayée et l'extensification des cultures ira croissant, pour couvrir 8.66 millions d'hectares à la veille de l'arrivée des japonais, soit exactement les 2/3 de la superficie totale de l'île. La véritable prophétie exprimée par Du Bus de Gisignies en 1827 selon laquelle Java aurait un jour : « ...sur sa surface entière une population égale à celle qui habite et cultive aujourd'hui une part de cette surface »³ s'avérait juste. Bien que les limites écologiques raisonnables de cette extensification aient été atteintes et même dépassées, le taux moyen d'intensité de culture augmente lui aussi de plus de 20% entre 1880 et 1940 pour franchir en 1936 le cap symbolique d'un facteur R égal à 100, soit une simple récolte généralisée sur l'ensemble de la superficie cultivable de l'île. Il va de soi que ce taux est déjà bien plus élevé pour le *sawah*, dépassant même souvent 150 dans certaines des meilleures régions rizicoles de Java Est ou Central. Parallèlement, on assiste à la fragmentation croissante de la propriété foncière et à la lente érosion du rapport terre/travail, la taille moyenne des exploitations

3. BOEKE, J.H. *Indonesian Economics: The Concept of Dualism in Theory and Policy*, The Hague, W. van Hoeve, 1966, p. 275.

agricoles tombant de 1,1 à 0,8 ha et la superficie récoltée par travailleur agricole de 0,732 à 0,653 ha entre 1880 et 1940. D'un autre côté, outre la stagnation durable de tous les rendements, déjà mentionnée maintes fois plus haut, les chiffres de la production vivrière et de la superficie cultivée montrent bien la part décroissante du *padi* par rapport aux *palawija* et du *sawah* par rapport au *tegal* pendant le même laps de temps. Finalement, on assiste pendant toute cette période à une évolution à la baisse de tous les indicateurs de productivité, la production annuelle de riz par tête continuant par exemple à s'effriter en diminuant de 136 kg en 1880 à 127 kg en 1940. Les trois tableaux et les deux graphiques qui sont fournis dans les pages suivantes donnent un aperçu complet de cette lente détérioration de la situation entre population et alimentation tout au long de la première moitié du XX^e siècle.

1930-1990 : de la stagnation agricole à la « révolution verte »

Les mêmes tableaux montrent bien que c'est surtout à partir de 1940 que la situation va se dégrader à une vitesse croissante. C'est bien évidemment tout d'abord le cas pendant les dix années troublées allant de 1942 à 1949 au cours desquelles, déjà gravement affectée dans son niveau de vie par la décennie de récession ayant précédé le début de la guerre, la population javanaise va souffrir les affres d'une occupation étrangère brutale et d'une guerre de libération dévastatrice. Les activités de production agricole sont en effet fortement désorganisées par les déportations de main d'œuvre auxquelles se livrent les Japonais, puis par la mobilisation de nombreux hommes dans l'armée révolutionnaire indonésienne. Il n'est donc pas étonnant que la production de paddy fasse une chute de 2 millions de tonnes et que la quantité de riz disponible tombe à 88 kilos par habitant en 1945, son niveau le plus bas de mémoire historique. Il en va d'ailleurs de même pour les *palawija*, la production de maïs chutant de 600 000 tonnes et celle de manioc diminuant de moitié pendant cette période. On comprend pourquoi les Javanais gardent un aussi mauvais souvenir de ces temps maudits. L'indépendance du pays ne met malheureusement pas fin à leurs souffrances. D'une part, la production agricole a bien du mal à repartir du fait des ravages dont ont souffert, tant par destruction que manque d'entretien, l'infrastructure d'irrigation et la capacité de transformation agro-alimentaire de l'île (ainsi, l'industrie sucrière javanaise est-elle pratiquement réduite à néant). De l'autre, face à cet héritage déjà lourd à assurer, Sukarno — leader politique génial ayant amené son peuple à l'indépendance mais bien piètre gestionnaire économique — se lance dans une fuite en avant idéologique qui amènera le pays au bord du gouffre. Absence de priorités, planification romantique et nationalisme radical déboucheront sur une forte récession économique, une inflation

galopante et une paupérisation croissante pour la majorité de la population. La paysannerie javanaise souffrira tout particulièrement de ce marasme et du manque d'investissement dans la réhabilitation de la capacité de production. Exerçant une pression de plus en plus impossible sur les ressources, elle cherchera désespérément une solution dans la mise en valeur du dernier hectare de terre disponible à Java, la surface cultivée atteignant ainsi un record historique de presque 68 % en 1960. Le plafonnement des techniques agricoles traditionnelles ne permettant pas une augmentation des rendements, qui atteignent à peine de 2,4 t/ha pour le paddy en 1965 et n'arrivent même plus à franchir la barre de 1 t/ha pour le maïs depuis 1940, la situation vivrière va en toute logique fortement se dégrader. Le déficit alimentaire commence à se creuser et le pays devient bientôt, avec un volume d'environ 1 Mt par année, le premier importateur mondial de riz entre 1960 et 1965. La timide réforme agraire lancée en 1960 ne risquait pas de pouvoir régler le problème. En revanche, elle déclenche une violente lutte de classes dans les campagnes qui débouche, en 1965, année où la production de riz par tête tombe à 96 kilos — son niveau historique le plus bas en dehors de la période d'occupation japonaise — sur les terribles événements de 1965-66 amenant les militaires au pouvoir.

Le calme politique rétabli au prix que l'on sait, le nouveau régime mis en place par le général Suharto s'attaqua à la reconstruction d'une économie délabrée par vingt années de négligences et d'erreurs. Après avoir remis un minimum d'ordre dans les finances publiques, l'équipe militaro-technocrate en charge des affaires se lança en 1969 dans une politique de planification indicative du développement qui faisait de l'agriculture la base du développement national et se fixait comme principal objectif à moyen terme l'autosuffisance rizicole du pays. Il fallait bien évidemment pour cela empoigner en priorité à bras le corps le problème de la réhabilitation de l'infrastructure hydraulique javanaise. Un gros effort financier fut fait dans cette direction lors du premier plan quinquennal 1969-74 puisque 234 milliards de *rupiah* — soit 16,5 % des dépenses totales — furent alloués à ce seul poste budgétaire. L'utilisation judicieuse de la manne pétrolière provenant du double boom des années 70 permit au gouvernement de maintenir son effort dans ce domaine. En 1984, plus de la moitié des 3.5 millions d'hectares de rizières javanaises avait été réhabilitées. Parallèlement à cette réhabilitation hydraulique, les responsables du développement national lancèrent, en toute logique, un programme d'intensification rizicole, sorte de « révolution verte à l'indonésienne » faisant appel aux nouvelles semences à hauts rendements, aux engrais chimiques et aux améliorations culturales, mais n'ayant que fort peu recours à la mécanisation. Après quelques tâtonnements, la formule mise au point appelée *BIMAS-INMAS* ne tarda pas à obtenir un franc succès auprès de la

paysannerie javanaise, qui sauta avec enthousiasme sur l'occasion pour sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait depuis le début du siècle. En conséquence, la production nationale fit un premier bond en avant impressionnant de près de 50 %, passant de 10.4 à 15.3 Mt de riz décortiqué entre 1967 et 1974. Près de 62 % du volume de riz produit en 1974 provenait d'ailleurs des rizières javanaises. Là aussi, l'effort fut poursuivi avec patience pendant plus de dix ans avant d'être couronné de succès en 1981, quand un premier niveau de l'autosuffisance tant recherchée fut enfin formellement atteint avec une production de 22.3 Mt de riz décortiqué correspondant à une disponibilité arithmétique de 140 kilos par année pour chaque Indonésien.

Ce niveau d'autosuffisance a été maintenu et même amélioré depuis lors, grâce à une augmentation régulière de la production nationale qui a par exemple atteint près de 26 Mt en 1984, plus de 160 kg per capita, à la fin du troisième plan quinquennal. Cette année là, l'île de Java a produit à elle seule 16,2 Mt sur une superficie récoltée de 5,17 millions d'hectares, soit un rendement moyen remarquable déjà supérieur à 3 tonnes de riz décortiqué ou 4,5 tonnes de paddy à l'hectare. Or, en 1969, au tout début du premier plan quinquennal, ce même rendement moyen n'était encore que de 2,65 tonnes de paddy à l'hectare et correspondait à une production de 7,5 Mt de riz décortiqué sur une superficie récoltée de 4,3 millions d'hectares. Tant l'augmentation des rendements que celle de la surface récoltée ont donc concourru à cette forte hausse de la production rizicole. Ces chiffres sont d'ailleurs corroborés par ceux du tableau 5 fourni plus haut qui montre que la surface rizicole récoltée à Java a augmenté de plus de 1 million d'hectares entre 1965 et 1985, les rendements à l'hectare et la production par tête faisant pour leur part plus que doubler pendant le même laps de temps. On se doute bien qu'à Java, où le dernier casier de rizière disponible a probablement été cultivé pour la première fois il y a déjà plusieurs dizaines d'années, on a presque exclusivement à faire à une « extensification verticale » de la riziculture, c'est-à-dire à une augmentation de l'intensité de culture sur une même surface et au passage, dans de nombreuses régions de l'île, à une pratique généralisée de double ou de triple récolte annuelle grâce à l'amélioration de l'irrigation, à l'introduction de nouvelles semences caractérisées par des temps de maturation beaucoup plus courts ainsi qu'à l'adoption de méthodes culturales plus rapides et efficaces. Les chiffres du tableau 6 confirment d'ailleurs cette interprétation puisque le taux général d'intensité de culture a augmenté de 106 à 124 entre 1965 et 1985. Tous les autres indicateurs de productivité montrent également cette inversion spectaculaire, vers 1970, de la détérioration séculaire du rapport population-alimentation à Java. Une combinaison harmonieuse entre la volonté politique d'un gouvernement ayant su faire de bons choix en matière de développement, une conjoncture

économique internationale relativement favorable et la capacité de réaction exceptionnelle de l'une des paysanneries les plus admirables du monde explique en partie cette mutation. Elle est toutefois indéniablement liée en priorité au changement radical de niveau technologique intervenu dans la riziculture javanaise.

La modernisation rapide de la riziculture javanaise a bien évidemment eu un certain nombre de conséquences socio-économiques. Pour parachever cette analyse, passons rapidement en revue les quatre plus significatives. La première est que le développement rizicole des vingt dernières années s'est fait au détriment des cultures alimentaires secondaires qui avaient gagné tant d'importance entre 1880 et 1940. Cela s'explique en premier lieu par le fait que la superficie de *tegal* a sensiblement diminuée depuis 1960, car une partie de ces champs secs a été gagnée à l'irrigation et transformée en *sawah* plus productifs, et l'autre a fourni l'espace nécessaire pour faire face aux besoins croissants de la population en matière d'habitat rural, entraînant par la même occasion une extension de la surface de *pekarangan* entourant les maisons. La seconde raison de ce déclin provient du rapport très défavorable qui s'est établi dès 1970, tant en terme de volume de production que de valeur des denrées, entre le *padi* et les *palawija* dont les rendements restent fort bas et dont les prix sont en général peu rémunérateurs. Depuis quelques années, le gouvernement indonésien a également accordé une attention accrue à ce problème, développant en particulier des programmes d'intensification spécifiques pour le maïs et le manioc, dont les rendements ont enfin montré des progrès encourageants depuis 1980. Toutefois, il est bien évident que la politique choisie est de spécialiser Java dans la production vivrière pour laquelle elle présente les meilleures aptitudes : le riz. C'est, bien l'objectif du nouveau programme de super-intensification rizicole (*SUPRA-INSUS*) lancé en 1987, qui vise à obtenir un rendement moyen de 9 tonnes de paddy à l'hectare dans tous les meilleurs districts rizicoles de l'île. Cela peut sembler moins irréaliste qu'il n'y paraît quand on sait que plusieurs d'entre-eux ont déjà franchi la barre des 7 t/ha. Dans cette perspective, la marge d'absorption démographique de l'agriculture vivrière javanaise est encore importante. Cela nous amène cependant tout droit à la deuxième conséquence notoire de la modernisation rizicole : son impact sur l'environnement. En effet, l'utilisation intensive des engrais chimiques et des pesticides a eu des effets secondaires négatifs inattendus, que tous les paysans de Java savent décrire avec force détails. Les autorités gouvernementales ont cependant développé depuis trois ou quatre ans une stratégie d'intensification et de lutte intégrée qui essaye de réduire ces inconvénients en amenant les agriculteurs à faire un usage modéré et discriminatoire des véritables « cocktails » de produits qui leur sont recommandés en fonction des spécificités de chaque région ou de cha-

que type de culture. Ainsi, la pratique de triple récolte annuelle de riz, qui s'était répandu dans les zones les mieux irriguées de l'île et favorisait la dissémination des pestes, a-t-elle largement disparu au profit d'un retour à celle plus raisonnable qui consiste à alterner une culture de *palawija* et deux de *padi* chaque année.

La troisième de ces conséquences nous ramène au vif débat des années 70 sur l'effet de différenciation sociale de la modernisation agricole dans les campagnes asiatiques. Comme on pouvait logiquement s'y attendre, l'introduction de la nouvelle technologie dite de « révolution verte » en Indonésie a renforcé le processus de différenciation sociale en milieu rural. Nous pensons toutefois — comme nous l'avons déjà écrit à plusieurs reprises ailleurs — que cette différenciation a plutôt été relative qu'absolue, le fossé entre riches et pauvres se creusant, mais l'ensemble de la société bénéficiant des retombées de la modernisation agricole. Les raisons de ce phénomène sont peut-être à chercher dans la structure de départ relativement égalitaire de la société rurale javanaise ainsi que dans certaines caractéristiques propres à la riziculture irriguée hautement intensive de certaines régions asiatiques. Quoiqu'il en soit, il est pratiquement impossible de trouver une trace sérieuse d'une concentration significative de la propriété foncière à Java depuis 1970. Cela résulte sûrement du fait que les paysans aisés ont vu moins d'intérêt à consolider la taille de leur exploitation agricole qu'à diversifier leurs activités dans d'autres secteurs économiques situés en amont ou en aval de la production rizicole. Cette diversification de l'économie rurale constitue précisément la quatrième et dernière des conséquences de la modernisation agricole indonésienne, mais aussi sûrement la plus déterminante pour l'avenir du pays. L'augmentation de la production agricole a en effet entraîné une amélioration substantielle du revenu des ménages ruraux et a stimulé la demande interne en biens de consommation et en services. Ces nouveaux besoins ont à leur tour favorisé le développement en milieu rural des activités permettant de les satisfaire, ce d'autant plus facilement que le nombre des familles de sans-terre a été croissant, que le niveau d'éducation des jeunes générations s'est nettement amélioré, que leur système de valeurs n'est plus le même que celui de leurs parents et que les villes de l'archipel ne peuvent pas absorber les énormes bataillons de main d'œuvre entrant chaque année sur le marché du travail ⁴. Le nombre de petits ateliers de réparation mécanique et électrique ou de couture ainsi que d'épiceries-

4. En 1990, il s'agit pour l'économie indonésienne d'absorber plus de 2 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail !

quincailleries ou de salons de coiffure que l'on trouve aujourd'hui dans les campagnes de Java constituent la preuve la plus tangible de ce phénomène fondamental. La structure productive a d'ailleurs beaucoup changé pendant toute la période dont il est question ici, puisque le pourcentage de la population active employée dans le secteur agricole pour l'Indonésie prise dans son ensemble est tombé de 65 à 52 entre 1970 et 1985. Ne serait-ce pas là une preuve que le pays est engagé sur la voie d'une industrialisation qui le place en bonne position dans le groupe des prétendants de seconde génération au titre de Nouveau Pays Industriel (NPI) à l'horizon 2000, ce qui n'aurait guère été possible sans la modernisation agricole accélérée dont Java a été le théâtre depuis vingt ans ?

*
* *

Pour conclure cet article, essayons, ainsi que cela a été annoncé dans l'introduction, d'élargir le débat à quelques considérations de nature plus théorique. L'analyse corrélative de la croissance démographique et de la production vivrière sur deux siècles à laquelle il a été procédé pour Java révèle une situation singulière face à laquelle ni les thèses de Malthus ni celles de Boserup ne semblent avoir véritablement gain de cause. En effet, d'une part, la formidable augmentation de la pression humaine sur les ressources disponibles à laquelle on assiste depuis le début du XIX^e siècle ne se solde pas par une catastrophe malthusienne de grande envergure. Certes, pendant toute cette période, quelques disettes épisodiques affectent bien certaines des régions les plus défavorisées de l'île et une famine plus importante marque même l'année 1840, le bien-être de la population va diminuant à partir de 1880 et la malnutrition s'aggrave de 1940 à 1970, mais le taux de croissance de la population javanaise continue à augmenter. Les ciseaux malthusiens n'ont donc pas fonctionné à Java.

D'un autre côté, jusqu'en 1970, cette même croissance démographique ne débouche pas non plus sur le genre d'innovation technologique qu'en attendent les tenants du « boserupisme ». Naturellement, on assiste bien au fil des ans à de très nombreuses améliorations culturelles mineures dans les champs, mais certainement pas à une innovation agro-technologique majeure permettant d'augmenter les rendements de la terre et la productivité du travail de manière significative. De fait, pendant tout ce laps de temps, les techniques agricoles traditionnelles plafonnent et on a affaire davantage à une extensification de ces dernières au dernier hectare cultivable de l'île, plutôt qu'à un véritable changement de niveau technologique. Malgré la quantité croissante de travail investi dans la terre, les rendements du *padi* et des *pawija*

stagnent d'ailleurs totalement entre 1880 et 1970. Il faut attendre la « révolution verte », induite de l'extérieur au cours des années 70, pour voir l'agriculture vivrière javanaise sortir de l'ornière en doublant ses rendements rizicoles et en commençant à améliorer sa productivité. A Java, la croissance démographique ne semble donc pas avoir été le moteur d'une réelle innovation technologique dans l'agriculture, comme le démontre de manière globale et brillante Ester Boserup dans son fameux ouvrage ⁵. Bien qu'elle ait surtout insisté sur l'innovation comme produit endogène d'un groupe humain exerçant une pression accrue sur ses ressources, on ne lui opposera toutefois pas, pour réfuter plus avant ses thèses, le fait que la « révolution verte » soit une technologie largement exogène, car des maîtres comme André Leroi-Gourhan et Pierre Gourou ont su nous convaincre qu'une société n'emprunte que si elle est prête à innover. Dans cette perspective, la « révolution verte », résultant de la recherche agronomique internationale financée par les fondations privées américaines et l'aide publique au développement occidentale, n'est pas d'une nature très différente de la seule autre grande innovation technologique à avoir auparavant vraiment bouleversé les sociétés rizicoles de l'Asie du Sud-Est comme Java : la « révolution hydraulique », introduite par les moines et marchands d'origine indienne à partir du début de notre ère et ayant permis le passage d'une simple à une double récolte annuelle. Une bonne partie du génie indéniable de la paysannerie javanaise réside d'ailleurs vraisemblablement dans sa capacité à avoir su emprunter et améliorer, au fil des siècles, des techniques de production et d'encadrement qu'elle n'avait pas nécessairement inventé.

Ces quelques réflexions sur Malthus et Boserup nous amènent directement à Geertz, l'auteur qui a le plus marqué de son empreinte les études rurales javanaises de la seconde moitié du siècle. En effet, c'est en partant d'une même analyse diachronique de la croissance démographique et de la production vivrière qu'il émit, vers la fin des années cinquante, sa fameuse théorie sur « l'involution agricole » de Java ⁶. Selon lui, la société paysanne javanaise aurait réussi à absorber un nombre toujours plus grand de bouches à nourrir par une complexification croissante des techniques et des rapports de production permettant d'assurer à chacun un niveau de subsistance minimale basé sur ce qu'il

5. BOSERUP, Ester, *Evolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, 1970, 218 pages.

6. GEERTZ, Clifford, *Agricultural Involution, The Processes of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1963, 176 pages.

appelle un « partage de la pauvreté ». Plus concrètement, ce processus aurait été rendu possible grâce à la souplesse de l'écosystème de la rizière humide (*sawah*) qui recèlerait une capacité quasi illimitée de pouvoir réagir à des quantités de travail supplémentaires par des hausses marginales mais continues de rendements. Depuis le début des années 70, de très nombreuses critiques ont été émises à l'égard de cette thèse sur l'involution agricole de Java, mais les aborder ici par le détail nous ferait sortir du cadre de cet article ⁷. Pour notre propos, on ne peut toutefois pas éviter de souligner la principale faille dans la théorie de Geertz, qui a par trop focalisé toute son analyse sur le *sawah* sans accorder assez d'attention au fait que les rendements rizicoles plafonnaient depuis deux siècles dans l'île.

Dès lors, comment expliquer que la population javanaise ait pu continuer à augmenter alors que la production vivrière stagnait largement ? Deux facteurs explicatifs peuvent être avancés à ce sujet. Le premier est que l'Indonésie est bien plus grande que Java. Ainsi, l'île centrale a-t-elle depuis fort longtemps profité des vastes richesses naturelles de Sumatra ou de Kalimantan tout en pouvant y déverser régulièrement une partie de son trop plein de population par la transmigration spontanée ou organisée. Mais cette mobilité spatiale et ces transferts de ressources n'expliquent pas tout. Le second facteur explicatif est que l'économie rurale javanaise ne se limite pas à l'agriculture et que cette dernière n'est elle-même pas réduite à la seule production rizicole. À côté du riz, il faut non seulement tenir compte des *palawija* (maïs, manioc, soja, arachide etc), mais aussi des cultures commerciales (canne à sucre, tabac, indigo etc), du petit élevage (caprins, poules, canards etc) et de la pêche. Au-delà du *sawah*, il faut bien sûr prendre en considération les champs secs (*tegal*), mais surtout les jardins familiaux (*pekarangan*), réserve alimentaire et source de revenu par trop souvent négligée. Finalement, reconnaissant que la diversification économique de la sphère villageoise javanaise traditionnelle ne date pas d'hier et que les phénomènes de mobilité sociale y jouent depuis longtemps un rôle important, il faut accorder beaucoup plus d'attention que par le passé aux activités du secteur secondaire (artisanat traditionnel et petites industries rurales) ou tertiaire (commerce, transport et autres services).

7. Pour plus de détails sur la thèse de Geertz et ses critiques, se reporter à Jean-Luc MAURER, *Modernisation agricole, développement économique et changement social*, op. cit., pp. 48-56 et 259-263 ainsi qu'à WHITE, Benjamin, « Agricultural Involution and its Critics : Twenty Years After », *Journal of Concerned Asian Scholars*, Vol. XV, No 2, 1983, pp. 18-31.

Tout ceci nous rapproche des thèses les plus récentes d'auteurs concordants comme Francesca Bray⁸ ou Harry Oshima⁹, qui insistent sur certaines spécificités des sociétés rizicoles de l'Asie des moussons — dans lesquelles la petite unité de production a toujours été prédominante, la multiplicité occupationnelle ancienne et généralisée et la relation entre l'encadrement étatique et l'autonomie communautaire relativement équilibrée — pour expliquer la dynamique de développement très particulière qui semble les caractériser. Il n'est, en effet, peut-être pas inutile de rappeler qu'après avoir été décrites au siècle dernier par Marx comme immuables et juste capables de se reproduire à l'infini de manière répétitive, les sociétés asiatiques dont le dynamisme économique récent inquiète l'Occident sont aujourd'hui presque soupçonnées de receler des mécanismes sociaux qui secrètent le changement et rendent leur succès inéluctable. La sociologie du développement nous offre des changements de cap paradigmatiques souvent déconcertants. Quoiqu'il en soit, sans adopter *in extenso* les essais de théorisation nouvelle sus-mentionnés, dont certaines résonances sont parfois un peu trop déterministes, il nous semble qu'elles permettent de mieux comprendre comment la société paysanne javanaise a échappé au spectre de Malthus pendant un siècle et demi sans réellement moderniser son agriculture. En d'autres termes, s'il est indispensable, comme cela a été souligné plus haut, de savoir quitter la rizière des yeux pour saisir la dynamique du changement socio-économique ancien et plus récent de Java, il faut bien être conscient du fait que cette dernière y plonge une bonne partie de ses racines profondes et continue à s'y alimenter. L'auteur d'un ouvrage de vulgarisation relativement récent sur la croissance économique du sud est asiatique n'a rien voulu dire d'autre quand il a astucieusement intitulé son livre : « La puce et le riz »¹⁰.

8. BRAY, Francesca, *The Rice Economies, Technology & Development in Asian Societies*, London, Basil Blackwell, 1986, 254 pages.

9. OSHIMA, Harry, *Economic Growth in Monsoon Asia*, A comparative Survey, Tokyo, University of Tokyo Press, 1987, 371 pages..

10. CHAPONNIERE, Jean-Raphaël, *La puce et le riz, Croissance dans le sud-est asiatique*, Paris, Armand Colin, 1985, 207 pages.

Tableau 4. Augmentation de la population et utilisation des terres à Java de 1880 à 1985

Années par tranches de 5 ans	Population de l'Ile en millions d'habitants (000)	Densité en Nbre d'habitants par Km ²	Superficie arable cultivée par la paysannerie en millions d'hectares (000 ha)					Surface occupée par les industries plantations (000 ha)	Surface totale cultivée dans l'Ile de Java (000 ha)	% Surface totale de Java cultivée
			Champs humides (sawah) Total	dont irrigué techniquement	Champs secs (tegal/tegalan)	Jardins familiaux (pekarangan)	Total surface arable paysanne			
1880	22,556	170	2,348	38	957	708	4,013	438	4,451	33,7
1185	24,219	183	2,630	53	1,023	765	4,419	490	4,909	37,1
1890	26,712	203	2,656	68	854	849	4,360	522	4,882	36,9
1895	28,421	215	2,759	82	963	909	4,632	726	5,358	40,5
1900	31,474	238	2,774	120	1,101	1,013	4,888	827	5,715	43,2
1905	32,910	250	2,789	231	1,262	1,066	5,118	801	5,919	44,8
1910	34,219	259	2,850	321	1,680	1,116	5,646	917	6,563	49,6
1915	35,583	269	2,999	374	2,449	1,168	6,615	915	7,530	57,0
1920	36,796	278	3,155	508	2,825	1,215	7,160	965	8,125	61,5
1925	39,174	296	3,200	629	3,011	1,295	7,506	738	8,244	62,4
1930	41,721	315	3,274	883	3,018	1,353	7,646	834	8,480	64,2
1935	44,582	337	3,311	1,054	3,105	1,337	7,753	762	8,515	64,4
1940	47,298	358	3,384	1,311	3,288	1,256	7,928	736	8,664	65,5
1945	48,750	369	3,380	1,400	3,397	1,232	8,008	668	8,676	65,6
1950	51,969	393	3,415	1,400	3,476	1,249	8,140	547	8,687	65,7
1955	56,698	429	3,452	1,418	3,591	1,296	8,339	577	8,916	67,5
1960	61,870	468	3,483	1,434	3,567	1,345	8,395	567	8,962	67,8
1965	67,958	514	3,495	1,430	3,425	1,406	8,326	534	8,860	67,0
1970	74,621	564	3,499	1,466	3,282	1,468	8,249	542	8,791	66,5
1975	82,460	624	3,502	1,502	3,144	1,544	8,190	540	8,730	66,0
1980	91,270	690	3,491	1,650	2,695	1,554	7,740	508	8,248	32,4
1985	99,853	755	3,453	1,855	2,914	1,586	7,953	503	8,456	64,0

Source : Tiré et adapté de Pierre van der ENG, *Growth and productivity*, op. cit., pp. 88-89 et 100-101.

Tableau 5. Evolution de la production agricole vivrière javanaise de 1980 à 1985.

Années par tranches de 5 ans	Superficie récoltée (000 ha)			% SR en riz	Production (000 tonnes)			Rendements (tonnes/ha)		
	Padi	Palawija	Total		Paddy	Maïs	Manioc	Paddy	Maïs	Manioc
1880	2,191	908	3,099	70,7	4,630	498	951	2,11	1,00	7,93
1185	2,327	1,173	3,500	66,5	5,380	681	1,054	2,31	1,00	7,98
1890	2,171	1,401	3,572	60,8	4,471	862	1,204	2,06	1,00	7,97
1895	2,555	1,435	3,990	64,0	5,396	875	1,131	2,11	1,00	7,96
1900	2,763	1,564	4,327	63,8	5,759	983	1,149	2,08	1,01	7,98
1905	2,736	1,840	4,576	59,8	5,504	1,179	1,458	2,01	1,01	7,97
1910	2,899	2,324	5,223	55,5	6,201	1,486	2,035	2,14	1,01	6,69
1915	3,103	2,693	5,796	53,5	6,774	1,690	3,629	2,18	1,01	7,98
1920	3,223	3,343	6,566	49,1	6,134	1,985	6,456	1,90	1,00	7,95
1925	3,295	2,852	6,147	53,6	6,517	1,659	5,739	1,98	1,04	7,82
1930	3,548	3,271	6,819	52,1	7,306	2,022	5,229	2,06	1,00	8,01
1935	3,784	3,583	7,367	51,3	7,678	1,989	6,343	2,03	0,95	8,04
1940	4,089	3,903	7,992	51,2	8,969	1,900	8,145	2,19	0,96	8,08
1945	3,203	2,630	5,833	54,9	6,470	1,399	4,623	2,02	0,94	8,39
1950	3,640	3,215	6,855	53,1	7,528	1,600	5,760	2,07	0,89	8,09
1955	4,189	3,609	7,534	55,6	8,814	1,462	6,519	2,10	0,93	7,44
1960	4,320	4,214	8,534	50,6	9,723	1,793	8,688	2,25	0,93	7,59
1965	4,034	4,276	8,310	48,5	9,568	1,708	9,741	2,37	0,97	6,94
1970	4,302	4,219	8,521	50,5	13,363	2,101	8,003	3,08	1,00	7,32
1975	4,653	3,971	8,624	53,9	15,915	2,178	9,310	3,42	1,23	8,74
1980	4,777	3,876	8,653	55,2	21,366	2,822	9,843	4,47	1,56	9,90
1985	5,350	3,340	8,690	61,6	28,100	2,872	9,297	5,25	1,92	11,20

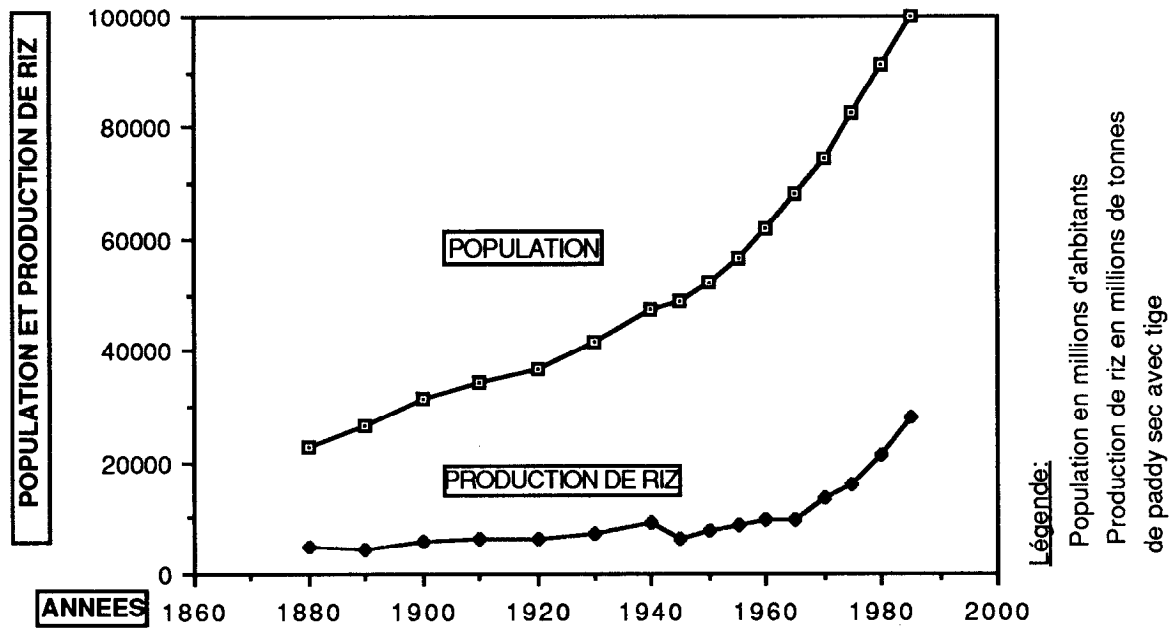
Source : Tiré et adapté de Pierre van der ENG, *Growth and productivity, op. cit.*, pp. 44-45 et 54-55.

Tableau 6. Mise en regard de différents facteurs de productivité dans l'agriculture vivrière javanaise de 1880 à 1985.

Années par tranches de 5 ans	Valeur ajoutée totale exprimée en <i>rupiah</i> valeur 1960			Rapport terre/travail exprimée en hectare par travailleur	Taux d'intensité des cultures (%)	Production de riz par capita (kg/an)
	Par habitant	Par ouvrier	Par hectare			
1880	1188	4391	6211	0,732	79,1	136
1885	1323	5104	6638	0,788	79,9	148
1890	1112	4400	6198	0,734	81,4	111
1895	1225	4805	6703	0,751	83,0	127
1900	1231	4854	6854	0,730	85,0	122
1905	1254	4851	6723	0,710	87,8	111
1910	1395	4958	7015	0,696	91,9	120
1915	1499	5211	6675	0,749	91,2	126
1920	1508	5104	6353	0,759	92,6	111
1925	1525	5173	5970	0,731	87,0	110
1930	1640	5613	6485	0,713	93,6	116
1935	1354	4721	6745	0,670	98,9	115
1940	1570	5536	7725	0,653	104,8	127
1945	875	3019	5134	0,567	83,1	88
1950	1013	3561	6022	0,591	89,5	96
1955	1122	4235	6726	0,597	96,8	103
1960	1162	4555	7815	0,572	108,8	104
1965	1078	4567	7992	0,557	106,5	94
1970	1158	5377	9673	0,552	110,1	119
1975	1234	6232	11297	0,541	113,1	129
1980	1472	8094	16032	0,505	123,6	156
1985	1693	9941	19674	0,503	123,9	187

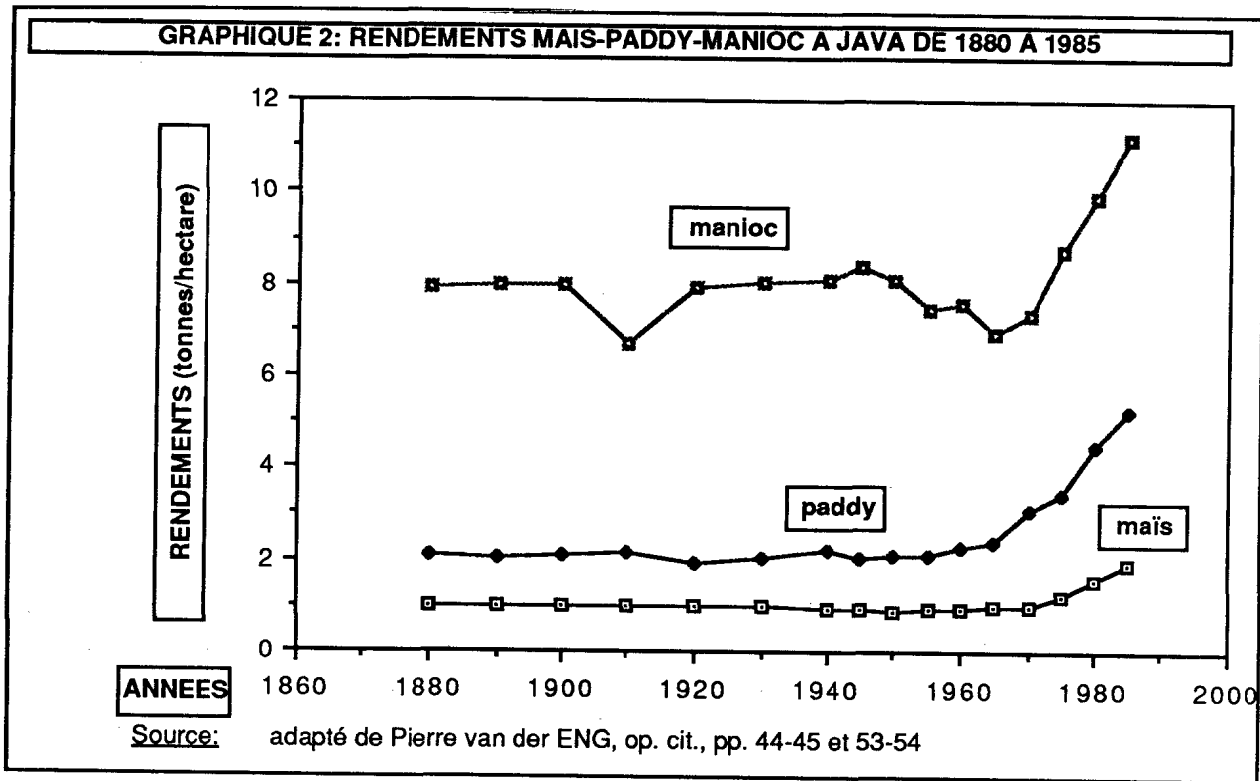
Source : Tiré et adapté de Pierre van der ENG, *Growth and productivity*, op. cit., pp. 129-130.

GRAPHIQUE 1: POPULATION ET PRODUCTION DE RIZ A JAVA DE 1880 A 1985



ANNEES

Source: adapté de Pierre van der ENG, op. cit., pp. 45-56 et 88-89



Références bibliographiques

- BOOMGAARD Peter, *Children of the Colonial State*, Population Growth and Economic Development in Java 1795-1880, Amsterdam, Free University Press, CASA Monographs 1, 1989, 247 p.
- BOOMGAARD Peter, « Morbidity and Mortality in Java, 1820-1880 : Changing Patterns of Disease and Death », in OWEN Norman G. (Ed.), *Death and Disease in Southeast Asia*, Explorations in Social Medical and Demographic History, Singapore, Oxford University Press, Asian Studies Association of Australia, Publication n° 14, 1987, pp. 48-69.
- FALCON Walter P., JONES William O., PEARSON Scott R. and others, *The Cassava Economy of Java*, Stanford, Stanford University Press, 1984, 212 p.
- HARDJONO Joan, *Transmigration in Indonesia*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1977.
- HUGO Graeme, HULL Terence, HULL Valerie and JONES Gavin, *The Demographic Dimension in Indonesian Development*, Singapore and Oxford, Oxford University Press, East Asian Social Science Monographs, 1987, 417 p.
- MAURER Jean-Luc, « Agricultural Modernization and Social Change : The case of Java over the Last Fifteen Years », *Masyarakat Indonesia*, Vol. XI, n° 2, 1984, pp. 109-119.
- MAURER Jean-Luc, *Modernisation agricole, développement économique et changement social*, Le riz, la terre et l'homme à Java, Paris, PUF, Publications de l'IUHEI de Genève, 1986, 323 p.
- MAURER Jean-Luc, « La mutation de l'agriculture indonésienne », *Etudes Rurales*, n° 99-100, Juillet-déc. 1985.
- MAURER Jean-Luc et REGNIER Philippe (Ed.), *La nouvelle Asie industrielle*, Enjeux, stratégies et perspectives, Paris, PUF, Publications de l'IUHEI de Genève, 1989, 197 p.
- MCDONALD Peter, « An Historical Perspective to Population Growth in Indonesia », in FOX James J., GARNAUT Ross G., McCAULEY Peter T., and MACKIE James A.C. (Editors), *Indonesia : Australian Perspectives*, Canberra, The Australian National University, Research School of Pacific Studies, 1980, pp. 81-94.
- MEARS Leon, *The New Rice Economy of Indonesia*, Yogyakarta, Gadjah Mada University Press, 1981, 605 p.
- OWEN Norman G., « The Paradox of Nineteenth-century Population Growth in Southeast Asia : Evidence from Java and the Philippines », *Journal of Southeast Asian Studies*, Vol. XVIII, n° 1, March 1987, pp. 45-57.

Les spectres de Malthus

- RAFFLES Thomas Stamford, *The History of Java*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, Oxford in Asia Historical Reprints, 1978, Vol. 1.
- REID Anthony, *Southeast Asia in the Age of Commerce 1450-1680, Volume 1 : The Lands below the Winds*, New Haven and London, Yale University Press, 1988, pp. 11-61.
- TIMMER Peter C. (Ed.), *The Corn Economy of Indonesia*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1987, 302 p.
- VLEKKE B.H.M., *Nusantara, An History of Indonesia*, The Hague, W. van Hoeve Ltd, 1985, 479 p.
- WHITE Benjamin, « Demand for Labour and Population Growth in Colonial Java », *Human Ecology*, Vol. 1, n° 3, 1973, pp. 217-236.
- WIDJOJO Nitisastro, *Population Trends in Indonesia*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1970, 266 p.

WHAT DISEQUILIBRIA ? PEOPLE, LAND AND FOOD IN NIGERIA

Gavin WILLIAMS *

Modernizing Malthus

The World Bank « views population assistance as its highest priority in Africa » (World Bank 1986 : 6). It identifies « population control » as the most important problem facing Nigerian agriculture (World Bank 1987 : 1, 27). Who is to control whom is not stated. It offers neither argument nor evidence to support this self-evident fact : the association between the growth in population, the increasing scarcity of land, the degradation of the environment, and the fall in their per capita supply of food appears to be so obvious that it is taken for granted. Since the 1960s, the World Bank's solution has been to reduce the birth rate and to promote yield-enhancing technologies to raise agricultural productivity. (Williams 1981a) In the 1980s, it linked this diagnosis to a fashionable revival of the central obsession of colonial agricultural policies — environmental degradation (World Bank 1986 : 19, 24-7).

The World Bank's 1989 study, *Sub-Saharan Africa*, notes at the outset that « Africa must grapple with two major trends : explosive population growth and accelerating environmental degradation. » (World Bank 1989 : 4) The need to limit population recurs as a refrain

* I wish to thank the Economic and Social Research Council for a Personal Research Grant. As a stranger to demography, I would like to acknowledge and intellectual debt to the late Joel Gregory who set an example of cooperative scholarship and contributed so much to situating demographic studies in Africa within an historical and geographical materialism.

Les spectres de Malthus

throughout the study, and is identified as the main cause of environmental degradation :

The pressure of population is causing desertification to accelerate, because it forces people and their livestock farther into the marginal grassland. The productive capacity of land is falling because of shorter rotations, soil erosion and overgrazing. Growing population also raises the demand for fuelwood and cropland, and the resulting deforestation increases runoff and erosion, lowers ground water levels, and may further reduce rainfall in arid areas... (World Bank 1989 : 22)

The solution is to modernize agriculture :

Without agricultural modernization the result is rapid desertification, deforestation, and loss of vegetation cover. With sound practices and technological innovations Africa might eventually accommodate several times its present population. But this will take time, and, meanwhile high population growth spells disaster. (World Bank 1989 : 40-41)

These passages repeat the same message : more people ; less land ; lower productivity ; less food for everyone. The fecklessness and ignorance of the poor is the source of their own suffering. (World Bank 1989 : 44) To save themselves, they must adopt the contraceptive and agricultural technologies on offer from the international aid agencies.

The World Bank's « population assistance » is clearly primarily intended to restrain the growth of population rather than to allow women greater control over their own lives. (cf. Hartmann 1988) The World Bank's 1986 report, *Population growth and policies in Sub-Saharan Africa*, emphasises the need to remove restrictions on the use of injectable contraceptives and sterilization (World Bank 1986 : 41-42) — methods which may be most effective in administering programmes to control population because they depend least on women taking responsibility for themselves.

Demographic change

While the rates of fertility, births and population growth have been falling elsewhere since the 1960s, they have continued to rise in all the Sub-Saharan African countries to date except, from a very high level, Zimbabwe. (World Bank 1986 : 8-9) The Bank explains this by generalising common social, economic and cultural factors across the very different societies of the continent. Thus : « In Africa, the prevailing

young age at marriage for women, the frequency of polygamy, an unequal work burden between the sexes, and the low educational levels of women all combine to perpetuate the low status of women. » (World Bank 1986 : 39) « Traditional cultures place a premium on high fertility », perhaps in response to such « age-old facts » as the importance placed on children as a source of labour and of security. At the same time lengthy breastfeeding and sexual abstinence after a birth have been diminishing. (World Bank 1986 : 11-12)

According to the World Bank, the view that « land [is] abundant and labour [is] scarce is simply an illusion shared by most Africans. Expanding opportunities for parents to invest in education « are beginning to erode the traditional benefits of large families ». However, support from « extended families », and government provision of « free or highly subsidized schooling and health care » means that parents « do not themselves pay all the costs of childraising ». Further, in many African countries, women bear the heaviest costs of bearing and rearing large families, including greater maternal, infant and child mortality, but it is men who decide to have them — which brings us back to « traditional culture ». (World Bank 1986 : 41, 12, 19)

Two models are combined. The first is of the incomplete exposure of a « traditional » society to the influences of « modernity » ; the second is of many people making apparently rational decisions — but with perverse social consequences since they do not bear, or even observe, the costs of these decisions. The logics of these models may be contradictory. The World Bank has committed itself to « encourage expansion of basic health services, female education, and other development programmes that generate demand for small families. » (World Bank 1986 : 6) But if the government bears most of the costs of these services, individuals may continue to breed in disregard of the true costs of their decisions. Improved health services may reduce the very high rates of primary and secondary infertility in many parts of Africa, and thus increase the birth rate. (World Bank 1986 : 11, 53) Better health services and education for women may contribute more to reducing child and infant mortality than to curbing fertility.

The World Bank's generalised analysis of African demographic tendencies ignores the complex and varied historical processes which have shaped the rise, fall, and age — and gender — distributions of populations, and their patterns of settlement and migration during the periods of the slave trades, colonial conquest and colonial rule. (Kuczynski 1948, 1949, Cordell and Gregory 1987) History is replaced by the stylised transition from tradition to modernity. Thus « age-old facts » are used to explain relatively recent changes. Geography is simply ignored. There is no mention of the marked differences in patterns of fertility and rates of population growth within African

countries, or any analysis of contemporary differences in the rates of population growth between one country and another. Estimates aggregated at national, even continental, levels obscure the variations which we need to identify if we are to begin to understand the complex demographics of African societies.

The estimates for African countries in 1983 cited in the 1986 report offer scant comfort for the World Bank's diagnosis or policies. Kenya, Zimbabwe and Ghana, which have the highest contraceptive use and the most effective systems for providing contraceptives, claim the lowest infant mortality rates. However, they also have the highest population growth rates and between them include the highest crude birth rates and total fertility rates of all the countries cited. (World Bank 1986 : 8-9, 42, 53) These are not the societies where early marriage for women, or polygyny and the other stereotyped attributes of rural African culture are most prevalent. Indeed polygyny seems to be associated with lower rather than higher rates of fertility. The highest rates of population growth among African countries and, in some cases, among regions within countries (Koponen 1986 : 47 ; Lockwood 1989), are associated with relatively good health and educational services and/or with rising prosperity, especially in rural areas. These apparent simple relations among cross-sectional observations may well obscure complex patterns of change ; they do raise doubts about the simple associations presumed in the World Bank models.

While some parts of Africa have long had dense concentrations of people relative to the resources available, most have been relatively sparsely populated. People have thus been able to migrate to new places to grow crops and graze livestock. Denser populations reduce the unit costs of transport and marketing and of providing roads and services, and expand demand for local produce. Rising population may thus be of cumulative benefit in many places, as the World Bank explicitly recognises. However, in the case of Africa, these potential benefits of population growth are all discounted. (World Bank 1986 : 21-3) Africans are presumed to lack any indigenous capacity to adapt to the challenges posed by rising pressure of population and the need to feed an expanding urban population. There is no recognition of how, over the last century, African farmers have raised their productivity in different ways — growing both higher-value crops, such as cocoa, and less labour-intensive crops, such as maize or cassava, adopting new tools and methods of cultivation, working longer hours (especially by women) and extending the areas under cultivation.

The World Bank rightly recognises that demographic changes clearly have important ecological and economic implications. They ought therefore to examine them more seriously. The extremely high rate of population growth in Africa places severe strains on the capacity of

societies and of governments to meet the consequent demands for health services, education and jobs. More people make additional demands on natural resources. However, the nature, extent and impact of these demands will depend on what they produce and how they produce it. The World Bank reports do not consider the diverse consequences of population growth rates under various circumstances, or the scope and the limitations of people's capacities to alter and adapt to them ; only the importation of contraceptive and agricultural technologies can save Africa from the Malthusian trap.

Environmental consequences

In *Sub-Saharan Africa*, the same story of population growth causing environmental degradation is told to represent countries across the Continent, without considering the great differences in their population densities, rainfall and vegetation, combinations of crops grown, or patterns of settlement and migration, either within or among African countries. No distinctions are drawn between pastoralists and cultivators, nor between capitalist farms and peasant smallholdings. The ecological consequences of mechanized farming and chemical fertilizers, and of dams, tubewells, and irrigation projects are passed by. Little attention is paid to the past and present appropriation of land, fuel, and other indigenous and imported resources by large-scale farmers, mining companies, timber exporters, industrial firms, state officials and wealthy consumers. (World Bank 1986 : 25) Certain economic activities (beer-brewing, tobacco curing) make more intensive demands on fuel-wood than others ; some require the cutting back of forest, others need its protection. People will be forced to cultivate marginal land and forests or denude their locations of trees where they are excluded from other lands or lack access to alternative sources of fuel. The various complex conditions which lead to environmental degradation and food scarcity are obscured by the reiteration of a simple, linear progression.

The 1989 report reduces African agricultural practices to two — slash and burn agriculture and nomadic livestock raising. (World Bank 1989 : 895) These were once appropriate but rapid population growth means that they are no longer suitable. The solution is to introduce new technologies :

The necessary productivity gains can come only from technological change. This will involve a more intensive use of chemical and organic inputs, the integration of livestock into farming systems to use animal power and manure, the introduction of new higher-value crops, better irrigation methods, hand tools and crop storage techniques ; and improved

animal and crop husbandry. (World Bank 1989 : 90 ; see 60, 95-100, World Bank 1986 : 3, 37)

The authors of the World Bank study ignore many other strategies which African farmers (and African pastoralists) have adopted over hundreds of years to cope with their environment, including permanent cultivation of manured land, terracing of hillsides, control of pests, adapting rice-cultivation to different sources of water. African farmers often combine different forms of land use — intensive/extensive, permanent/shifting, upland/floodplain, agriculture/stock rearing — to make the best use of their resources. (Richards 1983, 1985) Generalized descriptions of African farming systems ignore both their complexities and their variations.

African farmers have adopted and adapted new crops and agricultural technologies for centuries. The 1989 study recognizes that attempts to « introduce technology into Africa in the past 30 years have been disappointing. » (World Bank 1989 : 95 ; see Heyer, Roberts and Williams 1981) The costs of inputs, and of labour, have been too high, the technologies have been inappropriate, yields have been disappointing. Soil conservation programmes have required women and men to provide unpaid labour without generating commensurate increases in incomes. The authors note the technical, economic, and environmental, virtues of multicropping but continue to recommend technologies adapted to sole-cropping. (World Bank 1989 : 60, 100) The World Bank typically refuses to admit its own involvement in these failures, and its responsibility for the debts they leave behind. The blame is placed on their partners, African governments. The Bank does not ask whether the whole approach of exporting chemical and mechanical technologies might be inappropriate. Instead, they recommend more of the same.

Nor have they considered the environmental consequences of their own strategies. The World Bank has promoted the expansion of yellow maize cultivation which is more demanding of soil nutrients and less drought resistant than sorghum. Chemical fertilisers replace lost nutrients ; unlike organic fertilisers they do not build up the productivity of the soils. Mechanical land clearing for irrigation dams, roads and large-scale farming exposes soils to wind erosion. *Sub-Saharan Africa* appends passages to warn about the dangers of environmentally-damaging irrigation and settlement projects, of destructive logging, and of noxious chemicals and pollutants, and the need for incentives and sanctions and thorough project appraisal to deter them, but makes no mention of the failure of World Bank projects and appraisal reports to take account of likely environmental damage. (World Bank 1989 : 90, 100-103)

Governments are rightly advised to adopt exchange rate policies which promote exports ; they must do so, immediately, if they are to

service their debts and pay for essential imports. However, this will have environmental costs. Tree felling is a quick way of making money and of earning foreign exchange. Increasing production of export crops and of food to meet the consequent expansion of demand will bring more land, including some forest areas, under cultivation. The World Bank recognises the need to reduce, reschedule and repurchase debts (World Bank 1989 : 177-8) — after all they cannot be repaid. However, abolition of external debts, including those owed to the World Bank, may be necessary to revive African economies and reduce the import constraints which exacerbate the tendencies of governments, in collusion with businessmen, to pursue environmentally damaging policies.

World Bank projects consistently privilege large-scale farmers. They are politically influential, easier to reach than smallholders, and responsive to advice from project officials. Capitalist farmers exemplify agricultural progress. (World Bank 1989 : 137) *Sub-Saharan Africa* does not consider the consequences for food production and for the environment of the appropriation of land for large-scale farms, plantations, ranches, and irrigation schemes. They displace farmers and pastoralists, may exclude them from using floodplains, and force them to cultivate more marginal and forest land. The claims of large-scale farmers are not limited to land and water. They typically require a supply of cheap labour, and privileged, and usually subsidised, access to imported inputs, public services and product markets. (Williams 1988a) The rich and powerful may spend their money and use their influence to acquire the lion's share of a country's limited resources — thus excluding the poor from access to kerosene, or water supplies, or school books or pharmaceuticals. The opportunity costs of the use of resources by the rich falls on poorer people.

Protecting property rights

The World Bank argues that

Where property rights are well defined and the market for land is functioning well, private landowners or public managers are likely to resist degradation of their property to protect its long-term value. But where resources are held in common and traditional rules have broken down..., individual users of the resource have very little, if any, incentive to conserve it. (World Bank 1986 : 25)

Individual property rights are no guarantee against soil mining. Capitalists treat land as a source of profit. They may invest in maintai-

ning the fertility of the soil ; they may also exhaust an area of land to maximise short-term profits, which can be reinvested in acquiring land elsewhere, or outside agriculture. Only farmers who continue to depend on access to their own land to cultivate or gaze stock need to concern themselves with maintaining its productivity. They need to be able to secure their rights to use the land, singly or jointly with others ; this does not have to depend on individual ownership or legal title.

The virtues of exclusive rights to property and the vices of communal access are used to justify the enclosure of rangelands for commercial ranching, or creating game reserves, and damming river waters for irrigation scheme. Pastoralists are confined to grazing blocks, which cut them off from seasonal water and pastures ; forced to reduce their herds or made to settle to a fixed abode and cultivation of land. However, transhumant pastoralism is better adapted than capitalist ranches to make continued use of the fluctuating resources of arid areas with uncertain rainfall. Farmers settled on irrigation projects make more sustained demands on limited water and fuelwood than pastoralists they displace. (Raikes 1981 ; Kelly 1986 ; Anderson and Grove 1987)

Colonial governments claimed jurisdiction over the allocation of land, or even rights of ownership over it. They conferred individual title in different forms on settler farmers and companies. African's rights to land were generally restricted to the allocation of « communal » lands under « native law and custom », or to the precarious occupation of land as tenants or squatters in return for labour services, rents or shares of their crop. Property rights provided the legal foundations for the dispossession and expulsion of producers, and their stock, from lands which they farmed, grazed and lived on, and the extinction of their claims upon it. Policies to protect the soil from erosion by imposing conservation programmes on farmers through the « Native Authorities » provoked bitter hostility against chiefs and governments throughout southern and east Africa. (Lonsdale 1968 ; Throup 1987 ; Anderson and Grove 1987 ; Beinart 1984, 1989)

In the 1950s, the Kenyan government, confronted by the Mau Mau rebellion, adopted the Swynnerton Report (Kenya 1954) which planned to expand smallholder production and protect the soil by registering title to consolidated plots. Once holdings had been consolidated, they could not legally be sub-divided below an « economic » size. Those without sufficient land to provide for their needs would work for wages on their neighbours land and on settler farms. The problems of Kikuyu agriculture — land, soil conservation and productivity — would be solved without challenging the rights to settler farmers to monopolise large areas of fertile land. Land continues to be divided among heirs in disregard of legal registration. The Swynnerton Plan opened the way to an expansion of smallholder production — after large areas had been

transferred from settler farmers. (Sorrenson 1967 : 220-236 ; Heyer 1981 ; Cowen 1981)

The 1989 World Bank study follows the logic of the Swynnerton Plan that « Agricultural modernization combined with population pressure will make land titling necessary. » The authors recognize the need for caution in carrying through the « transition to full land titling », pending which « traditional tenure systems need to be codified » (as if this had not been a continuing concern of colonial « native administration »). Further, they argue, systems have to be found for adjudicating between « legislated » and « customary » rights in land. (World Bank 1989 : 104) This last comment reveals the real issue : whose claims to land are to be recognised ? whose rights are to be enforced ? Registration of title to land may not only extinguish the rights of women in respect of land (World Bank 1989 : 103), but it also allows those with access to state power and legal forms to impose their claims to land, whether derived from inheritance, purchase or allocation by a community's authorities, at the expense of others.

Indigenous forms of tenure do not necessarily preclude people from cultivating, renting, buying and selling land. They may protect people's access to land, albeit imperfectly, from individual aggrandisement, whether by outsiders or by members of local communities. Communal land may be appropriated by local chiefs and politicians or allocated to their cronies. Land titling entails considerable administrative costs and social disruption. In Kenya it was initiated during the Emergency, when the Kikuyu had been moved off their lands into villages. Land titling defines and protects some people's rights. It may render some people's claims to land insecure, and exclude others from access to the resources they have hitherto enjoyed.

Exclusion from land denies people one of the means of providing for themselves, and may force them to cultivate or graze their cattle on marginal soils and cut down trees for fuel. They are then blamed for causing soil erosion. A serious study of the impact of population growth on land and on food production needs to examine the distribution of land and other assets. Registration of land title is on the World Bank's agenda ; redistribution of land clearly is not. (World Bank 1989 : 38)

Nigeria

Population growth rates are usually derived from successive census figures. No such figures are available for Nigeria. Estimates of the Nigerian population are therefore based on projecting hypothetical population growth rates from the census of 1951, the only serious count of the Nigerian population, or from the successively inflated census estimates of 1962 and 1963. Subsequent census returns reflect the rival

claims of states and regions for electoral advantage and state revenues. They are political phenomena, not demographic evidence. We do not know the total population of Nigeria. Nor do we have any measure of the changes in the distribution of the population among the different states, among rural areas and between rural and urban areas.

A plethora of estimates have been offered by Nigerian and international agencies of the production of staple foods in Nigeria. They are inconsistent with one another, and known trends of weather and prices. All are implausible, and offer estimates of total production and rates of growth which are certainly far too low. These estimates all suggest that food production has grown less rapidly than population over the last two decades. But since neither the levels of food production nor of population are known, we cannot draw any firm conclusions about the relations between them.

Population growth

Before 1951, colonial population estimates did not rely mainly on counting people. The official estimate of the Nigerian population in 1931 was 19,9 million. After reviewing all the available sources, Kuczynski concluded that « the population was probably not under 18,500,000 and not over 22,000,000 », and that « the population increased very little, if at all, in the first quarter of this century, and that it increased somewhat but probably less than 10 per cent in the following 15 years. (Kuczynski 1948, 1:2, 762) Little could be said with any confidence about fertility, or the mortality of infants, children or adults. Such evidence as was available suggested that the total fertility rate was low and varied from one area to another.

Kuczynski suggests that, in Lagos, « the birth-rate declined considerably in the first two decades of this century » ; « it would have been about 28 in 1930-31 as well as in 1918-20. » However, registered births in Lagos increased from 3,458 in 1931 to 7,240 in 1944, implying a more rapid rise than the area's population. (Kuczynski 1948 : 660-1) The Medical Census of 1930-32 found that the mean number of live births for women over 40 varied between 3.0 and 4.8 for four districts in the southern provinces, two of them in Southern Cameroon which was then administered as part of Nigeria. (Kuczynski 1948 : I, 677-681)

The levels and distribution of population in pre-colonial Nigeria were significantly affected by the diverse impacts of capture of slaves and the trans-Atlantic, trans-Saharan and domestic slave trades (Mahadi and Inikori 1987, Richards 1983 : 6-8), by political developments, by changing patterns of trade, and by the incidence of diseases. Population densities and rates of reproduction, and pressures on land resources, were generally low but varied considerably from area to area.

Mortality was high in colonial Nigeria as a result of endemic and of epidemics diseases, the latter including small-pox, cerebrospinal meningitis, influenza, plague, and sleeping sickness. Endemic and epidemic diseases of humans such as guinea-worm, bilharzia, and yaws, and of cattle such as rinderpest and trypanosomiasis affected agricultural productivity and levels and distribution of livestock. (Kuczynski 1948 ; Richards 1983) Colonial medical officers attributed variations in fertility (and high infant mortality) to the differential spread of venereal disease and of access to protein in the diet. Polygyny, and lengthy periods of breast-feeding and sexual abstinence after birth, constrained the birth rate. However, the 1935 *Report of Northern Provinces* foreshadows the recent World Bank analysis :

The notoriously prodigal habits of the Tiv farmer combined with abnormal fecundity in the clans occupying the area have resulted in the farming of every inch of land, so that it is hardly surprising that the area is now almost entirely bare of trees. (Cited Kuczynski 1948 : I, 683)

Neither the predominantly low rates of fertility and population growth, nor the variations among the demographic patterns of different regions, correspond to the World Bank's image of a « traditional » culture.

It is likely that the rate of population growth began to rise between the wars, increased in the 1940s, and continued to expand after that, as the proportion of women of child-bearing age increased. The 1951 census counted 30.4 million Nigerians (31.1 million including Southern Cameroon) ; allowing for undercounting the Nigerian population may then have been about 32 million. If Kuczynski's estimates for 1931 are right, the rate of population growth for the period 1913-51 was around 2.3 per cent p.a. The population must have grown more rapidly than Kuczynski assumed in the 1930s, and further increased in the 1940s — unless all the estimates for 1931 were far below the mark.

The original 1962 census discovered 42 million Nigerians, of whom 49 per cent were in the Northern Region. Extraordinarily sharp increases were registered in the Eastern Region. The total was corrected to 52 million in order to protect the North's political majority of electoral constituencies, and inflated in the subsequent 1963 census to 55.7 million, which political compromise remains the basis for « official » estimates for Nigerian population. The 1973 census produced a total of 79.8 million. It was designed to secure for the four most northern states the majority of the population which previous figures had vouchsafed to the six states of the former northern region. It was declared null and void in 1975 by the Murtala government. All that can be said with any

confidence is that the Nigerian population increased considerably since 1951, though nothing like as fast as the census estimates presumed. The World Bank's arbitrary estimate of a growth rate of 3.3 % in 1983 places Nigeria in line with a number of other African countries, but well below the highest rates in Africa. Realistic guesses would probably be of a total population close to 45 million and 60 million for 1963 and 1973 respectively. The Nigerian population is likely to be close to 100 million in 1989, give or take 10 million.

There has been considerable migration to urban areas. The major commercial, industrial and administrative centres like Kano, Lagos and Port Harcourt have expanded dramatically. So have numerous other towns, notably the capitals of the 21 states. There has also continued to be a complex and extensive migration of people among rural areas, responding to and also changing the unequal pressures of rural populations on land and water resources. The migration of people, from rural to urban, and from rural to rural areas may be the critical demographic influence on patterns of demand for, as well as production of food.

Expanding agricultural production

During the colonial period, peasant farmers emerged as the predominant class of rural producers. They massively expanded agricultural exports of cocoa, groundnuts, palm produce and cotton. Government established a state monopoly over the main produce exports during the second world war. The marketing boards taxed export crops heavily. Nevertheless, in the mid-1960s Nigeria was the world's largest exporter of groundnuts and palm produce, and its second largest exporter of cocoa. In the 1970s, the prices offered for these crops by the marketing boards had fallen dramatically in relation to alternative economic opportunities, including production of staple grains and the sale of groundnuts and palm oil to the domestic market. Marketing board purchases and exports of these crops fell, in some cases to zero. (Williams 1981b ; 1985) In 1986, the government devalued the naira and abolished the commodity marketing boards, which produced a sharp increase in prices of Nigeria's export crops, and led to an increase in cocoa and cotton production.

Most palm produce is collected wild often by migrant specialists. Cultivated « dwarf » palms provide only a small share of Nigeria's production. World Bank-funded projects to rehabilitate cultivated oil palm production after the civil war were expensive failures. Farmers moved to the forests of Western Nigeria to plant cocoa. They employed seasonal migrant labourers as well as local people for wages to supplement their own labour resources. As trees aged and yields declined, so the centre of production moved eastward. An ambitious World Bank

programme to finance the cutting out of old trees and the planting of high-yielding hybrids failed to reverse the decline in exports, owing to low prices and the high labour costs of establishing the new trees. (Clarke 1979) The sharp increase in the naira price of cocoa in 1986 led to increased application of pesticides and improved weeding and harvesting. Prospects for renewed planting depend on farmers' confidence about future prices of cocoa, at a time of declining world prices in dollars.

In the most northern states, groundnuts and cotton have lost ground to grains since the civil war. This is partly the result of changes in relative prices of crops and of the lower labour demands of grain production. In the 1970s, climatic changes and competition for land have caused pastoralists to seek grazing further south ; their cattle trample cotton fields, which are harvested later than food grains. The spread of education and of the seclusion of women has made it more difficult to find cheap labour. The drought of 1972-74 and the outbreak of rosette disease led to a precipitous fall in groundnut production ; cultivation of the groundnuts for the domestic market has moved further south to areas free of rosette infection. (Clough 1986).

The expansion of export production increased the market for purchased food in urban, as well as in rural, areas. Peasant farmers and livestock owners proved capable of expanding production throughout the colonial period to meet these requirements, albeit with disruptions, fluctuations and time lags caused by droughts and by sharp increases in demand. Food was distributed across vast distances between rural areas and from rural to urban areas by networks of traders in food crops and livestock.

The expansion of food production was made possible by an extension of both the labour time of rural producers and of the areas they cultivated, as well as by an intensification of production on some lands. Farmers continued to grow a variety of crops, often intercropped on the same plots, to meet their dietary needs, diversify their risks and even out the demands on the soils nutrients and their own labour time. They combined cultivation of rainfed uplands and of floodplains. Hausa farmers intensified production on manured lands ; Igbo farmers used mulches to intensify cultivation of compounds close to their homes. Some areas specialised in production of relatively high-value crops such as yams, cowpeas, or rice, for distant markets. In many areas, yams gave way to cassava (manioc) which has lower demands for labour and does not have to be harvested during a short season. Hoe agriculture, which is protective of soils, continued to predominate except for crops like cotton and grains where ploughing relaxed seasonal labour constraints. (Hill 1972 ; Lagemann 1977 ; Richards 1983)

Farmers and pastoralists migrated to places with lesser population densities or more fertile soils. They moved southwards from the arid zones on the fringe of the Sahel and the closely-settled areas around the great northern cities. People migrated from densely-populated southern Igboland to towns and cities throughout Nigeria, but also eastward to rural areas. Large numbers of young men migrate seasonally to undertake wage labour ; local and migrant farmers engaged in wage labour as a means to supplement their own farming activities.

Large areas of northern Nigeria are vulnerable to periodic droughts. The most severe, such as the great famine of 1913-14 or the Sahel drought of 1972-74, affected the whole region. In 1913-14, farmers responded to the arrival of the railway in Kano by increasing production of groundnuts for the newly expanded market, thereby worsening the shortage of food. In 1972-74, imports ensured that food was generally available ; the problem for many was lack of money or of other means of obtaining it. (Apeldoorn 1981 ; Watts 1983) During the civil war, millions suffered from the scarcity and high price of food within the « Biafran » enclave.

Extension and intensification of cultivation, and migration of people into new areas, which have made possible the expansion of agricultural production for both export and domestic markets, have placed pressure on natural resources. Scrub bush and forests have made way for arable and tree crop cultivation. Rising population from migration and natural increase have reduced the range of trees which can provide food as well as fuel. Large game and most small game have disappeared from heavily populated areas of the country. Outmigration and intensification of production have not fully relieved the pressures of increasing population on the available land and fertility of the soil in arid and densely-populated areas. The symbiosis of pastoralists and cultivators began to give way to competition for scarce land resources. Farmers and pastoralists have not only changed their environment, they have also had to adapt to climatic and demographic, as well as to economic changes, and to infection of plants, stock and humans by diseases. However, the combination of expanded production, rising population and extensive migration has not exhausted Nigeria's soils. In most rural areas, access to markets and labour resources are more critical to expanding production than the availability of land. The rural areas faced with the greatest pressure of population on land are in many cases still the same as they were fifty years ago. (Forde and Scott 1948)

Solving the food crisis

In the 1970s, Nigeria's oil revenues rose sevenfold and so did government spending and urban employment and population. Rising

incomes and the pressures of urban life stimulated changes in the patterns of preferred food consumption and increased demand, notably for wheat bread and rice, but also for meat, dairy and poultry produce, for maize and for vegetable oils. Government exchange rate policies discouraged export production and cheapened the costs of imports. Imports, including food imports, soared and food prices generally rose even more rapidly than other prices. Government committed huge revenues to a series of projects and campaigns designed to increase food production.

Some of the increased demand was met by imports but most food consumed by Nigerians continued to be produced in Nigeria. Grain production expanded considerably in the northern states after 1974, partly at the expense of cotton and groundnuts, to meet urban and rural demand in Nigeria and the Republic of Niger. Because supply could not be increased immediately to keep pace with rising demand, food imports and food prices continued to rise during the 1970s. However, food prices levelled off in 1980, and again in 1985.

The military governments of the 1970s alternately raised and lowered tariffs on rice and maize, to encourage production, and to lower urban food costs. They banned rice imports as they left office. Their civilian successors preferred to use licences to control imports, and then allowed government to monopolise the import of rice, creating lucrative opportunities for corruption, patronage and profits. In turn, their military successors banned the export of food thus limiting the market in Niger.

In 1986, the devaluation of the naira raised the price of imported food and other commodities, including agricultural inputs. It thereby sharply increased local food prices, and raised the costs of import-dependent large-scale farming and ranching relative to peasant farming. The abolition of the Grains Marketing Board deprived capitalist farmers of an assured market for their surplus crops. Large-scale agricultural output consequently fell in 1987, but the new policies have offered subsidised niches to large-scale farmers.

Imports of rice and maize were banned in 1985, of day old chicks and vegetable oils in 1986, and of wheat in 1987, in order to discourage consumption of, and encourage local substitution for, imported grains. Food exports were briefly allowed, indeed encouraged, under the structural adjustment programme, but then banned to keep prices down. Predictably, import and export bans have created scope for smuggling. Nigeria has the largest population of any country where the main staple foods are sorghum, millet, and root crops, rather than the main internationally traded foods such as maize, wheat and rice. Consequently, Nigeria has come under severe diplomatic and economic pressure from

the USA and the World Bank, apart from the demands of local flour milling and poultry interests, to lift its bans on food imports.

Oil revenues paid for massive irrigation projects, fertiliser subsidies, and the Agricultural Development Projects (ADPs) directed by the World Bank. They also subsidised the development of large-scale poultry and maize farming and commercial ranching. These programmes increased Nigeria's debts and dependence on imports, and contributed rather less to agricultural production than they cost.

The demands of large-scale irrigation projects exacerbate water shortages in drought years. They cannot rely in all years on receiving enough water to meet their own requirements. Irrigation schemes have failed to bring much of the land they appropriated under irrigation, and have blocked the supply of water for the cultivation of floodplains and for the irrigation of river banks downstream. They have disrupted rainy-season farming to make way for irrigated farming in the dry season. Mechanical levelling of land for irrigation canals, and mechanical cultivation methods expose the soil to wind and water erosion. Dams and canals have contributed to the spread of water-borne diseases. Project managers have been unable to enforce their rules and impose their preferred crops on farmers, nor have they been able to make their own officials carry out their duties. Consequently, costs are high, yields are low and uncertain. Large-scale irrigation schemes have deprived many farmers of their land and houses without adequate compensation. Others have let out their land because they cannot afford the costs of irrigated farming. Some resettled farmers have benefitted from access to irrigated land and other means of production at high cost to the state. So have military and civil officials, project staff, local businessmen and aristocrats. Irrigation projects have intensified pressure on land and dependence on imports rather than enhanced Nigeria's capacity to produce food. (Andrae and Beckman 1985 ; Wallace 1980, 1981, Palmer-Jones 1984, 1987 ; Adams 1987).

The ADPs in Gombe, Kano and Sokoto states funded tubewells and pumps to promote small-scale dry-season irrigation for vegetables. After devaluation and the ban on wheat imports in January 1987, wheat prices increased more than eight times. State governments subsidised half the cost of pumps, seeds, and fertilisers. Kimmage (1989) emphasises that small-scale irrigation has enabled wheat production to expand very rapidly — from 15,000 tons in 1985 to 70,000 tonnes in 1988, and perhaps twice that in 1989. Floodplains have been committed to irrigated wheat production, displacing tomatoes, peppers and other crops. Uplands are irrigated for dry-season wheat production, without fallow periods. Large areas of scrub bush have been cleared and levelled for irrigated wheat production. Kimmage predicts that this will lead to rapid and severe erosion of the soil and decline in soil nutrients. Pastoralists

are excluded from dry-season grazing areas, causing numerous confrontations between farmers and graziers, some of them fatal.

The main achievements of the Agricultural Development Projects (ADPs) were to build rural roads and small dams, and to distribute high-yielding maize seeds and heavily subsidised fertilisers to farmers at a high administrative cost, and to commit state governments to debts they had no prospect of repaying. The main consumers of yellow maize were battery-farmed chickens. Maize is less drought-resistant than sorghum or millets and more demanding of soil nutrients. Fertilisers were distributed with little regard to their long-term impact. Small dams provided accessible water to animals and people. They may have reduced the risks of enteritis, but increased the incidence of malaria, bilharzia and guinea worm. The ADPs concentrated on trying to increase agricultural production, with scant regard for their environmental consequences. (Beckman 1987 ; Clough and Williams 1987 ; Williams 1988).

Although their main concern was to promote smallholder agriculture, the ADPs contributed to the growth of large-scale capitalist farmers. The most prominent are retired generals and urban-based « overnight » farmers ; some of the most successful are rural-based farmer-traders. They benefitted from privileged and subsidized access to bank loans, tractors, fertilisers and other chemicals, tubewells, and, briefly, to the Grains Marketing Board in times of low market prices for maize.

Capitalist farmers acquire large areas of land which they farm extensively, often with little knowledge of or regard for the local environment. They have often cleared land with earth-moving equipment designed for road construction. They use tractors to plough large areas to cultivate a single crop, to try and make up for their low returns per hectare by savings on labour costs and avoiding the careful management which multi-cropping requires. The World Bank 1987 *Agricultural sector report* implied that all the crops for which they made estimates can be produced more cheaply by manual cultivation than with machines, or even oxen. Nevertheless, the *Report* takes it for granted that « expanding farm size... is part of the modernisation process which should be encouraged. » (World Bank 1987 : 22) It assumes that land can be made available to large-scale farmers in relatively land-abundant areas, particularly in the « Middle Belt » states. However, peasant farmers have been migrating to find land in these farming frontiers for decades. Appropriation of land by capitalists will exclude resident and migrant smallholders from access to land in future. Conflicts with pastoralists seeking access to grazing land have already broken out. In Muri, Gongola State, the appropriation of land for large-scale ranches has provoked bitter resentment among local people.

Capitalist farmers typically make less intensive use of the land, at greater environmental cost than small farmers. However, the *Agricultural sector report* argues that farmers will protect soil and water resources best on land they are allowed to own. They recommend « the implementation of new land rights laws, together with fair compensation measures, to help free hectareage for economic exploitation. » (World Bank 1987 : 29, also 147) So they seek to solve the ecological problems created by large farmers by making it easier for them to acquire property in land.

During the colonial period, the government of Northern Nigeria claimed legal ownership of the land, whose allocation was administered by the Native Authorities. In southern Nigeria, land rights were regulated by « native law and custom ». Both systems prevented land being used as mortgageable property, but did not prevent people from acquiring land by purchase and passing it on to their heirs. The Northern Nigerian Land Tenure Law of 1962 and the Federal Land Use Decree of 1978 both claim exclusive ownership of the land to the state, and create provision for registration by state and local government authorities of a Certificate of Occupancy. These laws provide a legal foundation for governments to expropriate land, for public purposes or for private use, without having to pay for the value of the land but only for improvements — which may be zero for arable farmers. They also create opportunities for officials to enrich themselves and enable people with access to the registration procedures and officials to acquire exclusive rights of occupation, ignoring the manifold claims which others may have on that land. Legislation threatens rather than secures the rights in land of the majority of people, and confers rights only on a privileged few. (Francis 1984 ; Andrae and Beckman 1987)

What disequilibria ?

The ratios of population to land, and consequently to food production, are often invoked to explain problems of food scarcity and hunger. This neo-Malthusian approach ignores historical experience and abstracts from variations in social structures, and in demographic patterns. The growth of population must have important consequences for people's access to land, incomes and public resources. Their impact will depend on what is produced, how it is produced, and how it is distributed. Its implications for different people will vary according to their class situation and their gender.

During the twentieth century, peasant farmers and traders in Nigeria expanded the production, and the distribution for sale, of food to meet the increased demand which resulted from the expanded production by peasant farmers of crops for export, and from the increase in rural and

urban populations. This was made possible by extensive migration from densely populated or relatively arid areas, or from towns, to more fertile or sparsely populated, or to forested, areas. There are evidently ecological costs to the continued expansion of cultivation and the reduction of forested areas and grazing lands. Nevertheless, the rural areas with the greatest pressure of population are in many cases still largely the same as they were 50 years ago.

In the 1970s, export production fell, and food imports soared. Food production continued to expand, particularly in the north. Since 1986, cocoa and cotton production have begun to recover, and irrigated wheat production has expanded. Pressures on the environment have been intensified by the massive expansion of gravity and tubewell irrigation, mechanized cultivation and the application of artificial fertilisers, which have facilitated the emergence of a subsidized class of large-scale farmers. In order to conserve the soil and protect land in a situation of rising population and demand for crops, land should be left in the hands of smallholders who use it more carefully, knowledgeably, and effectively than most capitalist farmers. Governments should not encourage large-scale farming, either directly, or indirectly by subsidising the costs of machinery and chemicals or by selectively protecting the markets for crops favoured by large-scale farmers.

Since the Structural Adjustment Programme was adopted in 1986, staple foods have continued to be expensive. The fundamental problem is not the capacity of Nigeria's farmers to produce food, nor the rising number of people to feed. It is rather the adequacy of the incomes of many people, especially wage and salary earners, to meet their food and other consumption needs, intensified by the unequal distribution of resources within households. There was no alternative to the adoption of a structural adjustment programme if Nigeria is to balance its export earnings to its priority import needs. But whereas the lion's share of the benefits of the fiscal profligacy of the past accrued to those with access, through the state, to scarce imports and foreign exchange at official prices, the costs of the government's Structural Adjustment Programme fall predominantly on wage and salary earners and on urban petty commodity producers.

Nigerian agriculture has been characterised by, and has responded to, a variety of disequilibria. Indeed, that is how patterns of production and distribution respond to changes in supply and demand in a market economy. State interventions have typically exacerbated disequilibria or created new sources of disequilibrium rather than helped to resolve them. The inadequate access to food and other commodities faced by many Nigerians originates in the inequalities in assets and incomes which successive regimes have created and intensified.

Références bibliographiques

- ADAMS, W. 1987, « Approaches to water resource development, Sokoto valley Nigeria », in Anderson and Grove (eds) *Conservation*.
- ANDERSON, D., GROVE, R. (eds) 1987 : *Conservation in African : people, policies and practice*, Cambridge University Press.
- ANDRAE, G., BECKMAN, B. 1985 : *The wheat trap : bread and underdevelopment in Nigeria*, London, Zed.
- ANDRAE, G., BECKMAN, B. 1987 : *Industry goes farming : the Nigerian raw materials crisis and the case of textiles and cotton*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report, n°80.
- APELDOORN, J. van, 1981 : *Perspectives on drought and famine in Nigeria*, London, George Allen and Unwin.
- BECKMAN, B. 1987, « Public investment and agrarian transformation in northern Nigeria », in Watts (ed.), *State, Oil and Agriculture*.
- BEINART, W. 1984, « Soil erosion, conservationism, and ideas about development », *Journal of Southern African Studies* 11, (2).
- BEINART, W. (ed.) 1989 : *The Politics of Colonial Conservation*, Special Issue of *Journal of Southern African Studies* 15, (2).
- CLARKE, J. 1979, « Agricultural production in a rural Yoruba town », Ph. D. thesis, University of London.
- CLOUGH, P. 1986 : « The production and marketing of cash crops and grains in northern Nigeria, 1985 : a view based on village research ». Consultancy report, West Africa Regional Office, The World Bank, Washington D.C.
- CLOUGH, P. and WILLIAMS, G. 1987, « Decoding Berg : the World Bank in rural Nigeria », in Watts (ed.) : *State, oil and agriculture in Nigeria*.
- CORDELL, D., GREGORY, J. (eds) 1987, *African Population and Capitalism : Historical Perspectives*, Boulder : Westview.
- COWEN, M. 1981 : « Commodity Production in Kenya's Central Province » in Heyer et al. (eds), *Rural Development*.
- FORDE, D., SCOTT, R. 1948 : *The native economies of Nigeria*, vol. 2 of Perham M. (ed.) : *Mining, commerce and finance in Nigeria*, London, Faber and Faber.
- FRANCIS, P. 1984, « "For the Use and Common Benefit of all Nigerians" : Consequences of the 1978 Land Nationalization », *Africa* 54, 3.
- HARTMANN, B. 1987 : *Reproductive Rights and Wrongs : the Global Politics of Population Control and Contraceptive Choice*, New York, Harper & Row.

What disequilibria ? People and food in Nigeria

- HEYER, J. 1981, « Agricultural Development in Kenya from the Colonial Period to 1975 », in Heyer et al. (eds) : *Rural Development*.
- HEYER, J., ROBERTS, P. and WILLIAMS, G. (eds), 1981 : *Rural Development in Tropical Africa*, Macmillan, London.
- HILL, P. 1972 : *Rural Hausa*, Cambridge University Press.
- KELLY, H. 1986, « Development Priorities in Arid Areas : who are the Experts ? » *Rural Africana* 25-26.
- Kenya, Colony and Protectorate of, 1954 : *A Plan to intensify the Development of African Agriculture in Kenya*, Nairobi.
- KIMMAGE, K. 1989 : « The Evolution of the Wheat Trap : the Great Nigerian Wheat Rush », Department of Geography, University of Cambridge.
- KOPONEN, J. 1986, Population Growth in Historical Perspective — the Key Role of changing Fertility, in J. BOESEN et al. : *Tanzania : Crisis and Struggle for Survival*, Uppsala Scandinavian Institute of African Studies.
- KUCZYNSKI, R. 1948, 1949, *Demographic Survey of the British Colonial Empire*, vol. I & II, Oxford University Press.
- LAGEMANN, J. 1977 : *Traditional African Farming Systems in Eastern Nigeria*, Munich, Weltforum Verlag.
- LOCKWOOD, M. 1989, « Fertility and labour in Rufiji District », Tanzania. D. Phil. Thesis, University of Oxford.
- LONSDALE, J. 1968, « Some Origins of Nationalism in East Africa », *Journal of African History* 9, 1.
- MAHADI, A., INKORI, J. 1987, « Population and Capitalist Development in Precolonial West Africa » in CORDELL, D., GREGORY, J. (eds), *African population*.
- PALMER-JONES, R. 1984, « Mismanaging the Peasants : Some Origins of Law Productivity on Irrigation Schemes in Northern Nigeria », in Adams, W., Grove, A. (eds) : *Irrigation in Tropical Africa : Problems and Problem-solving*, Cambridge, African Studies Centre.
- PALMER-JONES, R. 1987, « Irrigation and the Politics of Agricultural Development in Nigeria », in Watts (ed.) *State, Oil and Agriculture*.
- RAIKES, P. 1981 : *Livestock Development and Policy in East Africa*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- RICHARDS, P. 1983, « Ecological Change and the Politics of African Land Use », *African Studies Review* 26, (2).
- RICHARDS, P. 1985 : *Indigenous Agricultural Revolution*, London, Hutchinson.
- SORRENSEN, M. 1967 : *Land Reform in Kikuyu Country*, Nairobi, Oxford University Press.
- THROUP, D. 1987 : *Economic and Social Origins of Mau Mau, 1945-53*, London, James Currey.
- WALLACE, T. 1980, « Agricultural Projects and Land in Northern Nigeria », *Review of African Political Economy* 17.

Les spectres de Malthus

- WALLACE, T. 1981, « The Kano River Project : the Impact of an Irrigation Scheme on Productivity and Welfare », in Heyer et al. (eds), *Rural development*.
- WATTS, M. 1983 : *Silent Violence : Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley, University of California Press.
- WATTS, M. (ed.) 1987 : *State, Oil and Agriculture in Nigeria*, Berkeley, Institute of International Studies.
- WILLIAMS, G. 1981a, « The World Bank and the Peasant Problem », in Heyer et al. (eds), *Rural development*.
- WILLIAMS, G. (eds) 1981b, « Inequalities in Rural Nigeria », Development Studies Occasional Paper n°16, University of East Anglia, Norwich.
- WILLIAMS, G. 1985, « Marketing without and with Marketing Boards : the Origins of State Marketing Boards in Nigeria », *Review of African Political Economy* 34.
- WILLIAMS, G. 1988a, « Why is there no Agrarian Capitalism in Nigeria ? » *Journal of Historical Sociology* 1, 4.
- WILLIAMS, G. 1988b, « The World Bank in Northern Nigeria revisited : a Review of The World Bank's Agricultural Sector Report, 1987 », *Review of African Political Economy* 43.
- World Bank, 1984, *World development Review*, Washington D.C.
- World Bank, 1986, *Population Growth and Policies in Sub-Saharan Africa*, Washington D.C.
- World Bank, 1987, *Nigeria : Agricultural Sector Report* (2 vol.) mimeo, Washington D.C.
- World Bank, 1989, *Sub-Saharan Africa : from Crisis to Sustainable Growth*, Washington D.C.

LE FMI, LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET LA PROBLÉMATIQUE POPULATION/RESSOURCES

L'expérience du Ghana

Martin VERLET

A l'inverse de la Banque Mondiale qui, en particulier depuis 1972, déploie un discours constant, alarmiste, sur le spectre de l'explosion démographique et qui appuie des politiques de contrôle de la population, le FMI est d'une parfaite discrétion en la matière. La relance, à laquelle participe la Banque, de la problématique population/ressources ne concernerait en rien le Fonds.

Il est vrai que celui-ci semble avoir pour vocation d'intervenir sur d'autres types de déséquilibres, ceux qui affectent les balances de paiement, la circulation financière, l'échange des monnaies. Il est vrai également que, traditionnellement, les interventions du Fonds revêtent un caractère ponctuel, limité dans le temps (de 12 à 18 mois le plus couramment). En outre, contrairement à la Banque, il se garde de toute tendance à la pédagogie politique ou idéologique, préférant justifier ses directives par la référence à une rationalité macro-économique, abstraite, universelle, par l'observation froide d'agrégats, en se cantonnant dans un langage comptable, financier, technique. On pourrait donc se demander ce que le FMI aurait à voir dans le présent débat.

Il convient cependant de tenir compte de la modification foncière des modalités d'intervention du Fonds, sinon de leur finalité globale. La dissolution du système de Bretton Woods, en 1972, amorça un tournant. L'impact de l'endettement financier du Tiers Monde accéléra la muta-

tion. A partir de 1980, les interventions se multiplient en Afrique : il ne s'agit plus de rétablir un équilibre monétaire et financier momentanément fragilisé, mais d'agir sur les structures, de s'inscrire dans le long terme¹.

Restaurer les conditions d'une croissance équilibrée et soutenue, objectif le plus ouvertement affiché, se combine avec un autre impératif, jugé tout aussi important : aménager les conditions de remboursement de la dette extérieure. Entre 1980 et 1986, c'est-à-dire dans la vague des programmes d'ajustement à long terme, la part des revenus d'exportation consacrés par les pays d'Afrique au Sud du Sahara au seul service de la dette est ainsi passée de 9 % à 30 %. En effet, au cours de la décennie, plus de 30 États se trouvèrent engagés dans de tels programmes sur de longues périodes : la plupart d'entre eux n'en voient pas l'issue, l'ajustement se muant en condition chronique. Ce caractère prolongé, quasi permanent, des interventions, la Banque Mondiale assurant la continuité dans le temps, est un phénomène indéniablement nouveau.

Bien que le FMI se défende de poursuivre tout projet politique ou social, les programmes qu'il inspire ont un puissant impact sur les formes sociales, bousculant les hiérarchies établies, accusant les différenciations, multipliant les exclusions. Le présupposé de base des mesures de stabilisation est que la demande intérieure excède la capacité de production. La demande est perçue comme une donnée macro-économique, un agrégat, indifférencié, situé en dehors du champ social, que ne viendraient pas structurer les différenciations sociales.

Dans la pratique, les mesures de réallocation et de redistribution des ressources ont pourtant des incidences fortes et contrastées sur le devenir des sociétés, qu'il s'agisse de la compression drastique de l'emploi dans le secteur public, de la diminution des salaires, de la libération des prix des denrées de consommation courante, de la libéralisation des importations, du rationnement des dépenses publiques pour les services sociaux (éducation, santé), celles qui concernent précisément l'entretien et la reproduction de la vie.

Le projet de restructuration macro-économique contient bien un projet implicite de restructuration sociale. Les références explicites à l'entreprise privée, à l'ouverture au capital étranger le laissent ouvertement apparaître. On notera cependant que l'approche macro-économique de la demande contraste avec l'approche micro-économique de la production, même si l'image d'un agent économique, entreprenant, individualisé, atomisé, libéré par un marché qui serait

1. B. ONIMODE (ed.) : *The IMF, the World Bank and the African Debt : the Economic Impact*, Londres, Zed, 1989.

étranger au champ social et non structuré socialement, redouble celle d'une demande globale et abstraite.

En second lieu, s'il agit discrètement, le Fonds n'agit pas isolé. Le couplage de ses interventions avec celles de la Banque Mondiale est de plus en plus prononcé. Les deux institutions financières internationales se réfèrent désormais aux mêmes critères de conditionnalité. La Banque Mondiale relaie, dans le moyen terme, les actions ponctuelles du FMI. Elle contribue à les pérenniser : depuis 1979, elle accorde des prêts d'ajustement sectoriel et, depuis 1980, d'ajustement structurel, les uns et les autres dépendant de la conduite de programmes globaux de stabilisation. L'accompagnement financier de l'ajustement à long terme représente aujourd'hui 25 % des décaissements de la Banque. Cette prise en charge va de pair avec une adhésion de plus en plus ouverte aux stratégies macro-économiques d'ajustement dont Barber Conable se plaît à dire qu'elles s'apparentent plus à un marathon qu'à un sprint, ce qui est la reconnaissance de la vocation que se donne la Banque à les inscrire dans la durée.

Dans sa préface au document *l'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable*, le Président de la Banque voit dans les stratégies macro-économiques d'ajustement l'axe majeur du passage de l'Afrique de la crise à la croissance. Il ajoute :

« La plupart des pays africains se sont lancés dans des programmes d'ajustement économique. La nature de ces programmes a beaucoup évolué à mesure que nous tirions les enseignements de l'expérience acquise et des erreurs commises. Nous nous rendons compte désormais qu'une restructuration fondamentale s'impose si l'on veut transformer les économies africaines et les rendre compétitives dans un monde où la concurrence ne cesse de s'intensifier. Il faut poursuivre les efforts d'ajustement, et élargir et approfondir les réformes. La route sera longue et difficile, et des mesures spéciales doivent être prises pour atténuer la pauvreté et protéger les groupes vulnérables ».²

Tenant d'esquisser un programme stratégique pour la prochaine décennie, les rédacteurs vont dans le même sens :

« Les programmes d'ajustement structurel doivent continuer à évoluer. Ils doivent mieux tenir compte de l'impact social des réformes (et accroître les dépenses budgétaires

2. *L'Afrique subsaharienne. De la crise à la croissance : étude prospective à long terme*, Washington, D.C. : Banque Mondiale, 1989, p. XI.

consacrées à la valorisation des ressources humaines), et l'investissement doit accélérer la croissance et les mesures requises pour assurer la pérennité de l'action engagée. Il ne s'agit pas simplement d'obtenir un équilibre macro-économique, mais de procéder au bout d'un certain temps à une transformation fondamentale des structures ».³

Le rapport met un accent particulier sur les questions de population et se focalise sur ces problèmes croisés que sont, à ses yeux, l'insuffisance de la production agricole, le rythme de la croissance démographique, la dégradation de l'environnement. Tout en lui donnant une tonalité particulière (à travers, notamment, les références à la lutte contre la pauvreté, au développement rural, au contrôle de la population), la Banque produit un discours qui éclaire et justifie les logiques du Fonds.

La Banque apporte toutefois un élément complémentaire : elle a une perception des risques politiques et sociaux des politiques d'ajustement. Conable ne le dissimule pas, pour qui il est indispensable d'obtenir « des résultats tangibles dans des délais rapprochés si l'on veut éviter la stagnation économique et les soulèvements politiques ». Les programmes visant à atténuer les coûts sociaux de l'ajustement participent de ce souci de prévention des risques politiques.

Le choix du Ghana pour notre propos s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, depuis 1965-66, l'État ghanéen a constamment eu affaire avec le FMI. Dès 1966, la Banque Mondiale y assura le pilotage de programmes d'ajustement. Depuis avril 1983, le régime dirigé par Jerry Rawlings met en œuvre, sous le contrôle du FMI et de la Banque, des programmes d'ajustement économique. Pour ses inspirateurs, il s'agit d'une expérience « modèle », ayant valeur d'exemple pour toute l'Afrique et méritant d'être généralisée. Au début de l'année 1990, Rawlings et le PNDC entendent persévérer dans cette voie en se lançant dans un troisième « programme d'assainissement économique et politique ».

Mais il est un autre motif qui donne quelque pertinence supplémentaire au choix de l'expérience ghanéenne. Jusqu'à une date récente, la problématique population/ressources y faisait figure de discours étranger, importé, propagé, en particulier, à partir de 1972, par la Banque Mondiale.

Or récemment, les officiels ghanéens se le sont approprié. Intervenant dans le cadre du « programme sur l'impact démographique », le Dr A.F. Aryee s'est vivement inquiété d'un taux de croissance de 3,2 %,

3. *Ibid.*, p. 17.

l'un des plus élevés qui soit au monde. Son intervention eut lieu significativement lors d'un séminaire organisé par le ministère de l'Agriculture à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation. Elle insistait sur le risque qui se profilait d'un déséquilibre catastrophique entre croissance démographique, et ressources alimentaires.

En janvier 1990, Jerry Rawlings s'alarme de la menace que le rythme de la progression démographique faisait peser sur la croissance économique, tout en insistant sur la dimension morale des programmes d'assainissement. Le propos intervient alors qu'il est devenu évident, dans la société ghanéenne, que les rééquilibres macro-économiques ont engendré de profonds déséquilibres sociaux. Cette manière de suggérer un rapport contradictoire, antagonique, entre population et développement est un élément nouveau dans le discours politique de l'État ghanéen. Cette irruption soudaine, tardive du spectre malthusien dans le discours officiel des dirigeants ghanéens ne manque pas d'intriguer. Ce sera là le point de départ de nos interrogations.

I. Le Ghana à l'épreuve du FMI (1965-1982)

Les démêlés de l'État ghanéen et du FMI précèdent largement l'adoption par le PNDC, en avril 1983, du premier plan d'assainissement économique (ERP 1). A trois reprises déjà, le Fonds était intervenu dans le cadre de programmes d'ajustement, sur des périodes limitées : 1966-1968, 1971-1972, 1978-1979. C'est en 1965 que remonte le premier épisode du vis-à-vis Ghana-FMI. On remarquera que seuls des régimes militaires sont parvenus à mettre en œuvre de tels plans. L'unique régime civil qui s'y soit risqué, celui de Busia, fut bientôt emporté par un coup d'État. On notera également que l'aménagement du remboursement de la dette extérieure fut toujours au cœur des interventions des institutions financières internationales.⁴

1. Premier épisode : 1965. Il marque la phase terminale de l'expérience de nationalisme économique et de socialisme panafricain du régime de Nkrumah. Avec le Plan de développement de sept ans (1963/64 — 1969/70), des perspectives résolument optimistes de croissance accélérée et de modernisation rapide sont tracées⁵. 50 % des investissements nouveaux sont orientés vers la production. Les choix sont ceux d'un développement planifié, socialiste, s'appuyant sur un

4. E. HUTCHFUL, « International Debt Renegotiation : Ghana's Experience », *Africa Development* 9 (2), avril-mai 1984, p. 5-27.

5. *Seven Year Plan for National Reconstruction and Development*, Accra, Office of the Planning Commission, 1963.

secteur public important, privilégiant l'industrialisation de substitution d'importation, sans négliger la poursuite des efforts dans le domaine de l'éducation, de la santé, des infrastructures. Les possibilités d'expansion de la production agricole sont perçues comme considérables, l'accent étant mis sur l'élévation de la productivité, l'extension des surfaces et le rôle, dans l'approvisionnement vivrier, d'un secteur agricole socialiste, fortement mécanisé.

S'agissant des facteurs démographiques, le Plan ne les envisage pas comme une donnée séparée. Le rythme de croissance est apprécié comme une chance, autant que comme un handicap, en tant que vecteur d'une force de travail à mettre en mouvement et que jeunesse à éduquer⁶.

Ceci correspond d'ailleurs à la vision du régime de Nkrumah qui souhaite une politique hardie d'expansion démographique. L'objectif d'un Ghana de 20 millions d'habitants lui apparaîtrait comme un atout dans la construction de l'État post-colonial, ainsi que dans la stratégie panafricaine qu'il poursuit. Si, à partir de 1963, le Christian Council du Ghana s'intéressera au planning familial, si, en 1965, fut créé un comité consultatif pour les problèmes de population, il s'agira d'initiatives sans grande portée. « Les travaux du comité ont abouti à la conclusion que, pour diverses raisons, le Ghana est en mesure de nourrir beaucoup plus de population qu'il n'en compte actuellement, et qu'un tel accroissement est désirable »⁷.

La chute drastique des cours du cacao qui se précipita, à partir de 1962, vient assombrir l'horizon. Malgré ses efforts de diversification économique et commerciale, le Ghana conserve tous les handicaps d'une économie de rente. Le recours à des emprunts à court terme ne fait qu'aggraver la situation. Pour faire face à un endettement extérieur croissant (le service de la dette atteignant déjà 25 % des revenus d'exportation), le gouvernement fait appel au FMI.

Une mission du Fonds est à Accra en août 1965. Elle établit un plan de stabilisation contenant les dispositions suivantes : diminution des dépenses publiques, privatisation de 28 entreprises du secteur public (sur 32), compression de la demande par abaissement du prix du cacao au producteur, libéralisation des échanges extérieurs. D'autres mesures, à caractère plus nettement politique, sont suggérées : réduction des dépenses de défense, allègement du dispositif diplomatique à l'étranger, diminution des échanges commerciaux avec les pays socialistes.

6. *Ibid.*, p. 8.

7. S.K. GAISIE, N.O. ADDO, S.B. JONES, « La politique démographique et sa mise en œuvre », in J.C. Caldwell : *Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest*, New York, Population Council, 1974.

Heurtant de plein fouet les objectifs de construction de l'indépendance politique et de l'unité africaine du Ghana, ces mesures sont repoussées par Accra. Le 22 février 1966, le ministre des Finances, Amoako Atta, déclarera, devant le Parlement, que le Ghana a décidé de repousser définitivement les injonctions du FMI. Il présentera un programme alternatif de rééquilibrage. Deux jours plus tard, le 24 février, Nkrumah sera renversé par un coup d'État.

2. Le deuxième épisode : 1966-1968. Une fois installé au pouvoir, le Conseil national de libération ne tardera pas à renouer les liens avec le FMI. Six jours seulement après le coup, la Commission économique nationale que préside E.N. Omaboe publiera une déclaration d'intentions en tous points conforme avec le plan de stabilisation proposé, quelques mois auparavant, par le FMI. Les nouveaux dirigeants sont totalement acquis aux options libérales. Ils sont favorables à une intégration du Ghana à l'Occident. Ils en escomptent des avantages économiques, y compris des conditions plus favorables de remboursement de la dette extérieure. En outre, l'acceptation du programme de stabilisation du FMI est un moyen d'accélérer la liquidation des politiques de Nkrumah : les rapports avec les pays socialistes sont interrompus ; la dimension panafricaine s'estompe ; le démantèlement du secteur public est engagé.

Les créanciers occidentaux exigent un échéancier précis de remboursement. Le FMI joue le rôle de médiateur. La Banque Mondiale fait savoir au gouvernement que tout nouveau prêt aura pour condition « la soumission à une action effective de stabilisation et de réaménagement de la dette »⁸. Tout en s'installant en position de surveillance sur l'ensemble de l'économie et des finances ghanéennes, le Fonds veille à l'application des lignes principales de son plan⁹.

Lors d'une première évaluation effectuée, en 1967, par la Banque Mondiale, le « plan de stabilisation et de développement » se traduit par les résultats suivants : la dévaluation a atteint 30 % ; 50 000 salariés du secteur public ont été licenciés ; plusieurs entreprises d'État ont été privatisées ; la production industrielle a chuté de 50 %, cependant que la production agricole tend à décliner. La balance des paiements ne connaît pas d'amélioration. Toutefois, deux objectifs primordiaux du Fonds auront été atteints : les échanges extérieurs ont été libéralisés ; les créanciers occidentaux sont assurés d'être remboursés¹⁰.

8. E. HUTCHFUL, *op. cit.*, p. 11.

9. R.T. LIBBY, « The International Monetary Fund's Rehabilitation of Ghana, 1966-1969 », *The African Review* 6 (4), 1976.

10. *The Programme of Development and Stabilisation of Ghana*, Washington, D.C. : Banque Mondiale, 1967, miméo.

Durant cette période, l'argument du péril démographique n'est guère invoqué. Celui qui consiste à imputer au système politique et économique qui a précédé toutes les difficultés semble suffire. D'autre part, le régime peut compter sur la hausse soudaine, dès avril 1966, des cours de cacao. Les problèmes d'expansion de l'agriculture locale ne sont pas à l'ordre du jour. Le gouvernement fait appel à l'aide alimentaire occidentale et recourt à des importations, en utilisant la rente cacaoyère. Les questions agricoles pour le Conseil, qu'inspire le FMI, semblent se réduire à la privatisation des fermes d'État (la plantation de caoutchouc est reprise par Firestone), à la liquidation du secteur socialiste, et à la progression du capital privé, tant local qu'étranger¹¹.

3. Le troisième épisode : 1970-1971. Instaurée en 1969, la Seconde République, aux destinées desquelles préside K. Busia, est rapidement assaillie par les difficultés. La période de stabilisation a plongé l'économie dans un profond marasme. D'abord limités au secteur public, les licenciements se propagent dans le secteur du bâtiment. Les faillites de petites entreprises locales se multiplient. Malgré la dévaluation, les exportations déclinent (à l'exception du diamant et du bois) ; les importations augmentent. Le plan de développement, lancé sur la période 1968-1970, se traduit par un échec. Le revenu par habitant était évalué à 142 C. en 1965 ; il n'est plus que de 135 C. en 1969¹². Le pouvoir entre en confrontation directe avec les syndicats. Il s'aliène l'armée. Il suscite une vaste réprobation dans l'opinion en renouant les relations avec l'Afrique du Sud.

Une nouvelle négociation de la dette s'avère nécessaire. Conscient de la fragilité de la situation économique et sociale, le ministre des Finances, J.H. Mensah, exige des mesures d'assouplissement. Il engage une politique de relance économique. Mais, dès 1971, le FMI s'inquiète du creusement du déficit budgétaire, et de la détérioration de la balance des paiements. En décembre, il fait avaliser un nouveau plan de stabilisation. Les premières mesures prises sont une dévaluation de 44 %, et une libéralisation du marché des changes et des importations. Elles font la perte du régime, Busia étant renversé, dès janvier 1972, par un nouveau coup d'État.

4. Le quatrième épisode : 1972-1979. Le régime du Conseil national de rédemption, que dirige le Colonel Acheampong, ouvre cette longue séquence par un intermède surprenant, atypique. Il refuse toute dévaluation, repousse le plan mis en place avec le FMI, répudie les

11. E. HUTCHFUL (ed.) : *The IMF and Ghana. The Confidential Record*. Londres : Zed, 1987, 298 p.

12. à savoir le *Cedi*, unité monétaire du Ghana.

créances de plusieurs firmes britanniques. Il popularise le mot d'ordre « Kafo didi » (c'est-à-dire, « les débiteurs aussi doivent manger »). Il prône l'autosuffisance et la mobilisation de la population pour le développement rural.

Il s'agit surtout pour le nouveau pouvoir de tenter de capter l'ancien courant nkrumaïste. Il réussira provisoirement à se rallier une coalition hétéroclite de fonctionnaires, d'étudiants, de syndicalistes, d'intellectuels, de vétérans du CPP, et à se donner momentanément une légitimité. Il bénéficiera aussi d'une nouvelle phase de hausse des cours du cacao. Un an suffira à la haute hiérarchie militaire pour prendre le contrôle des principaux circuits de l'argent, ceux articulés sur l'extérieur, ceux connectés sur le secteur public, ceux, ramifiés, mais fortement centralisés, du commerce local. S'installera alors un système économique que deux observateurs ont qualifié d'« économie politique de l'instabilité »¹³.

En 1974, le pouvoir a réussi à obtenir un réaménagement de la dette. En 1978, il s'est engagé, avec le FMI, dans un nouveau programme d'ajustement. La spéculation, l'accaparement, la corruption s'installent. La dégradation de l'économie s'accélère. A la diminution des revenus s'ajoute, dans les villes, des situations de pénurie. Un premier coup d'État de Jerry Rawlings, en juin 1979, mettra un terme au monopole du pouvoir par la haute hiérarchie militaire. L'expérience sera limitée dans le temps. Durant quatre mois, Rawlings et l'AFRC se livreront à une opération d'assainissement de type particulier. Ils dirigeront la coercition étatique contre les spéculateurs, les affairistes, les commerçants. Ils tenteront, par la force, de mettre un terme à la hausse des prix, à la manipulation de l'offre des produits de base.

5. Le cinquième épisode : 1980-1981. La troisième République de Limann, tout en tentant de s'approprier le courant nkrumaïste, renoue avec la tendance amorcée, à partir de 1973, par le régime Acheampong. Le pays continue de s'abîmer dans la crise. Une complicité passive avec les institutions financières internationales s'établit. Une dévaluation drastique s'impose, ainsi qu'une restauration des équilibres financiers. Observateur de la situation, le FMI ne cache pas son sentiment à ce sujet. Les dirigeants souscrivent ouvertement au credo libéral. Ils admettent aisément le bien-fondé des recommandations du Fonds et de la Banque.

13. Y. AGYEMAN-BADU, K. OSEI-HWEDIE : *The Political Economy of Instability*, Lawrenceville, Virg. : Brunswick, 1982.

Mais n'ayant pu pleinement restaurer leur autorité sur l'armée, disposant d'une assise sociale fragile, les dirigeants ghanéens sont incapables de se risquer à une dévaluation, ou à toute mesure restrictive. Ils reçoivent des financements, au jour le jour, sur la base de connivences politiques ; ils tentent de bénéficier de l'aide alimentaire occidentale. Le FMI ne presse pas à l'acceptation d'un nouveau plan d'ajustement, jugé trop risqué politiquement. Son attitude est guidée par la nécessité, à ses yeux, de permettre la survie du régime, lequel est considéré comme un pis-aller permettant d'éviter l'irruption d'un pouvoir radical. Cela n'empêchera pas Jerry Rawlings, et le PNDC, de prendre le pouvoir le 31 décembre 1981¹⁴.

A partir de 1972 et jusqu'à l'avènement du PNDC, l'idée du spectre de l'explosion démographique est totalement bannie du discours politique officiel. L'une des réponses les plus répandues à la crise est l'émigration : celle-ci touche des catégories de plus en plus variées de la population. Le seul Nigéria accueille, en 1981, un total estimé à un million de ghanéens. Évoquer une menace démographique serait, pour les dirigeants, signaler des problèmes critiques : les inégalités sociales qui se creusent, la participation du pouvoir étatique à l'accaparement et à la spéculation, la faillite des politiques économiques conduites depuis 1966.

En l'occurrence, le spectre de Malthus hante le pouvoir ; mais il ne lui est pas possible de l'avouer publiquement, sous peine de devenir, lui-même, la cible de protestations populaires. Aux institutions internationales est réservée la mission de diffuser un discours sur la relation problématique entre population et ressources, entre croissance démographique et développement économique. A elles de concevoir, de soutenir des politiques de population.

Ce bref regard sur les parcours passés des programmes de stabilisation, d'ajustement et sur les politiques officielles de population au Ghana appelle quelques réflexions d'ensemble.

En premier lieu, l'impartialité, la distanciation technocratique et économiste du FMI apparaissent toutes relatives. S'ils sont tus, les calculs politiques ne sont jamais absents de ses initiatives. On l'a vu, par exemple, dans la première séquence, lorsqu'il s'agissait, en 1965, de fixer des conditions à toute demande de crédits par le Ghana. On l'a vu, à nouveau, et à l'inverse, sous le régime de Limann, le Fonds faisant alors preuve d'un surprenant laxisme, d'un attentisme inhabituel. Il est

14. Y. GRAHAM, « Ghana. The Politics of Crisis : Class Struggle and Organization, 1976-1983 », communication présentée à la Conférence organisée par la *Review of African Political Economy* à l'Université de Keele, les 29 et 30 septembre 1984.

vrai qu'en dernière instance les plans d'ajustement sont décidés par les États eux-mêmes. Encore conviendrait-il de ne pas oublier, en ce qui concerne en particulier le Ghana, la relation triangulaire qui s'est établie, à partir de 1966, entre l'État ghanéen, le FMI et les créanciers du Ghana.

En second lieu, la gestion du risque politique est une dimension non négligeable des stratégies déployées par la Banque Mondiale. Cette prise en compte du risque politique et social fut à la base, dès 1972, des stratégies de lutte contre la pauvreté. Elle est présente, à travers les notions de coûts sociaux « et d'appui aux groupes les plus vulnérables », dans l'accompagnement, par la Banque, des politiques d'ajustement structurel. Ce constat fait d'ailleurs mieux comprendre la familiarité de la Banque avec le discours de Malthus, lequel ne faisait pas autre chose que de pointer un risque politique.

Enfin, une évaluation des performances des actions inspirées par le FMI peut être faite de deux points de vue tout à fait différents, voire contradictoires. Elle peut être établie en fonction de certains des objectifs fondamentaux poursuivis par le Fonds : surveillance extérieure, rapprochée des équilibres monétaires, financiers, budgétaires ; libéralisation des échanges ; liberté de circulation du capital ; encadrement du règlement des dettes extérieures. De ce point de vue là, il n'est nullement avéré que les interventions successives du FMI au Ghana n'aient pas été une réussite.

Un second bilan, fondé sur l'observation des économies et des sociétés, est nettement moins favorable. Les rééquilibrages macro-économiques ont surtout, vus sous cet angle, provoqué d'intenses déséquilibres sociaux. Leurs effets ne sont pas identifiables, purement et simplement, en termes d'agrégats. Ainsi, pour certaines catégories sociales, le paiement de la dette extérieure offre de larges opportunités d'évasion de capitaux. La compression apparemment globale de la demande pèse de façon socialement différenciée.

II. Le Ghana saisi par l'ajustement structurel : 1983-1990

Dans un premier temps, le PNDC s'inscrit dans une logique de mobilisation politique. C'est la phase de populisme radical et de nationalisme économique que symbolisera la prolifération, à partir d'initiatives venues du sommet, de comités de base dans les quartiers, les villages, les entreprises. La crise économique que traverse le Ghana est imputée, pour partie aux dominations extérieures, pour partie à la corruption et à l'aveuglement des responsables politiques. Des appuis financiers sont cherchés à l'extérieur, en Libye, dans les pays socialistes. L'extrême polarisation des tensions politiques menace le pouvoir central de dislocation. Celui-ci sera conduit à passer d'une logique de

mobilisation à une logique d'encadrement, à pratiquer un populisme au sens strict du terme, c'est-à-dire comprimant, court-circuitant toute expression politique populaire.

Le tournant est amorcé dès octobre 1982¹⁵. Deux mois plus tard, un renouvellement des approches économiques est envisagé. Il s'agit d'aller à la rencontre du FMI, des pays occidentaux, tout en maintenant, sous contrôle, certains leviers autorisant une indépendance économique relative. Le modèle figuré est celui d'un plan d'ajustement structurel de caractère hétérodoxe, impliquant un monopole étatique du commerce extérieur, le contrôle des prix sur certains produits de base, la sélection qualitative des importations¹⁶.

L'année 1983 précipitera le mouvement vers un ajustement plus classique. Pour l'économie ghanéenne, c'est une année de calamités : la sécheresse sévit, ses effets se faisant sentir jusque dans la zone forestière. Un choc supplémentaire est produit par l'expulsion brutale de près d'un million de Ghanéens établis au Nigéria. Cependant, la décision prise par le PNDC de se lancer, sous la tutelle du FMI et de la Banque Mondiale, dans un programme d'ajustement structurel n'est pas seulement issue de ces vicissitudes conjoncturelles. En fait, l'état de délabrement de l'économie exige des mesures immédiates, drastiques.

Le tableau dressé en 1984 par la Banque Mondiale laisse apparaître le caractère exceptionnel du marasme économique¹⁷. Évidemment, il s'agit d'agrégats, de données globales, qui ne laissent rien transparaître du vécu social face à la crise, des réponses apportées par les différentes catégories de la population. L'accent est mis sur le caractère menaçant, explosif de la croissance démographique. Avec un taux annuel de croissance de 3,3 % par an, la population globale progresserait à un rythme non maîtrisé : 8,6 millions en 1970, 12 millions en 1984, 50 millions en 2020. Rien n'est dit toutefois des flux d'émigration. Le mouvement, global, vers les villes, le repli, très différencié, vers les zones rurales ne sont pas même évoqués. Pas plus que la surprenante capacité d'absorption des communautés rurales qui accueillirent la majorité des réfugiés expulsés du Nigéria : une extension notable des surfaces cultivées, une augmentation sensible de la production commercialisable en résultèrent (riz, maïs, manioc notamment), le mouvement progressif de retour vers le Nigéria entraînant un certain tassement.

15. P. KONINGS, « The State and Defense Committees in the Ghanaian Revolution, 1981-1984 », *Cahiers du CEDAF* (2. 3. 4.), juin-juillet 1986.

16. Y. GRAHAM, « Ghana : The IMF's African Success Story ? », *Race and Class* 29 (3), 1988.

17. Ghana : *Policies and Program for Adjustment*, Washington, D.C. : Banque Mondiale, 1984.

Ces observations de la Banque, il est vrai, portent sur la période 1971-1982. Le diagnostic, qui d'ailleurs ne fait qu'officialiser le verdict des experts du FMI, souligne la carence des politiques économiques mises en œuvre. L'accent est placé sur l'inefficacité du secteur public, sur le caractère exorbitant des dépenses publiques, sur les faibles incitations de l'exploitant agricole à produire et à commercialiser son produit, sur l'aggravation de l'inflation, sur l'écart entre les taux de changes réels et la valeur nominale de la monnaie.

L'effondrement de l'économie se traduit par quelques chiffres. Entre 1971 et 1982, le revenu par habitant a chuté de 30 % ; la production agricole a baissé de 30 %, les importations alimentaires représentant en 1982 le triple de ce qu'elles étaient en 1971. Les revenus d'exportations ont décliné de 52 % (elles ne représentent plus que 4 % du PNB contre 21 % auparavant). Les salaires réels ont diminué de 80 %. La production de cacao est passée de 454 000 à 220 000 T. La production minière a diminué de moitié. 15 à 25 % seulement de la capacité industrielle sont utilisés. En 1981, le déficit budgétaire équivaut à 14,5 % du PNB.

L'impératif de restructuration, de rééquilibrage ne correspond donc pas à une pure soumission aux contraintes externes, ni aux injonctions du FMI. Il est vrai aussi que l'accord passé avec le FMI et la Banque Mondiale conditionna l'aboutissement des discussions sur le rééchelonnement de la dette avec le Club de Paris et l'attraction de nouveaux financements.

Il était prévu que l'ajustement s'effectue sur une période limitée — quelques années —, avec un temps fort de mesures instantanées (dévaluation, retrait des subventions publiques, action sur les prix et les salaires en particulier), puis un temps long de relance sectorielle. Le processus en fait s'étira dans la durée, l'ERP 2 succédant à l'ERP 1, jusqu'à paraître s'enliser et susciter lassitude, inquiétude, désaffection¹⁸. Le coût social, le coût politique paraissent d'ailleurs sévères¹⁹. N'est-ce pas le « miracle » de l'ajustement ghanéen qui devait inciter la Banque Mondiale à lancer des programmes d'atténuation du coût social de l'ajustement. Le premier projet au titre du PAMSCAD y fut initié en 1988.

Dans la phase de stabilisation, plusieurs mesures visant à avoir un effet de conflagration furent prises. Une dévaluation de 800 % du Cedi par rapport au dollar fut décidée (les dévaluations entre 1982 et 1988 atteignant un pourcentage cumulé supérieur à 6 000 %). Augmenté ini-

18. R.H. GREEN, « Ghana : Progress and Limitations of the Success Story », *IDS Bulletin* 19 (1), janv. 1988.

19. R. SPEIT : « Die politischen Kosten des Strukturanpassungs programms in Ghana », *Afrika Spectrum* 22 (3), 1987.

tialement de 65 %, le prix du cacao au producteur fut bientôt multiplié par 5. Les subventions sur les produits de première nécessité, incluant le pétrole et les engrais, furent supprimées. Les dépenses de l'État furent limitées. Ce rationnement toucha en particulier les secteurs de l'éducation, celui de la santé (- 90 %) ainsi que les crédits d'État aux collectivités locales. Les échanges extérieurs furent libéralisés.

En termes d'indicateurs globaux, des évolutions sont perceptibles. Elles satisfont les pays créanciers, ainsi que les institutions financières internationales. On observe une relance de la croissance à un rythme de 5 % par an. De 128 % en 1983, l'inflation est passée à 25 % en 1988. La production de cacao, qui avait chuté à 158 000 tonnes en 1983, est remontée à 250 000 tonnes en 1988, pour atteindre 300 000 aujourd'hui. De 3,8 % en 1983, la part de l'industrie dans le PNB s'élève désormais à 10 %, cependant que la capacité utilisée passait de 19 à 32 %. On constate une certaine réhabilitation du secteur des exportations, avec une restauration de l'infrastructure et des moyens de transport. A la satisfaction des créanciers, le paiement du service de la dette est régulièrement assuré. La tendance va vers l'établissement d'un marché unique des changes.

A l'extérieur du Ghana, la politique d'assainissement et de réhabilitation de l'économie conduite par le PNDC est volontiers présentée comme un exemple, un modèle. Le pays serait un miraculé de l'ajustement structurel.

Un rapport, daté de février 1989, sur la situation macro-économique et monétaire du Ghana, élaboré par la Caisse centrale de coopération économique, s'inscrit, pour l'essentiel, dans cette optique résolument optimiste et idéalisante. La restauration de la croissance (aux alentours de 5 %), le rééquilibrage du budget, l'institution, après des dévaluations en cascade, d'un marché unique et officiel des changes, une confiance internationale restaurée se traduisant par une relance des investissements et l'intensification de l'aide financière internationale seraient les indices, indéniables, de la réussite. L'expérience devrait être imitée, reproduite, si possible, ailleurs en Afrique, car elle représenterait un modèle unique de programme d'ajustement piloté par le haut, mené dans la douceur, la négociation, la durée, s'appuyant sur un large assentiment social, à tel point que l'on pourrait parler d'« ajustement consensuel ».

Le rapport ne nie cependant pas les persistances de zones d'ombres. Il n'y a pas d'atterrissage en vue, mais une sorte d'enlèvement qui engendre des réactions de lassitude, de désenchantement. L'inflation est loin d'être maîtrisée. Les importations ont augmenté à un rythme jugé excessif. La chute des cours du cacao, le fait que leur effondrement n'est pas un phénomène passager, mais durable, remettent en cause l'une des options fondamentales du programme, à savoir la re-spéciali-

sation dans l'exportation de produits de base. D'une façon générale, la relance des secteurs d'exportation (bois, diamant) n'obtient pas les résultats escomptés. La privatisation du secteur d'État est à peine entamée ; et les effectifs de la fonction publique n'ont guère diminué.

La perception par les Ghanéens des effets de ce processus prolongé, et interminable, de restructuration est de plus en plus mitigée. L'élément positif est l'amélioration de l'approvisionnement. Mais ceci est contrebalancé par les hausses de prix, par les pertes de revenu affectant certaines catégories, par la dégradation des équipements sociaux²⁰. La désillusion, les réticences, les tensions, les résistances s'avivent. Dans une allocution, le 2 janvier 1990, Jerry Rawlings admit publiquement que si miracle il y avait, celui-ci ne s'était guère manifesté dans la vie quotidienne de la majorité des Ghanéens. En même temps, il annonçait sa décision de maintenir le cap de l'ajustement.

L'aiguïsement des polarisations sociales conduit le PNDC à un accompagnement politique plus serré, plus rigoureux, plus autoritaire de la mise en œuvre de sa politique économique. Dans une première phase, le rôle des comités de base, les CDR, avait été inversé. Leur vocation d'expression populaire, d'intervention démocratique dans les affaires publiques fut systématiquement contrariée, puis proscrite, les CDR se muant en auxiliaires locaux du pouvoir central, en instruments de contrôle social. La mise en place des assemblées de district traduisit un degré supérieur dans le refoulement du débat politique. La sphère d'expression et d'action de ces assemblées fut préalablement délimitée : toute discussion des enjeux politiques fut exclue, leur compétence se limitant à l'application locale de la politique économique décidée, en haut, par le gouvernement. Le profil du nouveau notable fut, officiellement, juridiquement, codifié : le candidat ne devait avoir aucune affiliation politique, présente ou passée ; ses talents devaient être ceux d'un entrepreneur dynamique, d'un gestionnaire compétent, d'un comptable scrupuleux.

Ces vicissitudes politiques de l'ajustement au Ghana laissent apparaître qu'il convient d'aller plus loin, dans l'analyse, qu'il importe de ne pas s'en tenir à des indicateurs déconnectés les uns des autres, ni à des agrégats qui estompent les discordances, les contradictions. D'autant qu'une réflexion sur les déséquilibres sociaux provoqués par les rééquilibres macro-économiques nous ramène aux interrogations critiques sur la problématique population/ressources.

20. H. TABATAI, « Stabilisation économique et ajustement structurel au Ghana, 1983-1986 », *Travail et société* 11 (3), sept. 1986.

III. Équilibrages macro-économiques et déséquilibres sociaux

La logique de l'égalité, celle des besoins de base sont tout à fait étrangères à la démarche du Fonds. Son champ est ailleurs : il est dans une architecture d'équilibres monétaires et financiers, dans l'homogénéisation et l'ouverture des espaces économiques. Rares sont d'ailleurs les institutions et organisations internationales qui, à l'instar de l'OIT, continuent de s'inscrire dans la problématique des besoins de base, dans l'analyse du creusement des inégalités, des différenciations sociales²¹.

Lorsque la Banque Mondiale lance des programmes d'atténuation des coûts sociaux et de soutien aux groupes les plus vulnérables, l'intention est ailleurs, et se dédouble : elle vise à limiter, comme nous l'avons noté, les risques politiques ; elle tend aussi à assurer un transfert de charge, de l'État ou des organisations internationales vers les communautés locales : les projets consistent surtout, à l'aide d'un faible stimulant financier ou technique, à inciter les communautés de base à prendre en charge leurs conditions de vie, leur environnement, leur équipement, les différents aspects susceptibles de soutenir la reproduction sociale. Ainsi, de microscopiques projets de réhabilitation de quartiers sont-ils un substitut, souvent plus symbolique que réel, à la carence des politiques urbaines, à la dégradation, là où ils existent, des équipements de base ou du logement ; de même que les initiatives locales ne peuvent guère pallier l'abandon des politiques publiques d'éducation et de santé.

Le retrait de l'État est l'un des objectifs prioritaires des plans de restructuration. C'est l'une des conditions impératives fixées par le FMI et la Banque Mondiale. Contraint de réduire les dépenses publiques, de juguler le déficit budgétaire, le PNDC prend une série de mesures destinées à limiter la sphère d'intervention étatique. Le désengagement financier de l'État est particulièrement sensible, brutal dans le secteur de la santé, avec une diminution de 90 % des crédits publics. Alors que plus de 70 % des Ghanéens se trouvaient déjà exclus des systèmes modernes de santé, la situation empire soudainement sous l'effet de ce repli de la puissance publique. L'accès aux soins, aux médicaments, aux hôpitaux et dispensaires devient plus aléatoire, plus inégalitaire. Alors que le secteur médical privé s'avère florissant, la majorité de la population n'a d'autre recours que de se tourner vers les médecines traditionnelles.

Le système d'éducation est mis en pièces, de l'école primaire à l'université. Au lendemain de l'indépendance, Kwame Nkrumah avait

21. E. ESHAG, « Pour un meilleur fonctionnement des programmes de stabilisation du FMI », *Revue internationale du travail* 128 (3), 1989.

construit un système perfectionné d'enseignement obligatoire et gratuit. Celui-ci représentait l'une des réussites les plus spectaculaires de la politique de modernisation postcoloniale, l'un des rares domaines où le recouvrement de la souveraineté étatique s'était inscrit, en termes d'égalité et de progrès, dans la vie quotidienne des Ghanéens. Sous la pression de la Banque Mondiale, le PNDC s'engage, à partir de 1986, dans une refonte des structures, des programmes, des modes de financement.

L'État reporte l'essentiel des charges sur les collectivités locales, sur les familles. Les premières se voient imputer les dépenses d'équipement, de fonctionnement, alors que les secondes doivent assurer les frais de scolarité et d'internat. Dans les universités, des droits d'inscription sont instaurés, alors que les bourses se raréfient. Il est intéressant de noter que c'est dans le domaine des services destinés à la reproduction sociale que la tutelle de la Banque Mondiale se révèle la plus tatillonne, la plus pressante, celle-ci se traduisant notamment par l'imposition d'une véritable « politique d'ajustement scolaire »²²

Le programme de décentralisation entraîne un transfert forcé des charges au niveau local, l'État réduisant de 50 % sa contribution au fonctionnement des collectivités de base (communes, districts). L'investissement humain, le développement communautaire « en participation » (c'est-à-dire, le plus souvent, sous la direction d'ONG occidentales), le travail ou l'épargne volontaires constituent des parades bien dérisoires à ce brusque évanouissement des politiques publiques.

Le repli de l'État est cependant loin d'être uniforme. A certains égards, il représente plus un leurre qu'une réalité. Les mesures macro-économiques (dévaluation, fiscalité, privatisation, abolition des subventions, choix budgétaires...) sont décidées et mises en œuvre par un pouvoir étatique centralisé. Celui-ci a développé, à travers les CDR, les districts, des structures locales et régionales ramifiées de contrôle politique, d'encadrement social. Le rationnement des dépenses sociales épargne la police, les forces armées, la sécurité qui sont, au contraire, modernisées, renforcées. L'emprise de la contrainte, de la coercition étatiques s'exerce plus fortement, le libéralisme ayant pour instrument principal l'interventionnisme étatique²³.

Les programmes d'ajustement structurel affichent une priorité absolue au monde rural. Celle-ci est explicitement reprise en compte dans le discours politique de PNDC. La population rurale aurait été la victime

22. A. VINOKUR, « La Banque Mondiale et les politiques d'ajustement scolaire dans les pays en voie de développement », *Tiers Monde* 23 (4), oct.-déc. 1987.

23. M.F. LHERITEAU : *Le FMI et les pays du Tiers Monde*, Paris, PUF, 1986.

principale des politiques étatiques conduites depuis l'Indépendance, celles-ci ayant bénéficié quasi exclusivement à la population urbanisée, avec l'apparition de couches spoliatrices de politiciens, de bureaucrates, d'affairistes et d'une élite protégée de fonctionnaires, d'intellectuels, de salariés. Face à un monde rural voué au sous-équipement, à de constants prélèvements sur les fruits de son travail, à la marginalisation et à l'exclusion s'opposerait un univers urbain représenté par cette élite privilégiée, ce bloc aristocratique. Le postulat est donc celui d'un antagonisme global, d'une scission abrupte entre ville et campagne²⁴. La priorité au rural constituerait donc une mesure de rattrapage, de justice, d'égalitarisme. Elle se justifierait par le fait que les ruraux représentent la majorité de la population, qu'ils sont les principaux producteurs de richesses. En outre, ils incarneraient les valeurs authentiques de la société ghanéenne ; ils seraient les porteurs de la tradition, de la stabilité sociale ; ils garantiraient une continuité historique, culturelle. L'affirmation de cette option pour le rural a une instrumentalité idéologique évidente. Elle légitime les rationnements que subissent les populations urbaines et le retrait des interventions publiques dans les villes. Elle traduit le glissement sensible d'un pouvoir à la recherche de nouvelles assises sociales. Dans un premier temps, il avait surtout compté sur les salariés, les petits fonctionnaires, les étudiants, les syndicalistes, la jeunesse urbaine. Par la suite, avec la mise en œuvre de l'ajustement, il tentera de s'appuyer sur la chefferie, sur les notables ruraux, sur les structures villageoises.

Or, le postulat de base, c'est-à-dire la coupure, l'écart grandissants entre monde rural et monde urbain, est fort contestable²⁵. Il aboutit à la construction, au découpage de deux sous-ensembles abstraits. Sont effacées les différenciations, les disparités, les inégalités qui opèrent au sein de l'un et de l'autre. Sont occultées les interactions, les interpénétrations de plus en plus complexes et intenses entre rural et urbain. Avec l'aiguïsement des situations de crise, l'écart entre villes et campagnes a tendance à se modifier : il n'est jamais uniforme ; il s'est fortement resserré ; dans certains cas, il n'existe plus. La situation des franges les plus démunies de la population urbaine est parfois comparable, par son degré de précarité, de déréliction, à la condition des paysans les plus déshérités.

L'option préférentielle pour le rural va de pair avec une reconcentration des politiques étatiques sur le secteur agricole. Il est vrai que dans

24. R.H. BATES : *Markets and States in Tropical Africa. The Political Basis of Agricultural Policies*. Berkeley, Calif. : University of California Press, 1981.

25. V. JAMAL, J. WEEKS, « Le resserrement de l'écart entre ville, et campagne en Afrique au Sud du Sahara », *Revue internationale du travail* 127 (3), 1988.

un secteur qui représente 65 % des revenus d'exportation et mobilise 55 % de la force de travail, les mesures macro-économiques sont susceptibles d'avoir un réel impact. Mais, là encore, on note des disparités sensibles. Le cacao d'abord, les cultures d'exportations plus généralement, les régions centrales et méridionales sont privilégiées. Le prix du cacao au producteur est quintuplé, alors que celui du maïs, de l'igname, du manioc stagne. Dans l'optique de l'ajustement structurel, l'accent est mis sur l'expansion de l'initiative privée. Dans les régions septentrionales, les projets d'aménagement que soutient la Banque Mondiale visent au développement de la culture irriguée et mécanisée²⁶. Les possibilités d'accès au crédit, les mécanismes institutionnels, les capacités de mobilisation financière et de maîtrise technique favorisent l'émergence et l'essor d'un type capitaliste d'agriculture. L'accent est mis sur l'assainissement des circuits commerciaux par la privatisation, avec pour cible principale le Cocobod. Le devenir de l'agriculture est envisagé de façon séparée, sans se soucier en particulier de la relance du potentiel industriel existant.

Parallèlement à la réhabilitation du secteur de la production caoyère (non sans effets puisqu'il y eut relance de la production, et plantation de nouveaux cacaoyers à partir de 1983), les programmes de financement internationaux se concentrent sur trois cibles : l'infrastructure portuaire, routière, ferroviaire et bancaire ; les industries minières (or, diamant, manganèse) et forestière ; les exportations dites « non traditionnelles » (huile de palme, coprah, ébénisterie). Se trouvent ainsi impulsés une spécialisation, un retour à l'économie de traite. Ceci a plusieurs conséquences globales. La vulnérabilité est totale par rapport au marché mondial, déprimé, des matières premières. Ainsi, la production du cacao apparaît-elle comme l'atout économique principal, alors que montent de nouveaux producteurs (Malaisie), que les cours se sont durablement effondrés et que fonctionne une gestion oligopolistique du marché international. La relance du secteur primaire et des travaux d'infrastructure exerce une ponction supplémentaire sur la force de travail des régions septentrionales, réserve traditionnelle de main-d'œuvre depuis l'ère coloniale²⁷. La société dans son ensemble est prise dans le moule déformant d'une économie de rente, avec ce qu'elle peut engendrer de dysfonctionnements institutionnels, de mécanismes de

26. A. SHEPHERD, « Agrarian Change in Northern Ghana : Public Investment, Capitalist Farming and Famine », in : J. HEYER, P. ROBERTS, G. WILLIAMS (eds.) : *Rural Development in Tropical Africa*. Londres : Macmillan, 1981.

27. N. VAN HEAR : *Northern Labour and the Development of Capitalist Agriculture in Ghana*. Université de Birmingham : Center of West African Studies, 1982, Ph.D.

prélèvement, d'excroissance de la sphère de la circulation, de gonflement des dépenses improductives, ostentatoires. L'emballage du rythme des importations de produits de consommation n'est pas dissociable de ce phénomène rentier.

Un miracle était attendu de l'action sur les prix. L'élévation du prix du cacao au producteur eut un effet incitatif indéniable. Mais, il s'agissait là d'un cas particulier, exceptionnel, où le contrôle étatique des circuits de commercialisation par l'entremise du Cocobud permettait la répercussion directe au producteur d'une mesure officielle. Pour d'autres produits, et tout spécialement les denrées vivrières, l'approche par les prix révélera ses limites²⁸. La conception d'un marché harmonisé par un équilibre entre offre du producteur et demande du consommateur est une pure fiction lorsqu'il n'existe pas de marché unifié, que celui-ci n'est pas directement accessible au producteur, que prolifèrent des intermédiaires constitués en groupe de pression pesant aussi bien sur le consommateur que sur le producteur. La levée des subventions aux prix à la consommation a des effets en retour négatifs sur le producteur, en ce qui concerne en particulier les engrais, les pesticides et le pétrole. La libéralisation touchant primordialement les échanges extérieurs, les importations de denrées de consommation courante s'amplifient. Le paysan se trouve confronté à un double phénomène : celui de la mutation des habitudes de consommation alimentaire dans les villes, celui de la concurrence des marchés internationaux de l'agro-alimentaire.

Le « modèle » ghanéen de l'ajustement rédempteur se heurte, socialement, aux paradoxes théoriques et pratiques des interventions classiques du FMI²⁹ : agir, sur le court terme, pour des effets à long terme ; s'inscrire dans les déséquilibres de la conjoncture pour recomposer la structure ; privilégier le stimulus par le prix, alors que n'existe pas de marché homogène ; promouvoir l'agent économique, l'entrepreneur calculateur, rationnel, indépendamment des formes sociales, des réseaux institutionnels, de l'habitus et de la culture.

Il est vrai que la logique du FMI possède sa rationalité, ses finalités propres. Il n'est pas sûr que, dans le cas du Ghana en particulier, le Fonds n'ait pas progressé, « réussi » dans la poursuite de ses objectifs : homogénéisation et ouverture des espaces économiques, libéralisation des échanges, rééquilibrage budgétaire, stabilisation monétaire, établis-

28. C. HARVEY (ed.) : *Agricultural Pricing in Africa. Four Country Case Studies*. Londres : Macmillan, 1988.

29. J.M. FONTAINE, « Diagnostic et remèdes proposés par le Fonds monétaire pour l'Afrique. Quelques points critiques », *Tiers Monde* 117 (1), jan.-mars 1989.

sement d'un marché unique des changes, paiement régulier de la dette extérieure, reprise de la croissance.

En revanche, le bilan se révèle plus mitigé, contrasté, si l'on se place du point de vue de la société ghanéenne. Les facteurs de dépendance, de subordination de l'économie se sont aggravés, alors que se creusaient les inégalités et s'amplifiaient les discordances. Les programmes d'ajustement vont entrer dans leur seconde décennie sans qu'apparaissent ni salut, ni rémission. L'ajustement fonctionne comme une vis sans fin.

IV. Ajustement et déséquilibres alimentaires

Les programmes d'ajustement structurel au Ghana ne résultent pas, purement et simplement, de la malignité des desseins du FMI. Ils sont l'aboutissement d'une longue période de marasme économique qui s'approfondit à partir de 1972. La crise culmine en 1982-1983, jusqu'à conduire à une impasse totale, à un cul-de-sac. L'État ghanéen ne voit d'autre issue que l'acceptation des conditions du Fonds. L'accord passé avec les institutions financières internationales a les allures d'un constat de faillite, d'un dépôt de bilan.

La détérioration des conditions économiques affecta tout particulièrement le secteur agricole³⁰. De 1970 à 1982, la production vivrière recula de 0,4 % par an. La culture du cacao régressa durant la même période. Le prix officiel payé au producteur s'affaissa, l'écart avec les prix pratiqués entre 1960-63 atteignant 17 %. La contrebande avec les pays voisins se développe jusqu'à concerner 12 % de la production cacaoyère. Les plantations sont de plus en plus délaissées ; cet abandon entraîne un recul de la production de banane plantain (le bananier servant traditionnellement d'ombrage au cacaoyer). Hormis le contrôle des prix et les prélèvements fiscaux, les politiques agricoles ont un impact restreint : 9 % seulement du budget de l'État leur sont consacrés. La détérioration du système de transports, auquel sont affectés 7 % des dépenses publiques, a de fortes répercussions négatives : l'accès des produits agricoles sur le marché est rendu plus aléatoire ; l'évacuation des produits d'exportation est mal assurée.

De 1970 à 1982, le revenu national décline à un rythme annuel de -0,5 %. Sur l'ensemble de la période, le revenu par tête accuse une chute de 30 %. Des couches de plus en plus larges de la population urbaine sont contraintes de rationner leurs achats de produits alimentaires. Les

30. S. COMMANDER, J. HOWELL, W. SEINI, « Ghana 1983.7 », p. 107-128, in : S. COMMANDER (ed.) : *Structural Adjustment in Agriculture. Theory and Practice in Africa and Latin America*. Londres : Heinemann, 1989.

producteurs sont tentés de se replier sur une économie domestique de subsistance.

Les réponses étatiques ont une portée limitée, sinon des incidences négatives³¹. L'action sur les prix (contrôle, subventions) a un effet dissuasif sur le petit producteur. Pour pallier au déficit en produits viviers, pour alléger le poids financier des importations de denrées de première nécessité, le gouvernement stimule dans les régions septentrionales des opérations d'aménagement en vue du développement d'une agriculture irriguée et mécanisée. Un type inédit d'exploitant capitaliste se lance dans la production, sur de larges surfaces, du riz, du maïs, du manioc. Cette nouvelle colonisation foncière, propulsée par le mirage de la « révolution verte », engendre un processus accéléré de différenciation au sein de la population rurale³². Elle suscite des tensions, des conflits³³. Elle aggrave la ponction sur la force de travail, accélérant la dislocation de systèmes productifs déjà fragilisés par le travail migrant.

La riposte préférée du pouvoir étatique, jusqu'à la fin de l'année 1981, celle qui lui permet d'exercer le plus directement des prélèvements financiers est le recours accru aux importations et à l'aide alimentaire internationale.

Dans la séquence 1982-83, la régression se transforme en sinistre. La mobilisation pour l'évacuation de la récolte du cacao décrétée par la PNDC peu après son avènement n'eut qu'un effet passager, symbolique. Bientôt, la production agricole connaîtra un recul annuel de l'ordre de 6 %. Les aléas climatiques perturbent gravement l'économie nationale : la sécheresse ne touche pas seulement les régions septentrionales, mais la zone forestière. Les secteurs cacaoyers sont dévastés par les incendies. Des phénomènes de disette se manifestent localement, alors que la pénurie de produits alimentaires sur les marchés s'aggrave.

A ces vicissitudes naturelles s'ajoute un choc politique. Le gouvernement fédéral du Nigéria décide l'expulsion instantanée de plus d'un million de Ghanéens établis dans le pays. Se dispersant, au Ghana, dans les communautés rurales, ces derniers serviront de révélateur d'un élément inaperçu du dysfonctionnement du secteur agricole : la pénurie de force de travail. La capacité d'absorption, en un moment bref, de cet afflux inattendu de consommateurs immédiats et de producteurs poten-

31. O.A. AKOTO, « Agricultural Development in Ghana », *Food Policy* 12 (3), août 1987.

32. P. KONINGS : *Peasantry and State in Ghana : The Example of the Veve Irrigation Project in the Upper Regional Ghana*. Leyde : African Studies Center, 1981.

33. J. GOODY, « Rice Burning and Green Revolution in Northern Ghana », *Journal of Development Studies* 16 (2), janv. 1980.

tiels fut, à bien des égards, surprenante, et ne s'explique pas uniquement par la coercition étatique. Le phénomène est à rapprocher de l'accroissement significatif, en 1984, de la production vivrière (riz, maïs, manioc, sorgho). A partir de cette date, cette population réfugiée regagnera discrètement le Nigéria, la raréfaction de la force de travail se faisant à nouveau sentir dans la capacité des systèmes productifs.

La banqueroute financière, le retrait de l'aide et des financements occidentaux du fait de l'incertitude politique qui règne sur le pays interdisent les importations de produits de première nécessité. Dans ce contexte profondément perturbé, pour faire face aux ruptures des approvisionnements, à la pénurie de produits sur les marchés, à la baisse de revenus et du pouvoir d'achat, les stratégies de survie deviennent de rigueur pour de larges couches de la population, la vulnérabilité, par rapport à la crise, des catégories les plus appauvries de citoyens étant particulièrement sensible.

La phase stabilisatrice de l'ajustement (ERP 1), de 1983 à 1986, a des incidences contrastées sur la production et la demande alimentaire. Les politiques publiques favorisent les cultures d'exportation, en particulier l'économie cacaoyère. La réhabilitation de l'infrastructure des transports est engagée, mais ses effets restent limités. Si, de 1984 à 1985, on assiste à une extension des surfaces consacrées au maïs et au manioc, le phénomène est surtout imputable aux grandes exploitations mécanisées qui, cependant, subissent l'impact de la suppression des subventions sur les intrants et du rationnement des crédits. D'une façon générale, les financements publics destinés à l'agriculture déclinent en volume. A partir de 1984, le prix des produits vivriers au producteur déclinent. Entre 1982 et 1987, les termes de l'échange se déterminent au détriment du producteur agricole (de l'ordre de 50 %). Les importations de produits alimentaires sont freinées. Des phénomènes de pénurie continuent de se manifester.

Le choc des dévaluations successives entame les revenus de la population urbaine, en particulier les salariés, qui sont en outre menacés de la perte de leur emploi. Parmi la population rurale, à l'exception des producteurs de cacao et des intermédiaires, les revenus diminuent également. Cette contraction de la « demande globale », explicitement visée par les mesures d'ajustement, aggrave la malnutrition parmi les catégories sociales les plus appauvries, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Avec la phase de réhabilitation (ERP 2), à partir de 1987, on n'assiste pas à la mise en œuvre d'une politique agricole cohérente, mais à la juxtaposition de mesures partielles, d'interventions ponctuelles, localisées, déconnectées. La revitalisation de l'économie cacaoyère et des autres secteurs de cultures pour l'exportation reste la priorité absolue. Les mesures de privatisation, appuyées par les programmes de l'Agence

internationale pour le développement, touchent les services agricoles et les organismes de commercialisation. Le passage au privé des structures de collecte du cacao est à l'ordre du jour. En matière de production vivrière, les efforts sont concentrés sur les « agriculteurs pilotes » et sur une réplique locale de la « révolution verte » impliquant des achats massifs d'intrants malgré l'élévation de leur coût. La libération des importations de produits vivriers, leur essor incontrôlé ont pour résultat de faire de la libéralisation des prix un instrument qui se retourne contre les producteurs locaux. Elles accentuent les différenciations et les évolutions de la consommation urbaine. Il n'apparaît pas, dans l'ensemble, que l'ajustement « miracle » mis en œuvre au Ghana ait eu d'autres effets sur l'économie alimentaire que ceux de « la purge libérale » pratiquée ailleurs en Afrique³⁴.

Face à une situation où les problèmes alimentaires se sont simplement déplacés, alors que subsistent de graves difficultés, les réponses sont diversifiées. Les parades qui étaient apparues durant la phase la plus extrême du marasme continuent d'être utilisées. Lorsque les difficultés deviennent une question de survie, le jeu des acteurs au sein des unités domestiques tend à se compliquer.

La migration locale ou régionale constitue un premier type de réponse. Aux flux traditionnels des régions septentrionales vers les plantations de la zone forestière, les mines et les chantiers, à l'exode des communautés villageoises vers les centres urbains viennent s'ajouter les déplacements pour l'exercice d'un travail saisonnier ou permanent sur les grandes exploitations mécanisées qui se multiplient dans le nord du pays. La fragilisation des systèmes productifs qui en résulte provoque une féminisation accrue de la production agricole, le surplus commercialisable se réduisant sensiblement (jusqu'à ne pas dépasser les 15 % dans les meilleures années)³⁵.

Les migrations internationales se transforment en phénomène massif, bien qu'échappant curieusement au regard des démographes. De 10 à 15 % de la population ghanéenne vit et travaille en dehors du pays. L'éventail des migrants est de plus en plus large. Les ruraux sont entraînés vers l'extérieur, après les citadins. Les catégories les plus qualifiées (ingénieurs, cadres, techniciens, enseignants, médecins, infirmiers) tentent, en nombre grandissant, leur chance en dehors du Ghana. L'émigration féminine se développe également. Ces migrations interna-

34. « Économie alimentaire : la purge libérale », *Politique africaine* (37), mars 1990.

35. H. TABATAL, « Le déclin en vivres et l'approvisionnement en vivres au Ghana », *Revue Internationale du Travail* 127 (6), 1988.

tionales de longue durée et à grande distance perturbent en profondeur les modes de reproduction sociale, en même temps qu'elles exercent une ponction formidable sur la force de travail, sur sa qualification. Elles constituent un phénomène mal connu dans ses implications multiples, inaperçu, occulté délibérément par le discours politique.

La crise des approvisionnements en produits alimentaires dans les villes, les politiques conduites à partir des années soixante pour développer une autosuffisance et réduire les importations ont suscité l'émergence d'une couche d'entrepreneurs agricoles d'implantation citadine, fortement articulée sur les circuits du pouvoir politique, de la puissance financière et commerciale³⁶. Son extension, qui accompagne les progrès de la culture irriguée et mécanisée dans les régions septentrionale et dans le Brong Ahafo, n'a pas été freinée par les nouvelles règles du jeu (raréfaction des crédits publics, augmentation du prix des intrants). Elle est en effet fortement stimulée par l'action de la Banque Mondiale et par la pression des sociétés privées distributrices d'intrants. Ce nouveau type d'exploitants agricoles citadins, proto-capitalistes ou capitalistes, propriétaires absentéistes dans nombre de cas, a, face à l'ajustement, des revendications spécifiques : ceux-ci souhaitent obtenir une garantie sur les prix de vente de leurs produits et des facilités élargies de crédit.

Dans les villes continuent de se déployer des stratégies de survie, alors que s'accusent les différenciations entre les privilégiés, ceux qui réussissent à tirer parti des politiques d'ajustement, et les autres catégories sociales. Le développement d'une agriculture ou d'un élevage urbains reste un phénomène marginal, bien que répandu, et n'apporte jamais qu'une réponse partielle. Plus significatif est l'effacement des contours entre ville et campagne, l'intensification des échanges, des relations de l'une à l'autre. Il n'est pas rare de voir les unités domestiques se dissocier, femmes et enfants regagnant la communauté rurale, alors que les aînés, les chefs de famille restent en ville. On assiste parallèlement à une dilution des frontières entre secteur structuré et secteur informel, la notion même de secteur informel se trouvant ainsi mise en cause.

Enfin, aussi bien dans les villes que dans les villages existent des groupes, des catégories sociales captifs, c'est-à-dire aux marges de manœuvres et aux capacités de réponse ou d'adaptation faibles, voire nulles : enfants, personnes âgées improductives, femmes dans les grandes villes. Ce sont les premières victimes de la malnutrition, des épidémies.

Il existe enfin des réponses par l'innovation technique, par la modification des systèmes productifs. Les unes participent d'un modèle propagé par les politiques publiques, en particulier l'agriculture irriguée et mécanisée. D'autres surgissent à partir d'initiatives locales, comme

Les spectres de Malthus

en témoigne le dynamisme engendrant une intensification des rendements et de la productivité sur les terroirs konkomba.

V. Le retour de Malthus

Revenons donc à notre interrogation de départ, après ce long détour par l'ajustement : pour quelles raisons le pouvoir politique ghanéen ressuscite-t-il aujourd'hui le discours de Malthus ?

La première explication, la plus triviale, est qu'il y a là, alors que les phénomènes d'exclusion, de marginalisation, de pauvreté sont loin d'être résorbés, une manière de rendre les plus démunis comptables de leur propre détresse, de les en rendre responsables, de les culpabiliser.

La seconde est que les politiques d'ajustement, dans leur logique propre, détachée des sociétés réelles, sont loin d'être parvenues à leur terme : à l'exception de Cocobud, le secteur public reste presque intact ; le nombre de fonctionnaires est loin d'être réduit dans des proportions comparables à celles imposées dans d'autres pays africains. Il s'agit donc d'aménager idéologiquement la poursuite, la propagation des programmes d'ajustement.

La troisième raison, la plus essentielle, est probablement plus inattendue, plus paradoxale. Après avoir agi de l'extérieur, le discours de la Banque Mondiale, qui relaye l'action du FMI, a été incorporé, approprié, intériorisé par le pouvoir. Il est en passe de devenir l'idéologie officielle du PNDC. Ainsi, en glissant de la révolution politique à la révolution morale, le PNDC en arrive-t-il insidieusement à conférer une dimension éthique aux visées stratégiques, froides, des institutions financières internationales. L'adieu au populisme prend subitement, et logiquement, les accents du sermon apocalyptique et moralisateur de Malthus.

Références bibliographiques

- AGYEMAN-BADU Y., OSEI-HWEDIE K., 1982 : *The Political Economy of Instability*. Lawrenceville, Virg. : Brunswick.
- AKOTO O.A., « Agricultural Development in Ghana », *Food Policy* 12 (3), août 1987.
- Banque Mondiale, 1989 : *L'Afrique subsaharienne. De la crise à la croissance : étude prospective à long terme*. Washington, D.C. : Banque Mondiale.
- Banque Mondiale, 1987 : *The Program of Development and Stabilisation of Ghana*. Washington, D.C. : Banque Mondiale, minnéo.
- BATES R.H., 1981 : *Markets and States in Tropical Africa. The Political Basis of Agricultural Policies*. Berkeley, Calif. : University of California Press.
- COMMANDER S., HOWELL J., SEINI W., « Ghana 1983-1987 », in COMMANDER S. (ed.), 1989. *Structural Adjustment in Agriculture. Theory and Practice in Africa and Latin America*. Londres : Heinemann.
- « Économie alimentaire : la purge libérale », *Politique Africaine* (37), mars 1990.
- ESHAG E., « Pour un meilleur fonctionnement du programme de stabilisation du FMI », *Revue Internationale du Travail* 128 (3), 1989.
- FONTAINE J.-M., « Diagnostic et remèdes proposés par le Fonds monétaire pour l'Afrique. Quelques points critiques », *Tiers-Monde* 117 (1), janvier-mars 1989.
- GAISIE S.K., ADDO N.O., JONES S.B., « La politique démographique et sa mise en œuvre », in : CALDWELL J.-C., 1974 : *Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest*. New York : Population Council.
- Ghana Planning Commission, 1963 : *Seven-Year Plan for National Reconstruction and Development*. Accra : Office of the Planning Commission.
- GOODY J., « Rice Burning and Green Revolution in Northern Ghana », *Journal of Development Studies* 16 (2), janvier 1980.
- GRAHAM Y., « Ghana. The Politics of Crisis. Class Struggle and Organization, 1976-1983 », communication présentée à la Conférence organisée par la *Review of African Political Economy* à l'Université de Keele, les 29 et 30 septembre 1984.
- GRAHAM Y., « Ghana : The IMF'S African Success Story ? », *Race and Class*, 29 (3), 1988.
- GREEN R.H., « Ghana : Progress and Limitations of the Success Story », *IDS Bulletin* 19 (1), janvier 1988.

Les spectres de Malthus

- HARVEY C. (ed.), 1988 : *Agricultural Pricing in Africa. Four Country Case Studies*. Londres : Macmillan.
- HUTCHFUL E. (ed.) 1987 : *The IMF and Ghana. The Confidential Record*. Londres : Zed, 1987.
- HUTCHFUL E., : « International Debt Renegotiation : Ghana's Experience », *Africa Development*, 9 (2), avril-mai 1984.
- JAMAL V., WEEKS J., « Le resserrement de l'écart entre ville et campagne en Afrique au Sud du Sahara ». *Revue Internationale du Travail*, 127 (3), 1988.
- KONINGS P., 1981 : *Peasantry and State in Ghana : The Exemple of the Veve Irrigation Project in the Upper Regional Ghana*. Leyde : Africa Studies Center.
- KONINGS P., « Riziculteurs capitalistes et petits paysans », *Politique africaine* (14), mars 1983.
- KONINGS P., « The State and Defence Committees in the Ghanaian Revolution », *Cahiers du CEDAF* (2.3.4.), juin-juillet 1986.
- LHERITEAU M.F., 1986 : *Le FMI et les pays du Tiers Monde*. Paris : PUF.
- LIBBY, « The International Monetary Fund's Rehabilitation of Ghana, 1966-1969 », *The African Review*, 6 (4), 1976.
- ONIMOBÉ B. (ed.), 1989 : *The IMF, the World Bank and the African Debt : The Economic Impact*. Londres : Zed.
- SHEPHERD E., « Agrarian Change in Northern Ghana : Public Investment, Capitalist Farming and Famine », in : HEYER J., ROBERTS P., WILLIAMS G. (eds), 1981. *Rural Development in Tropical Africa*. Londres : Macmillan.
- SPEIT R., « Die politischen Kosten des Strukturpannungsprogramms in Ghana », *Afrika Spectrum*, 22 (3), 1987.
- TABATAI H., « Le déclin en vivres et l'approvisionnement en vivres au Ghana », *Revue Internationale du Travail* 127 (6), 1988.
- TABATAI H., « Stabilisation économique et ajustement structurel au Ghana, 1983-1986 », *Travail et société* 11 (3), septembre 1986.
- VAN HEAR N., : *Northern Labour and Development of Capitalist Agriculture in Ghana*. University of Birmingham : Center of West African Studies, 1982. Ph. D.
- VINOKUR A., « La Banque Mondiale et les politiques d'ajustement scolaire dans les pays en voie de développement », *Tiers Monde* 23, (4), octobre-décembre 1987.

DÉSÉQUILIBRES ALIMENTAIRES, DÉSÉQUILIBRES DÉMOGRAPHIQUES : DES INTERROGATIONS AUX FRANGES DE NOS DISCIPLINES

par B. SCHLEMMER

C'est une banalité : la richesse d'un colloque se mesure, entre autre, à la richesse des échanges qui se nouent entre les participants... mais il est particulièrement difficile d'en produire témoignage ! Il va de soi qu'un compte-rendu des débats qui se déroulent entre chercheurs — et entre chercheurs travaillant pour la plupart « aux franges des disciplines », comme nous l'avions nous-mêmes souhaité — ne saurait se prétendre la représentation — même succincte — des discussions effectivement tenues : il ne peut s'agir que d'une « lecture » de celles-ci. Ainsi, les propos que je vais ici attribuer à tel ou tel ne sont-ils pas transcrits — comme à partir d'un enregistrement au magnétophone, mécaniquement —, mais sont-ils rapportés à travers le filtre de cette lecture particulière : celle que j'en est faite. Leurs exposés n'engagent donc bien évidemment que moi et il ne faut s'en prendre qu'à l'auteur de ces lignes — et non aux intervenants cités — si les propositions que je prête à ceux-ci ne sont qu'un reflet déformé de celles qu'ils ont réellement avancées.

Bien que le colloque se soit organisé autour des quatre sous-thèmes qu'avait repérés le comité d'organisation (« Transition démographique et reproduction sociale », « Tensions et ruptures », « Interrogations théoriques » et « Politiques publiques et pratiques sociales »), en fait, trois thèmes principaux sont plus souvent abordés, au cours des séances de travail :

1.— Un échange plutôt méthodologique, sur la pertinence des outils mis en oeuvre : concepts, méthodes de mesure, nature des données,

choix des unités d'analyse... Il est à noter que ce débat n'a pas donné lieu à clivage (il aurait pu opposer chercheurs démographes et chercheurs d'autres disciplines, pouvait-on penser), mais à échanges mutuels d'expériences et de mises en garde.

2.— Un débat — déjà ancien, mais non tranché — sur la place (explicative ou non) des phénomènes démographiques (causes, ou conséquences) dans l'analyse des transformations économiques et sociales. Ce débat tourne principalement autour de deux thèses, celle d'Ester Boserup (l'accroissement démographique est une chance en ceci qu'il implique une intensification de la production) et celle de Claude Meillassoux (l'équilibre population/ ressource ne saurait être rompu par un accroissement de la population : c'est au contraire cet accroissement de la population qui doit être expliqué, et recherché du côté de l'accès aux revenus monétaires et de l'importation de produits vivriers).

3.— Une discussion, enfin, sur les conséquences de l'intégration des économies nationales dans le jeu économique mondial, et sur le rôle direct joué par les politiques définies et mises en oeuvre par les grandes instances internationales (FMI, Banque mondiale...). Si un large consensus semble s'être fait sur le diagnostic, on peut cependant noter deux approches un peu différentes du même phénomène : l'une, autour de Claude Meillassoux, Gavin Williams ou Martin Verlet, se montre radicale et désigne ces politiques comme facteurs principaux des évolutions en cours dans les pays dont les économies sont très largement dépendantes de celles des pays industriels ; l'autre, illustrée notamment par Georg Elwert ou Jean-Luc Maurer, se veut plus nuancée et souligne la part de responsabilité des classes dominantes qui sont au pouvoir dans les pays dominés.

L'un des moments forts de ce colloque échappe pourtant à ce triple éclairage : il s'agit des trois communications sur les répercussions démographiques et alimentaires des situations de guérilla, et qui révèlent l'importance attachée par les militaires au rapport population/nourriture. Il s'agit là d'un apport particulièrement intéressant pour la problématique abordée, mais — pour la plupart des auditeurs — trop nouveau pour qu'ils aient pu l'intégrer immédiatement dans leurs échanges. Nous invitons le lecteur à se reporter d'eux-mêmes aux communications, convaincus que les débats à venir tiendront compte désormais de ces importantes analyses.

1. Problème de la pertinence des outils utilisés

S'agissant de l'étude des inter-actions liant les données démographiques d'une part (densité de population, taux d'accroissement, indices de fécondité/mortalité etc) et, d'autre part, les données non démographi-

ques, soit mesurables (statistiques ou non : productions vivrières, productivité du travail, auto-consommation etc), soit qualitatives (division du travail hommes/femmes, stratégies de fécondité, représentations collectives etc), on ne s'étonnera guère que l'une des questions le plus souvent posées soit celle de la pertinence des outils utilisés : comme le déclare d'entrée de jeu Claude Meillassoux, dans son introduction aux débats, les observations de telles données passent par le *dénombrement* ; or, il se révèle techniquement difficile à effectuer, et la pente naturelle conduit à faire confiance aux chiffres fournis par les spécialistes, praticiens et techniciens divers. Mais ceux-ci effectuent leur comptage en fonction de leur propre problématique, avec des concepts et des méthodes élaborés pour leur propre objet ; il convient également de considérer les gauchissements nombreux dûs aux implications politiques que soulèvent tels ou tels résultats. Il s'agit là d'une évidence bien connue — pour les recensements, par exemple, lorsque les intéressés soupçonnent ceux-ci de servir à l'établissement de l'impôt — ; mais il existe des biais plus cachés : les démographes connaissent bien, par exemple, les problèmes d'omissions (volontaires ou non) dans les questions rétrospectives sur les naissances et les décès, et savent que les naissances suivies de décès seront fréquemment omises ¹. En outre, quand on parle d'un mouvement de population, on parle de cette population prise dans sa globalité ; or, il existe de grandes différences, à l'intérieur de ces mouvements, selon qu'ils affectent principalement les individus productifs — ou les individus improductifs — de cette même « population » ; ou lorsqu'il s'agit de la population masculine ou de la population féminine, comme le précise Georg Elwert en s'insurgeant contre l'emploi, en Afrique rurale, du concept de « ménage » — à son avis totalement inadéquat parce qu'on peut le définir de multiples façons, sans parvenir pour autant à définir une unité pertinente. Il rappelle alors la nécessité d'analyser en premier lieu le rapport que ces « populations » entretiennent entre elles, appuyé en cela par Victor Piché qui souligne le caractère conscient des stratégies démographiques mises en oeuvre par les femmes.

Précisons que c'est la démographie qui — injustement, sans doute — est le plus souvent mise en question, à propos de ce problème de la pertinence des outils. Mais comme le fait remarquer Francis Gendreau,

1. Selon Georg Elwert, les enfants fragiles, au Bénin, ne sont pas déclarés : on fait comme s'ils n'existaient pas, on se prépare à leur décès. Si, vers 5 ou 6 ans, il apparaît qu'ils vont survivre, leur « naissance », à ce moment-là seulement, sera déclarée officiellement.

ceux utilisés pour décrire les mouvements de production — ou de productivité ! — agricole ne sont guère plus fiables, et plusieurs interventions l'ont montré à suffisance.

C'est d'ailleurs sur un plan conceptuel très général que Amrita Rangasami, par exemple, expose l'insuffisance de la notion de « famine », concept passe-partout décrivant des situations très diverses, et vécues par les intéressés de façon parfois bien différente de ce que laisserait croire ce descriptif sans nuance. Ainsi, Monique Chastanet a pu constater sur son terrain que ce fléau n'a pas découragé les croyants d'investir dans la construction d'une mosquée...

2. *Malthus mis à mal*

On connaît la thèse d'Ester Boserup qui, prenant à contre-pied la théorie malthusienne selon laquelle l'accroissement de la population entraîne malnutrition, famine et mortalité, soutient au contraire qu'à un accroissement de population correspond une intensification de la productivité agricole. Ce n'est pourtant pas selon une lecture malthusienne que cette thèse sera parfois critiquée, mais selon d'autres interprétations — également critiques à l'égard de toute liaison mécanique faisant de l'accroissement de population la cause de déséquilibres alimentaires — des faits observés dans les pays ayant connu *récemment* ² une forte croissance démographique.

Ainsi Marc Pilon montre-t-il qu'au Togo, l'accroissement du taux de fécondité constaté dès le début de la période coloniale n'a nullement entraîné un accroissement du taux de mortalité, au contraire. Mais ces variables démographiques lui paraissent chacune être autant effet que cause, et répondre à des logiques et des déterminations propres. L'accroissement du taux de mortalité lui semble lié à la politique sanitaire mise en place par l'administration coloniale ; et si le taux de fécondité n'a pas baissé dans la même proportion, c'est par suite de stratégies « natalistes » conscientes : besoin en main d'oeuvre familiale, stratégies collectives masculines et maintien d'une image restée inchangée du groupe familial. Mais si l'accroissement de population qui en est résulté a bien entraîné une augmentation de la production vivrière, *c'est par suite d'une augmentation des surfaces cultivées, et non par suite d'un accroissement de la productivité agricole* (rappelons que les politiques

2. *Récemment*, car, — comme ce fut justement rappelé lors des débats — les pays européens ont connu dans le passé des phases de forte croissance démographique (même si celle-ci n'a que rarement dépassé 1,5 % alors que beaucoup de pays du Tiers-Monde ont connu ou connaissent des taux de l'ordre de 3 %).

mises en place par les autorités, coloniales ou nationales, n'ont jamais fait de l'agriculture vivrière une priorité, favorisant au contraire les cultures d'exportation).

Ester Boserup souligne à ce propos que sa thèse doit être présentée avec beaucoup plus de nuance que cela n'est fait habituellement : elle n'a jamais affirmé que *tout* accroissement de la population entraînait *toujours* un accroissement de la productivité agricole ! Elle a seulement souligné que cette relation pouvait exister (ce qui, à l'époque où elle publia cette thèse, était loin d'être admis), et que cette relation, s'effectuait bien *dans ce sens* (même s'il est vrai qu'en sciences humaines, il n'y a jamais de relation univoque et qu'il convient donc de rechercher les relations qui existent entre les phénomènes observés, plutôt que de vouloir déterminer ce qui est cause et ce qui est effet). En outre, par « intensification » de la productivité agricole, elle n'entend pas seulement, comme le font les agronomes, l'usage d'engrais et de technologies agricoles perfectionnées, mais tout aussi bien toute réaction qui consiste à améliorer comme on peut, fut-ce simplement en y affectant de la main d'oeuvre supplémentaire, la productivité du territoire que l'on habite, au lieu de chercher une solution dans l'extension de ce territoire ou dans la migration. Aussi peut-on très bien, à son avis, analyser en termes d'intensification la mise en culture de terrains jusque là délaissés par les communautés villageoises.

Encore aurait-il fallu, dans le Nord-Togo, que ces mises en cultures se soient accompagnées d'un changement du système de production au lieu de s'effectuer au détriment des jachères, répond Marc Pilon. Et encore faut-il se demander quelles sont les implications de cette surcharge de travail, généralement consentie par les femmes : ce peut être au détriment de l'alimentation familiale, par exemple, pour laquelle moins de temps sera consacré, par une préparation plus rapide, mais qui entraînera une réelle malnutrition (la nourriture étant aussi abondante, mais mal préparée); ou par la détérioration de l'eau, cause de paludisme, les femmes préférant collecter, grâce à un toit de tôle, une eau qui va rester stagnante, plutôt que de continuer à consacrer tant de temps à la chercher au puits ou à la rivière.

La relation posée par Ester Boserup ne se vérifie-t-elle pas seulement dans certaines situations-limites, lorsqu'il ne se trouve pas d'alternative, demande Georg Elwert ? Il souligne combien la réponse à une telle question est délicate, étant donné la différence des rythmes avec lesquels se modifient les variables démographiques et alimentaires : elles ne se situent pas dans la même durée ; alors que la modification d'un régime démographique met une cinquantaine d'années à se réaliser dans tous ses effets, il faut compter moins de dix ans pour transformer la structure de la production vivrière et l'alimentation qui lui est liée.

Claude Meillassoux souligne alors qu'il convient surtout de bien distinguer, dans la « productivité agricole », entre la *productivité du travail* (combien, en moyenne, chaque individu produit par rapport à ce qu'il consomme, combien d'individus, en moyenne, un producteur est capable de nourrir outre lui-même) et le rendement ; ainsi, il peut parfaitement y avoir une augmentation de ce qu'Ester Boserup nomme la « productivité agricole » — comprise en terme de « rendements » — et une chute de la productivité du travail (ou inversement). Et c'est bien pourquoi, à son avis, la démographie ne commande pas à l'histoire : l'explosion démographique ne peut tout simplement pas se produire à moins que ne survienne au moins dans le même temps (si ce n'est *en préalable*) une explosion de la productivité.

Du même coup, on comprend mieux l'état de stagnation démographique qui, semble-t-il, précédait la colonisation ; c'est du moins ce que rapportent aussi bien Michel Panoff, pour le Pacifique Sud, que Monique Chastanet, pour l'Afrique sahélienne, ou Michel François, pour le Gabon. Il est vrai que Jean-Luc Maurer présente un cas inverse, à Java, où la population aurait été démultipliée en deux siècles, sans qu'il y ait pour autant croissance ni de la productivité, ni des rendements.

Toujours est-il, poursuit Claude Meillassoux (en se référant au trinôme « population-autosubsistance-marché », proposé par Claude Robineau), que si les pays peu industrialisés semblent incapables d'augmenter leur production vivrière, ce n'est pas faute d'un fort accroissement de la main d'œuvre — elle ne peut survenir qu'*a posteriori* —, mais faute d'un investissement technologique susceptible d'accomplir cette explosion de la productivité. Or, cet investissement suppose l'achat d'intrants, auprès de ceux qui le fabriquent ; il implique par conséquent de se placer d'abord, avec ses produits vivriers, sur le marché mondial, afin d'en réaliser la valeur : il implique donc de se mettre en concurrence avec des pays où la productivité du travail agricole est d'ores et déjà très élevée. Il n'y a pas, dès lors, à s'étonner si ceux qui l'ont tenté se sont rapidement — et fatalement — trouvés en banqueroute !

3. Economies dominées et instances supra-nationales

Le ton du débat est donné par Gavin Williams, montrant comment la Banque Mondiale établit son diagnostic dans une méconnaissance totale des données concrètes en termes de faits démographiques et de ressources alimentaires correspondant ou non à la population réelle : c'est dans une certaine structure économique, dans un certain type de marché du travail seulement que les problèmes se posent de façon dramatique : lorsque la force de travail affectée aux cultures d'exportation ne parvient plus à se reproduire ou se trouve plus avantageusement

remplacée par de nouvelles ponctions sur la population paysanne encore adonnée aux cultures vivrières. Le problème, ainsi, n'est pas tant dans l'équilibre potentiel population/ressources alimentaires que dans celui de la *distribution des revenus* qui donnent, inégalement, accès à ces ressources.

Dans le même ordre d'idée, Claude Meillassoux souligne, à propos de la communication de Kossivi Ayassou, à quel point le retour de la paysannerie vers les cultures vivrières, lié à la chute des cours des cultures commerciales et qui va entraîner, comme le note Patrick Gubry, un accroissement des ressources alimentaires du Cameroun, n'est finalement qu'un pis-aller : c'était l'objectif même que poursuivait le F.M.I. que de rendre la vie urbaine trop difficile à vivre aux immigrés, et de les contraindre ainsi à se replier sur le secteur des cultures vivrières dans lequel, en effet, ils peuvent survivre, mais non se développer ! Ce retour sur le secteur vivrier de populations qu'on avait appelées à travailler dans le secteur d'exportation — présenté comme un succès du F.M.I. — indique simplement que certains pays africains sont désormais voués à être laissés pour compte, à passer par la rubrique « profits et pertes » du capitalisme international : celui-ci, aujourd'hui, n'a plus besoin de main d'œuvre sous-qualifiée.

Georg Elwert, plutôt que le résultat d'une politique consciente et planifiée, estime qu'on peut ne voir là que le simple discours du libéralisme : « si le paysan préfère cultiver le mil — inexportable et donc sans avenir — et non l'arachide, il faut le laisser faire, telle est la nature de l'économie : un travailleur libre dans un marché libre ». Il insiste également sur la co-responsabilité des gouvernements, qui ne sont pas seulement des pions manipulés par le F.M.I. ou la Banque mondiale. Le revenu des classes bureaucratiques, rappelle-t-il, est lié à l'impôt sur les exportations, d'une part et, d'autre part, à la ponction prélevée sur l'aide étrangère : pourquoi leurs bénéficiaires voudraient-ils changer de politique, réduire leurs sources de revenus et accroître le commerce des cultures vivrières ? Ils n'ignorent évidemment pas que développement de ce commerce ne leur rapporterait pratiquement rien, ni directement, ni même indirectement, puisqu'il ne sera pas soutenu par la coopération extérieure...

Jean-Luc Maurer appuie cette idée d'une co-responsabilité des gouvernements en citant l'exemple a contrario de l'Indonésie : c'est contre l'avis de la Banque mondiale, souligne-t-il, que les Indonésiens ont poursuivi, avec opiniâtreté, leur politique de riz à haut rendement. Il est vrai qu'ils n'ont pu se permettre une telle politique que grâce à la manne pétrolière qui a permis de financer une telle révolution agricole. Mais la même manne s'est également répandue dans des pays comparables (Mexique, Nigéria...), sans que les gouvernements de ces autres pays investissent en aucune façon dans le secteur vivrier. A Java, c'est

la totalité des subsides obtenus par le pétrole qui furent consacrés à l'obtention de l'auto-suffisance alimentaire : il s'agit bien d'un choix politique et non d'une contrainte économique.

Martin Verlet reprend les deux séries d'arguments :

— d'une part, il est évident que le F.M.I. possède sa propre logique, et qu'il poursuit ses propres objectifs — généralement avec succès, en particulier en ce qui concerne l'un d'entre eux, central : le maintien constant d'un remboursement de la dette, et la circulation du capital.

— d'autre part, ces politiques, certes, passent par le canal des Etats et de leur gouvernement (l'ajustement structurel contribue d'ailleurs au renforcement de l'appareil d'Etat). Mais il s'agit de rapports entre acteurs inégaux : l'Etat est devenu incapable de rien régler et se voit contraint de faire appel au F.M.I. Non seulement il n' a guère le choix, pressé qu'il est par des groupes financiers puissants, mais il y trouve en outre son compte puisque, sous le couvert des injonctions du F.M.I., chargé de tous les maux, il peut se permettre de faire avaliser des mesures politiques impopulaires, et à son seul usage.

Il n'en est pas moins condamné à suivre les ukases que lui impose le Fond Monétaire International et à gérer tant bien que mal les coûts — souvent catastrophiques — que ceux-ci auront sur les secteurs qui relèvent de sa compétence, et que le F.M.I. ne prend nullement en charge (système éducatif, système de santé etc)...

Claude Meillassoux en tire pour leçon que la politique du F.M.I., sous les apparences d'une politique économique, cache en fait l'existence d'un choix délibéré en faveur d'une politique démographique malthusienne ; il invite à constater simplement (mais non sans ironie !) que les politiques d'ajustement structurel ne cherchent pas à faire baisser au même rythme toutes les dépenses effectuées par l'Etat : elles n'affectent guère les dépenses d'armement ou de défense militaire ; les premières visées ne sont-elles pas plutôt celles — « superflues », sans doute ? — consacrées au soutien à la production vivrière, aux soins de santé primaire, à l'éducation...?

Il est rejoint dans cette conclusion par Amrita Rangasami, constatant, au vu des politiques imposées, que « Malthus est invoqué non pour prévenir la famine, mais pour l'imposer ».

LISTE DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE ¹

ANDRO Denis
18,rue des Frères Lumière
92500 RUEIL

ARANGO Alexandro
Maison de Monaco
Cité Universitaire
75014 PARIS

ARRIAT François
51bis rue de Paris
95680 MONTLIGNON

* AYASSOU Kossivi
IFORD
BP 1556
Yaoundé
CAMEROUN

BARRY Abdourahmane
SODEVA
BP 3234
Dakar
SENEGAL

* BASSETT Thomas
Univ. Illinois
607 S.Mathews
Urbana IL 6180
ETATS UNIS

BAUMAN Evelyne (ORSTOM)
MNHN (Ichtyologie)
43, rue Cuvier
75005 PARIS

BENGA Ndiouga Adrien
30, rue Danton
92130 ISSY LES MOULINEAUX

* BOSERUP Ester
NEUEDONE
6614 BRISSAGO
SUISSE

CALLIER BOISVERT Colette
EHESS
Centre d'Etudes Portugaises
54, Bd Raspail
75006 PARIS

CHASTANET Monique (ORSTOM)
16, rue La Condamine
75017 PARIS

CHAZAN Suzanne (ORSTOM)
85, rue de la Convention
75015 PARIS

COMPAORE Maxime
333, Bd de la Boisière
93110 ROSNY SOUS BOIS

CORDELL Dennis
Univ. Montréal
Dept of History
Southern Methodist Univ.
Dallas TX 25225
USA

COUTY Philippe (ORSTOM)
10, Bd Gambetta
94130 NOGENT SUR MARNE

* DELAUNAY Daniel
Alfonso Alarcon 2525
col. Bella Vista
Puebla
MEXIQUE

1. Les noms précédés d'une astérisque sont les auteurs des communications.

Les spectres de Malthus

DELAUNAY Valérie
ORSTOM
BP 1386
DAKAR
SENEGAL

DELCROIX Sylvie
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

EBALE Raymond
Résidence universitaire
92160 ANTONY

ELWERT Georg
Freie Universit. Berlin
Institut für Ethnologie
Drosselweg 1-3
D 1000 BERLIN 33
RFA

FARIETA SARRIA Germán
AV 12 Nc 21 40
Funza
COLOMBIE

FESTY Patrick
INED
27, rue du Commandeur
75675 PARIS CEDEX 14

* FRANÇOIS Michel
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

FROSSARD URBANO Sandra
44, rue de Texel
75014 PARIS

* GARCIA RUIZ J. (CNRS)
29, rue Boussingault
75013 PARIS

* GEFFRAY C (ORSTOM)
Museo Goeldi
CP 399
66000 BELEM
BRESIL

* GENDREAU Francis
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

* GERVAIS Raymond
5735 16 avenue
MONTREAL HIX 257
CANADA

GODIN Jean Charles
136, rue Championnet
75018 PARIS

GRANDJEAN BITOUN Pernelle
33, Avenue Richard
94110 ARCUEIL

GUBRY Françoise
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

GUBRY Patrick
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

HAMEL Emmanuelle
70, rue Doudeauville
75018 PARIS

HAMELIN Philippe
ORSTOM
22, rue Vauquelin
75005 PARIS

HERRY Claude
ORSTOM
BP 2528
Bamako
MALI

* HOURS Bernard (ORSTOM)
11, rue de Montyon
75009 PARIS

* JAHANGIR BK
Centre for social studies
Room 1104 Art Building
Dhaka University
DHAKA - 1000 - BANGLADESH

Liste des participants au colloque

KATSUMATA
Univ. Meiji Gakvin
Kamikurata - Cho Yokohama
Kanagawa
JAPON

KIHOULOU Antoine
26, rue Camille St Saens
77183 LOGNES

LADEFROUX Raymonde
URA 142 (CNRS)
191, rue Saint Jacques
75013 PARIS

LARTIGUE François
Gelpe Victoria 75
Tlalpan 14 000
DF Mexico
MEXIQUE

LEVY Claude
INED
27, rue du Commandeur
75014 PARIS

* LIVENAIS Patrick (ORSTOM)
3, rue d'Alsace
34000 MONTPELLIER

* LUTUTALA Mumpasi
Université de Kinshasa
Dpt de Démographie
BP 176
KINSHASA XI
ZAIRE

LUXEREAU Army (CNRS)
APSONAT-MNHN
47, rue Cuvier
75005 PARIS

MARTINET Francis (ORSTOM)
12, rue Lagarde
75005 PARIS

MATTHYS Christine
4, rue de Citeaux
75012 PARIS

* MAURER Jean Luc
IUED
24, rue Rotshild
1211 GENEVE 21
SUISSE

* MEILLASSOUX Claude (CNRS)
2, rue Mirbel
75005 PARIS

NAYETE Ramata
37, rue de Washington
75008 PARIS

* NGUYEN Duc (CNRS)
UFR GHSS Tour 34 44
Université Paris VII
2, Place Jussieu
75005 PARIS

NITTI Maria Luisa (UNESCO)
11, Avenue de Lamballe
75016 PARIS
OMOLUABI Elisabeth
INED
27, rue du commandeur
75014 PARIS CEDEX 14

* PANOFF Michel (CNRS)
52, bd Saint Germain
75005 PARIS

* PICHE Victor
Université de Montréal
Dpt de démographie
CP 6128 - Succ A
Montreal H3C 3J7
CANADA

PIGOT Patrice
7, rue de Lancry
75010 PARIS

* PILON Marc
ORSTOM
BP 375
Lomé
TOGO

QUESNEL André (ORSTOM)
22, rue de Grenelle
75007 PARIS

Les spectres de Malthus

RABETSITONTA Tovonahary
OSIPD
BP 4466
Antananarivo 101
MADAGASCAR

* RANGASAMI Amrita
Université d'Oxford

RICHARD Jacques
Ministère de la Coopération
20, rue Monsieur
75700 PARIS

* ROBINEAU Claude
27, rue Catros
33000 BORDEAUX
ROCH Jean

ORSTOM
213, rue La Fayette
75010 PARIS

RUBEN Guillermo
Universidade Estadual
de Campinas
CP 1107 13100 CAMPINAS-BRESIL

* SCHLEMMER Bernard
ORSTOM
70-74, route d'Aulnay
93140 BONDY

SHIGEMITSU Tetsuaki
26, rue Lamblardie
75012 PARIS

SITA Patrick
2, square Surcouf
91350 TORIGNY

TRINCAZ Pierre
ORSTOM
213, rue La Fayette
75480 PARIS CEDEX 10

TURSHEN Meredith
INSERM (U 292)
Hôpital Bicêtre
781, rue Général Leclerc
94275 KREMLIN BICETRE

* VERLET Martin
ORSTOM
70-74, route d'Aulnay
93140 BONDY

VERON Jacques
CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06

* VIGNIKIN Kokou
5536, Côte des neiges,
3, H3T 1Y9 Montréal-CANADA
VIMARD Patrice (ORSTOM)
4, Place G. Sand
78180 MONTIGNY
LE BRETONNEUX

VUORELA Ulla
Univ. de Tampere
Dept de Sociologie
PL 607
33101 TEMPERE
FINLANDE

WARNER MILLS Susan
101, Market St
Lewisburg PA 17837
Etats Unis

* WAUTELET Jean Marie
CIDEP
Place Montesquieu, 1 Bte 17
1348 LOUVAIN LA NEUVE
BELGIQUE

* WILLIAMS Gavin
St Peter's college
Université d'Oxford
OXFORD OX4 INY

* YANA Simon David
CIDEP
Place Montesquieu, 1 Bte 17
1348 LOUVAIN LA NEUVE
BELGIQUE

Tables des matières

<i>Avant-propos</i> — Francis GENDREAU	7
----------------------------------------------	---

HORIZONS THÉORIQUES

<i>La leçons de malthus : le contrôle démographique par la faim</i> — Claude MEILLASSOUX	15
------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Malthus et le spectre du pauvre	16
La productivité du travail agricole vivrier	25
Partage social des ressources alimentaires	28
a) <i>Partage entre générations</i>	28
b) <i>Partage entre classes et peuples</i>	29

<i>Causes and effects of disequilibria in food production</i> — Ester BOSERUP	33
-------------------------------------------------------------------------------------	----

Effects of austerity policies in Africa	34
The problem of food security	35
Effects of the African crisis on fertility	37

<i>The study of starvation and famine : some problems</i> — Amrita RANGASAMI	41
------------------------------------------------------------------------------------	----

Poverty and famine	42
Famine as « disaster » : a construct	43
The duress in starvation	45
Demographic exercise	46
Relief and society	47
Food as source of power	48
Kin-ordered mode	49
The Feudal mode	49
Colonial mode	51
Background	52
Famine calendar	54
Demographic exercise	55
Demand-side theories	56

Démographie et production agricole : quelques réflexions à partir de la situation ouest-africaine —

Kokou VIGNIKIN et Victor PICHE	61
I. Production agricole et reproduction démographique : quelques approches théoriques	62
II. Stratégies des ménages et déséquilibre agricole : le cas du Sud-est Togo	65
Conclusion Les facteurs non-démographiques et déséquilibre alimentaire	67
<i>Population ou subsistance ? —</i> Patrick LIVENAIS	71
Antécédents	72
I. La croissance des populations européennes à partir du XVIII ^e siècle s'inscrit dans la longue durée	73
II. De quelques facteurs essentiels et de quelques circonstances non reproductibles	75
III. La croissance des populations du tiers-monde à partir de la deuxième moitié du XX ^e siècle est assignée à la courte durée	79
IV. Les politiques de l'urgence	81

SITUATIONS

Le recrutement de main-d'œuvre pour les plantations et ses conséquences démographiques

<i>en Nouvelle-Guinée —</i> Michel PANOFF	91
--------------------------------------------------------	----

Population, alimentation et production au gabon :

<i>des déséquilibres aux crises —</i> Michel FRANÇOIS	103
Dépopulation et fièvre de l'Okoumé	104
Genèse de la crise	105
1. <i>Une exploitation artisanale</i>	105
2. <i>Un recrutement excessif de main-d'œuvre</i>	106
3. <i>La crise alimentaire : la rupture</i>	107
Analyse de la crise	108
1. <i>Le phénomène de dépeuplement</i>	108
2. <i>La mobilité et l'exode</i>	110
3. <i>Ni agriculture, ni élevage</i>	111
4. <i>La sortie de la crise</i>	111
Une même séquence de crise	112
1. <i>Un pays en équilibre démographique et alimentaire instable</i>	112

2. Une nouvelle richesse à exploiter et un marché extérieur	112
3. Un potentiel humain insuffisant et sans formation	113
4. Trop grande fragilité de l'équilibre alimentaire	113
5. La crise du bois et la crise économique, la mécanisation	113
6. Les problèmes restent les mêmes	114
 Genèse du déséquilibre entre population et ressources en pays moba-gurma (nord-togo) —	
Marc PILON	117
Quelques caractéristiques du pays moba-gurma	118
Une croissance démographique due au maintien d'une fécondité élevée et à une baisse de la mortalité	119
Pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ?	124
 Les transitions démographiques de l'économie domestique en équateur — Daniel DELAUNAY	
La mesure	138
Transitions démo-économiques	141
La stabilité, loi de population ?	141
Les configurations spatiales de la transition démographique	144
Les sociétés domestiques	146
L'empreinte des territoires	147
Dans les Andes	147
Dans les zones plus sèches	151
Le statut de la femme	155
L'engagement marchand	155
Les périphéries urbaines de la Sierra	157
Les fronts pionniers	157
L'arboriculture de plantation	159
 Auto-subsistance, système marchand et population au XX^e siècle, aux îles de la société —	
Claude ROBINEAU	169
 Pression démographique et production alimentaire : l'exemple de trois régions du Cameroun — Simon	
D. YANA, Jean-Marie WAUTELET, Samuel KELODJOUE	181
1. Pression démographique et production agricole : approche conceptuelle	182

1.1. <i>Des causes et conséquences de la croissance démographique</i>	183
1.2. <i>Des visions plus globalisantes</i>	185
2. L'exemple de trois régions du Cameroun :	
pays Bamiléké, Lekié et Monts Mandara	186
2.1. <i>Les contextes écologique et social</i>	186
2.2. <i>Les régions et l'espace national</i>	189
3. Les modes d'organisation sociale	196
3.1. <i>Les systèmes agraires</i>	196
3.2. <i>Le système foncier</i>	197
3.3. <i>La population active agricole</i>	199
4. Production agricole et équilibre alimentaire	203
4.1. <i>L'importance de l'autoproduction</i>	203
4.2. <i>Population et production alimentaire dans le contexte national</i>	206

CONJONCTURES FÉMININES

<i>Migration et féminisation de l'agriculture dans le nord de la cote d'ivoire</i> — Thomas J. BASSETT	219
Le nord comme réserve de main-d'œuvre	223
Le développement du coton	226
La division du travail en agriculture	227
Goulets d'étranglement de la main-d'œuvre et innovations technologiques	229
L'accès aux ressources par les femmes cultivant le coton	232
Impact de la féminisation de l'agriculture sur la production vivrière	235
<i>Le foyer à deux pierres. production agricole et gestion de la force de travail : perspectives historiques</i> — Raymond GERVAIS	247
Main-d'œuvre et agriculture : la production domestique moagha	251
Migration de la force de travail	260
<i>Macro-idéologie de la surpopulation, le cas du Bengladesch</i> — B.K. JAHANGIR, Bernard HOURS	273
L'obsession démographique : une idéologie planétaire	273
Population, croissance de la production agricole et structure agraire	275

Modernisation et déséquilibre démographiques au Zaïre, quelques hypothèses de recherche —
Mumpasi LUTUTALA 279

1. Peut-on parler de « déséquilibres démographiques » ? 280
2. La théorie de la transition démographique et les déséquilibres démographiques 283
3. Quelques hypothèses sur le cas particulier du Zaïre 287

CONJONCTURES GUERRIÈRES

Vivre et manger en guerre au Mozambique —
Christian GEFFRAY 297

- Généralités sur l'alimentation locale 297
- Les prémisses de la guerre 298
- L'approche de la Renamo et l'entrée en guerre 301
- L'alimentation dans les zones rebelles 303
- L'alimentation en zone gouvernementale 306
- Les réfugiés 311

La guerre : un mode de vie au Guatemala —
Jésus GARCIA-RUIZ 315

1. Les étapes de l'affrontement militaire 316
2. La théorie et la pratique des « Affaires Civiles » 322
 - a. L'action militaire 325
 - b. L'action d'intervention sociale et de composition idéologique 325
3. La dépendance alimentaire « pour le contrôle des consciences » 327

Guerre révolutionnaire, sécurité alimentaire ? Croissance démographique. Le cas du Viet-Nam (1945-1975) — NGUYEN DUC NHUAN 339

1. Guerre de longue résistance 340
2. La construction d'une société alternative 340
3. La sécurité alimentaire 341

CRISES SOUS INFLUENCE

Croissance de la population et production vivrière à Java. Deux siècles d'évolution démographique et agricole en Indonésie — Jean-Luc MAURER 349

Les spectres de Malthus

La croissance post-traditionnelle précoce	
du XIX ^e siècle	350
L'évolution en dents de scie du XX ^e siècle	351
Les ajustements successifs de la production	
vivrière	355
1830-1930 : extensification et diversification	
des cultures	356
1930-1990 : de la stagnation agricole à la	
« révolution verte »	359
<i>What disequilibria ? people, land and food</i>	
<i>in Nigeria</i> — Gavin WILLIAMS	375
Modernizing Malthus	375
Demographic change	376
Environmental consequences	379
Protecting property rights	381
Nigeria	383
Population growth	384
Expanding agricultural production	386
Solving the food crisis	388
What disequilibria ?	392
<i>Le FMI, les politiques d'ajustement structurel et</i>	
<i>la problématique population/ressources.</i>	
<i>L'expérience du Ghana</i> — Martin VERLET	397
I. La Ghana à l'épreuve du FMI (1965-1982)	401
II. Le Ghana saisi par l'ajustement structurel :	
1983-1990	407
III. Équilibrages macro-économiques et	
déséquilibres sociaux	412
IV. Ajustement et déséquilibres alimentaire	417
V. Le retour de Malthus	422
<i>Déséquilibres alimentaires, déséquilibres</i>	
<i>démographiques : des interrogations aux franges</i>	
<i>de nos disciples</i> — B. SCHLEMMER	425
1. Problème de la pertinence des outils utilisés	426
2. Malthus mis à mal	428
3. Économies dominées et instances supra-nationales	430
<i>Liste des participants au colloque</i>	433

Cet ouvrage a été transcodé, enrichi et mis en pages par
EDI (Études et Documentation Internationales)
29, rue Descartes, 75005 Paris
Tél. : (1) 43 29 55 29.

Imprimerie Tardy Quercy (S.A.) 46001 CAHORS
N° d'impression : 10216F – Dépôt légal : mai 1991
N° d'éditeur : 323-111

LES SPECTRES DE MALTHUS

Depuis plus d'un siècle les problèmes démographiques se posent dans l'ombre sinistre du malthusianisme. Ils se sont posés dramatiquement lors du développement de la révolution industrielle en Europe. Ils se posent tragiquement en ce qui concerne ce qu'on appelle aujourd'hui « le Tiers Monde ». S'il en est ainsi c'est que le problème de la faim n'est toujours pas résolu pour les deux tiers de l'humanité. La cause en serait une croissance démographique excessive, sinon incontrôlable.

Qu'en est-il ? La réponse ne se situe pas que dans les statistiques. C'est à partir d'observations précises et durables, faites au sein de sociétés confrontées à ces problèmes, que des démographes, des économistes, des géographes, des anthropologues ont réexaminé cette relation dans une perspective transdisciplinaire. Le débat qui s'est engagé entre eux donnera à tous ceux qui veulent quelque lumière sur ce problème crucial, solide matière à penser : sur la pertinence des outils théoriques ou statistiques, la portée explicative des faits démographiques, les conditions sociales et politiques d'accès à la nourriture et les effets démographiques et sociaux de la soumission des économies nationales au jeu des échanges mondiaux.

Comme on le verra, si Malthus est mis à mal, c'est de plusieurs côtés à la fois, moins pour avoir posé le problème et proposé une théorie que pour avoir réduit celle-ci à une doctrine partisane qui fonde encore aujourd'hui des politiques impitoyables.

edi Études et Documentation Internationales

ISBN 2-85139-102-x

ISBN 2-7082-2893-5

Code : 911159-0



Prix : 230 F TTC

Couverture : Elisabeth SONREL, *Le Cortège de Flore* (Détail),
Musée des Beaux Arts de Mulhouse (Cl. Giraudon).